CONSEIL COMMUNAL DU 22 DÉCEMBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 22 DECEMBER 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Vincent De Wolf, *Le Bourgmestre-Président/De Burgemeester-Voorzitter* ;
Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Colette Njomgang, Maryam Matin Far, André du Bus, Aziz Es, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Arnaud Van Praet, Zacharia Moktar, Ethel Savelkoul, Lucien Rigaux, Louise-Marie Bataille, Fridoline Ebongo, Cyril Savéant Vanséveren, Sacha Moëns, Jean-Sébastien Lemaire, Olivia de Callataÿ, Olivier Coppens, Sylvie Vandecruys, Athenais Cazalis de Fondouce, Laurent Vleminckx, Yasin Tatou, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Annick Petit, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Rachid Madrane, *Échevin(e)/Schepen* ;
Eliane Paulissen, Caroline Joway, Audrey Petit, Anne Vandersande, Laure-Mélanie Defèche, Pieterjan Vanden Boer, Thibault Deleixhe, Lise Ottinger, Stéphanie Ngalula Mbuyi Kapinga, Delphine Cordier, Sana Aissaoui, Helena Ruiz Fabra, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:15
Opening van de zitting om 20:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

22.12.2025/A/0001 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 17.11.2025**

Les procès-verbaux des séances précitées, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Le point est reporté.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 17.11.2025

Het proces-verbaal van de voormelde zittingen, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

Het punt wordt uitgesteld.

1 annexe / 1 bijlage

Procès+verbal+complet (15).pdf

22.12.2025/A/0002 **Conseil communal - Délégations et mandats – Mission Locale d'Ixelles pour l'Emploi et la Formation**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 13 octobre 2024 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 01 décembre 2024 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE de désigner Cyril Jehenson en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek à l'Organe d'Administration de la Mission Locale d'Ixelles.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Lokale Missie van Elsene voor Werkgelegenheid en Vorming

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad van Etterbeek op 01 december 2024;

overwegende dat naar aanleiding van die verkiezingen en die installatie een aantal vertegenwoordigers van de gemeente bij openbare instellingen en instellingen van openbaar nut vervangen moeten worden;

gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST Cyril Jehenson aan te stellen als vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek in het bestuursorgaan van de Lokae Missie van Elsene.

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

20251022_Appel cand ADM_Etterbeek_VanBockstal251021151651.pdf, Statuts MLXL.pdf

22.12.2025/A/0003 **Conseil communal - Délégations et mandats – Port de Bruxelles**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 13 octobre 2024 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 01 décembre 2024 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Considérant l'absence de désignation par le Conseil communal ;

DECIDE de désigner Monsieur Kiza Ndikumana en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek à l'Assemblée générale du Port de Bruxelles ce vendredi 21 novmebre 2025.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Haven van Brussel

De Gemeenteraad,

Gezien de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad van Etterbeek op 1 december 2024;

Overwegende dat naar aanleiding van deze verkiezingen en deze installatie de vertegenwoordigers van de gemeente bij diverse openbare of openbaar-rechtelijke instellingen moeten worden vernieuwd;

Gezien artikel 120, § 2, van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de gemeenteraad geen aanwijzing heeft gedaan;

BESLUIT de heer Kiza Ndikumana aan te wijzen als vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek in de Algemene Vergadering van het Havenbedrijf Brussel op vrijdag 21 november 2025.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

Contentieux - Geschillen

22.12.2025/A/0004 **Ordonnance de police interdisant la possession, le transport, la vente et tout acte préparatoire à l'allumage de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques de tout le territoire de la commune d'Etterbeek.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 119 bis, 133 et 135 §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu le Règlement Général de Police, et en particulier ses articles 11 et 43 ;

Considérant l'atteinte à la tranquillité des habitants en raison des explosions de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques ;

Considérant que divers troubles à l'ordre public – y compris des provocations vis-à-vis des forces de l'ordre - sont provoqués par l'usage intempestif de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques ;

Considérant les risques notamment de brûlures sévères pour les usagers de ces pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques ;

Considérant la nécessité de ne pas perturber la faune locale par ces explosions soudaines ;

Considérant par ailleurs que les feux d'artifices ont des effets néfastes sur la santé et sur l'environnement; qu'en effet, ils dégagent des particules fines, peuvent provoquer des incendies, des accidents de la route, des lésions graves et leurs nuisances sonores peuvent effrayer, voire tuer, les animaux ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire bénéficier leurs habitants des avantages d'une bonne police et qu'à cet effet, elles doivent notamment prendre toutes les mesures nécessaires en vue de garantir un cadre de vie sain et de qualité à l'ensemble de leurs habitants ; qu'à cet égard, elles doivent notamment veiller à la santé, à la sécurité et à la tranquillité de leurs habitants;

Considérant qu'il convient également d'accorder une grande attention au bien-être animal par des mesures concrètes ;

ORDONNE :

Article 1er
Est interdit dans l'espace public ainsi que dans les jardins privés de tout le territoire de la commune d'Etterbeek, la possession, le transport et tout acte préparatoire à l'allumage de pétards et feux d'artifice, quelle que soit leur catégorie. Cette interdiction s'applique aux particuliers ne disposant pas des autorisations requises.

Est interdite la vente de ces articles pyrotechniques dans les commerces situés sur le

territoire communal.

Article 2
Les services de police sont chargés de contrôler et d'assurer le respect de la présente ordonnance, au besoin en faisant usage de la force.

Article 3
Les infractions à la présente ordonnance seront sanctionnées par une amende administrative d'un montant de 175 euros ou 350 euros selon que le contrevenant soit mineur d'au moins 14 ans ou soit majeur, et le cas échéant par toute autre mesure de police administrative, dont la saisie du matériel, une mesure d'arrestation administrative ou la fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire.

Article 4
La présente ordonnance prend cours immédiatement, pour une durée de deux mois.

Article 5
La présente ordonnance sera affichée aux valves de la Maison communale.

Article 6
La présente ordonnance sera transmise à Monsieur le Chef de corps de la Zone de police et à Madame le Fonctionnaire sanctionnateur.

Article 7
Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cette ordonnance peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la publication de cette ordonnance. La requête est adressée au greffe du Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat http://eproadmin.raadvst-consetat.be. Une action en suspension de l'ordonnance peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Le Conseil prend connaissance.

Politieverordening tot verbod van het bezit, het vervoer, de verkoop en elke voorbereidende handeling voor het aansteken van vuurwerk en pyrotechnische artikelen op het volledige grondgebied van de gemeente Etterbeek.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikels 119 bis, 133, en 135 §2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en in het bijzonder op artikelen 3 en 4 ervan;

Gelet op het Algemeen Politiereglement, in het bijzonder artikelen 11 en 43;

Overwegende dat de explosies van vuurwerk en pyrotechnische artikelen de rust van de bewoners bedreigen;

Overwegende dat verschillende verstoringen van de openbare orde - waaronder provocaties jegens de politie - door het ongepast gebruik van vuurwerk en pyrotechnische artikelen veroorzaakt worden ;

Gezien de risico's van met name ernstige brandwonden voor de gebruikers van dit vuurwerk en pyrotechnische artikelen;

Gezien de noodzaak om de plaatselijke fauna niet te verstoren door deze plotselinge explosies;

Overwegende dat vuurwerk schadelijke gevolgen heeft voor de gezondheid en het milieu; dat ze in feite fijne deeltjes afgeven, branden, verkeersongevallen, ernstige verwondingen kunnen veroorzaken en dat hun geluidsoverlast dieren kan schrikken of zelfs doden;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben hun inwoners te laten profiteren van de voordelen van een goede politiemacht en daartoe met name alle nodige maatregelen moeten nemen om een gezond en kwalitatief leefklimaat te garanderen aan al hun inwoners; dat zij in dit verband met name de gezondheid, de veiligheid en de rust van hun inwoners moeten waarborgen;

Overwegende dat ook via concrete maatregelen veel aandacht moet worden besteed aan dierenwelzijn;

BESLIST:

Artikel 1
Het bezit, het vervoer en elke voorbereidende handeling voor het afsteken van vuurwerk, van welke categorie dan ook, is verboden in de openbare ruimte evenals in privétuinen van het volledige grondgebied van de gemeente Etterbeek. Dit verbod geldt voor personen die niet over de vereiste machtigingen beschikken.

De verkoop van deze pyrotechnische artikelen in winkels op gemeentelijk grondgebied is verboden

Artikel 2
De politiediensten zijn verantwoordelijk voor de naleving van deze verordening, zo nodig met geweld.

Artikel 3
Overtredingen van deze verordening worden bestraft met een administratieve boete van 175 euro of 350 euro naargelang de overtreder minderjarige van ten minste 14 jaar of meerderjarig is, en indien nodig met elke andere maatregel van de administratieve politie, met inbegrip van de inbeslagname van materiaal, een administratieve aanhouding maatregel of de tijdelijke administratieve sluiting van de inrichting.

Artikel 4
Deze verordening treedt onmiddellijk in werking, voor een periode van twee maanden.

Artikel 5
Deze verordening wordt op de mededelingenborden van het gemeentehuis geplaatst.

Artikel 6
Dit bevel wordt doorgestuurd naar de Korpschef van de politiezone en naar de sanctionerend ambtenaar.

Artikel 7
Overeenkomstig de gecoordineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring tegen deze ordonnantie worden ingediend bij de afdeling Administratie van de Raad van State, wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na bekendmaking van deze ordonnantie. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State - http://eproadmin.raadvst-consetat.be. Er kan tevens een vordering tot schorsing van deze ordonnantie ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De raad neemt kennis.

Affaires générales - Algemene Zaken

22.12.2025/A/0005 **ASBL Logement et Harmonie Sociale – Comptes 2023 - Rapport d'activité 2023 – Prise d'acte.**

Le Conseil Communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 18 septembre 2017;

Vu les comptes 2023 et le rapport d'activité 2023, en annexe, approuvés par l'Assemblée Générale;

Attendu que le Conseil communal a inscrit au budget 2023 un subside de 33.120,00 € en faveur de l'Asbl Logement et Harmonie Sociale;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE de prendre acte des comptes 2023 arrêtés au 31/12/2023 et du rapport d'activité 2023 de l'ASBL Logement et Harmonie Sociale tels qu'ils sont repris en annexe, en vue d'octroyer la subvention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

VZW Logement et Harmonie Sociale – Rekeningen 2023 - Activiteitenverslag 2023 – Akteneming.

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 18 september 2017;

Gelet op de rekeningen 2023 en het activiteitenverslag 2023 , in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering;

Overwegende dat de Gemeenteraad, in de begroting 2023 een subsidie van 33.120,00 € heeft ingeschreven voor de VZW Logement et Harmonie Sociale;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

BESLUIT akte te nemen van de rekeningen 2023 afgesloten op 31/12/2023 en het activiteitenverslag 2023 van de VZW Logement et Harmonie Sociale, zoals deze bij deze beraadslaging bijgevoegd zijn, in het vooruitzicht de subsidie vrij te geven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

LHS - BILAN 2023.pdf, Rapport d'activité 2023 LHS.pdf

22.12.2025/A/0006 **ASBL Logement et Harmonie Sociale – Comptes 2024 - Rapport d'activité 2024 – Prise d'acte.**

Le Conseil Communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 18 septembre 2017;

Vu les comptes 2024 et le rapport d'activité 2024, en annexe, approuvés par l'Assemblée Générale;

Attendu que le Conseil communal a inscrit au budget 2024 un subside de 33.120,00 € en faveur de l'Asbl Logement et Harmonie Sociale;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE de prendre acte des comptes 2024 arrêtés au 31/12/2024 et du rapport d'activité 2024 de l'ASBL Logement et Harmonie Sociale tels qu'ils sont repris en annexe, en vue d'octroyer la subvention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

VZW Logement et Harmonie Sociale – Rekeningen 2024 - Activiteitenverslag 2024 –

Akteneming.

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 18 september 2017;

Gelet op de rekeningen 2024 en het activiteitenverslag 2024 , in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering;

Overwegende dat de Gemeenteraad, in de begroting 2024 een subsidie van 33.120,00 € heeft ingeschreven voor de VZW Logement et Harmonie Sociale;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

BESLUIT akte te nemen van de rekeningen 2024 afgesloten op 31/12/2024 en het activiteitenverslag 2024 van de VZW Logement et Harmonie Sociale, zoals deze bij deze beraadslaging bijgevoegd zijn, in het vooruitzicht de subsidie vrij te geven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Rapport d'activité 2024 LHS.pdf, LHS BILAN 2024.pdf

22.12.2025/A/0007 **Convention de mise à disposition des infrastructures sportives des écoles communales pour les clubs etterbeekois et / ou les associations à but sportif - saison 2025-2026**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en séance du 21/02/2022, le Conseil communal a approuvé les termes de la convention de mise à disposition des infrastructures sportives des écoles communales pour les clubs sportifs etterbeekois et / ou les associations à but sportif ;

Considérant qu'en séance du 09/07/2025 et 03/09/2025, le Collège des bourgmestre et échevins a approuvé la reconnaissance des clubs de catégories A, B, C, D et E mentionnés dans le collège, la répartition du subside aux clubs sportif pour l'année 2024 ainsi que l'attribution de la subvention de 1.000 € pour un projet spécifique ;

Considérant qu'en séance du 09/07/2025 et 03/09/2025 le Collège des bourgmestre et échevins a approuvé le planning d'occupation des infrastructures sportives communales, à titre gratuit ;

Considérant qu'en séance du 09/07/2025, le Collège des bourgmestre et échevins a approuvé l'occupation d'infrastructures sportives des écoles communales au Brussels Gay Sport, Epsilon, Société de Tai chi Taoiste de Belgique, à titre payant, pour la saison 2025-2026 ;

Considérant que les 12 clubs de catégorie E qui ne sont pas mentionnés dans le collège du 03/07/2024 mais qui ont bien remis un dossier sport à l'appel pour la saison 2024-2025. Ceux-ci sont donc reconnus pour cette saison : Entre meufs ASBL, CESAM, DC Eagles Etterbeek, Taiho jutsu Belgium, Thuy Phap, Turnclub Etterbecca, Etterbeek Rocket, ensemble de danse Rondinella, Jujitsu Etterbeek Club, Aikido Etterbeek, Sportify ;

Considérant les conventions correspondant à chaque club et / ou association, avec les périodes d'occupation pour la saison 2025-2026 en annexes;

Considérant le résumé des différentes occupations par club et / ou association pour les différentes salles mises à disposition ci-dessous:

1. UAAE basket

salle de gym du Paradis des enfants

- Lundi : 16h45 – 18h30 et 21h00 – 23h00
- Mardi : 16h45 – 23h00
- Mercredi : 15h – 18h30 et 20h30 – 23h00
- Jeudi : 16h45 – 23h00
- Vendredi : 16h00 – 20h00
- Samedi : 08h30 – 24h00
- Dimanche : 8h30 – 14h00

salle de gym d'Ernest Richard (place St-Pierre)

- mercredi : 16h00 – 19h00
- vendredi : 17h00 – 20h00

2. Ryu Bob Bonnivert asbl

salle de gym du Paradis des enfants

- lundi : 18h30 – 21h00
- mercredi : 18h30 – 20h30

salle de gym de la Colombe de la paix

- lundi : 16h30 – 17h30

3. Epsilon – salle de gym du Paradis des enfants (volley)

- vendredi : 20h00 – 22h00 / 20h00 - 23h00

4. Urban Step

salle de gym du Paradis des enfants

- dimanche : 14h00 – 20h00

salle de gym d'Ernest Richard (place St-Pierre)

- lundi : 18h30 – 20h00
- samedi : 14h00 – 20h00

salle de gym de la Colombe de la paix

- jeudi : 18h00 – 20h00

5. FSSRBC / Suje SourDoof - salle de gym d'Ernest Richard (place St-Pierre)

- mardi : 20h00 – 22h00

6. Futsal Project Brussels

- salle de gym d'Ernest Richard (place St-Pierre)
- mercredi : 19h00 – 21h30

7. Le Noyau – réfectoire de la colombe de la paix

- lundi de octobre à janvier : 20h00 – 22h00

8. Ensemble de danses Rondinella - préau d'Ernest Richard (place St-Pierre)

- lundi : 20h00 – 22h00

9. Société de tai chi taoïste de Belgique

salle de gym de Claire Joie

- mercredi: 19h30 – 21h00

0. Cercle Triskell - préau d'Ernest Richard (place St-Pierre)

- mercredi : 20h00 – 22h00

11. AS Sans Souci - Ernest Richard (J. Buedts)

- lundi : 19h00 – 21h00
- mercredi : 18h00 – 21h00
- vendredi : 19h00 – 01h00

12.Ju-Jitsu Etterbeek – salle de gym de Claire Joie

undi : 18h00 – 19h30
ercredi : 18h00 – 19h30

13. Tuy-Phap

salle de gym de Claire Joie

- mardi : 18h00 – 21h00
- jeudi : 18h00 – 21h00

Ecole les Marronniers / Académie de musique (rue Fétis)

- Dimanche : 11h00 – 13h00

14. La Mante Religieuse – Qwan ki do – salle de gym de la Colombe de la paix
    - lundi : 18h30 – 20h00
    - mercredi : 17h00 – 20h00 – oubli dans le dossier Sport à l'appel – créneau habituel
    - vendredi : 19h00 – 21h00
15. Brussels Gay Sport - salle de gym de la Colombe de la paix
    - mardi : 19h30 – 20h30
16. Eagles Darts – réfectoire de la Colombe de la paix
    - mercredi : 19h00 – 22h00
    - vendredi : 19h00 – 00h00
17. Ren Shin Kan – salle de gym de la Farandole (ch. St-Pierre)
    - lundi : 19h30 – 21h30
    - mardi : 19h30 – 21h30
    - mercredi : 17h00 – 21h30
    - jeudi : 19h30 – 22h00
    - vendredi : 19h30 – 22h00
18. Etterbeek Rocket - salle de gym d'Ernest Richard (place St-Pierre)

undi : 20h00 – 23h00 (au lieu de 20h – 22h)

endredi : 20h00 – 23h00

19. Sportify - salle de gym de Claire-Joie
    - vendredi : 16h30 -18h00
20. Entre Meufs asbl – préau d'Ernest Richard (place St-Pierre)
    - mercredi : 19h00 – 20h00
21. CESAM – salle de gym du Paradis des enfants
    - mercredi : 20h00 – 22h00
22. Aïkido Etterbeek - salle de gym de la Colombe de la paix
    - lundi: 20h00 – 22h00
23. FC Boncelles - salle de gym de la Colombe de la paix
    - vendredi : 17h00 – 19h00

Considérant que la mise à disposition du stade de foot Guy Thys n'est pas soumise à la

présente convention, mais que pour information, des clubs et/ou associations bénéficient des installations gratuitement ;

Considérant que la répartition a été calculée en fonction du nombre d'enfants de chaque club ou association fréquentant le terrain lors des entrainements ;

Considérant que vous trouverez ci-dessous un résumé des différentes occupations par club et / ou association pour l'utilisation du stade Thys :

1. RRC Etterbeek
   - lundi: 17h00 – 21h45
   - mardi: 17h00 – 21h45
   - mercredi: 13h00 à 15h30 (1/2 terrain), 15h30 à 17h00 (2/3 terrain) et 17h00 à 21h45
   - jeudi: 17h00 – 21h45
   - vendredi : 17h00 – 21h45
   - samedi : 09h30 – 14h00 et 17h00 – 19h00
   - dimanche : 09h30 – 19h00
2. Animation et Loisirs pour Tous
   - mercredi: 13h30 – 15h30 (3/4 d'un 1/2 terrain)
3. FC SKD Brussels
   - mercredi: 13h30 – 15h30 (1/4 d'un 1/2 terrain)
4. Los Extranos
   - samedi : 14h00 – 17h00 (horaire en fonction du calendrier ABSSA)

Considérant que le service prévention de la commune bénéficie aussi de la mise à disposition d'infrastructures sportives mais que celle-ci ne fait pas l'objet d'une convention ;

Considérant que pour une partie de leurs activités, ils occupent :

salle de gym d'Ernest Richard (place St-Pierre)

- mardi : 17h00 – 20h00
- mercredi : 14h00 – 16h00
- jeudi : 17h00 – 20h00

stade de foot Thys

- mercredi : 15h30 – 17h00 (1/3 de terrain)

DÉCIDE d'approuver la convention d'occupation tel que défini ci-dessus pour :

1. l' UAAE basket
2. Ryu Bob Bonnivert asbl
3. Epsilon
4. Urban Step
5. FSSRBC / Suje SourDoof
6. Futsal Project Brussels
7. Le Noyau
8. Ensemble de danses Rondinella
9. La société de tai chi taoïste de Belgique
10. Cercle Triskell
11. AS Sans Souci
12. Ju-Jitsu Etterbeek
13. Tuy-Phap
14. La Mante Religieuse – Qwan ki do
15. Brussels Gay Sport
16. Eagles Darts
17. Ren Shin Kan
18. Etterbeek Rocket
19. Sportify
20. Entre Meufs asbl
21. CESAM
22. Aikido Etterbeek
23. FC Boncelles

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van de infrastructuur van de gemeentescholen aan de Etterbeekse sportclubs en / of sportverenigingen -seizoen 2025-2026

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 21/02/2022 de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van de sportinfrastructuur van de gemeentescholen aan Etterbeekse sportclubs en/of sportverenigingen heeft goedgekeurd;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 09/07/2025 en 03/09/2025 goedkeuring heeft gegeven voor de erkenning van de clubs van categorie A, B, C, D en E die zijn vermeld in het collegepunt, voor de verdeling van de subsidies voor sportclubs voor het jaar 2024 en voor de toekenning van de subsidie van 1.000 euro voor een specifiek project;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 09/07/2025 en 03/09/2025 de planning voor het gratis gebruik van gemeentelijke sportinfrastructuur heeft goedgekeurd;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 09/07/2025 en 03/09/2025beslist heeft om toestemming te geven voor het gebruik van sportinfrastructuur van de gemeentescholen voor het seizoen 2025-2026 door Brussels Gay

Sport, Epsilon, Société de Tai-chi Taoiste de Belgique en dat tegen betaling;

overwegende dat de 12 clubs van categorie E niet worden vermeld in het college van 09/07/2025 en 03/09/2025 maar wel degelijk een sportoproepdossier hebben ingediend voor het seizoen 2024-2025; Zij worden dus erkend voor dit seizoen: Entre meufs vzw, CESAM, DC Eagles Etterbeek, Taiho jutsu Belgium, Thuy Phap, Turnclub Etterbecca, ensemble de danse Rondinella, Jujitsu Etterbeek Club, Aikido Etterbeek;

overwegende dat u in bijlage de overeenkomst vindt voor elke club en/of vereniging met de gebruiksperiodes voor het seizoen 2025-2026;

overwegende dat u hieronder een overzicht vindt per club en/of vereniging van de verschillende zalen:

1. UAAE basket

- turnzaal van Paradis des Enfants

o Maandag: 16u45 – 18u30 en 21u00 – 23u00

o Dinsdag: 16u45 – 23u00

o Woensdag: 15u – 18u30 en 20u30 – 23u00

o Donderdag: 16u45 – 23u00

o Vrijdag: 16u00 – 20u00

o Zaterdag: 08u30 – 24u00

o Zondag: 8u30 – 14u00

- turnzaal van Ernest Richard (Sint-Pietersplein)

o woensdag: 16u00 – 19u00

o vrijdag: 17u00 – 20u00

2. Ryu Bob Bonnivert vzw

- turnzaal van Paradis des Enfants

o maandag: 18u30 – 21u00

o woensdag: 18u30 – 20u30

- turnzaal Colombe de la Paix

o maandag: 16u30 – 17u30

3. Epsilon – turnzaal van Paradis des Enfants (volley)

o vrijdag: 20u00 – 22u00 / 20u00 - 23u00

4. Urban Step

- turnzaal van Paradis des Enfants

o zondag: 14u00 – 20u00

- turnzaal van Ernest Richard (Sint-Pietersplein)

o maandag: 18u30 – 20u00

o zaterdag: 14u00 – 20u00

- turnzaal Colombe de la Paix

o donderdag: 18u00 – 20u00

5. FSSRBC / Suje SourDoof - turnzaal van Ernest Richard (Sint-Pietersplein)

o dinsdag: 20u00 – 22u00

6. Futsal Project Brussels

- turnzaal van Ernest Richard (Sint-Pietersplein)

o woensdag: 19u00 – 21u30

7. Le Noyau – refter Colombe de la paix

o maandag van oktober tot januari: 20u00 – 22u00

8. Ensemble de danses Rondinella - overdekte binnenplaats Ernest Richard (Sint-Pietersplein)

o maandag: 20u00 – 22u00

9. Société de tai chi taoïste de Belgique

- turnzaal Claire Joie

o woensdag: 19u30 – 21u00

10. Cercle Triskell - overdekte binnenplaats Ernest Richard (Sint-Pietersplein)

o woensdag: 20u00 – 22u00

11. AS Sans Souci - Ernest Richard (J. Buedts)

o maandag: 19u00 – 21u00

o woensdag: 18u00 – 21u00

o vrijdag: 19u00 – 01u00

12. Jiu-Jitsu Etterbeek – turnzaal Claire Joie

o maandag: 18u00 – 19u30
woensdag: 18u00 – 19u30

13. Tuy-Phap

- turnzaal Claire Joie

o dinsdag: 18u00 – 21u00

o donderdag: 18u00 – 21u00

- School les Marroniers / Académie de musique (Fétisstraat)

o Zondag: 11u00 – 13u00

14. La Mante Religieuse – Qwan ki do – turnzaal Colombe de la paix

o maandag: 18u30 – 20u00

o woensdag: 17u00 – 20u00 - vergetelheid in het dossier Sportoproep - gebruikelijk uurblok

o vrijdag: 19u00 – 21u00

15. Brussels Gay Sport - turnzaal Colombe de la paix

o dinsdag: 19u30 – 20u30

16. Eagles Darts – refter Colombe de la paix

o woensdag: 19u00 – 22u00

o vrijdag: 19u00 – 00u00

17. Ren Shin Kan – turnzaal Farandole (Sint-Pietersteenweg)

o maandag: 19u30 – 21u30

o dinsdag: 19u30 – 21u30

o woensdag: 17u00 – 21u30

o donderdag: 19u30 – 22u00

o vrijdag: 19u30 – 22u00

18. Etterbeek Rocket - Turnzaal van Ernest Richard (Sint-Pietersplein)

o maandag: 20u00 - 23u00 (in plaats van 20u00 - 22u00)

o vrijdag: 20u00 - 23u00

19. Sportify - Turnzaal van Claire-Joie

o vrijdag : 16u30 - 18u00

20. Entre Meufs vzw - overdekte binnenplaats Ernest Richard (Sint-Pietersplein)

o woensdag: 19u00 - 20u00

21. CESAM – turnzaal van Paradis des Enfants

o woensdag: 20u00 – 22u00

22. Aikido Etterbeek- Turnzaal van Claire-Joie

o Maandag : 20u-22u

o Donderdag: 20u-22u

23. FC Boncelles - Turnzaal van Colombe de la paix

- vrijdag : 17u00 – 19u00

overwegende dat de terbeschikkingstelling van het voetbalstadion Guy Thys niet onder deze overeenkomst valt, maar ter informatie maken clubs en/of verenigingen gratis gebruik van de installaties;

overwegende dat de verdeling werd berekend op basis van het aantal kinderen van elke club of vereniging die het terrein gebruiken tijdens de trainingen;

overwegende dat u hieronder een overzicht vindt per club en/of vereniging van het gebruik van het stadion Guy Thys:

1. RRC Etterbeek

- maandag: 17u00 – 21u45
- dinsdag: 17u00 – 21u45
- woensdag: 13u00 tot 15u30 (1/2 terrein), 15u30 tot 17u00 (2/3 terrein) en 17u00 tot 21u45
- donderdag: 17u00 – 21u45
- vrijdag: 17u00 – 21u45
- zaterdag: 09u30 – 14u00 en 17u00 – 19u00
- zondag: 09u30 – 19u00

2. Animation et Loisirs pour Tous

- woensdag: 13u30 – 15u30 (3/4 van 1/2 terrein)

3. FC SKD Brussels

- woensdag: 13u30 – 15u30 (1/4 van 1/2 terrein)

4. Los Extranos

- zaterdag: 14u00 – 17u00 (uren in functie van de kalender ABSSA)

overwegende dat ook de dienst Preventie van de gemeente gebruikmaakt van sportinfrastructuur, maar dat dit niet onder een overeenkomst valt;

overwegende dat de dienst voor een deel van zijn activiteiten de volgende infrastructuur gebruikt:

- turnzaal van Ernest Richard (Sint-Pietersplein)
- dinsdag: 17u00 – 20u00
- woensdag: 14u00 – 16u00
- donderdag: 17u00 – 20u00
- voetbalstadion Thys
- woensdag: 15u30 – 17u00 (1/3 terrein)

BESLIST om de overeenkomst zoals die hierboven is vastgelegd goed te keuren voor:

1. UAAE basket
2. Ryu Bob Bonnivert vzw
3. Epsilon
4. Urban Step
5. FSSRBC / Suje SourDoof
6. Futsal Project Brussels
7. Le Noyau
8. Ensemble de danses Rondinella
9. La société de tai chi taoïste de Belgique
10. Cercle Triskell
11. AS Sans Souci
12. Ju-Jitsu Etterbeek
13. Tuy-Phap
14. La Mante Religieuse – Qwan ki do
15. Brussels Gay Sport
16. Eagles Darts
17. Ren Shin Kan
18. Etterbeek Rocket
19. Sportify
20. Entre Meufs vzw
21. CESAM
22. Aikido Etterbeek
23. FC Boncelles

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

23 annexes / 23 bijlagen

01. uaae.pdf, 18. etterbeek rocket.pdf, 04. Urban step.pdf, 21. cesam.pdf, 07. Le noyau.pdf, 13. tuy-phap.pdf, 14. mante religieuse.pdf, 15. brussels gay sports.pdf, 12. ju-jitsu etterbeek.pdf, 02. Ryu bob bonnivert.pdf, 08. rondinella.pdf, 20. entre meufs asbl.pdf, 17. ren shin kan.pdf, 11. as sans-souci.pdf, 23. Fc Boncel-Etterbeek.pdf, 05. Suje.pdf, 19. sportify.pdf, 22. aikido etterbeek.pdf, 03. Epsilon.pdf, 09. tai chi.pdf, 06. futsal project brussels.pdf, 10. cercle triskell.pdf, 16. eagles darts.pdf

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

22.12.2025/A/0008 **Octroi d'une prime de risque pour les inspecteurs de propreté publique**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26 mai 1997 modifiant le statut pécuniaire suite à l'application de la Charte sociale et ses modifications ultérieurs ;

Considérant le rapport du 28 octobre 2025 de Monsieur Cédric DE MYTTENAERE relatif à l'octroi d'une prime de risques pour les inspecteur.rices de propreté publique ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 novembre 2025 ;

Considérant qu'il ressort du rapport de Monsieur DE MYTTENAERE que les inspecteurs de propreté publique qui relèvent de l'équipe « Répression – propreté » sont exposés à des risques spécifiques, notamment en matière d'agression, d'insalubrité et de risque sanitaire ;

Considérant que cette situation justifie pleinement l'octroi d'une prime de risque à cette catégorie de personnel.

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la concertation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vue les articles 100, 117 et 145 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article 1er :

Un article 23 quater est introduit après l'article 23 ter du statut pécuniaire rédigé comme suit :

« Article 23 quater : prime de risques pour les inspecteurs de propreté publique

Une prime de risque de 1.017,76 € annuelle à l'indice 138,01 est octroyée aux inspecteurs de propreté publique de l'équipe « Répression – propreté » ».

Article 2

L'article 23 quater entre en vigueur le 1er novembre 2025.

Article 3

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à M; le Receveur communal, aux Services des Finances et de la GRH.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

Toekenning van een risicopremie voor de inspecteurs van de openbare netheid

De Gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 26 mei 1997 tot wijziging van het geldelijk statuut naar aanleiding van de toepassing van het sociaal handvest en zijn latere wijzigingen;

gelet op het verslag van 28 oktober 2025 van de heer Cédric DE MYTTENAERE over de toekenning van een risicopremie voor de inspecteurs van de openbare netheid;

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 5 november 2025;

overwegende dat blijkt uit het verslag van de heer DE MYTTENAERE dat de inspecteurs van de openbare netheid van het team “Repressie - netheid” worden blootgesteld aan specifieke risico’s, met name agressie en gezondheidsrisico’s;

overwegende dat deze situatie de toekenning van een risicopremie aan deze personeelscategorie ten volle rechtvaardigt;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd overlegd met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

Artikel 1:

Een artikel 23 quater wordt ingevoerd na artikel 23 ter van het geldelijk statuut. Dat artikel 23 quater is als volgt:

“Artikel 23 quater: risicopremie voor de inspecteurs van de openbare netheid

Er wordt een risicopremie van 1.017,76 euro per jaar bij index 138,01 toegekend aan de inspecteurs van de openbare netheid van het team “Repressie - netheid”.

Artikel 2

Artikel 23 quater treedt in werking op 1 november 2025.

Artikel 3

Een kopie van deze beraadslaging wordt bezorgd aan de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de gemeenteontvanger en aan de diensten Financiën en Personeel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Rapport_Prime_Risque_Inspecteurs_Propreté.pdf,
Document_notif04_exécutoire19128871527659054.pdf

Service de prévention - Preventiedienst

22.12.2025/A/0009 **Plan Bruxellois de Prévention et de Proximité 2022-2024/Prolongation 2025/Convention 2025/Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2022 accordant une subvention globale de 82.772.794 euros aux communes pour la réalisation des Plans locaux de Prévention et de Proximité 2022-2024 ;

Considérant la prolongation du Plan précité en 2025 ;

Attendu qu'une subvention d'un montant de 1.127.559€ est accordée pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025 à la Commune d'Etterbeek dans le cadre du Plan bruxellois de Prévention et de Proximité 2025;

Vu la convention de la Région de Bruxelles-Capitale reçue le 1er décembre 2025 ,

DECIDE d'approuver la conclusion de la convention « Plan Bruxellois de Prévention et de Proximité 2025», ci-dessous.

CONVENTION

ENTRE

la **Région de Bruxelles-Capitale** ,

représentée par le Ministre-Président,

ci-après dénommée « la Région »

ET

La Commune d''Etterbeek représentée par son Bourgmestre Monsieur Vincent DE WOLF et sa Secrétaire Communale Madame Annick PETIT,

ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article premier. Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant, de 1.127.559,00 € conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du …… portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 juillet 2025 octroyant une subvention globale de 13.808.441,50 euros aux communes pour le premier semestre de l'année budgétaire 2025 dans le cadre de la prolongation du Plan bruxellois de Prévention et de Proximité en 2025.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

Sans préjudice de l'art. 5, la subvention est octroyée au Bénéficiaire à titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement liés à la réalisation/mise en place des activités dont question à l'article 2 et détaillée dans les annexes qui font partie intégrante de la présente convention.

Afin de réaliser lesdites missions, le Bénéficiaire sera chargé d'engager le personnel requis et d'assurer le suivi administratif et financier relatif à l'exécution des missions.

Article 2. Les activités subventionnées

Les activités, mises en œuvre au niveau local, contribuent à la réalisation de la politique régionale définie dans le cadre du Plan Global de Sécurité et de Prévention. Le PGSP définit les priorités régionales au niveau de la prévention et de la sécurité et offre un cadre de référence stratégique à tous les acteurs du secteur en Région de Bruxelles-Capitale. La traduction de ce plan global au niveau local est soutenue par le Plan bruxellois de Prévention et de Proximité. Conformément au principe de subsidiarité, les autorités locales sont en effet les partenaires les plus appropriés pour assurer l'ancrage territorial du plan. Concrètement, cela prend forme au travers de l'approbation de Plans locaux de Prévention et de Proximité, qui sont des accords conclus entre chaque commune séparément et la Région de Bruxelles-Capitale et qui traduisent le Plan Global de Prévention et de Sécurité au niveau local (art. 4/2 de l'ordonnance du 28 mai 2015).

L'année 2025 étant une année de transition en l'attente de l'approbation d'un nouveau PGSP et l'élaboration des nouveaux Plans locaux de Prévention et de Proximité, les activités mises en œuvre en 2024 par les communes dans le cadre des plans locaux 2022-2024 sont prolongées en 2025. Les activités ne présentant pas de résultats satisfaisants peuvent faire l'objet d'une proposition de modification. En cas d'activités clôturées en 2024, les communes sont autorisées à introduire une proposition d'activités nouvelles.

Toute modification des activités reprises dans les PLPP 2022-2024 et/ou toute proposition d'activités nouvelles doivent être expressément acceptées par safe.brussels, au plus tard au moment de la remise des pièces justificatives. Les demandes peuvent être introduites à l'adresse subdev@safe.brussels.

Article 3. Durée

La convention porte sur la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les dépenses doivent être effectuées et facturées entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025.

Les factures doivent avoir été acquittées au moment de la remise des pièces justificatives.

Article 4. Principes généraux

a) Financement

Les dépenses liées aux missions confiées au Bénéficiaire sont financées par la Région conformément aux termes de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du …… portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 juillet 2025 octroyant une subvention globale de 13.808.441,50 euros aux communes pour le premier semestre de l'année budgétaire 2025 dans le cadre de la prolongation du Plan bruxellois de Prévention et de Proximité en 2025.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, la Région peut décider de réduire la subvention, de la supprimer ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

b) Suivi et évaluation des actions

- La Commune assure l'opérationnalisation de ses activités.

- Les activités développées dans le cadre de la convention sont évaluables, en termes de réalisations et de résultat, en fonction de critères et d'indicateurs d'évaluation repris, par activité, dans les canevas transmis par safe.brussels. Les fiches de suivi annuel et/ou de clôture doivent être remplies avant le 31 mars 2026 pour le subventionnement relatif à l'année budgétaire 2025. Le bénéficiaire veillera à y joindre toutes les annexes et supports relatifs aux activités.

Les indicateurs indiquent la manière dont le suivi et l'évaluation de chaque activité seront assurés. Si le contenu d'une activité change conformément à l'article 2, les indicateurs devront également être changés.

- La réalisation des activités au sens de la présente convention comprend notamment la/le :

  - Partage de bonnes pratiques, notamment par l'élaboration d'outils à l'usage des professionnels de terrain, avec les partenaires du dispositif régional ;
  - Partage avec les partenaires du dispositif régional des constats et appréciations générales des professionnels concernant la problématique en milieu ouvert ;
  - Participation aux plateformes régionales ;
  - Création de synergie avec les partenaires du dispositif régional ;

- De façon à assurer le suivi de l'analyse d'impact rendue obligatoire par les décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française portant le Code bruxellois de l'égalité, de la non-discrimination et de la promotion de la diversité, poursuivant l'objectif de contribuer à réaliser l'égalité et l'inclusion sur le territoire bruxellois en assurant l'égalité des chances et de traitement et en promouvant la diversité, les rapports d'activités confirmeront que les activités subsidiées tiennent suffisamment compte des problématiques ou spécificités des groupes-cibles de l'égalité des chances et prennent suffisamment en compte les cinq critères suivants : le genre ; le handicap ; les critères dits raciaux ; l'orientation sexuelle, identité de genre et expression de genre ; l'origine et condition sociales.

- Safe.brussels se réserve le droit d'organiser une réunion de suivi si nécessaire dans l'objectif d'évaluer la réalisation des activités. Elle est exclusivement composée d'un ou plusieurs représentant de safe.brussels, du Fonctionnaire de Prévention, de l'Évaluateur interne et du contrôleur administratif et financier de la Commune. Safe.brussels invite tout représentant de l'autorité régionale ou partenaire dont la présence est jugée utile.

- Au cours de cette réunion, les activités sont discutées et éventuellement adaptées.

- La Commune désignera des représentants en vue de participer aux groupes de travail auxquels elle pourrait être invitée.

- La Commune peut solliciter safe.brussels pour l'organisation d'une réunion de suivi.

Celle-ci se réunit sous réserve de l'accord de safe.brussels.

- Le suivi de la convention est assuré par safe.brussels. L'évaluation des activités est menée par safe.brussels en collaboration avec la Commune notamment sur base des fiches de suivi et de clôture et des tableaux dont les modèles sont fournis par safe.brussels.

c) Préparation des prochains Plans locaux de Prévention et de Proximité (PLPP)

L'année 2025 est une année de transition pour l'élaboration des nouveaux plans locaux de prévention et de proximité. Ces nouveaux plans viseront à traduire, au niveau local, le nouveau Plan Global de Sécurité et de Prévention. Ainsi, le bénéficiaire travaillera, avec le soutien de safe.brussels, sur l'élaboration d'un diagnostic partagé et proposera un Plan local de Prévention et de Proximité s'inscrivant dans l'approche méthodologique proposée par le nouveau PGSP. Les modalités relatives à la préparation des Plans locaux de Prévention et de Proximité feront l'objet d'une communication spécifique de safe.brussels aux bénéficiaires.

Article 5. Contrôle des subventions

Conformément aux dispositions légales en vigueur relatives au contrôle de l'emploi des subventions, le Bénéficiaire reconnaît à la Région, par le seul fait de l'acception de la subvention, le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi de celle-ci.

Dans ce cadre, la Région peut demander à tout moment toutes pièces et toutes informations lui permettant de procéder au contrôle permanent des actions faisant l'objet de la subvention. Le cas échéant, elle se réserve le droit de suspendre, de retirer ou de recouvrer la subvention à toute activité ne répondant plus aux objectifs qui ont fait l'objet de son approbation.

Les articles 165 à 169 de l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale sont d'application immédiate et générale. Ces articles sont reproduits *in extenso* ci-dessous :

Art. 165.§ 1er. Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par elle sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

§ 2. Aucune action subventionnée ne peut être mise en œuvre par le ou les bénéficiaires de la subvention avant la notification de l'arrêté signé et daté octroyant celle-ci et, le cas échéant, de la convention qui s'y rapporte.

Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article.

§ 3. Le Gouvernement est autorisé à déterminer différents types de subventions dans l'arrêté qui règle le contrôle budgétaire.

Art. 166.Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît également à toute entité comptable le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

Art. 167.Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;

2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;

3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 166 ;

4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 165, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 168.Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 165 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 166.

Lorsqu'une subvention est payée par tranches, chaque tranche est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Art. 169.Dans le cadre de l'octroi de subventions, les comptables-trésoriers des recettes non fiscales et les gestionnaires de dossiers des entités comptables vérifient au préalable l'existence de créances non recouvrées, au profit de leur entité comptable, dont l'échéance est dépassée, dues par une personne physique ou morale demanderesse d'une subvention.

Le gestionnaire de dossier invite le débiteur à solder sa dette afin que la subvention puisse lui être octroyée.

Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article.

Il convient également de rappeler que la Cour des Comptes a le droit d'exercer un contrôle sur l'usage des subventions octroyées.

Article 6. Dépenses éligibles et présentation des pièces justificatives

D'une manière générale, seules sont prises en compte les pièces justificatives relatives aux dépenses facturées entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025.

Le contrôle de ces pièces par safe.brussels permet d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions comme prévu par la présente convention.

Dépenses éligibles et pièces justificatives requises font l'objet des directives administratives annexées à la présente convention. Comme le rappel l'article 1, les annexes font partie intégrante de la présente convention.

- Présentation des pièces

Les pièces justificatives sont transmises en un seul envoi, par courrier électronique, à **subdev@safe.brussels** avant le 31 mars 2026. Elles se composent à tout le moins des éléments suivants :

  - le tableau récapitulatif des pièces, établi, par activité, conformément au canevas que safe.brussels fait parvenir aux bénéficiaires ; ce tableau doit être envoyé sous deux formats : le premier est signé et certifié sincère et véritable par le

receveur communal ; le second au format électronique (Excel) ;

- o les pièces, numérotées, qui justifient l'usage de la subvention conformément au titre « E. Subventionnement des plans » de l'appel aux plans tel qu'il a été publié au Moniteur belge ;

- o le tableau des frais de salaire du personnel affecté aux activités et imputés à la subvention ainsi que les copies des contrats de travail, qui précisent la source de subventionnement, ou de la décision de nomination ; ces documents sont traités sur base annuelle ;

- o le rapport d'activité complet qui doit être transmis via et conformément aux canevas transmis par safe.brussels.

Le Bénéficiaire envoie le dossier comprenant les pièces justificatives en une fois et dans son intégralité, accompagné d'un document signé par une personne habilitée à l'engager, attestant de la conformité desdites pièces et de la réalité des dépenses à l'adresse suivante : **subdev@safe.brussels**.

Lorsqu'une pièce justificative est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidiants, la ventilation entre ceux-ci sera reprise dans le tableau récapitulatif.

Le double subventionnement est interdit.

Le subside ne peut couvrir des frais qui sont subventionnés dans le cadre d'un autre dispositif de safe.brussels ou par un autre pouvoir subventionnant.

En ce qui concerne le personnel affecté aux activités, les bénéficiaires garantissent qu'ils sont bien affectés à l'activité faisant l'objet de la présente convention et qu'ils ne sont pas financés ou refinancés par d'autres dispositifs.

Article 7. Modalités de liquidation

La subvention est liquidée en trois tranches :

1) une première avance de 30 % est versée sur présentation, au plus tard dans les 31 jours calendrier suivant la date du premier courrier de notification, d'une déclaration de créance et de la version initiale de la convention approuvée dont question à l'article 2§7 de l'arrêté d'octroi.

2) une deuxième avance de 30 % est versée sur présentation, au plus tard dans les 31 jours calendrier suivant la date du deuxième courrier de notification, d'une déclaration de créance et de la version initiale de la convention approuvée dont question à l'article 2§7 de l'arrêté d'octroi.

3) le solde est liquidé après réception et analyse des pièces justificatives et du rapport final d'activités visés à l'article 6§4 de l'arrêté d'octroi. Après analyse desdites pièces, le bénéficiaire est invité par l'ordonnateur compétent à transmettre une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est dû à la suite du contrôle.

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Article 8. Marchés publics

Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions légales et réglementaires applicables aux marchés publics.

Le respect de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics par le Bénéficiaire constitue une condition essentielle de l'octroi de la présente subvention, au même titre que l'obligation du Bénéficiaire de communiquer à la Région les documents et informations qu'elle requiert.

Article 9. Pièces à fournir lors de la demande de paiement

Chaque demande de paiement se fait sous la forme d'une déclaration de créance adressée à l'adresse suivante : subdev@safe.brussels.

Chaque déclaration de créance mentionne

- le motif du paiement (avance 1, 2 ou solde) ;
- le montant demandé en paiement ;
- le numéro du visa d'engagement fourni par safe.brussels ;
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

Article 10. Réclamations

Si, après le contrôle des pièces justificatives, le montant que représentent les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention n'est liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés ou fait l'objet d'un remboursement.

En tout état de cause, au terme du contrôle du dossier justificatif, le Bénéficiaire reçoit une lettre confirmant le montant définitivement alloué et l'invitant à transmettre, dans les 15 jours, une déclaration de créance relative à ce montant. À compter de la réception de la lettre, le Bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours calendrier pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur les montants proposés.

L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens développés par le Bénéficiaire.

Article 11. Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention sont valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. **Pour la Région**

   subdev@safe.brussels

2. **Pour le Bénéficiaire**

   Vincent DE WOLF

   31/1 Avenue des Casernes

   1040 BRUXELLES

Il sera accusé réception de tout document reçu en version électronique. Il relève de la responsabilité de la Commune de s'assurer que tous les documents sont bien parvenus à safe.brussels dans les délais.

Établi et signé à Bruxelles en deux exemplaires, le

Pour la Région,

Le Ministre-Président, Rudi Vervoort

Pour la Commune,

Le Bourgmestre, Vincent DE WOLF

La Secrétaire Communale, Annick PETIT

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Brussels Preventie- en Buurtplan 2022-2024/Verlenging 2025/ Overeenkomst 2025/Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2022 tot toekenning van een globale subsidie van 82.772.794 euro aan de gemeenten voor de verwezenlijking van de Plaatselijke Preventie-en Buurtplannen 2022-2024;

overwegende de verlenging van het bovengenoemde plan tot 2025;

overwegende dat een subsidie ter waarde van 1.127.559€ wordt toegekend aan de gemeente Etterbeek voor een periode van 1 januari tot en met 31 december 2025 in het kader van het Brussels Preventie -en Buurtplan 2025;

gelet op de overeenkomst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die werd ontvangen op 1 december 2025;

BESLIST

om de hierbij gevoegde overeenkomst “Brussels Preventie- en Buurtplan 2025” goed te keuren.

OVEREENKOMST

TUSSEN

het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest**,

vertegenwoordigd door de minister-president,

hierna "het Gewest" genoemd

EN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar burgemeester De Heer Vincent DE WOLF en haar gemeentesecretaris Mevrouw Annick PETIT

hierna "de Begunstigde" genoemd

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1. Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst stelt de modaliteiten vast voor de terbeschikkingstelling aan de Begunstigde van een subsidie van het Gewest van 1.127.559 € in overeenstemming met het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van …… tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 juli 2025 tot toekenning van een algemene subsidie van € 13.808.441,50 euro aan de gemeenten voor het eerste semester van het begrotingsjaar 2025 in het kader van het Brussels Buurt- en Preventieplan in 2025.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan in geen enkel geval worden gewijzigd, beperkt of uitgebreid door deze overeenkomst.

Onverminderd art. 5 wordt de subsidie toegekend aan de Begunstigde als tussenkomst in d e personeels- en werkingskosten in verband met de realisatie/uitvoering van de activiteiten die vermeld worden in artikel 2 en gedetailleerd omschreven zijn in de bijlagen die integraal deel uitmaken van deze overeenkomst.

Om de genoemde opdrachten te verwezenlijken, moet de Begunstigde het nodige personeel aanwerven en de uitvoering van de opdrachten administratief en financieel opvolgen.

Artikel 2. Gesubsidieerde activiteiten

De activiteiten, uitgevoerd op lokaal niveau, dragen bij tot de uitvoering van het gewestelijke beleid gedefinieerd in het kader van het Globaal Veiligheids- en Preventieplan. Het GVPP legt de gewestelijke prioriteiten op het vlak van veiligheid en preventie vast en biedt alle actoren van de sector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een strategisch referentiekader. De omzetting van dit globaal plan naar het plaatselijke niveau wordt ondersteund door het Brussels Preventie- en Buurtplan. In overeenstemming met het subsidiariteitsbeginsel zijn de lokale overheden inderdaad de meest aangewezen partners om de territoriale verankering van het plan te verzekeren. Dit gebeurt in de praktijk door de goedkeuring van Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen. Dat zijn akkoorden die tussen elke gemeente afzonderlijk en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden gesloten en die het Globaal Veiligheids- en Preventieplan op lokaal niveau vertalen (art. 4/2 van de ordonnantie van 28 mei 2015).

Aangezien het jaar 2025 een overgangsjaar is in afwachting van de goedkeuring van een nieuw GVPP en de opstelling van nieuwe Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen, worden de activiteiten die in 2024 door de gemeenten zijn uitgevoerd in het kader van de plaatselijke plannen 2022-2024 verlengd in 2025. De activiteiten die geen bevredigende resultaten opleveren, kunnen het voorwerp uitmaken van een wijzigingsvoorstel. In het geval van activiteiten die zijn afgerond in 2024, is het de gemeenten toegestaan om een voorstel voor nieuwe activiteiten in te dienen.

Alle wijzigingen van de activiteiten die zijn opgenomen in de PPBP 2022-2024 en/of elk voorstel voor nieuwe activiteiten moeten uitdrukkelijk worden aanvaard door safe.brussels, uiterlijk op het moment van de indiening van de verantwoordingsstukken. De aanvragen kunnen worden ingediend op het adres subdev@safe.brussels.

Artikel 3. Duur

De overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari 2025 tot 31 december 2025.

De uitgaven moeten worden verricht en gefactureerd tussen 1 januari 2025 en 31 december 2025.

De facturen moeten voldaan zijn wanneer de verantwoordingsstukken worden ingediend.

Artikel 4. Algemene beginselen

a) Financiering

De uitgaven die verband houden met de aan de Begunstigde toevertrouwde opdrachten worden gefinancierd door de Regering in overeenstemming met het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van …… tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 juli 2025 tot toekenning van een algemene subsidie van € 13.808.441,50 euro aan de gemeenten voor het eerste semester van het begrotingsjaar 2025 in het kader van het Brussels Buurt- en Preventieplan in 2025.

Bij niet-uitvoering van een of meerdere bepalingen van deze overeenkomst kan het Gewest beslissen om de subsidie te verminderen, te schrappen of de volledige of gedeeltelijke terugbetaling ervan te eisen.

b) Opvolging en evaluatie van de acties

- De gemeente verzekert de operationalisering van haar projecten.

- De activiteiten die in het kader van de overeenkomst worden ontwikkeld, kunnen worden geëvalueerd, zowel qua uitvoering als qua resultaat, op basis van de evaluatiecriteria en -indicatoren die per activiteit zijn opgenomen in het model dat door safe.brussels wordt verstrekt. De jaarlijkse opvolgings- en/of afsluitingsfiches moeten worden ingevuld vóór 31 maart 2026 voor de subsidies met betrekking tot het begrotingsjaar 2025. De begunstigde moet er alle bijlagen en bewijsstukken met betrekking tot de activiteiten aan toevoegen.

De indicatoren geven aan hoe de opvolging en de beoordeling van elke activiteit worden verzekerd. Als de inhoud van een activiteit wijzigt in overeenstemming met artikel 2, moeten de indicatoren ook worden aangepast.

- De uitvoering van de projecten in de zin van deze overeenkomst omvat meer bepaald:

    - het delen van goede praktijken, met name door instrumenten uit te werken voor de professionals op het terrein, met de partners van het gewestelijke netwerk;

- het delen met de partners van het gewestelijke netwerk van de vaststellingen en de algemene beoordelingen van de professionals met betrekking tot de problematiek in open omgeving;

- deelname aan de gewestelijke platformen;

- het tot stand brengen van een synergie met de partners van het gewestelijke netwerk;

- Teneinde de opvolging te verzekeren van de effectbeoordeling die verplicht wordt gemaakt door het gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie houdende het Brussels Wetboek inzake de gelijkheid, de non-discriminatie en de bevordering van diversiteit dat streeft naar het bijdragen aan de verwezenlijking van de gelijkheid en de inclusie op het Brusselse grondgebied, door gelijke kansen en de behandeling en de bevordering van diversiteit te waarborgen, moeten de activiteitenverslagen bevestigen dat de gesubsidieerde activiteiten voldoende rekening houden met de problemen of specifieke kenmerken dan de doelgroepen van de kansengelijkheid en voldoende rekening houden met de volgende vijf criteria: gender; handicap; zogeheten raciale criteria; seksuele geaardheid, genderidentiteit en -expressie; sociale afkomst en situatie.

- Safe.brussels behoudt zich het recht voor om indien nodig een opvolgingsvergadering te organiseren, met als doel de uitvoering van de activiteiten te evalueren. Op deze vergadering zijn uitsluitend een of meer vertegenwoordigers van safe.brussels, de preventieambtenaar, de interne evaluator en de administratieve en financiële controleur van de gemeente aanwezig. Safe.brussels nodigt elke vertegenwoordiger van de gewestelijke overheid of partner uit van wie de aanwezigheid nuttig wordt geacht.

- Tijdens deze vergadering worden de activiteiten besproken en eventueel aangepast.

- De Gemeente stelt vertegenwoordigers aan om deel te nemen aan werkgroepen waarvoor ze zou kunnen worden uitgenodigd.

- De gemeente kan safe.brussels vragen om een opvolgingsvergadering te organiseren. Die vergadering vindt plaats onder voorbehoud van het akkoord van safe.brussels.

- De opvolging van de overeenkomst wordt verzekerd door safe.brussels. De beoordeling van de activiteiten gebeurt door safe.brussels in samenwerking met de gemeente, onder meer op basis van de opvolgings- en afsluitingsfiches en tabellen waarvan safe.brussels de modellen verstrekt.

c) Uitwerking van de volgende Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen (PPBP)

Het jaar 2025 is een overgangsjaar voor de uitwerking van de nieuwe Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen. Deze nieuwe plannen moeten het nieuwe Globaal Veiligheids- en Preventieplan omzetten op lokaal niveau. Zo zal de begunstigde, met ondersteuning door safe.brussels, werken aan de opstelling van een gedeelde diagnose en een Plaatselijk Preventie- en Buurtplan voorstellen dat past binnen de methodologische benadering die wordt voorgesteld door het nieuwe GVPP. Safe.brussels deelt de modaliteiten voor de voorbereiding van de Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen apart mee aan de begunstigden.

Artikel 5. Controle van de subsidies

Overeenkomstig de geldende wettelijke bepalingen inzake de controle op het gebruik van subsidies erkent de begunstigde, door het loutere feit dat hij de subsidie aanvaardt, het recht van het Gewest om ter plaatse controle uit te oefenen op het gebruik ervan.

In dit verband kan het Gewest te allen tijde alle documenten of informatie opvragen die het nodig acht om over te gaan tot de permanente controle van de acties waarop de subsidie betrekking heeft. In voorkomend geval behoudt het Gewest zich het recht voor om de subsidie op te schorten, in te trekken of terug te vorderen voor elke activiteit die niet langer voldoet aan de doelstellingen die aanleiding gaven tot de goedkeuring ervan.

De artikelen 165 tot 169 van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing. Die artikelen worden hieronder *in extenso* weergegeven:

Art. 165, § 1 Overeenkomstig artikel 11 van de wet van 16 mei 2003, moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door haar zonder interest verleend terugvorderbaar geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

§ 2. Geen enkele gesubsidieerde actie mag door de begunstigde of de begunstigden van de subsidie worden uitgevoerd vóór de kennisgeving van het ondertekende en gedateerde besluit tot verlening ervan en, in voorkomend geval, van de desbetreffende overeenkomst.

De Regering is gemachtigd om de uitzonderingen op dit artikel te bepalen.

§ 3. De Regering is gemachtigd om verschillende subsidietypes te bepalen in het besluit dat de begrotingscontrole regelt.

Art. 166. Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 16 mei 2003, verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen ook aan iedere boekhoudkundige entiteit het recht om ter plaatse controle te doen uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

Art. 167. Overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 mei 2003, is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van het bedrag van de subsidie de begunstigde:

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;

3° die de in artikel 166 bedoelde controle verhindert;

4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 165 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art. 168. Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 16 mei 2003, kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 165 bedoelde verantwoordingen te verstrekken of zich aan de in artikel 166 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Art. 169. In het kader van de toekenning van subsidies gaan de rekenplichtigen van de niet-fiscale ontvangsten en de dossierbeheerders van de boekhoudkundige entiteiten vooraf na of er niet-geïnde vervallen schuldvorderingen ten gunste van hun boekhoudkundige entiteit uitstaan op een natuurlijke of rechtspersoon die een subsidie aanvraagt.

De dossierbeheerder verzoekt de debiteur zijn schuld te vereffenen opdat de subsidie hem toegekend zou kunnen worden.

De Regering is gemachtigd om de uitzonderingen op dit artikel te bepalen.

Ook moet worden vermeld dat het Rekenhof het recht heeft een controle uit te voeren op de aanwending van de toegekende subsidies.

Artikel 6. Subsidieerbare uitgaven en indiening van de verantwoordingsstukken

Algemeen genomen wordt alleen rekening gehouden met de verantwoordingsstukken voor de uitgaven die gefactureerd zijn tussen 1 januari 2025 en 31 december 2025.

De controle van deze stukken door safe.brussels laat toe vast te stellen of de aangegane uitgaven daadwerkelijk zijn verricht voor de verwezenlijking van de acties waarin deze overeenkomst voorziet.

Voor de uitgaven die in aanmerking komen en voor de vereiste verantwoordingsstukken

gelden de administratieve richtlijnen die zijn bijgevoegd bij deze overeenkomst. Zoals vermeld in artikel 1 maken de bijlagen integraal deel uit van deze overeenkomst.

- Indiening van de stukken

De verantwoordingsstukken worden in één keer per e-mail verzonden naar **subdev@safe.brussels** vóór 31 maart 2026. Ze bestaan minstens uit de volgende elementen:

- De samenvattende tabel van de stukken, per activiteit opgesteld op basis van het model dat safe.brussels aan de begunstigden bezorgt; deze tabel moet in twee formaten worden verzonden: de eerste is ondertekend en gecertificeerd als waar en echt door de gemeentesecretaris; de tweede is in elektronisch formaat (Excel);

- de genummerde stukken die het gebruik van de subsidie verantwoorden, in overeenstemming met titel "E. Subsidiëring van de plannen" van de oproep tot het indienen van plannen, zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad;

- een tabel met de loonkosten voor het personeel dat wordt ingezet voor de activiteiten en die worden aangerekend op de subsidie, net als kopieën van de arbeidsovereenkomsten, die de bron van de subsidie vermelden of van de beslissing tot aanstelling; deze documenten worden op jaarbasis behandeld;

- het volledige activiteitenverslag dat moet worden doorgegeven aan de hand van en conform het model dat is verstrekt door safe.brussels.

De Begunstigde stuurt het dossier met de verantwoordingsstukken volledig en in één keer, samen met een document dat is ondertekend door een persoon die gemachtigd is hem te binden en waaruit de conformiteit van de stukken en de realiteit van de uitgaven blijken, naar het adres: **subdev@safe.brussels**.

Indien een bewijsstuk wordt gesubsidieerd door meerdere overheden, moet een uitsplitsing hiertussen mee worden bezorgd in de overzichtstabel.

Dubbele subsidiëring is verboden.

De subsidie mag geen uitgaven dekken die worden gesubsidieerd in het kader van een ander initiatief van safe.brussels of door een andere subsidiërende overheid.

Voor het personeel dat wordt toegewezen aan de activiteiten, garanderen de begunstigden dat ze wel degelijk worden toegewezen aan de activiteit die het voorwerp uitmaakt van deze overeenkomst, en dat ze niet met andere middelen worden gefinancierd of geherfinancierd.

Artikel 7. Uitbetalingsmodaliteiten

De subsidie wordt in drie schijven uitbetaald:

1) een eerste voorschot van 30% wordt uiterlijk binnen 31 kalenderdagen na de datum van het eerste bericht van kennisgeving gestort op voorlegging van een schuldvordering en de initiële versie van de goedgekeurde overeenkomst waarvan sprake in artikel 2, § 7 van het toekenningsbesluit;

2) een tweede voorschot van 30% wordt uiterlijk binnen 31 kalenderdagen na de datum van het tweede bericht van kennisgeving gestort op voorlegging van een schuldvordering en de initiële versie van de goedgekeurde overeenkomst waarvan sprake in artikel 2, § 7 van het toekenningsbesluit;

3) het saldo wordt vereffend na ontvangst en analyse van de verantwoordingsstukken en het eindverslag van de activiteiten, zoals bedoeld in artikel 6, § 4 van het toekenningsbesluit. Na analyse van deze stukken wordt de begunstigde door de bevoegde ordonnateur verzocht om een schuldvordering over te maken die het eindbedrag vermeld dat hem op grond van de controle verschuldigd is.

De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten. Ze worden zo snel mogelijk uitgevoerd, rekening houdend met de controlevereisten.

Artikel 8. Overheidsopdrachten

De Begunstigde verbindt zich ertoe de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op overheidsopdrachten, na te leven.

De naleving van de wetgeving en de reglementering betreffende overheidsopdrachten door de Begunstigde vormt een essentiële voorwaarde voor het toekennen van onderhavige subsidie, samen met de verplichting voor de Begunstigde om het Gewest de documenten en inlichtingen te bezorgen waar het om vraagt.

Artikel 9. Stukken die samen met de betalingsaanvraag moeten worden ingediend

Iedere betalingsaanvraag gebeurt in de vorm van een schuldvordering die wordt verstuurd naar het volgende adres: subdev@safe.brussels

Iedere schuldvordering vermeldt:

- de reden voor betaling (voorschot 1, 2 of saldo);
- het bedrag waarvan betaling wordt gevraagd;
- het visumnummer voor vastlegging bezorgd door safe.brussels;
- het bankrekeningnummer waarop dit bedrag moet worden gestort.

Bovendien moet de schuldvordering worden opgesteld op papier met briefhoofd, en gedateerd en ondertekend zijn door een persoon die gemachtigd is om de Begunstigde te binden.

Artikel 10. Klachten

Indien na controle van de verantwoordingsstukken het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken lager ligt dan het bedrag van de toegekende subsidie, wordt de subsidie slechts uitbetaald ten belope van het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken of wordt ze terugbetaald.

In ieder geval ontvangt de Begunstigde na de controle van het dossier met de verantwoordingsstukken een brief waarin het definitief toegekende bedrag wordt bevestigd en waarin hij wordt verzocht binnen vijftien dagen een schuldvordering voor dat bedrag te bezorgen. Vanaf de ontvangst van die brief heeft de Begunstigde 15 kalenderdagen de tijd om zijn argumenten voor te leggen indien hij niet akkoord gaat met de voorgestelde bedragen.

De bevoegde ordonnateur neemt de eindbeslissing na analyse van de door de Begunstigde uiteengezette middelen.

Artikel 11. Verzending van documenten

Alle kennisgevingen of mededelingen in het kader van deze overeenkomst worden door de partijen op geldige wijze verstuurd naar de volgende adressen:

1. <u>Voor het Gewest</u>

subdev@safe.brussels

2. <u>Voor de begunstigde</u>

Vincent DE WOLF

Kazernenlaan 31/1

1040 BRUSSEL

Voor alle documenten die in elektronisch formaat worden ontvangen, zal een bevestiging van ontvangst worden verzonden. De gemeente moet ervoor zorgen dat alle documenten goed zijn toegekomen bij safe.brussels, binnen de opgelegde termijn.

Opgemaakt en ondertekend te Brussel in twee exemplaren, op

Voor het Gewest,

De minister-president,
Rudi Vervoort

Voor de gemeente,

De burgemeester,
Vincent DE WOLF

De gemeentesecretaris,
Annick PETIT

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 15 december 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

22.12.2025/A/0010 **Règlement relatif à l'octroi d'une prime communale a la sécurisation des habitations contre le cambriolage - Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu la décision du Ministère de l'Intérieur de ne plus octroyer de subside dans le cadre des primes à l'encouragement de la protection des habitations contre le cambriolage et ce à partir de l'exercice 2011 ;

Considérant qu'il importe de poursuivre la politique communale d'encouragement à la sécurisation des habitations contre le cambriolage ;

Vu la nouvelle loi communale, particulièrement les articles 117 et 119,

DECIDE
D'arrêter le règlement ci-dessous,

Article 1 :
Dans les limites du budget approuvé par le Conseil communal et pour une période prenant cours le 1er janvier 2026, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut attribuer une prime pour l'installation de mesures de techno-prévention en vue de la protection des habitations situées sur le territoire communal. Les demandes d'octroi de primes peuvent être introduites à partir de la date d'entrée en vigueur du règlement. Cette prime sera octroyée suivant l'ordre d'introduction des demandes jusqu'à épuisement des crédits prévus.

Article 2 :
§ 1. Le mot « prime » dans le présent règlement vise le remboursement d'un pourcentage, avec un montant maximum, des frais avancés pour l'achat et l'installation de moyens techno-préventifs pour la protection des habitations contre le cambriolage.

§ 2. Le mot « habitation » dans le présent règlement vise la maison ou l'appartement servant au logement privé, où aucune activité commerciale n'est exécutée, situé sur le territoire de la commune.

Article 3 :
Le but de l'attribution d'une prime est de protéger réellement et sérieusement les habitations situées sur le territoire de la commune pour prévenir les cambriolages.

Article 4 :
La prime s'élève à 25% des frais d'achat et/ou d'installation avec un maximum de 250€ par habitation. Le paiement de cette prime s'effectuera en début de l'année civile qui suit l'année au cours de laquelle la demande a été introduite.

Article 5 :
La prime est demandée pour une habitation déterminée, par l'occupant de la maison qui y a fixé son domicile, ou par le propriétaire, dont le domicile est fixé ailleurs, pour autant que le locataire soit inscrit au registre de la population. Si deux demandes indépendantes ont été introduites, seule la première sera prise en considération. La prime sera uniquement attribuée à la personne ayant réalisé l'investissement.

Article 6 :
§ 1. Les mesures prises doivent contribuer à la protection de l'habitation entière et doivent diminuer le risque de cambriolage pour l'habitation entière. Ceci suppose que tous les accès à l'habitation (portes, fenêtres, soupiraux,...) soient protégés dans la même mesure.
§ 2. Les mesures qui sont prises en considération doivent viser l'amélioration de la protection organisationnelle et physique de l'habitation.
§ 3. La prime n'est pas attribuée pour l'installation de systèmes d'alarme électroniques.

Article 7 :
Préalablement à l'achat et à l'installation de mesures de sécurité supplémentaires, un avis peut être demandé auprès du conseiller en prévention-vols du Service de Prévention. Cet avis doit être obligatoirement donné à quiconque le sollicite. L'avis se limite à des recommandations sur les mesures à prendre qui entrent en ligne de compte pour la prime.

Article 8 :
Les demandes sont centralisées au Service de Prévention.
§ 1. La prime ne peut être demandée que pour des frais réalisés postérieurement à l'entrée en vigueur du présent règlement. La demande doit être introduite au plus tard dans les trois mois qui suivent l'achat et/ou l'installation des moyens de sécurité supplémentaires. La demande doit être accompagnée d'une copie de la facture d'achat et/ou d'installation qui établit le montant des frais exposés.
§ 2. Le conseiller en prévention-vols effectue un contrôle technique et administratif. Le contrôle administratif comprend un contrôle des pièces justificatives, un contrôle des pièces originales, et la vérification du délai d'introduction de la demande. Le contrôle technique comprend la vérification sur place de ce que les mesures de sécurité, qui sont l'objet de la demande de prime, aient été réellement exécutées, et si l'effet dissuasif contre le cambriolage porte bien sur l'habitation entière.
§ 3. Dans le cas des associations de copropriétaires ou de conseil de gérance, outre les pièces obligatoires, le requérant fournira une copie du procès-verbal de l'Assemblée Générale de l'association des copropriétaires approuvant les investissements, une attestation sur l'honneur qui précise que la prime sera reversée aux propriétaires ainsi qu'une liste des copropriétaires.
§ 4. Le conseiller en prévention-vols fait un rapport du contrôle réalisé. Le rapport et l'avis ou non d'octroi de la prime sont transmis au Collège des Bourgmestre et Echevins qui

décide de l'attribution de la prime.
§ 5. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins est portée à la connaissance du demandeur de la prime. Un refus doit être motivé.

Article 9 :
Les primes payées sur base d'une demande frauduleuse seront récupérées, indépendamment d'éventuelles poursuites judiciaires

Article 10 :
Ce règlement entre en vigueur le I er janvier 2026..
Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 15 décembre 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement betreffende de toekenning van een premie voor de beveiliging van woningen inbraak - Goedkeuring.

De Gemeenteraad,

Gelet op de beslissing van het Ministerie van het Binnenlandse Zaken om geen subsidie meer in verband met de premies aan de aanmoediging van de bescherming van de woningen tegen de inbraak toe te staan en dit vanaf het begrotingsjaar 2011;

Overwegend dat het belangrijk is om het gemeentebeleid inzake aanmoediging tot beveiliging van de woningen tegen de inbraak voort te zetten;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, en in het bijzonder artikels 117 en 119;

BESLIST

De hierbijgevoegd reglement goed te keuren,

Artikel 1 :
Binnen de perken van de beschikbare budgetten en voor een periode die op 1 januari 2026 begint, kan het College van Burgemeester en Schepenen een premie toekennen voor de installatie van technopreventieve maatregelen ter beveiliging van woningen gelegen op het gemeentelijke grondgebied. De aanvragen voor premies kunnen worden ingediend vanaf de datum va inwerkingtreding. De premie wordt beloond volgens de volgorde van indiening tot de uitputting van kredieten.

Artikel 2 :
§ 1. Met een premie wordt in dit reglement bedoeld een terugbetaling van een percentage, met een maximumbedrag, van de gemaakte kosten van aankoop en installatie van technopreventieve middelen voor de beveiliging van woningen tegen inbraak.
§ 2. Met woning wordt in dit reglement bedoeld het huis of appartement bedoeld voor private huisvesting, waar geen handelsactiviteiten worden uitgeoefend, gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 3 :
Het doel van de toekenning van een premie is de woningen gelegen op het grondgebied van de gemeente daadwerkelijk en grondig te beveiligen om inbraken te voorkomen.

Artikel 4 :

De premie bedraagt 25% van de aankoop en/of installatiekosten met een maximum van 250€ per woning. De betaling van deze premie zal in het begin van het kalenderjaar plaatsvinden dat het jaar volgt waarin het verzoek werd ingediend.

Artikel 5 :
De premie wordt aangevraagd voor een bepaalde woning door de bewoner van het huis die er zijn domicilie heeft of door de eigenaar van het huis die elders in deze of een andere gemeente zijn domicilie heeft, voor zover dat de bewoner in het bevolkingsregister ingeschreven is. Er kan slechts éénmaal per woning een premie worden toegekend. Worden twee aanvragen onafhankelijk van elkaar ingediend, dan zal allen de eerst ingediend aanvraag in overweging worden aangenomen.

Artikel 6 :
§ 1. De genomen maatregelen moeten bijdragen tol de beveiliging van de gehele woning en moeten het risico op inbraak voor de hele woning verkleinen.
Dit houdt in dat alle toegangen (deuren, ramen, keldergaten,...) tot de woning in dezelfde mate moeten worden beveiligd.
§ 2. De maatregelen die wel in aanmerking komen moeten gericht zijn op de verbetering van de organisatorische en fysische beveiliging van een woning.
§ 3. De premie wordt niet toegekend voor de installatie van elektronische alarmsystemen.

Artikel 7 :
Voorafgaand aan de aankoop en installatie van bijkomende beveiligingsmaatregelen is advies door de preventie dienst mogelijk. Dit advies moet verplicht gegeven worden aan ieder die hierom verzoekt. Het advies beperkt zich tot aanbevelingen over te nemen maatregelen die in aanmerking komen voor de premie.

Artikel 8 :
De aanvragen worden gecentraliseerd bij de gemeentelijke preventie dienst.
§ 1. De premie kan enkel aangevraagd worden voor kosten gemaakt na de inwerkingtreding van dit reglement. De aanvraag moet ten laatst gebeuren binnen de drie maanden na de aankoop en/of installatie van de bijkomende beveiliging. De aanvraag moet vergezeld zijn van een kopie van de aankoop en/of installatie factuur waarmee de gemaakte kosten worden bewezen.
§ 2. De preventie dienst voert een technische en administratieve controle uit.
De administratieve controle omvat een controle van de bewijsstukken d.w.z. de facturen op hun echtheid controleren en vergelijken met de originelen, nagaan of de periode van aanvraag werd gerespecteerd. De technische controle omval het ter plaatse nakijken of de beveiligingsmaatregelen die het voorwerp zijn van de premie aanvraag daadwerkelijk zijn uitgevoerd en of het inbraakwerende effect betrekking heeft op de hele woning.
§ 3. In het geval van condominium van verenigingen of de raad van managers, naast de vereiste documenten, de aanvrager zal een afschrift indienen van de notulen van de goedkeuring van investering van Algemene Vergadering van de vereniging van de eigenaars, een beëdigde verklaring waarin staat dat de premie zal worden terugbetaald aan de eigenaar en aan de lijst van eigenaren.
§ 4. De preventie dienst maakt een verslag op van de controle. Het verslag en het advies betreffende het al dan niet toekennen van de premie worden overgemaakt aan het College van de Burgemeester en Schepenen dat beslist over de toekenning van de premie.
§ 5. De beslissing van het College van de Burgemeester en Schepenen wordt ter kennis gebracht van de premie. Een weigering moet gemotiveerd worden.

Artikel 9 :
Premies die werden uitbetaald op basis van een bedrieglijke aanvraag, zullen teruggevorderd worden, ongeacht van eventuele gerechtelijke vervolging.

Artikel 10 :
Deze regeling treedt op 1 januari 2026.
Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 15 december 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

Développement et financement de projets - Ontwikkeling en financiering van projecten

22.12.2025/A/0011 **Programme FEDER 2021-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale (Objectif Spécifique 2.6) - Projet 'La ressourcerie de l'Espace Libellule - Site Toby à Etterbeek'. Signature de la Convention.**

Le Conseil communal,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30/08/2023 de participer à l'appel à projets FEDER 2021-2027 concernant la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources (Objectif Spécifique 2.6), en vue de remettre une candidature portant sur la future recyclerie prévue sur le site Toby ;

Considérant que le projet FEDER 'La ressourcerie de l'Espace Libellule - Site Toby à Etterbeek', porté par la Commune d'Etterbeek, a été sélectionné le 10/07/2025 par le Gouvernent de la Région de Bruxelles-Capitale (voir rapport de sélection ci-joint) ;

Considérant que, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable (CQD) Chasse-Gray d'Etterbeek, il a été convenu, tout en maintenant et en améliorant les ateliers communaux (Volet 2 du projet), d'amener sur le site Toby une nouvelle infrastructure de proximité à caractère social, à savoir le module « ressourcerie » de l'Espace Libellule du CPAS (Volet 1 du projet), tout en assurant la dépollution du site (Volet 3) ;

Considérant que le Volet 2 (travaux complets de mise en conformité et d'amélioration des ateliers communaux), est entièrement financé par la commune ;

Considérant que les Volets 1 et 3 du projet sont quant à eux financés par Beliris, dans le cadre d'une enveloppe fermée de 3.125.000 € (hors révisions), le solde devant être cofinancé par la commune d'Etterbeek ou d'autres sources de cofinancement qu'elle pourra lever. C'est dans ce cadre qu'intervient ce subside FEDER ;

Considérant la décision du collège du 15/05/2025 de s'engager auprès de Beliris sur le financement complémentaire du projet Toby pour la somme totale de 5.038.585,10 € A CONDITION d'obtenir le subside FEDER ;

Considérant que l'obtention de ce subside FEDER permettra principalement de financer les postes du projet de base (Volet 1) non ou partiellement financés par l'enveloppe Beliris ;

Considérant que ce subside FEDER s'élève à 2.063.818,42 €, dont 1.928.802,26 € en investissements et 135.016,16 € en frais indirects (fonctionnement) ;

Considérant que l'ensemble des dépenses, pour être éligibles au subside FEDER, doivent être engagées et payées pendant la période allant du 1er janvier 2021 au 31 décembre

2029 ;

Considérant que le bénéficiaire (la commune d'Etterbeek) s'engage à atteindre la valeur cible suivante :

- Indicateur RCO119 (déchets préparés en vue de leur réemploi) : 50 tonnes/an (valeur cible 2029) ;

Considérant que la date du 31/12/2029 est la date ultime d'atteinte des résultats pour les indicateurs ;

Considérant les obligations, notamment de rapportage et d'information, détaillées dans la Convention ;

Considérant que l'obtention du subside FEDER-RBC pour le projet 'La ressourcerie de l'Espace Libellule - Site Toby à Etterbeek' est conditionné à la signature d'une Convention ;

Considérant que cette Convention est reprise ci-dessous dans son intégralité (également disponible ci-joint en version PDF) ;

Décide de signer la Convention relative au projet 'La ressourcerie de l'Espace Libellule - Site Toby à Etterbeek' - Programme FEDER 2021-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale (Objectif Spécifique 2.6).

--*-*-*-*-*-*-*

CONVENTION

Programme FEDER 2021-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale
Objectif Spécifique 2.6 « Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources»

Projet T-26-07 « La ressourcerie de l'Espace Libellule - Site Toby à Etterbeek »

Entre

La Commune d'Etterbeek, représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Madame Annick Petit Secrétaire communale,

dénommée ci-après « le bénéficiaire », d'une part ;

Et

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, au nom duque intervient RUDI VERVOORT Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional ;

dénommée ci-après « la Région », d'autre part ;

Assistée dans ses missions par la Direction FEDER du Service Public Régional de Bruxelles,

Est convenu ce qui suit :

Article 1er : Textes applicables à la convention

Cette convention est régie par :

- Le Règlement Général (UE) n° 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

- Le Règlement (UE) n° 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion ;

- Le Règlement (UE, Euratom) n° 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) no 1304/2013, (UE) no 1309/2013, (UE) no 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 ;

- Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ;

- Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

- L'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, et ses modifications ultérieures ;

- L'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, et ses modifications ultérieures ;

- L'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, modifiée par les ordonnances du 1er juin 2006, 31 janvier 2008 et du 16 décembre 2011, notamment les articles 15 et 92 à 95 ;

- L'ordonnance du 20 décembre 2024 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2025;
- Les articles 165 à 169 de l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;

- Le vade-mecum destiné aux bénéficiaires ;

- La décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 juillet 2025 approuvant la sélection des projets de l'Objectif Spécifique 2.6 du programme FEDER 2021-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale ;

- L'Arrêté du 10 juillet 2025 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 2.063.818,42 EUR à la Commune d'Etterbeek dans le cadre de la mise en œuvre du projet « La ressourcerie de l'Espace Libellule – Site Toby à Etterbeek » intégré au programme FEDER 2021-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale ;

- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ("RGPD") ;

- Le protocole « CQD Chasse – Gray » entre Beliris, la commune d'Etterbeek et la Région de Bruxelles-Capitale du 29 avril 2022 ;

- Tout règlement modificatif et autres textes de valeur législative modifiant, complétant ou abrogeant la législation susmentionnée.

Article 2 : Objet de la convention

La présente convention vise à définir les droits et obligations de chacune des parties pour la réalisation du projet T-26-07 « La ressourcerie de l'Espace Libellule – Site Toby à Etterbeek » développé par le bénéficiaire dans le cadre du programme FEDER 2021-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale.

Ce projet s'inscrit dans les priorités du Programme et particulièrement au titre de l'objectif spécifique 2.6 « *Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources* ».

L'objectif spécifique 2.6 répond au défi de la transition vers une économie circulaire par une augmentation des capacités de tri et de recyclage.

Il met, en particulier, en œuvre le type d'action « 2 » qui vise à « investir dans le développement du réseau des parcs de recyclage (tous flux), de parcs de recyclage de proximité ainsi que de ressourceries/recycleries/matériauthèques (vente de produits et d'objets recyclés)».

Article 3 : Description du projet

3.1. Les objectifs du projet

Le projet dénommé « La ressourcerie de l'Espace Libellule – Site Toby à Etterbeek », vise à développer une ressourcerie sociale au sein de l'Espace Libellule, créée et gérée par le CPAS d'Etterbeek. L'Espace Libellule est un projet social et solidaire qui se développe par modules. L'objectif de cette candidature est de permettre l'ouverture de nouveaux modules qui consisteront en une ressourcerie / vestiaire social :

- Prioritairement axée sur le mobilier, la vaisselle et les accessoires domestiques issus de gisements en circuits courts et soumis à un tri préalable ;
- Principalement destinée au réemploi, direct ou après remise à neuf /

restauration (via une filière d'insertion socioprofessionnelle – ISP) dans un atelier installé sur le site ;

- Revente sur le site également, avec tarification différenciée, selon des modalités à définir, permettant une mixité de la clientèle, mais avec une attention particulière pour les publics défavorisés qui bénéficieront d'une tarification sociale ;
- Autres filières connexes de valorisation, telles que l'upcycling ;
- Autres activités connexes avec divers partenaires, tels que des workshops et ateliers citoyens de type repair café ou upcycling ;
- Un volet vestiaire social : récupération, tri, nettoyage, remise à neuf et revente de pièces vestimentaires et tissus, y compris des activités connexes tels que des ateliers « do it yourself »
- Exemplarité environnementale, tant dans l'infrastructure (rénovation durable et circulaire du bâtiment), dans la gestion énergétique (PEB, riothermie), que dans d'autres domaines : toiture verte extensive, gestion des eaux…

Le projet de ressourcerie sociale s'insère dans le cadre du projet de rénovation / réaffectation du site Toby régi par une Convention tripartite entre Beliris, la commune d'Etterbeek et la Région de Bruxelles-Capitale établie dans le cadre du CQD Chasse-Gray.

Ce projet de rénovation comporte trois volets:

- Partie 1 : la réaffectation et le réaménagement des espaces dédiés au projet décrit ci-dessus (ressourcerie sociale)
- Partie 2 : la mise en conformité des ateliers communaux
- Partie 3 : la dépollution des sols

Beliris possède la maitrise d'ouvrage de l'ensemble du projet (volets 1, 2 et 3, tant pour les études que pour les travaux).

Le FEDER intervient uniquement dans la réalisation du premier volet. Beliris cofinancera également les études et travaux liés à ce volet. Un métré établi par Beliris répertoriera les postes selon qu'ils soient financés par Beliris ou par le FEDER.
Les volets 2 et 3 ne sont donc pas concernés par la présente convention.
Des modifications au projet précité ne sont possibles en cours d'exécution, que moyennant l'autorisation explicite de la Région. Les modifications au projet donneront lieu à la conclusion d'un avenant, s'il y a lieu, conformément à l'article 16 de la présente convention.
A défaut pour le bénéficiaire d'utiliser le financement FEDER+RBC aux fins pour lesquelles il est accordé et dans les conditions prévues par l'arrêté de subvention et la présente convention, il sera tenu au remboursement de la subvention déjà perçue, selon les modalités de l'article 8.

3.2. Les actions du projet

Le projet est divisé en 6 workpackages :

- Workpackage 1 : Etudes préliminaires : affinage du programme, concertations, étude du site, analyse du contexte juridique et urbain, étude du phasage, programmation d'essais.
- Workpackage 2 : Avant-projet succinct et définitif : plans, caractéristiques des installations techniques, descriptions de matériaux, estimation des prix, phasage détaillé.

- Workpackage 3 : Permis d'urbanisme : établissement et remise des dossiers réglementaires pour l'obtention du permis unique en matière d'urbanisme et patrimoine, permis d'urbanisme, permis d'environnement, le cas échéant.
- Workpackage 4 : Etudes de projets définitifs : faire évoluer le projet durant la période s'étalant entre l'introduction du permis et la commission de concertation y liée, en concertation avec l'ensemble des partenaires au projet.
- Workpackage 5 : Marché de travaux : élaboration d'un dossier d'adjudication suffisamment détaillé pour permettre la mise en adjudication et l'exécution des travaux, ainsi que la remise d'offres comparables par les soumissionnaires pour les travaux ; publication de l'avis de marché ; analyse des offres reçues et sélection de l'adjudicataire.
- Workpackage 6 : Exécution des travaux : chantier(s), réunions de chantier, coordination des prestataires et utilisateurs, contrôles, sécurité, réceptions provisoire et définitive.

3.3. Obligations fondamentales du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet tel que détaillé dans le dossier de candidature, la décision de sélection et au point 3.1. de la présente convention et en faire rapport à la Région. L'ensemble des dispositions de la présente convention est applicable à chacun des bénéficiaires visés dans le préambule de la présente convention.

Article 4 : Plan financier et éligibilité des dépenses

4.1 Plan financier

Le plan de financement du projet du bénéficiaire financé est représenté par le tableau suivant :

Financement		
Financement en fonctionnement FEDER+RBC		0,00
Financement en investissement FEDER+RBC		2.063.818,42 EUR
TOTAL financement FEDER+RBC		**2.063.818,42 EUR**
Cofinancement public de **Beliris:**		2.443.503,89 EUR
Cofinancement public: apport en nature (bâtiment ou terrain)		0,00
TOTAL financements publics (FEDER+RBC + cofinancements publics		**4.507.322,31 EUR**
Cofinancements privés: ……..		0,00
TOTAL (public + privé)		**4.507.322,31 EUR**

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région de toute autre source de financement (Union européenne, instances fédérales, régionales ou locales belges, secteur privé, recettes générées par le projet, etc.) du projet, que celle-ci soit en nature ou en espèce, afin de

permettre à la Direction FEDER d'avoir une vue globale sur la manière dont le projet est financé et, le cas échéant, afin de déterminer le montant des dépenses éligibles conformément à l'article 68 du Règlement (UE) n° 2021/1060.

Le bénéficiaire déclare que tous les financements autres que le financement FEDER+RBC sont des financements réels et qu'il a pris toutes les mesures pour s'assurer de leur paiement effectif par ses partenaires co-financeurs dans le cadre de la bonne réalisation du projet. En cas de défaillance d'un ou plusieurs de ses partenaires co-financeurs, le bénéficiaire s'engage à prendre les mesures nécessaires au remplacement du/des montant(s) manquants afin d'équilibrer son plan financier conformément au plan financier initial et de réaliser son projet de manière optimale.

Les financements repris dans le tableau ne concernent pas les recettes nettes éventuelles générées par le projet qui seront traitées conformément à l'article 68 du Règlement (UE) n° 2021/1060. Conformément à cette disposition, le montant du financement FEDER+RBC ne pourra excéder le montant du déficit d'autofinancement du projet, soit la différence entre les dépenses et les recettes du projet.

En ce qui concerne les dépenses, ce tableau reflète les engagements de dépenses minimales prévues annuellement qui seront réalisées et justifiées par le bénéficiaire auprès de la Direction FEDER (en tant que financement FEDER+RBC ou q cofinancements). Si ce montant n'est pas atteint en raison de la remise tardive des pièces justificatives ou du retard d'exécution du projet par le bénéficiaire, la Région de Bruxelles-Capitale se réserve le droit de déduire le financement total FEDER+RBC tout c partie des montants de dépenses non réalisées ou non justifiées par le bénéficiaire concerné.

Les modifications apportées en cours de réalisation du projet au planning pluriannuel des dépenses, devront être présentées et approuvées par le comité d'accompagnement du projet (cfr article 11) mais n'entraîneront pas de modification de la présente convention.

4.2 Dépenses éligibles (financement FEDER+RBC et cofinancements)

Seules les dépenses **en investissement** sont éligibles dans le cadre de l'Objectif Spécifique 2.6. Il s'agit notamment des dépenses suivantes :

- Frais d'acquisition ;
- La réalisation des travaux de construction et de rénovation d'immeubles ;
- Les frais d'étude liés à l'investissement ;
- Les frais d'aménagement et d'équipement des immeubles.

Ces dépenses sont augmentées d'un **taux forfaitaire de 7% qui couvre les frais indirects du projet**, et plus spécifiquement les frais de personnel pour la mise en œuvre et la coordination du projet.

L'ensemble de ces dépenses doivent être engagées et payées pendant la période allant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2029.

Elles doivent être des dépenses éligibles telles que définies dans les textes législatifs et documents énoncés à l'article 1 de la présente convention.

Les dépenses qui seront faites dans le cadre de la réalisation du projet sont prises en charge par le financement FEDER+RBC à concurrence de 2.063.818,42 EUR de dépenses en investissement.

Article 5: Justification des dépenses et paiement de la subvention FEDER+RBC
5.1 Compte bancaire

La subvention accordée sur base des dépenses éligibles du projet sera payée suivant les modalités déterminées ci-après, sur le compte bancaire du bénéficiaire, conformément aux informations contenues dans la fiche signalétique contresignée par l'institution bancaire et réceptionnée par l'Administration régionale.

Lors de la transmission de ces informations et en cas de modification des coordonnées bancaires, une attestation écrite du bénéficiaire doit en outre être envoyée par courrier séparé à l'adresse suivante :

Service Public Régional de Bruxelles
Bruxelles Finances et Budget
Iris Tower
Place Saint-Lazare 2
1035 Bruxelles

5.2 Avance

Une avance forfaitaire de 15% de la subvention, destinée à couvrir les dépenses encourues par le bénéficiaire lors de la mise en œuvre du projet sera payée par la Région après signature de la présente convention. Ce montant ne devra être justifié qu'ultérieurement, par la présentation de pièces justificatives, à concurrence d'un montant de dépenses éligibles équivalent, lorsque la subvention aura été justifiée auprès de la Région à concurrence de 80 % de son montant total.

5.3 Tranches de paiement ultérieures et justification des dépenses

Sans préjudice de l'alinéa relatif à l'avance, les demandes de paiement liées à la subvention sont introduites au minimum deux fois par an, en même temps que les rapports d'activité semestriels (cfr article 10). Les dépenses apportées en cofinancement sont justifiées selon les mêmes modalités que les dépenses financées par le financement FEDER+RBC.

Elles sont introduites selon les formes et modalités prévues dans le « vade-mecum destiné aux bénéficiaires ».

La Région fixera le montant éligible, selon le Règlement (UE) n°2021/1060, et le notifiera au bénéficiaire, en l'invitant à introduire une déclaration de créance à concurrence de ce montant éligible dans les 7 jours calendrier à compter de la réception de la notification.

La Région veille, sous réserve de la disponibilité des fonds, à ce que le bénéficiaire recoive le montant dû en son intégralité et au plus tard 80 jours à compter de la présentation de la demande de paiement par le bénéficiaire. Le délai est interrompu si les pièces justificatives et les informations présentées par le bénéficiaire(s) ne permettent pas à la Région de déterminer si le montant est dû.

5.4 Rythme des dépenses et de la transmission des pièces justificatives

Sans préjudice du point 5.2. du présent article relatif à l'avance forfaitaire, en application de la règle du dégagement d'office (ou la règle dite « n+3 »), prévue aux articles 105 à 107 du Règlement (CE) n°2021/1060, si en cours de programmation, les crédits européens sont diminués en application de la règle n+3 en raison de la remise tardive des pièces

justificatives ou du retard d'exécution du projet par le bénéficiaire, le montant du présent financement FEDER+RBC pourra être diminué.

Pour les bénéficiaires, ceci implique certaines exigences parmi lesquelles :

- un démarrage immédiat du projet dès la signature de la convention ;
- dans l'hypothèse où un bénéficiaire se trouve confronté à une situation dans laquelle des écarts significatifs sont attendus par rapport au plan financier approuvé, il doit immédiatement informer la Direction FEDER des écarts attendus, de leurs causes et des mesures prises pour limiter leur impact;
- le bénéficiaire s'engage à introduire les demandes de paiement et les pièces justificatives dans les 6 mois de la réalisation des dépenses éligibles, au moment de la prochaine échéance semestrielle de justification des dépenses.

5.5 Clôture et versement du solde de la subvention

Les justificatifs concernant le montant complet de la subvention doivent, en tout état de cause, être soumis auprès de la Direction FEDER **au plus tard le 28 février 2030**. Si la Direction FEDER n'est pas en possession des justificatifs à cette date, elle clôture le projet sur base des documents en sa possession.

A défaut, pour l'ensemble des demandes de paiement, d'atteindre le montant total de la subvention spécifié à l'article 4.2., le bénéficiaire sera tenu de rembourser la quotité non justifiée qu'il aurait perçue y compris les éventuels intérêts, et/ou renoncer à percevoir le solde de la subvention pour les tranches non justifiées dans le délai imparti.

La demande de paiement pour le solde de la subvention doit être accompagnée des justificatifs relatifs aux dépenses relatives au projet et des documents prévus dans le vade-mecum destiné aux bénéficiaires.

Sans préjudice des délais d'atteinte des valeurs cibles pour les indicateurs de réalisation et de résultat du projet, les projets doivent être achevés au sens de l'article 2, 37 du Règlement (UE) 2021/1060, c'est-à-dire « matériellement achevés ou intégralement mis en œuvre et pour laquelle tous les paiements y afférents ont été effectués par les bénéficiaires et la participation publique correspondante a été versée aux bénéficiaires » dans les délais prévus par la Commission européenne.

Article 6: Aide d'Etat

La subvention accordée dans le cadre de ce projet **ne constitue pas une aide d'Etat** prohibée au sens des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dans la mesure où le projet ne concerne pas une activité économique.

Article 7 : Gestion financière et contrôles

7.1. Obligations comptables

Sans préjudice des obligations prévues dans le vade-mecum à destination des bénéficiaires, le bénéficiaire s'engage à tenir une **comptabilité analytique** permettant à la Direction FEDER d'identifier la bonne comptabilisation du financement FEDER+RBC tant à l'entrée (recettes) qu'à la sortie (dépenses).

A défaut de pouvoir tenir une comptabilité analytique, le bénéficiaire s'engage à tenir une **comptabilité séparée** permettant de tracer le financement FEDER+RBC dans l'historique des comptes séparés. Il veillera donc, lors de la ventilation des comptes, à choisir des

intitulés en lien avec le FEDER.

Par ailleurs, pour des petites structures ou pour certains organismes pour lesquels la mise en œuvre des procédés décrits ci-dessus s'avère inadaptée, un **extrait certifié conforme des recettes et dépenses** liées au projet sera considéré comme probant par la Direction FEDER. Cet extrait consistera en un document de type « Excel » reprenant les recettes et les dépenses faites par le bénéficiaire dans le cadre du FEDER, signé par un représentant légal du projet et certifié comme « conforme et sincère ».

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à la Direction FEDER, dès la signature de la présente convention, le moyen par lequel il entend remplir ses obligations comptables (comptabilité analytique, comptabilité séparée ou extrait certifié conforme des recettes et dépenses liées au projet).

7.2. Respect de la législation sur les marchés publics

En vue de réaliser les opérations du projet visé à l'article 3 de la présente convention, le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble de la réglementation sur les marchés publics. Il communiquera à l'appui de ses demandes de paiement, l'ensemble des documents justifiant le respect de cette réglementation (voir à ce sujet la liste des documents à produire contenue dans le vade-mecum destiné aux bénéficiaires) .

Conformément à l'article 5.3. l'absence de pièces justifiant le respect de la législation sur les marchés publics, entraînera l'interruption du délai de paiement.

Dans l'hypothèse où un bénéficiaire estimerait ne pas être lié par cette règlementation, à défaut de devoir être considéré comme « pouvoir adjudicateur » au sens de l'article 2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, il devra informer la Direction FEDER par écrit et moyennant motivation, au moment de la signature de la présente convention. A défaut d'accord explicite de la Direction FEDER, il sera considéré comme soumis à la législation sur les marchés publics.

7.3. Conservation des pièces

Sans préjudice des règles régissant les aides d'État, l'ensemble des pièces justificatives liées au projet doivent être conservées pendant une période de cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle la Direction FEDER aura versé le dernier paiement au bénéficiaire. Si les dernières dépenses éligibles du projet n'ont pas donné lieu à un paiement (parce qu'elles concernent par ex. des cofinancements ou une justification d'avance, ou dans le cas d'un SPRB), la période de 5 ans est comptée à partir du 31 décembre de l'année au cours de laquelle la Région a envoyé le dernier courrier de notification des dépenses éligibles.

Ce terme peut être prolongé en cas de procédure judiciaire ou sur demande dûment motivée de la Commission européenne.

Cette obligation concerne l'ensemble des pièces justificatives du projet et de ses dépenses et activités, n'importe si elles ont été prises en charge par le financement FEDER+RBC ou par un cofinancement.

7.4. Contrôles et audits

Le bénéficiaire accepte que des contrôles et audits, sur pièces et sur place, aient lieu afin de vérifier si le financement FEDER+RBC a effectivement bien été consacrée à la réalisation

du projet.

Ces contrôles et audits portent notamment sur la réalité des dépenses (les dépenses financées par le financement FEDER+RBC, ainsi que les dépenses justifiées comme cofinancement), le système comptable, les documents relatifs aux marchés publics, l'archivage des documents et les obligations en matière de publicité et information.

Ces contrôles et audits sont effectués par les autorités mandatées pour le contrôle et l'audit de l'utilisation du FEDER, notamment la Direction DEDER du Service public régional de Bruxelles, la Cellule d'Audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens de la Région de Bruxelles-Capitale et les services compétents des instances européennes (la Commission européenne, l'Office européen de Lutte Antifraude OLAF, la Cour des Comptes européenne et, le cas échéant, le Parquet européen) ou leurs mandataires.

Les organismes de contrôle et d'audit sont notamment :

Au 1er niveau par l'autorité de gestion : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale représenté par le Ministre ayant le FEDER dans ses compétences. Cette autorité effectue le contrôle de premier niveau du programme. Le Ministre est assisté dans cette tâche par la Direction FEDER.

Point de contact :

Madame Evi Cornelis
T 02/204 22 93
F 02/204 15 47
M ecornelis@sprb.brussels

Au 2ème niveau par l'autorité d'audit : autorité fonctionnellement indépendante de l'autorité de gestion et de l'autorité de certification, l'autorité d'audit est le corps interfédéral de l'inspection des finances belge. Ce contrôle est plus particulièrement exercé par un organe dénommé « Cellule d'Audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens de la Région de Bruxelles-Capitale » (en abrégé CAIF).

Les modalités concrètes du statut, du fonctionnement et des missions de la CAIF sont fixées dans le contrat d'administration conclu entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale et le Corps interfédéral de l'Inspection des Finances (dont dépend la CAIF).

Point de contact :

Monsieur Jean-Philippe Block
T 02/204 17 84
M jpblock@sprb.brussels

Au 3ème niveau par les instances européennes : les agents de la Commission européenne, de l'Office européen de Lutte Antifraude OLAF, de la Cour des Comptes européenne et, le cas échéant, le Parquet européen, ou leurs mandataires, peuvent procéder à des contrôles et audits sur place pour vérifier le fonctionnement efficace des systèmes de gestion et de contrôle, qui peuvent comprendre des contrôles et audits des opérations s'inscrivant dans le programme.

Les agents des instances européennes ou leurs mandataires dûment habilités pour procéder aux contrôles et audits sur place ont accès aux livres et à tous autres documents, y compris les documents et leurs métadonnées établies ou reçues et

conservées sur support électronique, ayant trait aux dépenses financées par le FEDER.

Article 8 : Suspension des paiements et remboursement de la subvention

8.1 Suspension des paiements

Sans préjudice de l'article 5 de la présente convention, il peut être sursis au paiement de la subvention aussi longtemps que, dans le cadre de la présente subvention ou pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les pièces justificatives, demandes de compléments d'informations ou de clarifications ou refuse de se soumettre au contrôle par les autorités désignées à l'article 7.4 ou de collaborer utilement.

8.2 Remboursement de la subvention en cas de non-respect des conditions d'octroi

Sans préjudice des articles 5.4, 5.5 et 7.3 de la présente convention, le bénéficiaire est tenu de rembourser le montant de la subvention à la Région s'il ne respecte pas les conditions d'octroi de celle-ci, ne l'utilise pas aux fins pour lesquelles elle est accordée, abandonne le projet en cours, s'il n'achève pas son projet dans les termes fixés par la Commission européenne, s'il fait obstacle au contrôle visé à l'article 7 ci-avant ou s'il apparaît qu'il perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

8.3. Remboursement de la subvention en cas de non-pérennité du projet

Afin de financer le remboursement prévu à l'article 65 du Règlement (UE) 2021/1060, la subvention comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif devra être remboursée si dans les cinq ans à compter de son paiement final (ou, si les dernières dépenses éligibles du projet n'ont pas donné lieu à un paiement, dans les cinq ans à compter de l'envoi du dernier courrier de notification de dépenses éligibles) ou dans la période fixée dans les règles applicables aux aides d'État, selon le cas, le projet précité devait subir un des évènements suivants :

- la cessation ou le transfert d'une activité productive en dehors de la zone couverte par le programme ;
- un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou à un organisme public un avantage indu ;
- un changement substantiel affectant sa nature, ses objectifs ou ses conditions de mise en œuvre, ce qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

Le remboursement par le bénéficiaire en raison du non-respect du présent article s'effectue proportionnellement à la période de non-respect.

Article 9 : Indicateurs

Le bénéficiaire s'engage à atteindre les valeurs cibles suivantes :

Pour les indicateurs de réalisation :

Code	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible 2024	Valeur cible 2029*
RC034	Capacités supplémentaires de recyclage des déchets	Tonnes/an	0	0

RCO119	**Déchets préparés en vue de leur réemploi**	**Tonnes/an**	**0**	**50**

* La date du 31/12/2029 est **la date ultime** d'atteinte des résultats pour les indicateurs de réalisation et de résultat. Le bénéficiaire s'engage à atteindre tous les résultats et réalisations pour tous les indicateurs auxquels il contribue, sachant que cela pourrait impliquer que les résultats pour les indicateurs de réalisations sont à atteindre bien avant la date du 31/12/2029.

Pour les indicateurs de résultat :

Code	**Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur cible 2029**1
RCR47	Déchets recyclés	Tonnes/an	0

La Région se réserve le droit de répercuter l'éventuel impact financier en cas de non-atteinte des valeurs cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du projet sur le bénéficiaire et de diminuer le montant du financement FEDER+RBC accordé au projet.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à communiquer, dans le cadre des rapports visés à l'article 10, sur les valeurs atteintes pour les indicateurs figurant en Annexe I. Le bénéficiaire justifie dans les rapports l'absence éventuelle de valeur pour les indicateurs pour lesquels l'annexe I prévoit une valeur cible et détailleront les raisons pour lesquelles une valeur-cible ne serait éventuellement pas atteinte.

Le bénéficiaire s'engage à communiquer, dans le cadre des rapports visés à l'article 10 et selon ce qui est fixé dans l'Annexe I de la présente convention, les valeurs atteintes pour ces indicateurs. Les modalités de rapportage sur les indicateurs sont précisées dans le « vade-mecum à destination des bénéficiaires ». Le bénéficiaire justifie dans les rapports d'activités les éventuels écarts entre les valeurs cibles prévues et les valeurs atteintes pour l'indicateurs pour lesquels l'annexe I prévoit des résultats ou des réalisations et justifie l'éventuelle non-atteinte d'une valeur cible et propose un planning adapté pour atteindre le résultat ou la réalisation, le cas échant.

Article 10 : Obligations de rapportage et obligation d'information

10.1. Rapports semestriels en cours de projet

Le bénéficiaire s'engage à transmettre semestriellement un rapport d'avancement de son projet à la Direction FEDER au plus tard le 28 février et le 31 août de chaque année. Son contenu et sa forme sont déterminés dans le « vade-mecum à destination des bénéficiaires ».

Le premier rapport d'avancement semestriel doit être envoyé à la première échéance semestrielle suivant la signature de la convention. Ce rapport est à transmettre pendant toute la durée du projet, jusqu'à sa clôture.

10.2 Rapports d'activités final

A la clôture du projet, et au plus tard le 28 février 2030, lors de l'introduction de la dernière demande de paiement, le bénéficiaire s'engage à envoyer un rapport final contenant un aperçu global du projet pour l'ensemble de la période de financement, tant pour les réalisations physiques que financières. Ce rapport présente l'historique du projet, les objectifs atteints, les livrables finaux et les cibles des indicateurs atteintes.

10.3. Rapports annuels abrégés postérieurs

Après la clôture du projet, le bénéficiaire introduit annuellement un rapport d'activités abrégé afin d'assurer la Région de la pérennité du projet. Le premier rapport d'activités abrégé est à transmettre pour le 28 février de l'année qui suit la clôture du projet. Le dernier rapport d'activités abrégé est à transmettre pour le 28 février de l'année qui suit la cinquième année de la clôture du projet. Son contenu et sa forme sont déterminés dans le « vade-mecum à destination des bénéficiaires ».

10.4. Obligation générale d'information

Toute modification aux statuts ou autre document relatif au bénéficiaire ou au projet subventionné et susceptible d'avoir une influence sur le déroulement, le suivi ou le contrôle du projet est à communiquer dans les meilleurs délais à la Direction FEDER.

Article 11 : Comité d'accompagnement

Le bénéficiaire est tenu de participer au comité d'accompagnement compétent pour le projet dont il est le bénéficiaire. Le comité d'accompagnement sera composé de membres de la Direction FEDER et présidé par un représentant du Ministre qui a la gestion du FEDER dans ses attributions.

Le comité d'accompagnement a pour mission de vérifier, à intervalles réguliers, l'avancement satisfaisant du projet et le suivi du projet, conformément aux dispositions légales et contractuelles applicables. Il est le lieu où d'éventuels problèmes rencontrés sur le terrain pourront être discutés et des solutions recherchées.

Le comité d'accompagnement exerce les missions et fonctionne conformément aux dispositions y afférentes dans le vade-mecum destiné aux bénéficiaires.

Article 12 : Information et publicité

Tout bénéficiaire soutenu par une subvention issue du la Programmation FEDER 2021-2027 est chargé d'informer le public du financement par l'Union européenne et la Région de Bruxelles-Capitale qui lui est alloué dans le cadre du programme FEDER.

Chaque bénéficiaire est tenu de remplir des obligations en matière d'information et de publicité détaillées dans le vade-mecum destiné aux bénéficiaires.

En cas de non-respect des obligations en matière d'information et de communication, des corrections financières peuvent être appliquées aux dépenses du projet.

Le bénéficiaire marque son accord sur le fait que son organisme, l'intitulé de son projet, le calendrier du projet, le montant de la subvention, le montant total et les résultats du projet soient repris dans une liste ou des communications diffusées au grand public, par voie électronique ou autre. D'autres données générales du projet (informations/images) peuvent également être utilisées par la Région ou l'Union européenne dans des outils de

communication aux fins de présentation du programme.

Article 13 : Obligation du respect du principe de DNSH (Do Not Significant Harm)

Le principe DNSH prévoit qu'aucun investissement soutenu par des fonds européens ne doit causer de préjudice important vis-à-vis de 6 objectifs environnementaux européens. Ces 6 objectifs sont définis par le Règlement européen sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables (UE, 2020/852). Il s'agit de :

- L'atténuation du changement climatique ;
- L'adaptation au changement climatique ;
- L'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines ;
- La transition vers une économie circulaire ;
- La prévention et la réduction de la pollution ;
- La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

L'utilisation de ce principe est décrite dans les Orientations techniques sur l'application du principe consistant « à ne pas causer de préjudice important » (Communication de la Commission européenne 2021/C 58/01).

Le bénéficiaire s'engage à respecter le principe DNSH et ces six critères tout au long de la mise en œuvre de leur projet, notamment et de manière non exhaustive en intégrant une clause DNSH lors de la rédaction de marchés publics, l'octroi de subventions, primes et concessions, etc.

Afin de permettre à la Direction FEDER de s'assurer que le projet ne cause pas de préjudice important à l'environnement au regard de ces six critères, le bénéficiaire engage à informer celle-ci de tout risque de modification dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

Article 14 : Obligation du respect de l'égalité des chances

Le bénéficiaire s'engage à respecter les principes d'inclusion et d'égalité des chances lors du choix et de la délimitation du projet. Cet engagement intègre la prise en compte (de préférence intersectionnelle) des personnes handicapées, des femmes, des personnes de toutes orientations sexuelles et identités de genre, et d'autres groupes précaires dans le contexte urbain. Le projet prévoit une évaluation continue avant, pendant et après les travaux afin d'identifier et de corriger toute exclusion et discrimination en temps utile.

Article 15 : RGPD

Le bénéficiaire et la Région s'engagent à respecter les lois et règlements européens, notamment le règlement général sur la protection des données n° 2016/679/UE du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne (" RGPD ") pour toutes les données à caractère personnel collectées ou traitées dans le cadre de la présente convention.

La notice sur le traitement des données personnelles par la Région dans le cadre de ce projet est disponible sur le lien suivant : Documents de référence 2021 - 2027 - Feder BXL

Si la notice est modifiée, elle sera communiquée au bénéficiaire à des fins de notification.

Article 16 : Envoi de documents

Toutes les notifications effectuées sur la base de cette convention et tout document requis doivent être adressés à la Région selon les formes et adresses prévues par le vade-mecum

destiné aux bénéficiaires.

Les courriers adressés au(x) bénéficiaire(s) le sont à l'adresse suivante :
Mr Ludovic Genard
Directeur Général des Travaux
Administration communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Article 17 : Durée

Cette convention prend effet dès sa signature par l'ensemble des parties. Elle prendra fin au jour de la liquidation de la dernière déclaration de créance (ou au jour d'envoi de la dernière notification de dépenses éligibles, au cas où l'introduction d'une déclaration de créance n'est pas demandée) par la Région, à l'exclusion des obligations visées aux articles 6, 7, 8.2, 8.3, 10 et 12 de la présente convention qui demeurent d'application jusqu'à leurs échéances respectives.

Article 18 : Modifications de la convention

Les modifications éventuelles à la présente convention donneront lieu à la conclusion d'un avenant signé par toutes les parties à la convention, qui fera partie intégrante de la présente convention.

Article 19 : Responsabilité

La Région ne peut aucunement être tenue responsable pour les dommages aux personnes et aux biens, résultant directement ou indirectement de l'exécution de la présente convention par le bénéficiaire.

Article 20 : Litiges

Les cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont exclusivement compétents pour trancher tout litige portant notamment sur la validité, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de la présente convention.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires le ……. .

Pour le bénéficiaire(s),
Annick Petit
Secrétaire communale

Vincent De Wolf
Bourgmestre

Pour la Région de Bruxelles – Capitale,

Rudi Vervoort
Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'Intérêt régional

Annexe I – Indicateurs

Indicateur de réalisation	
Code de l'indicateur	RCO 119
Nom de l'indicateur	Déchets préparés en vue de leur réemploi (tonnes/an)
Résultat à atteindre pour 30/04/2024	0
Résultat à atteindre pour 31/12/2029	50 tonnes/an
Temporalité de mesure des résultats	Après la clôture des travaux du projet soutenu
Fréquence de rapportage	Après la clôture des travaux ou des activités du projet soutenu dans le rapport semestriel, ou au plus tard dans le rapport final
Justification des résultats	• fichier d'inventaire • preuves d'acquisition, de vente et éventuellement d'élimination des déchets • factures

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Programma EFRO 2021-2027 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Specifieke doelstelling 2.6) - Project "Kringloopwinkel van de Espace Libellule - Site Toby in Etterbeek". Ondertekening van de overeenkomst.

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 30/08/2023 om deel te nemen aan de projectoproep EFRO 2017-2027 voor de overgang naar een circulaire economie met efficiënt gebruik van hulpbronnen (Specifieke doelstelling 2.6) om een kandidatuur in te dienen voor de toekomstige kringloopwinkel op de site Toby;

overwegende dat het project "Kringloopwinkel van de Espace Libellule - Site Toby in Etterbeek" van de gemeente Etterbeek, werd geselecteerd op 10/07/2025 door de Brussels Hoofdstedelijke Regering (zie selectierapport in bijlage);

overwegende dat in het kader van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) Jacht-Gray van Etterbeek is overeengekomen om, naast het behoud en de verbetering van de gemeentelijke werkplaatsen, op de site Toby een nieuwe sociale infrastructuur te realiseren, namelijk de module "kringloopwinkel" van de Espace Libellule van het OCMW (luik 1 van het project), en de site te saneren (luik 3);

overwegende dat luik 2 (volledige werken om de gemeentelijke ateliers aan te passen aan de normen en te verbeteren) volledig wordt gefinancierd door de gemeente;

overwegende dat luiken 1 en 3 van het project worden gefinancierd door Beliris, als onderdeel van een gesloten budget van 3.125.000 euro (exclusief herzieningen); dat het overige bedrag moet worden gefinancierd door de gemeente of andere bronnen van cofinanciering die zijn kan vinden; dat het in dat kader is dat de EFRO-subsidie tussenkomt;

gelet op de beslissing van het college van 15/05/2025 om met Beliris een verbintenis aan te gaan over de bijkomende financiering van het project Toby voor een totaalbedrag van 5.038.585,10 euro OP VOORWAARDE dat de EFRO-subsidie wordt verkregen;

overwegende dat de toekenning van deze EFRO-subsidie voornamelijk zal dienen om de posten van het basisproject (Luik 1) te financieren die niet of slechts gedeeltelijk door de Beliris worden gedekt;

overwegende dat deze EFRO-subsidie 2.063.818,42 euro bedraagt, waarvan 1.928.802,26 euro voor investeringen en 135.016,16 euro voor indirecte kosten (werking);

overwegende dat alle uitgaven, om in aanmerking te komen voor de EFRO-subsidie, moeten zijn ingeschreven en betaald tijdens de periode van 1 januari 2021 tot 31 december 2029;

overwegende dat de begunstigde (de gemeente Etterbeek) zich ertoe verbindt de volgende doelwaarden te behalen:

- Indicator RCO119 (voorbereiding afval voor hergebruik) : 50 ton/jaar (doelwaarde 2029);

overwegende dat 31/12/2029 de deadline is om resultaten te behalen voor de indicatoren;

gelet op de verplichtingen voor rapportering en informatie die worden toegelicht in de overeenkomst;

overwegende dat de subsidie EFRO-BHG voor het project “De kringloopwinkel van de Espace Libellule - Site Toby in Etterbeek” enkel verkregen kan worden als een overeenkomst wordt ondertekend;

overwegende dat deze overeenkomst hieronder volledig is opgenomen (en ook beschikbaar is in pdf-formaat in bijlage);

BESLIST om de overeenkomst voor het project “Kringloopwinkel van de Espace Libellule - Site Toby in Etterbeek” – PROGRAMMA EFRO 2021-2027 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Specifieke doelstelling 2.6) te ondertekenen.

--*-*-*-*-*-*-*

OVEREENKOMST

EFRO-Programma 2021-2027 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Specifieke Doelstelling 2.6 “De omschakeling bevorderen naar een kringloopeconomie die doeltreffend omspringt met haar middelen”

Project T-26-07 “La ressourcerie de l’Espace Libellule - Toby-site in Etterbeek”

Tussen

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in naam waarvan optreden de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris,

hierna “de begunstigde” genoemd, enerzijds;

En

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in naam van wie Rudi VERVOORT handelt, minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de Promotie

van het Imago van Brussel en Biculturele Zaken van Gewestelijk Belang;

hierna genoemd "het Gewest", anderzijds;

In zijn opdrachten bijgestaan door de directie EFRO van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel,

Werd overeengekomen wat volgt:

Artikel 1: Teksten van toepassing op de overeenkomst

Deze overeenkomst wordt geregeld door:

- De Algemene Verordening (EU) nr. 2021/1060 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds Plus, het Cohesiefonds, het Fonds voor een rechtvaardige transitie en het Europees Fonds voor maritieme zaken, visserij en aquacultuur en de financiële regels voor die fondsen en voor het Fonds voor asiel, migratie en integratie, het Fonds voor interne veiligheid en het Instrument voor financiële steun voor grensbeheer en visumbeleid;

- De Verordening (EU) nr. 2021/1058 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling en het Cohesiefonds;

- De Verordening (EU, Euratom) 2018/1046 van het Europees Parlement en de Raad van 18 juli 2018 tot vaststelling van de financiële regels van toepassing op de algemene begroting van de Unie, tot wijziging van Verordeningen (EU) nr. 1296/2013, (EU) nr. 1301/2013, (EU) nr. 1303/2013, (EU) nr. 1304/2013, (EU) nr. 1309/2013, (EU) nr. 1316/2013, (EU) nr. 223/2014, (EU) nr. 283/2014 en Besluit nr. 541/2014/EU en tot intrekking van Verordening (EU, Euratom) nr. 966/2012;

- Wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en de wijzigingen ervan;

- Wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en de latere wijzigingen ervan;

- Het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en de latere wijzigingen ervan;

- Het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de latere wijzigingen ervan;

- De organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, gewijzigd bij de ordonnanties van 1 juni 2006, 31 januari 2008 en 16 december 2011, met name de artikelen 15 en 92 tot 95;

- De ordonnantie van 20 december 2024 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2025;
- De artikelen 165 tot 169 van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- Het vademecum voor de begunstigden;

- De beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 juli 2025 betreffende de goedkeuring van de selectie van projecten met Specifieke Doelstelling 2.6 van het EFRO-programma 2021-2027 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 juli 2025 tot toekenning van een subsidie van 2.063.818,42 EUR aan de gemeente Etterbeek in het kader van de uitvoering van het project "La ressourcerie de l'Espace Libellule – Toby-site in Etterbeek", dat deel uitmaakt van het EFRO-programma 2021-2027 in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- De Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EU (algemene verordening gegevensbescherming) ("AVG");

- Het protocol "DWC Jacht – Gray" tussen Beliris, de gemeente Etterbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 april 2022;

- Elke wijzigingsverordening en andere teksten met wetgevende waarde tot wijziging, aanvulling of intrekking van de bovenvermelde wetgeving.

Artikel 2: Onderwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst beoogt de rechten en plichten te bepalen van elke partij voor de uitvoering van het project T-26-07 "La ressourcerie de l'Espace Libellule –Toby-site in Etterbeek", ontwikkeld door de begunstigde in het kader van het EFRO-programma 2021-2027 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Dit project past binnen de prioriteiten van het Programma en meer in het bijzonder binnen de specifieke doelstelling 2.6 *"De omschakeling bevorderen naar een kringloopeconomie die doeltreffend omspringt met haar middelen"*.

Specifieke doelstelling 2.6 tackelt de omschakeling naar een kringloopeconomie via verhoogde sorteer- en recyclagecapaciteiten.

In het bijzonder vormt het de uitvoering van een actietype "2" dat beoogt te "investeren in de ontwikkeling van het netwerk van recyclageparken (alle afvalstromen), wijkrecyclageparken en containerparken / kringloopwinkels / materialenbibliotheken (verkoop van gerecycleerde producten en voorwerpen)".

Artikel 3: Beschrijving van het project

3.1. De doelstellingen van het project

Het project genaamd "La ressourcerie de l'Espace Libellule –Toby-site in Etterbeek" wil een

sociaal kringloopcentrum uitbouwen in de Espace Libellule, gecreëerd en beheerd door het OCMW van Etterbeek. De Espace Libellule is een sociaal en solidair project dat modulair is opgebouwd. Doel van deze kandidatuur is het mogelijk te maken nieuwe modules te openen die zullen bestaan uit een kringloopcentrum / sociale vestiaire:

- Prioritair gericht op meubilair, vaatgoed en huishoudelijke accessoires die afkomstig zijn uit de korte keten en die vooraf gesorteerd worden;
- Voornamelijk bedoeld voor hergebruik, direct of na opknappen / restaureren (via een filière van socio-professionele inschakeling - SPI) in een werkplaats die op de site is gevestigd;
- Ook doorverkoop ter plaatse, met gedifferentieerde tarieven naargelang nader te bepalen voorwaarden, wat voor een gemengd klantenpubliek zorgt, maar met bijzondere aandacht voor kansarmen, die een sociaal tarief zullen genieten;
- Andere filières verwant aan valorisatie, zoals upcycling;
- Andere gerelateerde activiteiten met diverse partners, zoals workshops en burgerateliers van het type repair café of upcycling;
- Een onderdeel sociale vestiaire: inzamelen, sorteren, schoonmaken, opknappen en doorverkopen van kledingstukken en stoffen, met inbegrip van gerelateerde activiteiten zoals “do it yourself”-workshops
- Voorbeeldigheid op milieuvlak, zowel wat betreft de infrastructuur (duurzame en circulaire renovatie van het gebouw), wat betreft energiebeheer (EPB, riothermie), alsook op andere gebieden: extensief groendak, waterbeheer, …

Het project van een sociaal kringloopcentrum maakt deel uit van het project voor de renovatie / herbestemming van de Toby-site, geregeld door een driepartijenovereenkomst tussen Beliris, de gemeente Etterbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, opgesteld in het kader van het DWC Jacht-Gray.

Dit renovatieproject omvat drie delen:

- Deel 1: de herbestemming en herinrichting van de ruimtes die bestemd zijn voor het hierboven beschreven project (sociaal kringloopcentrum)
- Deel 2: de gemeentelijke werkplaatsen conform maken
- Deel 3: bodemsanering

Beliris is bouwheer voor het gehele project (deel 1, 2 en 3, zowel voor de studies als voor de werken).

Het EFRO is enkel betrokken bij de verwezenlijking van het eerste deel. Beliris zal ook de studies en werken in verband met dit deel medefinancieren. Een opmeting die Beliris opstelt, zal inventariseren welke posten door Beliris dan wel door het EFRO worden gefinancierd.

De delen 2 en 3 vallen dus buiten deze overeenkomst.
Tijdens de uitvoering mogen alleen met de uitdrukkelijke toelating van het gewest wijzigingen aan het project worden aangebracht. Wijzigingen aan het project geven aanleiding tot het sluiten van een addendum, indien daar reden toe is, overeenkomstig artikel 16 van deze overeenkomst.
Gebruikt de begunstigde de EFRO+BHG-financiering niet voor de doeleinden waarvoor ze is toegekend en zonder inachtneming van de voorwaarden die in het subsidiebesluit en in deze overeenkomst bepaald zijn, dan moet hij de al ontvangen subsidie terugbetalen volgens de bepalingen van artikel 8.

3.2. Acties van het project

Het project is onderverdeeld in 6 work packages:

- Work package 1: Voorbereidende studies: verfijnen van het programma, overleg, bestuderen van de site, analyse van de juridische en stedelijke context, faseringsstudie, programmering van de testen.
- Work package 2: Beknopt en definitief voorontwerp: plannen, kenmerken van technische installaties, beschrijving van materialen, prijsraming, gedetailleerde fasering.
- Work package 3: Stedenbouwkundige vergunning: opstellen en indienen van de regelgevende documenten die nodig zijn voor het verkrijgen van de unieke vergunning (stedenbouw en erfgoed), stedenbouwkundige vergunning, milieuvergunning, indien van toepassing.
- Work package 4: Definitieve projectstudies: het project doen evolueren in de periode tussen de indiening van de vergunning en de eraan verbonden overlegcommissie, in overleg met alle partners van het project.
- Work package 5: Overheidsopdracht voor werken: een voldoende gedetailleerd gunningsdossier opstellen om de werken te kunnen gunnen en uitvoeren, en om de inschrijvers voor de werken in staat te stellen vergelijkbare offertes in te dienen; publicatie van de aankondiging van de opdracht; analyse van de ontvangen offertes en selectie van de opdrachtnemer.
- Work package 6: Uitvoering van de werken: bouwplaats(en), bouwplaatsvergaderingen, coördinatie van de dienstverleners en de gebruikers, controles, veiligheid, voorlopige en definitieve oplevering.

3.3. Wezenlijke verplichtingen van de begunstigde

De begunstigde verbindt zich ertoe het project uit te voeren zoals beschreven in het kandid atuurdossier, in de selectiebeslissing en in punt 3.1. van deze overeenkomst en daarvan ver lag uit te brengen bij het Gewest. Alle bepalingen van deze overeenkomst zijn toepasselijk v oor elke begunstigde die wordt genoemd in de inleiding van deze overeenkomst.

Artikel 4: Financieel plan en subsidiabiliteit van de uitgaven

4.1. Financieel plan

Het financieringsplan van het project van de gefinancierde begunstigde wordt voorgesteld in de onderstaande tabel:

Financiering		
Werkingsfinanciering EFRO+BHG		0,00
Investeringsfinanciering EFRO+BHG		2.063.818,42 EUR
TOTALE financiering EFRO+BHG		**2.063.818,42 EUR**
Publieke cofinanciering van **Beliris:**		2.443.503,89 EUR
Publieke cofinanciering: bijdrage in natura (gebouw of grond)		0,00

<u>TOTAAL overheidsfinancieringen</u> (EFRO+BHG + publieke cofinancieringen)	**<u>4.507.322,31 EUR</u>**
Private cofinanciering: …….	0,00
<u>TOTAAL (publiek + privaat)</u>	**<u>4.507.322,31 EUR</u>**
-	

De begunstigde verbindt zich ertoe het Gewest te informeren over elke andere financieringsbron (Europese Unie, Belgische federale, gewestelijke of lokale instanties, privésector, ontvangsten gegenereerd door het project, enz.) voor het project, ongeacht of het gaat om bronnen in natura of contanten, om ervoor te zorgen dat de directie EFRO een overzicht heeft van de wijze waarop het project wordt gefinancierd en, in voorkomend geval, het bedrag van de subsidiabele uitgaven te bepalen overeenkomstig artikel 68 van Verordening (EU) nr. 2021/1060.

De begunstigde verklaart dat alle andere financieringen dan de financiering EFRO+BHG reële financieringen zijn en dat hij alle maatregelen heeft genomen om ervoor te zorgen dat ze daadwerkelijk uitbetaald worden door zijn financiële partners in het kader van de goede uitvoering van het project. Indien één of meerdere financiële partners in gebreke blijven, verbindt de begunstigde zich ertoe de nodige maatregelen te treffen om het (de) ontbrekende bedrag(en) te vervangen teneinde zijn financiële plan af te stemmen op het oorspronkelijke financiële plan en zijn project optimaal te verwezenlijken.

De in de tabel opgenomen financieringen betreffen geen eventuele netto-inkomsten die het project genereert. Die zullen worden behandeld overeenkomstig artikel 68 van de Verordening (EU) nr. 2021/1060. Overeenkomstig deze bepaling mag het bedrag van de EFRO+BHG-financiering niet hoger zijn dan het bedrag van het zelffinancieringstekort van het project, i.e. het verschil tussen de uitgaven en de inkomsten van het project.

Wat betreft de uitgaven is deze tabel een weerspiegeling van de vastleggingen van de jaarlijks voorziene minimale uitgaven die zullen worden gerealiseerd en verantwoord door de begunstigde bij de directie EFRO (in de hoedanigheid van EFRO+BHG-financierin of cofinancieringen). Wordt dit bedrag niet bereikt door het laattijdig indienen van bewijsstukken of door vertragingen bij de uitvoering van het project door de begunstigde, dan behoudt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich het recht voor van de totale EFRO+BHG-financiering alle of een deel van de uitgavebedragen af te trekken di de betrokken begunstigde niet heeft gerealiseerd of gemotiveerd.

De wijzigingen die in de loop van de uitvoering van het project worden aangebracht aan de meerjarenplanning van de uitgaven moeten worden voorgesteld en door het begeleidingscomité van het project worden goedgekeurd (zie artikel 11), maar brengen geen wijziging van deze overeenkomst mee.

<u>4.2 Subsidiabele uitgaven (EFRO+BHG-financiering en cofinancieringen)</u>

Enkel de **investeringsuitgaven** komen in aanmerking in het kader van de Specifieke Doelstelling 2.6. Het betreft met name de volgende uitgaven:

- Aankoopkosten;
- De bouw en renovatie van gebouwen;
- Studiekosten in verband met de investering;
- Kosten voor het inrichten en uitrusten van gebouwen.

Deze uitgaven worden verhoogd met een **forfait van 7% dat de onrechtstreekse kosten**

van het project dekt, meer in het bijzonder de **personeelskosten** voor de uitvoering en coördinatie van het project.

Al deze uitgaven moeten worden vastgelegd en betaald tijdens de periode die loopt van 1 januari 2021 tot 31 december 2029.

Het moeten subsidiabele uitgaven zijn, zoals gedefinieerd in de wetgevende teksten en documenten die worden genoemd in artikel 1 van deze overeenkomst.

De uitgaven die zullen worden gedaan in het kader van de verwezenlijking van het project worden ten laste genomen door de EFRO+BHG-financiering voor een bedrag van 2.063.818,42 EUR aan investeringsuitgaven.

Artikel 5: Verantwoording van de uitgaven en betaling van de EFRO+BHG-subsidie
5.1 Bankrekening

De subsidie, toegekend op basis van de subsidiabele uitgaven van het project, wordt betaald volgens de hierna beschreven bepalingen, op de bankrekening van de begunstigde, overeenkomstig de informatie in de beschrijvende fiche die de bankinstelling medeondertekent en die de gewestelijke administratie heeft ontvangen.

Bij de doorgifte van deze informatie en in geval van wijziging van de bankgegevens dient een schriftelijk attest van de begunstigde bovendien per afzonderlijke post naar het volgende adres te worden verzonden:

Gewestelijke Overheidsdienst Brussel
Brussel Financiën en Begroting
Iris Tower
Sint-Lazarusplein 2
1035 Brussel

5.2. Voorschot

Een forfaitair voorschot van 15% van de subsidie, bedoeld om de uitgaven te dekken die de begunstigde betaalt tijdens de uitvoering van het project, wordt betaald door het Gewest na de ondertekening van deze overeenkomst. Dit bedrag dient pas later te worden gerechtvaardigd, door voorlegging van bewijsstukken ten belope van een overeenkomstig bedrag van subsidiabele uitgaven, zodra de subsidie ten belope van 80% van het totale bedrag werd gerechtvaardigd bij het Gewest.

5.3 Latere betalingsschijven en verantwoording van de uitgaven

Onverminderd het lid met betrekking tot het voorschot moeten de betalingsaanvragen voor de subsidies minstens tweemaal per jaar worden ingediend, samen met de halfjaarlijkse activiteitenverslagen (cf. artikel 10). De gecofinancierde uitgaven worden verantwoord volgens dezelfde nadere regels als de uitgaven die worden gefinancierd door de EFRO+BHG-financiering.

Ze moeten worden ingediend in de vorm en volgens de regels zoals bepaald in het “vademecum bestemd voor de begunstigden”.

Het Gewest stelt het subsidiabele bedrag vast overeenkomstig Verordening (EU) nr. 2021/1060 en brengt dit ter kennis van de begunstigde, door hem te verzoeken een schuldvordering in te dienen ten belope van dit subsidiabele bedrag binnen de zeven

kalenderdagen vanaf de ontvangst van de kennisgeving.

Onder voorbehoud van de beschikbaarheid van fondsen zorgt het Gewest ervoor dat de begunstigde het verschuldigde bedrag volledig ontvangt, uiterlijk 80 dagen na de datum waarop de begunstigde het betalingsverzoek heeft ingediend. De termijn wordt onderbroken als het Gewest aan de hand van de bewijsstukken en de informatie van de begunstigde niet kan vaststellen of het bedrag verschuldigd is.

5.4. Tempo van de uitgaven en van de verzending van de bewijsstukken

Onverminderd punt 5.2. van dit artikel betreffende het forfaitaire voorschot kan het bedrag van deze EFRO+BHG-financiering worden verminderd naar rato van de verloren kredieten bij toepassing van de regel van ambtshalve vrijmaking (of de zogenaamde 'n+3'-regel), bedoeld in de artikelen 105 tot 107 van de Verordening (EG) nr. 2021/1060, indien de Europese kredieten in de loop van de programmeringsperiode worden verminderd bij toepassing van de n+3-regel wegens de laattijdige indiening van de bewijsstukken door de begunstigde of de laattijdige uitvoering van het project door de begunstigde.

Voor de begunstigde brengt dit bepaalde eisen mee, onder meer:

- het project moet onmiddellijk worden opgestart zodra de overeenkomst ondertekend is;
- in het geval waarin een begunstigde wordt geconfronteerd met een situatie waardoor hij grote verschillen kan verwachten tegenover het goedgekeurde financiële plan, moet hij onmiddellijk de directie EFRO op de hoogte brengen van de verwachte verschillen, de oorzaken ervan en de maatregelen die hij neemt om de impact ervan te beperken;
- de begunstigde verbindt zich ertoe de betalingsaanvragen en de bewijsstukken in te dienen binnen 6 maanden nadat de subsidiabele uitgaven zijn gedaan, op het moment van de volgende halfjaarlijkse vervaldag van de verantwoording van de uitgaven.

5.5. Afsluiting en uitbetaling van het saldo van de subsidie

De bewijsstukken betreffende het volledige subsidiebedrag moeten hoe dan ook **uiterlijk op 28 februari 2030** voorgelegd worden aan de directie EFRO. Is de directie EFRO op die datum niet in het bezit van de bewijsstukken, dan sluit ze het project af op basis van de documenten waarover ze beschikt.

Indien, voor alle betalingsaanvragen, het totale subsidiebedrag als bepaald in artikel 4.2. niet wordt bereikt, moet de begunstigde het niet-verantwoorde deel dat hij zou hebben ontvangen, met inbegrip van de eventuele interesten, terugbetalen en/of ontvangt hij het saldo van de subsidie voor de niet binnen de vastgelegde termijn verantwoorde schijven niet.

De betalingsaanvraag voor het saldo van de subsidie moet vergezeld zijn van de bewijsstukken voor de uitgaven met betrekking tot het project en van de documenten zoals bepaald in het vademecum bestemd voor de begunstigden.

Onverminderd de termijnen voor het bereiken van de streefwaarden voor de realisatie- en resultaatsindicatoren van het project, moeten de projecten worden voltooid in de zin van artikel 2, 37 van Verordening (EU) 2021/1060, d.w.z. “fysiek […] voltooid of volledig […] uitgevoerd en waarvoor de begunstigden alle betrokken betalingen hebben verricht en de betrokken overheidsbijdrage aan de begunstigden is betaald” binnen de door de Europese

Commissie vastgestelde termijnen.

Artikel 6: Staatssteun

De in het kader van dit project toegekende subsidie vormt **geen staatssteun** die in de betekenis van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie verboden is, aangezien het project geen economische activiteit betreft.

Artikel 7: Financieel beheer en controle

7.1. Boekhoudkundige verplichtingen

Onverminderd de verplichtingen in het vademecum bestemd voor de begunstigden verbindt de begunstigde zich ertoe een **analytische boekhouding** te voeren aan de hand waarvan de directie EFRO de correcte boeking van de EFRO+BHG-financiering zowel inkomend (ontvangsten) als uitgaand (bestedingen) kan identificeren.

Kan hij geen analytische boekhouding voeren, dan verbindt de begunstigde zich ertoe een afzonderlijke boekhouding te voeren waar de EFRO+BHG-financiering kan worden teruggevonden in de historiek van de afzonderlijke rekeningen. Hij zorgt er dus voor dat hij bij de verdeling van de rekeningen titels kiest die verband houden met het EFRO.

Voor kleine structuren of voor bepaalde instellingen waar de uitvoering van de hierboven beschreven procedés onaangepast blijkt, wordt een **eensluidend verklaard uittreksel van de inkomsten en uitgaven** in verband met het project als bewijskrachtig beschouwd door de directie EFRO. Dit uittreksel heeft de vorm van een Excel-document met de inkomsten en uitgaven door de begunstigde in het kader van het EFRO, ondertekend door een wettelijk vertegenwoordiger van het project en “eensluidend en oprecht” verklaard.

De begunstigde verbindt zich ertoe onmiddellijk na de ondertekening van deze overeenkomst aan de directie EFRO het middel te bezorgen waarmee hij zich voorneemt zijn boekhoudkundige verplichtingen te vervullen (analytische boekhouding, afzonderlijke boekhouding of eensluidend verklaard uittreksel van de inkomsten en uitgaven in verband met het project).

7.2. Naleving van de wetgeving inzake overheidsopdrachten

Om de acties van het project te realiseren als bedoeld in artikel 3 van deze overeenkomst, moet de begunstigde alle wetgeving inzake overheidsopdrachten naleven. Tot staving van zijn betalingsaanvragen dient hij alle documenten in die aantonen dat hij deze wetgeving naleeft (zie in dit verband de lijst met over te leggen documenten zoals opgenomen in het vademecum bestemd voor de begunstigden).

Overeenkomstig artikel 5.3. heeft het ontbreken van stukken ter verantwoording van de naleving van de wetgeving inzake overheidsopdrachten tot gevolg dat de betalingstermijn wordt onderbroken.

Indien een begunstigde zou menen dat deze wetgeving niet op hem toepasselijk is, daar hij niet moet worden beschouwd als “aanbestedende overheid” in de betekenis van artikel 2 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, moet hij de directie EFRO daarvan schriftelijk en gemotiveerd op de hoogte brengen op het ogenblik van ondertekening van deze overeenkomst. Zonder een expliciet akkoord van de directie EFRO wordt hij geacht te zijn onderworpen aan de wetgeving inzake overheidsopdrachten.

7.3. Bewaring van de documenten

Onverminderd de regels inzake staatssteun moeten alle bewijsstukken in verband met het project minstens vijf jaar bewaard worden, te rekenen vanaf 31 december van het jaar waarin de directie EFRO de laatste betaling aan de begunstigde heeft verricht. Als de laatste subsidiabele uitgaven van het project niet tot een betaling hebben geleid (bijvoorbeeld omdat ze betrekking hadden op een cofinanciering of een verantwoording van een voorschot, of in het geval van een GOB), begint de periode van vijf jaar te lopen vanaf 31 december van het jaar waarin het gewest de laatste kennisgevingsbrief van de subsidiabele uitgaven heeft verstuurd.

Deze termijn kan worden verlengd in geval van een gerechtelijke procedure of op een naar behoren gemotiveerd verzoek van de Europese Commissie.

Deze verplichting heeft betrekking op alle bewijsstukken van het project en de bijhorende uitgaven en activiteiten, ongeacht of ze zijn gefinancierd met EFRO+BHG-middelen of met een cofinanciering.

7.4. Controles en audits

De begunstigde aanvaardt dat er controles en audits plaatsvinden van de stukken en ter plaatse, om te controleren of de EFRO+BHG-financiering effectief besteed is aan de verwezenlijking van het project.

Deze controles en audits hebben meer bepaald betrekking op de realiteit van de uitgaven (de uitgaven gefinancierd door de EFRO+BHG-financiering alsook de uitgaven verantwoord als cofinanciering), het boekhoudsysteem, de documenten met betrekking tot de overheidsopdrachten, de archivering van de documenten en de verplichtingen inzake bekendmaking en informatie.

Deze controles en audits worden uitgevoerd door de autoriteiten die gemandateerd zijn voor de controle en de audit van het gebruik van EFRO-middelen, met name de directie EFRO van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, de cel Audit van de Inspectie van Financiën voor de Europese fondsen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de bevoegde diensten van de Europese instanties (de Europese Commissie, het Europees bureau voor fraudebestrijding (OLAF), het Europees Rekenhof en in voorkomend geval het Europese parket) of hun gemachtigden.

De controle- en auditinstellingen zijn:

Op de eerste lijn, de beheersautoriteit: de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, vertegenwoordigd door de minister bevoegd voor het EFRO. Deze autoriteit verricht de eerstelijnscontrole van het programma. De minister wordt in deze taak bijgestaan door de directie EFRO.

Contactpunt:

Mevrouw Evi Cornelis
T 02/204 22 93
F 02/204 15 47
M ecornelis@gob.brussels

Op de tweede lijn, de auditautoriteit: de auditautoriteit, die functioneel onafhankelijk is van de beheersautoriteit en de certificeringsautoriteit, is het Interfederaal Korps van de

Belgische Inspectie van Financiën. Deze controle wordt meer bepaald uitgeoefend door de zogenoemde cel Audit van de Inspectie van Financiën voor de Europese fondsen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (afgekort ACIF).

De concrete nadere bepalingen van het statuut, de werking en de opdrachten van de CAIF worden vastgesteld in de bestuursovereenkomst die werd gesloten tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën (waar de CAIF van afhangt).

Contactpunt:

De heer Jean-Philippe Block
T 02/204 17 84
M jpblock@gob.brussels

Op de derde lijn, de Europese instanties: de personeelsleden van de Europese Commissie, het Europees bureau voor fraudebestrijding (OLAF), het Europees Rekenhof en in voorkomend geval het Europese parket of hun gevolmachtigden kunnen overgaan tot controles en audits ter plaatse om de doeltreffende werking van de beheers- en controlesystemen na te gaan; dit kunnen ook controles en audits zijn op de concrete acties die kaderen in het programma.

De personeelsleden van de Europese instellingen of hun gevolmachtigden die naar behoren gemachtigd zijn om controles en audits ter plaatse te verrichten, hebben toegang tot de boeken en tot alle andere documenten, waaronder de documenten en hun metagegevens die opgesteld of ontvangen werden en bewaard worden op elektronische dragers, en die verband houden met de uitgaven die het EFRO financiert.

Artikel 8: Opschorting van de betalingen en terugbetaling van de subsidie

8.1. Opschorting van de betalingen

Onverminderd artikel 5 van deze overeenkomst kan de uitbetaling van de subsidie worden opgeschort zolang de begunstigde, in het kader van deze subsidie of voor gelijkaardige subsidies die hij eerder ontving, de bewijsstukken nog niet heeft voorgelegd, geen antwoord heeft verstrekt op vragen om bijkomende informatie of verduidelijkingen of weigert zich te onderwerpen aan de controle door de autoriteiten zoals genoemd in artikel 7.4. of nuttig samen te werken.

8.2 Terugbetaling van de subsidie bij niet-naleving van de toekenningsvoorwaarden
Onverminderd de artikelen 5.4, 5.5 en 7.3 van deze overeenkomst moet de begunstigde het subsidiebedrag aan het Gewest terugbetalen indien hij de toekenningsvoorwaarden van die subsidie niet naleeft, de subsidie niet gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze is toegekend, het project stopzet tijdens de uitvoering, het project niet voltooit binnen de door de Europese Commissie vastgestelde termijnen, zich verzet tegen de controle als bedoeld in artikel 6 hierboven of indien blijkt dat hij voor hetzelfde project al een subsidie krijgt van een andere instelling, op basis van dezelfde bewijsstukken.

8.3. Terugbetaling van de subsidie in geval van gebrek aan duurzaamheid van het project
Met het oog op de financiering van de terugbetaling als bepaald in artikel 65 van Verordening (EU) 2021/1060 moet de subsidie die een investering in infrastructuur of een productieve investering omvat, worden terugbetaald als binnen vijf jaar te rekenen vanaf de laatste betaling ervan (of, indien de laatste subsidiabele uitgaven van het project niet tot een betaling hebben geleid, binnen vijf jaar te rekenen vanaf het verzenden van de

laatste kennisgevingsbrief van subsidiabele uitgaven) of binnen de termijn die is vastgesteld in de regels die van toepassing zijn op staatssteun, naargelang het geval, een van de volgende gebeurtenissen zich voordoet met betrekking tot het voornoemde project:

- de beëindiging of verplaatsing van een productieve activiteit buiten het gebied dat door het programma bestreken wordt;
- een verandering van eigenaar van een infrastructuur die een bedrijf of een overheidsinstelling een onrechtmatig voordeel oplevert;
- een substantiële verandering in de aard, de doelstellingen of de uitvoeringsvoorwaarden die de oorspronkelijke doelstellingen in het gedrang zou brengen.

De terugbetaling door de begunstigde wegens het niet-naleven van dit artikel gebeurt naar rato van de periode van niet-naleving.

Artikel 9: Indicatoren

De begunstigde verbindt zich ertoe de volgende streefwaarden te bereiken:

Voor de uitvoeringsindicatoren:

Code	Indicator	Meeteenheid	Streefwaarde 2024	Streefwaarde 2029*
RC034	Bijkomende capaciteit voor de recyclage van afval	Ton/jaar	0	0
RCO119	**Afval voorbereid voor hergebruik**	**Ton/jaar**	**0**	**50**

* 31 december 2029 is de **uiterste datum** voor het bereiken van de resultaten van de uitvoerings- en resultaatsindicatoren. De begunstigde verbindt zich ertoe alle resultaten en verwezenlijkingen te bereiken voor alle indicatoren waaraan hij meewerkt, wetende dat dit kan betekenen dat de resultaten voor de uitvoeringsindicatoren ruim voor 31 december 2029 moeten worden bereikt.

Voor de resultaatsindicatoren:

Code	Indicator	Meeteenheid	Streefwaarde 2029[1]
RCR 47	Gerecycleerd afval	Ton/jaar	0

Het Gewest behoudt zich het recht voor de eventuele financiële gevolgen bij het niet bereiken van de streefwaarden van de uitvoerings- en resultaatsindicatoren van het project door te rekenen aan de begunstigde en het bedrag van de aan het project toegekende EFRO+BHG-financiering te verminderen.

Bovendien verbindt de begunstigde zich ertoe om in het kader van de in artikel 10 bedoelde verslagen te communiceren over de waarden die zijn bereikt voor de in bijlage I vermelde indicatoren. De begunstigde motiveert in zijn verslagen de eventuele afwezigheid van een waarde voor de indicatoren waarvoor in bijlage I een streefwaarde is bepaald en legt in detail uit waarom een streefwaarde mogelijk niet is bereikt.

De begunstigde verbindt zich ertoe om in het kader van de in artikel 10 bedoelde verslagen

en zoals is vastgelegd in bijlage I bij deze overeenkomst te communiceren over de bereikte waarden voor deze indicatoren. De nadere bepalingen voor de rapportering over de indicatoren worden toegelicht in het “vademecum voor de begunstigden”. De begunstigde verantwoordt in de activiteitenverslagen eventuele afwijkingen tussen geplande streefwaarden en bereikte waarden voor de indicatoren waarvoor bijlage II voorziet in resultaten of verwezenlijkingen, verantwoorden waarom een streefwaarde eventueel niet bereikt is, en stelt een aangepaste planning voor om in voorkomend geval het resultaat of de verwezenlijking te bereiken.

Artikel 10: Rapportageverplichtingen en informatieverplichting

10.1. Halfjaarlijkse verslagen tijdens de uitvoering van het project

De begunstigde verbindt zich ertoe tweemaal per jaar een voortgangsverslag van zijn project aan de directie EFRO te bezorgen, uiterlijk op 28 februari en 31 augustus van elk jaar. De inhoud en de vorm ervan worden bepaald in het “vademecum bestemd voor de begunstigden”.

Het eerste halfjaarlijkse voortgangsverslag wordt verzonden op de eerste halfjaarlijkse vervaldag na de ondertekening van de overeenkomst. Dit verslag moet tijdens de volledige duur van het project voorgelegd worden, tot het is afgesloten.

10.2 Definitieve activiteitenverslagen

Aan het einde van het project, en uiterlijk op 28 februari 2030, wanneer het laatste betalingsverzoek is ingediend, verbindt de begunstigde zich ertoe een eindverslag in te dienen met een algemeen overzicht van het project voor de gehele financieringsperiode, zowel wat de fysieke als de financiële verwezenlijkingen betreft. Dit verslag beschrijft de historiek van het project, de bereikte doelstellingen, de uiteindelijke deliverables en de bereikte doelen van de indicatoren.

10.3. Latere ingekorte jaarlijkse verslagen

Nadat het project is afgesloten, dient de begunstigde elk jaar een ingekort activiteitenverslag in om aan het Gewest de duurzaamheid van het project te garanderen. Het eerste ingekorte activiteitenverslag moet ingediend worden tegen 28 februari van het jaar dat volgt op de afsluiting van het project. Het laatste ingekorte activiteitenverslag moet ingediend worden tegen 28 februari van het jaar dat volgt op het vijfde jaar na de afsluiting van het project. De inhoud en de vorm ervan worden bepaald in het “vademecum bestemd voor de begunstigden”.

10.4. Algemene informatieverplichting

Elke statutenwijziging of elk ander document met betrekking tot de begunstigde of het gesubsidieerde project dat een invloed kan hebben op het verloop, de opvolging of de controle van het project moet zo snel mogelijk aan de directie EFRO worden meegedeeld.

Artikel 11: Begeleidingscomité

De begunstigde is ertoe gehouden deel te nemen aan de vergaderingen van het begeleidingscomité dat bevoegd is voor het project waarvan hij de begunstigde is. Het begeleidingscomité moet worden samengesteld uit leden van de directie EFRO en voorgezeten worden door een vertegenwoordiger van de minister die bevoegd is voor het EFRO.

Het begeleidingscomité heeft de opdracht om regelmatig de goede voortgang en de opvolging van het project te controleren, overeenkomstig de toepasselijke wettelijke en contractuele bepalingen. In dit comité kunnen op het terrein vastgestelde problemen besproken worden en oplossingen gezocht worden.

Het begeleidingscomité oefent de opdrachten uit en functioneert overeenkomstig de bepalingen die in het vademecum voor de begunstigden zijn opgenomen met betrekking tot dit comité.

Artikel 12: Informatie en reclame

Elke begunstigde die een subsidie ontvangt in het kader van het EFRO-programma 2021-2027 moet het publiek informeren over de financiering door de Europese Unie en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Elke begunstigde moet de informatie- en bekendmakingsverplichtingen in acht nemen die nader worden beschreven in het vademecum bestemd voor de begunstigden.

Als deze verplichtingen op het gebied van informatie en communicatie niet worden nageleefd, kunnen financiële correcties worden toegepast op de uitgaven voor het project.

De begunstigde gaat ermee akkoord dat zijn instelling, de titel van zijn project, de planning van het project, het bedrag van de subsidie, het totale bedrag en de resultaten van het project worden opgenomen in een lijst of in communicaties die op elektronische of op een andere wijze worden verspreid onder het grote publiek. Andere algemene gegevens met betrekking tot het project (informatie/afbeeldingen) kunnen door het Gewest of de Europese Unie ook worden gebruikt in communicatietools met het oog op de voorstelling van het programma.

Artikel 13: Verplichting tot naleving van het DNSH-principe (Do No Significant Harm)

Het DNSH-principe houdt in dat geen enkele door Europese fondsen gesteunde investering ernstige afbreuk mag doen aan de zes Europese milieudoelstellingen. Deze zes doelstellingen worden bepaald in de Europese Verordening betreffende de totstandbrenging van een kader ter bevordering van duurzame beleggingen (EU, 2020/852). Het gaat om:

- De mitigatie van de klimaatverandering;
- De aanpassing aan de klimaatverandering;
- Het duurzame gebruik en de bescherming van water en mariene hulpbronnen;
- De transitie naar kringloopeconomie;
- De preventie en bestrijding van verontreiniging;
- De bescherming en het herstel van de biodiversiteit en ecosystemen.

De toepassing van dit beginsel wordt beschreven in de technische richtsnoeren over de toepassing van het beginsel “geen ernstige afbreuk doen aan” (Mededeling van de Europese Commissie 2021/C 58/01).

De begunstigde verbindt zich ertoe het DNSH-principe en deze zes criteria na te leven gedurende de uitvoering van zijn project, in het bijzonder door en zich niet beperkend tot het opnemen van een DNSH-clausule bij het opstellen van overheidsopdrachten, het toekennen van subsidies, premies en concessies, enz.

Om het de directie EFRO mogelijk te maken zich ervan te vergewissen dat het project geen

aanzienlijke schade toebrengt aan het milieu met betrekking tot deze zes criteria, verbindt de begunstigde zich ertoe de directie EFRO te informeren over elk risico op wijziging bij de uitvoering van het project.

Artikel 14: Verplichting met betrekking tot het respect voor gelijkheid van kansen voor iedereen

De begunstigde verbindt zich ertoe de principes van inclusie en gelijkheid van kansen na te leven bij de keuze en de afbakening van het project. Deze verbintenis houdt ook in dat er rekening wordt gehouden (bij voorkeur intersectioneel) met personen met een handicap, vrouwen, personen van om het even welke seksuele oriëntatie en genderidentiteit, en andere kwetsbare groepen in een stedelijke omgeving. Het project voorziet in een continue evaluatie voor, tijdens en na de werkzaamheden om elke vorm van uitsluiting of discriminatie tijdig te kunnen opsporen en corrigeren.

Artikel 15: AVG

De begunstigde en het gewest verbinden zich ertoe de Europese wetten en verordeningen na te leven, onder meer de algemene verordening gegevensbescherming (AVG) nr. 2016/679/EU van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 27 april 2016 voor alle persoonsgegevens die in het kader van deze overeenkomst worden verzameld of verwerkt.

De nota over de verwerking van persoonsgegevens door het gewest in het kader van dit project is te vinden op de volgende link: https://efro.brussels/programma-2021-2027/documenten-voor-het-programma-2021-2027/

Als de nota wordt gewijzigd, wordt ze ter kennisgeving naar de begunstigde gestuurd.

Artikel 16: Verzending van de documenten

Alle kennisgevingen uitgevoerd op basis van deze overeenkomst en alle gevraagde documenten moeten worden verstuurd naar het Gewest volgens de vorm en naar de adressen vastgelegd in het vademecum bestemd voor de begunstigden.

Brieven voor de begunstigde worden naar het volgende adres gestuurd:
Dhr. Ludovic Genard
Directeur-generaal Werken
Gemeentebestuur Etterbeek
Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

Artikel 17: Duur

Deze overeenkomst treedt onmiddellijk in werking na ondertekening door alle partijen. Ze eindigt op de datum van de vereffening van de laatste schuldvordering door het gewest (of op de datum van verzending van de laatste kennisgeving van subsidiabele uitgaven ingeval niet om de indiening van een schuldvordering is verzocht), met uitzondering van de verplichtingen als bedoeld in artikelen 6, 7, 8.2, 8.3, 10 en 12 van deze overeenkomst, die van toepassing blijven tot hun respectieve vervaldagen.

Artikel 18: Wijzigingen aan de overeenkomst

Eventuele wijzigingen aan deze overeenkomst moeten worden opgenomen in een bijakte

die door alle partijen ondertekend wordt en die een integraal onderdeel van deze overeenkomst vormt.

Artikel 19: Verantwoordelijkheid

Het Gewest kan geenszins aansprakelijk gesteld worden voor schade aan personen en aan goederen als rechtstreeks of onrechtstreeks gevolg van de uitvoering van deze overeenkomst door de begunstigde.

Artikel 20: Geschillen

Voor geschillen die betrekking hebben op onder andere de geldigheid, interpretatie, uitvoering of opzegging van deze overeenkomst, zijn uitsluitend de rechtbanken en hoven van het gerechtelijk arrondissement Brussel bevoegd.

Opgesteld in Brussel, in twee exemplaren, op …… .

Voor de begunstigde,

Annick Petit
Gemeentesecretaris

Vincent De Wolf
Burgemeester

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Rudi Vervoort
Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, Bevordering van het Imago van Brussel en Biculturele Aangelegenheden van Gewestelijk Belang

Bijlage I - Indicatoren

Uitvoeringsindicator	
Code van de indicator	RCO 119
Naam van de indicator	Afval voorbereid voor hergebruik (ton/jaar)
Resultaat te bereiken tegen 30.04.2024	0
Resultaat te bereiken tegen 31.12.2029	50 ton/jaar
Tijdschema voor het meten van de resultaten	Na voltooiing van de werken van het ondersteunde project
Frequentie rapportering	Na voltooiing van de werken of activiteiten van het ondersteunde project in het halfjaarlijkse verslag, of uiterlijk in het eindverslag
Verantwoording van de resultaten	• inventarisbestand • bewijzen van aankoop, verkoop en eventueel van de verwijdering van het afval • facturen

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

CONVENTION 2021-2027 - Projet T-26-07 - version finale FR.pdf, CONVENTION 2021-2027 - Projet T-26-07 - def versie NL.pdf, Espace Libellule Toby rapport sélection 220725.pdf

---

22.12.2025/A/0012 **Programme régional Renolab.ID - Projet Renov'Ett au service de la rénovation énergétique collective/groupée de logements privés. Signature d'un avenant à la Convention entre la commune d'Etterbeek et la Région (Bruxelles Environnement) portant sur la prolongation du projet.**

Le Conseil communal,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22/05/2024 de répondre à l'appel à projets RENOLAB.ID 2024 (Bruxelles Environnement) en vue de soumettre un projet concernant le logement privé ;

Considérant que la candidature du projet intitulé « Renov'Ett » (nom susceptible d'être modifié) a été sélectionnée par le jury RENOLAB.ID du 2 octobre 2024 ;

Vu que, par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15/05/2025, le projet Renov'Ett est doté d'un subside de 200.000 € ;

Considérant que le projet Renov'Ett consiste à développer une méthodologie visant à mettre la commune au service de la rénovation énergétique collective/groupée de logements privés, en ce compris le partage et les communautés d'énergie ;

Considérant que le projet dure 3 ans ;

Considérant que l'octroi du subside se formalise par la signature d'une Convention entre la commune d'Etterbeek et la Région (Bruxelles Environnement) ;

Considérant qu'en sa séance du 22/09/2025, le Conseil communal a décidé de signer la Convention entre la commune d'Etterbeek et la Région (Bruxelles Environnement) portant sur le projet Renov'Ett ;

Considérant que la sélection du projet a pris du retard au niveau régional et que la Convention a été signée en septembre 2025, alors que la date (théorique) de début du projet est le 15/01/2025 ;

Considérant qu'il est dès lors souhaitable de prolonger celui-ci par voie d'avenant ;

Considérant que cette prolongation vise à déplacer la date de fin du projet du 14/01/2028 jusqu'au 31/12/2028 ;

Considérant que cet avenant à la Convention est fourni par la Région uniquement en langue française (voir ci-joint) ;

Décide de signer un avenant à la Convention entre la commune d'Etterbeek et la Région (Bruxelles Environnement) portant sur la prolongation du projet Renov'Ett - Programme régional Renolab.ID.

Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2025/RenoB/ID/1040/Renovett

Avenant n°1

Entre d'une part,

Bruxelles Environnement
dont le siège est situé sur le Site de Tour & Taxis, Avenue du Port 86C/3000, 1000 Bruxelles

représenté par Barbara DEWULF, Directrice générale adjointe

et d'autre part,

Commune Etterbeek
dont le siège est situé Avenue des Casernes 31/1, 1040 Bruxelles

représenté par Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Annick Petit Secrétaire Communale

ci-après dénommé «le bénéficiaire »

APRES AVOIR EXPOSE QUE :

Les parties ont conclu une convention de subvention ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée au bénéficiaire en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'Arrêté ».

Suite aux réunions du comité d'accompagnement, et afin de permettre le bon déroulement du projet subsidié, les parties souhaitent modifier certains points de la convention de subvention.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :
L'article 3 de la convention de subvention est modifié comme suit :
La période à subsidier prend cours le 15/01/2025 et est prolongée jusqu'au 31/12/2028

Article 2 :
L'article 8 de la convention de subvention est modifié comme suit :

Il n'y a pas de tranches supplémentaires à introduire, la prolongation de mission étant due au report de la date de démarrage du projet. Les liquidations des tranches T2 à T6 se font donc selon les modalités précisées dans l'article 8 de la convention.

Le solde sera liquidé sur base d'un dossier final qui reprendra

- un rapport final rendant compte du déroulement de la mission notamment sur base des indicateurs de mise en œuvre mentionnés à l'article 5
- un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subside. Elles seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Bruxelles Environnement met à disposition le modèle d'IGD à utiliser.
- des pièces justificatives et des preuves de paiement pour chacune des dépenses reprise dans l'IGD. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard 3 mois après la fin de la mission (soit pour fin mars 2029) de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au collaborateur en charge de la vérification des pièces justificatives

(sub.qualcity@ environnement.brussels)

- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@ environnement.brussels)

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation par le CA du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance finale portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite dans le mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à invoice@ environnement.brussels

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.
Article 3:
Cet avenant fait partie intégrante de la convention relative à la subvention susmentionnée

Fait en autant d'exemplaires que de parties, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Bruxelles, le 20/11/2025

Pour Bruxelles Environnement,
Barbara DEWULF, Directrice générale adjointe

Pour le bénéficiaire,
Vincent De Wolf, Bourgmestre
Annick Petit, Secrétaire communale

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Gewestelijk programma Renolab.ID - Project Renov'Ett voor collectieve/gegroepeerde energierenovatie van privéwoningen. Ondertekening van een aanhangsel bij de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeen en het Gewest (Leefmilieu Brussel) over de verlenging van het project.

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 22/05/2024 om te reageren op de projectoproep RENOLAB.ID 2024 (Leefmilieu Brussel) om een project voor privéwoningen in te dienen;

overwegende dat de kandidatuur van het project met de naam "Renov'Ett" (naam kan nog wijzigen) werd gekozen door de jury van RENOLAB.ID op 2 oktober 2024;

overwegende dat het project Renov'Ett, bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15/05/2025, een subsidie van 200.000 euro heeft gekregen;

overwegede dat het project "Renov'Ett" bestaat uit de ontwikkeling van een methodologie om de gemeente in te zetten voor de collectieve/gegroepeerde energierenovatie van privéwoningen, met inbegrip van het delen van energie en energiegemeenschappen;

overwegende dat het project 3 jaar duurt;

overwegende dat de toekenning van de subsidie wordt geformaliseerd door de ondertekening van een overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gewest (Leefmilieu Brussel);

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 22/09/2025 heeft beslist om de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gewest (Leefmilieu Brussel) over het project Renov'Ett te ondertekenen;

overwegende dat de selectie van het project vertraging heeft opgelopen op gewestelijk niveau en dat de overeenkomst in september 2025 werd ondertekend terwijl de (theoretische) startdatum van het project 15/01/2025 is;

overwegende dat het bijgevolg wenselijk is om dit te verlengen met een aanhangsel;

overwegende dat het doel van die verlenging is om de einddatum van het project te verplaatsen van 14/01/2028 naar 31/12/2028;

overwegende dat dit aanhangsel bij de overeenkomst door het Gewest uitsluitend in het Frans wordt verstrekt (zie bijlage);

BESLIST om een aanhangsel bij de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeen en het Gewest (Leefmilieu Brussel) over de verlenging van het project Renov'Ett - Gewestelijk programma Renolab.ID te ondertekenen.

Overeenkomst voor de subsidie met referentie SUB/2025/RenoB/ID/1040/Renovett

Aanhangsel nr. 1

Tussen enerzijds,

Leefmilieu Brussel
met zetel op de site van Tour & Taxis, Havenlaan 86C/3000, 1000 Brussel

vertegenwoordigd door Barbara DEWULF, adjunct-directeur-generaal

en anderzijds,

Gemeente Etterbeek
met zetel op de Kazernenlaan 31/1, 1040 Brussel

vertegenwoordigd door Vincent De Wolf, burgemeester, en Annick Petit, gemeentesecretaris

hierna "de begunstigde" genoemd

NADAT WERD UITEENGEZET DAT:

De partijen een subsidieovereenkomst hebben afgesloten met als doel de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de subsidie die aan de begunstigde werd toegekend, krachtens het besluit met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna "het besluit" genoemd.

Als gevolg van de vergaderingen van het begeleidingscomité en om het goede verloop van het gesubsidieerde project mogelijk te maken willen de partijen bepaalde punten van de subsidieovereenkomst wijzigen.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1:
Het artikel 3 van de subsidieovereenkomst wordt als volgt gewijzigd:
De te subsidiëren periode begint op 15/01/2025 en wordt verlengd tot 31/12/2028.

Artikel 2:
Het artikel 8 van de subsidieovereenkomst wordt als volgt gewijzigd.-:

Er hoeven geen bijkomende schijven te worden ingediend, aangezien de verlenging van de opdracht te wijten is aan het uitstel van de startdatum van het project. De vereffening van de schijven T2 tot T6 gebeurt dus volgens de voorwaarden vermeld in artikel 8 van de overeenkomst.

Het saldo wordt vereffend op basis van een einddossier dat het volgende bevat:

- een eindverslag over het verloop van de opdracht, met name op basis van de in artikel 5 genoemde uitvoeringsindicatoren
- een algemene uitgave inventaris (AUI) met alle uitgaven die in het kader van de subsidie zijn aangegeven. Deze worden gesorteerd per uitgavencategorie en genummerd. Leefmilieu Brussel stelt het te gebruiken AUI-model ter beschikking.
- bewijsstukken en betalingsbewijzen voor elke uitgave die in de AUI is opgenomen. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen worden ofwel afzonderlijk verstrekt, ofwel bijgevoegd bij het bewijsstuk waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk 3 maanden na het einde van de opdracht (voor eind maart 2029) worden ingediend, bij voorkeur elektronisch, met als onderwerp de referentie "/Solde".

- aan de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de medewerker verantwoordelijk voor de controle van de verantwoordingsstukken (sub.qualcity@leefmilieu.brussels)
- aan de dienst Subsidies van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels)

Als het dossier na deze datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Na goedkeuring van het eindrapport door het BC en de bekrachtiging van het verschuldigde bedrag door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door middel van een controleverslag, wordt een definitieve schuldvordering met de referentie vermeld in de titel gevolgd door "/Solde" ingediend bij de boekhoudafdeling van Leefmilieu Brussel, en dit: elektronisch naar invoice@leefmilieu.brussels

Als de schuldvordering na deze datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, waarbij de stempel van ontvangst als bewijs geldt.

Artikel 3:
Dit aanhangsel maakt integraal deel uit van deze overeenkomst betreffende de bovenvermelde subsidie.

Opgemaakt in evenveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke partij bevestigt haar exemplaar te hebben ontvangen.

Brussel, 20/11/2025

Voor Leefmilieu Brussel,
Barbara DEWULF, Adjunct-directeur-generaal

Voor de begunstigde,
Vincent De Wolf, Burgemeester
Annick Petit, Gemeentesecretaris

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TPL_2023_Avenant_SUB_2025_RENOB_ID_1014_Etterbeek_BE_FR.docx

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

22.12.2025/A/0013 **Conseil consultatif pour le Climat - Procès-verbal de la deuxième séance**

Le Conseil Communal,

Considérant la Note d'orientation politique 2025-2027 prévoyant la mise en place de nouveaux conseils consultatifs ;

Considérant que le Conseil communal, en sa séance du 23 juin 2025, a approuvé la désignation des membres du conseil consultatif du climat ;

Considérant les documents en annexes listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 2e séance :
Conseil consultatif du Climat_Séance 2_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :
CC Climat_Slides_S2
CC Climat_Slides_S2_EN Version
Présentation_Aménagement de l'espace et verdurisation
Présentation_Mutualisation, économie de la fonctionnalité et circularité
Présentation_Gaspillage alimentaire et non-alimentaire
Présentation_Résilience

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la deuxième séance du conseil consultatif pour le Climat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Adviesraad voor Klimaat - Verslag van de tweede zitting

De gemeenteraad,

Overwegende de beleidsnota 2025-2027 waarin de oprichting van nieuwe adviesraden wordt voorzien;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 23 juni 2025 de aanstelling van de leden van de adviesraad voor het klimaat heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 2de zitting:
Adviesraad voor Klimaat_Zitting 2_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:
Presentatie van de zitting (FR en NL)

Presentatie van de zitting (ENG)
Affiche_Inrichting van de ruimte en vergroening
Affiche_Overconsumptie aanpakken, hergebruik aanmoedigen
Affiche_Strijd tegen voedselverspilling en niet-voedselverspilling
Affiche_De veerkracht van het grondgebied bevorderen

NEEMT KENNIS van het verslag van de tweede zitting van de adviesraad voor Klimaat.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

14 annexes / 14 bijlagen

B4_Affiche_Overconsumptie aanpakken, hergebruik aanmoedigen.pdf, A3_Présentation_Aménagement de l'espace et verdurisation.pdf, B6_Affiche_De veerkracht van het grondgebied bevorderen.pdf, A1_CC Climat_Slides_S2.pdf, A4_Présentation_Mutualisation, économie de la fonctionnalité et circularité.pdf, A2_CC Climat_Slides_S2_EN Version.pdf, B5_Affiche_Strijd tegen voedselverspilling en niet-voedselverspilling.pdf, Conseil consultatif du Climat_Séance 2_PV.pdf, A6_Présentation_Résilience.pdf, B2_Presentatie van de zitting (ENG).pdf, Adviesraad voor Klimaat_Zitting 2_Verslag.pdf, B1_Presentatie van de zitting (FR en NL).pdf, B3_Affiche_Inrichting van de ruimte en vergroening.pdf, A5_Présentation_Gaspillage alimentaire et non-alimentaire.pdf

---

22.12.2025/A/0014 **Conseil consultatif pour le Climat - Procès-verbal de la première séance**

Le Conseil Communal,

Considérant la Note d'orientation politique 2025-2027 prévoyant la mise en place de nouveaux conseils consultatifs ;

Considérant que le Conseil communal, en sa séance du 23 juin 2025, a approuvé la désignation des membres du conseil consultatif du climat ;

Considérant les documents en annexes listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 1ère séance :
Conseil consultatif du Climat_Séance 1_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :
CC Climat_Slides_S1
Présentation du Plan Climat

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la première séance du conseil consultatif pour le Climat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Adviesraad voor Klimaat - Verslag van de eerste zitting

De gemeenteraad,

Overwegende de beleidsnota 2025-2027 waarin de oprichting van nieuwe adviesraden wordt voorzien;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 23 juni 2025 de aanstelling van de leden van de adviesraad voor het klimaat heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 1ste zitting:
Adviesraad voor Klimaat_Zitting 1_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:
Adviesraad voor Klimaat_Slides_Z1
Presentatie van het Klimaatplan

NEEMT KENNIS van het verslag van de eerste zitting van de adviesraad voor Klimaat.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Conseil consultatif du Climat_Séance 1_PV.pdf, B2_Presentatie van het Klimaatplan.pdf, Adviesraad voor Klimaat_Zitting 1_Verslag.pdf, A1_CC Climat_Slides_S1.pdf, B1_Adviesraad voor Klimaat_Slides_Z1.pdf, A2_Présentation du Plan Climat.pdf

---

Guichet Unique du Logement - Woonloket

22.12.2025/A/0015 **ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek – Comptes 2024 - Rapport d'activité 2024 - Budget 2025 – Prise d'acte.**

Le Conseil Communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 18/09/2017 ;

Vu les comptes 2024 et le budget 2025 en annexe, approuvés par l'Assemblée Générale du 16/06/2025 ;

Attendu que le Conseil communal a inscrit au budget 2025 un subside de 80.000,00 € en faveur de l'ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De prendre acte des comptes 2024 arrêtés au 31/12/2024 et du budget 2025 de l'ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek tels qu'ils sont repris en annexe, en vue d'octroyer la subvention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek – Rekeningen 2024 – Activiteitenverslag 2024 - Begroting 2025 – Acte neming.

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 18/09/2017;

Gelet op de rekeningen 2024 en de begroting 2025, in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van 16/06/2025 ;

Overwegende dat de Gemeenteraad, in de begroting 2025 een subsidie van 80.000,00 € heeft ingeschreven voor de VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

BESLUIT:

Acte te nemen van de rekeningen 2024 afgesloten op 31/12/2024 en de begroting 2025 van de VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek, zoals deze bij deze beraadslaging bijgevoegd zijn, in het vooruitzicht de subsidie vrij te geven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

AIS Etterbeek - BNB VDEF.pdf, Délibération - Conseil communal.docx, Rapport annuel 2024.pdf, Tableau budget prévisionnel AIS 2025 au 19-06-2025.xls, Budget 2025 V2.xlsx, AIS ETTERBEEK 202412 Rapport commissaire.pdf

---

Agence Immobilière Sociale - Sociale VerhuurKantoren

22.12.2025/A/0016 **ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek – Comptes 2023 - Rapport d'activité 2023 - Budget 2024 – Prise d'acte**

Le Conseil Communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions adopté par le Conseil

communal en date du 18/09/2017 ;

Vu les comptes 2023 et le budget 2024 en annexe, approuvés par l'Assemblée Générale du 27/05/2024 ;

Attendu que le Conseil communal a inscrit au budget 2024 un subside de 80.000,00 € en faveur de l'ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De prendre acte des comptes 2023 arrêtés au 31/12/2023 et du budget 2024 de l'ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek tels qu'ils sont repris en annexe, en vue d'octroyer la subvention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek – Rekeningen 2023 – Activiteitenverslag 2023 - Begroting 2024 – Acte neming.

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 18/09/2017;

Gelet op de rekeningen 2023 en de begroting 2024, in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van 27/05/2024 ;

Overwegende dat de Gemeenteraad, in de begroting 2024 een subsidie van 80.000,00 € heeft ingeschreven voor de VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Acte te nemen van de rekeningen 2023 afgesloten op 31/12/2023 en de begroting 2023 van de VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek, zoals deze bij deze beraadslaging bijgevoegd zijn, in het vooruitzicht de subsidie vrij te geven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Budget 2024.xlsx, Délibération - Conseil communal.docx, Tableau budget prévisionnel AIS 2024.xls, Rapport annuel 2023.pdf, AIS Etterbeek BNB V2.pdf, AIS ETTERBEEK 202312 Rapport commissaire.pdf

---

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

22.12.2025/A/0017 **Rénovation énergétique : chaudières rue Gray - Approbation des conditions et du mode de passation.**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Revu la délibération du Conseil communal du 13 octobre 2025 décidant d'approuver le cahier des charges N° GRAY_Chaudière et le montant estimé du marché "Rénovation énergétique : chaudiè
res rue GRAY", ainsi que la procédure ouverte ;

Considérant que le projet de la Régie Foncière d'améliorer la performance énergétique des logements 3-37 rue Gray (suite à l'appel d'offre FEDER de 2023 OS 2.1. « Rénovation énergétique des logements sociaux et modérés » ; Action 3 du programme FEDER 2021-2027 en Région Bruxelles-Capitale), est constitué de trois volets de travaux : les chaudières, la ventilation et l'isolation de l'immeuble ;

Considérant que dans le cadre de la mise en conformité des 49 chaudières, a été conclu en 2025 un marché de sondage des conduits de cheminée de la rue Gray qui a aidé à définir les spécificités techniques du marché "Rénovation énergétique : chaudières rue GRAY" ;

Considérant la vétusté des chaudières des immeubles 3-37 de la rue Gray, la Régie Foncière souhaite remplacer l'ensemble des chaudières de la rue Gray pour le printemps-été 2026 (en dehors des périodes hivernales) ;

Considérant que suite aux remarques de la Tutelle du 14 novembre 2025, la Régie Foncière s'est engagée à retirer l'acte du 13 octobre 2025 concernant ledit marché ;

Considérant le cahier des charges N° GRAY_Chaudière relatif au marché “Rénovation énergétique : chaudières rue GRAY ” établis par la Régie foncière d'Etterbeek et corrigé en concertation avec la Tutelle ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 280.000,00 € hors TVA ou 338.800,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l’article 242-01 du budget extraordinaire de la régie foncière de l’exercice 2026 ;

Décide :

1) De retirer l’acte du Conseil communal du 13 octobre 2025 relatif au marché "Rénovation énergétique : chaudières rue GRAY”.
2) D'approuver le cahier des charges N° GRAY_Chaudière et le montant estimé du marché “Rénovation énergétique : chaudières rue GRAY”, établis par la Régie Foncière. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 338.800,00 € (incl. 21% TVA).
3) De passer le marché par la procédure ouverte.
4) De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.
5) De transmettre cette délibération à l’autorité de tutelle en vue de l’exercice de la tutelle générale.
6) De financer cette dépense par le crédit inscrit à l’article 242-01 du budget extraordinaire de la régie foncière de l’exercice 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Energierenovatie: verwarmingsketel graystraat - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene

uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Herzien de beraadslaging van de gemeenteraad van 13 oktober 2025 om het bestek met nr. GRAY_Chaudière en de raming voor de opdracht " Energierenovatie : verwarmingsketel Graystraat", goed te keuren, evenals de openbare procedure;

Overwegende dat het project van de Regie van Grondbeleid om de energieprestaties van de woningen 3-37 aan Graystraat te verbeteren (naar aanleiding van de EFRO-aanbesteding van 2023 OS 2.1. "Energetische renovatie van sociale en gematigde woningen"; Actie 3 van het EFRO-programma 2021-2027 in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest), om drie soorten werkzaamheden uit te voeren overeengekomen is : de verwarmingsketels, de ventilatie en de isolatie van het gebouw;

Overwegende dat in het kader van de aanpassing van de 49 verwarmingsketels, werd in 2025 een contract gesloten voor het onderzoeken van de schoorsteenkanalen in de Graystraat, wat hielp bij het vaststellen van de technische specificaties van het contract "Energetische renovatie: verwarmingsketels Graystraat";

Overwegende dat in de gebouwen 3-37 aan de Graystraat verouderde verwarmingsketels staan, die onder toezicht van de Regie Gronbdeleid in de lente-zomer van 2026 (buiten de winterperiodes) vervangde worden zullen;

Overwegende dat, naar aanleiding van de opmerkingen van de toezichthoudende overheid van 14.11.2025, de Regie van Grondbeleid zich ertoe heeft verbonden de akte van 13 oktober 2025 betreffende voornoemde opdracht in te trekken;

Gelet op het bestek nr. GRAY_Verwarmingsketel voor de opdracht "Energierenovatie: verwarmingsketels Graystraat", opgesteld door de Regie van Grondbeleid van Etterbeek en gecorrigeerd in overleg met de toezichthoudende overheid;

Overwegende dat in het kader van de opdracht " Energierenovatie : verwarmingsketel Graystraat" een bestek met nr. GRAY_Chaudière werd opgesteld door Regie van Grondbeleid van Etterbeek;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 280.000,00 € excl. btw of 338.800,00 € incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 242-01 van het buitengewone budget 2026 van de dienst Regie van Grondbeleid;

Besluit:

1) De akte van de Gemeenteraad van 13 oktober 2025 betreffende voornoemde opdracht in te trekken.
2) Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. GRAY_Chaudière en de raming voor de opdracht " Energierenovatie : verwarmingsketel Graystraat", opgesteld door Regie van Grondbeleid van Etterbeek. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten.

De raming bedraagt 280.000,00 € excl. btw of 338.800,00 € incl. 21% btw.
3) Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.
4) De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.
5) Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.
6) De uitgave voor deze opdracht is voorzien in op artikel 242-01 van het buitengewone budget 2026 van de dienst Regie van Grondbeleid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

notice_1465ce3e-b508-4451-b866-feca61186399-1_FR.pdf, GRAY - CHAUDIERE_CDC Nl.pdf, GRAY - CHAUDIERE_CDC Fr.pdf, courrier tutelle_251124.pdf, notice_1465ce3e-b508-4451-b866-feca61186399-1_NL.pdf

---

22.12.2025/A/0018 **Travaux de remplacement et/ou de mise en conformité des chaudières - Accord cadre pluri-adjudicataires - Procédure négociée avec publicité préalable - Approbation des conditions et du mode de passation.**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) et l'article 43 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Revu la délibération du Conseil communal du 13 octobre 2025 décidant d'approuver le cahier des charges N° 2025/ACCORD CADRE_Chaudière relatif au marché “Travaux de remplacement et/ou de mise en conformité des chaudières - Accord cadre pluri-adjudicataires - Procédure négociée avec publicité préalable ” établi par le Régie foncière d'Etterbeek ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :
* LOT 01, estimé à 34.925,00 € hors TVA ou 42.259,25 €, 21% TVA comprise ;
* LOT 02, estimé à 619.825,00 € hors TVA ou 749.988,25 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 654.750,00 € hors TVA ou 792.247,50 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que les lots 1 et 2 sont conclus pour une durée de 48 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le présent marché concerne la conclusion d'un accord-cadre avec plusieurs attributaires et que toutes les conditions sont fixées dans l'accord-cadre; les participants ne seront pas remis en concurrence ultérieurement ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de travaux dont elle aura besoin ;

Considérant que suite aux remarques de la Tutelle, la Régie Foncière s’est engagée à retirer l’acte du 13 octobre 2025 concernant ledit marché ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière et au budget des exercices suivants ;

DECIDE

1. De retirer l’acte du Conseil communal du 13 octobre 2025 relatif au marché “Travaux de remplacement et/ou de mise en conformité des chaudières - Accord cadre pluri-adjudicataires - Procédure négociée avec publicité préalable ” établi par le Régie foncière d'Etterbeek.
2. D'approuver le cahier des charges mis à jour N° 2025/ACCORD CADRE_Chaudière et le montant estimé du marché “Travaux de remplacement et/ou de mise en conformité des chaudières - Accord cadre pluri-adjudicataires - Procédure négociée avec publicité préalable ”, établis par le Régie foncière d'Etterbeek. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 654.750,00 € hors TVA ou 792.247,50 €, 21% TVA comprise.
3. De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.
4. De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.
5. De transmettre cette délibération à l’autorité de tutelle en vue de l’exercice de la tutelle générale.
6. De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière et au budget des exercices suivants.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Werken voor de vervanging en/of aanpassing van verwarmingsketels - Raamovereenkomst met meerdere opdrachtnemers - Onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet) en artikel 43;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Herzien de beraadslaging van de gemeenteraad van 13 oktober 2025 houdende de goedkeuring van het bestek 2025/RAAMOVEREENKOMST_Verwarmingsketel voor de opdracht “Werken voor de vervanging en/of aanpassing van verwarmingsketels – Raamovereenkomst met meerdere opdrachtnemers – Onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking” opgesteld door de Regie van Grondbeleid van Etterbeek;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:
* Perceel 1 (LOT 01), raming: 34.925,00 € excl. btw of 42.259,25 € incl. 21% btw;
* Perceel 2 (LOT 02), raming: 619.825,00 € excl. btw of 749.988,25 € incl. 21% btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 654.750,00 € excl. btw of 792.247,50 € incl. 21% btw;
Overwegende dat percelen 1 en 2 worden afgesloten voor een duur van 48 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat huidige opdracht wordt gesloten door middel van een raamovereenkomst met meerdere deelnemers en dat alle voorwaarden in de raamovereenkomst zijn bepaald. De deelnemers zullen niet opnieuw in mededinging gesteld worden;

Overwegende dat het bestuur bij het opstellen van de lastvoorwaarden voor deze opdracht

niet beschikte over de exact benodigde hoeveelheden;

Overwegende dat, naar aanleiding van de opmerkingen van de toezichthoudende overheid, de Regie van Grondbeleid zich ertoe heeft verbonden de akte van 13 oktober 2025 over voornoemde opdracht in te trekken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2025, op artikel 243-01 van de gewone dienstregie van grondbeleid en in het budget van de volgende jaren;
Op voorstel van het college;

Besluit:

1) Om de akte van de gemeenteraad van 13 oktober 2025 voor de opdracht "Werken voor de vervanging en/of aanpassing van verwarmingsketels – Raamovereenkomst met meerdere opdrachtnemers – Onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking" opgesteld door de Regie van Grondbeleid van Etterbeek in te trekken.
2) Om het aangepaste bestek 2025/RAAMOVEREENKOMST_Verwarmingsketel en het geschatte bedrag van de opdracht "Werken voor de vervanging en/of aanpassing van verwarmingsketels – Raamovereenkomst met meerdere opdrachtnemers – Onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking" opgesteld door de Regie van Grondbeleid van Etterbeek goed te keuren. De voorwaarden worden vastgelegd zoals voorzien in het bestek en door de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten. Het geschatte bedrag bedraagt 654.750,00 euro exclusief btw of 792.247,50 euro inclusief 21% btw.
3) Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.
4) De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.
5) Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2025, op artikel 243-01 van de gewone dienstregie van grondbeleid en in het budget van de volgende jaren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

12 annexes / 12 bijlagen

Raamovereenkomst - Bestek Verwarmingsketels - NL.pdf, Aankondiging - Raamovereenkomst verwarmingsketels RG.pdf, ANNEXE D_CDC & Métré - Fr.xlsx, BIJLAGE E_lijst verwarmingsketels huurpark RG - Nl.xlsx, Accord cadre - CDC Chaudières - FR.pdf, BIJLAGE D_Bestek & Opmeting - Nl.xlsx, Avis de marché - Accord cadre chaudières RF.pdf, ANNEXE-BIJLAGE F_MAELBEEK 20-22_PLANS-PLANNEN TYPE 3.pdf, ANNEXE E_listing chaudières parc locatif RF - Fr.xlsx, ANNEXE-BIJLAGE F_WAVRE 386_PLANS-PLANNEN TYPE 2.pdf, Document_notif06_délai_expiré7395833112996692264.pdf, ANNEXE-BIJLAGE F_WAVRE 370_PLANS-PLANNEN TYPE 1.pdf

22.12.2025/A/0019 **Régie Foncière - Budget 2026**

Le Conseil Communal,

Vu les articles 261 à 263 de la Nouvelle loi Communale organisant les Régie Communales ;

Vu les articles 8 à 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 06.11.2003 relatifs aux budgets des Régies Communales;

Vu l'Arrêté Royal du 30 mars 1973 organisant en Régie le Service des achats et des ventes de propriétés communales à partir du 1er janvier 1973 ;

Considérant que la complexité juridique et administrative des diverses procédures de tutelle rend aléatoire la réalisation de certains opérations avantageuses ou indispensables qui ne peuvent encore être programmées et que dans certains cas des travaux non prévus doivent être entrepris immédiatement afin de sauvegarder le patrimoine ;

DECIDE :

1. d'arrêter le budget de la Régie Foncière pour l'exercice 2026.
2. de rendre non limitatives les allocations des chapitres des dépenses d'exploitation et de gestion ordinaire de la Régie.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Regie van Grondbeleid - Begroting 2026

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 261 tot 263 van de Nieuwe Gemeentewet houdende organisatie van de Gemeentebedrijven;

Gelet op artikel 8 tot 13 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 06.11.2003 betreffende de begrotingen van de Gemeentebedrijven;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 maart 1973 houdende in bedrijfstelling van de Dienst voor aan- en verkopen van gemeentelijke eigendommen vanaf 1 januari 1973;

Overwegende dat de juridische en administratieve ingewikkeldheid van de verschillende rechtsvormen van voogdijschap, de realisatie van sommige voordelige en noodzakelijke verrichtingen, die nog niet kunnen geprogrammeerd worden (omdat ze van het toeval afhankelijk zijn) en dat in sommige gevallen niet voorziene werken moeten ondernomen worden teneinde het patrimonium te vrijwaren;

BESLIST:

1. de begroting over 2025 van de Regie van het Grondbeleid goed te keuren.
2. een onbeperkt karakter te geven aan de posten van de hoofdstukken van de exploitatieuitgaven van gewoon beheer van de Regie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Courrier accompagnant notification5436340359673348041.pdf, Budget 2026_CBE.pdf, Notification Régie foncière Etterbeek B 20261102572490980028402 9.pdf

---

Jeunesse - Jeugd

22.12.2025/A/0020 **A.S.B.L. La Clé : comptes 2024, budget 2025 et participation financière**

Le conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi des subsides adoptés par le Conseil communal en date du 15 octobre 2007 et adapté au Conseil Communal du 18 septembre 2017;

Considérant qu'un subside de 38 600 euros en faveur de l'asbl "La Clé" a été inscrit à l'article budgétaire761/332-02/20 de 2025;

Considérant que l'asbl "La Clé" a introduit ses comptes 2023 et son budget 2024 en bonne et due forme;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE

1. De prendre acte les comptes 2024 et budget 2025 de l'asbl "La Clé", arrêtés au 31 décembre 2024,tels qu'ils sont repris en annexes;

2. Et de liquider la participation financière 2025 alloué à cette ASBL

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

V.Z.W. La Clé : rekenigen 2024, begroting 2025 en financiëlebijdrage

De gemeenteraad,

gezien het reglement betreffende het toezicht op de toekenning van subsidies goedgekeurd door degemeenteraad op 15 oktober 2007 en aangepast door de Gemeenteraad op 18 september 2017;

overwegende dat een toelage van 38 600 euro ten gunste van de vzw “La Clé” op artikel 761/332-02/20 vande begroting 2025 ingeschreven werd;

overwegende dat de vzw “La Clé” zijn rekeningen 2024 en zijn begroting 2025 correct heeft ingediend;

gelet op artikels 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

1. van de rekening 2024 en de begroting 2025 van de vzw “La Clé”, afgesloten op 31 december 2024,akte te nemen zoals die in bijlage opgenomen zijn;

2. en om de financiële bijdrage 2025 toegekend aan deze vzw te betalen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Budget 2025 AG.xlsx, Comptes annuels signés.pdf, Preuve comptes au greffe.pdf, déclaration de créance 2025.pdf, Rapport d'activités 2024.pdf, Bilan signé.pdf

---

22.12.2025/A/0021 **A.S.B.L Atout Projet : comptes 2024, budget 2025 et participation financière**

Le conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi des subsides adoptés par le Conseil communal en date du 18 septembre 2017;

Considérant que la participation financière de la commune dans l'asbl Atout Projet s'élève à 8.000€;

Considérant qu'une participation financière de 8.000 euros en faveur de l'asbl "Atout Projet" a été inscrite à l'article budgétaire 761/332-02/03 de 2025;

Considérant que l'asbl "Atout Projet" a introduit ses comptes 2024 et son budget 2025 en bonne et due forme;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle Loi Communale:

DECIDE:

1. de prendre acte des comptes 2024 et du budget 2025 de l'asbl "Atout Projet", arrêtés au 31 décembre 2024, tels qu'ils sont repris en annexes.
2. de liquider la participation financière 2025 allouée à cette asbl.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

V.Z.W. Atout Projet : rekeningen 2024, begroting 2025 et financiële bijdrage

De gemeenteraad,

gezien het reglement betreffende het toezicht op de toekenning van subsidies goedgekeurd door de gemeenteraad op 18 september 2017;

overwegende dat een financiële bijdrage van de gemeente voor de vzw Atout Projet 8.000 euro bedraagt;

overwegende dat een financiële bijdrage van 8.000 euro ten gunste van de vzw Atout Projet werd ingeschreven op artikel 761/332-02/03 van de begroting van 2025;

overwegende dat de vzw "Atout Projet" haar rekeningen 2024 en haar begroting 2025 correct heeft ingediend;

gelet op artikels 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

1. akte te nemen van de rekeningen 2024 en de begroting 2025 van de vzw "Atout Projet", afgesloten op 31 december 2024, zoals die in bijlage opgenomen zijn;
2. om de financiële bijdrage 2025 die wordt toegekend aan deze vzw te betalen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

rapport d activité.pdf, déclaration de créance.pdf, comptes et bilan.pdf

---

22.12.2025/A/0022 **Renouvellement de la convention de partenariat entre Atout Projet, la commune d'Etterbeek et la MJ la Clé**

Le Conseil communal,

Considérant la volonté des autorités communales d'assurer une animation et un encadrement socio-éducatif de qualité dans certains quartiers prioritaires ;

Considérant que l'asbl Atout Projet met, depuis plusieurs années, un animateur à disposition de la Maison des Jeunes La Clé ;

Considérant que la convention de partenariat qui lie la commune d'Etterbeek et l'asbl Atout Projet arrive à son terme le 31 décembre 2025 ;

Considérant qu'il convient de renouveler cette convention pour l'année 2026 - 2027 - 2028 ;

Considérant que le montant dû par la commune sera de 8.000 € pour la MJ la Clé ;

Considérant l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Décide d'approuver les termes de la convention, tels que repris ci-dessous :

Convention tripartite
Entre : **l'A.S.B.L. ATOUT PROJET**, dont le siège social est situé à 1060 SAINT-GILLES, avenue Henri Jaspar 92 et dont le numéro BCE est le 0452.636.939 ;

Représentée par Perceval CARTERON, Directeur ;

Et : **la COMMUNE d'Etterbeek**, représentée par son Collège des Bourgmestre et

Echevins et dont le siège social est situé à Avenue des Casernes 31/1, 1040 Etterbeek

Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre en charge de la Jeunesse

Et : la Maison des Jeunes La Clé (en abrégé « MJ La Clé »), dont le siège social est situé à : Avenue d'Auderghem 189, 1040 Etterbeek et dont le numéro BCE est le 0414.705.583

Représentée par Alice PELTANCHE, Coordinatrice

Article 1er : Objet de la convention tripartite

1.1. La présente convention a pour objet de régler un projet de collaboration **entre l'ASBL ATOUT PROJET**, la **COMMUNE D'Etterbeek** et la **Maison des Jeunes La Clé (en abrégé « MJ La Clé »).**

1.2. La présente convention définit les droits et obligations des trois parties dans le cadre du présent partenariat.

Article 2 : Objet du partenariat

2.1. L'ASBL ATOUT PROJET a comme objet social l'encadrement et l'animation d'enfants, d'adolescents et de jeunes adultes issus principalement de quartiers socialement ou culturellement défavorisés des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'ASBL ATOUT PROJET poursuit la réalisation de cet objet par des activités et projets communaux et intercommunaux qui amènent des jeunes de sexes, d'âges, de cultures et de religions différents à se rencontrer, à échanger, à se solidariser autour d'intérêts communs et à se positionner dans la société.

2.2. Par le présent partenariat, l'ASBL ATOUT PROJET fait bénéficier de son expertise en matière d'animation, de cohésion sociale et de travail transversal à la MJ La Clé. La collaboration entre les deux structures partenaires se concrétise notamment par l'apport de l'expérience et l'expertise d'animateurs de l'ASBL ATOUT PROJET à la MJ La Clé.

2.3. Le présent partenariat débute le 01/01/2026 et prend fin 31/12/2028.

2.4. La présente convention reste d'application et le financement du partenariat entier même en cas de suspension des prestations d'un animateur de l'ASBL ATOUT PROJET. En cas de rupture de contrat, la convention reste d'application et le financement du partenariat est dû pour une période de 6 mois à dater du dernier jour de contrat. Au-delà de cette période, la convention est suspendue jusqu'à réengagement d'un animateur. Le financement couvrant la période de suspension du partenariat pourra être réclamé par les partenaires, au prorata de la période et de leurs participations respectives.

2.5. Le présent partenariat n'est pas conditionné par l'identité d'un animateur.

2.6. Les montants fixés à l'article 3 sont fixés pour l'entièreté de la convention

2.7. La présente convention ne peut faire l'objet d'une reconduction tacite. Toute prolongation devra faire l'objet d'une nouvelle convention ou d'un avenant à

celle-ci.

Article 3 : Droits et obligations de la COMMUNE d'Etterbeek

3.1. Le présent partenariat est financé par la COMMUNE d'Etterbeek pour un montant annuel de 8.000 euros.

3.2. L'ASBL ATOUT PROJET enverra chaque année une déclaration de créance à la COMMUNE d'Etterbeek.

La première tranche du financement (8000 euros) sera versée au plus tard pour le 01/07 de chaque année sur le compte de l'ASBL ATOUT PROJET : BE82 0681 0550 1368. D'un commun accord entre la commune d'Etterbeek et Atout Projet ASBL et compte tenu de la conjoncture budgétaire, les 4000 euros dû restants seront versés en trois tranches sur le compte de l'ASBL ATOUT PROJET.

3.3. La participation financière de la COMMUNE d'Etterbeek est due annuellement, et pour l'ensemble de l'année, même en cas de suspension des activités de l'animateur de l'ASBL ATOUT PROJET ou en cas de changement d'animateur.

Article 4 : Droits et obligations d'ATOUT PROJET

4.1. Dans le cadre du présent partenariat, l'ASBL ATOUT PROJET met à disposition à la MJ La Clé toute sa connaissance en matière d'animation, de cohésion sociale et de travail transversal.

L'ASBL ATOUT PROJET emploie différents animateurs en son sein. Par la présente convention, l'ASBL ATOUT PROJET s'engage à ce qu'un de ses animateurs effectue les prestations convenues avec la MJ La Clé. Le temps de travail alloué par ATOUT PROJET ASBL représente un équivalent temps plein, incluant de façon non exhaustive, l'animation, les réunions collectives, les formations, etc. Ces prestations d'animation et d'encadrement des jeunes seront définies en concertation avec le partenaire.

4.2. ATOUT PROJET est et reste durant toute la durée de la présente convention l'unique employeur de l'animateur.

Le travailleur est donc soumis au règlement de travail de l'ASBL ATOUT PROJET et aux clauses de son contrat de travail le liant à celle-ci.

ATOUT PROJET est l'unique interlocuteur de l'animateur en matière de rémunération, de gestion des absences, des maladies et des congés. L'ASBL ATOUT PROJET est également seule compétente en matière de discipline.

ATOUT PROJET ASBL veillera à relayer le suivi des absences de l'animateur à l'égard de la MJ La Clé dans le cadre d'une gestion efficace et suivie de la collaboration.

4.3. La MJ La Clé donnera des instructions détaillées pour l'exécution du travail de l'animateur au quotidien (prise en charge des jeunes et encadrement). Il s'agit d'instructions qui ne sont nullement de nature à porter atteinte à l'autorité d'ATOUT PROJET ASBL mais sont de nature à assurer un suivi correct et quotidien de la prise en charge et de l'encadrement des projets sur le terrain en raison du partenariat entre les parties.

4.4. L'ASBL ATOUT PROJET transmet à la MJ La Clé le calendrier des réunions et des animations organisées par l'ASBL ATOUT PROJET auxquelles l'animateur de l'ASBL ATOUT PROJET doit participer.

4.5. L'ASBL ATOUT PROJET s'engage à faire couvrir la responsabilité civile de ses animateurs.

4.6. L'ASBL ATOUT PROJET s'engage à ne pas modifier le montant de la participation annuelle pour la période couverte par la présente convention.

Article 5 : Droits et obligations de la Maison des Jeunes La Clé (en abrégé « MJ La Clé »)

5.1. La MJ La Clé s'oblige à informer ATOUT PROJET de toute difficulté survenue dans l'exécution de la convention de collaboration, de manière à ce qu'ATOUT PROJET puisse, le cas échéant, exercer son autorité à l'égard de l'animateur et ainsi assurer le respect de ses obligations.

5.2. La MJ La Clé s'engage à communiquer à l'ASBL ATOUT PROJET toute information importante pour permettre le suivi professionnel et administratif de son animateur.

5.3. La MJ La Clé est responsable, pendant toute la durée du présent partenariat, des dispositions de la législation relative à la prévention et la protection au travail.

La MJ La Clé transmet à ATOUT PROJET tout renseignement important concernant sa politique de bien-être au travail.

5.4. La MJ La Clé s'engage à souscrire un contrat d'assurance qui couvre tant la responsabilité civile des participants aux activités que les dommages corporels qu'ils pourraient subir lors des dites activités.

5.5. La MJ La Clé s'engage à faire les démarches administratives suivantes et à remettre à ATOUT PROJET ASBL les documents administratifs selon les modalités et les délais repris ci-dessous :

5.5.1. Participer aux réunions de rencontres entre partenaires.

5.5.2. Vérifier et valider les rapports d'activité de l'animateur au moins une fois par an, dans le courant du mois de janvier qui suit l'année concernée.

5.5.3. Présenter à son équipe et à intégrer au programme de sa structure les projets portés par ATOUT PROJET ASBL.

5.5.4. Rendre possible l'animation d'ateliers récurrents par la mise à disposition des moyens nécessaires.

5.6. La MJ La Clé s'engage à suivre l'animateur dans les démarches que celui-ci est tenu de faire pour ATOUT PROJET ASBL :

5.6.1. La personne responsable de la MJ La Clé s'engage à vérifier et signer, mensuellement, les fiches de prestation des travailleurs d'ATOUT PROJET ASBL avant que ceux-ci ne les transmettent à leur hiérarchie.

5.6.2. La personne responsable de la MJ La Clé s'engage à transmettre à l'animateur un programme d'activité pour les vacances scolaires, au plus tard 15 jours ouvrés avant celles-ci.

5.6.3. La personne responsable de la MJ La Clé s'engage à signer pour information les demandes de congés soumises par l'animateur à ATOUT PROJET ASBL.

5.6.4. La personne responsable de la MJ La Clé s'engage à aider l'animateur d'ATOUT PROJET à récolter les PAF et les inscriptions aux projets transversaux, avant le début de ceux-ci.

Article 6 : RGPD

6.1. Les parties ont l'obligation, conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (ci-après « RGPD »), de prendre toutes précautions conformes aux usages dans le cadre des fonctions de leurs employés afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles ils ont accès dans le cadre de leurs prestations, et en particulier d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

6.2. Les parties s'engagent à :

6.2.1. Ne pas utiliser les données auxquelles elles peuvent accéder à des fins autres que celles qui sont prévues pour l'exercice du partenariat ;

6.2.2. Ne divulguer ces données qu'aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou morales ;

6.2.3. Ne faire aucune copie de ces données sauf si une copie est nécessaire à la bonne exécution du partenariat ;

6.2.4. Prendre toutes les mesures conformes aux usages dans le cadre de leurs attributions afin d'éviter l'utilisation détournée ou frauduleuse de ces données ;
6.2.5. Prendre toutes précautions pour préserver la sécurité physique et logique de ces données ;

6.2.6. S'assurer, dans la limite des fonctions, que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données ;

6.2.7. Restituer intégralement les données auxquelles elles ont eu accès, ainsi que tout fichier informatique et tout support d'information relatif à ces données en cas de cessation du partenariat.

6.3. Relativement aux données à caractère personnel qui concernent les parties et qui sont récoltées dans le cadre de la présente convention afin d'assurer la bonne gestion de ses activités, les parties garantissent que le traitement est légitime et nécessaire afin de permettre de remplir les obligations légales, notamment en termes d'organisation des activités proposées et d'organisation de ses ressources humaines.

Fait à Bruxelles, en trois exemplaires, dont chaque partie reconnaît avoir reçu un original, le ……/……./……

Pour la COMMUNE d'Etterbeek - Vincent DE WOLF, Bourgmestre

Pour la Maison des Jeunes La Clé - Alice PELTANCHE, Coordinatrice

Pour L'ASBL ATOUT PROJET - Perceval CARTERON, Directeur

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Verlenging van de overeenkomst tussen Atout Projet, de gemeente Etterbeek en de jeugdhuis la Clé

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeente in bepaalde prioritaire wijken kwaliteitsvolle animatie en sociaal-educatieve begeleiding wil voorzien;

overwegende dat de vzw Atout Projet sinds meerdere jaren animatoren ter beschikking stelt van jeugdhuis La Clé;

overwegende dat de samenwerkingsovereenkomst die de gemeente Etterbeek en de vzw Atout Projet verbindt afloopt op 31 december 2025;

overwegende dat het aangewezen is deze overeenkomst te vernieuwen voor de jaren 2026 - 2027 - 2028;

overwegende dat het door de gemeente verschuldigde bedrag 8.000 euro zal bedragen voor jeugdhuis La Clé;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om de voorwaarden van de onderstaande overeenkomst goed te keuren:

Driepartijenovereenkomst
TUSSEN: de **vzw ATOUT PROJET**, met maatschappelijke zetel in 1060 Sint-Gillis, Henri Jasparlaan 92 en met KBO-nummer 0452.636.939;

Vertegenwoordigd door Perceval CARTERON, directeur;

EN: de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen en met maatschappelijke zetel op de Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek

Vertegenwoordigd door Vincent De Wolf, burgemeester verantwoordelijk voor Jeugd

EN:jeugdhuis La Clé (afgekort "MJ La Clé"), met maatschappelijke zetel op de: Oudergemlaan 189, 1040 Etterbeek en met KBO-nummer 0414.705.583

Vertegenwoordigd door Alice PELTANCHE, Coördinatrice

Artikel 1: Voorwerp van de driepartijenovereenkomst

1.1. Deze overeenkomst heeft tot doel om een samenwerkingsproject te regelen tussen de vzw ATOUT PROJET, de gemeente Etterbeek en jeugdhuis La Clé (afgekort "MJ La Clé").

1.2. Deze overeenkomst bepaalt de rechten en plichten van de drie partijen in het kader van dit partnerschap.

Artikel 2 : Voorwerp van het partnerschap

2.1. De vzw ATOUT PROJET heeft als maatschappelijk doel het begeleiden en organiseren van activiteiten voor kinderen, adolescenten en jongvolwassen, voornamelijk uit sociaal of cultureel achtergestelde wijken in de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De vzw ATOUT PROJET streeft dit doel na via gemeentelijke en intergemeentelijke activiteiten en projecten die jongeren van verschillende geslachten, leeftijden, culturen en godsdiensten samenbrengen om elkaar te ontmoeten, ideeën uit te wisselen, solidariteit op te bouwen rond gemeenschappelijke interesses en hun plaats te vinden in de maatschappij.

2.2. Via dit partnerschap stelt de vzw ATOUT PROJET haar expertise op het gebied van animatie, sociale cohesie en transversaal werk ter beschikking van MJ La Clé. De samenwerking tussen de twee partnerorganisaties bestaat met name uit de inbreng van de ervaring en deskundigheid van de animatoren van de vzw ATOUT PROJET in MJ La Clé.

2.3. Dit partnerschap gaat van start op 01/01/2026 en eindigt op 31/12/2028.

2.4. Deze overeenkomst blijft van kracht en het partnerschap blijft volledig gefinancierd, zelfs in geval van opschorting van de prestaties van een animator van de vzw ATOUT PROJET. In geval van contractbreuk blijft de overeenkomst van kracht en is de financiering van het partnerschap verschuldigd voor een periode van 6 maanden vanaf de laatste dag van het contract. Na deze periode wordt de overeenkomst opgeschort tot er opnieuw een animator wordt aangeworven. De financiering voor de opschortingsperiode van het partnerschap kan door de partners worden teruggevorderd naar rato van de periode en hun respectieve bijdragen.

2.5. Dit partnerschap is niet afhankelijk van de identiteit van een animator.

2.6. De in artikel 3 vermelde bedragen worden vastgesteld voor de gehele duur van de overeenkomst.

2.7 Deze overeenkomst mag niet stilzwijgend worden verlengd. Elke verlenging moet het voorwerp uitmaken van een nieuwe overeenkomst of een aanhangsel bij deze overeenkomst.

Artikel 3: Rechten en plichten van de gemeente Etterbeek

3.1. Dit partnerschap wordt gefinancierd door de gemeente Etterbeek voor een jaarlijks bedrag van 8.000 euro.

3.2. De vzw ATOUT PROJET stuurt elk jaar een schuldvordering naar de gemeente Etterbeek.

De eerste schijf van de financiering (8.000 euro) wordt uiterlijk op 01/07 van elk jaar gestort op de rekening van de vzw ATOUT PROJET: BE82 0681 0550 1368. In onderling akkoord tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Atout Projet, en rekening houdend met de budgettaire context, zullen de resterende verschuldigde 4.000 euro in drie schijven worden gestort op de rekening van de vzw ATOUT PROJET.

3.3. De financiële bijdrage van de gemeente Etterbeek is verschuldigd op jaarbasis en voor het volledige jaar, zelfs als de activiteiten van de animator van de vzw ATOUT

PROJET worden opgeschort of als de animator wijzigt.

Artikel 4: Rechten en plichten van ATOUT PROJET

4.1. In het kader van dit partnerschap stelt de vzw ATOUT PROJET al haar kennis op het gebied van animatie, sociale cohesie en transversaal werk ter beschikking van MJ La Clé.

De vzw ATOUT PROJET heeft een aantal animatoren in dienst. In het kader van deze overeenkomst verbindt de vzw ATOUT PROJET zich ertoe dat een van haar animatoren de diensten levert die met MJ La Clé zijn overeengekomen. De door de vzw ATOUT PROJET toegewezen arbeidstijd komt overeen met een voltijdse betrekking en omvat, niet-limitatief, animatie, collectieve vergaderingen, opleidingen, enz. De animatie en begeleiding van de jongeren zullen in samenspraak met de partner worden bepaald.

4.2. ATOUT PROJET is en blijft de enige werkgever van de animator voor de duur van deze overeenkomst.

De werknemer is dus onderworpen aan het arbeidsreglement van de vzw ATOUT PROJET en aan de bepalingen van zijn arbeidsovereenkomst die hem aan de vzw ATOUT PROJET bindt.

ATOUT PROJET is de enige gesprekspartner van de animator voor wat betreft de verloning en het beheer van afwezigheden, ziekte en verloven. De vzw ATOUT PROJET is ook de enige verantwoordelijke voor tuchtzaken.

ATOUT PROJET zorgt ervoor dat alle afwezigheden van de animator gemeld worden aan MJ La Clé in het kader van een efficiënt beheer en opvolging van de samenwerking.

4.3. MJ La Clé zal gedetailleerde instructies geven voor de uitvoering van het dagelijkse werk van de animator (jongeren onder hun hoede nemen en begeleiden). Deze instructies zijn geenszins van aard om het gezag van de vzw ATOUT PROJET te ondermijnen, maar zijn van aard om een correcte en dagelijkse opvolging van het beheer en de begeleiding van de projecten op het terrein te garanderen dankzij het partnerschap tussen de partijen.

4.4. De vzw ATOUT PROJET stuurt MJ La Clé de kalender van de vergaderingen en animatieactiviteiten georganiseerd door de vzw ATOUT PROJET waaraan de animator van de vzw ATOUT PROJET moet deelnemen.

4.5. De vzw ATOUT PROJET verbindt zich ertoe de burgerlijke aansprakelijkheid van haar animatoren te verzekeren.

4.6. De vzw ATOUT PROJET verbindt zich ertoe het bedrag van de jaarlijkse bijdrage niet te wijzigen voor de periode waarop deze overeenkomst betrekking heeft.

Artikel 5: Rechten en plichten van jeugdhuis La Clé (afgekort “MJ La Clé”)

5.1. MJ La Clé verbindt zich ertoe ATOUT PROJET op de hoogte te brengen van alle moeilijkheden die zich voordoen bij de uitvoering van de samenwerkingsovereenkomst, zodat ATOUT PROJET, indien nodig, zijn gezag kan uitoefenen ten aanzien van de animator en zo de naleving van zijn verplichtingen

kan verzekeren.

5.2. MJ La Clé verbindt zich ertoe aan de vzw ATOUT PROJET alle belangrijke informatie mee te delen om de professionele en administratieve opvolging van haar animator mogelijk te maken.

5.3. MJ La Clé is verantwoordelijk, tijdens de volledige duur van dit partnerschap, voor de bepalingen van de wetgeving inzake preventie en bescherming op het werk.

MJ La Clé bezorgt aan ATOUT PROJET alle belangrijke informatie door in verband met haar beleid van welzijn op het werk.

5.4. MJ La Clé verbindt zich ertoe een verzekeringspolis af te sluiten die zowel de burgerlijke aansprakelijkheid van de deelnemers aan de activiteiten dekt als lichamelijke letsels die zij zouden kunnen oplopen tijdens deze activiteiten.

5.5. MJ La Clé verbindt zich ertoe de volgende administratieve stappen uit te voeren en ATOUT PROJET de administratieve documenten te bezorgen volgens de hieronder vermelde procedures en termijnen:

5.5.1. Deelnemen aan vergaderingen tussen partners

5.5.2. De activiteitenverslagen van de animator minstens één keer per jaar controleren en valideren, in de loop van de maand januari die volgt op het betrokken jaar.

5.5.3. De projecten van de vzw ATOUT PROJET voorstellen aan het team en ze integreren in het programma van hun organisatie.

5.5.4. Het mogelijk maken om terugkerende workshops te organiseren door de nodige middelen ter beschikking te stellen.

5.6 MJ La Clé verbindt zich ertoe de animator op te volgen in de stappen die deze laatste moet ondernemen voor ATOUT PROJET:

5.6.1. De verantwoordelijke van MJ La Clé verbindt zich ertoe om maandelijks de prestatiefiches van de medewerkers van de vzw ATOUT PROJET te controleren en te ondertekenen alvorens ze door te geven aan hun oversten.

5.6.2. De verantwoordelijke van MJ La Clé verbindt zich ertoe om de animator een activiteitenprogramma voor de schoolvakanties te sturen, uiterlijk veertien werkdagen voor deze vakanties.

5.6.3. De verantwoordelijke van MJ La Clé verbindt zich ertoe om ter informatie de vakantieaanvragen te ondertekenen die door de animator aan de vzw ATOUT PROJET worden overgemaakt.

5.6.4. De verantwoordelijke van MJ La Clé verbindt zich ertoe om de coördinator van ATOUT PROJET te helpen bij het verzamelen van de inschrijvingsgelden en inschrijvingen voor transversale projecten, voordat deze van start gaan.

Artikel 6: AVG

6.1. De partijen zijn ertoe verplicht, overeenkomstig de Verordening (EU) 2016/679 van

het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens (hierna “AVG”) alle gebruikelijke voorzorgsmaatregelen te nemen in het kader van de functies van hun werknemers om de vertrouwelijkheid te beschermen van de informatie waartoe zij in het kader van hun prestaties toegang hebben, en in het bijzonder om te voorkomen dat deze informatie wordt meegedeeld aan personen die niet uitdrukkelijk gemachtigd zijn om deze informatie te ontvangen.

6.2. De partijen verbinden zich ertoe:

6.2.1. De gegevens waartoe zij toegang hebben niet te gebruiken voor andere doeleinden dan die zijn voorzien voor de uitvoering van het partnerschap;

6.2.2. Deze gegevens alleen bekend te maken aan personen die uit hoofde van hun functie gemachtigd zijn om deze gegevens te ontvangen, ongeacht of dit private, openbare, natuurlijke of rechtspersonen zijn;

6.2.3. Geen kopie te maken van deze gegevens, tenzij een kopie noodzakelijk is voor de goede uitvoering van het partnerschap;

6.2.4. Alle gebruikelijke maatregelen te nemen in het kader van hun verantwoordelijkheden om misbruik of frauduleus gebruik van deze gegevens te voorkomen; 6.2.5. Alle voorzorgsmaatregelen te nemen om de fysieke en logische veiligheid van deze gegevens te waarborgen;

6.2.6. Er, binnen de grenzen van hun functies, voor te zorgen dat alleen veilige communicatiemiddelen worden gebruikt om dergelijke gegevens over te dragen;

6.2.7. De gegevens waartoe zij toegang hebben gehad, alsook alle computerbestanden en informatiedragers die betrekking hebben op deze gegevens, volledig terug te geven in geval van beëindiging van het partnerschap.

6.3. Met betrekking tot de persoonsgegevens die betrekking hebben op de partijen en die in het kader van deze overeenkomst worden verzameld met het oog op een goed beheer van de activiteiten, garanderen de partijen dat de verwerking legitiem en noodzakelijk is om te voldoen aan de wettelijke verplichtingen, met name op het vlak van de organisatie van de aangeboden activiteiten en de organisatie van hun personeel.

Opgemaakt in Brussel in drie exemplaren, waarvan elk van de partijen verklaart één origineel te hebben ontvangen, op XX/XX/XXXX.

Voor de gemeente Etterbeek, Vincent DE WOLF, burgemeester

Voor jeugdhuis La Clé, Alice PELTANCHE, coördinatrice

Voor de vzw ATOUT PROJET, Perceval CARTERON, directeur

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

convention Tripartite.pdf

Etat civil - Burgerlijke stand

22.12.2025/A/0023 **Morgue communale - Adoption du Règlement d'ordre intérieur**

Le Conseil communal,

Vu les articles 116, 133 et 135 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 29 novembre 2018 sur les funérailles et sépultures ;

Vu l'article 44 du Code d'instruction criminelle ;

Vu l'article 8 du Règlement sur les funérailles et sépultures tel que modifié par le Conseil communal en séance du 15 décembre 2025 ;

Considérant que l'article 8 du Règlement sur les funérailles et sépultures traite de la morgue communale d'Etterbeek en précisant que le Conseil communal est chargé d'en arrêter les règles de fonctionnement ;

DECIDE : d'adopter le règlement d'ordre intérieur (ROI) de la morgue communale comme suit :

Article 1 : Dispositions générales

Le présent règlement d'ordre intérieur (ROI) édicte les règles de fonctionnement de la morgue communale d'Etterbeek. Il est consultable à la morgue communale et sur le site internet de la Commune d'Etterbeek.

Le présent ROI complète l'article 8 du Règlement sur les funérailles et sépultures.

Il s'applique aux professionnels autorisés à accéder aux locaux de la morgue communale dans le cadre de leur activité, aux proches des défunts et de manière générale, à toute personne qui fréquente la morgue communale.

Les entreprises de pompes funèbres évoquées dans ce règlement sont supposées être par définition mandatées par la Commune d'Etterbeek, par les proches du défunt ou par la justice.

Si les entreprises de pompes funèbres sous-traitent une partie des opérations, les entreprises sous-traitantes sont tenues de respecter le présent règlement, au même titre que l'entrepreneur de pompes funèbres donneur d'ordre.

Article 2 : La morgue communale

La Commune d'Etterbeek dispose d'une morgue communale sur son territoire, située Chaussée de Wavre 559.

La morgue communale est placée sous l'autorité du Collège des bourgmestre et échevins.

La morgue communale est destinée à recevoir les corps des personnes décédées sur le territoire de la Commune d'Etterbeek qui ne peuvent être conservés à domicile ou au lieu

où ils ont été découverts tant dans l'intérêt de la salubrité publique que des familles, de même que les corps des personnes inconnues aux fins d'identification.

Par convention, la morgue communale peut accueillir des personnes décédées sur d'autres territoires.

La morgue communale a également pour fonction d'accueillir les famille et proches venant se recueillir auprès du défunt.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 29 novembre 2018 sur les funérailles et sépultures concernant les autorisations d'inhumation et de crémation, les entreprises de pompes funèbres sont tenues d'organiser l'inhumation ou la crémation dans un délai de 7 jours à partir de la date du décès.

Sauf autorisation du Bourgmestre, le dépôt d'une dépouille à la morgue communale ne peut être prolongé au-delà de 7 jours, ce délai pouvant être réduit éventuellement pour raison de salubrité.

Si le défunt n'est pas réclamé par les proches endéans un délai de 15 jours à compter du dépôt de la dépouille, la Commune d'Etterbeek procédera à l'inhumation ou à la crémation en appliquant les dispositions concernant les indigents prévues aux articles 16 et 17 du Règlement sur les funérailles et sépultures.

Article 3 : Les horaires

La morgue communale est accessible aux familles et proches du défunt, aux entrepreneurs de pompes de funèbres et aux fleuristes sur rendez-vous à convenir avec le préposé communal :

Du lundi au vendredi : de 8h à 17h

Le samedi : de 10h à 12h

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut autoriser son accès en dehors dudit horaire en raison de circonstances exceptionnelles.

Article 4 : Les entreprises de pompes funèbres

Les entreprises de pompes funèbres ont accès à la morgue communale pour effectuer les prestations suivantes :

- Dépôt et départ du défunt ;
- Présentation du défunt lors des visites sollicitées par la famille et proches de celui-ci ;
- Toilette mortuaire simple (lavement succinct du corps) ;

Les entreprises de pompes funèbres s'engagent à respecter le présent règlement et à veiller au respect de ses prescriptions. Elles informent correctement les proches des dispositions relatives au présent règlement.

Les entreprises de pompes funèbres organisent leurs activités en tenant compte des nécessités et contraintes de service imposées par la morgue communale.

Les entreprises de pompes funèbres ne sont pas autorisées à effectuer une quelconque activité de nature commerciale au sein des locaux de la morgue communale.

Article 5 : Modalités d'admission des défunts à la morgue communale durant les heures

d'ouverture

Durant les heures d'ouverture, l'admission du défunt à la morgue communale n'est autorisée qu'après réception du modèle III C ou III D (constat de décès effectuépar le médecin) par le préposé communal.

Les entreprises de pompes funèbres se chargent de :

- Placer le défunt dans une gaine mortuaire étanche et mentionner au marqueur indélébile le nom et prénom du défunt sur la gaine mortuaire ;
- Compléter et signer le registre qui se trouve dans la chambre froide en mentionnant le nom et le prénom du défunt, la date et l'heure d'arrivée ainsi que le nom et prénom de la personne de l'entreprise de pompes funèbres ayant procédé au dépôt du défunt ;

Le préposé communal accompagne les entreprises de pompes funèbres jusqu'à la chambre froide et se charge :

- D'apposer sur la porte de la chambre froide une feuille indiquant l'identité du défunt ;
- De cosigner le registre d'entrée du défunt en y mentionnant son nom et prénom.

Article 6 : Modalités d'admission des défunts à la morgues communale en dehors des heures d'ouverture

En dehors des heures d'ouverture, seuls les défunts pour lesquels la police aura dressé un procès-verbal et remis un réquisitoire peuvent être déposés à la morgue communale par les entreprises de pompes funèbres mandatées par le SPF Justice.

Les entreprises de pompes funèbres sont tenues de :

- Transmettre le modèle III C ou III D (constat de décès effectué par le médecin) au préposé communal.
- Compléter et signer le registre qui se trouve dans la chambre froide en mentionnant le nom et le prénom du défunt, la date et l'heure d'arrivée ainsi que le nom et prénom de la personne de l'entreprise de pompes funèbres ayant procédé au dépôt du défunt ;

Article 7 : Modalité d'admission des défunts provenant de la Fondation Jourdan

Les locaux de la morgue communale sont accessibles aux préposés à se désigner parmi le personnel de soins de la Fondation Jourdan, aux fins de l'accueil des personnes décédées er son sein.

Les modalités particulières d'admission, san préjudices des articles 8, 9 et 13 du présent ROI, sont fixées par délibération du Collège des bourgmestre et échevins.

Article 8 : Modalités de transport des défunts

Le départ du défunt ne peut avoir lieu que pendant les heures d'ouverture de la morgue communale.

Les entreprises de pompes funèbres sont tenues de compléter et signer le registre qui se trouve dans la chambre froide en mentionnant le nom et le prénom du défunt, la date et l'heure de départ ainsi que le nom et prénom de la personne de l'entreprise de pompes

funèbres ayant procédé au dépôt du défunt ;

Le préposé communal accompagne les entreprises de pompes funèbres jusqu'à la chambre froide et se charge :

- De retirer la feuille apposée sur la porte de la chambre froide qui indique l'identité du défunt ;
- De cosigner le registre de départ du défunt en y mentionnant son nom et prénom.

Le transport peut avoir lieu à partir du moment où :

- le médecin qui a constaté le décès a établi une attestation déclarant qu'il s'agit d'une cause de décès naturelle et qu'il n'y a aucun danger pour la santé publique.
- Le service de l'état civil a réceptionné les documents requis en fonction de la situation : levée d'opposition du Parquet du Procureur du Roi lorsqu'un procès-verbal a été dressé, permis d'inhumer ou d'incinérer, procuration de la famille pour pourvoir aux funérailles.

Le transport du défunt ne peut se faire que par une entreprise de pompes funèbres agréée de manière digne et décente au moyen d'un corbillard ou d'un véhicule spécialement équipé à cette fin.

L'entreprise de pompes funèbres assure le transport du corps du défunt et en assume la responsabilité.

Article 9 : Modalités d'accès et de stationnement des corbillards ou des véhicules spécialement équipés au transport des défunts

L'emplacement de stationnement situé devant la morgue communale, Chaussée de Wavre 559 à 1040 Etterbeek est exclusivement destiné aux entreprises de pompes funèbres. La durée de stationnement sur cet emplacement est limitée au temps de dépôt et de reprise des défunts.

Article 10 : Les tarifs

Le dépôt d'une dépouille à la morgue communale donne lieu au paiement d'une redevance fixée au Règlement-Redevances pour l'utilisation des loges de la morgue communale. Cette redevance n'est pas due si le dépôt est ordonné par le Procureur du Roi.

Article 11 : Autopsie

Aucune autopsie, même celles à pratiquer sur décision judiciaire, ne peut se dérouler dans la morgue communale. Sont également interdits: les embaumements, la pratique de tout acte médical et les toilettes funéraires étendues.

Article 12 : Accueil des proches

Les entrepreneurs de pompes funèbres organisent la présentation du défunt afin que les proches puissent se recueillir. Le préposé communal accompagne les entreprises de pompes funèbres jusqu'à la chambre froide. Les proches ne peuvent pas accéder à la chambre froide.

La présentation des défunts indigents au sens de l'article 16 du Règlement sur les funérailles et sépultures est assurée par les préposés communaux.

Les visites sont limitées à trente minutes afin de permettre aux autres proches de pouvoir

se recueillir.

Les proches s'engagent à respecter les règlements de la Commune d'Etterbeek et les consignes données par le préposé communal.

L'accès des proches à la morgue communale se fait dans les conditions prévues à l'article 3 du présent règlement.

Les corps peuvent être exposés, sauf dans les cas contraires à la décence, la salubrité, l'hygiène et la santé publique. Les familles et proches du défunt qui souhaitent toutefois voir la dépouille dans les cas précités seront invités à signer une décharge au préposé communal afin que la responsabilité civile de l'administration ne puisse être engagée en cas de problème physique/psychologique occasionné par la vue de la dépouille.

En cas de mort violente, les proches doivent être accompagnés par les Services d'Aide aux Victimes. Les visites des familles peuvent être interdites par le parquet.

Article 13 : Règles relatives à la bienséance

La morgue communale est un lieu de recueillement pour les proches des défunts. Une attitude digne et décente est de rigueur et ce, dans le respect dû à la mémoire des morts.

L'accès est, par ailleurs, interdit aux animaux à l'exception des chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap.

Tout comportement pouvant perturber le recueillement tels que le bruit, la musique, les conversations bruyantes sont proscrits.

Les téléphones doivent être mis en mode silencieux et les appels passés en dehors des salles de présentation.

Article 14 : En cas de non-respect

S'il est constaté que le présent règlement n'est pas respecté par toute personne, le Collège des bourgmestre et échevins ou le Bourgmestre, dans le respect de leurs compétences respectives, peuvent en interdire l'accès, pour une durée qu'il détermine et ce, proportionnellement à la gravité du manquement constaté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Gemeentelijk mortuarium - Goedkeuring van het huishoudelijk reglement

De gemeenteraad,

gelet op de artikels 116, 133 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de ordonnantie van 29 november 2018 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

gelet op artikel 44 van het Wetboek van Strafvorderingen;

gelet op artikel 8 van het reglement op de lijkbezorging en de begraafplaats zoals gewijzigd door de gemeenteraad in zijn zitting van 15 december 2025;

overwegende dat artikel 8 van het reglement op de lijkbezorging en de begraafplaats gaat over het gemeentelijk mortuarium van Etterbeek en bepaalt dat de gemeenteraad de werkingsregels ervan moet vastleggen;

BESLIST om het huishoudelijk reglement van het gemeentelijk mortuarium als volgt goed te keuren:

Artikel 1: Algemene bepalingen

Dit huishoudelijk reglement (HR) legt de werkingsregels vast voor het gemeentelijk mortuarium van Etterbeek. Het reglement kan worden geraadpleegd in het gemeentelijk mortuarium en op de website van de gemeente Etterbeek.

Dit HR is een aanvulling op artikel 8 van het Reglement op de lijkbezorging en de begraafplaats.

Het is van toepassing op beroepsbeoefenaars die toegang hebben tot het mortuarium in het kader van hun beroepsactiviteit, op de nabestaanden van de overledenen en in het algemeen, op ieder persoon die in het gemeentelijk mortuarium komt.

De in dit reglement bedoelde begrafenisondernemers worden per definitie geacht door de gemeente Etterbeek, door de nabestaanden van de overledene of door de rechter te zijn gemandateerd.

Als de begrafenisondernemers een deel van de werkzaamheden uitbesteden, dan zijn de onderaannemers gebonden door dit reglement op dezelfde wijze als de begrafenisondernemer die hen opdracht heeft gegeven.

Artikel 2: Het gemeentelijke mortuarium

De gemeente Etterbeek heeft een gemeentelijk mortuarium op haar grondgebied, dat gelegen is op de Waversesteenweg 559.

Het gemeentelijke mortuarium staat onder het toezicht van het college van burgemeester en schepenen.

Het gemeentelijk mortuarium is bedoeld voor de bewaring van de lichamen van personen die op het grondgebied van de gemeente Etterbeek zijn overleden en die niet thuis of op de plaats waar ze zijn ontdekt kunnen worden bewaard, zowel in het belang van de volksgezondheid als in het belang van de families, alsook de lichamen van onbekende personen voor identificatiedoeleinden.

Bij overeenkomst, kan het gemeentelijke mortuarium ook personen opvangen die buiten het grondgebied overleden zijn.

Het gemeentelijke mortuarium heeft ook een ontvangstfunctie voor de familie en de nabestaanden die de overledene een laatste groet komen brengen.

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 29 november 2018 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging betreffende de vergunningen voor begraving en crematie, zijn de begrafenisondernemingen verplicht om de begraving of crematie te organiseren binnen 7 dagen na de datum van overlijden.

Tenzij met toestemming van de burgemeester kan een stoffelijk overschot niet langer dan 7 dagen in het gemeentelijke mortuarium worden bewaard. Die termijn kan eventueel worden ingekort om gezondheidsredenen.

Als de overledene niet binnen 15 dagen na het binnenbrengen van het stoffelijk overschot door de nabestaanden wordt opgeëist, zal de gemeente Etterbeek overgaan tot de begraving of crematie overeenkomstig de bepalingen betreffende de behoeftigen voorzien

in artikels 16 en 17 van het reglement op de begraafplaats en de lijkbezorging.

Artikel 3: Openingsuren

Het gemeentelijke mortuarium is toegankelijk voor de familie en de nabestaanden van de overledene, voor de begrafenisondernemers en voor de bloemisten na afspraak met de gemeentelijke medewerker:

Van maandag tot en met vrijdag: van 8.00 uur tot 17.00 uur

Op zaterdag: van 10.00 uur tot 12.00 uur

Het college van burgemeester en schepenen kan toch toegang geven tot het gemeentelijke mortuarium buiten die uren in uitzonderlijke omstandigheden.

Artikel 4: Begrafenisondernemingen

De begrafenisondernemers hebben toegang tot het gemeentelijk mortuarium voor de volgende prestaties:

- Het brengen en ophalen van de overledenen;
- Het opbaren van de overledene tijdens de bezoeken aangevraagd door de familie en de nabestaanden van de overledene;
- Het eenvoudig afleggen van de overledenen (korte reiniging van het lichaam);

De begrafenisondernemers verbinden zich ertoe dit reglement na te leven en toe te zien op de naleving van de bepalingen ervan. Zij informeren de nabestaanden correct over de bepalingen van dit reglement.

De begrafenisondernemers houden bij de organisatie van hun activiteiten rekening met de eisen en beperkingen die door het gemeentelijke mortuarium worden opgelegd.

De begrafenisondernemers mogen geen commerciële activiteiten uitoefenen in de lokalen van het gemeentelijke mortuarium.

Artikel 5: Opname van overledenen in het gemeentelijke mortuarium tijdens de openingsuren

Tijdens de openingsuren wordt de opname van de overledene in het gemeentelijke mortuarium slechts toegestaan na ontvangst van model III C of III D (vaststelling van overlijden door de arts) door de gemeentelijke medewerker.

De begrafenisondernemers moeten:

- De overledenen in een lijkomhulsel plaatsen en in onuitwisbare inkt de naam en de voornaam van de overledenen op het lijkomhulsel vermelden;
- In het inkomend register dat zich in de koelkamer bevindt, de naam en voornaam van de overledene, de datum en het tijdstip van aankomst en de naam en voornaam van de persoon van de begrafenisonderneming die de overleden heeft gebracht invullen en het register ondertekenen;

De gemeentelijke medewerker begeleidt de begrafenisondernemers naar de koelkamer en:

- Hangt een blad met de identiteit van de overledene op de deur van de koelkamer;
- Ondertekend het register bij de aankomst van de overledene, met vermelding van zijn naam en voornaam.

Artikel 6: Opname van overledenen in het gemeentelijke mortuarium buiten de openingsuren

Buiten de openingsuren kunnen alleen overledenen voor wie de politie een proces-verbaal heeft opgesteld en een requisitoir is overgemaakt worden binnengebracht in het gemeentelijke mortuarium door begrafenisondernemingen die zijn aangesteld door de FOD Justitie.

In dat geval moeten de begrafenisondernemers:

- Model III C of III D (vaststelling van overlijden door de arts) aan de gemeentelijke medewerker bezorgen.
- In het inkomend register dat zich in de koelkamer bevindt, de naam en voornaam van de overledene, de datum en het tijdstip van aankomst en de naam en voornaam van de persoon van de begrafenisonderneming die de overleden heeft gebracht invullen en het register ondertekenen;

Artikel 7: Opname van overledenen uit de Stichting Jourdan

Het gemeentelijke mortuarium is toegankelijk voor de medewerkers die worden aangeduid binnen het zorgpersoneel van de Stichting Jourdan, voor de bewaring van de overledenen die daar zijn overleden.

De specifieke voorwaarden voor de opname, onverminderd de artikels 8, 9 en 13 van dit huishoudelijk reglement, worden vastgesteld bij besluit van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 8: Vervoer van de overledene

Ophalen van overledenen is alleen mogelijk tijdens de openingsuren van het gemeentelijke mortuarium.

De begrafenisondernemers moeten in het register dat zich in de koelkamer bevindt, de naam en voornaam van de overledene, de datum en het tijdstip van vertrek en de naam en voornaam van de persoon van de begrafenisonderneming die de overleden komt ophalen invullen en het register ondertekenen;

De gemeentelijke medewerker begeleidt de begrafenisondernemers naar de koelkamer en:

- Verwijdert het blad met de identiteit van de overledene van de deur van de koelkamer;
- Ondertekend het register bij vertrek van de overledene, met vermelding van zijn naam en voornaam.

Het vervoer kan plaatsvinden als:

- de arts die het overlijden heeft vastgesteld een attest heeft opgesteld dat bevestigt dat het om een natuurlijke dood gaat en dat er geen risico voor de volksgezondheid is.

- De dienst Burgerlijke Stand de vereiste documenten heeft ontvangen naargelang de situatie: de opheffing van het verzet door het Parket van de procureur des Konings wanneer er een proces-verbaal werd opgesteld, de toelating tot begraven of cremeren, de volmacht van de familie om de uitvaart te regelen.

Het vervoer van overledenen mag alleen gebeuren door erkende begrafenisondernemers, op een waardige en fatsoenlijke manier met een lijkwagen of voertuig dat speciaal voor dit doel is uitgerust.

De begrafenisondernemer staat in voor het vervoer van het stoffelijk overschot en neemt de verantwoordelijkheid ervoor op zich.

Artikel 9: Toegangs- en parkeervoorwaarden voor lijkwagens of voertuigen die speciaal zijn uitgerust voor het vervoer van overledenen

De parkeerplaats voor het gemeentelijke mortuarium, Waversesteenweg 559 in 1040 Etterbeek, is uitsluitend bestemd voor begrafenisondernemingen. De parkeerduur op deze plaats is beperkt tot de tijd die nodig is om overledenen te brengen of op te halen.

Artikel 10: Tarieven

Het brengen van een stoffelijk overschot naar het gemeentelijke mortuarium geeft aanleiding tot de betaling van een retributie, vastgesteld in het retributiereglement voor het gebruik van de ruimtes van het gemeentelijke mortuarium. Die retributie is niet verschuldigd als de procureur des Konings de opdracht heeft gegeven om het stoffelijk overschot te brengen.

Artikel 11: Lijkschouwing

Er mogen geen lijkschouwingen worden uitgevoerd in het gemeentelijke mortuarium, zelfs niet als een rechter dat beslist. Zijn ook verboden: balseming, het verrichten van een medische handeling en uitgebreid afleggen van de overledene.

Artikel 12: Ontvangst van de nabestaanden

De begrafenisondernemers zorgen voor de opbaring van de overledene, zodat de nabestaanden een laatste groet kunnen brengen. De gemeentelijke medewerker begeleidt de begrafenisondernemers naar de koelkamer. De nabestaanden hebben geen toegang tot de koelkamer.

De opbaring van behoeftige overledenen, in de zin van artikel 16 van het reglement op de begraafplaats en de lijkbezorging, wordt verzekerd door de gemeentelijke medewerkers.

De bezoeken zijn beperkt tot 30 minuten om ook andere nabestaanden de kans te geven de overledene te groeten.

De nabestaanden verbinden zich ertoe de reglementen van de gemeente Etterbeek en de instructies van de gemeentelijke medewerkers na te leven.

De toegang van de nabestaanden tot het gemeentelijke mortuarium gebeurt volgens de voorwaarden uit artikel 3 van dit reglement.

De lichamen mogen worden getoond, behalve in gevallen die in strijd zijn met de goede zeden, de gezondheid, de hygiëne en de volksgezondheid. Familieleden en nabestaanden

van de overledene die het stoffelijk overschot in die gevallen willen zien, worden gevraagd om een verklaring te ondertekenen om de gemeentelijke medewerker vrij te stellen zodat de burgerlijke aansprakelijkheid van het bestuur niet kan worden ingeroepen in geval van enig fysiek of psychisch probleem veroorzaakt door de aanblik van het stoffelijk overschot.

In geval van een gewelddadige dood, moeten de nabestaanden begeleid worden door slachtofferhulp. Bezoek van familie kan door het parket verboden worden.

Artikel 13: Regels van fatsoen

Het gemeentelijke mortuarium is een plaats van herdenking voor de nabestaanden van de overledenen. Een waardige en fatsoenlijke houding is vereist, met het nodige respect voor de nagedachtenis van de overledenen.

Dieren zijn niet toegestaan, met uitzondering van hulphonden voor mensen met een handicap.

Elk gedrag dat het ingetogen moment kan verstoren, zoals lawaai, muziek of luide gesprekken, is verboden.

Telefoons moeten op stil gezet worden en gesprekken moeten buiten de opbaringszalen gevoerd worden.

Artikel 14: In geval van niet-naleving

Als dit reglement door iemand niet gerespecteerd wordt, kan het college van burgemeester en schepenen of de burgemeester, met respect voor hun respectieve bevoegdheden, de toegang ontzeggen voor een bepaalde periode die in verhouding is tot de ernst van de vastgestelde overtreding.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

22.12.2025/A/0024 **Règlement sur les funérailles et sépultures - Modification**

Le Conseil communal,

Vu la Constitution coordonnée du 17 février 1994 (article 170) ;

Vu la Nouvelle loi communale en Région de Bruxelles-Capitale (articles 117 et 119) ;

Vu le Code civil (Livre I, Titre II, Chapitre 2I, Section 7, articles 55 à 60) ;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 novembre 2018 sur les funérailles et sépultures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2018 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les cercueils, les linceuls et les autres enveloppes d'ensevelissement ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 2020 fixant les modalités relatives à l'acte des dernières volontés ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 octobre 2015 adoptant le règlement sur les funérailles et sépultures, telle que modifiée en dates du 25 avril 2016, 11 juin 2018, 17 septembre 2018 et 25 octobre 2021 ;

Vu que le règlement précité regroupe en un seul texte le règlement général sur le cimetière et les sépultures, le règlement sur les funérailles des membres et anciens membres du Conseil communal et du Conseil de l'Action sociale, des membres et membres retraités du personnel communal, ainsi que le règlement relatif aux inhumations dans les pelouses d'honneur ;

Considérant qu'il importe, d'une part, de mettre le règlement en concordance avec les dernières dispositions légales en vigueur et, d'autre part, de créer de nouvelles dispositions et d'en revoir certaines dans un souci de clarté et lisibilité ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE : De modifier le règlement communal sur les funérailles et sépultures comme suit :

Chapitre I : Définitions

Dans le présent règlement, il convient d'entendre, par :

- « Règlement-Redevances », le Règlement-redevances relatif aux inhumations, exhumations, concessions et droits divers dans le cimetière ;
- « Règlement Documents administratifs », le Règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs ;
- « Résidence principale », la résidence telle qu'elle se justifie uniquement par l'inscription ou la mention aux registres de la population ;
- « Collège », le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'Etterbeek ;
- « Concessionnaire », toute personne qui fait la demande d'attribution d'une concession pour l'inhumation de dépouilles ou d'urnes (y compris le placement d'urnes en columbarium), et qui en fait le paiement ;
- « Pierre tombale », une pierre placée horizontalement sur une sépulture ;
- « Monument », une pierre tombale pourvue d'une stèle ;
- « Inhumation », la mise en terre, le placement en columbarium ou la dispersion des cendres ;
- « Exhumation », l'action de retirer d'une sépulture ;
- « Signe de sépulture », l'ensemble des constructions (pierres tombales, monuments, stèles, bordures, etc.) posées sur une sépulture;
- « Dépouille », le corps humain sans vie, non incinéré ;
- « Cimetière », lieu géré par une commune ou une intercommunale dans le but d'accueillir tous les modes de sépultures prévus par la présente ordonnance ;
- «Cimetière cinéraire », lieu géré par une commune ou une intercommunale, réservé exclusivement à l'inhumation ou à la dispersion des cendres résultant de la crémation des corps. Sauf indication contraire, les règles applicables aux cimetières sont applicables aux cimetières cinéraires ;
- « Ossuaire », monument mémoriel fermé, situé dans le cimetière, où sont rassemblés les ossements ou cendres des défunts après qu'il a été mis fin à la concession de sépulture ;

- « Contrat d'obsèques », contrat régissant les dernières volontés d'une personne conclu entre, d'une part, un particulier et, d'autre part, un notaire, une entreprise de pompes funèbres, une compagnie d'assurance ou tout autre organisme habilité à cet effet ;

- « Indigent », toute personne sans ressources ou disposant de ressources insuffisantes pour couvrir ses besoins élémentaires, en référence à la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ;

- « Cérémonie funéraire neutre », toute cérémonie ne se revendiquant d'aucune conviction religieuse ou d'aucune conviction philosophique non confessionnelle et permettant le recueillement auprès de la dépouille mortelle ;

- « Etablissement crématoire », endroit où les dépouilles mortelles sont incinérées, où les urnes cinéraires peuvent être inhumées ou mises en cellule de columbarium et où les cendres peuvent être dispersées ;

- « Personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles », la personne désignée par le défunt par voie de testament ou, à défaut, un de ses héritiers ou ayants droit ou, à défaut, la personne qui durant la dernière période de la vie du défunt a entretenu avec celui-ci les liens d'affection les plus étroits et fréquents de sorte qu'elle puisse connaître ses dernières volontés quant à son mode de sépulture ;

- « Proche », le conjoint, le cohabitant légal, les parents, les alliés ou les amis ;

- « Sépulture », emplacement destiné à accueillir la dépouille mortelle (y compris les cendres) pour la durée prévue.

Chapitre II : Les formalités préalables à l'inhumation et à la crémation des dépouilles

A. L'annonce du décès

Article 2

Tout décès survenu sur le territoire communal doit être déclaré sans tarder à l'Officier de l'Etat civil, et ce au plus tard dans les 24h qui suivent le décès.

Il en va de même en cas de découverte d'une dépouille humaine, même incomplète, et pour toute déclaration sans vie lorsque la gestation a été de plus de 180 jours.

Les déclarants se rendent à l'administration communale pour procéder aux formalités prescrites par le présent règlement, ainsi que pour arrêter les dispositions relatives à l'inhumation des dépouilles ou, le cas échéant, à la destination des cendres après crémation (dispersion ou conservation).

B. La constatation de décès

Article 3

Pour la constatation des décès, l'Officier de l'Etat civil peut commettre un médecin-vérificateur. Les prestations prévues à l'article 28 de l'Ordonnance du 29 novembre 2018 sur les funérailles et sépultures donnent lieu à la perception d'une redevance précisée au Règlement-Redevances.

C. Les décès en institution d'hébergement ou de soins

Article 4

Les institutions d'hébergement ou de soins sont tenues

- d'avoir une installation permettant la conservation des dépouilles ou

- d’assurer le transport des dépouilles dans les 24 heures en vue du dépôt temporaire dans un funérarium ou à la morgue communale.

D. Le transport des dépouilles

Article 5

Le transport en vue du dépôt temporaire des dépouilles n’est admis :

- qu’après la constatation du décès par un médecin en cas de mort naturelle ;
- qu’après autorisation du Procureur du Roi dans les autres cas.

Article 6

Le transport des dépouilles se fait au moyen d’un corbillard ou d’un véhicule spécialement équipé à cette fin, en respectant l’ordre et la salubrité publiques, la décence et le respect dû à la mémoire des morts.

Les frais occasionnés par ce transport ainsi que tous ceux y afférents sont à charge des familles ou des proches.

Article 7

Le transport des dépouilles est organisé par une entreprise de pompes funèbres au libre choix des familles et des ayants-droit des défunts et sans aucune intervention communale en matière de fourniture de charroi et de personnel. Toutes les dispositions doivent être prises en vue de régler les modalités de l’organisation des convois funèbres en se conformant aux lois de police et aux règlements en vigueur en la matière.

E. La morgue communale

Article 8

La morgue communale est destinée à recevoir les corps des personnes décédées sur le territoire de la commune d’Etterbeek qui ne peuvent être conservés à domicile ou au lieu où ils ont été découverts tant dans l’intérêt de la salubrité publique que des familles, de même que les corps des personnes inconnues aux fins d'identification.

Son fonctionnement est arrêté par le Conseil communal.

F. Des modes de sépulture : l'inhumation ou la crémation

Article 9

Il y a deux modes de sépulture : l'inhumation et la crémation, suivie de la dispersion ou de la conservation des cendres.

La personne qui organise les funérailles a le choix entre l’inhumation ou la crémation, sauf si le défunt a expressément stipulé son mode de sépulture dans une déclaration de dernières volontés enregistrée auprès de l’administration communale de son domicile.

L’administration communale fixe le jour et l’heure des funérailles en conciliant les exigences du service avec les justes convenances de la famille.

Il appartient aux familles de prendre, avec l’entreprise de pompes funèbres, toutes les dispositions nécessaires en vue de régler les modalités d’exécution des funérailles de leurs défunts.

Les honoraires et frais du médecin-vérificateur sont à charge de l’administration communale d’Etterbeek dans le cadre des inhumations et à charge de l’administration communale du lieu de résidence du défunt dans le cadre des incinérations.

Article 10

Toute inhumation doit être effectuée avec un permis d'inhumer délivré par l'Officier de l'état civil du lieu de décès.

Article 11

Toute crémation est subordonnée à une autorisation délivrée par l'Officier de l'état civil du lieu de décès ou par le Procureur du Roi en cas de mort violente ou suspecte.

L'autorisation de crémation ne peut être délivrée avant l'expiration d'un délai de vingt-quatre heures prenant cours à la réception de la demande d'autorisation.

Toute demande d'incinération est signée soit par un membre de la famille du défunt soit par la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles ou par son délégué.

A la demande d'autorisation doit être joint d'une part le certificat par lequel le médecin traitant ou le médecin qui a constaté le décès, indique s'il y a eu mort naturelle, violente, suspecte ou une cause de décès impossible à déceler et d'autre part le rapport du médecin-vérificateur qui vérifie les causes de décès et indique également s'il y a eu mort naturelle, violente, suspecte ou une cause de décès impossible à déceler.

G. La mise en bière

Article 12

Les dépouilles doivent être placées dans un cercueil ou une autre enveloppe d'ensevelissement.Un embaumement préalable à la mise en bière peut être autorisé dans les cas déterminés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. L'emploi de cercueils, de gaines, de linceuls, de produits et de procédés empêchant soit la décomposition naturelle et normale des corps, soit la crémation, est interdit.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale définit les objets et procédés visés aux alinéas précédents ainsi que les conditions auxquelles les cercueils ou les autres enveloppes d'ensevelissement doivent répondre, en tenant compte notamment de considérations de santé publique.

La mise en bière a lieu aussitôt que possible après la constatation du décès par le médecin vérificateur.

Pour des raisons d'hygiène et de salubrité, le Bourgmestre pourra requérir la mise en bière immédiate des dépouilles de personnes décédées suite à des maladies contagieuses de même que tout corps dont l'état de décomposition est avancé.

Article 13

Il est défendu de procéder au moulage, à l'embaumement, à la mise en bière et à l'ensevelissement des corps avant que le décès ait été dûment constaté par le médecin-vérificateur.

Le Bourgmestre ou son délégué peuvent assister à la mise en bière.

Aucun cercueil fermé en vue de son inhumation ou de sa crémation ne peut être ouvert, sauf injonction du Bourgmestre ou de l'autorité judiciaire.

H. Autorisations

Article 14

Aucun départ de dépouille en vue de son inhumation ou de son incinération ne peut être autorisé sans permis.

Article 15

En cas de transfert d'une dépouille mortelle vers l'étranger, l'administration communale délivre un certificat de conformité de mise en bière, moyennant paiement d'une taxe (voir Règlement Documents administratifs). Ce certificat n'est pas exigé en cas de transfert dans le Benelux.

I. Les personnes indigentes

Article 16

Sont considérées comme indigentes pour l'application du présent article, les personnes :

- sans ressources ou disposant de ressources insuffisantes pour couvrir leurs besoins élémentaires en référence à la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale (l'indigence peut entre-autre être prouvée sur production d'un certificat délivré par le Centre public d'Action sociale du domicile ou de toute autre pièce probante) ;

- pour lesquelles aucun proche n'est connu et ne peut être identifié dans le délai nécessaire à l'organisation des funérailles ou dont la famille ou les proches ramènent la preuve par toute voie de droit qu'ils ne peuvent faire face aux funérailles (l'indigence peut entre-autre être prouvée sur production d'un certificat délivré par le Centre public d'Action sociale du domicile ou de toute autre pièce probante) ;

Article 17

Le mode de sépulture des indigents se fait d'une manière décente. Les frais des opérations civiles qui en découlent, à l'exclusion des cérémonies cultuelles ou philosophiques non confessionnelles des indigents, sont à charge de la commune de la Région de Bruxelles-Capitale dans laquelle le défunt est inscrit dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente ou, à défaut, dans laquelle le décès a eu lieu.

L'administration communale prend à sa charge, pour les personnes décédées ou dont la dépouille a été découverte à Etterbeek et dont l'indigence est constatée les frais suivants :

1. la fourniture du cercueil, la gaine, la mise en bière, un signe sépulcral mentionnant le nom et premier prénom du défunt ;
2. le transport funèbre par corbillard conduit par un chauffeur accompagné de deux porteurs;
3. les frais de funérailles à destination du cimetière d'Etterbeek dans le cas d'une inhumation. Celle-ci se fait en sépulture ordinaire ;
4. les frais de crémation au crématorium intercommunal de Bruxelles pour autant que ces personnes aient procédé à l'enregistrement de leurs dernières volontés en ce sens auprès de leur commune de domicile. L'urne contenant les cendres est reprise par l'administration communale en vue du placement dans une cellule de columbarium au cimetière communal pour une période de 5 ans ;

En aucun cas, il ne sera tenu compte des dernières volontés du défunt lorsqu'elles entraînent une charge de frais qui dépasse celle de funérailles décentes.

La récupération des frais ainsi exposés sera poursuivie par l'administration communale auprès des ayants droit du défunt, s'ils ne sont pas indigents et ont accepté la succession.

Chapitre III : Dispositions protocolaires

Article 18

Les présentes dispositions ne sont applicables en tout ou en partie que moyennant accord préalable de la famille du défunt.

Il est laissé aux familles le soin de décider si le corbillard doit être muni ou non d'insignes religieux ou philosophiques.

Si le décès a eu lieu à Etterbeek, l'administration communale prend en charge la redevance relative au contrôle de l'application des dispositions légales et réglementaires relative à la mise en bière des restes mortels prévue à l'article 7 du Règlement-redevances relatifs aux inhumations, aux exhumations et aux droits divers dans le cimetière.

Le cortège prévu aux articles du présent chapitre (à l'exception du personnel communal ou du CPAS en fonction ou à la retraite), n'est organisé que pour autant que le défunt avait son domicile à Etterbeek, y est décédé, ou qu'une cérémonie y est prévue.

A. Bourgmestre en fonction

Article 19

Dès que l'administration communale reçoit notification du décès du Bourgmestre en fonction, les drapeaux national, régional et communal sont mis en berne à l'hôtel communal jusqu'au jour des funérailles y compris.

Article 20

Une couronne mortuaire ornée d'un ruban transversal tricolore portant l'inscription "Etterbeek" et d'un nœud bleu-blanc est déposée à la maison mortuaire au nom de l'administration communale et du CPAS.

Article 21

Des affiches annonçant le décès et donnant connaissance des dispositions arrêtées pour les funérailles sont apposées dans la commune.

Article 22

Le décès est annoncé par lettre au Ministre de l'Intérieur, au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, au Haut fonctionnaire de l'Agglomération bruxelloise, aux membres du Conseil communal, du Conseil de l'Action sociale et des Commissions administratives ainsi qu'aux Collèges des Bourgmestre et Echevins et Bureaux Permanents des communes et CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale et à toutes les sociétés et groupements d'Etterbeek. Un avis sera communiqué au personnel communal et du Centre Public d'Action sociale. Cette lettre ou avis donne, en même temps, connaissance des dispositions arrêtées pour les funérailles.

Article 23

La dépouille est transportée à l'hôtel communal, pour y être exposée le jour des funérailles. Durant l'exposition, le cercueil est recouvert du drapeau national. Ce drapeau est maintenu sur le cercueil durant le transport funèbre. Le jour des funérailles, la façade principale de l'hôtel communal est revêtue d'une décoration funèbre appropriée.

Article 24

Le jour des funérailles, les bureaux de l'administration communale et du Centre Public d'Action sociale sont fermés en signe de deuil, à l'exception des services dont le fonctionnement est indispensable.

Article 25

Le transport funèbre, même en dehors de la commune, s'effectue au moyen d'un corbillard à charge de l'administration communale. Le transport gratuit n'est admis que dans les limites géographiques des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et au surplus jusqu'au cimetière d'Etterbeek à Wezembeek-Oppem.

Article 26

Après la levée du corps, la couronne mortuaire au nom de l'administration communale et du CPAS est portée par deux messagers-porteurs en uniforme et gantés de blanc, qui se placent immédiatement devant le corbillard. Les autres couronnes sont portées par les soins de leurs donateurs respectifs et sont placées à la suite de la couronne mortuaire au nom de l'administration communale et du CPAS.

Article 27

Le corps de police, sous la conduite de l'Officier de police le plus haut en grade, se place en tête du cortège funèbre et l'accompagne jusqu'à l'endroit déterminé par l'administration communale.

Article 28

Les délégations des sociétés et des groupements se placent immédiatement derrière le corps de police, dans l'ordre suivant : groupements patriotiques, groupements de jeunesse, groupements sportifs et éventuelles sociétés diverses.

Article 29

Les Autorités et les Personnalités prennent place dans le cortège immédiatement à la suite de la famille du défunt.

Article 30

Les chefs des services de l'administration communale et du Centre Public d'Action sociale, accompagnés de leur personnel, prennent place dans le cortège immédiatement derrière le groupe des Autorités et des Personnalités.

Article 31

Si la dépouille est présentée à un lieu de cérémonie situé sur le territoire de la commune, le Corps de police et les délégations des sociétés forment une haie à proximité de l'entrée du bâtiment et restent en place jusqu'à l'entrée de la dépouille mortelle. Les drapeaux quittent le cortège et se massent sur le trottoir, à droite et à gauche de l'entrée.

Article 32

Si le cortège est reformé après une éventuelle cérémonie, le Corps de police et les délégations se replacent dans le même ordre que ci-dessus et accompagnent le convoi funèbre jusqu'à l'endroit déterminé par l'administration. Au lieu de dislocation du cortège, les délégations, drapeaux dans le rang, forment une haie, à droite et à gauche, jusqu'après le passage du corbillard.

B. Echevin en fonction, ancien Bourgmestre, Président du CPAS en fonction ou ancien Président du CPAS

Article 33

Dès que l'administration communale reçoit notification du décès d'un Echevin en fonction, d'un ancien Bourgmestre, du Président du CPAS en fonction ou d'un ancien Président du CPAS, le drapeau communal est mis en berne à l'hôtel communal jusqu'au jour des funérailles y compris.

Article 34

Un coussin mortuaire orné d'un ruban transversal bleu-blanc portant l'inscription "Etterbeek" est déposé à la maison mortuaire au nom de l'administration communale et du CPAS.

Article 35

Le décès est annoncé par lettre au Haut fonctionnaire de l'Agglomération bruxelloise, aux membres du Conseil communal, du Conseil de l'Action Sociale et des Commissions administratives ainsi qu'aux Collèges des Bourgmestre et Echevins et Bureaux Permanents des communes et CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale et à toutes les sociétés et groupements d'Etterbeek. Un avis est communiqué au personnel communal et du Centre Public d'Action sociale. Cette lettre ou avis donne, en même temps, connaissance des dispositions arrêtées pour les funérailles.

Article 36

La dépouille est transportée à l'hôtel communal, pour y être exposée le jour des funérailles. Durant l'exposition, le cercueil est recouvert du drapeau national. Ce drapeau est maintenu sur le cercueil durant le transport funèbre. Le jour des funérailles, la façade principale de la maison communale est revêtue d'une décoration funèbre appropriée.

Article 37

Le jour des funérailles, les bureaux de l'administration communale et du Centre Public d'Action sociale sont fermés en signe de deuil, à l'exception des services dont le fonctionnement est indispensable.

Article 38

Le transport funèbre, même en dehors de la commune, s'effectue au moyen d'un corbillard à charge de l'administration communale. Le transport gratuit n'est admis que dans les limites géographiques des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et au surplus jusqu'au cimetière d'Etterbeek à Wezembeek-Oppem.

Article 39

Après la levée du corps, le coussin mortuaire au nom de l'administration communale et du CPAS est porté par un messager-porteur en uniforme et ganté de blanc, qui se place immédiatement devant le corbillard. Les autres coussins ou couronnes mortuaires sont portés par les soins de leurs donateurs respectifs et placés à la suite du coussin mortuaire au nom de l'administration communale et du CPAS, dans l'ordre d'arrivée.

Article 40

Une délégation de la police se place en tête du cortège funèbre et l'accompagne jusqu'à l'endroit déterminé par l'administration communale.

Article 41

Les délégations des sociétés et des groupements se placent immédiatement derrière le corps de police, dans l'ordre suivant : groupements patriotiques, groupements de jeunesse, groupements sportifs et éventuelles sociétés diverses.

Article 42

Les Autorités et les Personnalités prennent place dans le cortège immédiatement à la suite de la famille du défunt.

Article 43

Les chefs des services de l'administration communale et du Centre Public d'Action Sociale, accompagnés de leur personnel, prennent place dans le cortège immédiatement derrière le groupe des Autorités et des Personnalités.

Article 44

Si la dépouille est présentée à un lieu de cérémonie situé sur le territoire de la commune, les délégations de la police et des sociétés forment une haie à proximité de l'entrée du

bâtiment et restent en place jusqu'à l'entrée de la dépouille mortelle. Les drapeaux quittent le cortège et se massent sur le trottoir, à droite et à gauche de l'entrée.

Article 45

Si le cortège est reformé après une éventuelle cérémonie, les délégations se replacent dans le même ordre que ci-dessus et accompagnent le convoi funèbre jusqu'à l'endroit déterminé par l'administration. Au lieu de dislocation du cortège, les délégations, drapeaux dans le rang, forment une haie, à droite et à gauche, jusqu'après le passage du corbillard.

C. Conseiller communal en fonction, conseiller de l'Action sociale en fonction

Article 46

Dès que l'administration communale reçoit notification du décès d'un membre du Conseil communal en fonction ou du Conseil de l'Action sociale en fonction, le drapeau communal est mis en berne à l'hôtel communal jusqu'au jour des funérailles y compris.

Article 47

Un coussin mortuaire orné d'un ruban transversal bleu-blanc portant l'inscription "Etterbeek" est déposé à la maison mortuaire au nom de l'administration communale et du CPAS.

Article 48

Le décès est annoncé par lettre aux membres du Conseil communal, du Conseil de l'Action sociale et des Commissions administratives. Un avis est communiqué au personnel communal et du Centre Public d'Action sociale. Cette lettre ou avis donne, en même temps, connaissance des dispositions arrêtées pour les funérailles.

Article 49

Le jour des funérailles, durant l'exposition de la dépouille à la maison mortuaire, le cercueil est recouvert du drapeau communal, à moins que la qualité d'ancien combattant ou assimilé du défunt ne justifie la pose du drapeau national. Ce drapeau est maintenu sur le cercueil durant le transport funèbre.

Article 50

Le transport funèbre, même en dehors de la commune, s'effectue au moyen d'un corbillard à charge de l'administration communale. Le transport gratuit n'est admis que dans les limites géographiques des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et au surplus jusqu'au cimetière d'Etterbeek à Wezembeek-Oppem.

Article 51

Une délégation de la police se place en tête du cortège funèbre et l'accompagne jusqu'à l'endroit déterminé par l'administration communale.

Article 52

Les Autorités et les Personnalités prennent place dans le cortège immédiatement à la suite de la famille du défunt.

Article 53

Les délégations des services de l'administration communale et du Centre Public d'Action sociale prennent place dans le cortège immédiatement derrière le groupe des Autorités et des Personnalités.

Article 54

Après une éventuelle cérémonie, les délégations reprises ci-dessus se replacent dans le même ordre et accompagnent le transport funèbre jusqu'à l'endroit déterminé par l'administration.

D. Ancien Echevin, ancien Conseiller communal, ancien Conseiller de l'Action communale

Article 55

Dès que l'administration communale reçoit notification du décès d'un ancien Echevin, d'un ancien Conseiller communal ou d'un ancien membre du Conseil de l'Action sociale, le drapeau communal est mis en berne à l'hôtel communal jusqu'au jour des funérailles y compris.

Article 56

Un coussin mortuaire orné d'un ruban transversal bleu-blanc portant l'inscription "Etterbeek" est déposé à la maison mortuaire au nom de l'administration communale et du CPAS.

Article 57

Le décès est annoncé par lettre aux membres du Conseil communal, du Conseil de l'Action sociale et des Commissions administratives. Un avis est communiqué au personnel communal et du Centre Public d'Action sociale. Cette lettre ou avis donne, en même temps, connaissance des dispositions arrêtées pour les funérailles.

Article 58

Le jour des funérailles, durant l'exposition de la dépouille à la maison mortuaire, le cercueil est recouvert du drapeau communal, à moins que la qualité d'ancien combattant ou assimilé du défunt ne justifie la pose du drapeau national. Ce drapeau est maintenu sur le cercueil durant le transport funèbre.

Article 59

Le transport funèbre, même en dehors de la commune, s'effectue au moyen d'un corbillard, à charge de l'administration communale. Le transport gratuit n'est admis que dans les limites géographiques des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et au surplus jusqu'au cimetière d'Etterbeek à Wezembeek-Oppem.

Article 60

Une délégation communale, comprenant les Autorités et des membres du personnel, prend place dans le cortège funèbre et l'accompagne jusqu'à l'endroit de cérémonie éventuelle.

E. Secrétaire communal, Receveur communal, Directeur des ressources humaines, Secrétaire général du CPAS, Directeur financier du CPAS en fonction

Article 61

Dès que l'administration communale ou le CPAS reçoit notification du décès du Secrétaire communal, du Receveur communal, du Directeur des ressources humaines, du Secrétaire général du CPAS ou du Directeur financier du CPAS en fonction, le drapeau communal est mis en berne à l'hôtel communal jusqu'au jour des funérailles y compris.

Article 62

Un coussin mortuaire orné d'un ruban transversal bleu-blanc portant l'inscription "Etterbeek" est déposé à la maison mortuaire au nom de l'administration communale et du CPAS.

Article 63

Le décès est annoncé par lettre aux membres du Conseil communal, du Conseil de l'Action sociale et des Commissions administratives, aux Secrétaires communaux, Receveurs communaux ou Directeurs des Ressources humaines des communes de la Région Bruxelles-Capitale ainsi qu'aux Secrétaires généraux ou Directeurs financiers des CPAS de la Région Bruxelles-Capitale. Un avis sera communiqué au personnel communal et du Centre Public d'Action sociale. Cette lettre ou avis donne, en même temps, connaissance des dispositions arrêtées pour les funérailles.

Article 64

Le jour des funérailles, durant l'exposition de la dépouille à la maison mortuaire, le cercueil est recouvert du drapeau communal, à moins que la qualité d'ancien combattant ou assimilé du défunt ne justifie la pose du drapeau national. Ce drapeau est maintenu sur le cercueil durant le transport funèbre.

Article 65

Le transport funèbre, même en dehors de la commune, s'effectue au moyen d'un corbillard, à charge de l'administration communale. Le transport gratuit n'est admis que dans les limites géographiques des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et au surplus jusqu'au cimetière d'Etterbeek à Wezembeek-Oppem.

Article 66

Le jour des funérailles, les bureaux de l'administration communale et du Centre Public d'Action sociale sont fermés en signe de deuil, à l'exception des services dont le fonctionnement est indispensable.

Article 67

Une délégation de la police se place en tête du cortège funèbre et l'accompagne jusqu'à l'endroit déterminé par l'administration communale.

Article 68

Les Autorités et les Personnalités prennent place dans le cortège immédiatement à la suite de la famille du défunt.

Article 69

Les délégations des services de l'administration communale et du Centre Public d'Action sociale prennent place dans le cortège immédiatement derrière le groupe des Autorités et des Personnalités.

Article 70

Après une éventuelle cérémonie, les délégations se replacent dans le même ordre que ci-dessus et accompagnent le transport funèbre jusqu'à l'endroit déterminé par l'administration.

F. Membre du personnel communal ou du CPAS en fonction ou à la retraite

Article 71

Dès que l'administration communale reçoit notification du décès d'un membre en fonction ou à la retraite du personnel communal ou du CPAS, le décès est annoncé par lettre aux membres du Conseil communal et du Conseil de l'Action sociale, et un avis est adressé aux services communaux et du CPAS. Cette lettre ou avis donne, en même temps, connaissance des dispositions arrêtées pour les funérailles.

Article 72

Un coussin mortuaire orné d'un ruban transversal bleu-blanc portant l'inscription "Etterbeek" est déposé à la maison mortuaire au nom de l'administration communale et du CPAS.

Article 73

Le jour des funérailles, durant l'exposition de la dépouille à la maison mortuaire, le cercueil est recouvert du drapeau communal, à moins que la qualité d'ancien combattant ou assimilé du défunt ne justifie la pose du drapeau national. Ce drapeau est maintenu sur le cercueil durant le transport funèbre.

Article 74

Une délégation du personnel prend place dans le cortège funèbre derrière la famille du défunt et les Autorités.

G. Exclusion des dispositions protocolaires

Article 75

1. Est exclu du bénéfice des dispositions protocolaires prévues par le chapitre III du présent règlement, tout mandataire de la Commune ou du Centre Public d'Action sociale qui :

a fait l'objet d'une condamnation pénale en lien avec l'exercice de ses fonctions ou néfaste à l'image de celles-ci,

a été déchu de ses fonctions en vertu des dispositions légales ou règlementaires applicables, ou

a été révoqué pour inconduite notoire ou négligence grave,

2. Est exclu du bénéfice des dispositions protocolaires tout membre du personnel de la Commune ou du Centre Public d'Action sociale qui :

a fait l'objet d'une condamnation pénale en lien avec l'exercice de ses fonctions, ou
a fait l'objet d'une sanction disciplinaire maximale, ou
a été licencié pour faute grave.

Chapitre IV : Le cimetière communal

A. Dispositions fondamentales

Article 76

§1 Le cimetière communal d'Etterbeek est situé à Wezembeek-Oppem, rue du Long Chêne 88.

Sauf exceptions à prescrire par le Collège des Bourgmestre et Echevins, il est ouvert au public :

- du lundi au vendredi : entre 7 heures 30 et 16 heures ;
- samedi, dimanche et jours fériés : entre 9 heures et 16 heures
- et du 29 octobre au 2 novembre inclus : jusqu'à 16h00

La fermeture des grilles est annoncée un quart d'heure à l'avance par une sonnerie placée dans le cimetière. Dès ce moment, le public n'a plus accès au cimetière.

En cas de vents supérieurs à 70 km/h ou lorsque la situation l'exige, le Bourgmestre peut décider de la fermeture du cimetière afin d'assurer la sécurité du public.

§2 Le cimetière d'Etterbeek est destiné à l'inhumation

- des dépouilles humaines,

- ou des urnes cinéraires contenant des cendres humaines, qui peuvent également être dispersées, ou placées dans un columbarium ou dans un cavurne.

Chaque inhumation est mentionnée dans le registre ad hoc.

Article 77

Les inhumations au cimetière communal ont lieu – sans distinction de culte ni de croyance philosophique ou religieuse – par les soins des agents de l'administration, dans les parties du cimetière désignées par le responsable du cimetière ou son délégué.

Les inhumations ont lieu du lundi au vendredi de 09h00 à 15h00. Une redevance est prévue au Règlement-Redevances pour les cas où un convoi funèbre arrive au cimetière avant 9 heures ou après 15h00 heures.

Aucune inhumation n'a lieu les jours fériés et les jours de fermeture de l'administration communale, sauf dérogation accordée par le Bourgmestre en raison de circonstances exceptionnelles liées à la salubrité publique.

Des plaques indicatrices mentionnent la situation des parcs et des pelouses.

Article 78

Toute arrivée de la dépouille d'une personne décédée dans une autre commune en vue de son inhumation ou de l'urne cinéraire contenant ses cendres en vue de son inhumation, de son placement en columbarium ou en cavurne, ou de la dispersion des cendres, est soumise à une autorisation préalable délivrée par le service des Inhumations. Cette autorisation donne lieu à la perception d'une taxe fixée dans le Règlement Documents administratifs.

Article 79

Toute personne décédée sur le territoire de la commune peut, à la demande de la famille, être inhumée dans un cimetière autre que celui d'Etterbeek. Dans ce cas, le transport ne peut être effectué qu'après la production d'une autorisation délivrée par l'administration communale du lieu où doit se faire l'inhumation.

B. Le hall de cérémonie

Article 80

L'utilisation du hall de cérémonie du cimetière en vue de l'organisation de toute cérémonie donne lieu à la perception d'une redevance précisée dans le Règlement-Redevances.

Les modalités d'occupation du hall de cérémonie en vue d'une cérémonie sont fixées en accord avec le responsable du cimetière ou son délégué.

C. Les convois funèbres

Article 81

Les convois funèbres sont introduits dans le cimetière par le responsable des pompes funèbres qui précède immédiatement le corbillard. A son entrée au cimetière, il remet au responsable du cimetière ou son délégué le permis d'inhumation.

Article 82

Le convoi est conduit à l'endroit désigné par le responsable du cimetière ou son délégué à proximité de la sépulture. Le cercueil ou l'urne est retiré(e) du corbillard. Les fossoyeurs placent le cercueil sur une civière. Ils portent le cercueil ou l'urne à pas lents jusqu'au lieu de sépulture.

Le responsable du cimetière ou son délégué fixe sur le cercueil ou l'urne la plaque de plomb mentionnant l'année et le numéro d'ordre.

Les voitures accompagnant les convois funèbres sont admises dans le cimetière. Elles doivent suivre au pas l'itinéraire indiqué par le personnel du cimetière.

Il est procédé immédiatement à l'inhumation ou la dispersion.

Article 83

Les couronnes et gerbes sont enlevées du corbillard par les fossoyeurs, déposées à proximité du lieu d'inhumation et placées ensuite sur la sépulture.

Article 84

Le responsable du cimetière ou son délégué ne se retire que lorsque l'inhumation ou la dispersion est terminée.

D. Mesures d'ordre

Article 85

La pose des signes de sépulture est effectuée par une société de tailleurs de pierre uniquement après demande préalable du concessionnaire à introduire au bureau du cimetière et moyennant paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans le Règlement-Redevances. La demande de pose indique l'inscription ou l'épitaphe qui doit figurer sur la pierre. Le placement s'effectue en présence d'un agent du cimetière qui veille à ce que les sépultures voisines ne soient pas endommagées.

Il est veillé à ce qu'aucune inscription ou épitaphe ne soit séditieuse, ne blesse la moralité ou la décence, ou ne soit contraire à la mémoire des morts.

Ces inscriptions doivent être mises sur les signes de sépulture avant que ceux-ci soient introduits au cimetière. Chaque pierre tombale mentionne dans le coin gauche inférieur le numéro de sépulture.

Toutes les dispositions sont prises par les intéressés pour assurer la stabilité parfaite des signes de sépulture.

L'administration communale ne peut être rendue responsable des dégradations des signes de sépulture placés par les concessionnaires, quelle qu'en soit l'origine.

L'enlèvement des signes de sépulture pour l'inhumation d'un deuxième ou troisième corps se fait uniquement par une entreprise de tailleurs de pierre.

Article 86

Aucun dépôt de monuments, de pierres tombales, croix, grillages et autres objets funéraires servant à l'érection des signes de sépulture, de matériaux et d'autres objets quelconques ne peut être fait dans l'enceinte du cimetière. Les matériaux sont apportés au fur et à mesure des besoins et déposés provisoirement à proximité des travaux à des emplacements désignés par le responsable du cimetière ou son délégué.

Les pierres doivent être taillées et prêtes à être placées immédiatement avant qu'elles ne soient transportées au cimetière. Le placement doit être fait sans interruption.

Les pierres ne peuvent être travaillées sans l'autorisation du responsable du cimetière ou de son délégué.

Les réparations aux signes de sépulture en général, aussi minimes et de quelque nature qu'elles puissent être, ne peuvent être effectuées qu'avec l'assentiment du responsable du cimetière ou son délégué.

Les signes de sépulture doivent être introduits au cimetière en une seule fois à moins que leur poids élevé ne justifie une dérogation à cette mesure.

Les cas imprévus et les travaux divers (transformations de monuments, médaillons à incruster, vases à fixer, etc.) et qui nécessitent un travail de ciselure ou de taille quelconque des pierres existantes, doivent faire l'objet d'une demande auprès du responsable du cimetière ou de son délégué.

Le responsable du cimetière ou son délégué veille à ce qu'il ne soit pas fait usage de matériaux prohibés par les dispositions du présent règlement.

Il constate les contraventions, fait arrêter les travaux et en informe immédiatement son chef hiérarchique.

Article 87

Le béton, le ciment et le mortier doivent être déposés sur des plateaux ou dans des bacs ou tous autres récipients convenant à cet effet.

Les échafaudages nécessaires doivent être dressés de manière à ne pas nuire aux constructions ni aux plantations voisines.

Il est défendu de déplacer ou d'enlever, sous quelque prétexte que ce soit, les signes de sépulture existant aux abords de la construction, sans l'assentiment de l'administration communale.

Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres, d'y appuyer des instruments ou échafaudages, de déposer à leur pied des matériaux de construction et généralement de leur causer aucune détérioration.

Article 88

Les tailleurs de pierre sont tenus de remettre les lieux en parfait état de propreté ; ils doivent déposer les débris à un endroit désigné par le responsable du cimetière ou son délégué. Il leur est expressément défendu, de même qu'aux familles, d'abandonner des débris ou des immondices sur les pelouses, allées ou sépultures ou de les enfouir sur place.

Article 89

Les plantations doivent être faites, sans aucune exception, dans la zone affectée à chaque sépulture et de telle sorte qu'elles n'empiètent pas sur les sépultures voisines, par suite de la croissance des arbustes.

Elles ne peuvent pas dépasser 0,60 m en hauteur. Elles doivent toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance ou le passage.

Celles qui sont reconnues nuisibles sont élaguées ou abattues à la première réquisition du responsable du cimetière ou de son délégué. Sinon, il y sera pourvu d'office, aux frais des intéressés.

Toute plantation effectuée dans le cimetière de l'administration communale reste propriété de celle-ci.

Avec l'assentiment du responsable du cimetière ou de son délégué, les familles sont autorisées à enlever les plantes se trouvant sur les sépultures désaffectées leur appartenant pour les replacer sur d'autres sépultures.

Il est défendu de jeter ou de déposer du sable, des pierrailles cendrées ou matières étrangères quelconques devant les sépultures ou sur les accotements ou chemins dont l'entretien incombe à l'administration.

Article 90

Les signes de sépulture, entourages et jardinets qui dépendent des concessions doivent constamment être tenus en parfait état de conservation, d'entretien et de propreté par les

concessionnaires. Les parties dégradées ou endommagées doivent être réparées ou enlevées par les familles intéressées.

Chaque concessionnaire est tenu de nettoyer au moins une fois par an le monument funéraire de sa concession. Toutefois, un service d'entretien des monuments funéraires par la Commune est proposé aux concessionnaires. Un désherbage des contours du monument est également effectué à cette occasion. Ce service donne lieu à la perception d'une redevance dont le montant est fixé dans le Règlement-Redevances. Cet entretien par la Commune ne peut être effectué durant la période comprise entre le 15 octobre et 2 novembre inclus. Le présent paragraphe est applicable aux concessions octroyées à partir du 1er janvier 2026.

A défaut d'entretien et après avis adressé au concessionnaire par l'administration communale, l'état d'abandon est établi lorsque, d'une façon permanente, la sépulture est malpropre, envahie par la végétation, délabrée, effondrée ou en ruine.

Cet état d'abandon est constaté par un acte du Bourgmestre ou de son délégué, communiqué au concessionnaire et affiché pendant un an sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

A l'expiration de ce délai et à défaut de remise en état, l'administration communale reprend d'office le terrain concédé, sans devoir restituer le prix de la concession ni payer aucune indemnité en raison des constructions qui y auraient été faites, ni du monument qui y aurait été érigé. Il est procédé d'office, aux frais des intéressés et sur l'ordre du Bourgmestre, à la démolition ou à l'enlèvement des objets détériorés. En cas de démolition d'office des monuments, les matériaux qui en proviennent appartiennent à l'administration communale.

En ce qui concerne plus spécialement le caveau, les mêmes mesures peuvent être prises.

L'administration se réserve le droit, dans l'éventualité où une ou plusieurs dépouilles y sont inhumées, de les transférer dans un endroit du cimetière aménagé à cette fin.

Article 91

La pose et la reprise des signes de sépulture quelconques, à l'exception des couronnes, fleurs ou petits emblèmes, sont mentionnées pour les sépultures ordinaires dans le registre des inhumations et pour les concessions dans le registre ad hoc.

Article 92

A défaut, pour les concessionnaires et les tailleurs de pierre, de se conformer aux dispositions énumérées dans les articles précédents, le responsable du cimetière ou son délégué fait arrêter les travaux et rend immédiatement compte à son chef hiérarchique des motifs qui ont provoqué cette mesure.

Les travaux ne peuvent être repris qu'avec l'autorisation du Bourgmestre et aux conditions spéciales que celui-ci détermine, le cas échéant.

Article 93

Seuls les véhicules munis de roues pneumatiques sont admis dans le cimetière.

Les véhicules admis dans le cimetière suivent la route carrossable.

Les véhicules doivent être déchargés immédiatement et conduits au parking dès que le déchargement est achevé.

En cas de mauvaises conditions climatiques, toute circulation de véhicules peut être interdite dans le cimetière.

Article 94

Les concessionnaires et les tailleurs de pierre sont responsables de tout accident qui serait le résultat de leur négligence ou de leur imprudence.

Tout dégât ou tout dommage causé aux plantations, chemins ou sépultures est immédiatement constaté de manière à ce que l'administration et les familles intéressées puissent en poursuivre la réparation, sans préjudice de l'application des pénalités de droit.

E. Mesures générales de police

Article 95

L'entrée du cimetière est interdite aux personnes en état d'ivresse, aux marchands ambulants, aux jeunes enfants non accompagnés, aux porteurs d'armes à feu.

Article 96

IL EST DEFENDU :

de stationner sur la voie carrossable, les pelouses ;
de se trouver dans le cimetière en dehors des heures d'ouverture ;
d'escalader ou de franchir les murs et les clôtures extérieures du cimetière ;
de pénétrer dans le cimetière avec des objets autres que ceux destinés aux sépultures ;
d'emporter ni de déplacer aucun objet se trouvant dans le cimetière, sans autorisation du responsable du cimetière ou de son délégué ;
de pénétrer et de circuler dans le cimetière avec des outils destinés à l'entretien des sépultures, si l'on ne peut justifier de travaux à y exécuter ;
de faire des marques ou entailles aux arbres, d'arracher ou de couper des branches ou plantes quelconques ;
d'endommager les signes de sépulture, grillages ou tous objets servant d'ornement aux sépultures ;
de s'introduire dans les massifs, de marcher, de s'asseoir ou de se coucher sur les sépultures et sur les pelouses ;
de dégrader les chemins ou les allées ;
de prendre les oiseaux, de détruire leurs nids ;
d'abandonner les enfants à eux-mêmes ;
de déposer des ordures dans l'enceinte du cimetière, d'y jeter du papier ou tous autres objets ailleurs que dans les corbeilles placées à cet usage ;
de commettre dans l'enceinte du cimetière aucune action contraire à la décence ;
de pénétrer, sans autorisation du responsable du cimetière ou de son délégué, dans les locaux réservés au personnel ;
à tout individu, commerçant ou non, de faire des offres de service, soit pour lui, soit pour les tiers, dans l'enceinte du cimetière ainsi qu'aux abords de celui-ci ;
de colporter, d'étaler, de vendre des objets quelconques ;
de se livrer à aucun jeu ;
de chanter ou de faire de la musique sans l'autorisation du Bourgmestre ;
d'apposer des affiches, tableaux, écrits ou autres signes d'annonces, soit à l'intérieur, soit aux portes et aux clôtures du cimetière ;
de photographier ou filmer les signes de sépulture ou d'y apporter un changement quelconque en y fixant des plaques, photographies, emblèmes religieux ou autres, sans autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins;
de prendre des moulages ou des croquis de tout ou partie de signes de sépulture collectifs ou particuliers sans autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et

Echevins ;

d'entraver de quelque manière que ce soit, le passage d'un convoi funèbre.

Article 97

Le responsable du cimetière ou son délégué réprime ou fait cesser immédiatement tout désordre provoqué par les discours ou les cérémonies sur les sépultures.

Article 98

Quiconque ne se comporte pas avec le respect dû aux morts ou enfreint l'une des défenses portées au présent chapitre, est expulsé du cimetière, sans préjudice des poursuites de droit.

Outre ces poursuites, le Bourgmestre peut interdire, selon la gravité du cas, l'accès du cimetière aux personnes qui ont contrevenu aux mesures d'ordre.

Article 99

L'entrée des matériaux et des pierres destinés à l'érection de signes de sépulture ainsi que tout travail de construction, de terrassement et de plantation sont interdits dans le cimetière, les samedis, dimanches, jours fériés et jours où l'administration communale est fermée - sauf autorisation à conférer en cas d'urgence par le responsable du cimetière ou son délégué.

Cette interdiction ne s'applique pas à la pose, par les familles, de simples signes indicatifs de sépulture transportables à bras, ni au dépôt de couronnes, fleurs, médaillons.

Article 100

Les objets trouvés doivent être déclarés et remis sans délai au responsable du cimetière ou son délégué. Ces objets sont ensuite déposés au service communal concerné.

Article 101

L'administration ne peut être rendue responsable des vols ou des dégradations commis au préjudice des familles.

Celles-ci évitent de déposer sur les sépultures aucun objet qui puisse tenter la cupidité. Les garnitures en métal sont solidement fixées aux signes de sépulture.

Article 102

Les officiants de cérémonie peuvent procéder librement aux cérémonies funèbres propres à leurs convictions respectives en se conformant aux vœux des familles.

Toutefois, lorsque les nécessités du service l'exigent et, notamment, si la cérémonie constitue un obstacle à une nouvelle inhumation, le responsable du cimetière ou son délégué peut la faire abréger ou l'interrompre.

Article 103

Toute manifestation quelconque, étrangère au service ordinaire des inhumations, est formellement interdite dans le cimetière.

Article 104

Du 30 octobre au 2 novembre inclus, IL EST DEFENDU :

de placer ou d'enlever tout signe de sépulture ou accessoire ; cette interdiction ne s'applique pas au dépôt de couronnes, de médaillons et de fleurs ;

de graver ou d'approfondir des inscriptions sur les signes de sépulture ; d'exécuter tout travail de ciselure, de peinture, de dorure, de nettoyage à sec ou à l'eau, de rejointoiement

et de redressement de tout signe de sépulture ou accessoire ;
de circuler dans le cimetière avec des charrettes, brouettes ou autres véhicules, échelles, seaux et autres ustensiles servant aux travaux de nettoyage, etc.
d'organiser toute inhumation telle que prévue à l'aricle 1 du présent règlement, sauf dérogation accordée par le Bourgmestre en raison de circonstances exceptionnelles liées à la salubrité publique;
de circuler en voiture la semaine précédant le 1er novembre, et ce tout au long de la semaine.

L'aménagement des jardinets n'est autorisé que pour autant que les chemins ne soient pas endommagés et restent tenus en parfait état de propreté.

Article 105

Les pierres ou signes de sépulture, dont le placement ne serait pas effectué le 29 octobre, à la fermeture du cimetière, doivent être enlevés par les intéressés et transportés hors du champ de repos, le lendemain avant 10 heures.

Les pierres, signes, matériaux et autres objets non enlevés par les intéressés au même moment sont enlevés d'office par les soins de l'administration, aux frais, risques et périls des contrevenants, sans aucun recours pour ces derniers

Chapitre V : Les sépultures

Article 106

Le Conseil communal délègue au Collège des Bourgmestre et Echevins l'attribution des concessions et leurs conditions d'octroi.

Article 107

L'administration communale assurant la construction et l'entretien des cadres et des caveaux ainsi que des cellules du columbarium, toutes les dispositions techniques sont reproduites dans les cahiers des charges établis à l'occasion de chaque mise en adjudication des travaux.

Article 108

Enumération des types de sépultures (et leur durée) au sein du cimetière communal d'Etterbeek:

Inhumation en sépulture ordinaire (une dépouille) pour une durée de 5 ans en pleine terre non renouvelable (art.110 à 115)

Inhumation en concessions pour une durée de 15 ans (une dépouille), 30 (maximum trois dépouilles) ou 50 ans (maximum quatre dépouilles) en pleine terre renouvelable (art.116 à 139)

Inhumation en concession pour une durée de 50 ans avec caveau (maximum quatre dépouilles) renouvelable (art.140 à 148)

Cellule de columbarium pour une urne cinéraire pour une durée de 5 ans non renouvelable (art.154 à 157)

Concessions de cellule de columbarium pour urnes cinéraires pour une durée de 15 ans (une urne cinéraire), 30 ou 50 ans (maximum deux urnes cinéraires) renouvelable (art.166 à 173)

Inhumation en sépulture ordinaire (une urne cinéraire) pour une durée de 5 ans en pleine terre non renouvelable (art.184 à 187)

Inhumation en concessions pour une durée de 15 ans (une urne cinéraire), 30 ou 50 ans (maximum quatre urnes cinéraires) en pleine terre renouvelable (art.188 à 195)

Inhumation en concession pour une durée de 50 ans avec caveau (maximum quatre urnes cinéraires) renouvelable (art.196 à 199)

Pelouse de dispersion de cendres (art.200 à 206)

Pelouse d'honneur (art.211 à 220)

Pelouse des enfants et parcelle des étoiles (art. 221 à 222)

Parcelles destinées aux personnes de religion ou de conviction philosophique déterminée (art. 223 à 230)

A. Les sépultures destinées à l'inhumation de dépouilles

a. Dispositions générales

Article 109

Toute inhumation de dépouille se fait horizontalement :

soit dans une sépulture ordinaire

soit dans une sépulture concédée pour une ou plusieurs dépouilles.

1. Inhumation en sépulture ordinaire (une dépouille) pour une durée de 5 ans en pleine terre non renouvelable

1.1. Dispositions particulières

Article 110

Par sépulture ordinaire, il faut comprendre toute sépulture individuelle accordée gratuitement pour un terme de cinq années, non renouvelable.

Article 111

Peuvent être inhumés en sépulture ordinaire :

1° les personnes décédées sur le territoire de la commune,

2° les personnes qui, ayant leur résidence principale à Etterbeek, sont décédées hors du territoire de la commune,

3° les personnes ayant eu leur résidence principale à Etterbeek mais qui ont été placées dans des établissements de soins situés hors de la commune, au cours des années précédant leur décès,

4° les membres du personnel et leur famille (conjoint, descendants ou ascendants habitant avec eux), résidant dans un immeuble sis dans l'enceinte du cimetière.

5° les personnes ayant été inscrites dans les registres de la population de la commune d'Etterbeek pendant 25 ans et plus.

Article 112

Tout droit d'inhumation dans une sépulture ordinaire dans le cimetière d'Etterbeek est expressément abandonné par la famille d'une personne décédée qui avait sa résidence principale à Etterbeek, si cette personne a été inhumée dans le cimetière d'une autre commune.

Article 113

L'inhumation des dépouilles en sépulture ordinaire se fait dans les pelouses réservées à cet effet :

- pour les personnes adultes, à une profondeur minimale de 1,50 m, une longueur de 2 m et une largeur de 0,80 m ;
- pour les enfants de moins de 7 ans, à une profondeur minimale de 1,50 m, une longueur de 1,25 m et une largeur de 0,80 m.

1.2. Signes de sépulture

Article 114

Sauf volonté contraire du défunt ou opposition de ses proches, toute personne a le droit de placer sur la sépulture du défunt, enterré en pelouse ordinaire, un signe de sépulture sous la réserve d'observer les stipulations du présent règlement en ce qui concerne les constructions sur les sépultures et d'adresser à cet effet une demande suivant un modèle imposé par l'administration communale.

Le placement du signe de sépulture ne peut être effectué qu'au plus tôt six semaines après l'inhumation et pour autant que la sépulture contiguë soit occupée et comblée.

Sur les sépultures ordinaires, les signes de sépulture sont établis sans cadre de béton.

Les signes de sépulture pour adultes ont les dimensions suivantes :

Longueur : 120 cm
Largeur : 80 cm
Hauteur : 10 cm
Hauteur de la stèle : 70 cm

Les signes de sépulture pour enfants ont les dimensions maximales suivantes :

Longueur : 100 cm
Largeur : 65 cm
Hauteur : 10 cm
Hauteur de la stèle : 70 cm maximum

1.3. Expiration de la sépulture ordinaire

Article 115

Au plus tôt à l'expiration de la cinquième année et après une année d'affichage de l'avis d'expiration à l'entrée du parc concerné et à l'entrée du cimetière, les signes de sépulture se trouvant sur les sépultures ordinaires doivent être enlevés par les intéressés sans aucune réquisition.

Faute d'être enlevés au plus tard à la désaffectation, les matériaux provenant de ces signes de sépulture deviennent propriété de l'administration communale.

2. Les inhumations en concessions

2.1. Généralités

a. Dispositions générales

Article 116

Les concessions sont attribuées pour une période de :

- 15 ans en pleine terre ;

- 30 ans en pleine terre ;

- 50 ans en pleine terre ou avec caveau.

Les termes prennent cours à partir de la date d'octroi par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Les concessions ne confèrent au concessionnaire aucun titre de propriété mais uniquement un droit de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative.

Les concessions restent soumises à la surveillance et à l'autorité du Bourgmestre.

Article 117

Une concession individuelle ne peut servir qu'à la sépulture de la personne pour laquelle elle a été accordée.

Une concession collective ne peut servir de sépulture qu'au demandeur, à son conjoint ou à son cohabitant, à ses parents ou alliés et aux membres d'une ou de plusieurs communautés religieuses, ainsi qu'aux personnes qui en expriment chacune leur volonté auprès de l'autorité communale.

Une demande de concession collective peut être introduite au bénéfice d'un tiers et de sa famille.

Article 118

L'inhumation dans le cimetière d'une autre commune de la dépouille d'une personne pour laquelle une concession a été acquise, entraîne de plein droit la déchéance des droits concédés, tant pour le terrain que pour le caveau, sans restitution des sommes versées par le concessionnaire à l'administration communale.

Article 119

Le choix de la catégorie de concession appartient au concessionnaire. Celui-ci peut, toutefois, se faire représenter par un tiers muni d'une procuration. Cette procuration doit être écrite, explicitement rédigée, dûment signée par le concessionnaire et appuyée de la carte d'identité de ce dernier et de celle du mandataire.

Article 120

La famille doit indiquer à l'administration communale les nom et adresse de la personne habilitée à prendre les décisions en ce qui concerne la sépulture concédée.

S'il y a des modifications pendant la durée de la concession, elle doit le lui signaler.

b. Prix des concessions

Article 121

Les prix des concessions de sépulture, de leurs éventuels renouvellements et les autres droits relatifs aux concessions sont fixés dans le Règlement-Redevances.

Le prix de la concession ou de l'extension de la concession est majoré de 200,00€ si l'acquéreur de la concession ou le premier défunt à y inhumer n'a pas sa résidence principale à Etterbeek.

Sont exonérés de cette majoration :

Les mineurs

Le défunt à y être inhumer s'il a eu sa résidence principale à Etterbeek mais a été placé dans un établissement de soins situé hors de la commune au cours des années précédant son décès.

Le défunt à y être inhumer s'il a été inscrit dans les registres de la population de la commune d'Etterbeek pendant 25 ans et plus.

Le prix de la concession doit être intégralement payé avant qu'il en soit fait usage.

c. Echange des concessions

Article 122

En aucun cas, il n'est permis d'exhumer une dépouille ou une urne cinéraire placée dans une concession pour l'inhumer dans une sépulture ordinaire ou dans une concession de moindre durée que la première.

En cas d'échange d'une concession accordée depuis moins de cinq ans avec une concession de catégorie supérieure, le prix payé pour la première concession est déduit de celui de la nouvelle concession.

A l'occasion de cette déduction, il n'est cependant tenu compte du supplément imposé aux personnes non inscrites dans la commune lors de l'octroi de la concession précédente, que pour autant qu'un supplément de la même espèce soit appliqué pour une concession nouvelle.

En aucun cas, la déduction à opérer ne peut donner lieu à un remboursement par l'administration communale.

d. Obligations du concessionnaire

Article 123

La demande de concession comporte, de la part du demandeur, l'engagement de se conformer, non seulement aux dispositions du présent règlement, mais aussi aux modifications qui pourraient y être apportées.

Article 124

La demande de concession comporte, de la part du demandeur, l'engagement :

de placer sur le terrain concédé endéans les six mois, à partir de l'octroi de la concession par le Collège des Bourgmestre et Echevins, un signe de sépulture conforme aux prescriptions du présent règlement et aux instructions en la matière ;
de laisser subsister le signe de sépulture pendant toute la durée du terme de la concession ;
de faire exécuter au signe de sépulture, et éventuellement au caveau, à la première réquisition de l'administration, tous les travaux rendus nécessaires par quelque cause que ce soit.

A défaut d'avoir fait placer un signe de sépulture dans le délai prescrit, une mise en demeure est adressée au concessionnaire par lettre recommandée. Jusqu'à exécution, il est interdit de procéder à toute inhumation ultérieure dans la concession.

Dans l'éventualité où les engagements qui précèdent ne seraient pas respectés, l'administration communale se réserve le droit d'intenter une action en dommages et intérêts contre le concessionnaire ou ses ayants-droit défaillants.

e. Signes de sépulture

Article 125

Outre les dispositions de l'article 90, les plans du signe de sépulture, en double exemplaire, doivent être approuvés par l'Officier de l'état civil.

Après achèvement des travaux de construction du signe de sépulture, le personnel qualifié du cimetière vérifie si le terrain occupé n'excède pas les dimensions mentionnées par le règlement.

Article 126

Les signes de sépulture à placer sur les sépultures ne peuvent dépasser les gabarits prévus par le présent règlement.

Ils doivent obligatoirement recouvrir intégralement les cadres en béton placés par l'administration communale pour les sépultures concédées en pleine terre ainsi que les dalles en béton pour les sépultures concédées en caveau de manière à rendre ces dernières étanches et hermétiques.

Article 127

Dans un but de sécurité publique, il est interdit de placer des signes de sépulture à parties vitrées sur les sépultures, quelles qu'elles soient.

Seule la pierre naturelle est autorisée.

2.2 Inhumation en concession pour une durée de 15 ans (une dépouille) en pleine terre renouvelable

a. Dispositions particulières

Article 128

Les concessions de sépulture d'une durée de 15 ans destinées à l'inhumation d'une dépouille sont exclusivement individuelles et ne peuvent être octroyées anticipativement.

b. Signes de sépulture

Article 129

En même temps que le paiement du prix de la concession, un cautionnement en garantie pour le placement du signe de sépulture est versé entre les mains du Receveur communal. Le montant de cette garantie est fixé dans le Règlement-Redevances.

Après vérification de la conformité des travaux, la garantie est remboursée au concessionnaire.

Article 130

Les signes de sépulture pour les concessions pour adultes (avec cadre en béton) ont les dimensions suivantes :

longueur : 234 cm
largeur : 99 cm
hauteur : 10 cm
bordure (épaisseur, largeur, longueur) : 8 cm x 10 cm x 234 cm
hauteur de la stèle : entre 70 cm et 125 cm maximum

Les signes de sépulture pour les concessions pour enfants (sans cadre de béton) ont les dimensions maximales suivantes :

longueur : 100 cm
largeur : 65 cm
hauteur : 10 cm
hauteur de la stèle : 70 cm maximum

c. Expiration et renouvellement

Article 131

Au moins un an avant le terme de la concession ou de son renouvellement, l'administration communale dresse un acte rappelant qu'une demande de renouvellement doit lui être adressée avant la date fixée. Une copie de l'acte est envoyée au concessionnaire (ou à ses

ayants droit) et est également affichée durant une année minimum, sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

Le concessionnaire peut introduire, avant la date d'expiration de la concession, une demande de renouvellement auprès du service des Inhumations.

Article 132

Les concessions de 15 ans peuvent être renouvelées pour un terme de 10 ans ou pour un terme de même durée que la période initiale (15 ans), prenant cours à la date d'octroi du renouvellement par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 133

En cas de non-renouvellement ou à l'expiration de la concession de 15 ans, et à défaut de réaction des intéressés endéans l'année d'affichage de l'acte prescrit à l'article 131, l'administration communale reprend possession du terrain et peut procéder à l'exhumation de la dépouille se trouvant dans la concession et la réinhumer dans la partie du cimetière prévue à cet effet. Mention en est faite dans les registres.

Les ayants-droit sont tenus de faire enlever les signes de sépulture sans aucune réquisition, faute de quoi ils deviennent propriété de l'administration communale.

2.3. Inhumation en concession pour une durée de 30 ans (maximum trois dépouilles) ou 50 ans (maximum quatre dépouilles)

a. Dispositions particulières

Article 134

Les concessions de sépulture d'une durée de 30 ou 50 ans en pleine terre peuvent être accordées pour trois dépouilles superposées au maximum.

La première inhumation doit se faire à une profondeur minimale de 2,50 m, la deuxième à 2 m et la troisième à 1,50 m.

Les concessions de 30 ou 50 ans en pleine terre ont une superficie de 2,57 m².

b. Signes de sépulture

Article 135

En même temps que le paiement du prix de la concession, un cautionnement en garantie pour le placement du signe de sépulture est versé entre les mains du Receveur communal. Le montant de cette garantie est fixé dans le Règlement-Redevances.

Après vérification de la conformité des travaux au règlement, la garantie est remboursée au concessionnaire.

Article 136

Les signes de sépulture ont les dimensions suivantes :

Longueur : 234 cm
Largeur : 99 cm
Hauteur : 15 cm
Bordure (épaisseur, largeur, longueur) : 10 cm x 10 cm x 234 cm (en 1, 2 ou 3 pièces)
Hauteur de la stèle : entre 70 cm et 125 cm maximum

c. Extension

Article 137

La place d'une dépouille dans une concession de 30 ou 50 ans en pleine terre peut être occupée par quatre urnes cinéraires pour autant que les dispositions légales en la matière soient respectées et selon les possibilités.

Des extensions du nombre de dépouilles ou d'urnes sont possibles dans les limites prévues par lesdites concessions et moyennant paiement de la redevance prévue à cet effet (Règlement-Redevances).

Les dispositions des paragraphes précédents ne sont applicables que si les dimensions des urnes, et éventuellement des enveloppes contenant les urnes, ne dépassent pas celles d'un cube de 50 centimètres de côté.

d. Expiration et renouvellement

Article 138

Au moins un an avant le terme de la concession ou de son renouvellement, l'administration communale dresse un acte rappelant qu'une demande de renouvellement doit lui être adressée avant la date fixée. Une copie de l'acte est envoyée au concessionnaire (ou à ses ayants-droits) et est également affichée, durant une année minimum, sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

Toute personne intéressée peut demander le renouvellement de la concession :

- lors d'un renouvellement sans inhumation, pour un terme de 10 ans ou pour un terme de même durée que la période initiale, prenant cours à la date d'octroi du renouvellement par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

· lors d'un renouvellement avec inhumation, pour un terme de même durée que la période initiale, prenant cours à la date de l'inhumation.

Le renouvellement est soumis à une redevance calculée au prorata des années excédant la fin du terme initial, au tarif en vigueur au moment du paiement pour une concession de même durée et de même nombre de dépouilles (voir Règlement-Redevances).

Dans le cas où le renouvellement n'a pas été demandé et qu'une inhumation a eu lieu pendant les cinq dernières années avant l'expiration de la concession, cette concession est maintenue gratuitement pendant une période de cinq ans à dater de la dernière inhumation.

Cependant, cette mesure ne peut toutefois avoir pour effet qu'une demande de renouvellement de la concession puisse être introduite postérieurement à l'échéance du terme de celle-ci. De même, aucune nouvelle inhumation ne peut être autorisée après cette échéance.

Article 139

En cas de non-renouvellement ou à l'expiration de la concession de 30 ou 50 ans en pleine terre, et à défaut de réaction des intéressés endéans l'année d'affichage de l'acte prescrit à l'article précédent, l'administration communale reprend possession du terrain et peut exhumer les dépouilles ou urnes se trouvant dans la concession pour procéder respectivement à leur réinhumation ou leur dispersion dans la partie du cimetière prévue à cet effet. Mention en est faite dans les registres.

Les ayants-droit sont tenus de faire enlever les signes de sépulture sans aucune réquisition, faute de quoi ceux-ci deviennent propriété de l'administration communale.

2.4. Inhumation en concession pour une durée de 50 ans avec caveau (maximum quatre dépouilles) renouvelable

a. Dispositions particulières

Article 140

Les concessions d'une durée de 50 ans avec caveau de deux, trois ou quatre cases peuvent être accordées pour une, deux, trois ou quatre dépouilles maximum.

Chaque case est destinée à l'inhumation d'une seule dépouille.

Ces concessions ont une superficie de 3,40 m².

Article 141

Une enveloppe métallique hermétiquement soudée est obligatoire pour l'inhumation de dépouilles dans les concessions avec caveau.

Article 142

Les caveaux ne peuvent être ouverts que pour les besoins du service et par les agents du cimetière préposés à cet effet, sauf dérogation accordée par le Bourgmestre.

Sauf en cas d'inhumation, ces opérations sont effectuées après invitation faite au concessionnaire d'être présent ou représenté par un délégué et en présence du responsable du cimetière ou de son délégué.

Article 143

Immédiatement après l'inhumation, la case est murée ou dallée selon le cas, par les agents du cimetière.

b. Prix des concessions

Article 144

Le prix de la concession comprend le terrain et le caveau. Le prix est fixé au Règlement-Redevances.

c. Signes de sépulture

Article 145

En même temps que le paiement du prix de la concession, un cautionnement en garantie pour le placement du signe de sépulture est versé entre les mains du Receveur communal. Le montant de cette garantie est fixé dans le Règlement-Redevances.

Après vérification de la conformité des travaux au règlement, la garantie est remboursée au concessionnaire.

Les signes de sépulture ont les dimensions suivantes :

- Longueur : 257 cm
- Largeur : 119 cm
- Hauteur : 15 cm
- Hauteur de la stèle : entre 95 cm et 125 cm maximum

d. Extension

Article 146

La place d'une dépouille dans une concession de 50 ans avec caveau peut être occupée par quatre urnes cinéraires pour autant que les dispositions légales en la matière soient respectées et selon les possibilités.

Des extensions du nombre de dépouilles ou d'urnes sont possibles dans les limites prévues par lesdites concessions et moyennant paiement du prix fixé à cet effet (voir Règlement-

Redevances).

Les dispositions des paragraphes précédents ne sont applicables que si les dimensions des urnes et éventuellement des enveloppes contenant les urnes ne dépassent pas celles d'un cube de 50 centimètres de côté.

e. Expiration et renouvellement

Article 147

Au moins un an avant le terme de la concession ou de son renouvellement, l'administration communale dresse un acte rappelant qu'une demande de renouvellement doit lui être adressée avant la date fixée. Une copie de l'acte est envoyée au concessionnaire (ou à ses ayants droit) et est également affichée, durant une année minimum, sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

Toute personne intéressée peut demander le renouvellement de la concession :

- lors d'un renouvellement sans inhumation, pour un terme de 10 ans ou pour un terme de même durée que la période initiale, prenant cours à la date d'octroi du renouvellement par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

- lors d'un renouvellement avec inhumation, pour un terme de même durée que la période initiale, prenant cours à la date de l'inhumation.

Le renouvellement est soumis à une redevance calculée au prorata des années excédant la fin du terme initial, au tarif en vigueur au moment du paiement pour une concession de même durée et de même nombre de dépouilles (voir Règlement-Redevances).

Dans le cas où le renouvellement n'a pas été demandé et qu'une inhumation a eu lieu pendant les cinq dernières années avant l'expiration de la concession, cette concession est maintenue gratuitement pendant une période de cinq ans à dater de la dernière inhumation.

Cependant, cette mesure ne peut toutefois avoir pour effet qu'une demande de renouvellement de la concession puisse être introduite postérieurement à l'échéance du terme de celle-ci. De même, aucune nouvelle inhumation ne peut être autorisée après cette échéance.

Article 148

En cas de non-renouvellement ou à l'expiration de la concession de 50 ans avec caveau, et à défaut de réaction des intéressés endéans l'année d'affichage de l'acte prescrit à l'article précédent, l'administration communale reprend possession du caveau et peut exhumer les dépouilles ou urnes se trouvant dans la concession pour procéder respectivement à leur réinhumation ou leur dispersion dans la partie du cimetière prévue à cet effet. Mention en est faite dans les registres.

Les ayants-droit sont tenus de faire enlever les signes de sépulture sans aucune réquisition, faute de quoi ceux-ci deviennent propriété de l'administration communale.

2.5. Concessions à perpétuité

a. Dispositions particulières

Article 149

Il n'est plus accordé de nouvelles concessions à perpétuité.

Néanmoins, les concessions à perpétuité accordées en vertu du décret impérial du 23 prairial an XII sont susceptibles d'être renouvelées, tous les 50 ans et sans redevance, à la demande de toute personne intéressée.

Au moins un an avant le terme de la concession ou de son renouvellement, l'administration communale dresse un acte rappelant qu'une demande de renouvellement doit lui être adressée avant la date fixée.

Dans l'hypothèse où les recherches des éventuels ayant-droits demeurent vaines, une copie de l'acte est affichée pendant un an sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

A défaut de demande de renouvellement, la concession à perpétuité est supprimée de plein droit.

b. Extension

Article 150

La place d'une dépouille dans les anciennes concessions à perpétuité en pleine terre ou avec caveau peut être occupée par quatre urnes cinéraires pour autant que les dispositions légales en la matière soient respectées et selon les possibilités.

Des extensions du nombre de dépouilles ou d'urnes sont possibles dans les limites prévues par lesdites concessions et moyennant paiement de la redevance prévue à cet effet (voir Règlement-Redevances).

Les dispositions des paragraphes précédents ne sont applicables que si les dimensions des urnes et éventuellement des enveloppes contenant les urnes ne dépassent pas celles d'un cube de 50 centimètres de côté.

B. Les sépultures pour urnes cinéraires

Dispositions générales

Article 151

Les cendres provenant de l'incinération des dépouilles mortelles peuvent être soit :

- placées dans le columbarium ;
- inhumées dans une concession située sur une pelouse réservée à l'inhumation des urnes cinéraires ou dans une concession située sur une pelouse réservée à l'inhumation des dépouilles en lieu et place d'une dépouille ;
- dispersées sur une parcelle du cimetière réservée à cet effet.
- mises dans une urne à la disposition des proches pour être conservées à un endroit autre que le cimetière. S'il est mis fin à la conservation des cendres à un endroit autre que le cimetière, les cendres sont soit transférées par le proche qui en assure la conservation ou par ses héritiers en cas de décès de celui-ci, dans un cimetière pour y être inhumées, placées dans un columbarium ou dispersées, soit dispersées en mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique, soit dispersées, conservées ou inhumées dans une urne faite en matériel biodégradable à un endroit autre que le cimetière, délimité par le Conseil communal. La personne qui prend réception des cendres est responsable du respect de ces dispositions.

I. Le columbarium

Dispositions particulières

Article 152

Une plaquette d'identification à fixer sur la paroi de fermeture de chaque cellule est fournie et gravée par les soins de l'administration communale.

L’inscription comprend les nom, prénom, l’année de naissance et de décès de la personne incinérée.

Article 153

Il est possible de placer un vase en cuivre sur la cellule de columbarium. A cette fin, les concessionnaires peuvent s'adresser au responsable du cimetière ou à son délégué.

1.1. Cellule de columbarium pour une urne cinéraire pour une durée de 5 ans non renouvelable

a. Dispositions particulières

Article 154

Une cellule individuelle de columbarium peut être accordée gratuitement pour un terme de cinq années, non renouvelable.

Article 155

Peuvent être inhumées en cellule de columbarium pour 5 ans, les urnes contenant les cendres des :

1° personnes décédées sur le territoire de la commune,

2° personnes qui, ayant leur résidence principale à Etterbeek, sont décédées hors du territoire de la commune,

3° personnes ayant eu leur résidence principale à Etterbeek mais qui ont été placées dans des établissements de soins situés hors de la commune, au cours des années précédant leur décès,

4 ° membres du personnel et leur famille (conjoint, descendants ou ascendants habitant avec eux), résidant dans un immeuble sis dans l’enceinte du cimetière.

5° les personnes ayant été inscrites dans les registres de la population de la commune d’Etterbeek pendant 25 ans et plus.

Article 156

Tout droit d’inhumation dans une cellule pour 5 ans dans le cimetière d’Etterbeek est expressément abandonné par la famille d’une personne décédée qui avait sa résidence principale à Etterbeek, si cette personne ou ses cendres ont été inhumées dans le cimetière d’une autre commune.

b. Expiration et renouvellement

Article 157

Au plus tôt à l’expiration de la cinquième année, l’autorité communale en avise les intéressés par voie d’affichage durant une année.

A défaut de réaction de la part des intéressés endéans l’année d’affichage de l’avis prescrit à l’alinéa précédent, il est procédé d’office à l’exhumation de l’urne cinéraire et à la dispersion des cendres dans la partie du cimetière prévue à cet effet.

1.2. Concession de cellule de columbarium

a. Dispositions générales

Article 158

Les concessions sont attribuées pour une période de :

- 15 ans pour une urne ;

- 30 ans pour une ou deux urnes ;
- 50 ans pour une ou deux urnes.

Les termes prennent cours à partir de la date de l'octroi par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Elles ne confèrent au concessionnaire aucun titre de propriété mais uniquement un droit de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative.

Les concessions restent soumises à la surveillance et à l'autorité du Bourgmestre.

Article 159

Une concession individuelle ne peut servir qu'à l'urne de la personne pour laquelle elle a été accordée.

Une concession collective ne peut servir de sépulture qu'au demandeur, à son conjoint ou à son cohabitant, à ses parents ou alliés et aux membres d'une ou de plusieurs communautés religieuses, ainsi qu'aux personnes qui en expriment chacune leur volonté auprès de l'autorité communale.

Une demande de concession collective peut être introduite au bénéfice d'un tiers et de sa famille.

Article 160

L'inhumation dans le cimetière d'une autre commune d'une urne pour laquelle une concession a été acquise, entraîne de plein droit la déchéance des droits concédés, sans restitution des sommes versées par le concessionnaire à l'administration communale.

Article 161

Le choix de la catégorie de concession appartient au concessionnaire. Celui-ci peut, toutefois, se faire représenter par un tiers muni d'une procuration. Cette procuration doit être écrite, explicitement rédigée, dûment signée par le concessionnaire et appuyée de la carte d'identité de ce dernier et de celle du mandataire.

Article 162

La famille doit indiquer à l'administration communale les nom et adresse de la personne habilitée à prendre les décisions en ce qui concerne la sépulture concédée.

S'il y a des modifications pendant la durée de la concession, elle doit le lui signaler.

b. Prix des concessions

Article 163

Les prix des concessions en columbarium, de leurs éventuels renouvellements et les autres droits relatifs aux concessions sont fixés dans le Règlement-Redevances.

Le prix de la concession ou de l'extension de la concession est majoré de 200 € si l'acquéreur de la concession ou le premier défunt à y inhumer n'a pas sa résidence principale à Etterbeek.

Sont exonérés de cette majoration :

- Les mineurs
- Le défunt à y être inhumer s'il a eu sa résidence principale à Etterbeek mais a été placé dans un établissement de soins situé hors de la commune au cours des années précédant son décès.

- Le défunt à y être inhumer s'il a été inscrit dans les registres de la population de la commune d'Etterbeek pendant 25 ans et plus.

Le prix de la concession doit être intégralement payé avant qu'il en soit fait usage.

c. Echange des concessions

Article 164

En aucun cas, il n'est permis d'exhumer une urne cinéraire placée dans une concession pour l'inhumer dans une sépulture ordinaire ou dans une concession de moindre durée que la première.

En cas d'échange d'une concession accordée depuis moins de cinq ans avec une concession de catégorie supérieure, le prix payé pour la première concession est déduit de celui de la nouvelle concession.

A l'occasion de cette déduction, il n'est cependant tenu compte du supplément imposé aux personnes non inscrites dans la commune lors de l'octroi de la concession précédente, que pour autant qu'un supplément de la même espèce soit appliqué pour une concession nouvelle.

En aucun cas, la déduction à opérer ne peut donner lieu à un remboursement par l'administration communale.

d. Obligations du concessionnaire

Article 165

La demande de concession de cellule de columbarium comporte, de la part du demandeur, l'engagement de se conformer, non seulement aux dispositions du présent règlement, mais aussi aux modifications qui pourraient y être apportées.

1.2.1. Concession de cellule de columbarium pour une durée de 15 ans (une urne cinéraire) renouvelable

a. Dispositions particulières

Article 166

Les cellules de columbarium pour un terme de 15 ans sont strictement individuelles. Elles ne peuvent être accordées anticipativement.

Chaque cellule mesure :

- Largeur : 32 cm
- Hauteur : 28 cm
- Profondeur : 35 cm

b. Expiration et renouvellement

Article 167

Au moins un an avant le terme de la concession ou de son renouvellement, l'administration communale dresse un acte rappelant qu'une demande de renouvellement doit lui être adressée avant la date fixée. Une copie de l'acte est envoyée au concessionnaire (ou à ses ayants droit) et est également affichée, durant une année minimum, sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

Le concessionnaire peut introduire, avant la date d'expiration de la concession, une demande de renouvellement auprès du service des Inhumations.

Article 168

Les concessions de 15 ans peuvent être renouvelées pour un terme de 10 ans ou pour un terme de même durée que la période initiale (15 ans), prenant cours à la date d'octroi du renouvellement par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Les renouvellements donnent lieu au paiement d'une redevance fixée dans le Règlement-Redevances.

Article 169

En cas de non-renouvellement ou à l'expiration de la concession de 15 ans, et à défaut de réaction des intéressés endéans l'année d'affichage de l'acte prescrit à l'article 167, l'administration communale reprend possession de la cellule de columbarium et peut procéder à l'exhumation de l'urne se trouvant dans la concession et à la dispersion des cendres dans la partie du cimetière prévue à cet effet. Mention en est faite dans les registres.

1.2.2. Concession de cellule de columbarium pour unr durée de 30 ou 50 ans (maximum deus urnes cinéraires) renouvelable

a. Dispositions particulières

Article 170

Des cellules de columbarium pour 1 ou 2 urnes cinéraires peuvent être concédées par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour une durée de 30 ans ou 50 ans.

Une cellule de columbarium pour 1 urne mesure :

- Largeur : 32 cm
- Hauteur : 28 cm
- Profondeur : 35 cm

Une cellule de columbarium pour 2 urnes mesure :

- Largeur : 32 cm
- Hauteur : 28 cm
- Profondeur : 39 cm

b. Expiration et renouvellement

Article 171

Au moins un an avant le terme de la concession ou de son renouvellement, l'administration communale dresse un acte rappelant qu'une demande de renouvellement doit lui être adressée avant la date fixée. Une copie de l'acte est envoyée au concessionnaire (ou à ses ayants droit) et est également affichée, durant une année minimum, sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

Toute personne intéressée peut demander le renouvellement de la concession :

- lors d'un renouvellement sans inhumation, pour un terme de 10 ans ou pour un terme de même durée que la période initiale, prenant cours à la date d'octroi du renouvellement par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

· lors d'un renouvellement avec inhumation, pour un terme de même durée que la période initiale, prenant cours à la date de l'inhumation.

Le renouvellement est soumis à une redevance calculée au prorata des années excédant la fin du terme initial, au tarif en vigueur au moment du paiement pour une concession de même durée et de même nombre de dépouilles (voir Règlement-Redevances).

Dans le cas où le renouvellement n'a pas été demandé et qu'une inhumation a eu lieu pendant les cinq dernières années avant l'expiration de la concession, cette concession est maintenue gratuitement pendant une période de cinq ans à dater de la dernière inhumation.

Cependant, cette mesure ne peut toutefois avoir pour effet qu'une demande de renouvellement de la concession puisse être introduite postérieurement à l'échéance du terme de celle-ci. De même, aucune nouvelle inhumation ne peut être autorisée après cette échéance.

Article 172

En cas de non-renouvellement ou à l'expiration de la concession de 30 ans ou 50 ans, et à défaut de réaction des intéressés endéans l'année d'affichage de l'acte prescrit à l'article précédent, l'administration communale reprend possession de la cellule de columbarium et peut procéder à l'exhumation des urnes se trouvant dans la concession et à la dispersion des cendres dans la partie du cimetière prévue à cet effet. Mention en est faite dans les registres.

c. Extension

Article 173

Des extensions du nombre d'urnes sont possibles dans les limites prévues par lesdites concessions et moyennant paiement du prix fixé à cet effet (voir Règlement-Redevances).

Le paragraphe précédent n'est applicable que si les dimensions des urnes et éventuellement des enveloppes contenant les urnes ne dépassent pas celles d'un cube de 20 centimètres de côté.

2. La pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires

a. Dispositions particulières

Article 174

Les urnes contenant les cendres des dépouilles peuvent être inhumées :

- en sépulture ordinaire (une urne cinéraire) pour une durée de 5 ans non renouvelable ;

ou

- dans des sépultures concédées par le Collège des Bourgmestre et Echevins aux conditions déterminées dans le présent règlement et au tarif fixé dans le Règlement-Redevances, pour une durée de :

15 ans pour une urne,
30 ans pour une, deux, trois ou quatre urnes,
50 ans pour une, deux, trois ou quatre urnes,
50 ans avec caveau pour une, deux, trois ou quatre urnes,

Les urnes cinéraires sont couvertes par une dalle de fermeture fournie et placée par l'administration communale dont les dimensions sont les suivantes :

- Longueur : 63 cm
- Largeur : 63 cm

- Hauteur : de 6 cm à 15 cm

L'urne est inhumée à une profondeur de minimum 80 cm.

Les termes des concessions prennent cours à partir de la date d'octroi par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Elles ne confèrent au concessionnaire aucun titre de propriété mais uniquement un droit de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative.

Les concessions restent soumises à la surveillance et à l'autorité du Bourgmestre.

Article 175

Une concession individuelle ne peut servir qu'à l'urne de la personne pour laquelle elle a été accordée.

Une concession collective ne peut servir de sépulture qu'au demandeur, à son conjoint ou à son cohabitant, à ses parents ou alliés et aux membres d'une ou de plusieurs communautés religieuses, ainsi qu'aux personnes qui en expriment chacune la volonté auprès de l'autorité communale.

Une demande de concession collective peut être introduite au bénéfice d'un tiers et de sa famille.

Article 176

L'inhumation dans le cimetière d'une autre commune d'une urne pour laquelle une concession a été acquise, entraîne de plein droit la déchéance des droits concédés, sans restitution des sommes versées par le concessionnaire à l'administration communale.

Article 177

Le choix de la catégorie de concession appartient au concessionnaire. Celui-ci peut, toutefois, se faire représenter par un tiers muni d'une procuration. Cette procuration doit être écrite, explicitement rédigée, dûment signée par le concessionnaire et appuyée de la carte d'identité de ce dernier et de celle du mandataire.

Article 178

La famille doit indiquer à l'administration communale les nom et adresse de la personne habilitée à prendre les décisions en ce qui concerne la sépulture concédée.

S'il y a des modifications pendant la durée de la concession, elle doit le lui signaler.

b. Prix des concessions

Article 179

Les prix des concessions dans la pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires sont fixés dans le Règlement-Redevances.

Ces prix comprennent le terrain ou le caveau, la dalle de fermeture, la pierre tombale et la plaquette d'identification.

Le prix de la concession ou de l'extension de la concession est majoré de 200,00 € si l'acquéreur de la concession ou le premier défunt à y inhumer n'a pas sa résidence principale à Etterbeek

Sont exonérés de cette majoration :

- Les mineurs

- Le défunt à y être inhumer s'il a eu sa résidence principale à Etterbeek mais a été placé dans un établissement de soins situé hors de la commune au cours des années précédant son décès.
- Le défunt à y être inhumer s'il a été inscrit dans les registres de la population de la commune d'Etterbeek pendant 25 ans et plus.

Le prix de la concession doit être intégralement payé avant qu'il en soit fait usage.

c. Echange de concession

Article 180

En aucun cas, il n'est permis d'exhumer une urne cinéraire placée dans une concession pour l'inhumer dans une sépulture ordinaire ou dans une concession de moindre durée que la première.

En cas d'échange d'une concession accordée depuis moins de cinq ans avec une concession de catégorie supérieure, le prix payé pour la première concession est déduit de celui de la nouvelle concession.

A l'occasion de cette déduction, il n'est cependant tenu compte du supplément imposé aux personnes non inscrites dans la commune lors de l'octroi de la concession précédente, que pour autant qu'un supplément de la même espèce soit appliqué pour une concession nouvelle.

En aucun cas, la déduction à opérer ne peut donner lieu à un remboursement par l'administration communale.

d. Obligation des concessionnaires

Article 181

La demande de concession comporte, de la part du demandeur, l'engagement de se conformer, non seulement aux dispositions du présent règlement, mais aussi aux modifications qui pourraient y être apportées.

Article 182

La demande de concession comporte de la part du demandeur, l'engagement de laisser subsister la pierre tombale fournie et placée par l'administration communale pendant toute la durée du terme de la concession.

Dans l'éventualité où l'engagement qui précède ne serait pas respecté, l'administration communale se réserve le droit d'intenter une action en dommages et intérêts contre le concessionnaire ou ses ayants-droits défaillants.

e. Pierre tombale

Article 183

Une pierre tombale, fournie et placée par les soins de l'administration communale sur la dalle de fermeture, a les dimensions suivantes :

- Longueur : 30 cm
- Largeur : 30 cm
- Hauteur : 2 cm

Dans les six mois qui suivent l'octroi de la concession, le concessionnaire ou les ayants-droits auront la possibilité de personnaliser la pierre tombale dans le respect de l'article 85

du présent règlement. Toutefois, les éléments suivants devront obligatoirement être mentionnés : nom, prénom, l'année de naissance et de décès de la personne incinérée.

A défaut, une plaquette d'identification comprenant les éléments suivants : nom, prénom, l'année de naissance et de décès de la personne incinérée sera fournie, gravée et fixée sur la pierre tombale par les soins de l'administration communale.

Les dimensions de ces plaquettes et caractéristiques graphiques des inscriptions à y graver sont déterminées par l'administration.

L'administration communale ne peut être rendue responsable des dégradations de la pierre tombale, quelle qu'en soit l'origine.

Il est possible pour le concessionnaire ou les ayants-droits de demander le remplacement de la pierre tombale moyennant paiement d'une redevance (voir Règlement-Redevances).

2.1. Inhumation en sépulture ordinaire (une urne cinéraire) pour une durée de 5 ans en pleine terre non renouvelable

Article 184

Par sépulture ordinaire, il faut comprendre toute sépulture individuelle accordée gratuitement pour un terme de cinq années, non renouvelable.

Article 185

Peuvent être inhumés dans la pelouse d'urnes pour 5 ans les urnes cinéraires des :

1° personnes décédées sur le territoire de la commune,

2° personnes qui, ayant leur résidence principale à Etterbeek, sont décédées hors du territoire de la commune,

3° personnes ayant eu leur résidence principale à Etterbeek mais qui ont été placées dans des établissements de soins situés hors de la commune, au cours des années précédant leur décès,

4° membres du personnel et leur famille (conjoint, descendants ou ascendants habitant avec eux), résidant dans un immeuble sis dans l'enceinte du cimetière.

5° les personnes ayant été inscrites dans les registres de la population de la commune d'Etterbeek pendant 25 ans et plus.

Article 186

Tout droit d'inhumation dans une sépulture ordinaire dans le cimetière d'Etterbeek est expressément abandonné par la famille d'une personne décédée qui avait sa résidence principale à Etterbeek, si cette personne a été inhumée dans le cimetière d'une autre commune.

Article 187

Au plus tôt à l'expiration de la cinquième année et après une année d'affichage à l'entrée du parc concerné et à l'entrée du cimetière, les pierres tombales doivent être enlevées par les intéressés sans aucune réquisition.

Faute d'être enlevés au plus tard à l'échéance, les matériaux provenant de ces pierres tombales sont enlevés par l'administration communale.

L'administration communale reprend possession du terrain et procède à l'exhumation de l'urne se trouvant dans la sépulture et à la dispersion des cendres dans la partie du cimetière prévue à cet effet.

Mention en est faite dans les registres.

2.2. Inhumation en concession pour une durée de 15 ans (une urne cinéraire) en pleine terre renouvelable

a. Dispositions particulières

Article 188

Les concessions de sépulture d'une durée de 15 ans sont exclusivement individuelles et ne peuvent être octroyées anticipativement.

b. Expiration et renouvellement

Article 189

Au moins un an avant le terme de la concession ou de son renouvellement, l'administration communale dresse un acte rappelant qu'une demande de renouvellement doit lui être adressée avant la date fixée. Une copie de l'acte est envoyée au concessionnaire (ou à ses ayants droit) et est également affichée durant une année minimum, sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

Le concessionnaire peut introduire avant la date d'expiration de la concession, une demande de renouvellement ou de reprise à domicile de l'urne auprès du service des Inhumations.

Article 190

Les concessions de 15 ans peuvent être renouvelées pour un terme de 10 ans ou pour un terme de même durée que la période initiale (15 ans), prenant cours à la date d'octroi du renouvellement par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Les renouvellements donnent lieu au paiement d'une redevance fixée dans le Règlement-Redevances.

Article 191

En cas de non-renouvellement ou à l'expiration de la concession de 15 ans, et à défaut de réaction des intéressés endéans l'année d'affichage de l'acte prescrit à l'article 189, l'administration communale reprend possession du terrain et peut procéder à l'exhumation de l'urne se trouvant dans la concession et à la dispersion des cendres dans la partie du cimetière prévue à cet effet. Mention en est faite dans les registres.

2.3. Inhumation en concessions pour une durée de 30 ou 50 ans (maximum quatre urnes cinéraires) en pleine terre renouvelable

a. Dispositions particulières

Article 192

Les concessions de sépulture d'une durée de 30 ou 50 ans en pleine terre peuvent être concédées pour 1, 2, 3 ou 4 urnes cinéraires.

b. Extension

Article 193

Des extensions du nombre d'urnes sont possibles dans les limites prévues par lesdites concessions et moyennant paiement de la redevance fixée à cet effet (voir Règlement-Redevances.)

Le paragraphe précédent n'est applicable que si les dimensions des urnes et éventuellement des enveloppes contenant les urnes ne dépassent pas celles d'un cube de 20 centimètres de côté.

Article 194

Au moins un an avant le terme de la concession ou de son renouvellement, l'administration communale dresse un acte rappelant qu'une demande de renouvellement doit lui être adressée avant la date fixée. Une copie de l'acte est envoyée au concessionnaire (ou à ses ayants droit) et est également affichée, durant une année minimum, sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

Toute personne intéressée peut demander le renouvellement de la concession :

- lors d'un renouvellement sans inhumation, pour un terme de 10 ans ou pour un terme de même durée que la période initiale, prenant cours la date d'octroi du renouvellement par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

- lors d'un renouvellement avec inhumation, pour un terme de même durée que la période initiale, prenant cours à la date de l'inhumation.

Le renouvellement est soumis à une redevance calculée au prorata des années excédant la fin du terme initial, au tarif en vigueur au moment du paiement pour une concession de même durée et de même nombre de dépouilles (voir Règlement-Redevances). Il existe également une possibilité de reprise de l'urne à domicile.

Dans le cas où le renouvellement n'a pas été demandé et qu'une inhumation a eu lieu pendant les cinq dernières années avant l'expiration de la concession, cette concession est maintenue gratuitement pendant une période de cinq ans à dater de la dernière inhumation.

Cependant, cette mesure ne peut toutefois avoir pour effet qu'une demande de renouvellement de la concession puisse être introduite postérieurement à l'échéance du terme de celle-ci. De même, aucune nouvelle inhumation ne peut être autorisée après cette échéance.

Article 195

En cas de non-renouvellement ou à l'expiration de la concession de 30 ou 50 ans en pleine terre, et à défaut de réaction des intéressés endéans l'année d'affichage de l'acte prescrit à l'article précédent, l'administration communale reprend possession du terrain et peut procéder à l'exhumation des urnes se trouvant dans la concession et à la dispersion des cendres dans la partie du cimetière prévue à cet effet. Mention en est faite dans les registres.

2.4. Inhumation en concession pour une durée de 50 ans avec caveau (maximum quatre urnes cinéraires) renouvelable

a. Dispositions particulières

Article 196

Les concessions de sépulture d'une durée de 50 ans avec caveau peuvent être concédées pour 1, 2, 3 ou 4 urnes cinéraires.

b. Extension

Article 197

Des extensions du nombre d'urnes sont possibles dans les limites prévues par lesdites concessions et moyennant paiement de la redevance fixée à cet effet (voir Règlement-Redevances).

Le paragraphe précédent n'est applicable que si les dimensions des urnes et éventuellement des enveloppes contenant les urnes ne dépassent pas celles d'un cube de

20 centimètres de côté.

c. Expiration et renouvellement

Article 198

Au moins un an avant le terme de la concession ou de son renouvellement, l'administration communale dresse un acte rappelant qu'une demande de renouvellement doit lui être adressée avant la date fixée. Une copie de l'acte est envoyée au concessionnaire (ou à ses ayants droit) et est également affichée, durant une année minimum, sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

Toute personne intéressée peut demander le renouvellement de la concession :

- lors d'un renouvellement sans inhumation, pour un terme de 10 ans ou pour un terme de même durée que la période initiale, prenant cours à la date d'octroi du renouvellement par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

- lors d'un renouvellement avec inhumation, pour un terme de même durée que la période initiale, prenant cours à la date de l'inhumation.

Le renouvellement est soumis à une redevance calculée au prorata des années excédant la fin du terme initial, au tarif en vigueur au moment du paiement pour une concession de même durée et de même nombre de dépouilles (voir Règlement-Redevances). Il existe également une possibilité de reprise de l'urne à domicile.

Dans le cas où le renouvellement n'a pas été demandé et qu'une inhumation a eu lieu pendant les cinq dernières années avant l'expiration de la concession, cette concession est maintenue gratuitement pendant une période de cinq ans à dater de la dernière inhumation.

Cependant, cette mesure ne peut toutefois avoir pour effet qu'une demande de renouvellement de la concession puisse être introduite postérieurement à l'échéance du terme de celle-ci. De même, aucune nouvelle inhumation ne peut être autorisée après cette échéance.

Article 199

En cas de non-renouvellement ou à l'expiration de la concession de 50 ans avec caveau, et à défaut de réaction des intéressés endéans l'année d'affichage de l'acte prescrit à l'article précédent, l'administration communale reprend possession du terrain et peut procéder à l'exhumation des urnes se trouvant dans la concession et à la dispersion des cendres dans la partie du cimetière prévue à cet effet. Mention en est faite dans les registres.

3. Pelouse de dispersion des cendres

Article 200

Une pelouse est spécialement aménagée pour permettre la dispersion des cendres des :

1° personnes décédées sur le territoire de la commune,

2° personnes qui, ayant leur résidence principale à Etterbeek, sont décédées hors du territoire de la commune,

3° personnes ayant eu leur résidence principale à Etterbeek mais qui ont été placées dans des établissements de soins situés hors de la commune, au cours des années précédant leur décès,

4° membres du personnel et leur famille (conjoint, descendants ou ascendants habitant avec eux), résidant dans un immeuble sis dans l'enceinte du cimetière.

5° les personnes ayant été inscrites dans les registres de la population de la commune d'Etterbeek pendant 25 ans et plus.

Article 201

Dès l'arrivée de l'urne cinéraire contenant les cendres à disperser, le responsable du cimetière ou son délégué en assure la garde.

Article 202

L'urne est portée à pas lents jusqu'à la pelouse de dispersion par le responsable du cimetière ou son délégué.

Celui-ci ouvre l'urne et recueille les cendres dans un appareil de dispersion. La pierre réfractaire et l'urne sont déposées en bordure de la pelouse.

Le responsable du cimetière ou son délégué procède immédiatement à la dispersion en présence des membres de la famille ou de la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles.

Après un moment de recueillement, le responsable du cimetière ou son délégué prend congé de la famille.

Article 203

Les couronnes et gerbes sont déposées au centre de la pelouse de dispersion.

Article 204

Les dispersions des cendres s'effectuent sur une surface d'environ 4 m² sans que cette surface puisse être réutilisée avant la disparition complète des cendres répandues précédemment.

Article 205

Il est fait mention de la dispersion dans les registres.

Article 206

A la demande des familles, il est possible de placer, à l'endroit prévu à cet effet, une plaquette commémorative reprenant l´identité du défunt dont les cendres ont été dispersées sur cette pelouse et exclusivement.

Ces plaquettes seront fournies, gravées et placées par les soins de l'administration communale pour une durée de 10 ans renouvelable moyennant paiement d'une redevance (voir Règlement-Redevances).

Elles ne reprennent que le nom, prénom, dates ou années de naissance et de décès du défunt.

Les dimensions de ces plaquettes et caractéristiques graphiques des inscriptions à y graver sont déterminées par l'administration.

Les demandes de renouvellement des plaquettes ne peuvent être introduites que durant l'année précédant l'expiration de la période de 10 ans.

A défaut de demande de renouvellement avant l´échéance, la plaquette est retirée automatiquement par le personnel qualifié des cimetières.

4. Désignation d'une autre destination des urnes cinéraires que vers vers les cimetières communaux

Article 207

Sauf si, par un acte satisfaisant aux conditions de capacité et de forme des actes testamentaires, le défunt a marqué sa préférence pour une autre destination, les cendres d'une dépouille incinérée peuvent recevoir une autre destination qu'un cimetière, à condition que cet endroit ne fasse pas partie du domaine public.

Article 208

Sans préjudice des dispositions précédentes, une partie symbolique des cendres du corps incinéré peut être confiée à leur demande, au conjoint et aux parents ou alliés au premier et au second degré. Ces cendres doivent être insérées par l'établissement crématoire dans des récipients fermés et transportés de manière digne et décente.

La personne qui prend réception des cendres est responsable du respect de ces dispositions.

Article 209

La demande d'incinération et l'autorisation d'incinérer mentionnent les nom, prénom, adresse de la personne qui pourvoit aux funérailles ainsi que le lieu exact où les cendres du défunt sont dispersées, inhumées ou conservées.

Article 210

La personne qui pourvoit aux funérailles fait préalablement, auprès de l'Officier de l'état civil, déclaration contre accusé de réception de tout déplacement ou destination de l'urne, de tout changement de personne qui pourvoit aux funérailles ainsi que des changements d'adresse.

C. Pelouse d'honneur

Article 211

La pelouse d'honneur dans le cimetière est prévue pour l'admission des dépouilles et des urnes cinéraires des personnes appartenant aux catégories suivantes :

a) militaires, résistants, déportés et assimilés, belges, des guerres 1914-1918 et 1940-1945 ;

b) militaires et assimilés, belges, en temps de guerre ou de paix, décédés

1° pendant une opération militaire ou humanitaire, en service commandé par un pouvoir belge ou un organisme avec lequel la Belgique a conclu un accord ; ou

2° des suites des blessures reçues ou affections contractées en service commandé pendant cette mission ;

c) les membres des forces de l'ordre belge, décédés

1° en service commandé ; ou

2° des suites des blessures reçues ou des affections contractées lors de cette mission ;

d) les personnes ayant leur résidence principale à Etterbeek, décédées

1° à la suite d'un acte de courage, civique ou héroïque, publiquement connu ; ou

2° des suites des blessures reçues ou affections contractées lors de cet acte.

3° à la suite d'un attentat terroriste.

Article 212

Il appartient aux familles ou aux personnes qui pourvoient aux funérailles de fournir les preuves suivantes :

1° la preuve que le défunt a sa résidence principale à Etterbeek ou que celui-ci a eu sa résidence principale à Etterbeek mais a été placé dans un établissement de soins situé hors de la commune au cours des années précédant son décès ou qu'il a été inscrit dans les registres de la population de la commune d'Etterbeek pendant 25 ans et plus.

2° pour l'alinéa a de l'article 214, une attestation du service des Pensions Militaires à Bruxelles ou la carte d'états de service ;

3° pour les alinéas b et c de l'article 214, une attestation de l'employeur, expliquant les circonstances des faits ;

4° pour l'alinéa d de l'article 214, toutes pièces prouvant que l'acte est publiquement connu et après accord du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 213

Pour les personnes satisfaisant aux articles 211 et 212 et dont le décès est survenu à Etterbeek, l'administration communale prend à sa charge le transport par corbillard dans les limites géographiques des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et au surplus jusqu'au cimetière d'Etterbeek, ainsi que la redevance relative au contrôle de l'application des dispositions légales et réglementaires relative à la mise en bière des restes mortels prévue à l'article 7 du Règlement-redevances relatifs aux inhumations, aux exhumations et aux droits divers dans le cimetière. Le cercueil est recouvert du drapeau national et communal.

Article 214

Le seul signe de sépulture autorisé est la stèle du type déterminé par l'administration et fournie par celle-ci, à l'exclusion de toute autre ornementation.

Article 215

La stèle peut recevoir deux inscriptions sur chacune de ses deux faces et servir de signe de sépulture à quatre dépouilles ou urnes suivant l'usage établi.

Article 216

L'inscription à graver sur la stèle est faite par les soins de l'administration communale et à ses frais. Il ne peut rien être attaché à la stèle. Le placement de photographies, de porte-couronne ou de vases quelconques sur les sépultures est interdit, ainsi que l'ornementation à l'aide de gravier, de ciment, de gazon, de buis, etc.… Seul le dépôt de fleurs naturelles est autorisé.

Article 217

La pelouse affectée aux inhumations des personnes visées à l'article 211 est utilisée à concurrence du terrain ou de la place disponible.

Article 218

L'administration communale se réserve le droit de prendre toute disposition qu'elle juge utile, tant au point de vue de la police des pelouses qu'à celui de leur entretien et de leur esthétique.

Article 219

Sont exclus du bénéfice du présent règlement, les personnes privées de leurs droits civils et politiques au moment de leur décès.

Article 220

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut exclure ceux ou celles qui par leur comportement ou des actes se sont montré(e)s indignes d'être inhumé(e)s dans la pelouse

d’honneur.

D. Pelouse des Enfants et parcelle des Etoiles

Article 221

Il est créé au sein du cimetière d’Etterbeek une pelouse des enfants réservée à l’inhumation des enfants âgés de moins de 7 ans, pour autant que le cercueil ne dépasse pas un mètre de long :

1) en sépulture ordinaire (une dépouille) pour une durée de 5 ans en pleine terre (les articles 110 à 115 du règlement sont dès lors d’application) qui peut être convertie en concession pour une durée de 15 ans (une dépouille) en pleine terre renouvelable (les articles 128 à 133 du règlement sont dès lors d’application) ;

2) en concession pour une durée de 15 ans (une dépouille) en pleine terre renouvelable (les articles 128 à 133 du règlement sont dès lors d’application).

Article 222

Il est créé au sein du cimetière d’Etterbeek une parcelle des étoiles réservée à l’inhumation des fœtus nés sans vie dont la naissance a eu lieu entre le 106ème jour et le 180ème jour de grossesse :

1) en sépulture ordinaire (une dépouille) pour une durée de 5 ans en pleine terre (les articles 110 à 115 du règlement sont dès lors d’application) qui peut être convertie en concession pour une durée de 15 ans (une dépouille) en pleine terre renouvelable (les articles 128 à 133 du règlement sont dès lors d’application) ;

2) en concession pour une durée de 15 ans (une dépouille) en pleine terre renouvelable (les articles 128 à 133 du règlement sont dès lors d’application).

E. Parcelles destinées aux personnes de religion ou de conviction philosophique déterminée

Article 223

Le cimetière d’Etterbeek a un caractère neutre. Les inhumations dans le cimetière ont lieu sans distinction de culte ni d’appartenance philosophique ou religieuse par les soins des agents de l’administration et sont réalisées dans le respect des principes constitutionnels de neutralité, d’égalité et de non-discrimination.

Article 224

Sans préjudice des dispositions prévues à l’article précédent, le cimetière d'Etterbeek dispose également de parcelles permettant le respect des rites funéraires des convictions religieuses et philosphiques reconnues. Ces parcelles sont inégrées dans le cimetière, sans qu'une séparation physique puisse exister entre celles-ci et le reste du cimetière.

Article 225

L’aménagement de ces parcelles tiendra compte des rites de la communauté, dans les limites de la législation belge et devra se faire en accord avec les autorités communales.

Article 226

L’inhumation des défunts dans ces parcelles doit nécessairement résulter d’une manifestation expresse de volonté exprimée en ce sens soit par eux-mêmes de leur vivant, soit par un membre de leur famille, soit par toute autre personne chargée de pourvoir aux funérailles et sans l’intervention de l’autorité religieuse.

La commune ne peut procéder à aucune vérification quant aux convictions religieuses des personnes souhaitant être inhumées dans ces parcelles.

Article 227

Quel que soit le rite funéraire, la mise en bière et l'inhumation dans ces parcelles doivent se faire dans le respect des règles d'usage en matière d'hygiène et de salubrité publiques.

Article 228

Toutes les dispositions du présent règlement sont applicables à ces parcelles.

Article 229

Une parcelle du cimetière d'Etterbeek est spécialement réservée à l'inhumation des personnes de confession musulmane

Hormis la particularité quant à l'orientation des sépultures (tombes orientées dans la direction de la Mecque), tous les articles du présent règlement restent, sans exception, de stricte application.

Article 230

Une ou plusieurs parcelles du cimetière d'Etterbeek sont spécialement réservées à l'inhumation des personnes de confession orthodoxe des églises chrétiennes d'Orient.

F. Exhumation ds dépouilles ou des urnes cinéraires

Article 231

La personne qui signe la demande d'exhumation est présumée agir de bonne foi sous sa seule responsabilité, avec notamment le consentement des proches du défunt, y compris de celui qui avait pourvu aux funérailles.

Il décharge l'administration de tous dommages et intérêts à cet égard.

Aucune exhumation, à l'exception de celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peut être effectuée sans l'autorisation du Bourgmestre.

Article 232

S'il s'agit d'exhumer la dépouille d'une personne décédée à la suite d'une maladie contagieuse, épidémique ou infectieuse, le Bourgmestre peut refuser l'autorisation ou prescrire des mesures spéciales.

En cas d'exhumation d'une dépouille ou d'une urne, le responsable du cimetière ou son délégué est chargé de prescrire le renouvellement du cercueil ou de l'urne dont l'état lui paraîtrait nécessiter cette mesure. Les frais du nouveau cercueil ou de la nouvelle urne incombent à la famille qui pourvoit à l'exhumation.

Article 233

Le transfert vers un autre cimetière que celui d'Etterbeek de la dépouille d'une personne exhumée s'effectue conformément aux dispositions des lois en vigueur en la matière. L'utilisation d'une enveloppe métallique hermétiquement soudée entourant le premier cercueil est obligatoire.

Dans ce cas, la redevance pour l'apposition du sceau communal est due.

Article 234

Les exhumations d'urnes cinéraires en vue de leur transport ou de la dispersion des cendres ne s'effectuent que si elles sont techniquement possibles.

Article 235

Préalablement à toute exhumation dans une parcelle non munie de cadres en béton, le demandeur doit faire enlever, à ses frais, les monuments ou pierres tombales sur la sépulture et sur les sépultures contiguës.

Si les signes de sépulture ne sont pas replacés dans un délai de cinq jours ouvrables après l'exhumation, le travail est exécuté d'office à la demande de l'administration, aux frais, risques et périls du concessionnaire défaillant.

Article 236

Sauf les cas de force majeure, les exhumations de dépouilles ou d'urnes cinéraires ont lieu du mardi au vendredi, à l'exception des jours de fermeture de l'administration communale et des lendemains de ces jours.

Elles sont effectuées par les agents du cimetière préposés à cet effet ou par une société mandatée par l'administration communale, en présence des personnes qui ont qualité pour y assister et du responsable du cimetière ou son délégué.

Les membres de la famille et les personnes spécialement désignées par elle peuvent y assister une fois le travail terminé, et lorsque le corps est placé dans un nouveau cercueil s'il y a lieu.

Si l'état du cercueil exhumé le requiert, il est prescrit son renouvellement ou toute autre mesure de nature à sauvegarder la décence et la salubrité publique.

Article 237

En aucun cas il n'est permis d'exhumer une dépouille ou une urne cinéraire placée dans une concession pour les inhumer dans une sépulture ordinaire ou dans une concession de moindre durée que la première.

Article 238

L'exhumation d'une dépouille en vue de son incinération peut être autorisée pour autant que les dispositions légales en la matière aient été respectées.

Article 239

La redevance pour l'exhumation d'une dépouille ou d'une urne est précisée dans le Règlement-Redevances.

Sont exonérées, les exhumations :

1°) ordonnées par l'autorité judiciaire, sauf en matière de contestation civile ;

2°) résultant de la désaffectation du cimetière ou de la reprise avant terme prévue à l'article 234.

La redevance doit être payée intégralement avant l'exhumation.

Article 240

Le terrain concédé peut être repris avant terme par l'administration communale si l'intérêt public ou les nécessités du service l'exigent.

Dans ce cas, ou en cas de déplacement du cimetière communal, une parcelle de même superficie que celle qui était concédée est réservée dans le nouveau cimetière ou la nouvelle parcelle, sur demande introduite par toute personne intéressée avant la date de cessation des inhumations.

L'exhumation et le transfert des dépouilles et des urnes, de même que le déplacement du monument funéraire et éventuellement la construction d'un caveau selon les prescriptions réglementaires en vigueur, se font aux frais de l'administration communale.

L’administration communale avise les concessionnaires ou ayants-droits conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

G. Reprise d'une concession pour cause d'intérêt public ou par suite de nécessité de service

Article 241

En cas de reprise d’une concession pour cause d’intérêt public ou par suite de nécessité du service, le concessionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité. Il n’a droit qu’à l’obtention gratuite d’une parcelle de terrain de même étendue ou d’une cellule de columbarium de même contenance, et ce jusqu’au terme de sa concession, dans un autre endroit du même cimetière ou d’un autre cimetière.

Les frais éventuels de transfert des restes mortels (y compris d’exhumation) et des signes de sépulture et ceux de construction éventuelle d’un nouveau caveau ou d’un columbarium sont à charge de la commune.

Les signes de sépulture, caveaux, monuments qui menaceraient ruine sont remplacés par le bénéficiaire et à ses frais.

H. Ossuaire

Article 242

Lors de la désaffectation de sépultures, les restes mortels ou les cendres peuvent être transférés décemment dans l’ossuaire du cimetière. Ces opérations sont consignées dans les registres.

Chapitre VI : Dispositions finales

A. Pénalités

Article 243

Toute infraction aux dispositions du présent règlement est constatée par les agents du cimetière, qui en réfèrent immédiatement au responsable du cimetière ou à son délégué qui établit un rapport destiné aux autorités de police.

Les contrevenants aux dispositions du présent règlement sont punis des peines de police, sans préjudice des autres peines prévues par les lois.

B. Dispositions finales

Article 244

La réglementation antérieure relative aux dispositions du présent règlement est abrogée.

Article 245

Tous les cas non prévus par le présent règlement sont tranchés par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou par le Bourgmestre ou son délégué si ceux-ci nécessitent une solution immédiate, dans le respect de leurs compétences respectives

Article 246

Seuls les tribunaux sont compétents en cas de conflit entre l’administration communale et les particuliers ou entre particuliers.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement op de lijkbezorging en de begraafplaats - Wijziging.

De gemeenteraad,

gelet op de gecoördineerde Grondwet van 17 februari 1994 (artikel 170);

gelet op de Nieuwe Gemeentewet in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (artikels 117 en 119);

gelet op het Burgerlijk Wetboek (Boek I, Tittel II, Hoofdstuk 2I, Afdeling 7, artikels 55 tot 60);

gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 november 2018 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 december 2018 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan doodskisten, lijkwaden en andere lijkomhulsels moeten voldoen;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 14 mei 2020 tot vaststelling van de modaliteiten betreffende de laatste wilsbeschikking;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 26 oktober 2015 tot goedkeuring van het reglement op de lijkbezorging en de begraafplaats, zoals gewijzigd op 25 april 2016, 11 juni 2018, 17 september 2018 en 25 oktober 2021;

overwegende dat het bovengenoemde reglement in één tekst het algemeen reglement voor de begraafplaats en lijkbezorgingen, het reglement voor de lijkbezorging van de leden en oud-leden van de gemeenteraad en de raad voor maatschappelijk welzijn en de leden en gepensioneerde leden van het gemeentepersoneel en het reglement voor de begravingen op de ereperken samenbrengt;

overwegende dat het enerzijds belangrijk is om het reglement in overeenstemming te brengen met de meest recente wettelijke bepalingen en anderzijds om nieuwe bepalingen op te stellen en bepaalde bepalingen te herzien met het oog op duidelijkheid en leesbaarheid;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST om het gemeentelijk reglement op de lijkbezorging en de begraafplaatsen als volgt te wijzigen:

Hoofdstuk I: Definities

In dit reglement worden de volgende definities gebruikt:

- “Retributiereglement”: het retributiereglement van de begrafenissen, opgravingen, concessies en diverse rechten op de begraafplaats.
- “Reglement administratieve stukken”: het belastingreglement voor de afgifte van administratieve stukken.
- “Hoofdverblijfplaats”: de woonplaats die enkel kan gerechtvaardigd worden door de inschrijving of vermelding in de bevolkingsregisters.
- “College”: het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek.
- “Concessiehouder”: iedere persoon die een concessie aanvraagt voor de begraving van lichamen of urnen (het plaatsen van urnen in het columbarium inbegrepen), en hiervoor betalen.
- “Grafsteen”: een horizontaal geplaatste steen op een graf.
- “Monument”: een grafsteen voorzien van een zuil.
- “Begraving”: het in de grond stoppen, het plaatsen in een columbarium of de

uitstrooiing van assen.

- “Opgraving”: de actie van het wegnemen uit een graf.

- “Grafteken”: het geheel van bouwwerken geplaatst op een graf (grafstenen, gedenktekens, grafzuil, omlijstingen);

- “Stoffelijk overschot”: een niet-gecremeerd levenloos menselijk lichaam.

- “Begraafplaats”: plaats beheerd door een gemeente of intercommunale met als doel alle vormen van lijkbezorging te ontvangen die voorzien zijn door deze ordonnantie.

- “Asbegraafplaats” : plaats beheerd door een gemeente of intercommunale, exclusief voorbehouden voor de begraving of uitstrooiing van assen die het resultaat zijn van de crematie van een lichaam. Zonder tegenstrijdige aanwijzing zijn de regels die van toepassing zijn op begraafplaatsen van toepassing op asbegraafplaatsen.

- “Doodsbeenderhuisje”: een gesloten herdenkingsmonument gelegen in de begraafplaats, waar de beenderen of assen van de overledenen worden verzameld nadat hun grafconcessie beëindigd is.

- “Uitvaartcontract”: een contract dat de laatste wilsbeschikking van een persoon regelt en dat gesloten wordt tussen een privépersoon enerzijds en een notaris, een begrafenisonderneming, een verzekeringsmaatschappij of gelijk welke daartoe gemachtigde instantie, anderzijds.

- “Behoeftige”: een persoon die geen middelen heeft of over onvoldoende middelen beschikt om te voorzien in zijn elementaire behoeften, met verwijzing naar de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

- “Neutrale uitvaartplechtigheid”: elke uitvaartplechtigheid die niet afhangt van een religieuze overtuiging of een filosofische niet-religieuze overtuiging die de bezinning toelaat in aanwezigheid van het stoffelijk overschot.

- “Crematorium”: plaats waar de stoffelijke overschotten worden gecremeerd, waar de asurnen kunnen worden begraven of in een columbarium kunnen worden geplaatst en waar de assen kunnen worden uitgestrooid.

- “Persoon bevoegd om in de lijkbezorging te voorzien”: de persoon die via testament door de overledene aangewezen is, of, bij gebreke hieraan, één van zijn erfgenamen of rechthebbenden of, bij gebreke hieraan, de persoon die gedurende de laatste periode van het leven van de overledene met hem nauwe en frequente affectiebanden heeft onderhouden zodat hij zijn laatste wil wat betreft zijn wijze van lijkbezorging heeft kunnen kennen.

- “Nabestaande”: de echtgenoot, de wettelijke samenwonende, de bloed- en aanverwanten of de vrienden.

- “Graf” : plaats bedoeld om stoffelijke overschotten onder te brengen (inclusief de assen) voor de duur die is voorzien.

Hoofdstuk II: Formaliteiten voorafgaand aan de begraving en de crematie van stoffelijke overschotten

A. Aankondiging van het overlijden

Artikel 2

Elk overlijden op het gemeentelijke grondgebied moet zo snel mogelijk worden aangegeven bij de ambtenaar van de burgerlijke stand, uiterlijk binnen 24 uur na het overlijden.

Hetzelfde geldt voor het vinden van een menselijk stoffelijk overschot, zelfs onvolledig, en van elke aangifte van een levenloos kind wanneer de zwangerschap minstens 180 dagen was.

De aangevers gaan naar het gemeentebestuur om de formaliteiten uit dit reglement na te komen en om de voorbereidingen te treffen voor de begraving van het stoffelijk overschot of, eventueel, voor de bestemming van de assen na de crematie (uitstrooiing of bewaring).

B. Vaststelling van het overlijden

Artikel 3

Voor de vaststelling van de overlijdens kan de ambtenaar van de burgerlijke stand een controlerende arts aanstellen. De prestaties voorzien in artikel 28 van de ordonnantie van 29 november 2018 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging geven aanleiding tot de heffing van een retributie vastgesteld in het retributiereglement.

C. Overlijdens in verblijfs- of zorginstellingen

Artikel 4

De verblijfs- of verzorgingsinstellingen moeten:

- een installatie hebben voor het bewaren van de stoffelijke overschotten of

- binnen 24 uur zorgen voor het vervoer van de stoffelijke overschotten naar een funerarium of naar het gemeentelijke mortuarium om het daar tijdelijk te bewaren.

D. Vervoer van de stoffelijke overschotten

Artikel 5

Het vervoer van de stoffelijke overschotten voor tijdelijke bewaring is enkel toegelaten:

- na vaststelling van het overlijden door een arts in het geval van een natuurlijk overlijden;

- na toelating van de procureur des Konings in alle andere gevallen.

Artikel 6

Het vervoer van de stoffelijke overschotten mag alleen gebeuren met een lijkwagen of voertuig dat speciaal voor dit doel is uitgerust, met respect voor de openbare orde en de volksgezondheid, op een fatsoenlijke manier en met respect voor de nagedachtenis van de overledenen.

De kosten voor dit vervoer en alle bijhorende kosten zijn voor de families of de nabestaanden.

Artikel 7

Het vervoer van de stoffelijke overschotten wordt georganiseerd door een begrafenisonderneming vrij gekozen door de familieleden of rechthebbenden van de overledenen en zonder enige tussenkomst van de gemeente, zowel voor het vervoermateriaal als voor het personeel. Alle maatregelen moeten worden genomen om de organisatie van lijkstoeten te regelen in overeenstemming met de geldende wetten en voorschriften hierover.

E. Gemeentelijk mortuarium

Artikel 8

Het gemeentelijk mortuarium is bedoeld om de lichamen te ontvangen van personen die op het grondgebied van de gemeente Etterbeek zijn overleden en die niet thuis of op de plaats waar ze zijn ontdekt kunnen worden bewaard, zowel in het belang van de volksgezondheid als in het belang van de families alsook de lichamen van onbekende personen voor identificatiedoeleinden.

De gemeenteraad bepaalt de werkingsregels.

F. Vormen van lijkbezorging: begraving of crematie

Artikel 9

Er zijn twee vormen van lijkbezorging: begraving en crematie, gevolgd door de uitstrooiing of bewaring van de assen.

De persoon die de begrafenis organiseert heeft de keuze uit begraving en crematie, behalve als de overledene zijn vorm van lijkbezorging uitdrukkelijk heeft vastgelegd in een verklaring van laatste wilsbeschikking die is geregistreerd bij het gemeentebestuur van zijn woonplaats.

Het gemeentebestuur legt de dag en het uur van de begrafenis vast en houdt daarbij rekening met de eisen van de dienst en de wil van de familie.

Het is de taak van de familie om, met de begrafenisondernemer, alle noodzakelijke voorbereidingen te treffen om de begrafenis van de overledene te regelen.

Het ereloon en de kosten van de controlerende arts zijn ten laste van het gemeentebestuur van Etterbeek in het kader van begravingen en ten laste van het gemeentebestuur van de woonplaats van de overledene in geval van crematie.

Artikel 10

Voor elke begraving is een toelating tot begraven nodig uitgereikt door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van overlijden.

Artikel 11

Voor elke crematie is een toelating nodig uitgereikt door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van overlijden of door de procureur des Konings in geval van een gewelddadig of verdacht overlijden.

De toelating tot crematie kan niet uitgereikt worden voordat er achtenveertig uur zijn verstreken na het ontvangen van de toelatingsaanvraag.

Elke crematieaanvraag is getekend hetzij door een familielid van de overledene, hetzij door de persoon die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien of door zijn afgevaardigde.

Bij de toelatingsaanvraag moet enerzijds het attest worden bijgevoerd waarmee de behandelende arts of de arts die het overlijden heeft vastgesteld aangeeft of het om een natuurlijk, gewelddadig of verdacht overlijden gaat of een doodsoorzaak die onmogelijk te vinden is en anderzijds het rapport van de controlerende arts die de doodsoorzaak nagaat en ook aangeeft of het om een natuurlijk, gewelddadig of verdacht overlijden gaat of een doodsoorzaak die onmogelijk te vinden is.

G. Kisting

Artikel 12

De stoffelijke overschotten moeten in een doodkist of in een ander lijkomhulsel worden geplaatst.Een balseming voorafgaand aan de kisting kan toegestaan worden in de gevallen vastgelegd door de Brussels Hoofdstedelijke Regering. Het gebruik van doodskisten,

foedralen, doodswaden, producten en procedés die de natuurlijke en normale ontbinding van het lijk of de crematie beletten, is verboden.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering omschrijft de in het voorgaande lid bedoelde voorwerpen en procedés, alsook de voorwaarden waaraan doodskisten of andere lijkomhulsels moeten beantwoorden, voornamelijk rekening houdend met de volksgezondheid.

De kisting heeft zo snel mogelijk plaats na het vaststellen van het overlijden door de controlerende arts.

Wegens de hygiëne en gezondheid, kan de burgemeester de onmiddellijke kisting van het stoffelijke overschot van overledenen vorderen naar aanleiding van besmettelijke ziekten alsook van elk lichaam dat zich al in gevorderde staat van ontbinding bevindt.

Artikel 13

Het is verboden om over te gaan tot afgietsels, balseming, kisting of begraving voordat het overlijden naar behoren werd vastgesteld door de controlerende arts.

De burgemeester of zijn gemachtigde mag de kisting bijwonen.

Geen enkele kist die afgesloten werd voor begraving of crematie mag geopend worden, tenzij de burgemeester of de gerechtelijke overheid daartoe het bevel geeft.

H. Toelatingen

Artikel 14

Geen enkel stoffelijk overschot voor begraving of crematie mag zonder toelating vertrekken.

Artikel 15

Voor de overdracht van een stoffelijk overschot naar het buitenland geeft het gemeentebestuur een kistingsattest af als een belasting wordt betaald (zie reglement administratieve stukken). Dit attest is niet noodzakelijk voor vervoer binnen de Benelux.

I. Behoeftigen

Artikel 16

Worden voor de toepassing van dit artikel als behoeftigen aanzien, de personen:

- die geen middelen hebben of over onvoldoende middelen beschikken om te voorzien in hun elementaire behoeften, met verwijzing naar de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie (de behoeftigheid kan onder andere bewezen worden met een attest van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de woonplaats of elk ander bewijsstuk);

- voor wie er geen naasten bekend zijn en die niet kunnen worden geïdentificeerd binnen de tijd nodig voor de organisatie van de begrafenissen of van wie de familie of de nabestaanden een bewijs voorleggen dat zij onmogelijk kunnen instaan voor de begrafeniskosten (de behoeftigheid kan onder andere bewezen worden met een attest van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de woonplaats of elk ander bewijsstuk).

Artikel 17

De vorm van lijkbezorging van de behoeftigen gebeurt op gepaste wijze. De kosten voor de civiele operaties die eruit voortvloeien, met uitsluiting van de godsdienstige of niet-confessionele filosofische ceremonies van de behoeftigen, zijn ten laste van de gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waar de overledene ingeschreven is in het

bevolkingsregister, het vreemdelingenregister of in het wachtregister of, bij gebrek hieraan, in de gemeente waar het overlijden heeft plaatsgevonden.

Het gemeentebestuur neemt, voor de personen overleden in Etterbeek of van wie het stoffelijk overschot in Etterbeek werd aangetroffen en van wie de behoeftigheid is vastgesteld, de volgende kosten voor haar rekening:

- 1. de doodskist, de lijkwade, de kisting, een grafschrift met melding van naam en de eerste voornaam van de overledene;
- 2. het vervoer per lijkwagen door een chauffeur vergezeld van twee dragers.
- 3. de begrafeniskosten met bestemming de begraafplaats van Etterbeek in geval van begraving. Die gebeurt in een gewoon graf.
- 4. de crematiekosten in het intercommunaal crematorium van Brussel voor zover deze personen hun laatste wilsbeschikkingen in deze zin hebben geregistreerd bij het gemeentebestuur van hun woonplaats. De urn met de assen wordt opgehaald door het gemeentebestuur en in een columbariumnis op de gemeentelijke begraafplaats geplaatst voor een duur van 5 jaar.

Er wordt in geen enkel geval rekening gehouden met de laatste wil van de overledene als deze kosten meebrengt die hoger zijn dan die voor een fatsoenlijke begrafenis.

Het gemeentebestuur zal de kosten vorderen bij de rechthebbende van de overledene als ze niet behoeftig zijn en de erfenis hebben aanvaard.

Hoofdstuk III: Protocollaire bepalingen

Artikel 18

Deze bepalingen zijn slechts geheel of gedeeltelijk van toepassing als de familie van de overledene vooraf akkoord gaat.

De familie beslist of de lijkwagen al dan niet van kerkelijke of van filosofische kenmerken moet voorzien worden.

Als het overlijden heeft plaatsgevonden in Etterbeek, neemt het gemeentebestuur de retributie voor de controle van de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen voor de kisting van het stoffelijk overschot bedoeld in artikel 7 van het retributiereglement voor de begrafenissen, opgravingen en diverse rechten op de begraafplaats ten laste.

De rouwstoet, vermeld in de artikels van dit hoofdstuk (behalve voor het gemeentepersoneel en OCMW-personeel in functie of met pensioen), wordt enkel georganiseerd als de overledene in Etterbeek woonde, er overleden is of daar een plechtigheid plaatsvindt.

A. Burgemeester in functie

Artikel 19

Vanaf het ogenblik dat het gemeentebestuur de mededeling ontvangt van het overlijden van de burgemeester in functie worden de nationale, gewestelijke en de gemeentevlaggen aan het gemeentehuis halfstok gehangen tot en met de dag van de begrafenis.

Artikel 20

Een rouwkrans versierd met een driekleurig dwarslint met het opschrift “Etterbeek” en met een blauw-witte strik wordt neergelegd aan het sterfhuis in naam van het gemeentebestuur en het OCMW.

Artikel 21

Aanplakbrieven die het overlijden en de regeling voor de begrafenis aankondigingen worden uitgehangen in de gemeente.

Artikel 22

Het overlijden wordt met een brief aangekondigd aan de minister van Binnenlandse Zaken, aan de Minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de Hoge Ambtenaar van de Brusselse Agglomeratie, aan de leden van de gemeenteraad, van de raad voor maatschappelijk welzijn, van de bestuurscommissies en aan de colleges van burgemeester en schepenen en de vaste bureaus van de gemeenten en OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan alle maatschappijen en verenigingen van Etterbeek. Er wordt een bericht verstuurd naar het personeel van de gemeente en van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn. Deze brief of dit bericht vermeldt ook de regeling voor de begrafenis.

Artikel 23

Het stoffelijk overschot wordt vervoerd naar het gemeentehuis om er de dag van de begrafenis te worden opgebaard. Tijdens de opbaring is de doodskist bedekt met de nationale vlag. Deze vlag blijft op de doodskist liggen tijdens het lijkenvervoer. Op de dag van de begrafenis is de voorgevel van het gemeentehuis voorzien van een aangepaste rouwdecoratie.

Artikel 24

Op de dag van de begrafenis zijn de kantoren van het gemeentebestuur en van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn gesloten, ten teken van rouw, met uitzondering van de diensten waarvan de activiteiten noodzakelijk zijn.

Artikel 25

Het lijkenvervoer, zelfs buiten de gemeente, gebeurt met een lijkwagen op de kosten van het gemeentebestuur. Het gratis vervoer beperkt zich echter tot de grenzen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en bovendien tot aan de begraafplaats van Etterbeek in Wezembeek-Oppem.

Artikel 26

Na het uitdragen wordt de krans van het gemeentebestuur en het OCMW gedragen door twee bodes-lijkdragers in uniform met witte handschoenen. Zij plaatsen zich onmiddellijk voor de lijkwagen. De andere kransen worden gedragen door hun respectieve schenkers en worden geplaatst achter de krans van het gemeentebestuur en het OCMW.

Artikel 27

Het politiekorps, onder leiding van de hoogste officier van politie in graad gaat de rouwstoet vooraf en vergezelt deze tot op de plaats aangeduid door het gemeentebestuur.

Artikel 28

De afvaardigingen van de maatschappijen en van de verenigingen plaatsen zich onmiddellijk achter het politiekorps in de hierna vermelde volgorde: vaderlandslievende verenigingen, jeugdverenigingen, sportverenigingen en eventueel diverse maatschappijen.

Artikel 29

De overheden en hooggeplaatste personen nemen plaats in de stoet onmiddellijk achter de familieleden van de overledene.

Artikel 30

De diensthoofden van het gemeentebestuur en van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn, vergezeld van hun personeel, nemen plaats in de stoet onmiddellijk achter de groep van de overheden en de hooggeplaatste personen.

Artikel 31

Als een plechtigheid plaatsvindt op het grondgebied van de gemeente, stellen het politiekorps en de afvaardigingen van de maatschappijen zich op aan weerszijden vlak bij de ingang van het gebouw en blijven zij ter plaatse tot het stoffelijk overschot is binnengebracht. De vlaggen verlaten de stoet en plaatsen zich op het voetpad links en rechts van de ingang.

Artikel 32

Als de stoet hervormd wordt na een eventuele plechtigheid, stellen het politiekorps en de afvaardigingen zich op in dezelfde volgorde als hierboven en vergezellen de rouwstoet tot op de plaats aangewezen door het gemeentebestuur. Op de plaats van de ontbinding van de stoet, stellen de afvaardigingen, vlaggen in de rang, zich op aan weerszijde, links en rechts, tot na de doorgang van de lijkwagen.

B. Schepen in functie, oud-burgemeester, voorzitter van het OCMW in functie of oud voorzitter van het OCMW

Artikel 33

Vanaf het ogenblik dat het gemeentebestuur de mededeling ontvangt van het overlijden van een schepen in functie, een oud-burgemeester, de voorzitter van het OCMW in functie of een oud-voorzitter van het OCMW wordt de gemeentevlag aan het gemeentehuis halfstok gehangen tot en met de dag van de begrafenis.

Artikel 34

Een rouwkussen versierd met een blauw-wit dwarslint met het opschrift “Etterbeek” wordt neergelegd aan het sterfhuis in naam van het gemeentebestuur en het OCMW.

Artikel 35

Het overlijden wordt met een brief aangekondigd aan de Hoge Ambtenaar van de Brusselse Agglomeratie, aan de leden van de gemeenteraad, van de raad voor maatschappelijk welzijn, van de bestuurscommissies en aan de colleges van burgemeester en schepenen en de vaste bureaus van de gemeenten en OCMW’s van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan alle maatschappijen en verenigingen van Etterbeek. Er wordt een bericht verstuurd naar het personeel van de gemeente en van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn. Deze brief of dit bericht vermeldt ook de regeling voor de begrafenis.

Artikel 36

Het stoffelijk overschot wordt vervoerd naar het gemeentehuis om er de dag van de begrafenis te worden opgebaard. Tijdens de opbaring is de doodskist bedekt met de nationale vlag. Deze vlag blijft op de doodskist liggen tijdens het lijkenvervoer. Op de dag van de begrafenis is de voorgevel van het gemeentehuis voorzien van een aangepaste rouwdecoratie.

Artikel 37

Op de dag van de begrafenis zijn de kantoren van het gemeentebestuur en van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn gesloten, ten teken van rouw, met uitzondering van de diensten waarvan de activiteiten noodzakelijk zijn.

Artikel 38

Het lijkenvervoer, zelfs buiten de gemeente, gebeurt met een lijkwagen op de kosten van het gemeentebestuur. Het gratis vervoer beperkt zich echter tot de grenzen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en bovendien tot aan de begraafplaats van Etterbeek in Wezembeek-Oppem.

Artikel 39

Na het uitdragen wordt het kussen van het gemeentebestuur en het OCMW gedragen door een bode-lijkdrager in uniform met witte handschoenen. Die plaatst zich onmiddellijk voor de lijkwagen. De andere rouwkussens of rouwkransen worden gedragen door hun respectieve schenkers en worden geplaatst achter het kussen van het gemeentebestuur en het OCMW in volgorde van aankomst.

Artikel 40

Een afvaardiging van het politiekorps gaat de rouwstoet vooraf en vergezelt deze tot op de plaats aangeduid door het gemeentebestuur.

Artikel 41

De afvaardigingen van de maatschappijen en van de verenigingen plaatsen zich onmiddellijk achter het politiekorps in de hierna vermelde volgorde: vaderlandslievende verenigingen, jeugdverenigingen, sportverenigingen en eventueel diverse maatschappijen.

Artikel 42

De overheden en hooggeplaatste personen nemen plaats in de stoet onmiddellijk achter de familieleden van de overledene.

Artikel 43

De diensthoofden van het gemeentebestuur en van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn, vergezeld van hun personeel, nemen plaats in de stoet onmiddellijk achter de groep van de overheden en de hooggeplaatste personen.

Artikel 44

Als een plechtigheid plaatsvindt op het grondgebied van de gemeente, stellen de afvaardigingen van de politie en de afvaardigingen van de maatschappijen zich op aan weerszijden vlak bij de ingang van het gebouw en blijven zij ter plaatse tot het stoffelijk overschot is binnengebracht. De vlaggen verlaten de stoet en plaatsen zich op het voetpad links en rechts van de ingang.

Artikel 45

Als de stoet hervormd wordt na een eventuele plechtigheid, stellen de afvaardigingen zich op in dezelfde volgorde als hierboven en vergezellen de rouwstoet tot op de plaats aangewezen door het gemeentebestuur. Op de plaats van de ontbinding van de stoet, stellen de afvaardigingen, vlaggen in de rang, zich op aan weerszijde, links en rechts, tot na de doorgang van de lijkwagen.

C. Gemeenteraadslid in functie, OCMW-raadslid in functie

Artikel 46

Vanaf het ogenblik dat het gemeentebestuur de mededeling ontvangt van het overlijden van een gemeenteraadslid in functie of een OCMW-raadslid in functie wordt de gemeentevlag aan het gemeentehuis halfstok gehangen tot en met de dag van de begrafenis.

Artikel 47

Een rouwkussen versierd met een blauw-wit dwarslint met het opschrift “Etterbeek” wordt neergelegd aan het sterfhuis in naam van het gemeentebestuur en het OCMW.

Artikel 48

Het overlijden wordt met een brief aangekondigd aan de leden van de gemeenteraad, van de raad voor maatschappelijk welzijn en van de bestuurscommissies. Er wordt een bericht verstuurd naar het personeel van de gemeente en van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn. Deze brief of dit bericht vermeldt ook de regeling voor de begrafenis.

Artikel 49

Op de dag van de begrafenis, tijdens de opbaring van het stoffelijk overschot in het sterfhuis, is de doodskist bedekt met de gemeentevlag, tenzij de overledene de een oud-strijder of gelijkgestelde is waardoor het plaatsen van de nationale vlag is gerechtvaardigd. Deze vlag blijft op de doodskist liggen tijdens het lijkenvervoer.

Artikel 50

Het lijkenvervoer, zelfs buiten de gemeente, gebeurt met een lijkwagen op de kosten van het gemeentebestuur. Het gratis vervoer beperkt zich echter tot de grenzen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en bovendien tot aan de begraafplaats van Etterbeek in Wezembeek-Oppem.

Artikel 51

Een afvaardiging van het politiekorps gaat de rouwstoet vooraf en vergezelt deze tot op de plaats aangeduid door het gemeentebestuur.

Artikel 52

De overheden en hooggeplaatste personen nemen plaats in de stoet onmiddellijk achter de familieleden van de overledene.

Artikel 53

De afvaardigingen van de diensten van het gemeentebestuur en van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn nemen plaats in de stoet onmiddellijk achter de groep van de overheden en de hooggeplaatste personen.

Artikel 54

Na een eventuele plechtigheid, stellen de bovengenoemde afvaardigingen zich op in dezelfde volgorde en vergezellen het lijkenvervoer tot op de plaats aangewezen door het gemeentebestuur.

D. Oud-schepen, oud-gemeenteraadslid, oud-OCMW-raadslid

Artikel 55

Vanaf het ogenblik dat het gemeentebestuur de mededeling ontvangt van het overlijden van een oud- schepen, een oud-gemeenteraadslid of een oud-OCMW-raadslid, wordt de gemeentevlag aan het gemeentehuis halfstok gehangen tot en met de dag van de begrafenis.

Artikel 56

Een rouwkussen versierd met een blauw-wit dwarslint met het opschrift “Etterbeek” wordt neergelegd aan het sterfhuis in naam van het gemeentebestuur en het OCMW.

Artikel 57

Het overlijden wordt met een brief aangekondigd aan de leden van de gemeenteraad, van de raad voor maatschappelijk welzijn en van de bestuurscommissies. Er wordt een bericht verstuurd naar het personeel van de gemeente en van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn. Deze brief of dit bericht vermeldt ook de regeling voor de begrafenis.

Artikel 58

Op de dag van de begrafenis, tijdens de opbaring van het stoffelijk overschot in het sterfhuis, is de doodskist bedekt met de gemeentevlag, tenzij de overledene de een oud-strijder of gelijkgestelde is waardoor het plaatsen van de nationale vlag is gerechtvaardigd. Deze vlag blijft op de doodskist liggen tijdens het lijkenvervoer.

Artikel 59

Het lijkenvervoer, zelfs buiten de gemeente, gebeurt met een lijkwagen op de kosten van het gemeentebestuur. Het gratis vervoer beperkt zich echter tot de grenzen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en bovendien tot aan de begraafplaats van Etterbeek in Wezembeek-Oppem.

Artikel 60

Een afvaardiging van de gemeente, bestaande uit de overheden en personeelsleden, neemt plaats in de rouwstoet en vergezelt deze tot aan de plaats van een eventuele plechtigheid.

E. Gemeentesecretaris, gemeenteontvanger, personeelsdirecteur, secretaris-generaal van het OCMW, financieel directeur van het OCMW in functie

Artikel 61

Vanaf het ogenblik dat het gemeentebestuur of het OCMW de mededeling ontvangt van het overlijden van de gemeentesecretaris, de gemeenteontvanger, de personeelsdirecteur, de secretaris-generaal van het OCMW of de financieel directeur van het OCMW in functie wordt de gemeentevlag aan het gemeentehuis halfstok gehangen tot en met de dag van de begrafenis.

Artikel 62

Een rouwkussen versierd met een blauw-wit dwarslint met het opschrift “Etterbeek” wordt neergelegd aan het sterfhuis in naam van het gemeentebestuur en het OCMW.

Artikel 63

Het overlijden wordt met een brief aangekondigd aan de leden van de gemeenteraad, van de raad voor maatschappelijk welzijn en van de bestuurscommissies, aan de gemeentesecretarissen, gemeenteontvangers en personeelsdirecteurs van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de secretarissen-generaal of financiële directeurs van de OCMW’s van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Er wordt een bericht verstuurd naar het personeel van de gemeente en van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn. Deze brief of dit bericht vermeldt ook de regeling voor de begrafenis.

Artikel 64

Op de dag van de begrafenis, tijdens de opbaring van het stoffelijk overschot in het sterfhuis, is de doodskist bedekt met de gemeentevlag, tenzij de overledene de een oud-

strijder of gelijkgestelde is waardoor het plaatsen van de nationale vlag is gerechtvaardigd. Deze vlag blijft op de doodskist liggen tijdens het lijkenvervoer.

Artikel 65

Het lijkenvervoer, zelfs buiten de gemeente, gebeurt met een lijkwagen op de kosten van het gemeentebestuur. Het gratis vervoer beperkt zich echter tot de grenzen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en bovendien tot aan de begraafplaats van Etterbeek in Wezembeek-Oppem.

Artikel 66

Op de dag van de begrafenis zijn de kantoren van het gemeentebestuur en van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn gesloten, ten teken van rouw, met uitzondering van de diensten waarvan de activiteiten noodzakelijk zijn.

Artikel 67

Een afvaardiging van het politiekorps gaat de rouwstoet vooraf en vergezelt deze tot op de plaats aangeduid door het gemeentebestuur.

Artikel 68

De overheden en hooggeplaatste personen nemen plaats in de stoet onmiddellijk achter de familieleden van de overledene.

Artikel 69

De afvaardigingen van de diensten van het gemeentebestuur en van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn nemen plaats in de stoet onmiddellijk achter de groep van de overheden en de hooggeplaatste personen.

Artikel 70

Na een eventuele plechtigheid, stellen de afvaardigingen zich op in dezelfde volgorde als hierboven en vergezellen het lijkenvervoer tot op de plaats aangewezen door het gemeentebestuur.

F. Personeelslid van de gemeente of van het OCMW in functie of met pensioen

Artikel 71

Vanaf het ogenblik dat het gemeentebestuur de mededeling ontvangt van het overlijden van een personeelslid van de gemeente of van het OCMW in functie of met pensioen, wordt het overlijden met een brief aangekondigd aan de leden van de gemeenteraad en van de raad voor maatschappelijk welzijn en wordt een bericht gestuurd naar de diensten van de gemeente en het OCMW. Deze brief of dit bericht vermeldt ook de regeling voor de begrafenis.

Artikel 72

Een rouwkussen versierd met een blauw-wit dwarslint met het opschrift “Etterbeek” wordt neergelegd aan het sterfhuis in naam van het gemeentebestuur en het OCMW.

Artikel 73

Op de dag van de begrafenis, tijdens de opbaring van het stoffelijk overschot in het sterfhuis, is de doodskist bedekt met de gemeentevlag, tenzij de overledene de een oud-strijder of gelijkgestelde is waardoor het plaatsen van de nationale vlag is gerechtvaardigd. Deze vlag blijft op de doodskist liggen tijdens het lijkenvervoer.

Artikel 74

Een afvaardiging van het personeel neemt plaats in de rouwstoet onmiddellijk achter de familieleden van de overledene en de overheden.

G. Uitsluiting van de protocollaire bepalingen

Artikel 75

1. Van het voordeel van de protocollaire bepalingen voorzien in hoofdstuk III van dit reglement wordt uitgesloten elke mandataris van de gemeente of het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn die:

- het voorwerp heeft uitgemaakt van een strafrechtelijke veroordeling in verband met de uitoefening van zijn functies of schadelijk voor het imago ervan,
- uit zijn functies is ontzet op grond van de toepasselijke wettelijke of reglementaire bepalingen,
- of is afgezet wegens kennelijk wangedrag of grove nalatigheid.

2. Van het voordeel van de protocollaire bepalingen wordt uitgesloten elke personeelslid van de gemeente of het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn dat:

- het voorwerp heeft uitgemaakt van een strafrechtelijke veroordeling in verband met de uitoefening van zijn functies,
- het voorwerp heeft uitgemaakt van een maximale tuchtstraf, of
- is ontslagen wegens ernstige fout.

Hoofdstuk IV: Gemeentelijke begraafplaats

A. Hoofdbepalingen

Artikel 76

§1. De begraafplaats van Etterbeek is gelegen in Wezembeek-Oppem, Lange Eikstraat 88.

Behalve uitzonderingen voor te schrijven door het college van burgemeester en schepenen is de begraafplaats toegankelijk voor het publiek:

- van maandag tot en met vrijdag: van 7.30 uur tot 16.00 uur;

- zaterdag, zondag en feestdagen: van 9.00 uur tot 16.00 uur;

- en van 29 oktober tot en met 2 november: tot 16.00 uur.

De sluiting van de poort wordt een kwartier uur op voorhand aangekondigd door een bel. Vanaf dat ogenblik heeft het publiek geen toegang meer tot de begraafplaats.

Bij windsnelheden van meer dan 70 km/u of wanneer de situatie dit vereist, kan de burgemeester beslissen om de begraafplaats te sluiten om de veiligheid van het publiek te waarborgen.

§2. De begraafplaats van Etterbeek is bestemd voor de begraving:

- van menselijke stoffelijke overschotten,

- van urnen die menselijke assen bevatten, die ook kunnen worden uitgestrooid of in een columbarium of urnekelder geplaatst.

Elke begraving wordt vermeld in het register ad hoc.

Artikel 77

De begrafenissen op de gemeentelijke begraafplaats gebeuren – zonder onderscheid noch van eredienst, noch van filosofische of religieuze overtuiging – door de medewerkers van het bestuur, op de gedeelten van de begraafplaats die worden aangeduid door de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde.

De begrafenissen hebben plaats van maandag tot en met vrijdag van 9.00 uur tot 15.00 uur. Een retributie is voorzien in het retributiereglement voor de gevallen waarin de rouwstoet vóór 9.00 uur of na 15.00 uur op de begraafplaats aankomen.

Geen enkele begrafenis vindt plaats op de wettelijke feestdagen en op de dagen dat het gemeentebestuur gesloten is, behoudens afwijking goedgekeurd door de burgemeester of zijn afgevaardigde omwille van uitzonderlijke omstandigheden voor de volksgezondheid.

Aanwijzingsplaten vermelden de ligging van de perken en grasperken.

Artikel 78

Elke aankomst van het stoffelijk overschot van een persoon overleden in een andere gemeente voor de begraving, of van de urn met zijn assen voor de begraving, voor de plaatsing in een columbarium of urnekelder of voor uitstrooiing, heeft vooraf toestemming van de dienst Begrafenissen nodig. Voor deze toestemming is een belasting verschuldigd, die is vastgesteld in het reglement administratieve stukken.

Artikel 79

Alle personen overleden op het grondgebied van de gemeente kunnen, op vraag van de familie, op een andere begraafplaats dan die van Etterbeek begraven worden. In dit geval mag het vervoer slechts plaats vinden op vertoon van een toestemming van het gemeentebestuur van de plaats waar de begrafenis moet plaatsvinden.

B. Hal voor plechtigheden

Artikel 80

Voor het gebruik van de hal voor plechtigheden op de begraafplaats voor de organisatie van een plechtigheid is een retributie verschuldigd, die is vastgesteld in het retributiereglement.

De voorwaarden voor het gebruik van de hal voor plechtigheden worden vastgelegd in overleg met de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde.

C. Lijkstoeten

Artikel 81

De lijkstoeten worden op de begraafplaats binnengeleid door de verantwoordelijke van de begrafenisonderneming die de lijkwagen voorafgaat. Bij de intrede op de begraafplaats bezorgt hij de toelating tot begraving aan de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde.

Artikel 82

De verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde leidt de stoet tot de plaats nabij het graf. De doodskist of de urn wordt uit de lijkwagen gehaald. De grafdelvers plaatsen de doodskist op een draagbaar. Stapvoets dragen ze de doodskist of de urn naar de begravingsplaats.

De verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde maakt het loden plaatje met het jaar en het ordenummer vast op de doodskist of de urn.

Voertuigen die de rouwstoeten volgen worden op de begraafplaats toegelaten. Ze moeten de weg aangeduid door het personeel van de begraafplaats stapvoets volgen.

Er wordt onmiddellijk tot de begraving of de uitstrooiing overgegaan.

Artikel 83

De kransen en bloemstukken worden door de grafdelvers van de lijkwagen genomen en in de nabijheid van het graf en vervolgens op het graf neergelegd.

Artikel 84

De verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde verlaat de plaats pas wanneer de begraving of de uitstrooiing is afgelopen.

D. Ordemaatregelen

Artikel 85

Het plaatsen van de graftekens wordt uitgevoerd door een steenhouwerij, uitsluitend na voorafgaande aanvraag van de concessiehouder die moet worden ingediend bij het bureau van de begraafplaats en tegen betaling van een retributie waarvan het bedrag is vastgesteld in het retributiereglement. De plaatsingsaanvraag vermeldt het opschrift of grafschrift dat op de steen moet staan. Het plaatsen gebeurt in aanwezigheid van een medewerker van de begraafplaats die erop toeziet dat de aangrenzende graven niet beschadigd worden.

Er wordt op toegezien dat geen enkel opschrift of grafschrift opstandig is, de zedelijkheid of het fatsoen schaadt of strijdig is met de nagedachtenis van de overledenen.

De opschriften moeten op de graftekens geplaatst worden voor hun aankomst op de begraafplaats. Elke grafsteen vermeldt in de linkerhoek onderaan het grafnummer.

Alle maatregelen worden door de belanghebbenden genomen om de perfecte stabiliteit van de graftekens te verzekeren.

Het gemeentebestuur kan niet verantwoordelijk worden gesteld voor beschadiging van graftekens die geplaatst worden door de concessiehouders, wat de oorzaak dan ook is.

Het verwijderen van graftekens voor de begraving van een tweede of derde lichaam gebeurt uitsluitend door een steenhouwerij.

Artikel 86

Het is verboden binnen de begraafplaats monumenten, grafstenen, kruisen, vlechtdraad, en andere grafvoorwerpen voor het oprichten van graftekens neer te leggen, evenals alle andere materialen of voorwerpen. De materialen worden naargelang de behoeften aangevoerd en voorlopig neergelegd in de nabijheid van de werken, op plaatsen die zijn aangewezen door de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde.

De stenen moeten gehouwen en klaar zijn om onmiddellijk geplaatst te worden voor zij op de begraafplaats binnengebracht worden. De plaatsing moet gebeuren zonder onderbreking.

De stenen mogen niet bewerkt worden zonder de toelating van de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde.

Herstellingen van graftekens in het algemeen, hoe klein en van welke aard dan ook, mogen niet worden uitgevoerd zonder toestemming van de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde.

De graftekens moeten in één keer naar de begraafplaats worden gebracht, tenzij hun zware gewicht een afwijking van deze regel rechtvaardigt.

Onvoorziene gevallen en diverse werken (veranderingen aan monumenten, aanbrengen van medaillons, aanhechten van vazen, enz.) waarvoor een of ander beitel- of houwwerk aan bestaande stenen moet gedaan worden, moeten vooraf worden aangevraagd bij de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde.

De verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde ziet erop toe dat er geen materialen worden gebruikt die door de bepalingen van dit reglement verboden zijn.

Hij stelt overtredingen vast, doet de werken stopzetten en brengt onmiddellijk zijn hiërarchische overste op de hoogte.

Artikel 87

Het beton, het cement en de mortel moeten op platen of in bakken of in andere geschikte recipiënten geplaatst worden.

De nodige stellingen moeten zodanig opgesteld worden dat zij geen schade berokkenen aan de aangrenzende bouwwerken of beplantingen.

Het is verboden, om welke reden ook, zonder toestemming van het gemeentebestuur, de graftekens in de omgeving van de uit te voeren werken, weg te nemen of te verplaatsen.

Het is verboden koorden aan de bomen vast te maken, er werktuigen of stellingen te laten tegen leunen, bouwmaterialen aan hun voet neer te leggen en algemeen de bomen te beschadigen.

Artikel 88

De steenhouwers moeten de plaats waar zij gewerkt hebben netjes achterlaten. Zij moeten afval neerleggen op de plaats die de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde aanduidt. Het is voor de steenhouwers en voor de families verboden om afval of vuilnis achter te laten op de perken, lanen of graven of onder de grond te stoppen.

Artikel 89

De beplantingen moeten, zonder enige uitzondering, gedaan worden binnen de zone van elk graf zodanig dat zij zich niet kunnen uitbreiden naar de naastliggende graven door het groeien van het gewas.

Zij mogen niet hoger zijn dan 0,60 meter. Zij moeten steeds zo aangelegd worden dat zij het toezicht en de doorgang niet belemmeren.

Beplantingen die als schadelijk erkend worden zullen op eerste vordering van de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde gesnoeid of omgehakt worden. Zo niet, wordt dit ambtshalve gedaan op kosten van de betrokkenen.

Alle beplantingen aangebracht op de gemeentebegraafplaats blijven eigendom van de gemeente.

Met toestemming van de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde, mogen de families planten die op graven staan die van hen zijn maar niet meer worden gebruikt wegnemen om ze op andere graven te plaatsen.

Het is verboden voor de graven of op de bermen of op de wegen waarvan het onderhoud de verantwoordelijkheid is van het gemeentebestuur zand, asstenen of andere vreemde materialen neer te leggen.

Artikel 90

De graftekens, omheiningen en tuintjes van de concessies moeten voortdurend in goede staat van bewaring, onderhoud en netheid worden gehouden door de concessiehouders. Vernielde of beschadigde delen moeten door de betrokken families hersteld of

weggenomen worden.

Bij gebrek aan onderhoud en na een bericht aan de concessiehouder door het gemeentebestuur, wordt de staat van verwaarlozing vastgesteld wanner het graf permanent vuil is, overwoekerd is door planten of vervallen, ingestort of bouwvallig is.

De staat van verwaarlozing wordt vastgesteld door een akte van de burgemeester of zijn afgevaardigde en wordt meegedeeld aan de concessiehouder en aangeplakt gedurende één jaar bij het graf en aan de ingang van de begraafplaats.

Na afloop van die termijn en bij gebrek aan herstelling neemt het gemeentebestuur de vergunde grond ambtshalve terug, zonder de prijs van de concessie te moeten terugbetalen, noch enige vergoeding te moeten betalen voor de eventuele constructies die erop zouden zijn aangebracht, noch voor het monument dat erop zou zijn opgericht. Er wordt ambtshalve op kosten van de betrokkene en op bevel van de burgemeester, overgegaan tot het afbreken of wegnemen van de beschadigde stukken. Bij ambtshalve afbraak van de monumenten worden de materialen die hiervan afkomstig zijn eigendom van het gemeentebestuur.

Wat de grafkelders betreft, kunnen dezelfde maatregelen worden genomen.

Het gemeentebestuur behoudt zich het recht voor, in het geval dat één of meerdere stoffelijke overschotten daarin begraven zijn, deze over te brengen naar een daartoe ingericht gedeelte van de begraafplaats.

Artikel 91

Het plaatsen en het wegnemen van alle graftekens, behalve kransen, bloemen of kleine attributen, worden voor de gewone graven in de begravingsregisters vermeld en voor de concessies in het register ad hoc.

Artikel 92

Als de concessiehouders of aannemers zich niet houden aan de bepalingen van de voorgaande artikels, doet de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde de werken stopzetten en brengt onmiddellijk zijn hiërarchische overste op de hoogte van de redenen die tot deze maatregel hebben geleid.

De werken mogen pas hervat worden met toelating van de Burgemeester en onder de bijzondere voorwaarden die hij eventueel stelt.

Artikel 93

Alleen voertuigen voorzien van luchtbanden zijn op de begraafplaats toegelaten.

Voertuigen toegelaten op de begraafplaats volgen de berijdbare wegen.

Voertuigen moeten onmiddellijk worden afgeladen en naar de parking worden gebracht zodra zij gelost zijn.

Bij slechte weersomstandigheden kan alle verkeer van voertuigen op de begraafplaats verboden worden.

Artikel 94

De concessiehouders en steenhouwers zijn verantwoordelijk voor elk ongeval dat is te wijten aan hun nalatigheid of onvoorzichtigheid.

Elke vernieling of schade toegebracht aan beplantingen, wegen of graven wordt onmiddellijk vastgesteld zodat het gemeentebestuur en de betrokken families de herstelling zouden kunnen vorderen, onverminderd de toepassing van de rechterlijke straffen.

E. Algemene maatregelen van bestuurlijke politie

Artikel 95

De toegang tot de begraafplaats is verboden aan personen in staat van dronkenschap, ambulante handelaars, jonge kinderen zonder begeleiding, dragers van vuurwapens.

Artikel 96

HET IS VERBODEN:

1. te parkeren op de rijweg, grasperken.
2. zich op de begraafplaats te bevinden buiten de openingsuren.
3. de muren en buitenomheiningen van de begraafplaats te beklimmen of erover te springen.
4. de begraafplaats te treden met andere voorwerpen dan die bestemd voor de graven.
5. zonder toestemming van de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde om het even welk voorwerp dat zich in de begraafplaats bevindt weg te nemen of te verplaatsen.
6. de begraafplaats te betreden en er rond te lopen met gereedschap voor het onderhoud van de graven, wanneer men de uit te voeren werken niet kan rechtvaardigen.
7. markeringen of inkervingen te maken aan bomen, takken af te rukken of af te snijden van gelijk welke planten.
8. de graftekens, traliewerken of voorwerpen die de graven versieren te beschadigen.
9. de beplanting te betreden, op de grafstenen of op de grasperken te lopen, te zitten of te liggen.
10. wegen en lanen te beschadigen.
11. vogels te vangen, hun nesten te vernielen.
12. kinderen aan hun lot over te laten.
13. binnen de begraafplaats afval, papier of andere voorwerpen ergens anders weg te gooien dan in de daartoe voorzien vuilnisbakken.
14. op de begraafplaats handelingen te begaan in strijd met de zedelijkheid.
15. binnen te dringen, zonder toelating van de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde, in de lokalen die zijn voorbehouden aan het personeel.
16. ieder persoon, handelaar of niet, binnen de begraafplaats of in de onmiddellijke omgeving diensten aan te bieden, van welke aard ook.

17. voorwerpen te leuren, tentoon te stellen of te verkopen.

18. te spelen.

19. te zingen of muziek te spelen zonder toelating van de burgemeester.

20. affiches, borden, schriften of andere publiciteitstekens, zowel binnen de begraafplaats als aan de ingangspoorten en op de omheiningen, aan te brengen.

21. de graftekens te fotograferen of te filmen of ze te wijzigen door er platen, foto's, godsdienstige of andere attributen aan te brengen, zonder voorafgaande toelating van het college van burgemeester en schepenen.

22. afgietsels of schetsen te nemen van geheel of gedeelten van gemeenschappelijke of private graftekens zonder voorafgaande toelating van het college van burgemeester en schepenen.

23. op welke wijze ook de doorgang van een lijkenstoet te belemmeren.

Artikel 97

De verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde onderdrukt of maakt onmiddellijk een einde alle wanorde uitgelokt door toespraken of plechtigheden bij de graven.

Artikel 98

Al wie zich niet gedraagt met het respect dat aan de overledenen verschuldigd is of één van de in dit hoofdstuk opgenomen verboden overtreedt, wordt uit de begraafplaats verwijderd, onverminderd de rechterlijke vervolgingen.

Buiten deze vervolgingen, mag de burgemeester, naargelang de ernst van de omstandigheden, de toegang tot de begraafplaats ontzeggen aan de personen die de ordemaatregelen overtreden hebben.

Artikel 99

Het is het verboden op zaterdag, zondag, feestdagen en de dagen waarop het gemeentebestuur gesloten is, materialen en stenen voor het oprichten van graftekens aan te voeren en bouw- en graafwerken en beplantingen op de begraafplaats uit te voeren, behalve toelating van de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde in dringende gevallen.

Dit verbod is niet van toepassing op het plaatsen, door de families, van eenvoudige draagbare herkenningstekens, noch op het neerleggen van kransen, bloemen, medaillons.

Artikel 100

Gevonden voorwerpen moeten onmiddellijk aan de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde overhandigd worden. Deze voorwerpen worden vervolgens naar de betrokken gemeentedienst gebracht.

Artikel 101

Het bestuur kan niet aansprakelijk worden gesteld voor diefstallen of beschadigingen ten nadele van de families.

De families vermijden om op de graven voorwerpen neer te leggen die hebzucht zouden kunnen uitlokken. De metalen ornamenten worden stevig bevestigd aan de graftekens.

Artikel 102

De ceremonievoerders kunnen vrij de uitvaartplechtigheden van hun respectieve overtuigingen uitvoeren, met inachtneming van de wensen van de families.

Wanneer de behoeften van de dienst dit vereisen en in het bijzonder als de plechtigheid een belemmering vormt voor een nieuwe begraving, kan de verantwoordelijke van de begraafplaats of diens afgevaardigde deze doen verkorten of onderbreken.

Artikel 103

Elke gebeurtenis, vreemd aan de gewone dienst van de begrafenissen, is strikt verboden op de begraafplaats.

Artikel 104

Van 30 oktober tot en met 2 november IS HET VERBODEN:

1. om het even welk grafteken of onderdeel te plaatsen of weg te nemen. Dit verbod is niet van toepassing op het neerleggen van kransen, bloemen of medaillons.

2. opschriften op de graftekens te graveren of te verdiepen, beitelwerk, schilderwerk uit te voeren of verguldsel aan te brengen, met of zonder water schoon te maken, te voegen of recht te stellen van om het even welk grafteken of onderdeel.

de begraafplaats te betreden met karren, kruiwagens of andere voertuigen, ladders, emmers en andere schoonmaakwerktuigen, enz.

om een begraving te organiseren zoals voorzien in artikel 1 van dit reglement, behoudens afwijking door de burgemeester omwille van uitzonderlijke omstandigheden voor de volksgezondheid.

met de wagen te rijden gedurende de week voorafgaand aan 1 november, en dit gedurende de volledige week.

Het aanleggen van tuintjes is enkel toegestaan als de wegen niet worden beschadigd en in perfecte staat van netheid blijven.

Artikel 105

De stenen of graftekens die op 29 oktober, bij de sluiting van de begraafplaats, niet zouden geplaatst zijn, moeten de volgende dag voor 10 uur door de belanghebbenden weggenomen worden en buiten de rustplaats worden weggevoerd.

De stenen, tekens, materialen en andere voorwerpen die op datzelfde moment niet zouden zijn weggenomen door de belanghebbenden, worden ambtshalve door het gemeentebestuur weggenomen, op kosten en op risico van de overtreders en zonder enig beroep voor deze laatsten.

Een onderhoudsdienst van de monumenten wordt aan de concessiehouders aangeboden. Dit onderhoud gebeurt met behulp van een hogedrukreiniger, zonder toevoeging van schoonmaakproducten. Ook wordt het onkruid rond het monument verwijderd. Voor deze dienst wordt een retributie geheven waarvan het bedrag is vastgesteld in het retributiereglement. Om dienstredenen wordt dit onderhoud geschorst van 1 oktober tot en met 2 november.

<u>Hoofdstuk V: Graven</u>

Artikel 106

De gemeenteraad geeft machtiging aan het college van burgemeester en schepenen voor de toekenning van concessies en de voorwaarden voor hun toekenning.

Artikel 107

Aangezien het gemeentebestuur instaat voor de bouw en het onderhoud van de kaders en de grafkelders evenals van de nissen in het columbarium worden alle technische bepalingen opgenomen in de bestekken die bij elke aanbesteding van de werken worden opgesteld.

Artikel 108

Opsomming van de soorten graven (en hun duur) op de gemeentelijke begraafplaats van Etterbeek:

1. Begraving in een gewoon graf (één stoffelijk overschot) voor een duur van 5 jaar in volle grond, niet hernieuwbaar (artikels 110 tot 115)
2. Begraving in een concessie voor een duur van 15 jaar (één stoffelijk overschot), 30 (maximum drie stoffelijke overschotten) of 50 jaar (maximum vier stoffelijke overschotten) in volle grond, hernieuwbaar (artikels 116 tot 139)
3. Begraving in concessie voor een duur van 50 jaar met grafkelder (maximum vier stoffelijke overschotten), hernieuwbaar (artikel 140 tot 148)
4. Columbariumnis voor een asurn voor een duur van 5 jaar, niet hernieuwbaar (artikels 154 tot 157)
5. Concessie voor een columbariumnis voor asurnen voor een duur van 15 jaar (één asurn), 30 of 50 jaar (maximum twee asurnen), hernieuwbaar (artikels 166 tot 173)
6. Begraving in een gewoon graf (één asurn) voor een duur van 5 jaar in volle grond, niet hernieuwbaar (artikels 184 tot 187)
7. Begraving in een concessie voor een duur van 15 jaar (één asurn), 30 of 50 jaar (maximum vier asurnen) in volle grond, hernieuwbaar (artikels 188 tot 195)
8. Begraving in concessie voor een duur van 50 jaar met grafkelder (maximum vier asurnen), hernieuwbaar (artikel 196 tot 199)
9. Strooiweide voor assen (artikels 200 tot 206)
10. Ereperk (artikels 211 tot 220)
11. Kinderperk en sterretjesweide (artikels 221 tot 222)
12. Percelen voor personen met een bepaalde godsdienst of filosofische overtuiging (artikels 223 tot 230).

A. Graven voor de begraving van stoffelijke overschotten

a. Algemene bepalingen

Artikel 109

Elke begraving van stoffelijke overschotten gebeurt horizontaal:

- ofwel in een gewoon graf

ofwel in een grafconcessie voor een of meerdere stoffelijke overschotten.

1. Begraving in een gewoon graf (één stoffelijk overschot) voor een duur van 5 jaar in volle grond, niet hernieuwbaar

1.1. Bijzondere bepalingen

Artikel 110

Een gewoon graf is elk individueel graf dat kosteloos wordt toegekend voor een duur van vijf jaar, die niet hernieuwbaar is.

Artikel 111

Mogen in een gewoon graf worden begraven:

1° personen overleden op het grondgebied van de gemeente,

2° personen die hun hoofdverblijfplaats hebben in Etterbeek, maar die overleden zijn buiten het grondgebied van de gemeente,

3° personen die hun hoofdverblijfplaats hebben gehad in Etterbeek, maar in verzorgingsinstellingen buiten de gemeente geplaatst werden tijdens de jaren voorafgaand aan hun overlijden,

4° personeelsleden en hun familie (echtgenoot(te), nakomelingen of bloedverwanten in opgaande lijn met wie zij samenwonen), die binnen de omheining van de begraafplaats wonen.

5° personen die gedurende 25 jaar of langer ingeschreven waren in het bevolkingsregister van de gemeente Etterbeek.

Artikel 112

Het recht op begraving in een gewoon graf op de begraafplaats van Etterbeek wordt uitdrukkelijk afgestaan door de familie van een overleden persoon die zijn hoofdverblijfplaats in Etterbeek had als deze persoon op de begraafplaats van een andere gemeente werd begraven.

Artikel 113

De begraving in een gewoon graf gebeurt op de daartoe voorbehouden perken:

- voor volwassen personen, ten minste op 1,50 meter diepte, op 2 meter lengte en 0,80 meter breedte,
- voor kinderen jonger dan 7 jaar oud, ten minste op 1,50 meter diepte, op 1,25 meter lengte en 0,80 meter breedte.

1.2. Graftekens

Artikel 114

Behoudens een andere wilsbeschikking van de overledene of verzet van zijn naastbestaanden heeft iedereen het recht om op het graf van de overledene, die is begraven in een gewoon graf, een grafteken te plaatsen op voorwaarde dat de bepalingen van dit reglement over het bouwen van graftekens worden nageleefd en hiervoor een aanvraag wordt gedaan bij het gemeentebestuur volgens een voorgeschreven model.

Graftekens mogen pas worden geplaatst ten vroegste zes weken na de begraving en op voorwaarden dat het naastliggende graf bezet en gevuld is.

Op gewone graven worden de graftekens geplaatst zonder betonnen kader.

De graftekens voor volwassenen hebben de volgende afmetingen:

- Lengte: 120 cm
- Breedte: 80 cm
- Hoogte: 10 cm

Hoogte van de zuil: 70 cm

De graftekens voor kinderen hebben maximaal de volgende afmetingen:

- Lengte: 100 cm
- Breedte: 65 cm
- Hoogte: 10 cm

Hoogte van de zuil: 70 cm maximum

1.3. Verstrijken van het gewone graf

Artikel 115

Ten vroegste op het einde van het vijfde jaar en na een jaar van aanplakking van het vervalbericht aan de ingang van het betrokken perk en aan de ingang van de begraafplaats, moeten de graftekens door belanghebbenden worden weggenomen zonder enige aanmaning.

Als ze niet worden weggenomen ten laatste bij de bestemmingswijziging worden de materialen van deze graftekens eigendom van het gemeentebestuur.

2. Begravingen in concessies

2.1. Algemeen

a. Algemene bepalingen

Artikel 116

De concessies worden toegekend voor een duur van:

- 15 jaar in volle grond

- 30 jaar in volle grond

- 50 jaar in volle grond of met grafkelder.

De termijnen beginnen te lopen vanaf de datum van de toekenning door het college van burgemeester en schepenen.

De concessies verlenen de concessiehouder geen eigendomsrecht, enkel een recht van genot en gebruik met een bijzondere en nominatieve bestemming.

De concessies blijven onderworpen aan het toezicht en het gezag van de burgemeester.

Artikel 117

Een individuele concessie mag enkel dienen als graf voor de persoon voor wie zij verleend werd.

Een gezamenlijke concessie kan enkel dienen als graf voor de aanvrager, zijn (haar) echtgenoot(te) of samenwonende, zijn bloed- of aanverwanten en voor de leden van één of meerdere religieuze gemeenschappen, evenals voor de personen hun wil hebben aangegeven bij de gemeentelijke overheid.

Een gezamenlijke concessieaanvraag mag worden ingediend ten gunste van een derde en zijn familie.

Artikel 118

De begraving op de begraafplaats van een andere gemeente van het stoffelijk overschot van een persoon waarvoor een concessie werd aangekocht, brengt van rechtswege het verval mee van de bij concessie toegekende rechten, zowel voor de grond als voor de kelder, zonder terugbetaling van de door de concessiehouder aan het gemeentebestuur gestorte bedragen.

Artikel 119

De concessiehouder kiest de categorie van concessie. Hij mag zich echter laten vertegenwoordigen door een derde die een volmacht heeft. Deze volmacht moet schriftelijk, uitdrukkelijk opgesteld en behoorlijk ondertekend zijn door de concessiehouder, en gestaafd worden door zijn identiteitskaart en door deze van de mandataris.

Artikel 120

De familie moet de naam en het adres van de persoon die is bevoegd om beslissingen over de concessie te nemen aan het gemeentebestuur bezorgen.

In geval van wijzigingen tijdens de duur van de concessie, moeten zij die melden.

b. Prijs van de concessies

Artikel 121

De prijs van de grafconcessies, hun eventuele hernieuwingen en andere rechten van de concessies maken het voorwerp uit van het retributiereglement.

De prijs van de concessie of de uitbreiding ervan wordt verhoogd met 200,00 euro als de koper van de concessie of de eerste overledene die er wordt begraven zijn hoofdverblijfplaats niet in Etterbeek heeft.

Worden vrijgesteld van deze verhoging:

- Minderjarigen
- De overledene die er wordt begraven als die zijn hoofdverblijfplaats heeft gehad in Etterbeek, maar in verzorgingsinstellingen buiten de gemeente geplaatst werd tijdens de jaren voorafgaand aan zijn overlijden.
- De overledene die er wordt begraven als die gedurende 25 jaar of langer ingeschreven was in het bevolkingsregister van de gemeente Etterbeek.

De prijs van de concessie moet volledig betaald zijn voordat de concessie in gebruik wordt genomen.

c. Ruiling van concessies

Artikel 122

In geen enkel geval is het toegelaten een stoffelijk overschot of een asurn geplaatst in een concessie op te graven om deze te begraven in een gewoon graf of in een concessie van kortere duur dan de eerste.

In geval van ruiling van een concessie die sinds minder dan vijf jaar is toegekend met een concessie van hogere categorie, wordt de prijs die werd betaald voor de eerste concessie in mindering gebracht van deze van de nieuwe concessie.

Bij deze vermindering wordt er enkel rekening gehouden met de vermeerdering bij de toekenning van de vorige concessie voor personen die niet zijn ingeschreven in de gemeente op voorwaarde dat een gelijkaardig supplement wordt toegepast op de nieuwe concessie.

In geen enkel geval, mag die vermindering leiden tot een terugbetaling door het gemeentebestuur.

d. Verplichtingen van de concessiehouder

Artikel 123

De aanvraag voor een concessie verbindt de aanvrager ertoe om niet alleen de bepalingen van dit reglement na te leven, maar ook de wijzigingen die eraan zouden kunnen aangebracht worden.

Artikel 124

De aanvraag voor een concessie verbindt de aanvrager ertoe:

- om binnen zes maanden na de toekenning van de concessie door het college van burgemeester en schepenen een grafteken te laten plaatsen volgens de voorschriften van dit reglement en de richtlijnen hierover.
- het grafteken gedurende de volledige duur van de concessie te laten staan.

op het eerste verzoek van het bestuur, aan het grafteken, en eventueel aan de kelder, alle nodige werken te laten uitvoeren om welke reden ook.

Als het grafteken niet wordt geplaatst binnen de voorgeschreven termijn, wordt een ingebrekestelling met een aangetekende brief naar de concessiehouder gestuurd. Tot uitvoering van deze ingebrekestelling is elke verdere begraving in de concessie verboden.

Als de bovengenoemde verbintenissen niet zouden nageleefd worden, behoudt het gemeentebestuur zich het recht voor om tegen de in gebreke blijvende concessiehouder of zijn rechthebbenden een rechtsvordering tot schadevergoeding in te stellen.

e. Graftekens

Artikel 125

Boven op de bepalingen van artikel 90, moeten de plannen van het grafteken, in dubbel exemplaar, goedgekeurd worden door de ambtenaar van de burgerlijke stand.

Na het voltooien van de bouwwerken van het grafteken, gaat het bevoegde personeel van de begraafplaats na of de bezette grond de afmetingen uit het reglement niet overschrijdt.

Artikel 126

De op de graven te plaatsen graftekens mogen de afmetingen voorzien door dit reglement niet overschrijden.

Ze moeten verplicht de volledige betonnen kaders bedekken die door het gemeentebestuur geplaatst werden voor de concessiegraven in volle grond alsook de betonnen tegels voor concessiegraven met grafkelder om deze dicht en hermetisch

gesloten te maken.

Artikel 127

Met het oog op de openbare veiligheid, is het verboden graftekens met glazen onderdelen te plaatsen op om het even welk graf.

Enkel natuursteen is toegestaan.

2.2 Begraving in een concessie voor een duur van 15 jaar (één stoffelijk overschot) in volle grond, hernieuwbaar

a. Bijzondere bepalingen

Artikel 128

De grafconcessies voor een duur van 15 jaar voor de begraving van een stoffelijk overschot zijn uitsluitend individueel en mogen niet op voorhand toegekend worden.

b. Graftekens

Artikel 129

Samen met de betaling van de prijs van de concessie, wordt een waarborg voor het plaatsen van het grafteken gestort aan de gemeentelijke ontvanger. Het bedrag van die waarborg wordt vastgelegd in het retributiereglement.

Na controle van gelijkvormigheid van de werken wordt de waarborg teruggestort aan de concessiehouder.

Artikel 130

De graftekens voor concessies voor volwassenen (met betonnen kader) hebben de volgende afmetingen:

- lengte: 234 cm
- breedte: 99 cm
- hoogte: 10 cm
- rand (dikte, breedte, lengte): 8 cm x 10 cm x 234 cm

hoogte van de zuil: maximum tussen 70 en 125 cm

De graftekens voor concessies voor kinderen (zonder betonnen kader) hebben maximaal de volgende afmetingen:

- lengte: 100 cm
- breedte: 65 cm
- hoogte: 10 cm
- hoogte van de zuil: 70 cm maximum

c. Verstrijken en hernieuwen

Artikel 131

Minstens een jaar voor het verstrijken of hernieuwen van de concessie stelt het gemeentebestuur een akte op waarin wordt herinnerd dat de aanvraag tot hernieuwing voor de vastgelegde datum moet worden ingediend. Een kopie van de akte wordt naar de concessiehouder (of zijn rechthebbenden) gestuurd en wordt gedurende minstens een jaar aangeplakt op de plaats van het graf en aan de ingang van de begraafplaats.

De concessiehouder kan voor het verstrijken van de concessie een hernieuwingsaanvraag indienen bij de dienst Begrafenissen.

Artikel 132

De concessies van 15 jaar mogen hernieuwd worden voor een termijn van 10 jaar of voor een termijn met dezelfde duur als de eerste (15 jaar). De termijn begint op de datum van de toekenning van de hernieuwing door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 133

Als de concessie niet wordt hernieuwd of na het verstrijken van de concessie van 15 jaar, en bij gebrek aan een reactie van belanghebbende binnen een jaar vanaf de aanplakking van de akte uit artikel 131, neemt het gemeentebestuur de grond opnieuw in bezit en mag het van ambtswege overgaan tot de opgraving van het stoffelijk overschot en dit te herbegraven op het daartoe voorziene deel van de begraafplaats. Dit wordt vermeld in de registers.

De rechthebbenden zijn verplicht de graftekens te laten verwijderen zonder enige aanmaning. Zo niet, worden ze eigendom van het gemeentebestuur.

2.3. Begraving in een concessie voor een duur van 30 jaar (maximum drie stoffelijke overschotten) of 50 jaar (maximum vier stoffelijke overschotten)

a. Bijzondere bepalingen

Artikel 134

De grafconcessies voor een duur van 30 of 50 jaar in volle grond mogen toegekend worden voor maximum drie op elkaar geplaatste stoffelijke overschotten.

De eerste begraving moet plaatsvinden op een diepte van minstens 2,50 m, de tweede op 2 m en de derde op 1,50 m.

De concessies van 30 of 50 jaar in volle grond hebben een oppervlakte van 2,57 m².

b. Graftekens

Artikel 135

Samen met de betaling van de prijs van de concessie, wordt een waarborg voor het plaatsen van het grafteken gestort aan de gemeentelijke ontvanger. Het bedrag van die waarborg wordt vastgelegd in het retributiereglement.

Na controle van gelijkvormigheid van de werken wordt de waarborg teruggestort aan de concessiehouder.

Artikel 136

De graftekens hebben de volgende afmetingen:

- Lengte: 234 cm
- Breedte: 99 cm
- Hoogte: 15 cm
- Rand (dikte, breedte, lengte): 10 cm x 10 cm x 234 cm (in 1, 2 of 3 stukken)

- Hoogte van de zuil: maximum tussen 70 en 125 cm

c. Uitbreiding

Artikel 137

De plaats van een stoffelijk overschot in een concessie van 30 of 50 jaar in volle grond kan ingenomen worden door vier asurnen op voorwaarde dat de wettelijke bepalingen hierover worden nageleefd en volgens de mogelijkheden.

Uitbreidingen van het aantal stoffelijke overschotten of asurnen zijn mogelijk binnen de beperkingen van de genoemde concessies en tegen betaling van een retributie (zie retributiereglement).

De bepalingen uit de voorgaande paragrafen worden slechts toegepast als de afmetingen van de urnen, en eventueel van hun omhulsel, die van een kubus van 50 cm zijde niet overschrijden.

d. Verstrijken en hernieuwen

Artikel 138

Minstens een jaar voor het verstrijken of hernieuwen van de concessie stelt het gemeentebestuur een akte op waarin wordt herinnerd dat de aanvraag tot hernieuwing voor de vastgelegde datum moet worden ingediend. Een kopie van de akte wordt naar de concessiehouder (of zijn rechthebbenden) gestuurd en wordt gedurende minstens een jaar aangeplakt op de plaats van het graf en aan de ingang van de begraafplaats.

Elke belanghebbende mag de hernieuwing van de concessie aanvragen:

- bij een hernieuwing zonder begraving voor een termijn van 10 jaar of voor een termijn met dezelfde duur als de eerste. De termijn begint op de datum van de toekenning van de hernieuwing door het college van burgemeester en schepenen.

een hernieuwing met begraving voor een termijn met dezelfde duur als de eerste. De termijn begint op de datum van de begraving.

De hernieuwing is onderworpen aan een retributie berekend volgens het tarief van een concessie van dezelfde duur en voor hetzelfde aantal stoffelijke overschotten dat geldt op het ogenblik van de betaling van de retributie, naar rato van de jaren die nog moeten verlopen vanaf het verstrijken van de oorspronkelijke termijn (zie retributiereglement).

Als de hernieuwing niet werd aangevraagd en een begraving heeft plaatsgevonden tijdens de laatste vijf jaar voor het verstrijken van de concessie, wordt die concessie behouden gedurende een periode van vijf jaar gratis vanaf de laatste begrafenis.

Die maatregel kan echter niet tot gevolg hebben dat een aanvraag voor de hernieuwing van de concessie zou kunnen ingediend worden na het verstrijken van deze concessie. Er mag geen enkele nieuwe begraving toegelaten worden na het verstrijken van die termijn.

Artikel 139

Als de concessie niet wordt hernieuwd of na het verstrijken van de concessie van 30 of 50 jaar in volle grond, en bij gebrek aan een reactie van belanghebbende binnen een jaar vanaf de aanplakking van de akte uit het vorige artikel, neemt het gemeentebestuur de grond opnieuw in bezit en mag het de stoffelijke overschotten of de asurnen die zich in de

concessie bevinden opgraven en respectievelijk herbegraven of uitstrooien op het daartoe voorziene deel van de begraafplaats. Dit wordt vermeld in de registers.

De rechthebbenden zijn verplicht de graftekens te laten verwijderen zonder enige aanmaning. Zo niet, worden ze eigendom van het gemeentebestuur.

2.4. Begraving in concessie voor een duur van 50 jaar met grafkelder (maximum vier stoffelijke overschotten)

a. Bijzondere bepalingen

Artikel 140

De concessies voor een duur van 50 jaar met grafkelders van twee, drie of vier vakken mogen toegekend worden voor één, twee, drie of vier stoffelijke overschotten maximum.

Elk vak van een grafkelder is bestemd voor de begraving van één enkel stoffelijk overschot.

Deze concessies hebben een oppervlakte van 3,40 m².

Artikel 141

Een hermetisch gelast metalen omhulsel is verplicht voor de begraving van de stoffelijke overschotten in de concessies met grafkelder.

Artikel 142

De grafkelders mogen enkel geopend worden voor de behoeften van de dienst en door de daartoe aangestelde medewerkers van de begraafplaats, behoudens afwijking door de burgemeester.

Behalve in geval van begraving worden deze operaties uitgevoerd na de concessiehouder te hebben uitgenodigd aanwezig te zijn of zich te laten vertegenwoordigen door een afgevaardigde en in aanwezigheid van de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde.

Artikel 143

Onmiddellijk na de begraving wordt, naargelang het geval het vak toegemetseld of betegeld door de medewerkers van de begraafplaats.

b. Prijs van de concessies

Artikel 144

De prijs van de concessie omvat de grond en de grafkelder. De prijs is vastgelegd in het retributiereglement.

c. Graftekens

Artikel 145

Samen met de betaling van de prijs van de concessie, wordt een waarborg voor het plaatsen van het grafteken gestort aan de gemeentelijke ontvanger. Het bedrag van die waarborg wordt vastgelegd in het retributiereglement.

Na controle van gelijkvormigheid van de werken wordt de waarborg teruggestort aan de concessiehouder.

De graftekens hebben de volgende afmetingen:

- Lengte: 257 cm
- Breedte: 119 cm

- Hoogte: 15 cm

- Hoogte van de zuil: maximum tussen 95 en 125 cm

d. Uitbreiding

Artikel 146

De plaats van een stoffelijk overschot in een concessie van 50 jaar met grafkelder kan ingenomen worden door vier asurnen op voorwaarde dat de wettelijke bepalingen hierover worden nageleefd en volgens de mogelijkheden.

Uitbreidingen van het aantal stoffelijke overschotten of asurnen zijn mogelijk binnen de beperkingen van de genoemde concessies en tegen betaling van de vastgelegde prijs (zie retributiereglement).

De bepalingen uit de voorgaande paragrafen worden slechts toegepast als de afmetingen van de urnen, en eventueel van hun omhulsel, die van een kubus van 50 cm zijde niet overschrijden.

e. Verstrijken en hernieuwen

Artikel 147

Minstens een jaar voor het verstrijken of hernieuwen van de concessie stelt het gemeentebestuur een akte op waarin wordt herinnerd dat de aanvraag tot hernieuwing voor de vastgelegde datum moet worden ingediend. Een kopie van de akte wordt naar de concessiehouder (of zijn rechthebbenden) gestuurd en wordt gedurende minstens een jaar aangeplakt op de plaats van het graf en aan de ingang van de begraafplaats.

Elke belanghebbende mag de hernieuwing van de concessie aanvragen:

- bij een hernieuwing zonder begraving voor een termijn van 10 jaar of voor een termijn met dezelfde duur als de eerste. De termijn begint op de datum van de toekenning van de hernieuwing door het college van burgemeester en schepenen.

een hernieuwing met begraving voor een termijn met dezelfde duur als de eerste. De termijn begint op de datum van de begraving.

De hernieuwing is onderworpen aan een retributie berekend volgens het tarief van een concessie van dezelfde duur en voor hetzelfde aantal stoffelijke overschotten dat geldt op het ogenblik van de betaling van de retributie, naar rato van de jaren die nog moeten verlopen vanaf het verstrijken van de oorspronkelijke termijn (zie retributiereglement).

Als de hernieuwing niet werd aangevraagd en een begraving heeft plaatsgevonden tijdens de laatste vijf jaar voor het verstrijken van de concessie, wordt die concessie behouden gedurende een periode van vijf jaar gratis vanaf de laatste begrafenis.

Die maatregel kan echter niet tot gevolg hebben dat een aanvraag voor de hernieuwing van de concessie zou kunnen ingediend worden na het verstrijken van deze concessie. Er mag geen enkele nieuwe begraving toegelaten worden na het verstrijken van die termijn.

Artikel 148

Als de concessie niet wordt hernieuwd of na het verstrijken van de concessie van 50 jaar met grafkelder, en bij gebrek aan een reactie van belanghebbende binnen een jaar vanaf de aanplakking van de akte uit het vorige artikel, neemt het gemeentebestuur de grafkelder opnieuw in bezit en mag het de stoffelijke overschotten of de asurnen die zich in de concessie bevinden opgraven en respectievelijk herbegraven of uitstrooien op het daartoe voorziene deel van de begraafplaats. Dit wordt vermeld in de registers.

De rechthebbenden zijn verplicht de graftekens te laten verwijderen zonder enige

aanmaning. Zo niet, worden ze eigendom van het gemeentebestuur.

2.5. Eeuwigdurende concessies

a. Bijzondere bepalingen

Artikel 149

Er worden geen eeuwigdurende concessies meer toegekend.

Niettemin kunnen de eeuwigdurende concessies die op grond van het keizerlijk decreet van 23 prairial jaar XII werden toegekend om de 50 jaar en zonder retributie hernieuwd worden, op vraag van elke belanghebbende.

Minstens een jaar voor het verstrijken of hernieuwen van de concessie stelt het gemeentebestuur een akte op waarin wordt herinnerd dat de aanvraag tot hernieuwing voor de vastgelegde datum moet worden ingediend.

In het geval dat het onderzoek naar eventuele rechthebbenden zonder resultaat blijft, wordt een kopie van de akte gedurende een jaar aangeplakt op de plaats van het graf en aan de ingang van de begraafplaats.

Bij gebrek aan een aanvraag tot hernieuwing vervalt de eeuwigdurende concessie van rechtswege.

b. Uitbreiding

Artikel 150

De plaats van een stoffelijk overschot in de vroegere eeuwigdurende concessies in volle grond of met grafkelder kan ingenomen worden door vier asurnen op voorwaarde dat de wettelijke bepalingen hierover worden nageleefd en volgens de mogelijkheden.

Uitbreidingen van het aantal stoffelijke overschotten of asurnen zijn mogelijk binnen de beperkingen van de genoemde concessies en tegen betaling van een retributie (zie retributiereglement).

De bepalingen uit de voorgaande paragrafen worden slechts toegepast als de afmetingen van de urnen, en eventueel van hun omhulsel, die van een kubus van 50 cm zijde niet overschrijden.

B. Graven voor asurnen

Algemene bepalingen

Artikel 151

De assen afkomstig van de crematie van de stoffelijke overschotten kunnen ofwel:

- in het columbarium worden geplaatst.
- worden begraven in een concessie op de perken voorbehouden voor de begraving van de asurnen of in een concessie op de perken voorbehouden voor de begraving van de stoffelijke overschotten in de plaats van een stoffelijk overschot.
- uitgestrooid worden op een perceel van de begraafplaats dat daarvoor is voorbehouden.
- in een urne worden geplaatst voor de nabestaanden om bewaard te worden op een andere plaats dan de begraafplaats. Als de assen niet langer op een andere plaats dan de begraafplaats worden bewaard, worden de assen ofwel overgebracht door de nabestaande die instaat voor de bewaring, of door zijn erfgenamen in geval van overlijden, naar een begraafplaats om er te worden begraven, in een columbarium te worden geplaatst of uitgestrooid te worden, ofwel uitgestrooid in de territoriale

zee grenzend aan het grondgebied van België, ofwel uitgestrooid, bewaard of begraven in een urne gemaakt van biologisch afbreekbaar materiaal op een andere plaats dan de begraafplaats, afgebakend door de gemeenteraad. De persoon die de assen in ontvangst neemt is verantwoordelijk voor de naleving van deze bepalingen.

Columbarium

Bijzondere bepalingen

Artikel 152

Een identiteitsplaatje dat op de sluitingswand van elk nis moet vastgemaakt worden wordt door het gemeentebestuur geleverd en gegraveerd.

Het opschrift omvat de naam, voornaam, geboorte- en overlijdensjaar van de gecremeerde persoon.

Artikel 153

Het mogelijk is mogelijk om een koperen vaas te plaatsen op de columbariumnis. Daarvoor kunnen de concessiehouders de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde contacteren.

1.1. Columbariumnis voor een asurn voor een duur van 5 jaar, niet hernieuwbaar

a. Bijzondere bepalingen

Artikel 154

Een individuele columbariumnis kan kosteloos worden toegekend voor een duur van vijf jaar, die niet hernieuwbaar is.

Artikel 155

Mogen in een columbariumnis worden begraven voor een duur van 5 jaar, de urnen met de assen van:

1° personen overleden op het grondgebied van de gemeente,

2° personen die hun hoofdverblijfplaats hebben in Etterbeek, maar die overleden zijn buiten het grondgebied van de gemeente,

3° personen die hun hoofdverblijfplaats hebben gehad in Etterbeek, maar in verzorgingsinstellingen buiten de gemeente geplaatst werden tijdens de jaren voorafgaand aan hun overlijden,

4° personeelsleden en hun familie (echtgenoot(te), nakomelingen of bloedverwanten in opgaande lijn met wie zij samenwonen), die binnen de omheining van de begraafplaats wonen.

5° personen die gedurende 25 jaar of langer ingeschreven waren in het bevolkingsregister van de gemeente Etterbeek.

Artikel 156

Het recht op begraving in een nis voor 5 jaar op de begraafplaats van Etterbeek wordt uitdrukkelijk afgestaan door de familie van een overleden persoon die zijn hoofdverblijfplaats in Etterbeek had als deze persoon of zijn assen op de begraafplaats van een andere gemeente werden begraven.

b. Verstrijken en hernieuwen

Artikel 157

Ten vroegste op het einde van het vijfde jaar brengt de gemeentelijke overheid de belanghebbenden hiervan op de hoogte door middel van aanplakking gedurende een jaar.

Bij gebrek aan een reactie van belanghebbende binnen een jaar vanaf de aanplakking van het bericht uit het vorige artikel, wordt van ambtswege overgegaan tot de opgraving de asurn en de uitstrooiing van de assen op het daartoe voorziene deel van de begraafplaats.

1.2. Concessie voor een columbariumnis

a. Algemene bepalingen

Artikel 158

De concessies worden toegekend voor een duur van:

- 15 jaar voor één urn
- 30 jaar voor een of twee urnen

jaar voor een of twee urnen

De termijnen beginnen te lopen vanaf de datum van de toekenning door het college van burgemeester en schepenen.

De concessies verlenen de concessiehouder geen eigendomsrecht, enkel een recht van genot en gebruik met een bijzondere en nominatieve bestemming.

De concessies blijven onderworpen aan het toezicht en het gezag van de burgemeester.

Artikel 159

Een individuele concessie mag enkel dienen voor de urn van de persoon voor wie zij verleend werd.

Een gezamenlijke concessie kan enkel dienen als graf voor de aanvrager, zijn (haar) echtgenoot(te) of samenwonende, zijn bloed- of aanverwanten en voor de leden van één of meerdere religieuze gemeenschappen, evenals voor de personen hun wil hebben aangegeven bij de gemeentelijke overheid.

Een gezamenlijke concessieaanvraag mag worden ingediend ten gunste van een derde en zijn familie.

Artikel 160

De begraving op de begraafplaats van een andere gemeente van een urn waarvoor een concessie werd aangekocht, brengt van rechtswege het verval mee van de bij concessie toegekende rechten zonder terugbetaling van de door de concessiehouder aan het gemeentebestuur gestorte bedragen.

Artikel 161

De concessiehouder kiest de categorie van concessie. Hij mag zich echter laten vertegenwoordigen door een derde die een volmacht heeft. Deze volmacht moet schriftelijk, uitdrukkelijk opgesteld en behoorlijk ondertekend zijn door de concessiehouder, en gestaafd worden door zijn identiteitskaart en door deze van de mandataris.

Artikel 162

De familie moet de naam en het adres van de persoon die is bevoegd om beslissingen over de concessie te nemen aan het gemeentebestuur bezorgen.

In geval van wijzigingen tijdens de duur van de concessie, moeten zij die melden.

b. Prijs van de concessies

Artikel 163

De prijs van de columbariumconcessies, hun eventuele hernieuwingen en andere rechten van de concessies maken het voorwerp uit van het retributiereglement.

De prijs van de concessie of de uitbreiding ervan wordt verhoogd met 200 euro als de koper van de concessie of de eerste overledene die er wordt begraven zijn hoofdverblijfplaats niet in Etterbeek heeft.

Worden vrijgesteld van deze verhoging:

- Minderjarigen
- De overledene die er wordt begraven als die zijn hoofdverblijfplaats heeft gehad in Etterbeek, maar in verzorgingsinstellingen buiten de gemeente geplaatst werd tijdens de jaren voorafgaand aan zijn overlijden.
- De overledene die er wordt begraven als die gedurende 25 jaar of langer ingeschreven was in het bevolkingsregister van de gemeente Etterbeek.

De prijs van de concessie moet volledig betaald zijn voordat de concessie in gebruik wordt genomen.

c. Ruiling van concessies

Artikel 164

In geen enkel geval is het toegelaten een asurn geplaatst in een concessie op te graven om deze te begraven in een gewoon graf of in een concessie van kortere duur dan de eerste.

In geval van ruiling van een concessie die sinds minder dan vijf jaar is toegekend met een concessie van hogere categorie, wordt de prijs die werd betaald voor de eerste concessie in mindering gebracht van deze van de nieuwe concessie.

Bij deze vermindering wordt er enkel rekening gehouden met de vermeerdering bij de toekenning van de vorige concessie voor personen die niet zijn ingeschreven in de gemeente op voorwaarde dat een gelijkaardig supplement wordt toegepast op de nieuwe concessie.

In geen enkel geval, mag die vermindering leiden tot een terugbetaling door het gemeentebestuur.

d. Verplichtingen van de concessiehouder

Artikel 165

De aanvraag voor een concessie voor een columbariumnis verbindt de aanvrager ertoe om niet alleen de bepalingen van dit reglement na te leven, maar ook de wijzigingen die eraan zouden kunnen aangebracht worden.

1.2.1. Concessie voor een columbariumnis voor een duur van 15 jaar (een asurn), hernieuwbaar

a. Bijzondere bepalingen

Artikel 166

De columbariumnissen voor een duur van 15 jaar zijn uitsluitend individueel. Ze mogen niet op voorhand worden toegekend.

Elke nis heeft de volgende afmetingen:

- Breedte: 32 cm

- Hoogte: 28 cm

epte: 35 cm

b. Verstrijken en hernieuwen

Artikel 167

Minstens een jaar voor het verstrijken of hernieuwen van de concessie stelt het gemeentebestuur een akte op waarin wordt herinnerd dat de aanvraag tot hernieuwing voor de vastgelegde datum moet worden ingediend. Een kopie van de akte wordt naar de concessiehouder (of zijn rechthebbenden) gestuurd en wordt gedurende minstens een jaar aangeplakt op de plaats van het graf en aan de ingang van de begraafplaats.

De concessiehouder kan voor het verstrijken van de concessie een hernieuwingsaanvraag indienen bij de dienst Begrafenissen.

Artikel 168

De concessies van 15 jaar mogen hernieuwd worden voor een termijn van 10 jaar of voor een termijn met dezelfde duur als de eerste (15 jaar). De termijn begint op de datum van de toekenning van de hernieuwing door het college van burgemeester en schepenen.

De hernieuwing geeft aanleiding tot de betaling van een retributie vastgesteld in het retributiereglement.

Artikel 169

Als de concessie niet wordt hernieuwd of na het verstrijken van de concessie van 15 jaar, en bij gebrek aan een reactie van belanghebbende binnen een jaar vanaf de aanplakking van de akte uit artikel 167, neemt het gemeentebestuur de columbariumnis opnieuw in bezit en mag het van ambtswege overgaan tot de opgraving van de urn die zich in de concessie bevindt en de assen uitstrooien op het daartoe voorziene deel van de begraafplaats. Dit wordt vermeld in de registers.

1.2.2. Concessie voor een columbariumnis voor een duur van 30 of 50 jaar (maximum twee asurnen), hernieuwbaar

a. Bijzondere bepalingen

Artikel 170

De columbariumnissen voor 1 of 2 asurnen kunnen worden toegekend door het college van burgemeester en schepenen voor een duur van 30 jaar of 50 jaar.

Een columbariumnis voor 1 urn heeft de volgende afmetingen:

- Breedte: 32 cm

- Hoogte: 28 cm

epte: 35 cm

Een columbariumnis voor 2 urnen heeft de volgende afmetingen:

- Breedte: 32 cm

- Hoogte: 28 cm

epte: 39 cm

b. Verstrijken en hernieuwen

Artikel 171

Minstens een jaar voor het verstrijken of hernieuwen van de concessie stelt het gemeentebestuur een akte op waarin wordt herinnerd dat de aanvraag tot hernieuwing voor de vastgelegde datum moet worden ingediend. Een kopie van de akte wordt naar de concessiehouder (of zijn rechthebbenden) gestuurd en wordt gedurende minstens een jaar aangeplakt op de plaats van het graf en aan de ingang van de begraafplaats.

Elke belanghebbende mag de hernieuwing van de concessie aanvragen:

- bij een hernieuwing zonder begraving voor een termijn van 10 jaar of voor een termijn met dezelfde duur als de eerste. De termijn begint op de datum van de toekenning van de hernieuwing door het college van burgemeester en schepenen.

een hernieuwing met begraving voor een termijn met dezelfde duur als de eerste. De termijn begint op de datum van de begraving.

De hernieuwing is onderworpen aan een retributie berekend volgens het tarief van een concessie van dezelfde duur en voor hetzelfde aantal stoffelijke overschotten dat geldt op het ogenblik van de betaling van de retributie, naar rato van de jaren die nog moeten verlopen vanaf het verstrijken van de oorspronkelijke termijn (zie retributiereglement).

Als de hernieuwing niet werd aangevraagd en een begraving heeft plaatsgevonden tijdens de laatste vijf jaar voor het verstrijken van de concessie, wordt die concessie behouden gedurende een periode van vijf jaar gratis vanaf de laatste begrafenis.

Die maatregel kan echter niet tot gevolg hebben dat een aanvraag voor de hernieuwing van de concessie zou kunnen ingediend worden na het verstrijken van deze concessie. Er mag geen enkele nieuwe begraving toegelaten worden na het verstrijken van die termijn.

Artikel 172

Als de concessie niet wordt hernieuwd of na het verstrijken van de concessie van 30 jaar of 50 jaar, en bij gebrek aan een reactie van belanghebbende binnen een jaar vanaf de aanplakking van de akte uit het vorige artikel, neemt het gemeentebestuur de columbariumnis opnieuw in bezit en mag het van ambtswege overgaan tot de opgraving van de urnen die zich in de concessie bevinden en de assen uitstrooien op het daartoe voorziene deel van de begraafplaats. Dit wordt vermeld in de registers.

c. Uitbreiding

Artikel 173

Uitbreidingen van het aantal urnen zijn mogelijk binnen de beperkingen van de genoemde concessies en tegen betaling van de vastgelegde prijs (zie retributiereglement).

De vorige paragraaf wordt slechts toegepast als de afmetingen van de urnen, en eventueel van hun omhulsel, die van een kubus van 20 cm zijde niet overschrijden.

2. Het perk voor de begraving van asurnen

a. Bijzondere bepalingen

Artikel 174

De urnen met de assen van de stoffelijke overschotten mogen worden begraven:

- in een gewoon graf (één asurn) voor een duur van 5 jaar, niet hernieuwbaar

of

- in grafconcessies toegekend door het college van burgemeester en schepenen volgens de voorwaarden van dit reglement en het tarief vastgelegd in het retributiereglement, voor een duur van:

o - 15 jaar voor één urn

o - 30 jaar voor één, twee, drie of vier urnen

o - 50 jaar voor één, twee, drie of vier urnen

- 50 jaar met grafkelder voor één, twee, drie of vier urnen

De asurnen worden afgedekt met een sluitdal geleverd en geplaats door het gemeentebestuur met de volgende afmetingen:

- Lengte: 63 cm

- Breedte: 63 cm

ogte: 6 cm tot 15 cm

De urn wordt begraven op tenminste 80 cm diepte.

De termijnen van de concessies beginnen te lopen vanaf de datum van de toekenning door het college van burgemeester en schepenen.

De concessies verlenen de concessiehouder geen eigendomsrecht, enkel een recht van genot en gebruik met een bijzondere en nominatieve bestemming.

De concessies blijven onderworpen aan het toezicht en het gezag van de burgemeester.

Artikel 175

Een individuele concessie mag enkel dienen voor de urn van de persoon voor wie zij verleend werd.

Een gezamenlijke concessie kan enkel dienen als graf voor de aanvrager, zijn (haar) echtgenoot(te) of samenwonende, zijn bloed- of aanverwanten en voor de leden van één of meerdere religieuze gemeenschappen, evenals voor de personen hun wil hebben aangegeven bij de gemeentelijke overheid.

Een gezamenlijke concessieaanvraag mag worden ingediend ten gunste van een derde en zijn familie.

Artikel 176

De begraving op de begraafplaats van een andere gemeente van een urn waarvoor een concessie werd aangekocht, brengt van rechtswege het verval mee van de bij concessie toegekende rechten zonder terugbetaling van de door de concessiehouder aan het gemeentebestuur gestorte bedragen.

Artikel 177

De concessiehouder kiest de categorie van concessie. Hij mag zich echter laten vertegenwoordigen door een derde die een volmacht heeft. Deze volmacht moet schriftelijk, uitdrukkelijk opgesteld en behoorlijk ondertekend zijn door de concessiehouder, en gestaafd worden door zijn identiteitskaart en door deze van de mandataris.

Artikel 178

De familie moet de naam en het adres van de persoon die is bevoegd om beslissingen over de concessie te nemen aan het gemeentebestuur bezorgen.

In geval van wijzigingen tijdens de duur van de concessie, moeten zij die melden.

b. Prijs van de concessies

Artikel 179

De prijs van de concessies op het perk voor de begraving van asurnen zijn vastgelegd in het retributiereglement.

Deze prijzen omvatten de grond of de grafkelder, de sluitdal, de grafsteen en het identiteitsplaatje.

De prijs van de concessie of de uitbreiding ervan wordt verhoogd met 200,00 euro als de koper van de concessie of de eerste overledene die er wordt begraven zijn hoofdverblijfplaats niet in Etterbeek heeft.

Worden vrijgesteld van deze verhoging:

- Minderjarigen
- De overledene die er wordt begraven als die zijn hoofdverblijfplaats heeft gehad in Etterbeek, maar in verzorgingsinstellingen buiten de gemeente geplaatst werd tijdens de jaren voorafgaand aan zijn overlijden.
- De overledene die er wordt begraven als die gedurende 25 jaar of langer ingeschreven was in het bevolkingsregister van de gemeente Etterbeek.

De prijs van de concessie moet volledig betaald zijn voordat de concessie in gebruik wordt genomen.

c. Ruiling van concessies

Artikel 180

In geen enkel geval is het toegelaten een asurn geplaatst in een concessie op te graven om deze te begraven in een gewoon graf of in een concessie van kortere duur dan de eerste.

In geval van ruiling van een concessie die sinds minder dan vijf jaar is toegekend met een concessie van hogere categorie, wordt de prijs die werd betaald voor de eerste concessie in mindering gebracht van deze van de nieuwe concessie.

Bij deze vermindering wordt er enkel rekening gehouden met de vermeerdering bij de toekenning van de vorige concessie voor personen die niet zijn ingeschreven in de gemeente op voorwaarde dat een gelijkaardig supplement wordt toegepast op de nieuwe concessie.

In geen enkel geval, mag die vermindering leiden tot een terugbetaling door het gemeentebestuur.

d. Verplichtingen van de concessiehouder

Artikel 181

De aanvraag voor een concessie verbindt de aanvrager ertoe om niet alleen de bepalingen van dit reglement na te leven, maar ook de wijzigingen die eraan zouden kunnen aangebracht worden.

Artikel 182

De aanvraag voor een concessie verbindt de aanvrager ertoe de grafsteen die wordt geleverd en geplaatst door het gemeentebestuur gedurende de volledige duur van de concessie te laten staan.

Als de bovengenoemde verbintenis niet zou nageleefd worden, behoudt het gemeentebestuur zich het recht voor om tegen de in gebreke blijvende concessiehouder of zijn rechthebbenden een rechtsvordering tot schadevergoeding in te stellen.

e. Grafsteen

Artikel 183

Een grafsteen, geleverd en geplaatst door het gemeentebestuur op de sluitdal, heeft de volgende afmetingen:

- Lengte: 30 cm
- Breedte: 30 cm

ogte: 2 cm

Binnen zes maanden na de toekenning van de concessie hebben de concessiehouder of de rechthebbenden de mogelijkheid om de grafsteen te personaliseren met inachtneming van artikel 85 van dit reglement. Volgende elementen moeten echter verplicht vermeld worden: naam, voornaam, geboorte- en overlijdensjaar van de gecremeerde persoon.

Bij gebreke zal een identiteitsplaatje met volgende elementen gegraveerd en bevestigd worden op de grafsteen door het gemeentebestuur: naam, voornaam, geboorte- en overlijdensjaar van de gecremeerde persoon.

De afmetingen van deze plaatjes en de grafische kenmerken van de te graveren inscriptie worden vastgelegd door het gemeentebestuur.

Het gemeentebestuur kan niet verantwoordelijk worden gesteld voor beschadiging van de grafsteen, wat de oorzaak dan ook is.

De concessiehouder of de rechthebbenden kunnen vragen dat de grafsteen vervangen wordt tegen betaling van een retributie (zie retributiereglement).

2.1. Begraving in een gewoon graf (één asurn) voor een duur van 5 jaar in volle grond, niet hernieuwbaar

Artikel 184

Een gewoon graf is elk individueel graf dat kosteloos wordt toegekend voor een duur van vijf jaar, die niet hernieuwbaar is.

Artikel 185

Mogen worden begraven op het perk voor urnen voor een duur van 5 jaar, de urnen met de assen van:

1° personen overleden op het grondgebied van de gemeente,

2° personen die hun hoofdverblijfplaats hebben in Etterbeek, maar die overleden zijn buiten het grondgebied van de gemeente,

3° personen die hun hoofdverblijfplaats hebben gehad in Etterbeek, maar in verzorgingsinstellingen buiten de gemeente geplaatst werden tijdens de jaren voorafgaand aan hun overlijden,

4° personeelsleden en hun familie (echtgenoot(te), nakomelingen of bloedverwanten in opgaande lijn met wie zij samenwonen), die binnen de omheining van de begraafplaats wonen.

5° personen die gedurende 25 jaar of langer ingeschreven waren in het bevolkingsregister

van de gemeente Etterbeek.

Artikel 186

Het recht op begraving in een gewoon graf op de begraafplaats van Etterbeek wordt uitdrukkelijk afgestaan door de familie van een overleden persoon die zijn hoofdverblijfplaats in Etterbeek had als deze persoon op de begraafplaats van een andere gemeente werd begraven.

Artikel 187

Ten vroegste op het einde van het vijfde jaar en na een jaar van aanplakking aan de ingang van het betrokken perk en aan de ingang van de begraafplaats, moeten de grafstenen door belanghebbenden worden weggenomen zonder enige aanmaning.

Als ze niet worden weggenomen ten laatste bij het verstrijken, worden de materialen van deze grafstenen weggenomen door het gemeentebestuur.

Het gemeentebestuur neemt de grond opnieuw in bezit en gaat over tot de opgraving van de urn die zich in het graf bevindt en de uitstrooiing van de assen op het daartoe voorziene deel van de begraafplaats.

Dit wordt vermeld in de registers.

2.2. Begraving in een concessie voor een duur van 15 jaar (één asurn) in volle grond, hernieuwbaar

a. Bijzondere bepalingen

Artikel 188

De grafconcessies voor een duur van 15 jaar zijn uitsluitend individueel en mogen niet op voorhand toegekend worden.

b. Verstrijken en hernieuwen

Artikel 189

Minstens een jaar voor het verstrijken of hernieuwen van de concessie stelt het gemeentebestuur een akte op waarin wordt herinnerd dat de aanvraag tot hernieuwing voor de vastgelegde datum moet worden ingediend. Een kopie van de akte wordt naar de concessiehouder (of zijn rechthebbenden) gestuurd en wordt gedurende minstens een jaar aangeplakt op de plaats van het graf en aan de ingang van de begraafplaats.

De concessiehouder kan voor het verstrijken van de concessie een aanvraag tot hernieuwing of een aanvraag om de urn mee naar huis te nemen indienen bij de dienst Begrafenissen.

Artikel 190

De concessies van 15 jaar mogen hernieuwd worden voor een termijn van 10 jaar of voor een termijn met dezelfde duur als de eerste (15 jaar). De termijn begint op de datum van de toekenning van de hernieuwing door het college van burgemeester en schepenen.

De hernieuwing geeft aanleiding tot de betaling van een retributie vastgesteld in het retributiereglement.

Artikel 191

Als de concessie niet wordt hernieuwd of na het verstrijken van de concessie van 15 jaar, en bij gebrek aan een reactie van belanghebbende binnen een jaar vanaf de aanplakking van de akte uit artikel 189, neemt het gemeentebestuur de grond opnieuw in bezit en mag het van ambtswege overgaan tot de opgraving van de urn die zich in de concessie bevindt

en de assen uitstrooien op het daartoe voorziene deel van de begraafplaats. Dit wordt vermeld in de registers.

2.3. Begraving in een concessie voor een duur van 30 jaar of 50 jaar (maximum vier asurnen) in volle grond, hernieuwbaar

a. Bijzondere bepalingen

Artikel 192

De grafconcessies voor een duur van 30 of 50 jaar in volle grond mogen toegekend worden voor één, twee, drie of vier asurnen.

b. Uitbreiding

Artikel 193

Uitbreidingen van het aantal urnen zijn mogelijk binnen de beperkingen van de genoemde concessies en tegen betaling van de vastgelegde retributie (zie retributiereglement).

De vorige paragraaf wordt slechts toegepast als de afmetingen van de urnen, en eventueel van hun omhulsel, die van een kubus van 20 cm zijde niet overschrijden.

Artikel 194

Minstens een jaar voor het verstrijken of hernieuwen van de concessie stelt het gemeentebestuur een akte op waarin wordt herinnerd dat de aanvraag tot hernieuwing voor de vastgelegde datum moet worden ingediend. Een kopie van de akte wordt naar de concessiehouder (of zijn rechthebbenden) gestuurd en wordt gedurende minstens een jaar aangeplakt op de plaats van het graf en aan de ingang van de begraafplaats.

Elke belanghebbende mag de hernieuwing van de concessie aanvragen:

- bij een hernieuwing zonder begraving voor een termijn van 10 jaar of voor een termijn met dezelfde duur als de eerste. De termijn begint op de datum van de toekenning van de hernieuwing door het college van burgemeester en schepenen.

een hernieuwing met begraving voor een termijn met dezelfde duur als de eerste. De termijn begint op de datum van de begraving.

De hernieuwing is onderworpen aan een retributie berekend volgens het tarief van een concessie van dezelfde duur en voor hetzelfde aantal stoffelijke overschotten dat geldt op het ogenblik van de betaling van de retributie, naar rato van de jaren die nog moeten verlopen vanaf het verstrijken van de oorspronkelijke termijn (zie retributiereglement). Het is ook mogelijk om de urn mee naar huis te nemen.

Als de hernieuwing niet werd aangevraagd en een begraving heeft plaatsgevonden tijdens de laatste vijf jaar voor het verstrijken van de concessie, wordt die concessie behouden gedurende een periode van vijf jaar gratis vanaf de laatste begrafenis.

Die maatregel kan echter niet tot gevolg hebben dat een aanvraag voor de hernieuwing van de concessie zou kunnen ingediend worden na het verstrijken van deze concessie. Er mag geen enkele nieuwe begraving toegelaten worden na het verstrijken van die termijn.

Artikel 195

Als de concessie niet wordt hernieuwd of na het verstrijken van de concessie van 30 of 50 jaar in volle grond, en bij gebrek aan een reactie van belanghebbende binnen een jaar vanaf de aanplakking van de akte uit het vorige artikel, neemt het gemeentebestuur de grond opnieuw in bezit en mag het overgaan tot de opgraving van de urn die zich in de concessie bevindt en de assen uitstrooien op het daartoe voorziene deel van de begraafplaats. Dit wordt vermeld in de registers.

2.4. Begraving in concessie voor een duur van 50 jaar met grafkelder (maximum vier asurnen), hernieuwbaar

a. Bijzondere bepalingen

Artikel 196

De grafconcessies voor een duur van 50 jaar met grafkelder mogen toegekend worden voor één, twee, drie of vier asurnen.

b. Uitbreiding

Artikel 197

Uitbreidingen van het aantal urnen zijn mogelijk binnen de beperkingen van de genoemde concessies en tegen betaling van de vastgelegde retributie (zie retributiereglement).

De vorige paragraaf wordt slechts toegepast als de afmetingen van de urnen, en eventueel van hun omhulsel, die van een kubus van 20 cm zijde niet overschrijden.

c. Verstrijken en hernieuwen

Artikel 198

Minstens een jaar voor het verstrijken of hernieuwen van de concessie stelt het gemeentebestuur een akte op waarin wordt herinnerd dat de aanvraag tot hernieuwing voor de vastgelegde datum moet worden ingediend. Een kopie van de akte wordt naar de concessiehouder (of zijn rechthebbenden) gestuurd en wordt gedurende minstens een jaar aangeplakt op de plaats van het graf en aan de ingang van de begraafplaats.

Elke belanghebbende mag de hernieuwing van de concessie aanvragen:

- bij een hernieuwing zonder begraving voor een termijn van 10 jaar of voor een termijn met dezelfde duur als de eerste. De termijn begint op de datum van de toekenning van de hernieuwing door het college van burgemeester en schepenen.

een hernieuwing met begraving voor een termijn met dezelfde duur als de eerste. De termijn begint op de datum van de begraving.

De hernieuwing is onderworpen aan een retributie berekend volgens het tarief van een concessie van dezelfde duur en voor hetzelfde aantal stoffelijke overschotten dat geldt op het ogenblik van de betaling van de retributie, naar rato van de jaren die nog moeten verlopen vanaf het verstrijken van de oorspronkelijke termijn (zie retributiereglement). Het is ook mogelijk om de urn mee naar huis te nemen.

Als de hernieuwing niet werd aangevraagd en een begraving heeft plaatsgevonden tijdens de laatste vijf jaar voor het verstrijken van de concessie, wordt die concessie behouden gedurende een periode van vijf jaar gratis vanaf de laatste begrafenis.

Die maatregel kan echter niet tot gevolg hebben dat een aanvraag voor de hernieuwing van de concessie zou kunnen ingediend worden na het verstrijken van deze concessie. Er mag geen enkele nieuwe begraving toegelaten worden na het verstrijken van die termijn.

Artikel 199

Als de concessie niet wordt hernieuwd of na het verstrijken van de concessie van 50 jaar met grafkelder, en bij gebrek aan een reactie van belanghebbende binnen een jaar vanaf de aanplakking van de akte uit het vorige artikel, neemt het gemeentebestuur de grond opnieuw in bezit en mag het overgaan tot de opgraving van de urn die zich in de concessie bevindt en de assen uitstrooien op het daartoe voorziene deel van de begraafplaats. Dit wordt vermeld in de registers.

3. Strooiweide voor assen

Artikel 200

Er is een perk speciaal aangelegd voor de uitstrooiing van assen van de:

1° personen overleden op het grondgebied van de gemeente,

2° personen die hun hoofdverblijfplaats hebben in Etterbeek, maar die overleden zijn buiten het grondgebied van de gemeente,

3° personen die hun hoofdverblijfplaats hebben gehad in Etterbeek, maar in verzorgingsinstellingen buiten de gemeente geplaatst werden tijdens de jaren voorafgaand aan hun overlijden,

4° personeelsleden en hun familie (echtgenoot(te), nakomelingen of bloedverwanten in opgaande lijn met wie zij samenwonen), die binnen de omheining van de begraafplaats wonen.

5° personen die gedurende 25 jaar of langer ingeschreven waren in het bevolkingsregister van de gemeente Etterbeek.

Artikel 201

Zodra de asurn met de uit te strooien as aankomt, neemt de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde deze in ontvangst.

Artikel 202

De urn wordt door de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde stapvoets naar de strooiweide gedragen.

Hij opent de urn en giet de assen in een toestel voor de uitstrooiing. De vuurvaste steen en de urn worden aan de rand van het perk neergelegd.

De verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde gaat onmiddellijk over tot de uitstrooiing in het bijzijn van de familieleden of van de persoon die voor de lijkbezorging instaat.

Na een moment van stilte neemt de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde afscheid van de familie.

Artikel 203

De kransen en bloemstukken worden in het midden van de strooiweide neergelegd.

Artikel 204

De uitstrooiing van de assen gebeurt op een oppervlakte van ongeveer 4 m². Deze oppervlakte mag niet opnieuw worden gebruikt voordat de eerder uitgestrooide assen verdwenen zijn.

Artikel 205

De uitstrooiing wordt vermeld in de registers.

Artikel 206

Op vraag van de families is het mogelijk, op de daartoe voorziene plaats, een herdenkingsplaatje te plaatsen met daarop de identiteit van de overledene van wie de assen uitgestrooid werden op het perk en uitsluitend.

Deze plaatjes worden geleverd, gegraveerd en geplaatst door het gemeentebestuur voor een duur van 10 jaar die hernieuwbaar is tegen betaling van een retributie (zie

retributiereglement).

Op de plaatjes staan enkel de naam, de voornaam, het geboortejaar en het jaar van overlijden van de overledene.

De afmetingen van deze plaatjes en de grafische kenmerken van de te graveren inscriptie worden vastgelegd door het gemeentebestuur.

De aanvragen voor hernieuwing van de plaatjes kunnen enkel ingediend worden in het jaar voordat de periode van 10 jaar afloopt.

Als er geen aanvraag wordt ingediend voor het verstrijken van de termijn, wordt het plaatje automatisch weggenomen door het gekwalificeerde personeel van de begraafplaatsen.

4. Andere bestemming voor de asurnen dan een gemeentelijke begraafplaats

Artikel 207

Tenzij de overledene zijn voorkeur voor een andere bestemming heeft aangegeven met een akte die voldoet aan de voorwaarden voor de bekwaamheid en vorm van de akten van uiterste wilsbeschikking, kunnen de assen van een gecremeerd stoffelijk overschot een andere bestemming krijgen dan een begraafplaats op voorwaarde dat deze bestemming geen deel uitmaakt van het openbaar domein.

Artikel 208

Zonder afbreuk te doen aan de voorgaande bepalingen, kan een symbolisch deel van de assen van het gecremeerde lichaam op hun vraag aan de echtgeno(o)t(e), aan de ouders of aan de aanverwanten in eerste en tweede graad toevertrouwd worden. De assen moet door het crematorium in een afgesloten omhulsel opgenomen worden en op een waardige en gepaste manier vervoerd worden.

De persoon die de assen in ontvangst neemt is verantwoordelijk voor de naleving van deze bepalingen.

Artikel 209

De aanvraag tot crematie en de toelating tot crematie vermelden de naam, voornaam, adres van de persoon die in de lijkbezorging voorziet, alsook de juiste plaats waar de assen uitgestrooid, begraven of bewaard zullen worden.

Artikel 210

De persoon die in de lijkbezorging voorziet zal vooraf tegen ontvangstbewijs, bij de ambtenaar van de burgerlijke stand aangifte doen van iedere verplaatsing of bestemmingsverandering van de urn, van iedere wijziging van persoon die in de lijkbezorging voorziet, alsook adreswijzigingen.

C. Ereperk

Artikel 211

Het ereperk op de begraafplaats is voorzien voor de stoffelijke overschotten en asurnen van personen die tot volgende categorieën behoren:

a) Belgische militairen, verzetsstrijders, gedeporteerden en daarmee gelijkgestelden van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945

b) Belgische militairen en daarmee gelijkgestelden, overleden in oorlogstijd of in vredestijd:

1° tijdens een militaire of humanitaire opdracht, in bevolen dienst door een Belgische overheid of een instelling met wie België een akkoord gesloten heeft of

2° ten gevolge van verwondingen of ziekten opgelopen in bevolen dienst tijdens deze

opdracht

c) leden van de Belgische openbare ordediensten, overleden

1° in bevolen dienst of

2° ten gevolge van verwondingen of ziekten opgelopen tijdens deze opdracht

d) personen die hun hoofdverblijfplaats hebben in Etterbeek, overleden

1° ten gevolge van een daad van moed, burgerlijke of heldhaftig, openbaar gekend of

2° ten gevolge van verwondingen of ziekten opgelopen tijdens deze daad

3° ten gevolge van een terroristische aanslag.

Artikel 212

De families of personen die voorzien in de lijkbezorging moeten de volgende bewijsstukken voorleggen:

1° het bewijst dat de overledene zijn hoofdverblijfplaats in Etterbeek heeft of dat de overledene zijn hoofdverblijfplaats heeft gehad in Etterbeek, maar in verzorgingsinstellingen buiten de gemeente geplaatst werd tijdens de jaren voorafgaand aan zijn overlijden of dat de overledene gedurende 25 jaar of langer ingeschreven was in het bevolkingsregister van de gemeente Etterbeek.

2° voor alinea a van artikel 214, een attest van de dienst Militaire Pensioenen in Brussel of de dienststaat.

3° voor alinea's b en c van artikel 214, een attest van de werkgever met vermelding van de feiten.

4° voor alinea d van artikel 214, alle stukken die bewijzen dat de daad openbaar bekend is en na akkoord van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 213

Voor de personen die voldoen aan de artikels 211 en 212 en waarvan het overlijden heeft plaatsgevonden in Etterbeek, neemt het gemeentebestuur het vervoer met lijkwagen binnen de geografische grenzen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en bovendien tot aan de begraafplaats van Etterbeek en de retributie voor de controle van de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen voor de kisting van het stoffelijk overschot bedoeld in artikel 7 van het retributiereglement voor de begrafenissen, opgravingen en diverse rechten op de begraafplaats ten laste. De doodskist is bedekt met de nationale en de gemeentevlag.

Artikel 214

Het enige toegelaten grafteken is de zuil, waarvan het model door het gemeentebestuur is vastgesteld en geleverd, en mits uitsluiting van alle andere decoratie.

Artikel 215

Op beide zijden van de zuil mogen twee opschriften aangebracht worden en zo dienen als grafteken voor vier stoffelijke overschotten of urnen, naargelang het vastgestelde gebruik.

Artikel 216

De opschriften worden door het gemeentebestuur en op haar kosten op de zuil gegraveerd. Aan de zuil mag niets vastgemaakt worden. Het is verboden foto's, kranshouders en vazen op de graven te plaatsen, evenals decoratie met grint, cement, gras,

palm, enzovoort. Enkel het neerleggen van natuurlijke bloemen is toegelaten.

Artikel 217

Het perk voor de begraving van de personen uit artikel 211 wordt gebruikt naar gelang van de beschikbare grond of plaats.

Artikel 218

Het gemeentebestuur behoudt zich het recht om alle bepalingen te treffen die zij nodig acht, zowel wat de politie van de ereperken betreft als hun onderhoud en hun esthetisch uitzicht.

Artikel 219

Zijn uitgesloten van dit reglement de personen die ontzet zijn uit hun burgerlijke en politieke rechten op het ogenblik van hun overlijden.

Artikel 220

Het college van burgemeester en schepenen kan personen uitsluiten die zich door hun gedrag of door daden onwaardig getoond hebben om in het ereperk begraven te worden.

D. Kinderperk en sterretjesweide

Artikel 221

Op de begraafplaats van Etterbeek wordt een perk aangelegd dat voorbehouden is voor de begraving van kinderen jonger dan 7 jaar op voorwaarde dat de doodskist niet langer is dan een meter:

1) in een gewoon graf (één stoffelijk overschot) voor een duur van 5 jaar in volle grond (de artikels 110 tot 115 van het reglement zijn dan van toepassing) die omgevormd kan worden tot een concessie voor een duur van 15 jaar (één stoffelijk overschot) in volle grond, hernieuwbaar (de artikels 128 tot 133 van het reglement zijn dan van toepassing);

2) in concessie voor een duur van 15 jaar (één stoffelijk overschot) in volle grond, hernieuwbaar (artikels 128 tot 133 van het reglement zijn dan van toepassing).

Artikel 222

Op de begraafplaats van Etterbeek wordt een sterretjesweide aangelegd die voorbehouden is voor de begraving van levenloos geboren foetussen, die geboren zijn tussen de 106e en de 180e dag van de zwangerschap:

1) in een gewoon graf (één stoffelijk overschot) voor een duur van 5 jaar in volle grond (de artikels 110 tot 115 van het reglement zijn dan van toepassing) die omgevormd kan worden tot een concessie voor een duur van 15 jaar (één stoffelijk overschot) in volle grond, hernieuwbaar (de artikels 128 tot 133 van het reglement zijn dan van toepassing);

2) in concessie voor een duur van 15 jaar (één stoffelijk overschot) in volle grond, hernieuwbaar (artikels 128 tot 133 van het reglement zijn dan van toepassing).

E. Percelen voor personen met een bepaalde godsdienst of filosofische overtuiging

Artikel 223

De begraafplaats van Etterbeek heeft een neutraal karakter. De begrafenissen op de begraafplaats gebeuren zonder onderscheid noch van eredienst, noch van filosofische of religieuze overtuiging door de medewerkers van het bestuur en worden uitgevoerd met inachtneming van de grondwettelijke principes van neutraliteit, gelijkheid en non-discriminatie.

Artikel 224

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen uit het vorige artikel beschikt de begraafplaats van Etterbeek ook over percelen waar het mogelijk is om de uitvaartrituelen van de erkende religieuze en filosofische overtuigingen na te leven. Deze percelen zijn geïntegreerd in de begraafplaats, zonder dat er een fysieke scheiding kan bestaan tussen deze percelen en de rest van de begraafplaats.

Artikel 225

De inrichting van deze percelen zal rekening houden met de gebruiken van de gemeenschap binnen de beperkingen van de Belgische wetgeving en zal gebeuren in samenspraak met het gemeentebestuur.

Artikel 226

De begraving van de overledenen op deze percelen moet voortkomen uit de uitdrukkelijke wilsverklaring in die zin hetzij door henzelf bij leven, hetzij door een familielid, hetzij door elke andere persoon die in de lijkbezorging voorziet en zonder tussenkomst van een religieuze autoriteit.

De gemeente mag geen enkel onderzoek doen naar de religieuze overtuigingen van personen die op deze percelen begraven willen worden.

Artikel 227

Wat het begrafenisritueel ook is, de kisting en de begraving op deze percelen moeten gebeuren met inachtneming van de regels voor hygiëne en volksgezondheid.

Artikel 228

Alle bepalingen uit dit reglement zijn van toepassing op deze percelen.

Artikel 229

Een perceel op de begraafplaats van Etterbeek is speciaal voorbehouden voor de begraving van personen met een islamitische geloofsbelijdenis.

Behalve het bijzonder karakter van de oriëntatie van de graven (georiënteerd naar Mekka) blijven alle artikels uit dit reglement, zonder uitzondering, van toepassing.

Artikel 230

Een of meerdere percelen op de begraafplaats van Etterbeek zijn speciaal voorbehouden voor de begraving van personen met het orthodoxe geloof van de oosters-christelijke kerken.

F. Opgraving van de stoffelijke overschotten of asurnen

Artikel 231

De persoon die de opgravingsaanvraag tekent wordt verondersteld uit goeder trouw en onder zijn enige verantwoordelijkheid te handelen, met onder andere de toestemming van de naasten van de overledene, evenals van diegene die in de lijkbezorging voorzag.

Hij ontslaat het gemeentebestuur van elke schadevergoeding en interesten in dit verband.

Behalve op bevel van de rechterlijke overheid mag men niet tot een opgraving overgaan zonder toelating van de burgemeester.

Artikel 232

Als het op te graven stoffelijk overschot van een persoon is die is overleden ten gevolge van een besmettelijke, epidemische of infectieziekte, mag de burgemeester deze toelating weigeren of bijzondere maatregelen voorschrijven.

In geval van opgraving van een stoffelijk overschot of een urn moet de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde de hernieuwing van de doodskist of de urn voorschrijven, als hij dat nodig vindt. De kosten van de nieuwe doodskist of urn zijn ten laste van de aanvrager.

Artikel 233

De overbrenging van een opgegraven stoffelijk overschot naar een andere begraafplaats dan die van Etterbeek gebeurt volgens de bepalingen van de geldende wetten hierover. Het gebruik van een hermetisch gelast metalen omhulsel, dat de eerste doodskist omringt, is verplicht.

In dit geval is de retributie voor het plaatsen van de gemeentezegel verschuldigd.

Artikel 234

De opgravingen van asurnen met het oog op hun vervoer of uitstrooiing van de assen heeft slechts plaats als dit technisch mogelijk is.

Artikel 235

In een perceel zonder betonnen kaders moet de aanvrager, vóór elke opgraving, op zijn kosten, het op het graf en op de nabijgelegen graven geplaatste monumenten of grafstenen laten wegnemen.

Als de graftekens niet binnen een termijn van vijf werkdagen na de opgraving teruggeplaatst zijn, wordt het werk van ambtswege uitgevoerd op vraag van het bestuur, op kosten, gevaar en risico van de in gebreke gebleven concessiehouder.

Artikel 236

Buiten de gevallen van overmacht, hebben de opgravingen van de stoffelijke overschotten en de asurnen plaats van dinsdag tot en met vrijdag, uitgezonderd de sluitingsdagen van het gemeentebestuur en de dag erna.

Ze worden uitgevoerd door de medewerkers van de begraafplaats die daartoe zijn aangesteld of door een bedrijf dat gemandateerd is door het gemeentebestuur, in aanwezigheid van de personen die bevoegd zijn om ze bij te wonen en de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn afgevaardigde.

De familieleden en de personen die door haar speciaal aangesteld werden, kunnen hierbij aanwezig zijn zodra de werken beëindigd zijn en wanneer het lichaam in een andere kist geplaatst wordt als daar reden toe is.

Als de staat van de opgegraven doodskist dat vereist, dan moet die vervangen worden of moeten er andere maatregelen genomen worden om de welvoeglijkheid en de openbare hygiëne te bewaren.

Artikel 237

In geen enkel geval is het toegelaten een stoffelijk overschot of een asurn geplaatst in een concessie op te graven om deze te begraven in een gewoon graf of in een concessie van kortere duur dan de eerste.

Artikel 238

De opgraving van een stoffelijk overschot met als doel het te verassen, kan toegelaten worden op voorwaarde dat de wettelijke voorschriften hierover worden nageleefd.

Artikel 239

De retributie voor de opgraving van een stoffelijk overschot of urn is vastgesteld in het retributiereglement.

Zijn vrijgesteld de opgravingen die:

1°) zijn bevolen door een rechterlijke overheid, behalve inzake burgerlijke betwisting

2°) het resultaat zijn van de bestemmingswijziging van de begraafplaats of de overname van concessies vóór de termijn voorzien in artikel 234.

De retributie moet volledig betaald worden vóór de opgraving.

Artikel 240

De concessiegrond mag vóór termijn door het gemeentebestuur overgenomen worden als het algemeen belang of de behoeften van de dienst dat vereisen.

In dit geval, of in geval van verplaatsing van de gemeentelijke begraafplaats, wordt, op de nieuwe begraafplaats of op het nieuw perceel, een perceel voorbehouden even groot als het perceel waarvoor al een concessie was toegekend als een belanghebbende daarvoor een aanvraag indient vóór de datum van stopzetting van de begravingen.

Het opgraven en het overbrengen van de stoffelijke overschotten en urnen, evenals het verplaatsen van het grafmonument en eventueel het bouwen van een grafkelder volgens de geldende reglementaire voorschriften gebeuren op kosten van het gemeentebestuur.

Het gemeentebestuur brengt de concessiehouders of rechthebbenden hiervan op de hoogte volgens de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen.

G. Overname van een concessie om redenen van algemeen belang of voor de behoeften van de dienst

Artikel 241

In geval van overname van een concessie om redenen van algemeen belang of voor de behoeften van de dienst maakt de concessiehouder geen aanspraak op een vergoeding. Hij heeft enkel recht op de gratis verwerving van een perceel met dezelfde oppervlakte of een columbariumnis met dezelfde oppervlakte, en dat tot het einde van zijn concessie, op een andere plaats op dezelfde begraafplaats of op een andere begraafplaats.

Eventuele kosten voor de overbrenging van het stoffelijk overschot (inclusief de opgraving) en van de graftekens en de kosten voor een eventuele nieuwe grafkelder of columbarium zijn ten laste van de gemeente.

De graftekens, grafkelders, monumenten die dreigen in te storten, worden vervangen door de rechthebbende op zijn kosten.

H. Doodsbeenderhuisje

Artikel 242

Bij de bestemmingswijziging van de graven kunnen de stoffelijke overschotten of de assen op een fatsoenlijke manier overgebracht worden naar het doodsbeenderenhuisje van de begraafplaats. Deze operaties worden vermeld in de registers.

Hoofdstuk VI: Slotbepalingen

A. Straffen

Artikel 243

Alle overtredingen van de bepalingen van dit reglement worden vastgesteld door de medewerkers van de begraafplaats, die de verantwoordelijke van de begraafplaats of zijn

afgevaardigde hiervan op de hoogte brengen. Deze maakt proces-verbaal op voor de politie.

De overtreders van de bepalingen van dit reglement worden met politiestraffen gestraft, onverminderd de andere strafmaatregelen die door de wet zijn voorzien.

B. Slotbepalingen

Artikel 244

De eerdere regelgeving met betrekking tot de bepalingen van dit reglement wordt opgeheven.

Artikel 245

Het college van burgemeester en schepenen of de burgemeester of zijn afgevaardigden als er onmiddellijk een oplossing nodig is, met respect voor hun respectieve bevoegdheden, neemt een beslissing over alle gevallen die niet zijn voorzien in dit reglement.

Artikel 246

Enkel de rechtbanken zijn bevoegd in geval van conflict tussen het gemeentebestuur en de particulieren en tussen de particulieren onderling.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Note Collège 11122025 - Modification art.85 et 90 du règlement sur les funérailles et sépultures.docx, 20251222_ETAT CIVIL_Règlement funérailles et sépultures - version définitive avec corrections NL.pdf, Notification à la commune5286436168498704056.pdf, Règlement funérailles et sépultures - version définitive avec corrections CC22122025.pdf

---

Animation et festivités - Animatie en Feestelijkheden

22.12.2025/A/0025 **Règlements sur l'occupation de l'espace public et sur l'occupation des salles communales et Règlement communal relatif aux tournages**

Le Conseil communal,

Considérant l'actuel règlement en matière d'occupation de l'espace public, de mise à disposition de matériel communal et de tournages adopté en Collège Conseil en date du 21 mars 2005 ;

Considérant que celui-ci n'est plus en adéquation avec les demandes d'occupation actuelles ainsi qu'avec la nouvelle configuration du nouveau bâtiment administratif il a été décidé de mettre celui-ci à jour ;

Considérant que pour faciliter la compréhension du règlement il est proposé d'établir 2

règlements distincts :
- Règlements sur l'occupation de l'espace public et sur l'occupation des salles communales-
Règlement communal relatif aux tournages

Considérant que ces projets de règlements ont été élaborés en concertation avec le service du Secrétariat Communal et le service Juridique, qu'ils ont été présentés lors d'un précédent Collège ;

Décide :
1. d'approuver les termes du Règlement sur l'occupation de l'espace public et sur l'occupation des salles communales, tels que repris ci-dessous ;
2. d'approuver les termes du Règlement communal relatif aux tournages , tels que repris ci-dessous .

Règlements sur l'occupation de l'espace public et sur l'occupation des salles communales

Ces règlements ont pour objectif de définir les conditions d'utilisation de l'espace public, des salles communales, des équipements communaux et de la mise à disposition du personnel communal, garantissant le respect des règles en matière de quiétude, d'ordre public, de sécurité, de cohabitation et de bonne gestion publique.

Table des matières

Partie 1. - Règlements sur l'occupation de l'espace public

Section 1 – Généralités

Article 1 – Terminologies

Article 2 – La demande d'autorisation au Collège

Article 3 – L'autorisation du Collège et le respect des conditions

Article 4 – Le demande OSIRIS

Article 5– Occupation du parc du Cinquantenaire

Article 6 – Arrivée d'eau et/ou d'électricité

Article 7 – STIB

Article 8 – Le formulaire de demande

Article 9 – Les délais de demande

Article 10 – Les catégories d'évènement

Article 11 – Occupation de voirie et pose de panneaux de signalisation-interdiction de stationnement

Article 12 – Les catégories de demandeurs

Article 13 – La tarification de l'occupation de l'espace public et le paiement

Article 14 – Annulation

Article 15 – Annulation tardive

Article 16 – En cas de dégâts occasionnés lors de l'occupation de l'espace public

Article 17 – Assurance en responsabilité civile à charge du Demandeur

Article 18 – Les normes de sécurité, d'hygiène et de bruit

Article 19 – L'information des riverains

Article 20 – Rangement, nettoyage et matériel manquant ou endommagé

Section 2 – Modalités de tarification d'une occupation de l'espace public

Article 21 – Tarification de la redevance relative à l'occupation de l'espace public

Article 22 – Exonérations de la redevance

Section 3 – Modalités de tarification de la mise à disposition de matériel

Article 23 – Demande principale et demande accessoire

Article 24 – Application d'une redevance.

Article 25 – Exonérations de la redevance

Article 26 – Liste du matériel pouvant être mis à disposition

Article 27 – Livraison, et reprise du matériel

Section 4 – Modalités de tarification de la mise à disposition du personnel

Article 28 – Champ d'application

Partie 2. - Règlements sur l'occupation des salles communales

Section 1 – Généralités

Article 29 – Terminologies

Article 30 – La demande d'occupation - formulaire de réservation

Article 31 – Le formulaire de demande

Article 32 – Les délais de demande

Article 33 – Les catégories de demandeurs

Article 34 – L'autorisation du Collège et le respect des conditions

Article 35 – Restrictions en matière d'occupation des salles communales

Article 36 – La tarification de l'occupation d'une salle communale et le paiement

Article 37 – Annulation

Article 38 – Annulation tardive

Article 39 – En cas de dégâts occasionnés lors de l'occupation d'une salle communale

Article 40 – Assurance en responsabilité civil à charge du Demandeur

Article 41 – Les normes de sécurité, d'hygiène et de bruit

Article 42 – Rangement, nettoyage et matériel manquant ou endommagé

Article 43 – Respect des horaires

Section 2 – Modalités et tarification des salles des Jardins de la Chasse

Article 44 – Horaires

Article 45 – Description des salles communales

Article 46 – Tarification des salles communales

Article 47 – Exonération de la redevance et limitation d'occupation

Article 47 bis – Autorisation dérogatoire de la salle Christian Debaty - Convention

Section 3 – Modalités et tarification des salles hors Jardins de la Chasse

Article 48 – Horaires

Article 49 – Description des salles communales

Article 50 – Tarfication des salles communales hors Jardins de la Chasse

Article 51 – Exonération de la redevance

Section 4 – Modalités et tarification des salles de classes

Article 52 – Horaire

Article 53 – Tarfication des salles de classes

Section 5 – Modalités et tarification de la location de matériel

Article 54 – Demande principale et demande accessoire

Article 55 – Application d'une redevance.

Article 56 – Exonérations de la redevance

Article 57 – Liste du matériel pouvant être mis à disposition

Article 58 – Livraison et reprise du matériel

Article 59 – Conflit d'interprétation

Article 60 – Entrée en vigeur

Partie 1. - Règlements sur l'occupation de l'espace public

Section 1 – Généralités

Article 1 – Terminologies

Le terme « Demandeur » utilisé dans le présent règlement désigne toute personne physique ou morale, publique ou privée, ayant reçu l'autorisation d'occuper l'espace public, avec ou sans mise à disposition de matériel communal, dans le cadre d'un évènement ouvert au public.

Les termes « avec ancrage local » ou « sans ancrage local » utilisés dans le présent

règlement désignent respectivement les organisations dont le siège social est établi sur le territoire de la Commune d'Etterbeek ou celles dont le siège social est établi en dehors de celui-ci.

Le terme « Espace public » utilisé dans le présent règlement désigne, conformément à l'article 1er § 3 du Règlement général de Police commun aux 19 communes bruxelloises :

- La voie publique, en ce compris la chaussée, les accotements et les trottoirs, les bermes centrales, et tous leurs accessoires tels que les égouts et caniveaux, les abords de la voirie, les pistes cyclables, les passages aériens et souterrains pour piétons, les chemins et servitudes de passage, et de manière générale, toute voie ouverte à la circulation publique même si son assiette se trouve sur une propriété privée ;
- Les emplacements publics établis en tant que dépendances de la voie publique et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux promenades et aux marchés, les autres aménagements et espaces verts tels que les squares, les parcs communaux et régionaux, les jardins publics, et tout espace comportant un élément végétal, les plaines et aires de jeu, les cimetières, les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public et d'une manière générale toute portion de l'espace public située hors voirie, ouverte à la circulation des personnes et affectée, en ordre principal, à la promenade, à la détente ou à l'embellissement ;
- Les gares, les stations de métro, l'intérieur et l'extérieur des véhicules de transport en commun affectés au transport des personnes et circulant sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, les quais, les arrêts et les autres accessoires des transports en commun qu'ils soient souterrains ou en plein air.

Le terme « Collège » utilisé dans le présent règlement désigne le Collège des Bourgmestre et Échevin•e•s.

Le terme « Service Animation » utilisé dans le présent règlement désigne les agents communaux désignés par le Collège pour réceptionner et traiter les demandes d'occupation de l'espace public.

Article 2 – La demande d'autorisation au Collège

Le Demandeur ne peut occuper l'espace public sans l'autorisation préalable du Collège.

Pour obtenir cette autorisation, le demandeur envoie le formulaire de réservation téléchargeable sur le site web de la commune (www.etterbeek.brussels) ou disponible auprès du service animation, par courrier électronique à animation@etterbeek.brussels ou par courrier postal au Service Animation, Avenue des Casernes 31/1, 1040 Etterbeek.

L'introduction d'une telle demande ne dispense pas l'organisateur d'une manifestation, si elle est revendicative, de demander l'autorisation au Bourgmestre, pour des motifs de sécurité et de maintien de l'ordre public.

Article 3 – L'autorisation du Collège et le respect des conditions

Sur base des informations reprises dans le formulaire de demande, le Collège autorise ou non l'occupation de la voie publique. Le Collège se réserve le droit de refuser la mise à disposition de l'espace public et/ou de matériel à tout demandeur, notamment pour : la nature de l'évènement, le message ou l'image véhiculé par l'évènement, le non-respect des obligations passées, le non-paiement ou paiement tardif de la caution, la sous-location non autorisée, etc.

Le refus fondé sur la nature de l'évènement, le message ou l'image véhiculée ne peut intervenir que dans des situations exceptionnelles, notamment lorsque ceux-ci portent gravement atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs, aux valeurs démocratiques, aux droits fondamentaux ou à l'image de la Commune.

Toute occupation de l'espace public est soumise aux conditions des services de police et aux conditions du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Collège peut en outre imposer des conditions particulières, et notamment sur la base de l'avis de la commission en aide médicale urgente. Afin de contrôler le respect des conditions, les lieux ne peuvent être refusés à toute personne mandatée par le Collège pour effectuer un contrôle.

Le Demandeur est tenu de respecter strictement les conditions stipulées dans son autorisation, ainsi que l'ensemble des dispositions du présent règlement. Néanmoins, le Collège peut, sur proposition motivée, accorder des dérogations aux conditions du présent règlement.

La Commune se dégage de toute responsabilité en cas de manquement aux autorisations devant être sollicitées par le Demandeur.

Le Collège des Bourgmestre et Échevin•e•s tranche sans appel les cas non prévus par le présent règlement.

Article 4 – Le demande OSIRIS

Toute installation sur la voie publique dans une des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale, nécessite une demande préalable via l'application OSIRIS (https://apps.osiris.brussels). Pour les voiries régionales, les délais de traitement peuvent être conséquents, et l'autorité communale ne dispose d'aucun moyen pour accélérer le processus.

Article 5– Occupation du parc du Cinquantenaire

Si l'événement se déroule dans le Parc du Cinquantenaire, une autorisation de Bruxelles Environnement, gestionnaire du site et du Service public régional Bruxelles Urbanisme et Patrimoine sera nécessaire lors de l'introduire la demande auprès de la commune d'Etterbeek.

Article 6 – Arrivée d'eau et/ou d'électricité

Si l'évènement nécessite un raccordement à l'eau ou à l'électricité, le Demandeur est tenu de prendre directement contact avec les opérateurs compétents :

- Vivaqua pour toute installation relative à un point d'eau (ex. : col de cygne) ;
- Sibelga pour toute demande d'ouverture ou de raccordement à une borne électrique.

L'ensemble des démarches et des frais liés à ces prestations sont entièrement à la charge du Demandeur.

Article 7 – STIB

En cas d'occupation de l'espace public, le Demandeur doit garantir un passage libre et sécurisé pour les véhicules de la STIB.

En cas d'impossibilité, il lui appartient de contacter directement la STIB afin de solliciter, le cas échéant, la mise en place d'une déviation.

L'ensemble des démarches et des frais liés à ces prestations sont entièrement à la charge du Demandeur.

Article 8 – Le formulaire de demande

Le formulaire de demande doit être introduit de manière complète et en une seule fois. Les demandes incomplètes ou les ajouts ultérieurs ne seront pas pris en compte. Les demandes sont traitées dans l'ordre chronologique de leur réception.

Article 9 – Les délais de demande

Le délai pour introduire une demande d'occupation de l'espace public est dépendante de la catégorie de l'évènement :

- Pour les événements de petite ou de moyenne envergure : 1 mois avant le début de l'événement
- Pour les évènements de grande envergure : 3 mois avant le début de l'événement

Article 10 – Les catégories d'évènement

Les manifestations récréatives, cultuelles, sportives, folkloriques, etc. se divisent en 3 catégories :

Petit évènement	superficie < 250 m²	regroupe < 100 personnes
Évènement moyen	superficie entre 250m² et 500m²	regroupe entre 101 et 500 personnes
Grand évènement	superficie > 500 m²	regroupe 501 personnes ou plus

Si un des deux critères est dépassé, la superficie ou nombre de participants, l'évènement sera classé selon la catégorie la plus élevée.

Article 11 – Occupation de voirie et pose de panneaux de signalisation-interdiction de stationnement

Le demandeur peut solliciter l'occupation de la voirie entraînant la pose de panneaux d'interdiction de stationner, uniquement dans le cadre d'évènements organisés sur la voie publique et autorisés par le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s.

§1. Une place de parking équivaut à 5 mètres.

§2.Il est interdit de stationner sur les dropzones, les zones de recharge et devant les garages, conformément aux dispositions du Code de la Route. Le non-respect peut entraîner des sanctions (amende, dépannage, mise en fourrière).

§3. Pour toute demande de réservation de stationnement hors événement (chantier, travaux, ou autre occupation non liée à un évènement sur la voie publique), il convient de contacter directement le Service Permissions Voirie.

Article 12 – Les catégories de demandeurs

Les demandeurs sont classés en catégories, selon le leur lien avec la commune. La catégorie attribuée lors de la première demande reste valable pour l'année civile en cours.

1. Services communaux, CPAS, Mission locale
2. Ecoles situées sur le territoire communal et subsidiées par les communautés
3. Partis politiques représentés au Conseil en format réunion de travail
4. Partis politiques représentés au Conseil (conférence, événement, etc.)
5. Organisation communale
6. Organisation avec soutien communal
7. Organisation externe
8. Personne physique ou morale etterbeekoise

9. Personne physique ou morale non-etterbeekoise
10. Commerçants hors association

Article 13 – La tarification de l'occupation de l'espace public et le paiement

L'occupation de l'espace public afin d'y organiser un évènement est soumis à redevance. Cette redevance s'articule autour des axes suivants :

- Les frais liés à l'autorisation d'occupation de l'espace public
- Les éventuels frais d'interdiction de stationnement
- Les éventuels frais de fermeture de rue

Le paiement de la redevance et le paiement de la caution doivent être effectués séparément sur le compte de la Commune d'Etterbeek indiqué dans l'autorisation. Une preuve de paiement doit être envoyée au plus tard 7 jours ouvrables avant le début de l'événement. À défaut, d'un paiement dans les temps, l'occupation pourra être refusée et/ou le matériel pourra ne pas être mis à disposition.

A la fin de l'évènement, le Demandeur doit contacter la Commune pour demander le remboursement de sa caution, ce qui sera réalisé dans un délai de 30 jours sous déduction d'une éventuelle retenue.

Article 14 – Annulation

Toute annulation doit être communiquée par écrit à l'adresse électronique animation@etterbeek.brussels, idéalement accompagnée d'une confirmation téléphonique.

Elle doit impérativement parvenir au plus tard trois jours ouvrables avant la date prévue de l'évènement.

Passé ce délai, l'annulation sera considérée comme tardive (voir Article 13).

En cas de force majeure, la réservation peut être annulée de plein droit par l'administration communale. Seuls les montants liés à la location et à la caution seront remboursés, sans autre dédommagement.

Article 15 – Annulation tardive

En cas d'annulation tardive par le Demandeur, c'est-à-dire moins trois jours ouvrables avant l'événement, les frais restent dus.

Article 16 – En cas de dégâts occasionnés lors de l'occupation de l'espace public

Le Demandeur est responsable des dommages causés aux espaces publics et/ou aux équipements de l'espace public et/ou à tout matériel mis à disposition, survenus lors de son occupation ou consécutivement à celle-ci.

Toute remarque relative à d'éventuels dégâts constatés lors de la prise de possession des lieux ou la réception du matériel doit être formulée immédiatement au délégué de la commune et par écrit au Service Animation (animation@etterbeek.brussels), au plus tard le premier jour ouvrable suivant l'occupation.

Il est strictement interdit d'introduire tout matériel ou équipement dans l'espace public sans autorisation écrite et préalable du Collège. Sont notamment visés, à titre non exhaustif : le matériel électrique (sono, réfrigérateur, réchaud, etc.), les châteaux gonflables, les barbecues, ainsi que tout dispositif similaire.

La responsabilité de la Commune d'Etterbeek ne peut en aucun cas être mise en cause, sous quelque forme que ce soit, du chef d'accidents ou dommages quelconques survenant au Demandeur ou à des tiers à la suite du transport, de l'installation ou de l'utilisation de matériel ou de mobilier ne lui appartenant pas.

Article 17 – Assurance en responsabilité civile à charge du Demandeur

Le Demandeur doit souscrire à une assurance en responsabilité civile à l'égard des tiers, en cas de dommages causés durant l'occupation.

Article 18 – Les normes de sécurité, d'hygiène et de bruit

§1. Toute installation, appareil, équipement ou denrées introduits dans l'espace public doivent être conformes aux normes de sécurité, de conformité et d'hygiène en vigueur. Cela concerne notamment et de manière non exhaustive :

- Les installations provisoires comme les podiums, tentes, structures gonflables, etc. ;
- Le matériel électrique, pyrotechnique, etc. ;
- Le matériel de cuisson comme les barbecues ;
- Les denrées alimentaires

En cas de non-conformité constatée avant la tenue de l'événement, le Collège se réserve le droit d'interdire l'utilisation du matériel concerné, voire d'interdire l'occupation de l'espace public jusqu'à régularisation complète.

§2. Un couloir de sécurité de 4 mètres sur la voirie doit être, en tout temps, laissé libre pour permettre le passage des véhicules des services de secours. En cas de non-conformité constatée avant la tenue de l'événement, le Collège se réserve le droit d'interdire l'évènement jusqu'à régularisation complète.

§3. Le Demandeur qui souhaite inclure un élément musical ou sonore doit :

- Au préalable, demander une autorisation de musique occasionnelle auprès de l'administration communale ;
- Au préalable, introduire une déclaration auprès de la plateforme Unisono pour la rémunération des auteurs et artistes ;
- Durant l'évènement, respecter les règles de bruit avec un volume ne pouvant pas dépasser 85 dB, ni dépasser les 22h00, ni occasionner une gêne au niveau du voisinage.

Article 19 – L'information des riverains

Un courrier bilingue doit être distribué aux riverains au minimum une semaine avant l'événement.

Article 20 – Rangement, nettoyage et matériel manquant ou endommagé

L'espace public, ainsi que l'éventuel matériel mis à disposition, doit être remis en état par le Demandeur, dès que son évènement se termine.

En cas de manquement, le nettoyage sera assuré par l'administration communale aux frais du demandeur, selon les dispositions prises dans :

- Le Règlement-Taxe sur le nettoyage du domaine public ;
- Le Règlement-Taxe sur les prestations du personnel ouvrier effectuées en matière de santé publique ou en vue du maintien ou du rétablissement de l'ordre public et de la sécurité ;

En cas de matériel manquant ou endommagé, en ce compris le mobilier urbain ou autre infrastructure incluse dans l'espace public, le remplacement sera assuré par l'administration communale aux frais du demandeur au prix coûtant.

Section 2 – Modalités de tarification d'une occupation de l'espace public

Article 21 – Tarification de la redevance relative à l'occupation de l'espace public

L'occupation de l'espace public en vue de l'organisation d'un évènement est soumise au

paiement d'une redevance.

§ 1. Frais d'autorisation d'occupation : Les frais liés à l'autorisation d'occupation de l'espace public sont déterminés en fonction du type d'événement (petit, moyen ou grand événement), conformément aux dispositions prévues dans le Règlement-redevances pour services administratifs à l'article 32, e.

§ 2. Interdictions de stationnement : Lorsque l'occupation de l'espace public entraîne une interdiction de stationnement, les frais y afférents sont calculés en fonction du nombre de places concernées et des modalités prévues dans le Règlement-redevances pour services administratifs à l'article 32, f.

§3. Afin de sécuriser l'espace public, le Demandeur peut bénéficier de barrières Nadar communales ou le Collège peut imposer la pose de barrières Nadar.

Les frais liés à ces mesures sont fixés conformément aux dispositions du Règlement-redevances pour services administratifs à l'article 32, f.

Article 22 – Exonérations de la redevance

Le Collège peut prévoir d'exonérer de la redevance sur l'occupation de l'espace public

- De manière permanente, les Services communaux, les services du CPAS, les services de la Mission Locale d'Etterbeek
- Pour leur première demande annuelle, les Partis politiques représentés au Conseil, les Organisations communales
- Pour leur première demande annuelle, sous condition de réciprocité, les Écoles situées sur le territoire communal et subsidiées par les communautés
- Pour leur première demande annuelle, et avec l'accord du Collège, les Organisations bénéficiant d'un soutien communal

Section 3 – Modalités de tarification de la mise à disposition de matériel

Article 23 – Demandeurs non-éligibles

Les demandeurs suivants ne sont pas autorisés à demander une mise à disposition d'un matériel communal même s'ils sont Demandeur d'une occupation de l'espace public :

- Une personne morale ou physique etterbeekoise, en dehors d'une fête des voisins
- Une personne morale ou physique non etterbeekoise
- Un commerçant hors association

Article 24 – Application d'une redevance.

La mise à disposition d'un matériel communal dans le cadre d'une occupation de l'espace public, est soumise à redevance. La période couverte par la redevance se limite à la durée de l'évènement, et n'inclut ni les jours couverts par la réception du matériel ni les jours couverts par la remise du matériel.

Par dérogation au paragraphe précédent, si le matériel n'est pas restitué à la date convenue, ou si le matériel est restitué partiellement, la redevance courra jusqu'à la restitution complète du matériel.

Article 25 – Exonérations de la redevance

Le Collège peut prévoir d'exonérer les catégories suivantes de la redevance relative au matériel communal :

- De manière permanente, les Services communaux, les services du CPAS, les services de la Mission Locale d'Etterbeek
- Pour leur première demande annuelle, les Partis politiques représentés au Conseil,

les Organisations communales

- Pour leur première demande annuelle, sous condition de réciprocité, les Écoles situées sur le territoire communal et subsidiées par les communautés
- Pour leur première demande annuelle, et avec l'accord du Collège, les Organisations bénéficiant d'un soutien communal

Article 26 – Liste du matériel pouvant être mis à disposition

§1. La liste du matériel disponible est téléchargeable sur le site www.etterbeek.brussels ou sur simple demande au service Animation. Le matériel mis à disposition est strictement limité à celui figurant dans la demande initiale et dans les limites des stocks disponibles. Aucun ajout ultérieur ne sera accepté.

§2. Le matériel électrique est strictement destiné aux activités communales. Dans ce cas, la présence des électriciens est requise pendant toute la durée de l'événement.

Article 27 – Livraison, et reprise du matériel

§1. La livraison et la reprise du matériel ont obligatoirement lieu du lundi au vendredi (excepté jours fériés) entre 8h30 et 15h30 aux jour, heure et lieu mentionnés dans la demande. Le Demandeur ou l'un de ses représentants est impérativement présent lors de la livraison et de la reprise du matériel. Si le Demandeur ou son représentant n'est pas présent aux jour, heure et lieu prévus pour la réception du matériel, la location est annulée de plein droit.

§2. Le matériel prêté fait l'objet d'une vérification par le Demandeur. Toute anomalie au matériel constatée au moment de la livraison doit être signalée par mail au service Animation (animation@etterbeek.brussels). A défaut de remarques du Demandeur au service Animation, à la réception de la commande, le matériel est réputé être mis à disposition en parfait état.

§3. Le montage et démontage du matériel emprunté est à charge du Demandeur.

§4. Le Demandeur doit utiliser le matériel reçu en prêt en personne prudente et raisonnable.

Section 4 – Modalités de tarification de la mise à disposition du personnel

Article 28 – Champ d'application

La mise à disposition de personnel communal est exceptionnelle, soumise à validation par le Collège et exclusivement réservée aux Services communaux, aux services du CPAS, et aux services de la Mission Locale d'Etterbeek qui organisent un évènement avec une occupation de l'espace public.

Partie 2. - Règlements sur l'occupation des salles communales

Section 1 – Généralités

Article 29 – Terminologies

Le terme « Demandeur » utilisé dans le présent règlement désigne toute personne physique ou morale, publique ou privée, ayant reçu l'autorisation d'occuper d'une salle communale, avec ou sans mise à disposition de matériel communal, dans le cadre d'un évènement ouvert au public.

Le terme « salle communal » utilisé dans le présent règlement désigne :

- Les salles situées dans les Jardins de la Chasse (Hôtel communal)
  - Espace entrée libre – Hall d'entrée (RDC)
  - Salle Christian Debaty (2me étage)

- o Salle de l'Europe (1er étage)
- o Le réfectoire (2me étage)
- Les salles extérieures aux Jardins de la Chasse
- o Salles des Jardins de Fontenay sous-bois
- o Réfectoire de la Colombe de la Paix
- Les salles de classe des écoles communales

Le terme « Collège » utilisé dans le présent règlement désigne le Collège des Bourgmestre et Échevin•e•s.

Le terme « Service Animation » utilisé dans le présent règlement désigne les agents communaux désignés par le Collège pour réceptionner et traiter les demandes d'occupation des salles communales.

Article 30 – La demande d'occupation - formulaire de réservation

Le Demandeur ne peut occuper une salle communale sans l'autorisation préalable du Collège.

Pour obtenir cette autorisation, le demandeur envoie le formulaire de réservation téléchargeable sur le site web de la commune (www.etterbeek.brussels) ou disponible auprès du service animation, par courrier électronique à animation@ etterbeek.brussels ou par courrier postal au Service Animation, Avenue des Casernes 31/1, 1040 Etterbeek).

Article 31 – Le formulaire de demande

La demande d'occupation doit être introduite de manière complète dans un seul et même formulaire. Les demandes incomplètes ou les ajouts ultérieurs ne seront pas pris en compte. Les demandes sont traitées dans l'ordre chronologique de leur réception.

Article 32 – Les délais de demande

La demande d'occupation d'une salle communale doit être introduite au plus tard 1 mois avant le début de l'événement.

Article 33 – Les catégories de demandeurs

Les demandeurs sont classés en catégories, selon le leur lien avec la commune. La catégorie attribuée lors de la première demande reste valable pour l'année civile en cours.

1. Services communaux, CPAS, Mission locale
2. Ecoles situées sur le territoire communal et subsidiées par les communautés
3. Partis politiques représentés au Conseil en format réunion de travail.
4. Partis politiques représentés au Conseil (conférence, événement, etc.)
5. Organisation communale
6. Organisation avec soutien communal
7. Organisation externe
8. Personne physique ou morale etterbeekoise
9. Personne physique ou morale non-etterbeekoise
10. Commerçants hors association

Article 34 – L'autorisation du Collège et le respect des conditions

Sur la base des informations reprises dans le formulaire de demande, le Collège autorise ou non l'occupation de la salle communale.

Le Collège se réserve le droit de refuser la mise à disposition d'une salle communale et/ou de matériel à tout Demandeur, notamment pour : la nature de l'évènement, le message ou l'image véhiculé par l'évènement, le non-respect des obligations passées, le non-paiement ou paiement tardif de la caution, la sous-location non autorisée, etc.

Le refus fondé sur la nature de l'évènement, le message ou l'image véhiculée ne peut intervenir que dans des situations exceptionnelles, notamment lorsque ceux-ci portent gravement atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs, aux valeurs démocratiques, aux droits fondamentaux ou à l'image de la Commune.

Pour chaque salle communale, les conditions d'accès et d'utilisation, ainsi que les catégories de Demandeurs autorisées, sont précisées dans le présent règlement. Le Collège peut par ailleurs imposer des conditions particulières en cas de mise à disposition d'une salle communale. Afin de contrôler le respect des conditions, les lieux ne peuvent être refusés à toute personne mandatée par le Collège pour effectuer un contrôle.

Le Demandeur est tenu de respecter strictement les conditions stipulées dans son autorisation, ainsi que l'ensemble des dispositions du présent règlement. Néanmoins, le Collège peut, sur proposition motivée, accorder des dérogations aux conditions du présent règlement.

Le Collège des Bourgmestre et Échevin•e•s tranche sans appel les cas non prévus par le présent règlement.

Article 35 – Restrictions en matière d'occupation des salles communales

Dans les salles communales, il est strictement interdit d'organiser des événements donnant lieu à une entrée payante, sous quelque forme que ce soit.

Il est également strictement interdit de sous-louer ou de mettre une salle communale à disposition d'un tiers, tant à titre onéreux que gratuit.

Pour les catégories 5 et 6, seules deux occupations mensuelles des salles communales situées dans les Jardins de la Chasse peuvent être accordées, indépendamment du nombre de bénéficiaires concernés. Toute occupation supplémentaire est refusée.

Article 36 – La tarification de l'occupation d'une salle communale et le paiement

L'occupation d'une salle communale afin d'y organiser un évènement est soumis à redevance.

Le paiement de la redevance et le paiement de la caution doivent être effectués séparément sur le compte de la Commune d'Etterbeek indiqué dans l'autorisation. Une preuve de paiement doit être envoyée au plus tard 7 jours ouvrables avant le début de l'événement. À défaut, d'un paiement dans les temps, l'occupation pourra être refusée et/ou le matériel pourra ne pas être mis à disposition

A la fin de l'évènement, le Demandeur doit contacter la Commune pour demander le remboursement de sa caution, ce qui sera réalisé dans un délai de 30 jours sous déduction d'une éventuelle retenue.

Article 37 – Annulation

Toute annulation doit être communiquée par écrit à l'adresse électronique animation@etterbeek.brussels, idéalement accompagnée d'une confirmation téléphonique.Elle doit impérativement parvenir au plus tard trois jours ouvrables avant la date prévue de l'évènement.Passé ce délai, l'annulation sera considérée comme tardive (voir Article 38).

En cas de force majeure, la réservation peut être annulée de plein droit par l'administration communale. Seuls les montants liés à la location et à la caution seront remboursés, sans autre dédommagement.

Article 38 – Annulation tardive

En cas d'annulation tardive par le Demandeur, c'est-à-dire moins trois jours ouvrables avant l'événement, les frais restent dus.

Article 39 – En cas de dégâts occasionnés lors de l'occupation d'une salle communale

Le Demandeur est responsable des dommages causés à la salle communale et/ou à tout matériel mis à disposition, survenus lors de son occupation ou consécutivement à celle-ci.

Toute remarque relative à d'éventuels dégâts constatés lors de la prise de possession des lieux ou la réception du matériel doit être formulée immédiatement au délégué de la commune et par écrit au Service Animation (animation@ etterbeek.brussels), au plus tard le premier jour ouvrable suivant l'occupation.

Il est strictement interdit de modifier la disposition des lieux, d'accrocher des objets aux murs, plafonds ou planchers, ou d'introduire tout matériel ou équipement dans les locaux sans autorisation écrite et préalable du Collège. Sont notamment visés, à titre non exhaustif : le matériel électrique (sono, réfrigérateur, réchaud, etc.), des denrées alimentaires, etc.

La responsabilité de la Commune d'Etterbeek ne peut en aucun cas être mise en cause, sous quelque forme que ce soit, du chef d'accidents ou dommages quelconques survenant au Demandeur ou à des tiers à la suite du transport, de l'installation ou de l'utilisation de matériel ou de mobilier ne lui appartenant pas.

La Commune se dégage en outre de toute responsabilité en cas de manquement aux autorisations devant être sollicitées par le Demandeur.

Article 40 – Assurance en responsabilité civil à charge du Demandeur

Le Demandeur doit souscrire à une assurance en responsabilité civil à l'égard des tiers, en cas de dommages causés durant l'occupation.

Article 41 – Les normes de sécurité, d'hygiène et de bruit

§1. Toute installation, appareil, équipement ou denrées introduits dans une salle communale doivent être conformes aux normes de sécurité, de conformité et d'hygiène en vigueur. Cela concerne notamment et de manière non exhaustive :

- Les installations provisoires comme les podiums, tentes, structures gonflables, etc ;
- Le matériel électrique, pyrotechnique, etc. ;
- Le matériel de cuisson comme les barbecues ;
- Les denrées alimentaires

En cas de non-conformité constatée avant la tenue de l'événement, le Collège se réserve le droit d'interdire l'utilisation du matériel concerné, voire d'interdire l'occupation de la salle communale jusqu'à régularisation complète.

§2. Par ailleurs, le Demandeur qui souhaite inclure un élément musical ou sonore doit :

- Au préalable, demander une autorisation de musique occasionnelle auprès de l'administration communale.
- Au préalable, introduire une déclaration auprès de la plateforme Unisono pour la rémunération des auteurs et artistes.
- Durant l'évènement, respecter les règles de bruit avec un volume ne pouvant pas dépasser 85 dB, ni dépasser les 22h00, ni occasionner une gêne au niveau des autres salles communales.

Article 42 – Rangement, nettoyage et matériel manquant ou endommagé

La salle communale, ainsi que l'éventuel matériel mis à disposition, doit être remis en état par le Demandeur, dès que son évènement se termine. Le demandeur est par conséquent tenu d'effectuer un nettoyage léger : balayer la salle, nettoyer les tables, vider les poubelles, etc.

En cas de manquement, le nettoyage sera assuré par l'administration communale aux frais du demandeur.

En cas de matériel manquant ou endommagé, le remplacement sera assuré par l'administration communal aux frais du demandeur au prix coûtant.

Article 43 – Respect des horaires

Le montage et le démontage du matériel dûment autorisé sont compris dans la période d'occupation, tout comme le temps nécessaire au nettoyage.

La salle doit être libérée au plus tard à l'heure stipulée dans l'autorisation.

Section 2 – Modalités et tarification des salles des Jardins de la Chasse

Article 44 – Horaires

L'occupation d'une salle communale dans les Jardins de la Chasse est possible aux horaires suivants :

- Du lundi au jeudi : de 19h00 à 21h00, soit 2 heures maximum
- Le vendredi : de 19h00 à 22h00, soit 3 heures maximum
- Le samedi : de 14h00 à 23h00, soit 9 heures maximum
- Le dimanche : de 10h00 à 20h00, soit 10 heures maximum

Les horaires fixés sont strictement limitatifs et tout dépassement est interdit. En cas d'infraction à cette limitation, une redevance exceptionnelle sera appliquée, conformément aux Règlement-redevances pour services administratifs à l'articles 32, a, b et c.

Les horaires visés au présent article sont exclusivement d'application pour les Demandeurs relevant de la catégorie 6.

Article 45 – Description des salles communales

§1. Hall d'accueil (Espace Entrée Libre)

- Situation : rez-de -chaussée de l'Hôtel communal
- Capacité : 472 personnes (surface libre)
- Repas et boissons sont autorisées

§2. Salle Christian Debaty

- Situation : 2ème étage de l'Hôtel communal
- Capacité : 251 personnes (surface libre)
- Restriction : mobilier de la salle non déplaçable, nourriture et boissons interdites

§3. Salle de l'Europe

- Situation : 1er étage de l'Hôtel communal
- Capacité : 50 personnes (surface libre)
- Restrictions : nourriture et boissons interdites

§4. Réfectoire (avec ou sans cuisine)

- Situation : 2ème étage de l'Hôtel communal

- Capacité : 72 personnes (assise)
- Usages autorisés : réunion, conférences, repas, buffets, drink, ..

Article 46 – Tarification des salles communales

La mise à disposition d'une salle communale est soumise aux redevances mentionnées dans le Règlement-redevances pour services administratifs à l'article 32, a.

Article 47 – Exonération de la redevance et limitation d'occupation

	Demandeur	**JDLC Hall d'accueil**	**JDLC Salle Europe**	**JDLC Salle Christian Debaty**	**JDLC Réfectoire sans cuisine**
1	**Services communaux, CPAS, mission locale**	Autorisé gratuitement	Autorisé gratuitement	Autorisé gratuitement	Autorisé gratuitement
2	**Ecoles situées sur le territoire communal et subsidiées par les communautés**	Autorisé 1X/an gratuitement - Si réciprocité	Autorisé 1X/an gratuitement - Si réciprocité	Autorisé 1X/an gratuitement - Si réciprocité	Autorisé 4X/an gratuitement - Si réciprocité
3	**Partis politiques représentés au conseil en format réunions de travail**	Refusé	Autorisé 2X/mois gratuitement	Refusé	Autorisé 2X/mois gratuitement
4	**Partis politiques représentés au conseil dans le cadre d'une conférence, drink, …**	Autorisé uniquement une seule fois par an et pour une seule salle	Autorisé uniquement une seule fois par an et pour une seule salle	Autorisé uniquement une seule fois par an et pour une seule salle	Autorisé uniquement une seule fois par an et pour une seule salle
5	Organisation **communale : créée, gérée ou financée directement par la commune**	Autorisé 1X/an gratuitement	Autorisé 4X/an gratuitement	Autorisé 1X/an gratuitement	Autorisé 4X/an gratuitement

6	Organisation **avec soutien communal : convention ou subvention régulière de la commune**	Autorisé 1X/an payant	Autorisé 1X/an payant	Voir Article 47 bis	Autorisé 1X/an payant

Article 47 bis – Autorisation dérogatoire de la salle Christian Debaty - Convention

Toute occupation de la salle Christian Debaty par les Demandeurs appartenant à la Catégorie 6 (organisation bénéficiant d'un soutien communal) est soumise à convention.

Le montant applicable est déterminée en fonction de la nature du Demandeur (à but lucratif ou sans but lucratif) et est fixée conformément aux dispositions du Règlement-redevances pour services administratifs à l'article 32, a.

Section 3 – Modalités et tarification des salles hors Jardins de la Chasse

Article 48 – Horaires

Les salles de Fontenay-Sous-Bois sont accessibles toute l'année, à l'exception des congés scolaires et ainsi que des vendredis qui précèdent des congés scolaires. Leurs occupations sont limitées aux heures d'ouverture et de fermeture du parc, sans préjudice de la possibilité pour la Commune de réquisitionner les salles pour des mesures exceptionnelles en cas de situation de crise.

Le réfectoire de la Colombe de la Paix est accessible un jour par week-end, avec une occupation autorisée jusqu'à 2h00 du matin au plus tard.

Les horaires fixés sont strictement limitatifs et tout dépassement est interdit. En cas d'infraction à cette limitation, une redevance exceptionnelle sera appliquée, conformément aux Règlement-redevances pour services administratifs à l'articles 32, a, b et c.

Article 49 – Description des salles communales

§1. Petite salle des Jardins de Fontenay-sous-Bois

- Situation : rue des Champs, 67
- Capacités : ------
- Restrictions :
  - o de Stationnement de véhicules dans le parc strictement interdit ;
  - o Utilisation des salles dans le respect du voisinage et de la quiétude du quartier. ;
  - o les repas ou drinks ne peuvent être organisés qu'en cas de disponibilité de l'autre salle.
- Procédure d'accès aux clés :

1. Le Demandeur prend rendez-vous avec le service Animation pour retirer les clés.

2. Les clés sont remises à l'Hôtel communal le dernier jour ouvrable précédant l'occupation (entre 8h30 et 12h00).

3. Les clés sont restituées le premier jour ouvrable suivant l'occupation (entre 8h30 et 12h00).

En cas de non-retrait dans les délais, l'accès à la salle ne sera pas possible.

§2. Grande salle des Jardins de Fontenay-sous-Bois

- Capacités : -------
- Restrictions :

o Stationnement de véhicules dans le parc strictement interdit ;

o Utilisation des salles dans le respect du voisinage et de la quiétude du quartier. ;

o les repas ou drinks ne peuvent être organisés qu'en cas de disponibilité de l'autre salle.

- Procédure d'accès aux clés :

o Le Demandeur prend rendez-vous avec le service Animation pour retirer les clés.

o Les clés sont remises à l'Hôtel communal le dernier jour ouvrable précédant l'occupation (entre 8h30 et 12h00).

o Les clés sont restituées le premier jour ouvrable suivant l'occupation (entre 8h30 et 12h00).

o En cas de non-retrait dans les délais, l'accès à la salle ne sera pas possible.

§3. Réfectoire de la Colombe de la Paix

- Situation : Rue Général Tombeur, 78–80
- Capacité : 175 personnes maximum
- Restrictions :

o La cuisine attenante ne peut en aucun cas être utilisée.

o L'occupation porte exclusivement sur le réfectoire.

o L'accès aux autres locaux scolaires est strictement interdit.

o Le matériel souhaité (tables, chaises, vaisselle, etc.) doit être réservé séparément et n'est pas inclus dans le prix de la location.

Article 50 – Tarfication des salles communales hors Jardins de la Chasse

La mise à disposition d'une salle communale, hors Jardins de la Chasse, est soumise aux redevances mentionnées dans le Règlement-redevances pour services administratifs, à l'article 32, b et c.

Article 51 – Exonération de la redevance

Salles des Jardins de Fontenay-Sous-Bois

	Bénéficiaires	**Petite salle (82 m²)**	**Grande salle sans cuisine (165 m²)**	**Grande salle avec cuisine (165 m²)**
1	**Services communaux, CPAS, mission locale**	Autorisé gratuitement	Autorisé gratuitement	Autorisé gratuitement

2	**Écoles communales situées sur le territoire communal et subsidiées par les communautés**	Autorisé 1x/an gratuitement pour une seule salle si réciprocité ensuite payant	Autorisé 1x/an gratuitement	Autorisé 1x/an gratuitement
3	**Partis politiques représentés au Conseil (réunion de travail, conférence, drink, etc.)**	Autorisé 1x/an gratuitement pour une seule salle ensuite payant	Autorisé 1x/an gratuitement pour une seule salle ensuite payant	Autorisé 1x/an gratuitement pour une seule salle ensuite payant
4	**Organisation communales (créées, gérées ou financées par la commune)**	Autorisé 1x/an gratuitement pour une seule salle ensuite payant	Autorisé 1x/an gratuitement pour une seule salle ensuite payant	Autorisé 1x/an gratuitement pour une seule salle ensuite payant
5	**Organisation avec soutien communal (convention ou subvention régulière)**	Autorisé 1x/an payant	Autorisé 1x/an payant	Autorisé 1x/an payant

Réfectoire de la Colombe de la Paix

	Bénéficiaires	**Autorisation**
1	**Services communaux, CPAS, Mission locale**	Autorisé gratuitement
2	**Écoles communales situées sur le territoire communal et subsidiées par les communautés**	Autorisé 1x/an gratuitement et puis payant
3	**Partis politiques représentés au Conseil (réunion de travail)**	Autorisé 1x/an gratuitement et puis payant
4	**Partis politiques représentés au Conseil (conférence, drink, etc.)**	Autorisé 1x/an gratuitement et puis payant

5	**Organisation communales (créées, gérées ou financées par la commune)**	Autorisé 1x/an gratuitement et puis payant
6	**Organisation avec soutien communal (convention ou subvention régulière)**	Autorisé 1x/an payant sous condition (soumis au Collège)
7	**Organisation externes sans ancrage local**	Payant
8	**Personnes morales ou physiques etterbeekoises**	Payant
9	**Personnes morales ou physiques non etterbeekoises**	Payant
10	**Personnel communal, CPAS, Mission Locale**	Autorisé 1X/an

Section 4 – Modalités et tarification des salles de classes

Article 52 – Horaire

Certaines écoles communales peuvent mettre des salles de classe à disposition pour des activités. Les horaires d'occupation possibles sont :

- Les lundis, mardis, jeudis et vendredis : de 17h00 à 22h00
- Les mercredis : de 13h00 à 22h00
- Les week-ends, jours fériés et périodes de vacances scolaires : de 9h00 à 22h00

L'occupation se fait sur une base horaire. Une occupation correspond à une heure.

Les salles de classes peuvent être mise à disposition dans le cadre de :

- Cours de langues
- Ecole des devoirs
- Cours du soir
- Cours de musique

Article 53 – Tarfication des salles de classes

La mise à disposition d'une salle de classe est soumise aux redevances mentionnées dans le Règlement-redevances pour services administratifs, à l'article 32, d.

Section 5 – Modalités et tarification de la location de matériel

Article 54 – Demande principale et demande accessoire

La demande de mise à disposition de matériel communal est toujours accessoire à une demande principale d'occupation d'une salle communale. En d'autres mots, si aucune demande d'occupation d'une salle communale n'est autorisée, de facto aucune demande de mise à disposition de matériel communal n'est autorisée.

De plus, les Demandeurs suivants ne sont pas autorisés à demander du matériel communal même s'ils sont Demandeur d'une occupation de l'espace public :

- Une personne morale ou physique non etterbeekoise

- Un commerçant hors association

Article 55 – Application d'une redevance.

La mise à disposition de matériel communal dans le cadre d'une occupation d'une salle communale est soumis à redevance. La période couverte par la redevance se limite à la durée de l'évènement, et n'inclut ni les jours couverts par le réception du matériel ni les jours couverts par la reprise du matériel.

Par dérogation au paragraphe précédent, si le matériel n'est pas restitué à la date convenue, ou si le matériel est restitué partiellement, la redevance courra jusqu'à la restitution complète du matériel.

Article 56 – Exonérations de la redevance

Les catégories suivantes peuvent disposer de matériel communal lors d'une occupation de l'espace public sans redevance :

	Bénéficiaires	**Conditions**
1	**Services communaux, CPAS, mission locale**	Autorisé gratuitement
2	**Écoles situées sur le territoire communal et subsidiées par les communautés**	Autorisé gratuitement – Si réciprocité
3	**Partis politiques représentés au Conseil (réunion de travail)**	Autorisé 1x/an gratuitement – Ensuite payant
4	**Partis politiques représentés au Conseil (conférence, drink, etc.)**	Autorisé 1x/an gratuitement – Ensuite payant
5	**Organisation communale : créée, gérée ou financée directement par la commune**	Autorisé 1x/an gratuitement – Ensuite payant
6	**Organisation avec soutien communal : convention ou subvention régulière de la commune**	Autorisé 1x/an payant si le Collège l'autorise – Ensuite payant
7	**Organisation externe sans ancrage local**	Payant – Dans le cadre de manifestations ou festivités organisées sur le territoire etterbeekois et/ou dans une salle communale. Refusé si la manifestation ne se déroule pas à Etterbeek

8	**Personne morale ou physique etterbeekoise**	Refusé – Payant dans le cadre d'un événement organisé dans une salle communale. Gratuit 1x/an dans le cadre d'une fête des voisins organisée sur l'espace public etterbeekois
9	**Personne morale ou physique non etterbeekoise**	Refusé
10	**Commerçants hors association**	Refusé
11	**Personnel communal, du CPAS ou de la Mission Locale**	Autorisé 1x/an gratuitement – Ensuite payant

Article 57 – Liste du matériel pouvant être mis à disposition

§1. La liste du matériel disponible est téléchargeable sur le site www.etterbeek.brussels ou sur simple demande au service Animation. Le matériel mis à disposition est strictement limité à celui figurant dans la demande initiale et dans les limites des stocks disponibles. Aucun ajout ultérieur ne sera accepté.

§2. Le matériel électrique est strictement destiné aux activités communales. Dans ce cas, la présence des électriciens est requise pendant toute la durée de l'événement.

Article 58 – Livraison et reprise du matériel

§1. La livraison et la reprise du matériel ont obligatoirement lieu du lundi au vendredi (excepté jours fériés) entre 8h30 et 15h30 aux jour, heure et lieu mentionnés dans la demande. Le Demandeur ou l'un de ses représentants est impérativement présent lors de la livraison et de la reprise du matériel. Si le Demandeur ou son représentant n'est pas présent aux jour, heure et lieu prévus pour la réception du matériel, la location est annulée de plein droit.

§2. Le matériel prêté fait l'objet d'une vérification par le Demandeur. Toute anomalie au matériel constatée au moment de la livraison doit être signalée par mail au service Animation (animation@ etterbeek.brussels). A défaut de remarques du Demandeur au service Animation, à la réception de la commande, le matériel est réputé être mis à disposition en parfait état.

§3. Le montage et démontage du matériel emprunté est à charge du Demandeur.

§4. Le Demandeur doit utiliser le matériel reçu en prêt en personne prudente et raisonnable.

Article 59 – Conflit d'interprétation

Tout conflit d'interprétation des dispositions du présent règlement est tranché par le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s de la commune d'Etterbeek.

Article 60 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 20 janvier 2026.

Règlement communal relatif aux tournages

Table des matières

Article 1 - Champ d'application du règlement et définitions

Article 2 – Conditions

Article 3 – Réservations

Article 4- Documents supplémentaires à fournir

Article 5 - Obligations du bénéficiaire d'une autorisation de tournage

Article 6 - Tarifs

Article 7 - Conditions particulières

Article 8 - Crédit

Article 9 - Entrée en vigueur du présent règlement

Article 10 - Conflit d'interprétation

Article 1 - Champ d'application du règlement et définitions

§ 1. Le présent règlement s'applique aux demandes d'autorisation en vue de la réalisation de tournages sur le territoire de la Commune d'Etterbeek nécessitant, pour ce faire, l'occupation de bâtiments communaux et/ou de la voie publique.

Si l'occupation de l'espace public est soumise à une législation de cogestion, le preneur doit obtenir les autorisations auprès des différentes institutions et impérativement les transmettre à l'administration communale avant la tenue de l'évènement.

§ 2. Dans le cadre du présent règlement, il y a lieu d'entendre par « *tournage* » toutes prises de vues destinées, après montage, à constituer un film vidéo de quelque nature qu'il soit et destiné à être diffusé à un public large ou restreint.

Il y a lieu de distinguer 5 catégories de tournage :

- 1ère catégorie : Travaux d'étudiants ou assimilés
- 2ème catégorie : film d'utilité publique ou de prévention
- 3ème catégorie : documentaire court et moyen métrage
- 4ème catégorie : Film de fiction long métrage
- 5ème catégorie : Film publicitaire et/ou commercial – film d'entreprise

§ 3. Dans le cadre du présent règlement, il y a lieu d'entendre par « *Voie publique* » : Toute voie de communication affectée à la circulation publique (voiries, accotements, trottoirs, parcs, espaces verts et jardins publics, plaines et aires de jeux, galeries et passages établis sur une propriété privée et accessible au public, chemins, servitudes de passage accessibles au public, etc) et qui sont susceptibles d'être utilisés pour la réalisation d'un tournage ou pour y stationner des véhicules, entreposer du matériel et accueillir les équipes de tournage.

§ 4. Dans le cadre du présent règlement, il y a lieu d'entendre par *« Bâtiment public communal » :* Tout lieu qui dépend de la Commune d'Etterbeek (édifices, bâtiments et locaux communaux, écoles communales, cimetières, musées, piscines, infrastructures sportives communales, etc) et qui est susceptible d'être utilisé pour la réalisation d'un tournage ou pour y stationner des véhicules, entreposer du matériel et accueillir les équipes de tournage.

Article 2 – Conditions

Les conditions générales d'occupation de la voie publique et/ou d'un bâtiment public communal

restent d'application pour les tournages.

Toute demande d'autorisation est introduite auprès de l'autorité compétente conformément à

l'article 3 du présent règlement au moyen du formulaire adéquat.

Article 3 – Réservations

§ 1. Toute demande d'occupation de la voie publique et/ou d'un bâtiment public communal pour réaliser un tournage doit-être adressée au Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s, par courrier au Service Animation (Avenue des Casernes 31/1, 1040 Etterbeek) ou par courriel (animation@etterbeek.brussels). § 2. Le dossier complet est introduit dans un délai minimum de 20 jours ouvrables avant le début du tournage. Sont ouvrables, tous les jours de la semaine à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés.

§ 3. Le formulaire de demande à obligatoirement utiliser, est téléchargeable sur le site web de la commune et/ou disponible auprès du Service Animation (www.etterbeek.brussels).

§ 4. Il ne sera donné aucune suite à toute demande non conforme et/ou incomplète.

§ 5. L'autorisation de tournage est délivrée sous la condition suspensive du paiement, au plus tard 24 heures avant le début du tournage, du montant de la redevance mentionnée dans l'autorisation et calculée conformément à l'article 6 du présent règlement.

§ 6. L'autorisation de tournage n'est valable qu'à l'égard d'un seul projet de tournage et n'est pas cessible .

§ 7. Toute demande de prolongation de l'autorisation doit être introduite auprès du service animation avant la fin de l'occupation initialement autorisée.

§ 8. L'autorisation de tournage demeure valable jusqu'à son terme ou jusqu'à sa révocation.

§ 9. Le demandeur ne dispose d'aucun droit acquis au maintien ou au renouvellement de l'autorisation.

§ 10. L'autorisation de tournage est délivrée sans préjudice de toutes autorisations préalables administratives ou autres, nécessaires à la réalisation du tournage.

Article 4- Documents supplémentaires à fournir

§ 1. Le formulaire de demande doit être accompagné des documents suivants :

1. Nom et numéro de téléphone de la personne qui sera joignable sur place en tout temps pendant le tournage ;
2. Un synopsis avec, le cas échéant, la mention que la mise en scène comprend des scènes de crimes, d'accidents, l'utilisation d'armes à feu, d'effets spéciaux (eaux, pluie, neige) ;
3. Une fiche technique complétée précisant les dates, lieux (intérieurs et extérieurs), horaires de tournage, … ;
4. L'évaluation du nombre maximum de personnes (acteurs, techniciens, etc) présentes sur le(s) lieu(x) du tournage à quelque moment que ce soit ;
5. Le nombre maximum et la description des véhicules mobilisés en raison du tournage (voitures, camions, semi-remorques, remorques, etc) ;
6. Un descriptif des équipements et dispositifs utilisés en raison du tournage (générateurs, élévateurs, échafaudages, éclairages, podiums, etc) ;

7. Les dates, lieux et horaires précis des éventuelles occupations de la voie publique pour le montage et démontage des équipements et dispositifs ;

8. La description des éventuels incidences sur le stationnement, étant entendu que les véhicules d'urgence doivent pouvoir avoir accès aux lieux en tout temps ;

9. Une attestation d'assurance en responsabilité civile, et le cas échéant professionnelle, du demandeur d'autorisation, cette assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers et aux lieux publics utilisés dans le cadre du tournage. Une copie des conditions générales et particulières de la police d'assurance est également remise ;

10. Une lettre de renonciation à tenir la Commune d'Etterbeek pour responsable de tous dommages pouvant résulter du tournage ;

11. Un plan métré et précis des lieux et dispositifs concernés ;

12. Si le type de tournage l'implique (feu d'artifice, usage d'armes, effets pyrotechniques, explosions, etc.) : un plan de sécurité ainsi qu'un rapport du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. A défaut de contenir les informations et les documents susvisés, la demande d'autorisation est considérée comme irrecevable et entraîne de facto un refus d'autorisation.

Article 5 - Obligations du bénéficiaire d'une autorisation de tournage

§ 1. Sans préjudice des conditions particulières qui seraient établies en fonction des spécificités du tournage et des dispositions du Règlement Général de Police d'Etterbeek, le bénéficiaire d'une autorisation de tournage se soumet aux obligations suivantes :

1. Pour les tournages en extérieur, une information bilingues aux riverains, commerçants et associations concernés est systématiquement diffusée par le bénéficiaire de l'autorisation au moins trois jours ouvrables avant le tournage effectif. Les aménagements liés au tournage (espaces de stationnement des véhicules, contraintes éventuelles, etc) et le fait que la mise en scène comprenne, le cas échéant, des scènes de crimes, d'accidents, l'utilisation d'armes à feu, d'effets spéciaux (eaux, pluie, neige, pyrotechnie, etc), de cascades, d'uniformes spécifiques ou de participation d'animaux, sont communiqués aux riverains ;

2. Le numéro de téléphone d'un responsable figure sur cette information. Il est joignable à tout moment ;

3. Toute personne appartenant à l'équipe de tournage doit se comporter de manière respectueuse et responsable, et n'occuper que les lieux spécifiquement prévus dans la ou les autorisation(s) délivrée(s). Le bénéficiaire de l'autorisation remettra les lieux dans l'état dans lequel ils étaient avant le tournage ;

4. Le bruit doit être limité au minimum et la législation sur la protection de l'environnement doit être respectée par le bénéficiaire de l'autorisation (respect de la faune et de la flore, des normes sonores, évacuation des eaux usées dans les égouts, enlèvement systématique des tous les déchets chaque jour avant la fin du tournage, etc) ;

5. Le bénéficiaire de l'autorisation fait son affaire de l'acquisition de tous les droits et autorisations, notamment les droits d'auteurs et les droits de la personnalité de tiers, nécessaires à la réalisation, l'exécution, la diffusion et l'exploitation de l'œuvre faisant l'objet du tournage ;

6. Le bénéficiaire de l'autorisation est seul responsable des biens lui appartenant ou qui lui sont confiés. Il assure ainsi la conservation et la surveillance des

équipements, matériels, accessoires, décors et installations qui lui appartiennent ou, le cas échéant, appartenant aux prestataires intervenant pour son compte ;

7. Le bénéficiaire de l'autorisation est seul responsable de tous dommages aux bâtiments et espaces publics mis à sa disposition à l'occasion du tournage et de tous accidents pouvant survenir aux tiers, aux agents et usagers du fait de son occupation des lieux pour le tournage. Il s'oblige à informer sans délai la Commune d'Etterbeek de tous sinistres ou dégradations survenus ;

8. L'autorisation de tournage ainsi que les polices d'assurance se rapportant au tournage, doivent à tout moment pouvoir être présentés à un responsable de la Police ou à un agent communal habilité ;

9. Le bénéficiaire de l'autorisation se porte fort du respect des obligations par l'ensemble de ses préposés et du personnel placé sous son autorité ;

§ 2. En cas de non-respect des obligations pré-décrites, la Commune d'Etterbeek peut suspendre le tournage concerné, sans préjudice du droit de réclamer le paiement des montants prévus à l'article 6 du présent règlement.

Article 6 - Tarifs

§ 1. Les tarifs applicables en matière de tournage sont ceux fixés par leRèglement-redevances pour services administratifs, tel que décrit à l'article 31.

§ 2. En cas d'interruption du tournage par le bénéficiaire de l'autorisation avant la fin du tournage, les montants versés restent dus ;

§ 3. Tout demandeur qui le souhaite peut demander au Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s, la gratuité partielle ou totale (par exemple pour des raisons sociales, scolaires, …) pour son tournage .

Cette demande doit se faire par écrit conformément aux articles 3 § 1er et 2 et 4 du présent règlement et contenir les éléments susceptibles de justifier sa légitimité.

§ 4. Sur proposition motivée, le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s peut déroger aux conditions du présent règlement et peut également trancher, sans appel, les cas non prévus par celui-ci.

Article 7 - Conditions particulières

Aucune photographie / prise de vue, ne peut comporter de gros plan de signes de sépultures ou de monuments funéraires, ni laisser apparaitre le nom de personnes décédées, sans l'accord écrit des familles concernées.

Toute captation doit respecter la législation en vigueur, y compris le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et le règlement général de police.

Article 8 - Crédit

Le bénéficiaire de l'autorisation de tournage s'engage à faire apparaître un remerciement à la Commune d'Etterbeek dans le générique du film vidéo.

Article 9 - Entrée en vigueur du présent règlement

Le présent règlement entre en vigueur le 20 janvier 2026.

Article 10 - Conflit d'interprétation

Tout conflit d'interprétation des dispositions du présent règlement est tranché par le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s de la commune d'Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
Votes sur les amendements (CBE 18.12.25 & 22.12.25) : à l'unanimité.
Votes sur le texte amendé : à l'unanimité.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglementen inzake het gebruik van de openbare ruimte en het gebruik van gemeentelijke zalen en gemeentelijk reglement inzake filmopnames

De gemeenteraad,

Gezien de huidige verordening inzake het gebruik van de openbare ruimte, het ter beschikking stellen van gemeentelijk materiaal en filmopnames, aangenomen door het college van burgemeester en schepenen op 21 maart 2005;

Overwegende dat deze verordening niet langer aansluit bij de huidige verzoeken om gebruik en bij de nieuwe configuratie van het nieuwe administratieve gebouw, is besloten deze te actualiseren;

Overwegende dat, om de verordening begrijpelijker te maken, wordt voorgesteld twee afzonderlijke verordeningen vast te stellen:

- Reglementen betreffende het gebruik van de openbare ruimte en het gebruik van gemeentelijke zalen - Gemeentelijk reglement betreffende filmopnames

Overwegende dat deze ontwerpreglementen zijn opgesteld in overleg met de dienst Gemeentelijk Secretariaat en de juridische dienst, en dat ze tijdens een vorige vergadering van het College zijn voorgesteld;

Besluit:

1. de bepalingen van de verordening inzake het gebruik van de openbare ruimte en het gebruik van gemeentelijke zalen, zoals hieronder weergegeven, goed te keuren;

2. de bepalingen van de gemeentelijke verordening inzake filmopnames, zoals hieronder weergegeven, goed te keuren.

Reglementen voor de bezetting van de openbare weg en voor het gebruik van gemeentelijke zalen

Deze reglementen bepalen de voorwaarden voor het gebruik van de openbare ruimte, de gemeentelijke zalen, de gemeentelijke voorzieningen en de terbeschikkingstelling van het gemeentepersoneel, waarbij het respect voor de regels over rust, openbare orde, veiligheid, samenleven en goed openbaar bestuur wordt gewaarborgd.

Inhoudsopgave

Deel 1. – Reglement voor de bezetting van de openbare ruimte

Afdeling 1 – Algemeen

Artikel 1 – Terminologie

Artikel 2 – Toelatingsaanvraag bij het college

Artikel 3 – Toelating van het college en naleving van de voorwaarden

Artikel 4 – Aanvraag OSIRIS

Artikel 5 – Bezetting van het Jubelpark

Artikel 6 – Toevoer van water en/of elektriciteit

Artikel 7 – MIVB

Artikel 8 – Aanvraagformulier

Artikel 9 – Aanvraagtermijnen

Artikel 10 – Categorieën van evenementen

Artikel 11 – Bezetting van de weg en plaatsing van verkeersborden-parkeerverbodsborden

Artikel 12 – Categorieën van aanvragers

Artikel 13 – Tarieven voor de bezetting van de openbare weg en betaling

Artikel 14 – Annulering

Artikel 15 – Laattijdige annulering

Artikel 16 – Schade veroorzaakt tijdens de bezetting van de openbare ruimte

Artikel 17 – Verzekering burgerlijke aansprakelijkheid door de aanvrager

Artikel 18 – Normen voor veiligheid, hygiëne en geluid

Artikel 19 – Informatie voor de buurtbewoners

Artikel 20 – Opruimen, schoonmaak en ontbrekend of beschadigd materiaal

Afdeling 2 – Tariefvoorwaarden voor de bezetting van de openbare ruimte

Artikel 21 – Tarief van de retributie voor de bezetting van de openbare ruimte

Artikel 22 – Vrijstellingen van de retributie

Afdeling 3 – Tariefvoorwaarden voor de terbeschikkingstelling van materiaal

Artikel 23 – Hoofdaanvraag en bijkomende aanvraag

Artikel 24 – Toepassing van een retributie

Artikel 25 – Vrijstellingen van de retributie

Artikel 26 – Lijst van materiaal dat ter beschikking kan worden gesteld

Artikel 27 – Levering en ophaling van materiaal

Afdeling 4 – Tariefvoorwaarden voor de terbeschikkingstelling van personeel

Artikel 28 – Toepassingsgebied

Deel 2. – Reglement voor het gebruik van de gemeentelijke zalen

Afdeling 1 – Algemeen

Artikel 29 – Terminologie

Artikel 30 – De aanvraag – reserveringsformulier

Artikel 31 – Aanvraagformulier

Artikel 32 – Aanvraagtermijnen

Artikel 33 – Categorieën van aanvragers

Artikel 34 – Toelating van het college en naleving van de voorwaarden

Artikel 35 – Beperkingen voor het gebruik van gemeentelijke zalen

Artikel 36 – Tarieven voor het gebruik van een gemeentelijke zaal en betaling

Artikel 37 – Annulering

Artikel 38 – Laattijdige annulering

Artikel 39 – Schade veroorzaakt tijdens het gebruik van een gemeentelijke zaal

Artikel 40 – Verzekering burgerlijke aansprakelijkheid door de aanvrager

Artikel 41 – Normen voor veiligheid, hygiëne en geluid

Artikel 42 – Opruimen, schoonmaak en ontbrekend of beschadigd materiaal

Artikel 43 – Naleving van de uren

Afdeling 2 – Voorwaarden en tarieven voor de zalen op het Jachthof

Artikel 44 – Uren

Artikel 45 – Beschrijving van de gemeentelijke zalen

Artikel 46 – Tarieven van de gemeentelijke zalen

Artikel 47 – Vrijstellingen van de retributie en beperking van het gebruik

Artikel 47 bis – Uitzonderlijke toelating voor de zaal Christian Debaty – Overeenkomst

Afdeling 3 – Voorwaarden en tarieven voor de zalen buiten het Jachthof

Artikel 48 – Uren

Artikel 49 – Beschrijving van de gemeentelijke zalen

Artikel 50– Tarieven van de zalen buiten het Jachthof

Artikel 51 – Vrijstelling van de retributie

Afdeling 4 – Voorwaarden en tarieven voor de klaslokalen

Artikel 52 – Uren

Artikel 53 – Tarieven van de klaslokalen

Afdeling 5 – Voorwaarde en tarieven voor de huur van materiaal

Artikel 54 – Hoofdaanvraag en bijkomende aanvraag

Artikel 55 – Toepassing van een retributie

Artikel 56 – Vrijstellingen van de retributie

Artikel 57 – Lijst van materiaal dat ter beschikking kan worden gesteld

Artikel 58 – Levering en ophaling van materiaal

Artikel 59 – Interpretatiegeschil

Artikel 60 – Inwerkingtreding

Deel 1. – Reglement voor de bezetting van de openbare ruimte

Afdeling 1 – Algemeen

Artikel 1 – Terminologie

In dit reglement wordt de term “aanvrager” gebruikt voor elke natuurlijke of rechtspersoon, publiek of privaat, die de toelating heeft gekregen om de openbare ruimte te bezetten, al dan niet met terbeschikkingstelling van gemeentelijk materiaal, in het kader van een publiek toegankelijk evenement.

In dit reglement worden de termen “met lokale verankering” en “zonder lokale verankering” gebruikt voor organisaties waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is op het grondgebied van de gemeente Etterbeek of naar organisaties waarvan de maatschappelijke zetel daarbuiten is gevestigd.

In dit reglement wordt de term “openbare ruimte” gebruikt volgens artikel 1 §3 van het Gemeenschappelijk algemeen politiereglement van de 19 Brusselse gemeenten:

- de openbare weg, met inbegrip van de rijweg, bermen en trottoirs, de centrale

bermen en alle toebehoren zoals riolen en straatkolken, de naaste omgeving van de wegen, de fietspaden, voetgangersbruggen, ondergrondse doorgangen voor voetgangers, wegen en erfdienstbaarheden, en over het algemeen elke weg open voor het publiek, zelfs wanneer deze op een privé-eigendom ligt.

- de openbare ruimten, aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, wandelplaatsen en markten, de andere inrichtingen en groene zones zoals pleinen, gemeentelijke en gewestelijke parken, openbare tuinen en iedere ruimte met een plantaardig element, speelpleinen en -velden, begraafplaatsen, galerijen en doorgangen op private grond die toegankelijk zijn voor het publiek, en over het algemeen elk deel van de openbare ruimte dat zich buiten de openbare weg bevindt, dat open is voor het personenverkeer en voornamelijk bestemd is voor het wandelen, ontspannen of verfraaien.
- de treinstations, metrostations, de binnen- en buitenkant van voertuigen van het openbaar vervoer die bestemd zijn voor het personenvervoer en die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest rijden, de perrons, de haltes en andere toebehoren van het openbaar vervoer, zowel ondergronds als bovengronds.

In dit reglement wordt de term “college” gebruikt voor het college van burgemeester en schepenen.

In dit reglement wordt de term “dienst Animatie” gebruikt voor alle gemeentelijke medewerkers die door het college zijn aangesteld om de aanvragen voor de bezetting van de openbare ruimte te ontvangen en te behandelen.

Artikel 2 – Toelatingsaanvraag bij het college

De aanvrager mag de openbare ruimte niet bezetten zonder voorafgaande toelating van het college.

Om die toelating te krijgen, stuurt de aanvrager het reserveringsformulier via e-mail naar animatie@ etterbeek.brussels of met de post naar de dienst Animatie, Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek. Het reserveringsformulier staat op de website van de gemeente (www.etterbeek.brussels) en is beschikbaar bij de dienst Animatie.

Het indienen van een dergelijke aanvraag vrijwaart de organisator van een evenement, indien het om een protest gaat, niet van de verplichting om toestemming te vragen aan de burgemeester om redenen van veiligheid en handhaving van de openbare orde.

Artikel 3 – Toelating van het college en naleving van de voorwaarden

Op basis van de informatie uit het aanvraagformulier geeft het college al dan niet toelating voor de bezetting van de openbare weg. Het college behoudt zich het recht voor om de terbeschikkingstelling van de openbare ruimte en/of gemeentelijk materiaal te weigeren, onder meer door: de aard van het evenement, de boodschap of het imago dat het evenement uitdraagt, het niet-naleven van eerdere verplichtingen, het niet-betalen of laattijdig betalen van de waarborg, niet-toegestane onderverhuur, enz.

Een weigering op basis van de aard van het evenement, de boodschap of het imago kan enkel in uitzonderlijke situaties plaatsvinden, met name wanneer deze elementen een ernstige aantasting vormen van de openbare orde, de goede zeden, de democratische waarden, de fundamentele rechten of het imago van de gemeente.

Elke bezetting van de openbare ruimte is onderworpen aan de voorwaarden van de politiediensten en aan de voorwaarden van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het college kan bovendien bijzondere voorwaarden opleggen, onder meer op basis van het advies van de commissie voor dringende medische hulp. Om het naleven van de

voorwaarden te controleren, mag de toegang tot de plaatsen niet worden geweigerd aan personen die door het college zijn gemachtigd om een controle uit te voeren.

De aanvrager is verplicht de voorwaarden uit zijn toelating en alle bepalingen van dit reglement na te leven. Het college kan echter, op gemotiveerd voorstel, afwijkingen toestaan van de voorwaarden van dit reglement.

De gemeente wijst elke verantwoordelijkheid af in geval van tekortkomingen met betrekking tot toelatingen die door de aanvrager moeten worden aangevraagd.

Het college van burgemeester en schepenen neemt zonder beroep een beslissing over de gevallen die niet in dit reglement zijn voorzien.

Artikel 4 – Aanvraag OSIRIS

Voor elke installatie op de openbare weg in een van de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet een voorafgaande aanvraag worden ingediend via de toepassing OSIRIS (https://apps.osiris.brussels). Voor de gewestwegen kunnen de behandelingstermijnen aanzienlijk zijn en de gemeentelijke overheid kan dit proces niet versnellen.

Artikel 5 – Bezetting van het Jubelpark

Als het evenement plaatsvindt in het Jubelpark, is een vergunning van Leefmilieu Brussel, beheerder van de site, en van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Stedenbouw en Erfgoed vereist bij het indienen van de aanvraag bij de gemeente Etterbeek.

Artikel 6 – Toevoer van water en/of elektriciteit

Als het evenement een aansluiting op water of elektriciteit nodig heeft, moet de aanvrager rechtstreeks contact opnemen met de bevoegde operatoren:

- Vivaqua voor elke installatie van een waterpunt (bv. zwanenhals).
- Sibelga voor elke aanvraag van de opening of aansluiting op een elektriciteitspaal.

Alle procedures en kosten voor deze prestaties zijn volledig voor de aanvrager.

Artikel 7 – MIVB

Bij bezetting van de openbare ruimte moet de aanvrager een vrije en veilige doorgang garanderen voor de voertuigen van de MIVB.

Als dit onmogelijk is, moet hij rechtstreeks contact opnemen met de MIVB om, indien nodig, een omleiding aan te vragen

Alle procedures en kosten voor deze prestaties zijn volledig voor de aanvrager.

Artikel 8 – Aanvraagformulier

Het aanvraagformulier moet volledig en in één keer worden ingediend. Onvolledige aanvragen of latere toevoegingen worden niet in aanmerking genomen. De aanvragen worden behandeld in chronologische volgorde van ontvangst.

Artikel 9 – Aanvraagtermijnen

De termijn voor het indienen van een aanvraag tot bezetting van de openbare ruimte is afhankelijk van de categorie van het evenement:

- Voor kleine of middelgrote evenementen: 1 maand voor de start van het evenement.
- Voor grote evenementen: 3 maanden voor de start van het evenement.

Artikel 10 – Categorieën van evenementen

Recreatieve, religieuze, sportieve, folkloristische evenementen worden onderverdeeld in 3 categorieën:

Klein evenement	oppervlakte < 250 m²	aantal personen < 100 personen
Middelgroot evenement	oppervlakte tussen 250 m² en 500 m²	aantal personen tussen 101 en 500 personen
Groot evenement	oppervlakte > 500 m²	aantal personen 501 of meer

Als een van beide criteria (oppervlakte of aantal personen) wordt overschreden, wordt het evenement ingedeeld in de hogere categorie.

Artikel 11 – Bezetting van de weg en plaatsing van verkeersborden-parkeerverbodsborden

De aanvrager kan een aanvraag indienen voor de bezetting van de weg waarvoor de plaatsing van parkeerverbodsborden nodig is, uitsluitend voor evenementen die op de openbare weg worden georganiseerd en een toelating hebben van het college van burgemeester en schepenen.

§1. Een parkeerplaats komt overeen met 5 meter.

§2. Het is verboden om te parkeren op dropzones, laadzones en voor garages, volgens de bepalingen van de Wegcode. Niet-naleving van deze regel kan leiden tot sancties (boete, takelen, inbeslagname).

§3. Voor elke aanvraag voor de reservering van parkeerplaatsen buiten een evenement (bouwplaats, werken of andere bezetting die niet verbonden is aan een evenement op de openbare weg), moet rechtstreeks contact worden opgenomen met de dienst Wegvergunningen.

Artikel 12 – Categorieën van aanvragers

De aanvragers worden ingedeeld in categorieën, afhankelijk van hun band met de gemeente. De categorie die bij de eerste aanvraag wordt toegekend, blijft geldig voor het lopende kalenderjaar.

1. Gemeentediensten, OCMW, Mission locale
2. Scholen gelegen op het grondgebied van de gemeente en gesubsidieerd door de gemeenschappen
3. Politieke partijen vertegenwoordigd in de raad in de vorm van een werkvergadering
4. Politieke partijen vertegenwoordigd in de raad (conferentie, evenement, enz.)
5. Gemeentelijke organisaties
6. Organisaties met gemeentelijke steun
7. Externe organisaties
8. Natuurlijke of rechtspersonen uit Etterbeek
9. Natuurlijke of rechtspersonen niet afkomstig uit Etterbeek
10. Handelaars buiten vereniging

Artikel 13 – Tarieven voor de bezetting van de openbare weg en betaling

Voor de bezetting van de openbare voor de organisatie van een evenement is een retributie verschuldigd. Deze retributie omvat:

- De kosten voor de toelating voor de bezetting van de openbare ruimte

- Eventuele kosten voor een parkeerverbod
- Eventuele kosten voor een straatafsluiting

De betaling van de retributie en de betaling van de waarborg moeten afzonderlijk gebeuren op de rekening van de gemeente Etterbeek die in de toelating wordt vermeld. Een betalingsbewijs moet uiterlijk 7 werkdagen voor de start van het evenement worden bezorgd. Als de betaling niet tijdig wordt uitgevoerd, kan de bezetting worden geweigerd en/of kan het materiaal niet ter beschikking worden gesteld.

Na afloop van het evenement moet de aanvrager contact opnemen met de gemeente om de terugbetaling van zijn waarborg te vragen. Deze terugbetaling gebeurt binnen 30 dagen, na aftrek van een eventuele inhouding.

Artikel 14 – Annulering

Elke annulering moet schriftelijk naar animatie@etterbeek.brussels worden gestuurd en bij voorkeur telefonisch worden bevestigd.

De dienst Animatie moet de annulering uiterlijk drie werkdagen voor de geplande datum van het evenement ontvangen.

Na deze termijn wordt de annulering als laattijdig beschouwd (zie Artikel 13).

In geval van overmacht kan de reservering van rechtswege worden geannuleerd door het gemeentebestuur. Enkel de bedragen voor de huur en de waarborg worden terugbetaald, zonder verdere schadevergoeding.

Artikel 15 – Laattijdige annulering

In geval van laattijdige annulering door de aanvrager, dat wil zeggen drie werkdagen voor het evenement, blijven de kosten verschuldigd.

Artikel 16 – Schade veroorzaakt tijdens de bezetting van de openbare ruimte

De aanvrager is verantwoordelijk voor de schade veroorzaakt aan de openbare ruimten en/of aan de uitrustingen van de openbare ruimte en/of aan het ter beschikking gestelde materiaal tijdens of na de bezetting.

Elke opmerking over eventuele schade die wordt vastgesteld bij de ingebruikname van de plaatsen of bij de ontvangst van het materiaal moet onmiddellijk worden meegedeeld aan de afgevaardigde van de gemeente en schriftelijk aan de dienst Animatie (animatie@etterbeek.brussels), uiterlijk op de eerste werkdag na de bezetting.

Het is verboden om materiaal of voorzieningen in de openbare ruimte te brengen zonder voorafgaande en schriftelijke toelating van het college. Het gaat onder andere, zonder limitatief te zijn, over: elektrisch materiaal (geluidsinstallatie, koelkast, kooktoestel, enz.), springkastelen, barbecues en gelijkaardige toestellen.

De verantwoordelijkheid van de gemeente Etterbeek kan in geen enkel geval worden ingeroepen, in welke vorm dan ook, voor ongevallen of schade bij de aanvrager of bij derden als gevolg van het transport, de installatie of het gebruik van materiaal of meubilair dat geen eigendom is van de gemeente.

Artikel 17 – Verzekering burgerlijke aansprakelijkheid door de aanvrager

De aanvrager moet een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid afsluiten ten aanzien van derden, voor schade veroorzaakt tijdens de bezetting.

Artikel 18 – Normen voor veiligheid, hygiëne en geluid

§1. Alle installaties, toestellen, voorzieningen of voedingsmiddelen die in de openbare ruimte worden gebracht, moeten voldoen aan de geldende normen voor veiligheid, conformiteit en hygiëne. Het gaat onder andere, zonder limitatief te zijn, over:

- Tijdelijke installaties zoals podia, tenten, opblaasstructuren, enz.
- Elektrisch materiaal, pyrotechnisch materiaal, enz.
- Kookmateriaal zoals barbecues
- Voedingsmiddelen.

Als de niet-conformiteit wordt vastgesteld voor het evenement, behoudt het college zich het recht voor het gebruik van het betrokken materiaal te verbieden, of zelfs de bezetting van de openbare ruimte te verbieden tot volledige regularisatie.

§2. Er moet op elk moment een veiligheidsdoorgang van 4 meter op de weg vrijgelaten voor de doorgang van hulpdiensten. Als de niet-conformiteit wordt vastgesteld voor het evenement, behoudt het college zich het recht voor het evenement te verbieden tot volledige regularisatie.

§3. De aanvrager die een muzikaal of geluidselement wil gebruiken moet:

- vooraf een occasionele muziekvergunning aanvragen bij het gemeentebestuur.
- vooraf een aangifte indienen bij het platform Unisono voor de vergoeding van auteurs en artiesten.
- tijdens het evenement de geluidsregels naleven: het volume mag niet hoger zijn dan 85 dB, het geluid mag niet later duren dan 22.00 uur en het geluid mag geen hinder veroorzaken voor de buurt.

Artikel 19 – Informatie voor de buurtbewoners

Een tweetalige brief moet minstens één week voor het evenement naar de buurtbewoners worden gestuurd.

Artikel 20 – Opruimen, schoonmaak en ontbrekend of beschadigd materiaal

De aanvrager moet de openbare ruimte, en het eventueel ter beschikking gestelde materiaal, in de oorspronkelijke staat herstellen zodra het evenement is afgelopen.

Bij tekortkomingen voert het gemeentebestuur de schoonmaak uit op kosten van de aanvrager, volgens de bepalingen van:

- het belastingreglement op het reinigen van het openbaar domein,
- het belastingreglement voor de prestaties van de arbeiders betreffende openbare gezondheid of met het oog tot de handhaving of de herstelling van de openbare orde en de veiligheid.

Als er materiaal ontbreekt of beschadigd is, met inbegrip van straatmeubilair of andere infrastructuur in de openbare ruimte, voert het gemeentebestuur de vervanging uit op kosten van de aanvrager tegen de kostprijs.

Afdeling 2 – Tariefvoorwaarden voor de bezetting van de openbare ruimte

Artikel 21 – Tarief van de retributie voor de bezetting van de openbare ruimte

Voor de bezetting van de openbare weg voor de organisatie van een evenement moet een retributie worden betaald.

§1. Kosten van de toelating voor de bezetting:

De kosten van de toelating voor het gebruik van de openbare ruimte worden vastgesteld op basis van de categorie van het evenement (klein, middelgroot of groot evenement), volgens het retributiereglement voor administratieve diensten in artikel 32, e.

§2. Parkeerverbod:

Wanneer voor de bezetting van de openbare ruimte een parkeerverbod nodig is, worden de kosten hiervoor berekend op basis van het aantal parkeerplaatsen en volgens het

retributiereglement voor administratieve diensten in artikel 32, f.

§3. Om de openbare ruimte te beveiligen, kan de aanvrager gebruikmaken van gemeentelijke nadarhekken of het College kan de plaatsing ervan verplichten.

De kosten van deze maatregelen worden vastgesteld volgens het retributiereglement voor administratieve diensten in artikel 32, f.

Artikel 22 – Vrijstellingen van de retributie

Het college kan een vrijstelling van de retributie voor de bezetting van de openbare weg geven:

- permanent: voor diensten van de gemeente, het OCMW-diensten en de Mission locale d'Etterbeek.
- Voor hun eerste aanvraag van het jaar: voor politieke partijen vertegenwoordigd in de raad en voor gemeentelijke organisaties.
- voor hun eerste aanvraag van het jaar, onder voorwaarde van wederkerigheid: voor scholen gelegen op het grondgebied van de gemeente en gesubsidieerd door de gemeenschappen.
- Voor hun eerste aanvraag van het jaar, als het college akkoord gaat: voor organisaties die gemeentelijke steun krijgen.

Afdeling 3 – Tariefvoorwaarden voor de terbeschikkingstelling van materiaal

Artikel 23 – Aanvragers die niet in aanmerking komen

Onderstaande aanvragers mogen geen gemeentelijk materiaal aanvragen, ook al hebben ze een aanvraag ingediend voor het gebruik van de openbare ruimte:

- Natuurlijke of rechtspersonen uit Etterbeek, behalve in het kader van een burenfeest.
- Natuurlijke of rechtspersonen niet afkomstig uit Etterbeek.
- Handelaars buiten vereniging

Artikel 24 – Toepassing van een retributie

Voor de terbeschikkingstelling van gemeentelijk materiaal in het kader van de bezetting van de openbare weg is een retributie verschuldigd. De periode van de retributie beperkt zich tot de duur van het evenement en omvat noch de dagen van ontvangst van het materiaal, noch de dagen van teruggave van het materiaal.

In afwijking van de vorige paragraaf geldt dat, als het materiaal niet op de afgesproken datum wordt teruggegeven of slechts gedeeltelijk wordt teruggegeven, de retributie blijft lopen tot de volledige teruggave van het materiaal.

Artikel 25 – Vrijstellingen van de retributie

Het college kan de volgende categorieën een vrijstelling van de retributie voor gemeentelijk materiaal geven:

- permanent: voor diensten van de gemeente, het OCMW-diensten en de Mission locale d'Etterbeek.
- Voor hun eerste aanvraag van het jaar: voor politieke partijen vertegenwoordigd in de raad en voor gemeentelijke organisaties.
- voor hun eerste aanvraag van het jaar, onder voorwaarde van wederkerigheid: voor scholen gelegen op het grondgebied van de gemeente en gesubsidieerd door de gemeenschappen.
- Voor hun eerste aanvraag van het jaar, als het college akkoord gaat: voor

organisaties die gemeentelijke steun krijgen.

Artikel 26 – Lijst van materiaal dat ter beschikking kan worden gesteld

§1. De lijst van beschikbaar materiaal staat op de website www.etterbeek.brussels of is op aanvraag beschikbaar bij de dienst Animatie. Het ter beschikking gestelde materiaal is beperkt tot het materiaal dat in de oorspronkelijke aanvraag staat vermeld en binnen de grenzen van de beschikbare voorraad. Latere toevoegingen worden niet aanvaard.

§2. Elektrisch materiaal is enkel voorbehouden voor gemeentelijke activiteiten. In dat geval is de aanwezigheid van de elektriciens vereist tijdens de volledige duur van het evenement.

Artikel 27 – Levering en ophaling van materiaal

§1. De levering en ophaling van het materiaal vinden verplicht plaats van maandag tot en met vrijdag (uitgezonderd feestdagen) tussen 8.30 en 15.30 uur, op de dag, het uur en de plaats vermeld in de aanvraag. De aanvrager of één van zijn vertegenwoordigers moet aanwezig zijn bij de levering en ophaling van het materiaal. Als de aanvrager of zijn vertegenwoordiger niet aanwezig is op de voorziene dag, uur en plaats voor de ontvangst van het materiaal, wordt de verhuur van rechtswege geannuleerd.

§2. De aanvrager controleert het geleende materiaal. Hij moet elke afwijking die hij vaststelt bij de levering melden aan de dienst Animatie via e-mail naar animation@etterbeek.brussels. Als de aanvrager geen opmerkingen doorgeeft aan de dienst Animatie bij ontvangst van de bestelling, wordt het materiaal geacht in perfecte staat ter beschikking te zijn gesteld.

§3. Het opbouwen en afbreken van het geleende materiaal gebeurt door de aanvrager.

§4. De aanvrager moet het geleende materiaal gebruiken als een voorzichtig en redelijk persoon.

Afdeling 4 – Tariefvoorwaarden voor de terbeschikkingstelling van personeel

Artikel 28 – Toepassingsgebied

De terbeschikkingstelling van gemeentelijk personeel is uitzonderlijk, onderworpen aan de goedkeuring van het college, en uitsluitend voorbehouden aan de gemeentediensten, de diensten van het OCMW en de diensten van de Mission locale d'Etterbeek die een evenement organiseren met bezetting van de openbare ruimte.

Deel 2. – Reglement voor het gebruik van de gemeentelijke zalen

Afdeling 1 – Algemeen

Artikel 29 – Terminologie

In dit reglement wordt de term "aanvrager" gebruikt voor elke natuurlijke of rechtspersoon, publiek of privaat, die de toelating heeft gekregen om een gemeentelijke zaal te gebruiken, al dan niet met terbeschikkingstelling van gemeentelijk materiaal, in het kader van een publiek toegankelijk evenement.

In dit reglement wordt de term "gemeentelijke zaal" gebruikt voor:

- De zalen op het Jachthof (gemeentehuis)
  - o De DoorGang – Hal (benedenverdieping)
  - o Zaal Christian Debaty (2e verdieping)
  - o Europazaal (1e verdieping)
  - o Refter (2e verdieping)
- Zalen buiten het Jachthof
  - o Zalen van de Tuinen van Fontenay-sous-Bois

- o Refter van Colombe de la Paix
- De klaslokalen van de gemeentescholen

In dit reglement wordt de term “college” gebruikt voor het college van burgemeester en schepenen.

In dit reglement wordt de term “dienst Animatie” gebruikt voor alle gemeentelijke medewerkers die door het college zijn aangesteld om de aanvragen voor het gebruik van gemeentelijke zalen te ontvangen en te behandelen.

Artikel 30 – De aanvraag – reserveringsformulier

De aanvrager mag een gemeentelijke zaal niet gebruiken zonder voorafgaande toelating van het college.

Om die toelating te krijgen, stuurt de aanvrager het reserveringsformulier via e-mail naar animatie@ etterbeek.brussels of met de post naar de dienst Animatie, Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek. Het reserveringsformulier staat op de website van de gemeente (www.etterbeek.brussels) en is beschikbaar bij de dienst Animatie.

Artikel 31 – Aanvraagformulier

Het aanvraagformulier moet volledig en in één keer worden ingediend. Onvolledige aanvragen of latere toevoegingen worden niet in aanmerking genomen. De aanvragen worden behandeld in chronologische volgorde van ontvangst.

Artikel 32 – Aanvraagtermijnen

De aanvraag voor het gebruik van een gemeentelijke zaal moet minstens 1 maand voor de start van het evenement worden ingediend.

Artikel 33 – Categorieën van aanvragers

De aanvragers worden ingedeeld in categorieën, afhankelijk van hun band met de gemeente. De categorie die bij de eerste aanvraag wordt toegekend, blijft geldig voor het lopende kalenderjaar.

1. Gemeentediensten, OCMW, Mission locale
2. Scholen gelegen op het grondgebied van de gemeente en gesubsidieerd door de gemeenschappen
3. Politieke partijen vertegenwoordigd in de raad in de vorm van een werkvergadering
4. Politieke partijen vertegenwoordigd in de raad (conferentie, evenement, enz.)
5. Gemeentelijke organisaties
6. Organisaties met gemeentelijke steun
7. Externe organisaties
8. Natuurlijke of rechtspersonen uit Etterbeek
9. Natuurlijke of rechtspersonen niet afkomstig uit Etterbeek
10. Handelaars buiten vereniging

Artikel 34 – Toelating van het college en naleving van de voorwaarden

Op basis van de informatie uit het aanvraagformulier geeft het college al dan niet toelating voor het gebruik van een gemeentelijke zaal.

Het college behoudt zich het recht voor om de terbeschikkingstelling van een gemeentelijke zaal en/of gemeentelijk materiaal te weigeren, onder meer door: de aard van het evenement, de boodschap of het imago dat het evenement uitdraagt, het niet-

naleven van eerdere verplichtingen, het niet-betalen of laattijdig betalen van de waarborg, niet-toegestane onderverhuur, enz.

Een weigering op basis van de aard van het evenement, de boodschap of het imago kan enkel in uitzonderlijke situaties plaatsvinden, met name wanneer deze elementen een ernstige aantasting vormen van de openbare orde, de goede zeden, de democratische waarden, de fundamentele rechten of het imago van de gemeente.

Voor elke gemeentelijke zaal zijn de toegangs- en gebruiksvoorwaarden en de categorieën van aanvragers vastgelegd in dit reglement. Het college kan bovendien bijzondere voorwaarden opleggen voor de terbeschikkingstelling van een gemeentelijke zaal. Om het naleven van de voorwaarden te controleren, mag de toegang tot de plaatsen niet worden geweigerd aan personen die door het college zijn gemachtigd om een controle uit te voeren.

De aanvrager is verplicht de voorwaarden uit zijn toelating en alle bepalingen van dit reglement na te leven. Het college kan echter, op gemotiveerd voorstel, afwijkingen toestaan van de voorwaarden van dit reglement.

Het college van burgemeester en schepenen neemt zonder beroep een beslissing over de gevallen die niet in dit reglement zijn voorzien.

Artikel 35 – Beperkingen voor het gebruik van gemeentelijke zalen

In de gemeentelijke zalen is het verboden evenementen te organiseren waarvoor een toegangsprijs wordt gevraagd, in welke vorm dan ook.

Het is ook verboden een gemeentelijke zaal onder te verhuren of ter beschikking te stellen van een derde, zowel tegen betaling als gratis.

Aanvragers van categorieën 5 en 6 mogen de gemeentelijke zalen op het Jachthof slechts twee keer per maand gebruiken, ongeacht het aantal begunstigden. Extra aanvragen worden geweigerd.

Artikel 36 – Tarieven voor het gebruik van een gemeentelijke zaal en betaling

Voor het gebruik van een gemeentelijke zaal voor de organisatie van een evenement is een retributie verschuldigd.

De betaling van de retributie en de betaling van de waarborg moeten afzonderlijk gebeuren op de rekening van de gemeente Etterbeek die in de toelating wordt vermeld. Een betalingsbewijs moet uiterlijk 7 werkdagen voor de start van het evenement worden bezorgd. Als de betaling niet tijdig wordt uitgevoerd, kan het gebruik worden geweigerd en/of kan het materiaal niet ter beschikking worden gesteld.

Na afloop van het evenement moet de aanvrager contact opnemen met de gemeente om de terugbetaling van zijn waarborg te vragen. Deze terugbetaling gebeurt binnen 30 dagen, na aftrek van een eventuele inhouding.

Artikel 37 – Annulering

Elke annulering moet schriftelijk naar animatie@ etterbeek.brussels worden gestuurd en bij voorkeur telefonisch worden bevestigd.

De dienst Animatie moet de annulering uiterlijk drie werkdagen voor de geplande datum van het evenement ontvangen.

Na deze termijn wordt de annulering als laattijdig beschouwd (zie Artikel 38).

In geval van overmacht kan de reservering van rechtswege worden geannuleerd door het gemeentebestuur. Enkel de bedragen voor de huur en de waarborg worden terugbetaald, zonder verdere schadevergoeding.

Artikel 38 – Laattijdige annulering

In geval van laattijdige annulering door de aanvrager, dat wil zeggen drie werkdagen voor het evenement, blijven de kosten verschuldigd.

Artikel 39 – Schade veroorzaakt tijdens het gebruik van een gemeentelijke zaal

De aanvrager is verantwoordelijk voor de schade veroorzaakt aan de gemeentelijke zaal en/of aan het ter beschikking gestelde materiaal tijdens of na het gebruik.

Elke opmerking over eventuele schade die wordt vastgesteld bij de ingebruikname van de plaatsen of bij de ontvangst van het materiaal moet onmiddellijk worden meegedeeld aan de afgevaardigde van de gemeente en schriftelijk aan de dienst Animatie (animatie@etterbeek.brussels), uiterlijk op de eerste werkdag na het gebruik.

Het is verboden de inrichting van de lokalen te wijzigen, voorwerpen aan muren, plafonds of vloeren te bevestigen of materiaal of voorzieningen in de lokalen te brengen zonder voorafgaande en schriftelijke toestemming van het college. Het gaat onder andere, zonder limitatief te zijn, over: elektrisch materiaal (geluidsinstallatie, koelkast, kooktoestel, enz.), voedingsmiddelen, enz.

De verantwoordelijkheid van de gemeente Etterbeek kan in geen enkel geval worden ingeroepen, in welke vorm dan ook, voor ongevallen of schade bij de aanvrager of bij derden als gevolg van het transport, de installatie of het gebruik van materiaal of meubilair dat geen eigendom is van de gemeente.

De gemeente wijst elke verantwoordelijkheid af in geval van tekortkomingen met betrekking tot toelatingen die door de aanvrager moeten worden aangevraagd.

Artikel 40 – Verzekering burgerlijke aansprakelijkheid door de aanvrager

De aanvrager moet een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid afsluiten ten aanzien van derden, voor schade veroorzaakt tijdens het gebruik.

Artikel 41 – Normen voor veiligheid, hygiëne en geluid

§1. Alle installaties, toestellen, voorzieningen of voedingsmiddelen die in een gemeentelijke zaal worden gebracht, moeten voldoen aan de geldende normen voor veiligheid, conformiteit en hygiëne. Het gaat onder andere, zonder limitatief te zijn, over:

- Tijdelijke installaties zoals podia, tenten, opblaasstructuren, enz.
- Elektrisch materiaal, pyrotechnisch materiaal, enz.
- Kookmateriaal zoals barbecues
- Voedingsmiddelen.

Als de niet-conformiteit wordt vastgesteld voor het evenement, behoudt het college zich het recht voor het gebruik van het betrokken materiaal te verbieden, of zelfs het gebruik van de gemeentelijke zaal te verbieden tot volledige regularisatie.

§2. De aanvrager die een muzikaal of geluidselement wil gebruiken moet:

- Vooraf een occasionele muziekvergunning aanvragen bij het gemeentebestuur.
- Vooraf een aangifte indienen bij het platform Unisono voor de vergoeding van auteurs en artiesten.
- Tijdens het evenement de geluidsregels naleven: het volume mag niet hoger zijn dan 85 dB, het geluid mag niet later duren dan 22.00 uur en het geluid mag geen hinder veroorzaken voor andere gemeentelijke zalen.

Artikel 42 – Opruimen, schoonmaak en ontbrekend of beschadigd materiaal

De aanvrager moet de gemeentelijke zaal, en het eventueel ter beschikking gestelde materiaal, in de oorspronkelijke staat herstellen zodra het evenement is afgelopen. De aanvrager moet dan ook een lichte schoonmaak uitvoeren: de zaal vegen, de tafels

afkuisen, de vuilnisbakken leegmaken, enz.

Bij tekortkomingen voert het gemeentebestuur de schoonmaak uit op kosten van de aanvrager.

Als er materiaal ontbreekt of beschadigd is, voert het gemeentebestuur de vervanging uit op kosten van de aanvrager tegen de kostprijs.

Artikel 43 – Naleving van de uren

Het opbouwen en afbreken van het toegelaten materiaal vallen binnen de gebruiksperiode, net als de tijd die nodig is voor de schoonmaak.

De zaal moet uiterlijk op het tijdstip vermeld in de toelating worden vrijgegeven.

Afdeling 2 – Voorwaarden en tarieven voor de zalen op het Jachthof

Artikel 44 – Uren

Het gebruik van een gemeentelijke zaal op het Jachthof is mogelijk tijdens de volgende uren:

- Van maandag tot en met donderdag: van 19.00 uur tot 21.00 uur, dus maximaal 2 uur
- Op vrijdag: van 19.00 uur tot 22.00 uur, dus maximaal 3 uur
- Op zaterdag: van 14.00 uur tot 23.00 uur, dus maximaal 9 uur
- Op zondag: van 10.00 uur tot 20.00 uur, dus maximaal 10 uur

De vastgestelde uren zijn beperkend en elke overschrijding is verboden. In geval van overtreding van deze beperking wordt een uitzonderlijke retributie toegepast volgens de bepalingen het retributiereglement voor administratieve diensten in artikel 32, a, b en c.

De uren uit dit artikel gelden enkel voor aanvragers uit categorie 6.

Artikel 45 – Beschrijving van de gemeentelijke zalen

§1. Hal (DoorGang)

- Ligging: benedenverdieping van het gemeentehuis
- Capaciteit: 472 personen (vrije oppervlakte)
- Eten en drinken is toegelaten.

§2. Zaal Christian Debaty

- Ligging: 2e verdieping van het gemeentehuis
- Capaciteit: 251 personen (vrije oppervlakte)
- Beperking: het meubilair in de zaal kan niet worden verplaatst, eten en drinken is verboden

§3. Europazaal

- Ligging: 1e verdieping van het gemeentehuis
- Capaciteit: 50 personen (vrije oppervlakte)
- Beperking: eten en drinken is verboden

§4. Refter (met of zonder keuken)

- Ligging: 2e verdieping van het gemeentehuis
- Capaciteit: 72 personen (zittend)
- Toegelaten gebruik: vergadering, lezing, maaltijd, buffet, drink...

Artikel 46 – Tarieven van de gemeentelijke zalen

Voor de terbeschikkingstelling van een gemeentelijke zaal zijn retributies verschuldigd volgens het retributiereglement voor administratieve diensten in artikel 32, a.

Artikel 47 – Vrijstellingen van de retributie en beperking van het gebruik

	Aanvrager	**Jachthof Hal**	**Jachthof Europazaal**	**Jachthof Zaal Christian Debaty**	**Jachthof Refter zonder keuken**
1	**Gemeentediensten, OCMW, Mission locale**	Gratis toegelaten	Gratis toegelaten	Gratis toegelaten	Gratis toegelaten
2	**Scholen gelegen op het grondgebied van de gemeente en gesubsidieerd door de gemeenschappen**	1x/jaar gratis toegelaten – voorwaarde van wederkerigheid	1x/jaar gratis toegelaten – voorwaarde van wederkerigheid	1x/jaar gratis toegelaten – voorwaarde van wederkerigheid	4x/jaar gratis toegelaten – voorwaarde van wederkerigheid
3	**Politieke partijen vertegenwoordigd in de raad in de vorm van een werkvergadering**	Geweigerd	2x/maand gratis toegelaten	Geweigerd	2x/maand gratis toegelaten
4	**Politieke partijen vertegenwoordigd in de raad voor een conferentie, drink...**	1x/jaar en voor 1 zaal toegelaten	1x/jaar en voor 1 zaal toegelaten	1x/jaar en voor 1 zaal toegelaten	1x/jaar en voor 1 zaal toegelaten
5	**Gemeentelijke organisatie: opgericht, beheerd of gefinancierd door de gemeente**	1x/jaar gratis toegelaten	4x/jaar gratis toegelaten	1x/jaar gratis toegelaten	4x/jaar gratis toegelaten

6	**Organisaties met gemeentelijke steun: overeenkomst of regelmatige subsidie van de gemeente**	1x/jaar toegelaten tegen betaling	1x/jaar toegelaten tegen betaling	Zie artikel 47 bis	1x/jaar toegelaten tegen betaling

Artikel 47 bis – Uitzonderlijke toelating voor de zaal Christian Debaty – Overeenkomst

Voor elk gebruik van de zaal Christian Debaty door aanvragers van categorie 6 (organisaties met gemeentelijke steun) wordt een overeenkomst opgesteld.

Het toepasselijke bedrag wordt bepaald op basis van de aard van de aanvrager (met of zonder winstoogmerk) en wordt vastgesteld volgens het retributiereglement voor administratieve diensten in artikel 32, a.

Afdeling 3 – Voorwaarden en tarieven voor de zalen buiten het Jachthof

Artikel 48 – Uren

De zalen van Fontenay-Sous-Bois zijn het hele jaar toegankelijk, met uitzondering van de schoolvakanties en de vrijdagen voor een schoolvakantie. Ze mogen enkel gebruikt worden tijdens de openingsuren van het park. Dit doet geen afbreuk aan de mogelijkheid voor de gemeente om de zalen uitzonderlijk te vorderen wanneer een crisissituatie dat vereist.

De refter van de Colombe de la Paix is één dag per weekend toegankelijk, tot uiterlijk 2u00 ’s ochtends.

De vastgestelde uren zijn beperkend en elke overschrijding is verboden. In geval van overtreding van deze beperking wordt een uitzonderlijke retributie toegepast volgens de bepalingen het retributiereglement voor administratieve diensten in artikel 32, a, b en c.

Artikel 49 – Beschrijving van de gemeentelijke zalen

§1. Kleine zaal van de Tuinen van Fontenay-sous-Bois

- Ligging: Veldstraat 67
- Capaciteit: ------
- Beperkingen:

o het is verboden voertuigen te parkeren in het park

o Gebruik van de zalen met respect voor de buurt en de rust in de wijk

o eten en drinken is enkel toegelaten als de andere zaal niet beschikbaar is

- Procedure voor de sleutels:

1. De aanvrager maakt een afspraak met de dienst Animatie om de sleutels op te halen.

2. De sleutels worden overhandigd in het gemeentehuis op de laatste werkdag voor het gebruik van de zaal (tussen 8.30 en 12.00 uur).

3. De sleutels worden teruggeven op de eerste werkdag na het gebruik van de zaal (tussen 8.30 en 12.00 uur).

Als de sleutels niet op tijd worden opgehaald, is de zaal niet toegankelijk.

§2. Grote zaal van de Tuinen van Fontenay-sous-Bois

- Capaciteit: ------
- Beperkingen:

o Het is verboden voertuigen te parkeren in het park

o Gebruik van de zalen met respect voor de buurt en de rust in de wijk

o eten en drinken is enkel toegelaten als de andere zaal niet beschikbaar is

- Procedure voor de sleutels:

o De aanvrager maakt een afspraak met de dienst Animatie om de sleutels op te halen.

o De sleutels worden overhandigd in het gemeentehuis op de laatste werkdag voor het gebruik van de zaal (tussen 8.30 en 12.00 uur).

o De sleutels worden teruggeven op de eerste werkdag na het gebruik van de zaal (tussen 8.30 en 12.00 uur).

o Als de sleutels niet op tijd worden opgehaald, is de zaal niet toegankelijk.

§3. Refter van Colombe de la Paix

- Ligging: Generaal Tombeurstraat 78–80
- Capaciteit: 175 personen maximaal
- Beperkingen:

o De keuken ernaast mag in geen geval worden gebruikt.

o Enkel de refter mag worden gebruikt.

o De toegang tot andere schoollokalen is verboden.

o Het gewenste materiaal (tafels, stoelen, servies, enz.) moet apart worden gereserveerd en is niet inbegrepen in de huurprijs.

Artikel 50– Tarieven van de zalen buiten het Jachthof

Voor de terbeschikkingstelling van een gemeentelijke zaal buiten het Jachthof zijn retributies verschuldigd volgens het retributiereglement voor administratieve diensten in artikel 32, b en c.

Artikel 51 – Vrijstelling van de retributie

Zalen van de Tuinen van Fontenay-sous-Bois

	Begunstigden	**Kleine zaal (82 m²)**	**Grote zaal zonder keuken (165 m²)**	**Grote zaal met keuken (165 m²)**
1	**Gemeentediensten, OCMW, Mission locale**	Gratis toegelaten	Gratis toegelaten	Gratis toegelaten

2	**Scholen gelegen op het grondgebied van de gemeente en gesubsidieerd door de gemeenschappen**	1x/jaar gratis toegelaten voor 1 zaal – voorwaarde van wederkerigheid	1x/jaar gratis toegelaten	1x/jaar gratis toegelaten
3	**Politieke partijen vertegenwoordigd in de raad (werkvergadering, conferentie, drink, enz.)**	1x/jaar gratis toegelaten voor 1 zaal, daarna tegen betaling	1x/jaar gratis toegelaten voor 1 zaal, daarna tegen betaling	1x/jaar gratis toegelaten voor 1 zaal, daarna tegen betaling
4	**Gemeentelijke organisaties: opgericht, beheerd of gefinancierd door de gemeente**	1x/jaar gratis toegelaten voor 1 zaal, daarna tegen betaling	1x/jaar gratis toegelaten voor 1 zaal, daarna tegen betaling	1x/jaar gratis toegelaten voor 1 zaal, daarna tegen betaling
5	**Organisaties met gemeentelijke steun: overeenkomst of regelmatige subsidie**	1x/jaar toegelaten tegen betaling	1x/jaar toegelaten tegen betaling	1x/jaar toegelaten tegen betaling

Refter van Colombe de la Paix

	Begunstigden	**Toelating**
1	**Gemeentediensten, OCMW, Mission locale**	Gratis toegelaten
2	**Scholen gelegen op het grondgebied van de gemeente en gesubsidieerd door de gemeenschappen**	1x/jaar gratis toegelaten, daarna tegen betaling
3	**Politieke partijen vertegenwoordigd in de raad (werkvergadering)**	1x/jaar gratis toegelaten, daarna tegen betaling
4	**Politieke partijen vertegenwoordigd in de raad (conferentie, drink, enz.)**	1x/jaar gratis toegelaten, daarna tegen betaling
5	**Gemeentelijke organisaties: opgericht, beheerd of gefinancierd door de gemeente**	1x/jaar gratis toegelaten, daarna tegen betaling

6	**Organisaties met gemeentelijke steun: overeenkomst of regelmatige subsidie**	1x/jaar toegelaten tegen betaling onder voorwaarde (goedkeuring college)
7	**Externe organisaties zonder lokale verankering**	Tegen betaling
8	**Natuurlijke of rechtspersonen uit Etterbeek**	Tegen betaling
9	**Natuurlijke of rechtspersonen niet afkomstig uit Etterbeek**	Tegen betaling
10	**Personeel van gemeente, OCMW, Mission locale**	1x/jaar toegelaten

Afdeling 4 – Voorwaarden en tarieven voor de klaslokalen

Artikel 52 – Uren

Sommige gemeentescholen kunnen klaslokalen ter beschikking stellen voor activiteiten. De mogelijke uren zijn:

- Maandag, dinsdag, donderdag en vrijdag: van 17.00 uur tot 22.00 uur
- Woensdag: van 13.00 uur tot 22.00 uur
- Weekend, feestdagen en schoolvakanties: van 9.00 uur tot 22.00 uur.

Het gebruik gebeurt op uurbasis. Eén gebruik komt overeen met één uur.

De klaslokalen worden ter beschikking gesteld voor:

- Taallessen
- Huiswerkschool
- Avondlessen
- Muziekles

Artikel 53 – Tarieven van de klaslokalen

Voor de terbeschikkingstelling van een klaslokaal zijn retributies verschuldigd volgens het retributiereglement voor administratieve diensten in artikel 32, d.

Afdeling 5 – Voorwaarde en tarieven voor de huur van materiaal

Artikel 54 – Hoofdaanvraag en bijkomende aanvraag

De aanvraag voor de terbeschikkingstelling van gemeentelijk materiaal is steeds bijkomend aan een hoofdaanvraag voor het gebruik van een gemeentelijke zaal. Met andere woorden: als er geen toelating is voor het gebruik van een gemeentelijke zaal, is er de facto geen aanvraag voor de terbeschikkingstelling van gemeentelijk materiaal toegelaten.

Daarnaast mogen de volgende aanvragers geen gemeentelijk materiaal aanvragen, zelfs als zij een aanvraag voor de bezetting van de openbare ruimte indienen:

- Natuurlijke of rechtspersonen niet afkomstig uit Etterbeek.
- Handelaars buiten vereniging

Artikel 55 – Toepassing van een retributie

Voor de terbeschikkingstelling van gemeentelijk materiaal in het kader van het gebruik van

een gemeentelijke zaal is een retributie verschuldigd. De periode van de retributie beperkt zich tot de duur van het evenement en omvat noch de dagen van ontvangst van het materiaal, noch de dagen van teruggave van het materiaal.

In afwijking van de vorige paragraaf geldt dat, als het materiaal niet op de afgesproken datum wordt teruggegeven of slechts gedeeltelijk wordt teruggegeven, de retributie blijft lopen tot de volledige teruggave van het materiaal.

Artikel 56 – Vrijstellingen van de retributie

De volgende categorieën kunnen gemeentelijk materiaal gebruiken tijdens een bezetting van de openbare ruimte zonder retributie

	Begunstigden	**Voorwaarden**
1	**Gemeentediensten, OCMW, Mission locale**	Gratis toegelaten
2	**Scholen gelegen op het grondgebied van de gemeente en gesubsidieerd door de gemeenschappen**	Gratis toegelaten – voorwaarde van wederkerigheid
3	**Politieke partijen vertegenwoordigd in de raad (werkvergadering)**	1x/jaar gratis toegelaten, daarna tegen betaling
4	**Politieke partijen vertegenwoordigd in de raad (conferentie, drink, enz.)**	1x/jaar gratis toegelaten, daarna tegen betaling
5	**Gemeentelijke organisatie: opgericht, beheerd of gefinancierd door de gemeente**	1x/jaar gratis toegelaten, daarna tegen betaling
6	**Organisaties met gemeentelijke steun: overeenkomst of regelmatige subsidie van de gemeente**	1x/jaar toegelaten tegen als college akkoord gaat, daarna tegen betaling
7	**Externe organisaties zonder lokale verankering**	Tegen betaling – Voor evenementen of festiviteiten op het grondgebied van Etterbeek en/of in een gemeentelijke zaal Geweigerd als het evenement niet plaatsvindt in Etterbeek
8	**Natuurlijke of rechtspersonen uit Etterbeek**	Geweigerd – Tegen betaling voor evenementen in een gemeentelijke zaal. 1x/gratis voor een burenfeest in de openbare ruimte in Etterbeek

9	**Natuurlijke of rechtspersonen niet afkomstig uit Etterbeek**	Geweigerd
10	**Handelaars buiten vereniging**	Geweigerd
11	**Personeel van gemeente, OCMW, Mission locale**	1x/jaar gratis toegelaten, daarna tegen betaling

Artikel 57 – Lijst van materiaal dat ter beschikking kan worden gesteld

§1. De lijst van beschikbaar materiaal staat op de website www.etterbeek.brussels of is op aanvraag beschikbaar bij de dienst Animatie. Het ter beschikking gestelde materiaal is strikt beperkt tot het materiaal dat in de oorspronkelijke aanvraag staat vermeld en binnen de grenzen van de beschikbare voorraad. Latere toevoegingen worden niet aanvaard.

§2. Elektrisch materiaal is enkel voorbehouden voor gemeentelijke activiteiten. In dat geval is de aanwezigheid van de elektriciens vereist tijdens de volledige duur van het evenement.

Artikel 58 – Levering en ophaling van materiaal

§1. De levering en ophaling van het materiaal vinden verplicht plaats van maandag tot en met vrijdag (uitgezonderd feestdagen) tussen 8.30 en 15.30 uur, op de dag, het uur en de plaats vermeld in de aanvraag. De aanvrager of één van zijn vertegenwoordigers moet aanwezig zijn bij de levering en ophaling van het materiaal. Als de aanvrager of zijn vertegenwoordiger niet aanwezig is op de voorziene dag, uur en plaats voor de ontvangst van het materiaal, wordt de verhuur van rechtswege geannuleerd.

§2. De aanvrager controleert het geleende materiaal. Hij moet elke afwijking die hij vaststelt bij de levering melden aan de dienst Animatie via e-mail naar animation@etterbeek.brussels. Als de aanvrager geen opmerkingen doorgeeft aan de dienst Animatie bij ontvangst van de bestelling, wordt het materiaal geacht in perfecte staat ter beschikking te zijn gesteld.

§3. Het opbouwen en afbreken van het geleende materiaal gebeurt door de aanvrager.

§4. De aanvrager moet het geleende materiaal gebruiken als een voorzichtig en redelijk persoon.

Artikel 59 – Interpretatiegeschil

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek neemt een beslissing over alle interpretatiegeschillen over de bepalingen uit dit reglement.

Artikel 60 – Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op 20 januari 2026.

Gemeentelijk reglement voor opnames

Inhoudsopgave

Artikel 1 – Toepassingsgebied van het reglement en definities

Artikel 2 – Voorwaarden

Artikel 3 – Reserveringen

Artikel 4 – Bij te voegen documenten

Artikel 5 – Verplichtingen van de begunstigde van een toelating voor opnames

Artikel 6 – Tarieven

Artikel 7 – Bijzondere voorwaarden

Artikel 8 – Vermelding

Artikel 9 – Inwerkingtreding van het reglement

Artikel 10 – Interpretatiegeschil

Artikel 1 – Toepassingsgebied van het reglement en definities

§1. Dit reglement is van toepassing op aanvragen voor een toelating om opnames te maken op het grondgebied van de gemeente Etterbeek, waarbij de bezetting van gemeentelijke gebouwen en/of de openbare weg noodzakelijk is.

Als de bezetting van de openbare ruimte onderworpen is aan een wetgeving voor medebeheer, moet de aanvrager de vereiste toelatingen verkrijgen bij de verschillende instellingen en deze verplicht aan het gemeentebestuur bezorgen vóór de organisatie van het evenement.

§2. Voor dit reglement wordt de volgende definitie gebruikt voor “opname”: elke opname van beelden die, na montage, worden gebruikt voor een videofilm van welke aard ook die aan een ruim of beperkt publiek zal worden vertoond.

Er zijn 5 categorieën van opnames:

- 1e categorie: studentenwerken of gelijkgestelde projecten
- 2e categorie: film van openbaar nut of preventie
- 3e categorie: documentaire korte en middellange films
- 4e categorie: fictiefilm langspeelfilm
- 5e categorie: reclamespots en/of commerciële films - bedrijfsfilms

§3. Voor dit reglement wordt de volgende definitie gebruikt voor “openbare weg”: elke verbindingsweg voor het openbaar verkeer (wegen, bermen, voetpaden, parken, openbare groene ruimtes en tuinen, pleinen en speelterreinen, galerijen en doorgangen gelegen op privé-eigendom die toegankelijk zijn voor het publiek, voetwegen, erfdienstbaarheden van doorgang die voor het publiek toegankelijk zijn, enz.) die kan worden gebruikt voor het maken van een opname of voor het parkeren van voertuigen, het opslaan van materiaal en het ontvangen van opnameploegen.

§4. Voor dit reglement wordt de volgende definitie gebruikt voor “gemeentelijk openbaar gebouw”: elke plaats die onder het beheer van de gemeente Etterbeek valt (gemeentelijke bouwwerken, gebouwen en lokalen, gemeentescholen, begraafplaatsen, musea, zwembaden, gemeentelijke sportinfrastructuren, enz.) en die kan worden gebruikt voor het maken van een opname of voor het parkeren van voertuigen, het opslaan van materiaal en het ontvangen van opnameploegen.

Artikel 2 – Voorwaarden

De algemene voorwaarden voor de bezetting van de openbare weg en/of het gebruik van een gemeentelijk openbaar gebouw blijven van toepassing voor opnames.

Toelatingsaanvragen worden ingediend bij de bevoegde overheid volgens artikel 3 van dit reglement via het juiste formulier.

Artikel 3 – Reserveringen

§1. Aanvragen voor de bezetting van de openbare weg en/of het gebruik een gemeentelijk openbaar gebouw voor het maken van opnames worden gericht aan het college van burgemeester met een brief aan de dienst Animatie (Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek) of via e-mail (animatie@etterbeek.brussels).

§2. Het volledige dossier wordt ingediend minstens 20 werkdagen voor de start van de opnames. Werkdagen zijn alle dagen van de week, behalve zaterdag, zondag en

feestdagen.

§3. Het aanvraagformulier dat verplicht moet worden gebruikt staat op de website van de gemeente en/of is beschikbaar bij de dienst Animatie (www.etterbeek.brussels).

§4. Aanvragen die niet conform en/of onvolledig zijn worden niet verder behandeld.

§5. De toelating voor opnames wordt uitgereikt onder de opschortende voorwaarde van betaling, uiterlijk 24 uur vóór de start van de opname, van het retributiebedrag dat wordt vermeld in de toelating en wordt berekend volgens artikel 6 van dit reglement.

§6. De toelating voor opnames is enkel geldig voor één enkel opnameproject en is niet overdraagbaar.

§7. Aanvragen voor een verlenging van de toelating moet worden ingediend bij de dienst Animatie vóór het einde van de bezetting die oorspronkelijk werd toegelaten.

§8. De toelating voor opnames is geldig tot de vervaldag of tot de herroeping ervan.

§9. Het behoud of de vernieuwing van de toelating is geen verworven recht van de aanvrager.

§10. De toelating voor opnames wordt uitgereikt onverminderd alle voorafgaande administratieve of andere toelatingen die vereist zijn voor het maken van de opname.

Artikel 4 – Bij te voegen documenten

§1. De volgende documenten moeten bij het aanvraagformulier worden gevoegd:

1. Naam en telefoonnummer van de persoon die tijdens de opnames op elk moment ter plaatse bereikbaar zal zijn.
2. Een synopsis met, indien van toepassing, de vermelding dat er bij de opnames een enscenering kan zijn van criminele feiten, ongevallen, het gebruik van vuurwapens, speciale effecten (water, regen, sneeuw).
3. Een technische fiches met de datums, locaties (binnen en buiten), opname-uren...
4. Een schatting van het maximumaantal personen (acteurs, technici, enz.) dat op enig moment aanwezig zal zijn op de opnamelocatie(s).
5. Het maximumaantal en de beschrijving van de voertuigen die voor de opnames worden gebruikt (auto's, vrachtwagens, opleggers, aanhangwagens, enz.).
6. Een beschrijving van de uitrusting en installaties die voor de opnames worden gebruikt (generatoren, hefwerktuigen, steigers, verlichting, podia, enz.).
7. De exacte datums, locaties en uren van eventuele bezettingen van de openbare weg voor het opbouwen en afbreken van de uitrusting en installaties.
8. Een beschrijving van de eventuele gevolgen voor het parkeren op voorwaarde dat hulpdiensten op elk moment toegang moeten hebben tot de locaties.
9. Een attest van de verzekering burgerlijke aansprakelijkheid, en indien van toepassing een beroepsaansprakelijkheid van de aanvrager van de toelating. Deze verzekering moet de aanvrager dekken tegen de financiële gevolgen van aansprakelijkheid voor lichamelijke, materiële en immateriële schade aan derden en aan de gebruikte openbare plaatsen veroorzaakt in het kader van de opname. Een kopie van de algemene en bijzondere voorwaarden van de verzekeringspolis moet eveneens worden toegevoegd.
10. Een verklaring waarin de gemeente Etterbeek wordt gevrijwaard van alle aansprakelijkheid voor schade die uit de opnames kan voortvloeien.
11. Een nauwkeurig en op schaal opgesteld plan van de betrokken locaties en installaties.

12. Als het type opname dit vereist (vuurwerk, vuurwapens, pyrotechnische effecten, ontploffingen, enz.): een veiligheidsplan en een verslag van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§2. Als de bovengenoemde informatie en documenten ontbreken, is de aanvraag onontvankelijk en wordt de toelating de facto geweigerd.

Artikel 5 – Verplichtingen van de begunstigde van een toelating voor opnames

§ 1 . Onverminderd de eventuele bijzondere voorwaarden naargelang de aard van de opnames en de bepalingen van het algemeen politiereglement van Etterbeek heeft de begunstigde van een toelating voor opnames de volgende verplichtingen:

1. Voor buitenopnames moet de begunstigde van de toelating minstens drie werkdagen voor de start van de filmopnames systematisch tweetalige informatie verspreiden naar de betrokken bewoners, handelaars en verenigingen. De volgende informatie moet meegedeeld worden aan de bewoners: de nodige inrichtingen voor de opnames (parkeren van voertuigen, eventuele hinder...) en dat er bij de opnames eventueel een enscenering kan zijn van criminele feiten, ongevallen, het gebruik van vuurwapens, speciale effecten (water, regen, sneeuw, pyrotechniek…), stunts, specifieke uniformen of de aanwezigheid van dieren.

2. Ook het telefoonnummer van een verantwoordelijke wordt vermeld. Die is op elk moment bereikbaar.

3. Elke persoon die deel uitmaakt van de opnameploeg moet zich respectvol en verantwoordelijk gedragen en mag enkel de plaatsen bezetten die specifiek zijn voorzien in de toelating(en). De begunstigde van de toelating moet de plaatsen na de opnames terug in de oorspronkelijke staat brengen.

4. Geluidsoverlast moet tot een minimum beperkt worden en de begunstigde van de toelating moet de wetgeving inzake de milieubescherming naleven (respect voor fauna en flora, geluidsnormen, afvoer van afvalwater in de riolering, systematische verwijdering van afval voor het einde van elke opnamedag…).

5. De begunstigde van de toelating moet zelf de nodige rechten en toelatingen verkrijgen, meer bepaald auteursrechten en persoonlijkheidsrechten van derden die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking, de verspreiding en de exploitatie van het werk dat opgenomen wordt.

6. Enkel de begunstigde van de toelating is verantwoordelijk voor zijn eigen goederen of voor de goederen die aan hem toevertrouwd werden. Hij is verantwoordelijk voor het behoud van en het toezicht op uitrusting, materiaal, accessoires, decors en installaties die hem toebehoren of die, indien van toepassing, toebehoren aan dienstverleners die voor zijn rekening werken.

7. Enkel de begunstigde van de toelating is verantwoordelijk voor elke schade aan openbare gebouwen en plaatsen die hem ter beschikking gesteld werden voor de opnames en voor elke schade aan derden, ambtenaren en gebruikers in het kader van zijn bezetting van de plaatsen voor de opnames. Hij brengt de gemeente Etterbeek onmiddellijk op de hoogte van elke schade of beschadiging.

8. De toelating om opnames te maken en de verzekeringspolissen voor de opnames moeten steeds voorgelegd kunnen worden aan een verantwoordelijke van de politie of aan een bevoegde gemeenteambtenaar.

9. De begunstigde van de toelating zorgt ervoor dat de medewerkers en het personeel onder zijn gezag de verplichtingen zullen respecteren.

§2. Als de bovengenoemde verplichtingen niet worden gerespecteerd, kan de gemeente Etterbeek de opnames schorsen, onverminderd het recht om de betaling te eisen van de

bedragen voorzien in artikel 6 van dit reglement.

Artikel 6 – Tarieven

§1. De tarieven voor filmopnames zijn de tarieven uit het retributiereglement voor administratieve diensten, zoals beschreven in artikel 31.

§2. In geval van onderbreking van de opnames door de begunstigde van de toelating vóór het einde van de opnames blijven de al betaalde bedragen verschuldigd.

§3. Elke aanvrager kan bij het college van burgemeester en schepenen een gedeeltelijke of volledige vrijstelling van betaling aanvragen (bijvoorbeeld om sociale of schoolse redenen) voor zijn opnames.

Deze aanvraag moet schriftelijk gebeuren volgens artikels 3 §1 en 2 en 4 van dit reglement en moet de elementen bevatten die de legitimiteit ervan kunnen rechtvaardigen.

§4. Op gemotiveerd voorstel kan het college van burgemeester en schepenen afwijken van de voorwaarden van dit reglement en, zonder beroep, beslissen over gevallen die niet door dit reglement zijn voorzien.

Artikel 7 – Bijzondere voorwaarden

Geen enkele foto of opname mag een close-up bevatten van graftekens of grafmonumenten en de naam van overledenen mag niet zichtbaar zijn zonder de schriftelijke toestemming van de betrokken families.

Elke opname moet de geldende wetgeving naleven, met inbegrip van de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) en het algemeen politiereglement.

Artikel 8 – Vermelding

De begunstigde van de opnametoelating verbindt zich ertoe een dankwoord aan de gemeente Etterbeek te laten verschijnen in de aftiteling van de videofilm.

Artikel 9 – Inwerkingtreding van het reglement

Dit reglement treedt in werking op 20 januari 2026.

Artikel 10 – Interpretatiegeschil

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek neemt een beslissing over alle interpretatiegeschillen over de bepalingen uit dit reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
Stemming op de amendementen : unaniem.
Stemming op de geamendeerde tekst : unaniem.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

<u>AMENDEMENTS CBE 18.12.25 :</u>

Article 1 : ajout de « Les termes « avec ancrage local » ou « sans ancrage local » utilisés dans le présent règlement désignent respectivement les organisations dont le siège social est établi sur le territoire de la Commune d'Etterbeek ou celles dont le siège social est établi en dehors de celui-ci » ;

Article 3 : ajout de « Le refus fondé sur la nature de l'évènement, le message ou l'image véhiculée ne peut intervenir que dans des situations exceptionnelles, notamment lorsque ceux-ci portent gravement atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs, aux valeurs démocratiques, aux droits fondamentaux ou à l'image de la Commune. » ;

Article 10 : remplacement de « regroupe > 501 personnes » par « regroupe 501 personnes ou plus » ;

Article 23 : ajout de « Les restrictions visées au présent article ne s'appliquent pas aux Demandeurs relevant des catégories 1 à 6, tels que définis dans le présent règlement à l'article 12. » ;

Article 34 : ajout de « Le refus fondé sur la nature de l'évènement, le message ou l'image véhiculée ne peut intervenir que dans des situations exceptionnelles, notamment lorsque ceux-ci portent gravement atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs, aux valeurs démocratiques, aux droits fondamentaux ou à l'image de la Commune. » ;

Article 35 : ajout de « Pour les catégories 5 et 6, seules deux occupations mensuelles des salles communales situées dans les Jardins de la Chasse peuvent être accordées, indépendamment du nombre de bénéficiaires concernés. Toute occupation supplémentaire est refusée. » ;

Article 44 : replacement de « Les horaires ci-dessus ne sont cependant pas d'application pour les services communaux, les services du CPAS et les services de la Mission Locale d'Etterbeek. » par « Les horaires visés au présent article sont exclusivement d'application pour les Demandeurs relevant de la catégorie 6. » ;

Article 49 devient article 47bis;

Article 48 : ajout de « sans préjudice de la possibilité pour la Commune de réquisitionner les salles pour des mesures exceptionnelles en cas de situation de crise. » après « Leurs occupations sont limitées aux heures d'ouverture et de fermeture du parc » ;

Article 60 : Le présent règlement entre en vigueur le 20 janvier 2026

AMENDEMENTS CBE 22.12.25 :

Article 23 : la suppression des paragraphes 1 et 3 ainsi que la modification de son intitulé.
Article 23 – Demandeurs non-éligibles
Les Demandeurs suivants ne sont pas autorisés à demander une mise à disposition d'un matériel communal même s'ils sont Demandeur d'une occupation de l'espace public :

- Une personne morale ou physique etterbeekoise, en dehors d'une fête des voisins
- Une personne morale ou physique non etterbeekoise
- Un commerçant hors association

Article 2 : « Si le Demandeur souhaite occuper l'espace public dans le cadre d'une manifestation revendicative, il doit alors adresser sa demande au Cabinet du Bourgmestre. »
Est remplacé par : « L'introduction d'une telle demande ne dispense pas l'organisateur d'une manifestation, si elle est revendicative, de demander l'autorisation au Bourgmestre, pour des motifs de sécurité et de maintien de l'ordre public ».

AMENDEMENTEN CBS 18.12.25:

Artikel 1: toevoeging van "In dit reglement worden de termen "met lokale verankering" en "zonder lokale verankering" gebruikt voor organisaties waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is op het grondgebied van de gemeente Etterbeek of naar organisaties waarvan de maatschappelijke zetel daarbuiten is gevestigd."

Artikel 3: toevoeging van "Een weigering op basis van de aard van het evenement, de boodschap of het imago kan enkel in uitzonderlijke situaties plaatsvinden, met name wanneer deze elementen een ernstige aantasting vormen van de openbare orde, de goede zeden, de democratische waarden, de fundamentele rechten of het imago van de gemeente."

Artikel 10: vervanging van “aantal personen > 501 personen” door “aantal personen 501 of meer”

Artikel 23: toevoeging: “De beperkingen uit dit artikel gelden niet voor aanvragers van categorieën 1 tot 6, zoals bepaald in artikel 12 van dit reglement.”

Artikel 34: toevoeging van “Een weigering op basis van de aard van het evenement, de boodschap of het imago kan enkel in uitzonderlijke situaties plaatsvinden, met name wanneer deze elementen een ernstige aantasting vormen van de openbare orde, de goede zeden, de democratische waarden, de fundamentele rechten of het imago van de gemeente.”

Artikel 35: toevoeging “Aanvragers van categorieën 5 en 6 mogen de gemeentelijke zalen op het Jachthof slechts twee keer per maand gebruiken, ongeacht het aantal begunstigden. Extra aanvragen worden geweigerd.”

Artikel 44: vervanging van “De bovenstaande uren zijn echter niet van toepassing voor de diensten van de gemeente, het OCMW en de Mission locale d’Etterbeek.” door “De uren uit dit artikel gelden enkel voor aanvragers uit categorie 6.”

Artikel 49 wordt artikel 47bis

Artikel 48: toevoeging van “Dit doet geen afbreuk aan de mogelijkheid voor de gemeente om de zalen uitzonderlijk te vorderen wanneer een crisissituatie dat vereist.” na “Ze mogen enkel gebruikt worden tijdens de openingsuren van het park.”

Artikel 61: Dit reglement treedt in werking op 20 januari 2026.

AMENDEMENTEN CBS 22.12.25 :

Artikel 23: schrapping van de paragrafen 1 en 3 en wijziging van de titel.

Artikel 23 – Aanvragers die niet in aanmerking komen

Onderstaande aanvragers mogen geen gemeentelijk materiaal aanvragen, ook al hebben ze een aanvraag ingediend voor het gebruik van de openbare ruimte

- Natuurlijke of rechtspersonen uit Etterbeek, behalve in het kader van een burenfeest.
- Natuurlijke of rechtspersonen niet afkomstig uit Etterbeek.
- Handelaars buiten vereniging

Artikel 2 : "Als de aanvrager de openbare ruimte wil bezetten voor een betoging, moet hij zijn aanvraag naar het kabinet van de burgemeester sturen"

vervangen door : Het indienen van een dergelijke aanvraag vrijwaart de organisator van een evenement, indien het om een protest gaat, niet van de verplichting om toestemming te vragen aan de burgemeester om redenen van veiligheid en handhaving van de openbare orde.

2 annexes / 2 bijlagen

Règlement Tournage final.docx, Règlement Occupation espace public et salles final.docx

Finances - Financiën

22.12.2025/A/0026 **Budget 2026 - Crédits provisoires - 1er trimestre 2026.**

Le Conseil communal,

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale, modifié par l'arrêté royal du 24 mai 1994;

Vu l'article 14 du R.G.C.C.

Considérant que le budget 2026 ne sera pas voté ni arrêté définitivement par la Tutelle avant le 31 décembre 2025.

DECIDE

de demander à l'autorité de tutelle de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le premier trimestre 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Begroting 2026 - Voorlopige kredieten - 1ste trimester 2026.

De gemeenteraad,

gezien het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemene regeling van de gemeentelijke boekhouding, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 mei 1994;

gelet op artikel 14 van het reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

BESLUIT

aan de voogdijoverheid om machtiging te vragen over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het eerste trimester 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

22.12.2025/A/0027 **CPAS - Budget 2026 - Crédits provisoires**

Le Conseil communal,

prend acte de la décision qui va être soumise au Conseil de l'action sociale :

Le Conseil de l'action sociale,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, et notamment ses articles 24 et 88, § 5 ;

Vu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 26 octobre 1995 portant règlement général de la comptabilité des centres publics d'action sociale de la Région de Bruxelles-Capitale, et notamment son article 13 ;

Attendu qu'à défaut d'un budget exécutoire au 1er janvier de l'exercice, des dépenses peuvent être imputées sur des crédits provisoires, dans les modalités et limites applicables ;

Considérant que le budget pour l'exercice 2026 n'a pas encore été adopté par le Conseil et qu'il ne pourra l'être avant le premier trimestre ;

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la continuité du service public et le paiement régulier des dépenses de fonctionnement, dans le respect des limites des douzièmes provisoires prévues à l'article 13 précité ;

DÉCIDE :

1. *D'arrêter, pour la période du 1er janvier 2026 jusqu'à l'adoption du budget 2026, des crédits provisoires limités, par mois écoulé ou commencé, au douzième des crédits budgétaires du service d'exploitation de l'exercice 2025, conformément à l'article 13 du règlement général de la comptabilité des CPAS ;*
2. *De charger le Président, le Secrétaire général et le Directeur financier f.f., chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

OCMW - Begroting 2026 - Voorlopige kredieten

De gemeenteraad,

neemt kennis van het besluit dat aan de Raad voor Sociale Zaken zal worden voorgelegd:

De Raad voor Maatschappelijk Werk,

Gezien de organieke wet van 8 juli 1976 op de openbare centra voor maatschappelijk werk, en met name de artikelen 24 en 88, § 5;

Gezien het besluit van het verenigd college van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 26 oktober 1995 houdende algemeen reglement van de boekhouding van de openbare centra voor maatschappelijk werk van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en met name artikel 13;

Overwegende dat bij gebrek aan een uitvoerbare begroting op 1 januari van het begrotingsjaar, uitgaven kunnen worden geboekt op voorlopige kredieten, volgens de toepasselijke modaliteiten en beperkingen;

Overwegende dat de begroting voor het begrotingsjaar 2026 nog niet door de Raad is goedgekeurd en dat dit niet vóór het eerste kwartaal kan gebeuren;

Overwegende dat de continuïteit van de openbare dienstverlening en de regelmatige betaling van de werkingskosten moeten worden gewaarborgd, met inachtneming van de limieten van de voorlopige twaalfden waarin bovengenoemd artikel 13 voorziet;

BESLUIT:

1. *Voor de periode van 1 januari 2026 tot de goedkeuring van de begroting 2026 voorlopige kredieten vast te stellen die, per verstreken of begonnen maand, beperkt zijn tot een twaalfde van de begrotingskredieten van de exploitatiedienst voor het begrotingsjaar 2025, overeenkomstig artikel 13 van het algemeen boekhoudreglement van de OCMW's;*
2. *De voorzitter, de secretaris-generaal en de waarnemend financieel directeur, elk voor wat hem betreft, te belasten met de uitvoering van dit besluit.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

22.12.2025/A/0028 **Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Exercice 2026**

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du **18 novembre 2024** relative au même objet, expirant le **31 décembre 2025** ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 concernant les institutions bruxelloises ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 466 et 466 bis du Code des Impôts sur les revenus 1992, tels que modifiés par les articles 94 à 96 de la loi du 8 mai 2014 modifiant le Code des impôts sur les Revenus 1992 ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi pour l'exercice **2026** une taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques domiciliées dans la commune au premier janvier de l'exercice d'imposition ;

Article 2 :

Le taux de la taxe est fixé pour tous les contribuables à **5,8 %** de la partie de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice ;

Article 3 :

L'établissement et la perception de la taxe communale s'effectueront par les soins de l'administration des contributions directes conformément aux articles 466 et 466 bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 21 votes positifs, 1 abstention.
Abstention : Athenais Cazalis de Fondouce.

Aanvullende belasting op de personenbelasting - Dienstjaar 2026

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van **18 november 2024** betreffende hetzelfde onderwerp, vervallend op **31 december 2025**;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de artikelen 466 en 466 bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992, zoals gewijzigd door de artikelen 94 tot 96 van de wet van 8 mei 2014 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992;

BESLUIT:

Artikel 1:

Er wordt voor het dienstjaar **2026** een aanvullende gemeentebelasting geheven op de natuurlijke personen die hun woonplaats in de gemeente hebben op de eerste januari van het jaar waarnaar het dienstjaar genoemd wordt.

Artikel 2:

Het percentage van de belasting is voor alle belastingplichtigen bepaald op **5,8 %** van het gedeelte van de personenbelasting die voor hetzelfde dienstjaar aan de Staat verschuldigd is.

Artikel 3:

De vaststelling en de inning van de gemeentebelasting geschiedt door de zorgen van het bestuur der rechtstreekse belastingen overeenkomstig de artikelen 466 en 466 bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 21 positieve stemmen, 1 onthouding.
Onthouding : Athenais Cazalis de Fondouce.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T38149831492728153951.pdf

22.12.2025/A/0029 **Centimes additionnels au précompte immobilier - Exercice 2026**

Le Conseil Communal,

Vu sa délibération du **18 novembre 2024** arrêtant à 2966 le nombre de centimes additionnels au précompte immobilier à percevoir au profit de la commune d'Etterbeek pour **l'exercice 2025** ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'article 464 du Code des Impôts sur les revenus autorisant les provinces, les agglomérations et les communes à lever des centimes additionnels au précompte immobilier ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 concernant les institutions bruxelloises ;

Vu la circulaire du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 1996 relative à l'ordonnance du 22 décembre 1995 modifiant certaines taxes régionales ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

ARRETE:

Article 1 :

Il sera perçu pour l'exercice **2026** au profit de la Commune d'Etterbeek **3475** centimes additionnels au précompte immobilier.

Article 2 :

Les centimes additionnels pré-indiqués seront recouvrés par les soins de l'administration des contributions directes de l'Etat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 20 votes positifs, 2 abstentions.
Abstentions : Sacha Moëns, Athenais Cazalis de Fondouce.

Aanvullende belasting op de onroerende voorheffing - Dienstjaar 2026

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging van **18 november 2024** houdende vaststelling van het aantal opcentiemen op de onroerende voorheffing op 2966 te innen ten voordele van de gemeente Etterbeek voor het dienstjaar **2025**;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeente;

Gelet op het artikel 464 van het wetboek op de inkomstenbelastingen waarbij de provincies, de agglomeraties en de gemeenten gemachtigd zijn opcentiemen te heffen op de onroerende voorheffing;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op de omzendbrief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 februari 1996 betreffende de ordonnantie van 22 december 1995 tot wijziging van sommige gewestelijke belastingen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1:

Voor het dienstjaar **2026** zullen ten gunste van de Gemeente Etterbeek **3475** opcentiemen geheven worden op de onroerende voorheffing.

Artikel 2:

De voornoemde opcentiemen zullen geïnd worden door de zorgen van het bestuur der rechtstreekse belastingen van de Staat.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 20 positieve stemmen, 2 onthoudingen.
Onthoudingen : Sacha Moëns, Athenais Cazalis de Fondouce.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T32238956946943370724.pdf

22.12.2025/A/0030 **Règlement communal relatif à l'octroi d'une prime « Be Home Etterbeekoise »**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117, alinéa 1er, et 118, alinéa 1er ;

Vu l'ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale, notamment ses articles 35 à 38 relatifs à la prime destinée à encourager l'accès à la propriété d'une habitation propre en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 23 novembre 2017 effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale, et notamment son article 14 instaurant la prime dite « Be Home », tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2018 exécutant l'ordonnance du 23 novembre 2017 précitée ;

Vu le règlement-taxe du Conseil communal d'Etterbeek du 22 décembre 2025 fixant, pour l'exercice d'imposition 2026, le nombre de centimes additionnels communaux au précompte immobilier ;

Vu le règlement du Conseil communal d'Etterbeek relatif au remboursement de 50 % des centimes additionnels communaux au précompte immobilier pour l'achat ou la construction d'un logement sur le territoire communal, adopté en sa séance du 22 décembre 2025 et valable à partir du 1er janvier 2026 pour une période expirant le 31 décembre 2031 ;

Vu le projet de protocole d'accord à conclure entre la Commune d'Etterbeek et le Service public régional de Bruxelles – Bruxelles Fiscalité, relatif à la gestion de la prime communale Be Home Etterbeekoise ;

Considérant que le précompte immobilier comporte, outre le taux régional, des centimes additionnels communaux qui représentent une part importante de la charge fiscale pesant sur les propriétaires occupants ;

Considérant que, dans ce contexte, la Région de Bruxelles-Capitale a institué une prime « Be Home » destinée à encourager l'accès à la propriété et à diminuer la pression financière due à l'augmentation du précompte immobilier ;

Considérant qu'il est opportun que la Commune d'Etterbeek complète ce dispositif régional par une prime communale spécifique, ciblée sur les propriétaires qui occupent effectivement leur bien à titre de résidence principale sur le territoire communal ;

Considérant que cette prime communale constitue un instrument de justice fiscale permettant de partager avec les ménages propriétaires occupants une partie du rendement des centimes additionnels communaux au précompte immobilier ;

Considérant qu'en parallèle, la Commune d'Etterbeek dispose déjà d'un mécanisme de remboursement partiel des centimes additionnels communaux au précompte immobilier à concurrence de 50 % du montant acquitté, pour autant que les conditions de revenu, de revenu cadastral et de domiciliation prévues par ce règlement soient remplies ;

Considérant qu'il y a lieu de préciser que ce mécanisme de remboursement demeure d'application, mais qu'il s'exerce, le cas échéant, sur le solde des additionnels communaux au précompte immobilier effectivement acquitté après imputation de la prime communale Be Home Etterbeekoise ;

Considérant qu'il y a lieu de définir des conditions claires, objectives et transparentes d'octroi de la prime communale, en cohérence avec les conditions d'accès à la prime régionale Be Home, tout en garantissant que la prime ne soit accordée qu'une seule fois par ménage et par habitation ;

Considérant qu'il convient de confier la gestion administrative et financière de cette prime au Service public régional de Bruxelles – Bruxelles Fiscalité, qui assure déjà le calcul, le recouvrement et l'octroi de la prime régionale Be Home, afin d'assurer une application uniforme et de limiter les charges administratives pour la Commune et pour les contribuables ;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er – Objet

Il est institué, pour les exercices d'imposition 2026, 2027 et 2028, une prime communale annuelle, dénommée « prime Be Home Etterbeekoise », destinée à :

- encourager l'accès et le maintien à la propriété de l'habitation propre sur le territoire de la Commune d'Etterbeek ;

- compenser partiellement la charge financière résultant des centimes additionnels communaux au précompte immobilier.

La prime Be Home Etterbeekoise est distincte de la prime régionale Be Home instaurée par la Région de Bruxelles-Capitale ; elle vient en complément de celle-ci, pour autant que les conditions respectives d'octroi soient remplies.

Article 2 – Définitions

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1° « ménage » : l'ensemble des personnes inscrites à la même adresse sous une même référence de ménage au Registre national des personnes physiques, en application de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ;

2° « habitation » : tout bien immobilier ou partie de bien immobilier situé sur le territoire de la Commune d'Etterbeek, destiné principalement au logement du ménage, y compris ses dépendances et annexes, à l'exclusion des parties affectées principalement à un commerce, à l'exercice d'une profession libérale ou à une activité professionnelle ;

3° « domicile » : l'adresse à laquelle le ménage est inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers, conformément à la législation sur les registres de population ;

4° « titulaire d'un droit réel » : toute personne qui est, sur l'habitation concernée, plein-propriétaire, nue-propriétaire, usufruitier, emphytéote, superficiaire ou possesseur au sens du droit civil ;

5° « prime » : la prime communale Be Home Etterbeekoise instituée par le présent règlement ;

6° « ordonnance du 23 novembre 2017 » : l'ordonnance du 23 novembre 2017 effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale ;

7° « arrêté du 22 février 2018 » : l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2018 exécutant l'ordonnance du 23 novembre 2017.

Article 3 – Conditions d'octroi

Pour avoir droit à la prime pour un exercice d'imposition déterminé, les conditions

cumulatives suivantes doivent être remplies au 1er janvier de l'année de cet exercice :

1° le bénéficiaire est une personne physique ;

2° le bénéficiaire est titulaire d'un droit réel sur une habitation située sur le territoire de la Commune d'Etterbeek ;

3° le bénéficiaire est domicilié à l'adresse de cette habitation, laquelle constitue la résidence principale de son ménage ;

4° le bénéficiaire est le redevable du précompte immobilier pour l'habitation concernée pour l'exercice d'imposition en cause, tel qu'il ressort de l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier ;

5° aucun autre membre du ménage du bénéficiaire ne bénéficie, pour le même exercice d'imposition, de la prime Be Home Etterbeekoise pour la même habitation.

La prime n'est octroyée qu'une seule fois par ménage et par exercice d'imposition, et ce, pour l'habitation dans laquelle le ménage est domicilié au 1er janvier de l'année considérée.

Article 4 – Montant de la prime

§ 1er. Le montant de la prime Be Home Etterbeekoise est fixé comme suit :

- pour l'exercice d'imposition 2026 : 100,00 euros ;
- pour l'exercice d'imposition 2027 : 100,00 euros ;
- pour l'exercice d'imposition 2028 : 100,00 euros.

§ 2. Les montants visés au § 1er sont adaptés, pour chaque exercice d'imposition, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation du Royaume tel que publié par Statbel.

L'adaptation est réalisée à l'aide d'un coefficient obtenu en divisant l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède l'exercice d'imposition concerné par l'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2025.

Le montant de la prime applicable à l'exercice d'imposition considéré est égal au montant correspondant fixé au § 1er, multiplié par ce coefficient. Après application du coefficient, le montant de la prime est arrondi à l'euro supérieur ou inférieur selon que le chiffre des centimes atteint ou non cinquante centimes.

§ 3. La prime est due par ménage et par habitation répondant aux conditions de l'article 3. Elle est octroyée, pour chaque exercice d'imposition, au contribuable qui reçoit l'avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier relatif à l'habitation concernée, pour autant que les conditions du présent règlement soient réunies.

Article 5 – Modalités d'octroi, de paiement, de retrait et de recours

§ 1er. Sauf disposition contraire du présent règlement, les modalités d'octroi, de paiement, de retrait de la prime, de perception d'éventuelles amendes administratives en cas de fausse déclaration ou de fraude, ainsi que les règles relatives aux réclamations et aux recours, sont celles prévues, *mutatis mutandis*, pour la prime régionale Be Home par l'ordonnance du 23 novembre 2017 et par l'arrêté du 22 février 2018.

§ 2. La prime est, en principe, imputée directement sur le montant du précompte

immobilier dû pour l'exercice d'imposition concerné, ou remboursée conformément aux procédures appliquées par Bruxelles Fiscalité pour la prime régionale Be Home.

Article 6 – Gestion par Bruxelles Fiscalité

§ 1er. La gestion administrative et financière de la prime est confiée au Service public régional de Bruxelles – Bruxelles Fiscalité, dans le cadre des missions qui lui sont attribuées par la législation régionale en matière de précompte immobilier et de prime Be Home.

§ 2. Les modalités pratiques de cette gestion, et notamment l'échange de données nécessaires, la procédure de calcul de la prime, les modalités d'imputation et de remboursement, ainsi que la prise en charge des réclamations et recours, sont fixées dans un protocole d'accord conclu entre la Commune d'Etterbeek et Bruxelles Fiscalité.

Article 7 – Cumul avec d'autres dispositifs

§ 1er. La prime est cumulable avec la prime régionale Be Home, pour autant que les conditions respectives d'octroi soient remplies.

§ 2. La prime est cumulable avec le remboursement partiel des centimes additionnels communaux au précompte immobilier à concurrence de 50 %, tel que prévu par le règlement communal relatif au remboursement des centimes additionnels communaux au précompte immobilier pour l'achat ou la construction d'un logement sur le territoire communal. Pour autant que les conditions du présent règlement soient remplies, la prime est due dans tous les cas.

Lorsque, pour une même habitation et un même exercice d'imposition, le ménage remplit également les conditions du règlement communal précité, le remboursement partiel des centimes additionnels communaux est calculé conformément à ce règlement, déduction faite du montant de la prime.

Article 8 – Transmission et entrée en vigueur

§ 1er. Le présent règlement sera transmis au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en vue de l'exercice de la tutelle administrative, ainsi qu'au Service public régional de Bruxelles – Bruxelles Fiscalité.

§ 2. Sous réserve de son approbation par l'autorité de tutelle, le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2026 et s'applique aux exercices d'imposition 2026, 2027 et 2028.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van de premie "Be Home"

DE GEMEENTERAAD,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 alinea 1 en artikel 118 alinea 1;

gelet op de ordonnantie van 12 december 2016 houdende het tweede deel van de fiscale hervorming, in het bijzonder artikels 35 tot 38 over de premie om de toegang tot de eigendom van een eigen woning aan te moedigen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

gelet op de ordonnantie van 23 november 2017 houdende wetgevende aanpassingen met het oog op de overname van de dienst onroerende voorheffing door het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest en in het bijzonder artikel 14 tot invoering van de zogenaamde “Be Home”-premie;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2018 tot uitvoering van de bovengenoemde ordonnantie van 23 november 2017;

gelet op het belastingreglement van de gemeenteraad van Etterbeek van 22 december 2025 dat voor het aanslagjaar 2026 het aantal gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing bepaalt;

gelet op het reglement van de gemeenteraad van Etterbeek voor de terugbetaling van 50% van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor de aankoop of de bouw van een woning op het grondgebied van de gemeente, goedgekeurd in zijn zitting van 22 december 2025 en geldig vanaf 1 januari 2026 voor een periode die afloopt op 31 december 2031;

gelet op het ontwerp van het protocolakkoord tussen de gemeente Etterbeek en de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Brussel Fiscaliteit voor het beheer van de gemeentelijke Be Home-premie van Etterbeek;

overwegende dat de onroerende voorheffing, naast het gewestelijke tarief, bestaat uit de gemeentelijke opcentiemen die een groot deel uitmaakt van de belastingdruk op de eigenaar-bewoners;

overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in die context een premie “Be Home” heeft ingevoerd om de toegang tot eigendom aan te moedigen en de financiële druk door de verhoging van de onroerende voorheffing te verlichten;

overwegende dat het opportuun is dat de gemeente Etterbeek deze gewestelijke regeling aanvult met een specifieke gemeentelijke premie voor eigenaars die effectief in hun onroerend goed wonen als hoofdverblijfplaats in de gemeente;

overwegende dat deze gemeentelijke premie een instrument van fiscale rechtvaardigheid vormt, doordat zij toelaat een deel van de opbrengst van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing te delen met de eigenaar-bewonende gezinnen;

overwegende dat de gemeente Etterbeek daarnaast al beschikt over een mechanisme voor de gedeeltelijke terugbetaling van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing, namelijk van 50% van het betaalde bedrag, als aan de voorwaarden uit dit reglement voor inkomen, kadastraal inkomen en domicilie is voldaan;

overwegende dat moet worden gepreciseerd dat dit terugbetalingsmechanisme van toepassing blijft, maar dat het, in voorkomend geval, wordt toegepast op het saldo van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing dat effectief werd betaald na aftrek van de gemeentelijke Be Home-premie van Etterbeek;

overwegende dat het noodzakelijk is duidelijke, objectieve en transparante toekenningsvoorwaarden voor de gemeentelijke premie vast te leggen, in overeenstemming met de toegangsvoorwaarden tot de gewestelijke Be Home-premie, en met de garantie dat de premie slechts één keer per gezin en per woning wordt toegekend;

overwegende dat het aangewezen is het administratieve en financiële beheer van deze premie toe te vertrouwen aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Brussel Fiscaliteit, die al instaat voor de berekening, de inning en de toekenning van de gewestelijke Be Home-premie om zo een uniforme toepassing te verzekeren en de administratieve lasten voor de gemeente en voor de belastingplichtigen te beperken;

na beraadslaging;

BESLUIT

Artikel 1 – Voorwerp

Voor de aanslagjaren 2026, 2027 en 2028 wordt een jaarlijkse gemeentelijke premie ingevoerd: Be Home-premie van Etterbeek. Die premie heeft tot doel:

- de toegang tot en het behoud van eigendom van de eigen woning op het grondgebied van de gemeente Etterbeek aanmoedigen.

- de financiële last van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing gedeeltelijk compenseren.

De Be Home-premie van Etterbeek is verschillend van de gewestelijke Be Home-premie die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd ingevoerd. Zij komt boven op deze premie als aan de respectieve toekenningsvoorwaarden is voldaan.

Artikel 2 – Definities

Dit reglement gebruikt de volgende definities:

1° “gezin”: alle personen die op hetzelfde adres zijn ingeschreven onder eenzelfde gezinsreferentie in het Rijksregister van de natuurlijke personen, in toepassing van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

2° “woning”: elk onroerend goed of deel van een onroerend goed gelegen op het grondgebied van de gemeente Etterbeek, dat hoofdzakelijk bestemd is voor de huisvesting van het gezin, met inbegrip van de bijgebouwen en aanhorigheden, met uitsluiting van de delen die hoofdzakelijk worden gebruikt voor een handelsactiviteit, de uitoefening van een vrij beroep of een andere beroepsactiviteit;

3° “domicilie”: het adres waarop het gezin is ingeschreven in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister, volgens de wetgeving van de bevolkingsregisters;

4° “houder van een zakelijk recht”: elke persoon die op de betrokken woning volle eigenaar, blote eigenaar, vruchtgebruiker, erfpachter, opstalhouder of bezitter is in de zin van het burgerlijk recht;

5° “premie”: de gemeentelijke Be Home-premie van Etterbeek die door dit reglement wordt ingevoerd;

6° “ordonnantie van 23 november 2017”: de ordonnantie van 23 november 2017 houdende wetgevende aanpassingen met het oog op de overname van de dienst onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

7° “besluit van 22 februari 2018”: het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2018 tot uitvoering van de ordonnantie van 23 november 2017.

Artikel 3 – Toekenningsvoorwaarden

Voor het recht op de premie voor een bepaald aanslagjaar moeten op 1 januari van het jaar van dat aanslagjaar de volgende cumulatieve voorwaarden zijn vervuld:

1° de begunstigde is een natuurlijke persoon;

2° de begunstigde is houder van een zakelijk recht op een woning gelegen op het

grondgebied van de gemeente Etterbeek;

3° de begunstigde is gedomicilieerd op het adres van deze woning, die de hoofdverblijfplaats van zijn gezin vormt;

4° de begunstigde is de belastingplichtige voor de onroerende voorheffing voor de betrokken woning voor het betreffende aanslagjaar, zoals blijkt uit het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing;

5° geen enkel ander lid van het gezin van de begunstigde geniet, voor hetzelfde aanslagjaar, de Be Home-premie van Etterbeek voor dezelfde woning.

De premie wordt slechts één keer per gezin en per aanslagjaar toegekend en dit voor de woning waarin het gezin op 1 januari van het betrokken jaar is gedomicilieerd.

Artikel 4 – Bedrag van de premie

§1. Het bedrag van de Be Home-premie van Etterbeek is als volgt vastgesteld:

- voor het aanslagjaar 2026: 100,00 euro

- voor het aanslagjaar 2027: 100,00 euro

- voor het aanslagjaar 2028: 100,00 euro.

§2. De bedragen uit §1 worden voor elk aanslagjaar aangepast aan de evolutie van de consumptieprijsindex van het Koninkrijk, zoals gepubliceerd door Statbel.

De aanpassing gebeurt aan de hand van een coëfficiënt die wordt verkregen door de consumptieprijsindex van de maand december van het jaar dat voorafgaat aan het betrokken aanslagjaar te delen door de consumptieprijsindex van de maand december 2025.

Het bedrag van de premie dat van toepassing is op het betrokken aanslagjaar is gelijk aan het bedrag vastgesteld in § 1, vermenigvuldigd met deze coëfficiënt. Na toepassing van de coëfficiënt, wordt het bedrag van de premie afgerond tot de hogere of lagere euro, naargelang het bedrag van de centiemen hoger of langer is dan 50.

§3. De premie is verschuldigd per gezin en per woning die voldoet aan de voorwaarden van artikel 3. Zij wordt, voor elk aanslagjaar, toegekend aan de belastingplichtige die het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing ontvangt voor de betrokken woning als aan de voorwaarden van dit reglement is voldaan.

Artikel 5 – Modaliteiten voor toekenning, betaling, intrekking en beroep

§1. Tenzij dit reglement anders bepaald, zijn de modaliteiten inzake de toekenning, de betaling en de intrekking van de premie, de inning van eventuele administratieve geldboeten in geval van valse verklaring of fraude en de regels voor bezwaren en beroepen, deze die, *mutatis mutandis*, zijn vastgesteld voor de gewestelijke Be Home-premie in de ordonnantie van 23 november 2017 en bij het besluit van 22 februari 2018.

§2. De premie wordt in principe rechtstreeks in mindering gebracht van het bedrag van de onroerende voorheffing dat verschuldigd is voor het betrokken aanslagjaar of wordt terugbetaald volgens de procedures van Brussel Fiscaliteit voor de gewestelijke Be Home-premie.

Artikel 6 – Beheer door Brussel Fiscaliteit

§1. Het administratieve en financiële beheer van de premie wordt toevertrouwd aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Brussel Fiscaliteit, in het kader van de opdrachten die hem door de gewestelijke regelgeving inzake onroerende voorheffing en de Be Home-premie zijn toegewezen.

§2. De praktische afspraken over dit beheer, met inbegrip van de noodzakelijke gegevensuitwisseling, de procedure voor de berekening van de premie, de regels voor toeschrijving en terugbetaling en de behandeling van klachten en beroepen, worden vastgelegd in een protocolakkoord dat wordt gesloten tussen de gemeente Etterbeek en Brussel Fiscaliteit.

Artikel 7 – Cumulatie met andere regelingen

§1. De premie kan worden gecumuleerd met de gewestelijke Be Home-premie als aan de respectieve toekenningsvoorwaarden is voldaan.

§2. De premie kan worden gecumuleerd met de gedeeltelijke terugbetaling van 50% van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing, zoals bepaald in het gemeentelijk reglement voor de terugbetaling van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor de aankoop of de bouw van een woning op het grondgebied van de gemeente. Aal aan de voorwaarden van dit reglement is voldaan, is de premie in alle gevallen verschuldigd.

Wanneer, voor eenzelfde woning en eenzelfde aanslagjaar, het gezin ook voldoet aan de voorwaarden van het bovengenoemde gemeentelijke reglement, wordt de gedeeltelijke terugbetaling van de gemeentelijke opcentiemen berekend volgens dat reglement, na aftrek van het bedrag van de premie.

Artikel 8 – Verzending en inwerkingtreding

§1. Dit reglement wordt bezorgd aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de uitoefening van het administratief toezicht en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Brussel Fiscaliteit.

§2. Als de toezichthoudende overheid haar goedkeuring geeft, treedt dit reglement treedt in werking op 1 januari 2026 en in het van toepassing op de aanslagjaren 2026, 2027 en 2028.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

22.12.2025/A/0031 **Lancement de la procédure de négociation d'un protocole d'accord avec l'administration fiscale régionale afin de pouvoir bénéficier de la reprise du service de la prime « Be Home » etterbeekoise par cette administration**

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117, aliéna 1er, et 118, alinéa 1er ;

Vu l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale, les articles 114 et 115 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 2021 portant exécution de l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale, l'article 49 ;

Vu sa délibération du 22/12/2025 relative à l'octroi de la prime « Be Home » etterbeekoise pour l'année 2026 à 2028 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale peut assurer le service de la prime communale (décision d'octroi et de refus, calcul, vérification du maintien des conditions, gestion du remboursement et du recouvrement, gestion du contentieux administratif et judiciaire), pour autant que la commune se conforme à la procédure prévue à l'article 115, §§ 1er à 3, du Code de procédure fiscale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

Article 1er

De lancer la procédure de négociation avec l'administration fiscale régionale du protocole d'accord visé à l'article 115, § 2, de l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale en vue qu'elle reprenne le service de la prime « Be Home » etterbeekoise visée au règlement communal du 22/12/2025.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision par courrier recommandé adressé au directeur général de l'administration fiscale régionale. Cette notification contient une copie de la décision du Conseil communal de lancer la procédure de négociation et une copie du règlement communal du 22/12/2025 relatif à l'octroi de la prime « Be Home » etterbeekoise pour les années 2026 à 2028.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Starten van de procedure tot onderhandeling van een akkoordprotocol met de gewestelijke fiscale administratie om te kunnen genieten van de overname van de dienst van de Etterbeekse premie "Be home" door deze administratie

De GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, de artikelen 117, eerste lid, en 118, eerste lid;

Gelet op de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure, de artikelen 114 en 115;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 juni 2021 tot uitvoering van de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure, artikel 49;

Gelet op het zijn beraadslaging van 22/12/2025 betreffende de toekenning van de Etterbeekse "Be Home" premie voor de jaren 2026 tot en met 2028.

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts kan instaan voor de dienst van de premie (beslissing om de premier toe te kennen en te weigeren, berekening, controle op het behoud van de voorwaarden voor toekenning, beheer van de terugbetaling en van de gedwongen invordering, beheer van de administratie en gerechtelijke betwistingen), in zoverre de gemeente voldoet aan de procedure vastgelegd in artikel 115, §§1 tot 3 van de Codex Fiscale Procedure;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT

Artikel 1

De procedure tot onderhandeling met de gewestelijke fiscale administratie van het akkoordprotocol bedoeld in artikel 115, § 2, van de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure op te starten.

Artikel 2

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing per aangetekend schrijven gericht aan de directeur-generaal van de gewestelijke fiscale administratie. Deze kennisgeving bevat een kopie van de beslissing van de gemeenteraad om de onderhandelingsprocedure op te starten en en kopie van het gemeentelijk reglement van [datum] betreffende de toekenning van de Etterbeekse “Be Home” premie voor de jaren 2026 tot en met 2028.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

22.12.2025/A/0032 **Règlement communal relatif au remboursement partiel des centimes additionnels communaux au précompte immobilier pour l’achat ou la construction d’un logement**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117, alinéa 1er, et 118, alinéa 1er ;

Vu le règlement-taxe du Conseil communal d’Etterbeek du 22 décembre 2025 fixant, pour l’exercice d’imposition 2026, le nombre de centimes additionnels communaux au précompte immobilier ;

Vu le règlement du Conseil communal d’Etterbeek relatif à la prime communale « Be Home Etterbeekoise », adopté en sa séance du 22 décembre 2025 et applicable aux exercices d’imposition 2026, 2027 et 2028 ;

Considérant que les centimes additionnels communaux au précompte immobilier représentent une charge importante pour les ménages qui accèdent à la propriété de leur logement ou qui en assurent la construction sur le territoire de la Commune d’Etterbeek ;

Considérant qu’il est opportun de maintenir un mécanisme de soutien spécifique en faveur

de ces ménages, sous la forme d'un remboursement partiel des centimes additionnels communaux au précompte immobilier, conditionné au respect de plafonds de revenus et de propriété, de manière à cibler prioritairement les ménages à revenus faibles ou moyens ;

Considérant qu'il y a lieu d'articuler ce mécanisme avec la prime communale Be Home Etterbeekoise, de sorte que le remboursement partiel soit calculé sur les centimes additionnels communaux au précompte immobilier effectivement acquittés après imputation de ladite prime ;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er – Objet

Dans les limites des crédits budgétaires approuvés par l'autorité de tutelle, il est institué, au profit des personnes physiques qui acquièrent ou construisent un logement situé sur le territoire de la Commune d'Etterbeek et qui y établissent leur résidence principale, un remboursement partiel des centimes additionnels communaux au précompte immobilier, conformément aux prescriptions définies par le présent règlement.

Le remboursement est accordé sur requête de la personne intéressée, pour la durée et dans les conditions prévues ci-après.

Article 2 – Montant et base de calcul du remboursement

§ 1er. Le remboursement des centimes additionnels communaux au précompte immobilier est consenti à concurrence de 50 % du montant des centimes additionnels communaux au précompte immobilier afférents au logement concerné, pour autant que les conditions du présent règlement soient remplies.

§2. Pour l'application du §1er, le montant pris en considération est celui des centimes additionnels communaux au précompte immobilier effectivement acquittés pour le logement concerné, tel qu'il ressort de l'avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier et de la preuve de paiement y relative, déduction faite, le cas échéant, de la prime communale Be Home Etterbeekoise imputée ou remboursée au titre de la même année d'imposition et pour la même habitation.

Article 3 – Condition relative à l'absence d'autres propriétés

§1er. Le demandeur doit prouver qu'il ne dispose pas d'autres propriétés dont le revenu cadastral global est supérieur à 745,00 euros (montant de base, avant indexation).

§2. À cette fin, le demandeur fournit à l'administration communale un document complété par le Receveur de l'Enregistrement et des Domaines ou par l'administration compétente attestant le revenu cadastral des biens immobiliers dont il est titulaire d'un droit réel.

Article 4 – Condition relative aux revenus

§1er. Le bénéfice du présent règlement est limité aux personnes physiques dont les revenus imposables sont inférieurs à 81.000,00 euros par ménage, montant augmenté de 3.300,00 euros par personne à charge du ménage, et qui sont enrôlées à l'impôt des personnes physiques.

§2. Les demandeurs joignent à leur dossier une copie certifiée conforme par l'administration communale de leur dernier avertissement-extrait de rôle en matière d'impôts des personnes physiques. Cet avertissement-extrait de rôle ne peut porter sur des

revenus datant de plus de deux ans au moment de l'introduction de la demande.

Article 5 – Durée maximale du remboursement et affectation du bien

§1er. La réduction des centimes additionnels communaux au précompte immobilier est accordée pour une durée maximale de cinq années d'imposition consécutives, à compter de l'exercice d'imposition qui suit l'acquisition ou la fin de la construction du logement concerné.

§2. Les parties de bâtiment affectées au commerce, à l'exercice d'une profession libérale, à l'usage de bureau ou, de manière générale, à une activité professionnelle, ne sont pas prises en compte pour le remboursement partiel des centimes additionnels communaux.

§3. En cas d'affectation mixte (partie logement / partie professionnelle), le demandeur fournit un document reprenant la ventilation du revenu cadastral de l'immeuble entre la partie logement et la partie professionnelle.

Ce document peut être obtenu auprès du Contrôleur du cadastre d'Etterbeek.

Au cas où cette ventilation ne peut être fixée par le Contrôleur du cadastre, le demandeur fournit à l'administration communale la ventilation reprise dans sa déclaration à l'impôt des personnes physiques, telle qu'acceptée par l'administration fiscale.

Article 6 – Condition de domiciliation

Quelle que soit la catégorie de bénéficiaire, le propriétaire doit justifier de sa domiciliation dans le logement concerné pendant l'année ou les années pour lesquelles le remboursement partiel est demandé.

Article 7 – Indexation des plafonds de revenus

§1. Les montants visés à l'article 4, § 1er, constituent des montants de base à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2025.

§2. À partir du 1er janvier 2027, ces montants sont adaptés chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation du Royaume tel que publié par Statbel, à l'aide d'un coefficient obtenu en divisant l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède l'exercice d'imposition concerné par l'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2025.

§3. Les montants ainsi adaptés sont arrondis à l'euro supérieur ou inférieur selon que le chiffre des centimes atteint ou non cinquante centimes et restent valables pour l'ensemble de l'année.

Article 8 – Introduction de la demande

§1er. La demande de remboursement partiel des centimes additionnels communaux au précompte immobilier est introduite auprès de l'administration communale dans un délai de cinq mois à compter de la date du premier avertissement-extrait de rôle concernant le précompte immobilier pour l'exercice d'imposition qui suit l'acquisition ou la fin de la construction du logement concerné.

§2. La demande est accompagnée, à peine d'irrecevabilité, de la preuve de paiement du précompte immobilier pour l'exercice concerné.

Article 9 – Obligations du demandeur

§1er. Le demandeur s'engage à signaler sans délai à l'administration communale toute réclamation qu'il introduirait auprès de l'administration fiscale au sujet de son précompte immobilier.

§2. Le demandeur s'engage également à rembourser à l'administration communale les montants éventuellement perçus indûment dans le cadre du présent règlement. Il autorise les services de l'administration à effectuer toutes les recherches nécessaires pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis dans le cadre de sa demande.

Article 10 – Renouvellement annuel du remboursement

Pour pouvoir bénéficier du remboursement partiel des centimes additionnels communaux au précompte immobilier pour plusieurs années d'imposition, le demandeur qui a droit à plusieurs années de remboursement doit, pour chaque exercice concerné, introduire auprès de l'administration communale l'avertissement-extrait de rôle acquitté en matière de précompte immobilier, dans le même délai que celui mentionné à l'article 8, § 1er.

Article 11 – Durée d'application

Le présent règlement est valable à partir du 1er janvier 2026 pour une période expirant le 31 décembre 2031.

Article 12 – Exécution

Le Collège des Bourgmestre et Échevins est chargé des modalités d'application et de l'exécution du présent règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement betreffende de terugbetaling van 50% van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing aan personen die een woning gekocht of gebouwd hebben

En cours de traduction

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

22.12.2025/A/0033 **Règlement - Taxe sur la distribution à domicile d'imprimés publicitaires non adressés nominativement – Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi au profit de la Commune d'Etterbeek, à partir du **1er janvier 2026** pour un terme expirant le **31 décembre 2031** inclus, une taxe sur la distribution à domicile de feuilles et de cartes publicitaires à caractère commercial ainsi que de catalogues, de journaux et dépliants contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés ne sont pas adressés nominativement.

Article 2 :

Sont visés par les présentes dispositions, la distribution gratuite dans le chef des destinataires d'imprimés publicitaires non adressés nominativement, ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 70 % de textes rédactionnels non publicitaires.

Article 3 :

Par texte rédactionnel non publicitaire; il faut entendre :

Les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession, pour autant qu'il n'y soit pas fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés ;

Les textes, qui au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien-être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, infirmières, pharmaciens) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux ;

Les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques et les informations non commerciales ;

Les informations sur les cultes reconnus, les annonces d'activités telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités de maisons de jeunes et centres culturels ;

Les annonces notariales ;

Les annonces émanant de particuliers relatives à des transactions mobilières ou immobilières ;

Les offres d'emplois ;

La propagande électorale.

Article 4:

Sont considérés comme textes publicitaires:

Les articles dans lesquels il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement de firmes ou de produits déterminés ;

Ceux qui sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames ;

Ceux qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale.

Article 5 :

Le pourcentage de 70 % de textes rédactionnels non publicitaires sera calculé en tenant compte de leur surface totale d'occupation, y compris leurs annexes telles que dessins, gravures ou photographies dans l'imprimé publicitaire pris dans sa surface intégrale de rédaction, y compris les pages de couvertures.

Article 6 :

La taxe est due par l'éditeur des imprimés visés par les présentes dispositions. Le distributeur des imprimés imposables est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 7 :

Les taux de la taxe sont fixés comme suit :

1.Carte et feuille publicitaire : € **0,021** par exemplaire distribué

2.Catalogue, journal ou dépliant publicitaire : € **0,087** par exemplaire distribué.
Est considéré comme catalogue, journal ou dépliant publicitaire, la réunion quel que soit le procédé utilisé (agrafe, collage, insertion ou autres…), d'au moins 2 feuilles ou cartes publicitaires. Le minimum de la taxe est fixé à € **25,50** par distribution.

La distribution d'imprimés publicitaires, effectuée par les soins des commerçants domiciliés ou ayant leur siège social à Etterbeek lors d'une campagne commerciale (de quartier, braderie, kermesse de quartier, soldes,…) avec un maximum de 2.000 exemplaires, sera exonérée du paiement de la taxe.

L'imprimé devra toutefois se limiter à une feuille ou une carte de format A5 maximum et le nombre de distributions ne pourra pas dépasser trois par an. Article 8 :

A la demande du redevable, le Collège des Bourgmestre et Échevins est autorisé à accorder un régime d'imposition forfaitaire mensuel, à raison de douze fois par an dans les cas de distributions répétitives, en remplacement des cotisations ponctuelles.

Article 9 :

Les taux de la taxation forfaitaire mensuelle sont fixés comme suit :

1.Carte et feuille publicitaire : € **469,00** par mois, quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois ;

2.Catalogue, journal ou dépliant publicitaire : € **3.520,00** par mois, quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois.

Article 10 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 11 :

Le contribuable est tenu de faire une déclaration à l'administration communale, contenant tous les renseignements nécessaires au calcul de la taxe (en ce compris un exemplaire de l'imprimé publicitaire), au plus tard 15 jours calendrier avant chaque distribution.

En cas de taxation forfaitaire, l'autorité communale compétente peut rendre cette déclaration valable jusqu'à révocation. Celle-ci sera notifiée par écrit avec un préavis d'un mois.

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

Article 12 :

La non-déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 13 :

Le montant de la taxe sera porté à la connaissance du débiteur par un document l'invitant à s'en acquitter dans un délai de 10 jours, soit par un versement à la caisse communale, soit par un virement à un compte bancaire communal.

En cas de non-paiement dans le délai indiqué, le redevable sera enrôlé conformément aux dispositions de la l'ordonnance du 3 avril 2014.

Les paiements dans le délai indiqué à l'alinéa 1 seront considérés comme des perceptions au comptant.

Article 14 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins, lorsque le paiement de la taxe n'est pas effectué dans le délai prévu à l'article 12.

Article 15 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 16 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement - belasting op de aan huis verspreiding van niet nominatief geadresseerde publicitaire drukwerken – Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de

provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT:

Artikel 1:

Er wordt vanaf **1 januari 2026** ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op
31 december 2031, een belasting ingevoerd op de aan huis verspreiding van publicitaire bladen en kaarten met handelskarakter, catalogi, kranten en folders met publicitair handelskarakter, wanneer deze drukwerken niet nominatief geadresseerd zijn.

Artikel 2:

Deze bepalingen zijn van toepassing op de voor de bestemmelingen kosteloze verspreiding van niet nominatief geadresseerde publicitaire drukwerken, die toegankelijk zijn voor alle adverteerders of uitgaande van één enkele handelaar of van een groep van handelaars en die minder dan 70 % niet-publicitaire redactionele teksten bevatten.

Artikel 3:

Onder niet-publicitaire redactionele teksten dient men te verstaan:

De door journalisten geschreven teksten in de uitoefening van hun beroep voor zover niet expliciet of impliciet firma's of bepaalde producten worden vermeld;

De teksten die, op het niveau van de bevolking van de gemeente, een sociale rol spelen en algemene informatie verstrekken buiten de handelsinformatie of die een officiële informatie brengen van algemeen belang ten voordele van het gezag of het algemeen welzijn zoals hulpdiensten, openbare diensten, ziekenfondsen, ziekenhuizen, wachtdiensten (dokters, verpleegsters, apothekers) of inlichtingen van openbaar nut zoals gemeentelijke informatie en allerlei nationale en internationale berichten;

De algemene, regionale, politieke, sportieve, culturele, artistieke, folkloristische, literaire en wetenschappelijke berichten, alsook de berichten zonder handelskarakter;

De inlichtingen over erediensten, de aankondigingen van activiteiten, zoals feesten en

kermissen, schoolfeesten, activiteiten van jeugdhuizen en culturele centra;

Notariële aankondigingen;

De advertenties uitgaande van particulieren aangaande roerende en onroerende transacties;

De werkaanbiedingen;

De verkiezingspropaganda.

Artikel 4:

Worden beschouwd als publicitaire teksten:

De artikels waarin expliciet of impliciet firma's of producten worden vermeld;

Degene die op een directe of verdoken manier de lezer verwijzen naar handelsreclame;

Degene die, op een algemene wijze, ernaar streven firma's, producten of diensten te vermelden, te laten kennen en aan te bevelen ten einde een handelstransactie te kunnen afsluiten.

Artikel 5:

Het percentage van 70 % niet-publicitaire redactionele teksten zal berekend worden rekening houdend met hun totaal ingenomen oppervlakte, met inbegrip van hun bijlagen zoals tekeningen, gravures of foto's in het publicitaire drukwerk in de volledige oppervlakte met inbegrip van de omslagpagina's.

Artikel 6:

De belasting is verschuldigd door de uitgever van de drukwerken die onder deze bepalingen vallen. De verdeler van de belastbare drukwerken is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Artikel 7:

De belastingvoeten worden als volgt vastgesteld:

1.Kaart en publicitair blad: € **0,021** per verdeeld exemplaar;
2.Catalogus, krant of publicitaire folder: € **0,087** per verdeeld exemplaar.

Wordt beschouwd als catalogus, krant of publicitair folder, de verzameling door welke middel ook (nietje, plakken, inbrengen, of andere …) van minstens 2 bladen of kaarten.

De minimum belasting wordt vastgesteld op **25,50** per verdeling.

Van de betaling van de belasting zijn vrijgesteld de handelaars, woonachtig te of die hun maatschappelijke zetel hebben te Etterbeek, die in het kader van een commerciële actie (wijk, wijkmarkt, wijkkermis, solden,…) publicitaire drukwerken verspreiden met een maximumoplage van 2.000 exemplaren.

Het drukwerk mag niet groter zijn dan een blad of een kaart van A5 grootte en het aantal

verspreidingen mag niet meer bedragen dan drie per jaar.

Artikel 8:

Op aanvraag van de belastingplichtige, mag het College van Burgemeester en Schepenen in geval van herhaalde verdelingen, een regime van forfaitaire maandelijkse heffing, naar rato van twaalfmaal per jaar, toekennen, ter vervanging van precieze bijdragen.

Artikel 9:

De belastingvoeten voor de maandelijkse forfaitaire belasting worden als volgt vastgesteld:

1.Kaart en publicitair blad: € **469,00** per maand, welke ook het aantal verdeelde exemplaren in de loop van de maand mag zijn;
2.Catalogus, krant of publicitaire folder: € **3.520,00** per maand, welke ook het aantal verdeelde exemplaren in de loop van de maand mag zijn.

Artikel 10: Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 11:

De belastingplichtige is ertoe gehouden, ten minstens 15 kalenderdagen voor elke verdeling, een aangifte in te dienen, waarop alle nodige gegevens voor de belastingheffing vermeld zijn (een exemplaar van de te verspreiden publiciteit inbegrepen).

In geval van forfaitaire belasting, mag de bevoegde gemeentelijke overheid deze verklaring geldig maken tot intrekking. Deze moet schriftelijk betekend worden met een vooropzeg van een maand.

De belastingplichtige is ertoe gehouden alle documenten en inlichtingen te verstrekken om het controleren van zijn verklaring te vergemakkelijken.

Artikel 12:

Bij gebrek aan aangifte binnen de in het reglement gestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd overeenkomstig de bepalingen vervat in artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 13:

Het bedrag van de belasting wordt ter kennis van de belastingplichtige gebracht door een document waarbij hij uitgenodigd wordt de belasting te betalen binnen een termijn van 10 dagen, hetzij aan de gemeentekas, hetzij op een gemeentelijke bankrekening.

In geval van niet betaling binnen vastgestelde termijn wordt de belasting ingekohierd volgens bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

De betalingen verricht binnen de termijn waarvan sprake in al. 1 worden als contant betaalde belastingen beschouwd.

Artikel 14:

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar, door het College van Burgemeester en Schepenen wanneer de belasting niet betaald is binnen de termijn voorzien in artikel 12.

Artikel 15:

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 16:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T315940549020900928831.pdf

22.12.2025/A/0034 **Règlement - Taxe sur le placement de barrières de protection ou de clôtures, effectué d'office par la commune pour des raisons de sécurité ou de salubrité publique – Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu le règlement général sur les bâtisses, titre XVIII articles 170 à 174 ;

Attendu qu'en vertu de ce règlement, l'administration communale est appelée à intervenir d'office lorsque des constructions menacent ruine ou que des arbres plantés le long de la voie publique présentent un danger pour la sécurité publique ;

Attendu en outre qu'il y a nécessité d'assurer les conditions de salubrité des terrains non bâtis ;

Attendu qu'il appartient à l'autorité communale de veiller en général à la sécurité et à la salubrité publique ;

Considérant que dans ces circonstances, les mesures à prendre consistent à interdire les zones dangereuses ou insalubres à toute circulation par le placement de barrières de protection ou l'établissement de clôtures ;

Attendu que rien n'oblige la commune à supporter les conséquences financières de la carence ou de la négligence des propriétaires responsables ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE :

-

Article 1 :

Il est établi à partir du **1er janvier 2026** au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le **31 décembre 2031**, une taxe calculée et appliquée suivant les dispositions du présent règlement lorsque l'autorité communale impose le placement d'office de barrières de protection ou de clôtures pour raisons de sécurité ou de salubrité publiques.

Article 2 :

La taxe est due lorsque des constructions immobilières menacent ruine ou des terrains non bâtis présentent un danger pour la sécurité ou la salubrité publiques et que des mesures immédiates sont nécessaires pour interdire les zones dangereuses à toute circulation par le placement de barrières de protection ou l'établissement de clôtures. La taxe est due par les propriétaires des biens immobiliers visés à l'alinéa précédent.

Article 3 :

Le taux de la taxe est fixé à **€ 2,35** par mètre courant et par jour calendrier. Le jour du placement et celui de l'enlèvement comptent chacun pour une journée entière.

Article 4 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice

indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.

L'indice de base est l'indice de novembre 2025.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.

Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 5 :

Sont exonérés de la taxe :

a)les placements de barrières de protection ou de clôtures dans le cadre du présent règlement pour les constructions immobilières ou terrains non bâtis faisant partie du domaine public de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Provinces, des Communes, des Centres Publics d'Aide Sociale et des Administrations subordonnées.

b)les placements de barrières de protection ou de clôtures par mesure de sécurité prises pour les biens immobiliers gérés sous le patronage de la " Société du Logement de la Région Bruxelloise" pour autant que ceux-ci restent dans les limites de l'objet statutaire de ladite société.

Article 6 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 7 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 8 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe.

Quant aux erreurs matérielles provenant de double emploi, erreurs de chiffres, etc…, étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement auprès de l'administration communale aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement - belasting op het plaatsen van beschermhekken of afsluiting door de gemeente ambtshalve uitgevoerd voor redenen van openbare gezondheid of veiligheid – Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op het algemeen reglement op het bouwen, titel XVIII, artikelen 170 tot 174;

Overwegende dat krachtens dit reglement, het gemeentebestuur van ambtswege geroepen is tussen te komen wanneer gebouwen dreigen in te storten of wanneer bomen geplant langs de openbare weg een gevaar vertonen voor de openbare veiligheid;

Overwegende dat het daarenboven nodig is de hygiënische voorschriften voor onbebouwde gronden te verzekeren;

Overwegende dat het de taak van het gemeentebestuur is te waken over de gezondheid en de veiligheid van de bevolking;

Overwegende dat in die omstandigheden de onmiddellijke maatregelen die te nemen zijn erin bestaan de gevaarlijke of ongezonde zones voor het verkeer te verbieden en beschermhekken of -afsluitingen te plaatsen;

Overwegende dat niets de gemeente ertoe verplicht de financiële gevolgen te dragen van de tekortkomingen of de nalatigheden van de verantwoordelijke eigenaars;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht aan de gemeenten wordt opgelegd;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT:

Artikel 1:

Er wordt vanaf **1 januari 2026** ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op **31 december 2031**, een belasting geheven, berekend en toegepast volgens de bepalingen van dit reglement wanneer de gemeentelijke overheid de ambtshalve plaatsing van beschermingshekken of afsluitingen voor openbare veiligheid of gezondheid oplegt.

Artikel 2:

Het bedrag van de belasting is verschuldigd wanneer onroerende bouwwerken dreigen in te storten of wanneer onbebouwde terreinen een gevaar opleveren voor de openbare veiligheid of gezondheid en er onmiddellijk maatregelen noodzakelijk zijn om alle verkeer te verbieden in de gevaarlijke zones, door het plaatsen van beschermingshekken of afsluitingen. De belasting is verschuldigd door de eigenaars van de onroerende goederen hierboven beschreven.Artikel 3:

De belasting is vastgesteld op **€ 2,35** per lopende meter en per kalenderdag. De dag van de plaatsing en deze van het wegnemen tellen elk voor een volledige dag.

Artikel 4:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index

basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.

De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 5:

Vrijstellingen:

a)het plaatsen van beschermingshekken of afsluitingen in het kader van dit reglement voor onroerende bouwwerken of onbebouwde terreinen die deel uitmaken van het openbaar domein van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de Provincies, de Gemeenten, de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn en de ondergeschikte Besturen

b)het plaatsen van beschermingshekken of afsluitingen als veiligheidmaatregelen voor onroerende goederen beheerd onder het patronaat van de "Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij" voor zover deze binnen de perken van het statutaire doel van bedoelde maatschappij blijven.

Artikel 6:

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar, door het College van Burgemeester en

Schepenen.

Artikel 7:

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 8:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren

Het indienen van een bezwaar ontslaat de belastingplichtige niet van de betaling van de belasting.

Wat betreft de materiële fouten die het gevolg zijn van dubbel geboekte posten, rekenfouten of cijferfouten, enz…die te wijten zijn aan de bedienden van het Gemeentebestuur, kan de belastingplichtige daarvan de rechtzetting vragen bij het gemeentebestuur, zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet is goedgekeurd door de hogere Overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T34118994655205623787.pdf

22.12.2025/A/0035 **Règlement - Taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux et sur leurs succursales – Renouvellement**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **2 décembre 2019** relative au même objet ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'arrêté royal du 7 janvier 1974 modifiant l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ;

Vu l'article 74 du code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE :

-
Article 1 :

Il est établi à partir du **1er janvier 2026** au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le **31 décembre 2031**, une taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux et leurs succursales autorisées dans le cadre de l'article 66 du code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, c'est à dire exclusivement les agences des personnes physiques ou morales agréées par le directeur régional des contributions directes pour accepter des paris sur les courses de chevaux courues à l'étranger.

-
Article 2 :

Le taux de la taxe est fixé à **€ 62,00** par mois ou fraction de mois d'exploitation.

Article 3 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice

indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.

L'indice de base est l'indice de novembre 2025.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.

Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 4 :

La taxe annuelle est due pour l'année entière à partir du 1er janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation ou de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 5 :

La taxe est due par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle l'agence ou la succursale est exploitée.

Article 6 :

La personne physique ou morale qui ouvre, transfère, cède ou ferme une agence ou une succursale est tenue d'en faire la déclaration à l'administration communale, dans les cinq jours de son ouverture, de son transfert, de sa cession ou de sa fermeture. Les déclarations des agences ou succursales existantes au 1er janvier de l'exercice de taxation sont valables jusqu'à révocation.

Article 7 :

La non-déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014. Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe qui est due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 8 :

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément aux articles 5 et 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 9 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 11 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe.

Quant aux erreurs matérielles provenant de double emploi, erreurs de chiffres, etc…, étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen en hun filialen – Hernieuwing

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **2 december 2019** over hetzelfde onderwerp ;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 januari 1974 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende wijziging van het algemeen reglement van de met de

inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

Gelet op het artikel 74 van het wetboek op de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente

BESLUIT:

Artikel 1:

Er wordt vanaf **1 januari 2026** ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op **31 december 2031** een belasting geheven op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen en hun filialen toegelaten binnen het raam van artikel 66 van het wetboek op de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen dit wil zeggen uitsluitend op de agentschappen van natuurlijke en rechtspersonen aangenomen door de gewestelijke directeur der rechtstreekse belastingen voor het aannemen van weddenschappen op paardenwedrennen die in het buitenland worden gelopen

Artikel 2:

Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op**€ 62,00** per maand of fractie van een maand dat het agentschap wordt uitgebaat.

Artikel 3:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index

basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.

De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 4:

De jaarlijkse belasting is verschuldigd voor het hele jaar vanaf 1 januari van het belastingjaar welke ook de datum van het begin van de uitbating, of de stopzetting van de economische activiteit of van verandering van uitbater weze gedurende het belastingjaar.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting gedaan voor welke reden dan ook.

Artikel 5:

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon voor wiens rekening het agentschap of het filiaal is uitgebaat.

Artikel 6:

De natuurlijke of rechtspersoon die een agentschap of een filiaal van een agentschap opent, overbrengt, overlaat of sluit is verplicht daarvan aangifte te doen bij het gemeentebestuur, binnen vijf dagen, volgend op de opening, de overbrenging, het overlaten of de sluiting. De aangiften van de agentschappen die gevestigd zijn op 1 januari van het aanslagjaar zijn geldig tot herroeping.

Artikel 7:

Bij gebrek aan aangifte binnen de in het reglement gestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd overeenkomstig de bepalingen vervat in artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014. De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 8:

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikels 5 en 6 van de ordonnantie van de 3de april 2014 betreffende de

vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren maar alleen toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur ' s avonds, en mits machtiging van de politierechter.

Artikel 9:

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar, door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10:

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 11:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren
Het indienen van een bezwaar ontslaat de belastingplichtige niet van de betaling van de belasting.

Wat betreft de materiële fouten die het gevolg zijn van dubbel geboekte posten, rekenfouten of cijferfouten, enz…die te wijten zijn aan de bedienden van het gemeentebestuur, kan de belastingplichtige daarvan de rechtzetting vragen bij het gemeentebestuur, zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet is goedgekeurd door de hogere Overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_notif06_délai_expiré14372924030698603343.pdf

22.12.2025/A/0036 **Règlement - Taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou de retrait de billets de banque – Modifications**

Le Conseil communal

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi à partir du **1er janvier 2026** au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le **31 décembre 2031**, une taxe annuelle sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de retrait et / ou de dépôt de billets de banques.

Article 2 :

La taxe est due par le gestionnaire de l'établissement bancaire ou assimilé auquel appartient l'appareil automatique. Pour l'application de l'alinéa qui précède, par « établissement bancaire ou assimilé », il y a lieu d'entendre les personnes physiques ou morales se livrant, à titre principal ou à titre accessoire, à des activités de gestion de fonds et / ou de crédit, sous quelque forme que ce soit.

Article 3 :

La taxe est fixée à **€ 1.234,00** par appareil automatique.

La taxe est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service de l'appareil.

Il n’est accordé aucune réduction ou restitution de la taxe pour quelque cause que ce soit.
Article 4 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l’indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l’indice de novembre de l’année précédant l’exercice d'imposition.
Après application du coefficient d’indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 5 :

L’administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée, datée et signée, avant l’échéance mentionnée sur ladite formule. Le redevable qui n’a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l’administration communale, au plus tard le 15 janvier de l’année qui suit celle de l’exercice de taxation, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6 :

La non déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l’enrôlement d’office de la taxe conformément aux dispositions de l’article 7 de l’ordonnance du 3 avril 2014. Les taxes enrôlées d’office sont majorées d’un montant égal à celui de la taxe qui est due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 7 :

Tout redevable est tenu, à la demande de l’administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l’établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d’accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s’exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément aux articles 5 et 6 de l’ordonnance du 3 avril 2014, relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l’autorisation du juge du tribunal de police.

Article 8 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l’année qui suit l’exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 9 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 10 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Quant aux erreurs matérielles provenant de doubles emplois, erreurs de chiffres, etc…, étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement auprès de l'administration communale, aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement - Belasting op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten kunnen gedeponeerd en/of afgehaald worden - Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT:

Artikel 1:

Er wordt vanaf **1 januari 2026** ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op **31 december 2031**, een jaarlijkse belasting geheven op de toestellen waarmede automatisch bankbiljetten kunnen gedeponeerd en/of afgehaald worden.

Artikel 2:

De belasting is verschuldigd door de beheerder van de bank of de daarmee gelijkgestelde instelling waartoe het automatisch toestel behoort. Voor de toepassing van voorgaande alinea dient onder «bank of de daarmee gelijkgestelde instelling» te worden verstaan: de natuurlijke personen of rechtspersonen die zich, in hoofdzaak of ten bijkomende titel, bezig houden met het beheer van fondsen en / of kredieten, onder welke vorm ook.

Artikel 3:

De belasting wordt op **€ 1.234,00** per automatisch toestel vastgesteld.

De belasting is verschuldigd voor het ganse jaar welke ook de datum weze waarop het toestel in gebruik is genomen.

Voor welke reden dan ook wordt er geen korting of teruggave van de belasting toegekend.

Artikel 4:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 5:

Het gemeentebestuur zendt naar de belastingplichtige een aangifteformulier dat deze gehouden is terug te zenden, na het behoorlijk ingevuld, gedagtekend en ondertekend te hebben voor de vervaldag vermeld op dit aangifteformulier. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, is gehouden uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op dat van het jaar waarop de belasting slaat, aan het gemeentebestuur aangifte te doen

van de elementen nodig voor de belasting.

Artikel 6:

Bij gebrek aan aangifte binnen de in het reglement gestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd overeenkomstig de bepalingen vervat in artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014. De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 7:

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikels 5 en 6 van de ordonnantie van de 3de april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren evenwel alleen toegang tussen vijf uur ‘s morgens en negen uur ‘s avonds, en mits machtiging van de politierechter.

Artikel 8:

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar, door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 9:

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 10:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren

Wat betreft de materiële fouten die het gevolg zijn van dubbel geboekte posten, rekenfouten of cijferfouten, enz… die te wijten zijn aan de bedienden van het gemeentebestuur, kan de belastingplichtige daarvan de rechtzetting vragen bij het gemeentebestuur, zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet is goedgekeurd door de toezichtoverheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T34586495480483335317.pdf

22.12.2025/A/0037 **Règlement - Taxe sur les commerces mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution – Modifications**

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du **16 décembre 2024**, relative au même objet ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

DECIDE :

Article 1 :

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par appareil de

télécommunication, tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radioélectricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique (c'est-à-dire : téléphone, fax, modem, vidéoconférence, etc…)

Article.2 :

Il est établi au profit de la commune d'Etterbeek, à partir du **1er janvier 2026** pour un terme expirant le **31 décembre 2031**, une taxe de reprise et une taxe annuelle sur les commerces situés sur le territoire de la commune qui mettent à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution.

Article 3:

Le montant d'imposition de la taxe par commerce mettant principalement ou accessoirement des appareils de télécommunication à disposition contre rétribution est annuel et fixé forfaitairement à
€ 1.173,00.

Article 4 :

Le taux d'imposition de la taxe de reprise d'un commerce mettant principalement des appareils de télécommunication à disposition contre rétribution est fixé à **€ 14.790,00** et n'est due que si le cédant a exploité son commerce moins de 5 ans consécutivement. La taxe de reprise est une taxe unique.

Article 5 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 6 :

Pour les commerces soumis au paiement de la taxe de reprise et à la taxe due pour le changement d'affectation ou d'utilisation d'un immeuble en général ou d'une partie d'immeuble en vue d'y établir un commerce mettant principalement à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution la taxe annuelle débute :

1.soit l'année suivant l'enrôlement de la taxe de reprise ;
2.soit l'année suivant le versement de la taxe due pour le changement d'affectation ou d'utilisation d'un immeuble en général ou d'une partie d'immeuble en vue d'y établir un commerce mettant principalement à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution ;

3.à défaut à partir de l'application du présent règlement.

Article 7 :

L'ouverture d'un commerce mettant principalement des appareils de télécommunication à disposition contre rétribution est soumise à la taxe sur les constructions, reconstructions et les clôtures.

Article 8 :

La taxe annuelle et la taxe de reprise sont dues pour l'année entière à partir du 1er janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation ou de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition.Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 9 :

En cas de fermeture administrative temporaire ou définitive de l'établissement à titre de sanction par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi Communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 10 :

La taxe de reprise et la taxe annuelle sont dues par l'exploitant de l'appareil de télécommunication.

Article 11 :

Sont exonérés de l'impôt les entreprises qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 68 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de l'article 75 de la même loi.

Article 12 :

Afin de lever la taxe annuelle et la taxe de reprise, l'administration communale adresse à chaque commerce en activité, un formulaire de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé dans les délais fixés par l'autorité communale.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard au moment de l'installation de ses appareils, les éléments nécessaires à la taxation.

Toute modification de la base imposable, la modification ou la cessation d'activité ou la modification d'exploitant doit être signalée immédiatement à l'administration communale par lettre recommandée sous responsabilité du redevable.

Article 13 :

La non-déclaration ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 14 :

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément aux articles 5 et 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 15 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 16 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 17 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement - belasting op de handelszaken die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stellen – Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie - en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie - of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT:

Artikel 1:

Voor de toepassing van het huidig reglement, moet er onder telecommunicatieapparatuur verstaan worden, elk toestel dat overdracht toelaat, het uitzenden of ontvangen van tekens signalen, geschriften, beelden, geluiden of andere gegevens van welke aard ook, per draad, radiogolven, optische signalisatie en andere elektromagnetische systemen (t.t.z. telefoon, fax, modem, video, enz..).

Artikel 2:

Er wordt ten bate van de gemeente Etterbeek, vanaf **1 januari 2026** voor en termijn vervallend op
31 december 2031, een overnamebelasting en een jaarlijkse belasting geheven op handelszaken die tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking stellen.

Artikel 3:

De belastingaanslag per handelszaak die als hoofd- of in nevenactiviteit telecommunicatieapparatuur tegen betaling ter beschikking stelt dient jaarlijks betaald te worden en wordt forfaitair vastgelegd op **€ 1.173,00**.

Artikel 4:

De aanslagvoet van de overnamebelasting is vastgesteld op **€ 14.790,00** en is verschuldigd bij elke overname (van een nieuwe handelsactiviteit) van een handelszaak wier hoofdactiviteit erin bestaat tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking te stellen en is verschuldigd als de cedent zijn handel minder dan 5 jaar ononderbroken heeft beheerd. De overnamebelasting is een éénmalige belasting.

Artikel 5:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 6:

De jaarlijkse belasting is verschuldigd, voor de handelszaken onderworpen aan de betaling van de overnamebelasting en de belasting voor het wijzigen van de bestemming of het gebruik, van een gebouw in het algemeen of van een deel van een gebouw, om er een handelszaak wier hoofdactiviteit erin bestaat tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking te stellen in onder te brengen:

1.hetzij het jaar na de inkohiering van de overnamebelasting;
2.het hetzij het jaar na de betaling van de belasting voor het wijzigen van de bestemming of het gebruik, van een gebouw in het algemeen of een deel van een gebouw, om er een handelszaak wier hoofdactiviteit erin bestaat tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking te stellen, in onder te brengen;
3.bij gebreke hiervan, vanaf de inwerkingtreding van huidig reglement.

Artikel 7:

De opening van een handelszaak wier hoofdactiviteit erin bestaat tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking te stellen is onderworpen aan de belasting op het bouwen, het heropbouwen en de afsluitingen.

Artikel 8:

De jaarlijkse belasting en de overnamebelasting zijn verschuldigd voor het hele jaar vanaf 1 januari van het belastingjaar welke ook de datum van het begin van de uitbating, of de stopzetting van de economische activiteit of van de verandering van uitbater weze gedurende het belastingjaar. Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting gedaan voor welke reden dan ook.

Artikel 9:

In geval van tijdelijke of definitieve sluiting van de zaak omwille van een sanctie van het College van Burgemeester en Schepenen krachtens artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet, kunnen de belastingplichtigen op geen enkele schadeloosstelling aanspraak maken.

Artikel 10:

De overnamebelasting en de jaarlijkse belasting zijn verschuldigd door de uitbater van de telecommunicatieapparatuur.

Artikel 11:

Zijn vrijgesteld, de instellingen die universele diensten verstrekken krachtens artikel 68 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die hun hoedanigheid van operator kunnen bevestigen in de zin van artikel 75 van dezelfde wet.

Artikel 12:

Ten einde de jaarlijkse belasting en de overnamebelasting te heffen stuurt het gemeentebestuur naar iedere handelszaak in activiteit een aangifteformulier dat binnen de door de gemeentelijke overheid vastgestelde termijn dient ingevuld, ondertekend en teruggestuurd te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is ertoe gehouden aan het gemeentebestuur, ten laatste bij de installatie van de telecommunicatieapparatuur, de nodige gegevens voor de berekening van de belasting mede te delen.

Iedere wijziging van belastingbasis, wijziging of stopzetting van de activiteit of wijziging van uitbater dient onmiddellijk, onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtige, per aangetekend schrijven aan het gemeentebestuur medegedeeld te worden.

Artikel 13:

Bij gebrek aan aangifte, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd overeenkomstig de bepalingen vervat in artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014. De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 14:

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikels 5 en 6 van de ordonnantie van de 3de april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren maar alleen toegang tussen vijf uur ‘s morgens en negen uur ‘s avonds, en mits machtiging van de politierechter.

Artikel 15:

Het kohier van de belasting wordt door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar.

Artikel 16:

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 17:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T315047779986205072040.pdf

22.12.2025/A/0038 **Règlement - Taxe sur les constructions, les reconstructions et les clôtures – Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi à partir du **1er janvier 2026** pour une période expirant le **31 décembre 2031**, une taxe sur les constructions, reconstructions, transformations et agrandissements d'immeubles, murs de clôture de toute nature, le changement d'affectation ou d'utilisation d'un immeuble en général ou d'une partie d'immeuble en vue d'y établir un magasin de nuit ou un commerce mettant principalement à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution.

Sauf en ce qui concerne les cas prévus aux articles 3 et 6, cette taxe a pour base le volume construit, reconstruit ou agrandi. Ce volume se calcule d'après la hauteur et d'axe en axe avec les murs mitoyens et de l'extérieur des autres murs, sans faire de distinction entre les parties de construction situées sous le niveau de la rue et celles situées au-dessus de ce niveau.

La reconstruction partielle donne ouverture au paiement d'une taxe qui a pour base la différence entre le volume nouveau et le volume ancien non démoli.

La taxe est également applicable aux parties couvertes de bâtiments mêmes ouverts latéralement tels que hangars, auvents, terrasses, etc.…

Sont également soumises à la taxe, les annexes et dépendances du bâtiment principal, telles que magasins et ateliers, même celles destinées à servir de remises, lieux d'aisance, serres, etc.…et même lorsqu'elles ne sont pas contiguës au bâtiment principal ou ont été érigées à part.

En cas d'exhaussement d'une construction existante, la taxe est calculée sur la capacité cubique de la partie ajoutée

Article 2 :

Par. 1 : Le taux de la taxe sur les constructions, reconstructions, transformations et agrandissements d'immeubles est fixé à **€ 1,68** le m³.

Pour le calcul du volume imposable, les fractions de m3 sont comptées pour une unité. Par. 2 : Le taux prévu au paragraphe 1 est doublé :

-si l'immeuble compte plus de 4 niveaux, le rez-de-chaussée étant considéré comme 1er niveau. Dans le cas d'un rehaussement d'une annexe existante, ne seront uniquement pris en compte que les niveaux de l'annexe concernée ;

-si l'immeuble ou la partie d'immeuble n'est pas destinée à l'habitation.

Par habitation, on entend l'ensemble des locaux destinés au logement d'un ménage (caves, greniers, garages et annexes ne servant pas à des fins industrielles ou commerciales compris).

Dans le cas d'un immeuble érigé le long d'une rue en pente ou sur un terrain donnant issue sur plusieurs voies publiques situées à des niveaux différents, le rez-de-chaussée à considérer comme premier niveau, est celui dont l'accès direct à la voie publique est situé au niveau le plus bas.

Par. 3 : Toutefois, le minimum de la taxe, calculée suivant les paragraphes 1 et 2 du présent article, ne pourra être inférieur à **€ 117,00**.

Par. 4 : Par mesure transitoire, le calcul de l'imposition à appliquer aux constructions, reconstructions transformations et agrandissements d'immeubles pour lesquels le montant présumé de la taxe a été consigné avant l'application du présent règlement, s'établira aux taux et dispositions en vigueur à la date de la consignation.

Article 3 :

Par. 1 : Toute modification apportée à la façade d'un immeuble quelconque donne ouverture au paiement d'une taxe fixée à **€ 36,00** par mètre courant de façade.

Est prise en considération pour le calcul de la taxe, la façade de la partie de l'immeuble à laquelle il est apporté un changement.

Toutefois, les modifications de façades aux parties d'immeubles servant uniquement à l'habitation sont exonérées de la taxe.
Par. 2 : Pour toute édification de murs ou grilles de clôture à front de la voie publique ou pour toute modification apportée aux dits murs de clôture ou grilles de clôture, il est perçu une taxe de **€ 36,00** par mètre courant de façade.

Est prise en considération pour le calcul de la taxe, la partie modifiée des murs de clôture ou grille de clôture à front de la voie publique.

La taxe s'applique également aux murets et grilles de clôture des jardinets imposés par une servitude de non bâtir.

La taxe prévue aux paragraphes 1 et 2 du présent article ne pourra être inférieure à **€ 59,00**.

Article 4 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice

indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.

L'indice de base est l'indice de novembre 2025.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.

Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 5 :

Pour déterminer le montant des taxes à payer à la commune, aux termes des articles 2 et 3, le mesurage aura lieu par les soins des agents de l'administration d'après les plans à produire par les intéressés.

Ce mesurage qui pourra être considéré comme provisoire, se fera s'il y a lieu, d'une manière définitive après l'achèvement des travaux précités si le propriétaire le réclame ou si la commune le juge nécessaire.

Article 6 :

Lorsque diverses parties d'un immeuble n'ont pas la même destination, la taxe est établie comme suit :

a) détermination du volume total de la construction ;
b) détermination du volume des parties des bâtiments destinés à l'habitation ;
c) détermination du volume des parties de bâtiments qui ont une autre destination ;
d) établissement des cotisations dues pour les volumes obtenus aux b) et c) ci-dessus en application des taux prévus à l'article 2.

Article 7 :

Pour le changement d'affectation ou d'utilisation d'un immeuble en général ou d'une partie d'immeuble en vue d'y établir un magasin de nuit ou un commerce mettant principalement à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution, il est perçu une taxe de **€ 14.790,00**

Article 8 :

La taxe est due par le bénéficiaire du permis d'urbanisme.

Si le permis d'urbanisme est établi au nom d'une indivision, la taxe est établie au nom de l'indivision, les propriétaires indivis étant solidairement responsables du paiement de la taxe

Si le bénéficiaire du permis d'urbanisme est une copropriété, chaque copropriétaire est redevable de la taxe selon les quotités prévues par l'acte de base de l'immeuble (règlement général de la copropriété). Si aucune quotité n'est prévue, la taxe sera répartie proportionnellement au revenu cadastral de chaque partie d'immeuble.

Le superficiaire, le possesseur, l'usufruitier, l'emphytéote et/ou le propriétaire sont

solidairement responsables du paiement de la taxe, à l'exclusion toutefois de la taxe visée à l'article 6.

L'aliénation de l'immeuble ne décharge pas les bénéficiaires précédents du paiement de la taxe.

Article 9 :

Par. 1 : Le montant présumé de la taxe établi aux termes des articles 2 et 3 du présent règlement est à consigner entre les mains du Receveur Communal avant le commencement des travaux. Les plans annexés au permis d'urbanisme ne seront délivrés qu'après perception de ce montant.

Faute de consigner ainsi les droits, le redevable sera repris dans un rôle conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Les différences de cotisation constatées après l'achèvement des travaux ainsi qu'il est prévu à l'article 4 du présent règlement donnent lieu à l'établissement d'un décompte définitif. Tout volume non réalisé, inférieur à 50 m3, ne sera pas porté en décompte.

Par rapport aux sommes consignées, le trop-perçu éventuel est remboursé aux ayants droit dans les deux mois de l'envoi du décompte définitif.

Par. 2 : Le montant de la taxe pour le changement d'affectation ou d'utilisation d'un immeuble en général ou d'une partie d'immeuble en vue d'y établir un magasin de nuit ou un commerce mettant principalement à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution sera versé obligatoirement au moment de la délivrance du permis d'urbanisme.

Article 10 :

Les constructions provisoires de quelque nature qu'elles soient, sont exemptes de la taxe.

Sont considérées comme constructions provisoires, celles qui sont démolies dans un délai maximum d'un an, prenant cours à la date de la mise sous toit. Passé ce délai, elles sont soumises immédiatement à la taxe.

Article 11 :

Les bâtiments élevés, reconstruits, transformés ou agrandis sur un terrain appartenant partiellement aux territoires de la commune d'Etterbeek et d'une autre commune, ne sont imposés que pour la partie située sur le territoire d'Etterbeek.

Article 12 :

A) Sont exonérés de la taxe sur les constructions, reconstructions, transformations et agrandissements:

-Les constructions, reconstructions, transformations et agrandissements d'immeubles ou parties d'immeubles faisant partie du domaine public de l'Etat, des régions, des Communautés, des Provinces, des Communes, des Centres Publics d'Aide Sociale et des Administrations subordonnées ;

-Les constructions d'immeubles sous le patronage de la "Société du logement de la Région

Bruxelloise" pour autant que celles-ci restent dans les limites de l'objet statutaire de ladite Société ;

B) Sont exonérés de la taxe sur le changement d'affectation ou d'utilisation d'un immeuble en général ou d'une partie d'immeuble en vue d'y établir un magasin de nuit ou un commerce mettant principalement à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution :

-les entreprises qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 68 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de l'article 75 de la même loi.

Article 13 :

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément aux articles 5 et 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 14 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins lorsque la taxe n'a pas été consignée conformément à l'article 8 par. 1 du présent règlement. Les taxes consignées seront considérées comme des perceptions au comptant.

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 15 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement-belasting op het bouwen, het herbouwen en de afsluitingen – Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie - en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie - of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT:

Artikel 1:

Er wordt vanaf **1 januari 2026** en voor een termijn vervallend op **31 december 2031** een belasting ingevoerd op het bouwen, het heropbouwen, het verbouwen en het vergroten van gebouwen, afsluitingsmuren van enigerlei aard, de wijziging van de bestemming of het gebruik, van een gebouw in het algemeen of van een deel van een gebouw, om er een nachtwinkel of een handelszaak wier hoofdactiviteit erin bestaat communicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking te stellen, in onder te brengen

Behoudens in de gevallen voorzien bij artikelen 3 en 6, heeft deze belasting als basis, het gebouwde, het heropgebouwde of vergrote volume. Dit volume wordt berekend volgens de hoogte en van as tot as met de gemeenschappelijke muren en de buitenzijde van de andere muren zonder onderscheid te maken tussen de gedeelten van de constructie die onder het wegniveau gelegen zijn en de gedeelten die boven dit niveau uitsteken.

De gedeeltelijke heropbouw geeft aanleiding tot de betaling van een belasting die het verschil als basis heeft tussen het nieuwe volume en het oude niet afgebroken volume.

De belasting is eveneens toepasselijk op de overdekte gedeelten van de gebouwen zelfs wanneer deze zijdelings open zijn, zoals loodsen, afdaken, terrassen, enz…

Zijn eveneens aan de belasting onderworpen, de bijgebouwen en aangelanden van het hoofdgebouw zoals pakhuizen, werkhuizen, zelfs deze die bestemd zijn om te dienen als bergplaatsen, toiletten, enz… en zelfs wanneer zij niet aan het hoofdgebouw vastzitten en afzonderlijk werden opgericht.

Bij verhoging van een bestaand gebouw, wordt de belasting berekend volgens de inhoud in kubieke meter van het bijgevoegde gedeelte.

Artikel 2:

Par. 1: Het bedrag van de belasting op het bouwen, het heropbouwen, het verbouwen en het vergroten van gebouwen, is vastgesteld op **€ 1,68** per m^3.

Voor de berekening van het belastbare volume, worden de breuken van m3 gerekend voor één eenheid.

Par. 2: Het bedrag voorzien in paragraaf 1 wordt verdubbeld:

-Wanneer het gebouw meer dan 4 niveaus telt, de benedenverdieping (gelijkvloers) beschouwd zijnde als 1ste niveau. In het geval van een verhoging van een bestaand bijgebouw, wordt enkel rekening gehouden met het aantal niveaus van het betreffende bijgebouw

-Wanneer het gebouw of het gedeelte van het gebouw niet bestemd is voor woning

Onder woning wordt verstaan het geheel van de lokalen dat bestemd is voor de behuizing van een gezin (kelders, zolders, autobergplaatsen, en lokalen die niet voor bedrijf- of handelsdoeleinden bestemd zijn, inbegrepen).

In het geval van een gebouw opgetrokken langs een hellende straat of op een terrein dat uitgang geeft op meerdere openbare wegen gelegen op verschillende niveaus, is het als eerste niveau in aanmerking te nemen gelijkvloers datgene dat een directe uitgang heeft op de openbare weg gelegen op het laagste punt.

Par. 3: Het minimum van de belasting berekend volgens de paragrafen 1 en 2 van dit artikel, mag niet lager zijn dan **€ 117,00**.

Par. 4: Bij overgangsmaatregel zal de berekening van de aanslag die moet toegepast worden voor het bouwen, het heropbouwen, het verbouwen en vergroten van gebouwen, waarvoor de vermoedelijke belasting in bewaring werd gegeven voor het in voege treden van dit reglement berekend worden volgens de bepalingen die van toepassing waren op de datum waarop de belasting werd in bewaring gegeven.

Artikel 3:

Par. 1: Elke verandering aan de gevel van enigerlei gebouw geeft aanleiding tot de betaling van een belasting vastgesteld op **€ 36,00** per lopende meter.

Wordt voor de berekening van de belasting in aanmerking genomen, de gevel van het gedeelte van het gebouw waaraan een verandering werd aangebracht. Nochtans, de gevelveranderingen aan de gedeelten van de gebouwen die uitsluitend bestemd zijn als woonst zijn van de belasting vrijgesteld.

Par. 2: Voor elke oprichting van afsluitingsmuren of -hekken langsheen de openbare weg of voor elke wijziging aan de afsluitingsmuren of -hekken, wordt een belasting geheven van **€ 36,00** per lopende meter.

Wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de belasting het gewijzigde gedeelte van de afsluitingsmuren of -hekken langsheen de openbare weg.

De belasting wordt eveneens toegepast op de afsluitingsmuren of -hekken van tuintjes die deel uitmaken van een zone "non aedificandi".

De belasting voorzien in de paragrafen 1 en 2 van dit artikel mag niet lager zijn dan **€ 59,00**.

Artikel 4:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index

basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.

De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 5:

Voor het bepalen van de aan de gemeente verschuldigde belasting volgens de bepalingen van artikelen 2 en 3, zal de opmeting gebeuren door een bediende van de gemeente op basis van de plannen die door de belanghebbenden zijn ingediend.

Deze opmeting die als voorlopig dient te worden beschouwd zal, indien daartoe aanleiding bestaat, geschieden op definitieve wijze na het beëindigen van voornoemde werken, wanneer de eigenaar dat verlangt of wanneer de gemeente dit nodig zou achten.

Artikel 6:

Wanneer verschillende gedeelten van een gebouw niet dezelfde bestemming hebben, wordt de belasting als volgt vastgesteld:

a) bepaling van het totale volume van het gebouw;
b) bepaling van het volume van de gedeelten van het gebouw die bestemd zijn voor een

woning;
c) bepaling van het volume van de gedeelten van het gebouw die een andere bestemming hebben;
d) vaststelling van de belastingbedragen voor de volumes verkregen onder de hierboven aangehaalde gevallen onder letters b) en c) met toepassing van de bedragen voorzien bij artikel 2.

Artikel 7:

Voor de wijziging van de bestemming of het gebruik, van een gebouw in het algemeen of van een deel van een gebouw, om er een nachtwinkel of een handelszaak wier hoofdactiviteit erin bestaat communicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking te stellen, in onder te brengen, wordt een belasting van **€ 14.790,00** geïnd.

Artikel 8:

De belasting is verschuldigd door de begunstigde van de stedenbouwkundige vergunning.

Indien de stedenbouwkundige vergunning op naam van een onverdeeldheid vastgesteld is, wordt de belasting op naam van de onverdeeldheid vastgesteld, de eigenaars van de onverdeelde eigendom zijn solidair verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

Wanneer de begunstigde van de stedenbouwkundige vergunning een mede-eigendom is, is elke mede-eigenaar belastingplichtig volgens de aandelen die in de basisakte van het gebouw voorzien zijn (algemene reglement betreffende de mede-eigendom). Wanner geen aandeel is voorzien, zal de belasting verdeeld worden in verhouding met het kadastraal inkomen van elk gedeelte van het gebouw.

De opstalhouder, de bezitter, de vruchtgebruiker, de erfpachter en/of de eigenaar zijn solidair verantwoordelijk voor de betaling van de belasting evenwel met uitsluiting van de belasting voorzien in artikel 6.

De verkoop van het gebouw ontlast de vorige rechthebbenden niet van de betaling van de belasting.

Artikel 9:

Par. 1: De vermoedelijke belasting die volgens artikelen 2 en 3 van onderhavig reglement wordt berekend moet in bewaring worden gegeven in handen van de Gemeenteontvanger voor het begin van de werken. De plannen bij de stedenbouwkundige vergunning bijgevoegd zullen slechts afgeleverd worden na ontvangst van dit bedrag.

Wanneer de rechten niet in bewaring gegeven worden, zal de belastingplichtige opgenomen worden in een kohier opgesteld overeenkomstig de beschikkingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

De verschillen die in de bedragen worden vastgesteld na het beëindigen van de werken zoals is voorzien bij artikel 4 van dit reglement geven aanleiding tot het opstellen van een definitieve afrekening. Ieder niet verwezenlijkt volume, lager dan 50 m3, zal niet afgerekend worden.

Ten aanzien van de in bewaring gegeven bedragen, zal het eventueel teveel geïnde terugbetaald worden aan de rechthebbende binnen de twee maanden na de verzending van de definitieve afrekening.

Par. 2: Het bedrag van de belasting voor de wijziging van de bestemming of het gebruik, van een gebouw in het algemeen of van een deel van een gebouw, om er een nachtwinkel of een handelszaak wier hoofdactiviteit erin bestaat communicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking te stellen, in onder te brengen, moet gestort worden op het ogenblik van de aflevering van de stedenbouwkundige vergunning.

Artikel 10:

De voorlopige gebouwen van enigerlei aard, zijn vrijgesteld van de belasting.

Worden als voorlopige gebouwen beschouwd, deze die afgebroken worden binnen een maximumtermijn van 1 jaar, te tellen vanaf het onderdak brengen. Eens deze termijn verstreken, worden zij aan de belasting onderworpen.

Artikel 11:

Wanneer het om gebouwen gaat die gebouwd, heropgebouwd, verbouwd of vergroot worden op een stuk grond dat gedeeltelijk op het grondgebied van Etterbeek en van een andere gemeente gelegen is, worden slechts belast voor het gedeelte dat op het grondgebied van Etterbeek gelegen is.

Artikel 12:

A) Zijn van de belasting op het bouwen, het heropbouwen, het verbouwen en het vergroten vrijgesteld:

-Het bouwen, het heropbouwen, het verbouwen en de vergrotingen van gebouwen of gedeelten van gebouwen die deel uitmaken van het openbaar domein van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de Provincies, de Gemeenten, de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn en de ondergeschikte besturen;

-Het oprichten van gebouwen onder bescherming van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij voorzover deze binnen de perken blijven van het statutaire doel van bedoelde Maatschappij;

B) Zijn vrijgesteld van de belasting op de wijziging van de bestemming of van het gebruik van een gebouw in het algemeen, of van een deel van een gebouw om er een nachtwinkel of een handelszaak wier hoofdactiviteit erin bestaat communicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking te stellen, in onder te brengen:

-De instellingen die universele diensten verstrekken krachtens artikel 68 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die hun hoedanigheid van operator kunnen bevestigen in de zin van artikel 75 van dezelfde wet.

Artikel 13:

Ieder belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die

overeenkomstig artikels 5 en 6 van de ordonnantie van de 3de april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren maar alleen toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, en mits machtiging van de politierechter.

Artikel 14:

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar, door het College van Burgemeester en Schepenen wanneer de belasting niet in bewaring werd gegeven overeenkomstig artikel 8 par.1 van onderhavig reglement. De belastingen die in bewaring werden gegeven zullen als contante betalingen worden beschouwd.

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 15:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T37222021737835403963.pdf

22.12.2025/A/0039 **Règlement - Taxe sur les prestations du personnel ouvrier effectuées en matière de santé publique ou en vue du maintien ou du rétablissement de l'ordre public et de la sécurité - Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024**, relative au même objet ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu le règlement général de police communale ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi **à partir de l'exercice 2026** et pour une période expirant le **31 décembre 2031**, une taxe à charge des personnes physiques ou morales, pour les prestations du personnel ouvrier effectuées en matière de santé publique ou en vue du maintien ou du rétablissement de l'ordre public et de la sécurité.

Article 2 :

La taxe est due par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle les prestations ont été effectuées

Article 3 :

La taxe est fixée comme suit :

-Par ouvrier **€ 36,00** l'heure

-Pour l'utilisation d'un véhicule avec chauffeur **€ 51,00** l'heure

Article 4 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 5 :

Le montant de la taxe sera porté à la connaissance du débiteur par un document l'invitant à s'en acquitter dans un délai de 10 jours, soit par un versement à la caisse communale, soit par un virement à un compte bancaire communal.

En cas de non-paiement dans le délai indiqué, le redevable sera enrôlé conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Les paiements dans le délai indiqué à l'alinéa 1 seront considérés comme des perceptions au comptant.

Article 6 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins, lorsque le paiement de la taxe n'est pas effectué dans le délai prévu à l'article 4.

Article 7 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 8 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement - Belasting op de prestaties van de arbeiders betreffende openbare gezondheid of met het oog tot de handhaving of de herstelling van de openbare orde en de veiligheid - Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op het algemeen gemeentelijk politiereglement;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT:

Artikel 1:

Er wordt **vanaf het dienstjaar 2026** en voor een termijn vervallend op **31 december 2026** een belasting ingevoerd, ten laste van de natuurlijke - of rechtspersonen, voor de prestaties van de arbeiders uitgevoerd betreffende openbare gezondheid of met het oog tot de handhaving of de herstelling van de openbare orde en de veiligheid.

Artikel 2:

De belasting is verschuldigd door de natuurlijk - of rechtspersoon voor wie de prestaties uitgevoerd worden

Artikel 3:

De belasting is als volgt vastgesteld:

-Per arbeider: **€ 36,00** per uur.

-Voor het gebruik van een voertuig met bestuurder: **€ 51,00** per uur.

Artikel 4:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 5:

Het bedrag van de belasting wordt ter kennis van de belastingplichtige gebracht door een document waarbij hij uitgenodigd wordt de belasting te betalen binnen een termijn van 10 dagen, hetzij aan de gemeentekas, hetzij op een gemeentelijke bankrekening.

In geval van niet betaling binnen vastgestelde termijn wordt de belasting ingekohierd volgens bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

De betalingen verricht binnen de termijn waarvan sprake in al. 1 worden als contant betaalde belastingen beschouwd.

Artikel 6:

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar, door het College van Burgemeester en Schepenen wanneer de belasting niet betaald is binnen de termijn voorzien artikel 4.

Artikel 7:

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 8:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T32915643155341830473.pdf

22.12.2025/A/0040 **Règlement - Taxe sur les résidences non principales – Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'article 170§4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu la situation financière de la commune;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi à partir du **1er janvier 2026** au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le **31 décembre 2031**, une taxe annuelle sur les résidences non principales.

Article 2 :

Par résidence non principale, il faut entendre tout logement privé, dont les usagers, non-inscrits dans les registres de la population à cette adresse, peuvent disposer à tout moment contre paiement ou non, que ce soit en qualité de propriétaire, de locataire ou d'usager.

Est censée disposer d'une résidence non principale, et est donc redevable de la taxe, la personne non inscrite dans les registres de la population d'Etterbeek au lieu d'imposition, qui peut occuper cette résidence, et ce, quelle que soit la fréquence ou la durée des occupations durant l'exercice d'imposition. Il en sera de même de la personne qui, non inscrite dans lesdits registres, exerce à Etterbeek une activité commerciale ou une profession libérale et y dispose d'un logement privé, en plus des locaux destinés à l'exercice de cette activité professionnelle.

L'usager principal des lieux sera censé s'en réserver l'usage, s'il ne peut faire la preuve de leur location ou de leur mise à disposition à des tiers ou de leur inoccupation totale et permanente.

Pour l'application de la présente taxe, sont assimilés aux personnes inscrites aux registres de population, les agents et fonctionnaires d'institutions internationales ainsi que les membres de leur famille qui, résidant à titre principal dans la commune, sont dispensés, en vertu de leur statut particulier, d'inscription dans les registres de population

Article 3 :

Le montant de la taxe est fixé à**€ 408,00/trimestre** et par résidence non principale. La taxe est due pour le trimestre entier quelle que soit la date de début ou de fin de disposition et quelle que soit la fréquence ou la durée des occupations durant la disposition de la résidence non principale.

Les trimestres sont définis comme suit :

1er trimestre : du 1er janvier au 31 mars de l'exercice d'imposition

2ème trimestre : du 1er avril au 30 juin de l'exercice d'imposition

3ème trimestre : du 1er juillet au 30 septembre de l'exercice d'imposition

4ème trimestre : du 1er octobre au 31 décembre de l'exercice d'imposition

Article 4 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice

indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.

L'indice de base est l'indice de novembre 2025.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.

Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 5 :

Ne sont pas concernés par l'application du présent règlement :

a) Les personnes résidant dans les Maisons de Repos et de Soins situées sur le territoire d'Etterbeek.

b) Les personnes du 3e âge résidant dans les Maisons de Repos reconnues situées sur le territoire d'Etterbeek.

c) Les personnes handicapées résidant dans les Centres d'Hébergement pour handicapés situées sur le territoire d'Etterbeek.

d) Les étudiants qui produisent une attestation établissant que, au cours de l'exercice d'imposition, ils suivent régulièrement un enseignement de plein exercice ou encore qu'ils sont bénéficiaires d'allocations familiales.

Article 6 :

Le recensement des éléments imposables est effectué par les soins de l'administration communale.

L'Administration fait parvenir au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée, datée et signée, dans un délai de trente jours à dater de la réception du formulaire qui est présumée avoir lieu le troisième jour ouvrable qui suit le jour de l'envoi. Les contribuables qui n'ont pas reçu la formule sont tenus d'en réclamer une. La déclaration reste valable jusqu'à révocation. En cas de modification de la base d'imposition, une nouvelle déclaration devra être faite dans les 10 jours.

La déclaration reste valable jusqu'à sa révocation notifiée par écrit à l'administration communale. A défaut d'une telle révocation, l'enrôlement se poursuivra.

Article 7 :

La non déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe qui est due.Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 8 :

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément aux articles 5 et 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 9 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 11 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Quant aux erreurs matérielles provenant de double emploi, erreurs de chiffres, etc…étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement - Belasting op de verblijven andere dan het hoofdverblijf – Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden op 12 februari 2019 krachtens de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT:

Artikel 1:

Er wordt vanaf **1 januari 2026** ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op **31 december 2031**, een jaarlijkse belasting geheven op de verblijven andere dan het hoofdverblijf.

Artikel 2:

Onder verblijf ander dan het hoofdverblijf moet men verstaan: elke privéwoning, waarover de gebruiker, niet ingeschreven in de bevolkingsregisters op dit adres te allen tijde al dan niet tegen betaling kan beschikken hetzij in hoedanigheid van eigenaar, huurder of gebruiker.

Wordt geacht over een verblijf ander dan het hoofdverblijf te beschikken, en is dus belastingplichtig, de persoon, niet ingeschreven in de bevolkingsregisters van Etterbeek op het belastbare adres, die het kan betrekken en dit welke ook de frequentie of de duur van de bezetting is gedurende het belastingjaar. Hetzelfde geldt voor de personen, niet ingeschreven in de desbetreffende registers, die een commerciële activiteit of een vrij beroep uitoefenen te Etterbeek en er kunnen beschikken over een privé woning buiten de lokalen bestemd voor de uitoefening van de beroepsactiviteit.

De hoofdgebruiker van de plaatsen wordt geacht er zich het gebruik van voor te behouden indien hij de verhuring of de beschikking ervan door derden of de gehele en bestendige

leegstand ervan niet kan bewijzen.

Voor de toepassing van deze belasting worden als ingeschreven in de bevolkingsregisters beschouwd: de ambtenaren en de overige personeelsleden van internationale instellingen en hun familieleden die hun hoofdverblijf hebben in de gemeente en die, krachtens hun speciaal statuut, vrijgesteld zijn van inschrijving in de bevolkingsregisters.

Artikel 3:

De belasting bedraagt € **408,00€/trimester** en per verblijf. De belasting is verschuldigd voor het volledige trimester welke ook de begin- of einddatum van de beschikking weze en welke ook de frequentie of de duur van de bezettingen gedurende de beschikking van het verblijf ander dan het hoofdverblijf weze.

Nochtans zal de belastingplichtige die kan bewijzen dat hij over het bewuste verblijf niet langer heeft beschikt dan negen opeenvolgende maanden lopende over twee verschillende belastingjaren, slechts voor één enkel dienstjaar belast worden.

De trimesters worden als volgt onderverdeeld:

1e trimester: van 1 januari tot en met 31 maart van het aanslagjaar.

2e trimester: van 1 april tot en met 30 juni van het aanslagjaar

3e trimester: van 1 juli tot en met 30 september van het aanslagjaar

4de trimester: van 1 oktober tot en met 31 december van het aanslagjaar

Artikel 4:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index

basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.

De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 5:

Vallen niet onder de toepassing van onderhavig reglement:

a) personen die verblijven in rust- en verzorgingstehuizen op het grondgebied van Etterbeek;

b) personen van derde leeftijd die in erkende rusthuizen verblijven op het grondgebied van Etterbeek;

c) gehandicapten die verblijven in centra voor opvang van gehandicapten op het grondgebied van Etterbeek;

d) de studenten die een attest voorleggen waaruit blijkt dat ze, gedurende het belastingjaar, regelmatig een onderwijs met volledig leerplan volgen of nog kinderbijslaggerechtigd zijn.

Artikel 6:

De telling van de belastbare elementen gebeurt door het gemeentebestuur.

Het gemeentebestuur stuurt een aangifteformulier naar de belastingplichtigen, dat zij ingevuld, gedateerd en ondertekend moeten terugsturen binnen dertig dagen na ontvangst van het formulier, waarbij de ontvangst geacht wordt te hebben plaatsgevonden op de derde werkdag na de datum van verzending. Belastingplichtigen die het formulier niet hebben ontvangen, moeten er een aanvragen. De aangifte blijf geldig tot herroeping. Bij wijziging van de belastinggrond moet binnen 10 dagen een nieuwe aangifte worden gedaan.

De verklaring blijft geldig tot haar intrekking schriftelijk betekend aan het gemeentebestuur. Bij gebrek aan de dergelijke intrekking zal de inkohiering voortgezet worden.

Artikel 7:

Bij gebrek aan aangifte binnen de in het reglement gestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd overeenkomstig de bepalingen vervat in artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014. De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 8:

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikels 5 en 6 van de ordonnantie van de 3de april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren evenwel alleen toegang tussen vijf uur ‘s morgens en negen uur ‘s avonds, en mits machtiging van de politierechter.

Artikel 9:

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar, door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10:

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 11:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren

De bezwaren die betrekking hebben op de rechtzetting van dubbel geboekte posten, rekenfouten of cijferfouten, enz…die te wijten zijn aan de bedienden van het Gemeentebestuur, kunnen nochtans worden ingediend zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet is goedgekeurd door de hogere Overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T31257022386813078860.pdf

22.12.2025/A/0041 **Règlement - redevance relatif à l'affichage effectué par la commune - Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Attendu que par ses circulaires concernant l'élaboration des budgets ce même Ministère invite les communes à fixer le montant de leurs redevances en fonction du coût réel des services rendus ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi à partir du **1er janvier 2026** au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le **31 décembre 2031**, une redevance pour l'apposition par les services communaux d'affiches sur les emplacements appartenant à la Commune;

Article 2 :

Le taux de la redevance, par affiche, est fixé à **€ 7,20** pour une période de huit jours et ce, pour toutes les affiches commerciales, de notaires, huissiers, théâtres, cinémas, concerts, etc…

Compte tenu du nombre peu important d'emplacements dont dispose l'administration et de l'exiguïté de ceux-ci, la durée d'affichage sera limitée à cette période de 8 jours.

Article 3 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 4 :

La redevance est due même lorsque les affiches sont exemptées de la taxe au profit de l'Etat.

Article 5 :

Ne donnent pas lieu à la perception de la redevance :

Les affiches émanant des pouvoirs publics.

Les affiches émanant d'organismes à caractère éducatif, culturel, sportif, social, patriotique, philosophique ou humanitaire annonçant l'organisation sur le territoire de la commune de divertissements, conférences et autres activités.

Les affiches électorales apposées sur les emplacements prévus à cette fin.

Article 6 :

Les affiches devront être présentées préalablement à leur apposition au bureau communal d'affichage. Un timbre à date sera apposé sur chaque exemplaire par l'administration communale.

Article 7 :

Le montant de la redevance est à acquitter, préalablement à l'affichage, entre les mains du Receveur Communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Retributiereglement betreffende de aanplakking uitgevoerd door de gemeente - Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Overwegende dat de rondzendbrieven, van ditzelfde Ministerie, met betrekking tot het opmaken van de begrotingen de gemeente uitnodigt het bedrag van hun retributies vast te stellen in overeenkomst met de reële kosten van de geleverde diensten;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT:

Artikel 1:

Er wordt vanaf **1 januari 2026** ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op **31 december 2031**, een retributie geheven voor het aanbrengen van affiches

door de gemeentediensten op de borden die aan de gemeente toebehoren.

Artikel 2:

De retributie is, per affiche, vastgesteld op **€ 7,20** voor een periode van 8 dagen en dit voor alle commerciële affiches, van notarissen, gerechtsdeurwaarders, schouwburgen, bioscopen, concerten, enz…

Rekening houdend met het kleine aantal plaatsen waarover de gemeente beschikt en met de geringe oppervlakte van de panelen, wordt de aanplakkingduur beperkt tot deze periode van 8 dagen.

Artikel 3:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 4:

De retributie is verschuldigd zelfs wanneer de affiches vrijgesteld zijn van de taks ten bate van de Staat.

Artikel 5:

De retributie is niet verschuldigd voor:

De affiches uitgaande van de openbare diensten;

De affiches uitgaande van organismen met een opvoedkundig, cultureel, sociaal vaderlandslievend, filosofisch, menslievend of humanitair karakter die de organisatie op het grondgebied van de gemeente aankondigen van vermakelijkheden, conferenties en andere activiteiten;

De verkiezingsaffiches aangebracht op de hiervoor speciaal geplaatste borden.

Artikel 6:

De affiches moeten voor hun aanplakking op de gemeentelijke aanplakdienst aangeboden worden. Een datumzegel zal door het gemeentebestuur op elk exemplaar worden aangebracht.

Artikel 7:

Het bedrag van de retributie moet vóór de aanplakking bij de Gemeenteontvanger betaald worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T34525541890921217345.pdf

22.12.2025/A/0042 **Règlement - taxe sur l'affichage sur les emplacement privés - Modifications**

Le Conseil Communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative aux contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE :

-
Article 1:

Il est établi au profit de la Commune d'Etterbeek, à partir du **1er janvier 2026** pour un terme expirant le **31 décembre 2031** inclus, une taxe sur l'affichage effectué sur les emplacements privés.

-
Article 2 :

Le taux de la taxe est fixé à **€ 2,55** le m² quelle que soit la durée de l'affichage.

Toute fraction de surface est comptée comme une unité.

L'application des dispositions reprises au présent article n'est pas limitée aux affiches en papier. Toute publicité apposée sur les panneaux d'affichage est donc soumise à la taxe.

Article 3 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 4 :

Sont exonérées de la taxe : les affiches électorales, les affiches émanant d'organismes à caractère socio-culturel, philanthropique ou humanitaire, les affiches émanant des pouvoirs publics.

Article 5 :

Les redevables sont tenus de déclarer, mensuellement au plus tard le 15 de chaque mois, à l'administration communale la liste des affiches apposées sur le territoire de la commune. Après vérification de la liste, les redevables sont tenus d'acquitter au comptant le montant dû. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

Article 6 :

La non déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014. Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe qui est due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 7 :

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément aux articles 5 et 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 8 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, par le Collège des Bourgmestre et Echevins lorsque la perception de la taxe ne peut être effectuée au comptant.

Article 9 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 10 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement - belasting op aanplakkingen op particuliere plaatsen - Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de invoering en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT:

Artikel 1:

Er wordt vanaf **1 januari 2026** ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op **31 december 2031**, een belasting geheven op de aanplakkingen op particuliere plaatsen.

Artikel 2:

De belastingvoet is vastgesteld op **€ 2,55** per m² wat ook de duur van de aanplakking zij.

Elke fractie van de oppervlakte wordt als één geheel aanzien.

De toepassing van de beschikkingen van dit artikel is niet beperkt tot de affiches in papier. Elke publiciteit aangebracht op reclameborden wordt dus eveneens aan de belasting op de aanplakking onderworpen.

Artikel 3 :

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

<u>basistarief x nieuwe index</u>
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 4 :

Zijn vrijgesteld van de belasting: de verkiezingsaffiches, de affiches uitgaande van socio-culturele, filantropische of humanitaire organisaties, de affiches uitgaande van openbare besturen.

Artikel 5 :

De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden, maandelijks uiterlijk op de 15e van elke maand, de lijst van de op het grondgebied van de gemeente aangebrachte affiches aan het gemeentebestuur aan te geven. Na controle van de lijst, worden de belastingplichtigen ertoe gehouden het verschuldigde bedrag contant te betalen. Wanneer de contante inning niet kan worden uitgevoerd, wordt de belasting ingekohierd en is ze onmiddellijk eisbaar.

Artikel 6 :

Bij gebrek aan aangifte binnen de in het reglement vastgestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd in overeenstemming met de bepalingen vervat in artikelen 7 van de ordonnantie van 3 april 2014. De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 7 :

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikels 5 en 6 van de ordonnantie van de 3de april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren echter alleen toegang tussen vijf uur ‘s morgens en negen uur ‘s avonds, en mits machtiging van de politierechter.

Artikel 8 :

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, door het College van Burgemeester en Schepenen wanneer de contante inning van de belasting niet kan worden uitgevoerd.

Artikel 9 :

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

Artikel 10 :

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

22.12.2025/A/0043 **Règlement - taxe sur le colportage et les commerces ambulants - Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **24 mars 2025** relative au même objet,

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant le développement de l'activité de commerce ambulant au moyen de véhicules autres que à moteur ;

Considérant le caractère discriminatoire de la taxe selon la nature du véhicule à l'aide duquel la même activité de commerce ambulant est exercée ;

Considérant l'alinéa 4 de l'article 5 du règlement-taxe sur le colportage et le commerce ambulant qui mentionne que la délivrance d'une autorisation donne lieu au paiement de 7,50 € pour droit de timbre ;

Considérant que la subsistance de cette mention dans le règlement résulte d'un oubli lors des dernières modifications et que cette disposition a été rendue obsolète par le point I du règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs, à savoir :
« *Pour la délivrance de tous autres documents, certificats, extraits de casier judiciaire, attestations, légalisations, certification conforme de la copie d'un document, autorisations, etc… quelconques non spécialement tarifés, délivrés d'office ou sur demande : € 12,00 (BIM € 11,00)* »

ARRETE

Article 1 :

Il est établi à partir du **1er janvier 2026** au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le **31 décembre 2031**, une taxe sur le colportage à charge des personnes exerçant un commerce ambulant sur le territoire de la commune.

Article 2 :

Est exclusivement considérée comme commerce ambulant, pour l'application du présent règlement, la vente ou l'offre en vente au consommateur de toutes denrées ou marchandises et de tous les objets généralement quelconques qui s'effectue au moyen de véhicules à moteur ou mû par tout autre procédé sur la voie publique.

Toutefois, ne sont pas considérées comme commerce ambulant :

La vente ou l'offre en vente de denrées ou marchandises par commerçant établi, sur la voie publique devant son magasin, pour autant que le véhicule puisse être considéré comme le prolongement normal de l'établissement et que les marchandises y exposées soient de même nature que celles mises en vente à l'intérieur ;

Les ventes publiques effectuées avec l'assistance des officiers ministériels.

Article 3 :

Ne sont pas soumis à la taxe :

Les vendeurs de journaux et périodiques, imprimés et gravures ;

Les industriels et commerçants qui livrent régulièrement leurs marchandises à domicile ;

Ceux qui tombent sous l'application d'une redevance pour un emplacement sur les marchés publics sur le territoire de la commune ;

Article 4 :

Le taux de la taxe est fixé à :

par jour : **26,00 €**
par semaine : **82,00 €**
par mois : **179,00 €**
par trimestre : **408,00 €**
par an : **714,00 €**

Article 5 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 6 :

Avant d'exercer son activité sur le territoire de la commune, le redevable est tenu d'introduire une demande d'autorisation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Cette demande d'autorisation préalable à l'exercice de l'activité mentionne notamment la nature des produits et services vendus, le moyen de transport utilisé et la période pour laquelle la taxe doit être appliquée.

En cas de décision positive du Collège, une autorisation est délivrée au redevable et doit être produite sur toute réquisition des agents communaux.

La délivrance de cette autorisation donne lieu au paiement de la taxe additionnelle prévue au point I du règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350,00 euros et pourra donner lieu à l'expulsion immédiate du contrevenant, de son véhicule et/ou de ses installations.

Remarque : l'obtention par le Collège d'une autorisation d'exercer une activité de commerce ambulant sur le territoire de la commune ne dispense pas celui qui en est bénéficiaire de respecter le code de la route, en matière de stationnement notamment ; le Collège se réservant le droit de retirer cette autorisation en cas d'infraction.

Article 7 :

La taxe est perçue au comptant contre remise d'une preuve de paiement. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

Article 8 :

La non déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe qui est due.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 9 :

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément aux articles 5 et 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 10 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, par le Collège des Bourgmestre et Echevins, lorsque la perception de la taxe ne peut être effectuée au comptant.

Article 11 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 12 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe.

Quant aux erreurs matérielles provenant de double emploi, erreurs de chiffres, etc…, étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement-belasting op de leurhandel en de ambulante handel - Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **24 maart 2025** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op de ontwikkeling van de ambulante handelsactiviteit met andere voertuigen dan motorvoertuigen;

Gelet op het discriminerende karakter van de belasting op basis van de aard van het voertuig waarmee dezelfde ambulante handelsactiviteit wordt uitgeoefend;

Gelet op artikel 5, lid 4, van de belastingverordening inzake de venters- en ambulante handel, waarin is bepaald dat het afleveren van een vergunning brengt een betaling van 7,50€ zegelrecht met zich mee;

Overwegende dat de handhaving van deze verwijzing in de verordening het gevolg is van een vergissing bij de laatste wijzigingen en dat deze bepaling is achterhaald door punt I van de belastingverordening inzake de afgifte van administratieve documenten, namelijk :
"*Voor de afgifte van alle andere documenten, getuigschriften, uittreksels, goed gedrag en zeden, bewijsstukken, afschriften, legalisaties, eensluidend verklaarde uittreksels, toelatingen, enz…van gelijk welke aard waarvoor niet speciaal een prijs werd vastgesteld en die ambtshalve of op aanvraag worden uitgereikt: € 12,00 (RVT € 11,00)*"

BESLUIT

-

-

Artikel 1:

Er wordt vanaf **1 januari 2026** ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op **31 december 2031**, een belasting geheven op de leurhandel ten laste van de personen die deze handel uitoefenen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 2:

Wordt uitsluitend voor de toepassing van dit reglement als leurhandel beschouwd, de verkoop of offerteverkoop aan de verbruikers van alle eetwaren of goederen en alle zaken in het algemeen met gemotoriseerde voertuigen of met voertuigen die op een andere

manier worden aangedreven op de openbare weg;

Wordt echter niet beschouwd als leurhandel:

de verkoop of de offerteverkoop van eetwaren of goederen door handelaars op de openbare weg voor hun zaak, voor zover dat het voertuig aanzien kan worden als de normale voortzetting van de zaak en dat de uitgestalde waren van dezelfde aard zijn als deze die binnenin verkocht worden ;
de openbare verkopen die uitgevoerd worden met de hulp van ministeriële ambtenaren.

Artikel 3:

Zijn niet onderworpen aan de belasting:

de verkoop van dagbladen, tijdschriften, drukwerken en gravures ;
de industriëlen en handelaars die op regelmatige wijze hun goederen aan huis leveren ;
degene die vallen onder de toepassing van een retributie voor een standplaats op de openbare markten op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 4:

De belastingvoet is vastgesteld op:

per dag : **26,00 €**
per week : **82,00 €**
per maand : **179,00 €**
per trimester : **408,00 €**
per jaar : **714,00 €**

Artikel 5:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 6:

Alvorens zijn activiteiten uit te voeren op het grondgebied van de gemeente, wordt de belastingplichtige verplicht een aanvraag in te dienen aan het College van Burgemeester en Schepenen om een vergunning te bemachtigen.

Deze aanvraag dient te gebeuren alvorens er kan worden overgegaan tot het uitvoeren van de activiteit en dient vermelding te maken van de aard van de producten en diensten die worden verkocht, het gebruikte vervoermiddel en de periode waarvoor de belasting moet

worden toegepast.

In geval van een positieve beslissing van het College, wordt er aan de belastingplichtige een vergunning toegekend dat op ieder moment moet voorgelegd worden op verzoek van de gemeentelijke ambtenaren.

De afgifte van deze vergunning geeft aanleiding tot de betaling van de aanvullende belasting als bedoeld in punt I van het belastingreglement op de afgifte van administratieve documenten.

Elke overtreding van dit artikel zal bestraft worden door het opleggen van een administratieve boete van maximaal 350€ en zal kunnen leiden tot de onmiddellijke verdrijving van de overtreder, zijn voertuig en/of haar installatie.

Opgelet: het verkrijgen van een vergunning door het College om leurhandel uit te voeren op het grondgebied van de gemeente, stelt de houder hiervan niet vrij om zich niet aan de verkeersregels te houden, in het bijzonder wat het parkeren betreft; het College behoudt zich het recht voor het intrekken van de vergunning in geval van overtreding.

Artikel 7:

De belasting wordt contant geïnd tegen afgifte van een betalingsbewijs. Wanneer de contante inning niet kan worden uitgevoerd, wordt de belasting ingekohierd en is ze onmiddellijk eisbaar.

Artikel 8:

Bij gebrek aan aangifte binnen de in het reglement gestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd overeenkomstig de bepalingen vervat in artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting.

Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 9:

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikels 5 en 6 van de ordonnantie van de 3de april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren maar alleen toegang tussen vijf uur ‘s morgens en negen uur ‘s avonds, en mits machtiging van de politierechter.

Artikel 10:

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, door het College van Burgemeester en Schepenen, wanneer de contante inning van de belasting niet kan worden uitgevoerd.

Artikel 11:

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

Artikel 12:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren.

Het indienen van een bezwaar ontslaat de belastingplichtige niet van de betaling van de belasting.

Wat betreft de materiële fouten die het gevolg zijn van dubbel geboekte posten, rekenfouten of cijferfouten, enz… die te wijten zijn aan de bedienden van het gemeentebestuur, kan de belastingplichtige daarvan de rechtzetting vragen bij het gemeentebestuur, zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet is goedgekeurd door de hogere Overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T36984532087122095175.pdf

22.12.2025/A/0044 **Règlement - taxe sur les magasins de nuit - Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

Attendu que les magasins de nuit perturbent particulièrement la propreté et la tranquillité publiques, obligeant les forces de l'ordre et les services communaux à davantage de travail ;

Attendu qu'il est dès lors légitime de les faire contribuer spécialement au financement des missions de la commune ;

Considérant qu'une taxe de reprise pourrait lourdement grever la valeur de ce type de fonds de commerce et ne devrait dès lors pas être appliquée lorsque le cédant a exploité son commerce de façon continue durant les 5 dernières années et qu'il aurait ainsi payé la taxe annuelle ;

DECIDE :

Article 1 :

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par magasin de nuit, un magasin qui vend des produits d'alimentation et d'entretien, ouvert entre 18 h et 7 h, inscrit au registre de commerce sous la rubrique « vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers ».

Article.2 :

Il est établi au profit de la commune d'Etterbeek, à partir du **1er janvier 2026** pour un terme expirant le **31 décembre 2031**, une taxe de reprise et une taxe annuelle sur les magasins de nuit situés sur le territoire de la commune.

Article 3 :

Le taux d'imposition de la taxe annuelle est fixé à **€ 1.173,00** par magasin de nuit.

Article 4 :

Le taux d'imposition de la taxe de reprise d'un magasin de nuit situé sur le territoire de la

commune est fixé à € **14.790,00** et n'est due que si le cédant a exploité son commerce moins de 5 ans consécutivement. La taxe de reprise est une taxe unique.

Article 5 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice

indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.

L'indice de base est l'indice de novembre 2025.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.

Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 6 :

La taxe annuelle débute :

-soit l'année suivant l'enrôlement de la taxe de reprise ;

-soit l'année suivant le versement de la taxe due pour le changement d'affectation ou d'utilisation d'un immeuble en général ou d'une partie d'immeuble en vue d'y établir un magasin de nuit

-à défaut à partir de l'application du présent règlement.

Article 7 :

La taxe annuelle et la taxe de reprise sont dues pour l'année entière à partir du 1er janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation ou de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 8 :

L'ouverture d'un magasin de nuit est soumise à la taxe sur les constructions, reconstructions et clôtures.

Article 9 :

En cas de fermeture administrative temporaire ou définitive de l'établissement à titre de sanction par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi Communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité

Article 10 :

La taxe de reprise et la taxe annuelle sont dues par l'exploitant du magasin de nuit.

Article 11 :

Afin de lever la taxe annuelle et la taxe de reprise, l'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, un formulaire de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé dans les délais fixés par l'autorité communale. La déclaration est valable jusqu'à révocation par écrit.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu d'en réclamer un.

Toute modification, cessation d'activité ou modification d'exploitant doit être signalée immédiatement à l'administration communale par lettre recommandée sous responsabilité du redevable.

Article 12 :

La non-déclaration ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 13 :

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément aux articles 5 et 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 14 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 15 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable

Article 16 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement - belasting op handels na sluitingshuur - Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herziet zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie - en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

Aangezien de nachtwinkels in het bijzonder de openbare reinheid en rust verstoren, verplichten ze de orde - en gemeentediensten tot meer werk;

Aangezien dat het dan verantwoord is om deze een bijzondere bijdrage te laten leveren in de financiering van de gemeentelijke opdrachten;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt

opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat een overnamebelasting de waarde van dit soort handelsfondsen zwaar zou kunnen belasten en derhalve niet dient toegepast te worden wanneer de cedent zijn handelszaak gedurende de 5 laatste jaren ononderbroken heeft beheerd en dat hij aldus de jaarlijkse belasting zou betaald hebben;

BESLUIT:

Artikel 1:

Voor de toepassing van het onderhavig reglement, moet men onder nachtwinkels verstaan, elke winkel die in algemene voedingswaren en huishoudartikelen handelt, tussen 18u en 7u, en ingeschreven is in het handelsregister onder de rubriek “verkoop van algemene voedingsmiddelen en huishoudartikelen”.

Artikel 2:

Er wordt ten bate van de gemeente Etterbeek, vanaf **1 januari 2026** voor en termijn vervallend op **31 december 2031**, een overnamebelasting en een jaarlijkse belasting geheven op nachtwinkels gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 3

De aanslagvoet van de jaarlijkse belasting is vastgesteld op **€ 1.173,00** per nachtwinkel.

Artikel 4:

De aanslagvoet van de overnamebelasting is vastgesteld op **€ 14.790,00** en is verschuldigd als de cedent zijn handel minder dan 5 jaar achtereenvolgens heeft beheerd. De overnamebelasting is een éénmalige belasting.

Artikel 5:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index

basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.

De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 6:

De jaarlijkse belasting is verschuldigd:

- hetzij het jaar na de inkohiering van de overnamebelasting;

- hetzij het jaar na de betaling van de belasting voor het wijzigen van de bestemming of het gebruik van een -gebouw in het algemeen of een deel van een gebouw om er een nachtwinkel in onder te brengen;

- bij gebreke hiervan vanaf de inwerkingtreding van huidig reglement.

Artikel 7:

De jaarlijkse belasting en de overnamebelasting zijn verschuldigd voor het hele jaar vanaf 1 januari van het belastingjaar welke ook de datum van het begin van de uitbating, of de stopzetting van de economische activiteit of van verandering van uitbater weze gedurende het belastingjaar. Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting gedaan voor welke reden dan ook.

Artikel 8:

De opening van een nachtwinkel is onderworpen aan de belasting op het bouwen, het heropbouwen en de afsluitingen.

Artikel 9:

In geval van tijdelijke of definitieve sluiting van de zaak omwille van een sanctie van het College van Burgemeester en Schepenen krachtens artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet, kunnen de belastingplichtigen op geen enkele schadeloosstelling aanspraak maken.

Artikel 10:

De overnamebelasting en de jaarlijkse belasting zijn verschuldigd door de uitbater van de nachtwinkel.

Artikel 11:

Ten einde de jaarlijkse belasting en de overnamebelasting te heffen, stuurt het gemeentebestuur naar iedere handelszaak in activiteit een aangifteformulier dat binnen de door de gemeentelijke overheid vastgestelde termijn dient ingevuld, ondertekend en teruggestuurd te worden. De aangifte is geldig tot haar schriftelijke intrekking.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is er toe gehouden een aan te vragen.

Iedere wijziging of stopzetting van de activiteit of wijziging van uitbater dient onmiddellijk, onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtige, per aangetekend schrijven aan het gemeentebestuur medegedeeld te worden.

Artikel 12:

Bij gebrek aan aangifte of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd overeenkomstig de bepalingen vervat in artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 13:

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikels 5 en 6 van de ordonnantie van de 3de april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren maar alleen toegang tussen vijf uur ‘s morgens en negen uur ‘s avonds, en mits machtiging van de politierechter.

Artikel 14:

Het kohier van de belasting wordt door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld en uitvoerbaar verklaard ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar.

Artikel 15:

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 16:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T313875147169687143675.pdf

22.12.2025/A/0045 **Règlement et redevances relatifs aux inhumations, aux exhumations et aux droits divers dans le cimetière - Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 16 décembre 2024, relative au même objet, approuvée par la Tutelle le 10 février 2025 ;

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, modifiée par les lois du 20 septembre 1998 et du 8 février 2001 et par les ordonnances du 13 décembre 2007, du 03 février 2011, du 19 mai 2011 et du 26 juillet 2013 et du 29 novembre 2018 ;

Vu sa délibération du 15 décembre 2025 qui modifie le règlement sur les funérailles et sépultures afin, d'une part, de mettre celui-ci en concordance avec les dernières dispositions légales en vigueur et, d'autre part, de créer de nouvelles dispositions et d'en revoir certaines dans un souci de clarté et lisibilité ;

Considérant qu'il convient dès lors de modifier certaines redevances et d'en prévoir de nouvelles adaptées aux nouveaux services offerts ;

Vu les charges financières générées par le cimetière communal (entretien, aménagements divers, acquisition et placement de caveaux, plaquettes commémoratives, monument pour la pelouse de dispersion des cendres, etc.) ;

Considérant que la perception de la redevance visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables, dans la mesure, entre autres, où les personnes domiciliées dans la commune participent déjà au financement des charges supportées par la commune, via les additionnels à l'impôt des personnes physiques ;

Considérant que la commune doit se doter des moyens financiers nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions de service public ;

Considérant que les services administratifs rendus à des tiers entrainent des charges pour la commune et qu'il est équitable de faire supporter par les bénéficiaires les frais que ces services comportent.

Considérant que, dans un souci d'équité fiscale et de justice sociale, la commune entend réduire la charge fiscale liée à la délivrance de documents administratifs pour les bénéficiaires du statut BIM ; Que le bénéfice du statut BIM découle de critères objectifs définis par ou en vertu de la loi ; Que cette mesure poursuit un objectif d'intérêt général, consistant promouvoir l'équité fiscale et à faciliter l'accès aux documents administratifs pour les personnes les plus vulnérables, sans compromettre l'équilibre budgétaire ; Qu'en conséquence, cette minoration de la taxe apparaît conforme au principe d'égalité et de non-discrimination ;

Considérant que la redevance pour l'entretien des monuments par la commune est proportionnellement moins élevée si celui-ci a lieu deux fois par an, au motif que les monuments nécessitent moins de travail d'entretien si ce travail est effectué régulièrement

Considérant qu'il se justifie de ne pas percevoir de redevance pour les prestations effectuées lors du décès ou de l'inhumation de personnes mineures ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE :

Article 1 : Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 inclus une redevance pour les inhumations, exhumations et les droits divers dans le cimetière.

Article 2 : La redevance est due par la personne qui demande l'inhumation, l'exhumation ou le droit divers.

Article 3 : Les bénéficiaires du statut BIM, défini par l'intervention majorée de l'assurance santé, peuvent bénéficier des montants réduits, sous réserve de présentation d'une attestation valide de ce statut délivrée par un organisme de mutuelle. L'éligibilité au statut BIM sera vérifiée par l'Administration communale avant application de la réduction.

Article 4 : Les montants des différentes redevances applicables aux prestations visées par le présent règlement sont fixés aux articles 5 à 14 ci-après, selon la nature des actes et services concernés.

-

I. INHUMATIONS

Article 5 :

Prestation d'un médecin assermenté commis par l'officier de l'État civil et relative à l'article 28 de l'Ordonnance du 29 novembre 2018 sur les funérailles et sépultures : € 58,00 (BIM € 55,00).

-

Article 6 :

a.Utilisation d'une chambre mortuaire à la morgue communale : (redevance journalière, tout jour entamé étant dû) : € 85,00 (BIM € 80,00)

b.Forfait en cas de dépôt de corps en semaine après 17h, le week-end, les jours fériés, les jours de fermeture de l'administration communale : € 115,00 (BIM € 110,00)

Exonération (a. et b.) si le dépôt est ordonné par le Procureur du Roi.

Article 7 :

Pour les personnes non domiciliées à Etterbeek au moment du décès :

Contrôle de l'application des dispositions légales et réglementaires relative à la mise en bière des restes mortels : € 250,00 (BIM € 240,00)

Pour les personnes domiciliées à Etterbeek au moment du décès :

Contrôle de l'application des dispositions légales et réglementaires relative à la mise en bière des restes mortels : € 150,00 (BIM € 142,00)
-
Exonération pour les :

1. Enfants mort-nés ou de moins d'un an

2. Bourgmestre, Conseiller, Échevin, Personnel communal, en fonction ou non ;

3. Militaires, résistants, déportés et assimilés, belges, des guerres 1914-1918 et 1940-1945 ;

4. Militaires et assimilés, belges, en temps de guerre ou de paix, décédés soit : pendant une opération militaire ou humanitaire, en service commandé par un pouvoir belge ou un organisme avec lequel la Belgique a conclu un accord, des suites des blessures reçues ou des affections contractées en service commandé pendant cette mission ;

5. Membres des forces de l'ordre belge, décédés soit : en service commandé, des suites des blessures reçues ou des affections contractées lors de cette mission ;

6. Personnes ayant leur résidence habituelle à Etterbeek, décédées soit : à la suite d'un acte de courage, civique ou héroïque, publiquement connu, des suites des blessures reçues ou affections contractées lors de cet acte.

Article 8 :

Convoi funèbre arrivant au cimetière :

Du lundi au vendredi avant 9 heures ou après 15 heures : € 160,00 (BIM € 150,00)

Les jours fériés et les jours de fermeture de l'administration communale : € 320,00 (BIM € 305,00)

II. EXHUMATIONS

Article 9 :

Exhumation :

a. d'une dépouille : € 1.100,00 (BIM € 1.000,00)
b. d'une urne cinéraire : € 115,00 (BIM € 110,00)

La redevance doit être payée intégralement avant l'exhumation.
Exonération si l'exhumation :

1. est ordonnée par l'autorité judiciaire, sauf en matière de contestation civile ;
2. résulte de la désaffectation du cimetière ou de la reprise avant terme prévue à l'article 234 du Règlement sur les funérailles et sépultures.

III. DROITS DIVERS DANS LE CIMETIERE

Article 10 :

Utilisation du hall du cimetière en vue de l'organisation de toute cérémonie religieuse ou laïque : € 95,00 (BIM € 90,00)

Article 11:

Remplacement de la pierre tombale pour la pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires : € 85,00 (BIM 80,00)

Placement d'une plaquette commémorative pour une durée de 10 ans dans la pelouse de dispersion des cendres : € 85,00 (BIM € 80,00)

Entretien du monument à la demande du concessionnaire :

Entretien une fois par € 79,00
Entretien deux fois par an € 135,00

Article 12:

Dépôt du plan du monument : 15,00 €

Garantie pour placement de monument :

Concessions de 15 ans en pleine terre pour adultes : € 920,00 (BIM € 880,00)

Concessions de 30 et 50 ans en pleine terre : € 1.150,00 (BIM € 1.100,00)

Concessions de 50 ans avec caveau : € 1.150,00 (BIM € 1.100,00)

IV. TARIF DES CONCESSIONS

Article 13:

L'octroi et le renouvellement des concessions sont soumis aux redevances suivantes :

	2026	Réduction BIM

Concession 15 ans :		
1 corps	€ 800,00	€ 750,00
1 urne cinéraire (columbarium ou pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires)	€ 650,00	€ 600,00
Mineur	Gratuit	Gratuit
Concession 30 ans :		
1 corps	€ 1.500,00	€ 1.350,00
2 corps	€ 1.800,00	€ 1.650,00
3 corps	€ 2.000,00	€ 1.850,00
1 urne cinéraire (columbarium ou pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires)	€ 1.100,00	€ 1.000,00
2 urnes cinéraires (columbarium ou pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires)	€ 1.300,00	€ 1.200,00
3 urnes cinéraires (pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires)	€ 1.400,00	€ 1.300,00
Mineur	Gratuit	Gratuit
Extension pour un corps	€ 1.000,00	€ 950,00
Extension pour une urne cinéraire	€ 900,00	€ 850,00
Concession 50 ans en pleine terre :		
1 corps	€ 2.200,00	€ 2.100,00
2 corps	€ 2.600,00	€ 2.450,00
3 corps	€ 3.000,00	€ 2.800,00
4 corps	€ 3.400,00	€ 3.200,00
1 urne cinéraire (columbarium ou pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires)	€ 1.800,00	€ 1.650,00
2 urnes cinéraires (columbarium ou pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires)	€ 2.000,00	€ 1.850,00
3 urnes cinéraires (pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires)	€ 2.200,00	€ 2.050,00
Mineur	Gratuit	Gratuit
Extension pour un corps	€ 1.000,00	€ 950,00
Extension pour une urne cinéraire	€ 900,00	€ 850,00
Concession 50 ans avec caveau :		
1 corps :	€ 4.000,00	€ 3.800,00
2 corps :	€ 4.600,00	€ 4.450,00
3 corps :	€ 5.400,00	€ 5.250,00
4 corps :	€ 6.000,00	€ 5.850,00
1 urne cinéraire (pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires)	€ 3.800,00	€ 3.700,00

2 urnes cinéraires (pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires)	€ 4.400,00	€ 4.800,00
3 urnes cinéraires (pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires)	€ 5.000,00	€ 4.400,00
4 urnes cinéraires (pelouse d'inhumation d'urnes cinéraires)	€ 5.000,00	€ 4.800,00
Extension pour un corps	€ 1.500,00	€ 1.400,00
Extension pour une urne cinéraire	€ 1.200,00	€ 1.100,00

Article 14:

Le prix de la concession ou de l'extension de la concession est majoré de € 200,00 si l'acquéreur de la concession ou le premier défunt à y inhumer n'a pas sa résidence principale à Etterbeek.

Sont exonéré de cette majoration :

Les mineurs.

Le défunt à y inhumer s'il a eu sa résidence principale à Etterbeek mais a été placé dans un établissement de soins situé hors de la commune au cours des années précédant son décès.

Le défunt à y inhumer s'il a été inscrit dans les registres de la population de la commune d'Etterbeek pendant 25 ans et plus.

Le prix de la concession doit être intégralement payé avant qu'il en soit fait usage.

V. INDEXATION DES TAUX DES REDEVANCES

Article 15 : Les taux des redevances fixés dans le présent règlement sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013) selon la formule suivante :

$$\frac{\text{taux de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement redevance.
L'indice de base est l'indice du mois de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice du mois de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Arès application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

VI. RECOUVREMENT DES REDEVANCES

Article 16:

Toutes les redevances reprises dans le présent règlement sont payées préalablement entre les mains du Receveur Communal ou de son délégué, qui en délivre quittance.

Article 17:

Les funérailles des indigents inscrits dans les registres de la population de la commune d'Etterbeek ou y résidant sans inscription donnent lieu au remboursement par les héritiers reconnus solvables, de tous les débours faits par l'administration pour assurer aux défunts des funérailles décentes.

Le recouvrement de ces débours sera poursuivi par toutes voies de droit.

Article 18:

Les frais des opérations civiles pris en charge par la commune d'Etterbeek lors des funérailles des indigents non-inscrits dans les registres de la population de la commune d'Etterbeek, à l'exclusion des cérémonies cultuelles ou philosophiques non confessionnelles des indigents, sont à charge de la commune de la Région de Bruxelles-Capitale dans laquelle le défunt est inscrit.

Le recouvrement de ces frais sera poursuivi par toutes voies de droit.

VI. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19:

Les redevances antérieures relatives aux dispositions du présent règlement sont abrogées.

Article 20:

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2026 et reste applicable jusqu'au 31 décembre 2031, sous réserve de modification par une nouvelle délibération du Conseil communal. Le règlement est révisé en fonction des évolutions légales ou des besoins budgétaires de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 21 votes positifs, 1 abstention.
Abstention : Sacha Moëns.

Reglement en retributies betreffende de begrafenissen, de opgravingen en de diverse rechten op de begraafplaats – Wijzigingen

De gemeenteraad,

Na herziening van zijn beraadslaging van 16 december 2024, betreffende hetzelfde onderwerp, die op 10 februari 2025 door het Toezichthoudend Gezag werd goedgekeurd

Gelet op de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, gewijzigd bij de wetten van 20 september 1998 en 8 februari 2001 en bij de ordonnanties van 13 december 2007, 3 februari 2011, 19 mei 2011 en 26 juli 2013 en 29 november 2018;

Gelet op zijn beraadslaging van 15 december 2025 die het reglement op de lijkbezorging en de begraafplaats wijzigt om dit, enerzijds, in overeenstemming te brengen met de laatst geldende wetsbepalingen en, anderzijds, om nieuwe bepalingen vast te leggen en bepaalde bepalingen te herzien met de bedoeling duidelijkheid en leesbaarheid te scheppen;

Overwegende dat het dus aangewezen is bepaalde retributies te wijzigen en er nieuwe te voorzien die aangepast zijn aan de nieuwe diensten die aangeboden worden;

Gelet op de financiële lasten die de gemeentelijke begraafplaats met zich meebrengt (onderhoud, diverse aanpassingen, aankoop en plaatsing van grafkelders, herdenkingsplaatjes, monument voor het asuitstrooiingsperk, enz.);

Overwegende dat de inning van de in dit reglement bedoelde retributie zorgt voor een eerlijke verdeling van de fiscale last tussen de verschillende belastingplichtigen, voor zover, onder andere, de in de gemeente gedomicilieerde personen reeds bijdragen aan de financiering van de door de gemeente gedragen lasten via de aanvullende personenbelasting;

Overwegende dat de gemeente zich moet voorzien van de nodige financiële middelen om de uitvoering van opdrachten van de openbare dienst te garanderen;

Overwegende dat de administratieve diensten die aan derden worden verleend kosten voor de gemeente met zich meebrengen en dat het eerlijk is deze kosten door de begunstigden te laten dragen;

Overwegende dat, gelet op de fiscale gelijkheid en sociale rechtvaardigheid, de gemeente van plan is om voor personen die recht hebben op het RVT-statuut de kost verbonden aan de afgifte van administratieve documenten te verminderen. Dat het recht op het RVT-statuut voortvloeit uit objectieve criteria vastgelegd door of krachtens de wet; Dat deze maatregel een doel van algemeen belang nastreeft, dat het erin bestaat om de fiscale gelijkheid aan te moedigen en de toegang tot administratieve documenten mogelijk te maken voor de zwaksten, zonder het begrotingsevenwicht in gevaar te brengen; Dat bijgevolg deze te lage belasting in overeenstemming met het principe van gelijkheid en non-democratie is;

Overwegende dat de retributie voor het onderhoud van de monumenten door de gemeente proportioneel lager is indien dit twee keer per jaar gebeurt, omdat de monumenten minder onderhoudswerk vereisen wanneer dit werk regelmatig wordt uitgevoerd;

Overwegende dat het gerechtvaardigd is geen retributie te innen voor de diensten die worden verricht bij het overlijden of de begrafenis van minderjarige personen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT:

Artikel 1:

Voor de boekjaren 2026 tot en met 2031 wordt een retributie vastgesteld voor begrafenissen, opgravingen en diverse rechten op de begraafplaats.

Artikel 2:

De retributie is verschuldigd door de persoon die de begrafenis, opgraving of het diverse recht aanvraagt.

Artikel 3:

Begunstigden van de RVT-status, gedefinieerd door de verhoogde tussenkomst van de ziekteverzekering, kunnen genieten van verlaagde bedragen, mits voorlegging van een geldig attest van deze status, afgeleverd door een ziekenfonds. De geschiktheid voor de RVT-status wordt door de gemeentelijke administratie gecontroleerd voordat de korting wordt toegepast.

Artikel 4:

De bedragen van de verschillende retributies die van toepassing zijn op de diensten bedoeld in dit reglement, worden vastgesteld in de artikelen 5 tot 14 hieronder, afhankelijk van de aard van de handelingen en diensten.

I. BEGRAVINGEN.

Artikel 5:

Prestatie van een beëdigd geneesheer, aangesteld door de ambtenaar van de burgerlijke stand en met betrekking tot artikel 28 van het Besluit van 29 november 2018 betreffende begrafenissen en graven: € 58,00 (RVT € 55,00).

Artikel 6:

a. Gebruik van een begraafkamer in het gemeentelijk lijkenhuis (dagelijkse retributie; elke begonnen dag is volledig verschuldigd): € 85,00 (RVT € 80,00)

b. Forfaitair bedrag in geval van overbrenging in de week na 17u, het weekend, de feestdagen alsook de sluitingsdagen van het gemeentebestuur: € 115,00 (RVT € 110,00)

Vrijstelling (a. et b.) als het neerleggen is opgelegd door de Procureur des Konings.

Artikel 7:

Voor personen die niet in Etterbeek gedomicilieerd zijn op het moment van overlijden:

Controle van de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het kisten van menselijke resten: € 250,00 (RVT € 240,00)

Voor personen die in Etterbeek gedomicilieerd zijn op het moment van overlijden:

Controle van de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het kisten van menselijke resten: € 150,00 (RVT € 142,00)

Vrijstelling voor de:

1.Levenloze kinderen en kinderen jonger dan één jaar

2.Burgemeester, Raadsleden, Schepenen, Personeelsleden, in functie of niet;

3.Belgische militairen, weerstanders, weggevoerden en daarmee gelijkgestelden van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945;

4.Belgische militairen en daarmee gelijkgestelden, gestorven in oorlogstijd en in vredestijd, ofwel: tijdens een militaire of humanitaire opdracht, in bevolen dienst door een Belgische overheid of een instelling met wie België een akkoord gesloten heeft, ten gevolge van verwondingen opgelopen of ziekten opgedaan tijdens deze opdracht;

5.Leden van de Belgische openbare ordediensten, gestorven ofwel: in bevolen dienst, ten gevolge van opgelopen verwondingen of ziekten opgedaan tijdens deze opdracht;

6.de personen die hun gewone verblijfplaats te Etterbeek hebben, en die gestorven zijn ofwel:
als gevolg van een moedige burgerlijke of heroïsche daad, openbaar gekend, ten gevolge van opgelopen verwondingen of ziekten opgedaan tijdens deze daad.

Artikel 8:

Rouwstoet die op de begraafplaats aankomt

Van maandag tot vrijdag vóór 8 uur of na 15 uur : € 160,00 (RVT € 150,00)

Op feestdagen of op sluitingsdagen van het gemeentebestuur : € 320,00 (RVT € 305,00)

II. OPGRAVINGEN.

Artikel 9:

Opgravingen

a. van een stoffelijk overschot: € 1.100,00 (RVT € 1.000,00)
b. van een asurn: € 115,00 (RVT € 110,00)

De retributie moet integraal betaald worden vóór de opgraving.

Vrijstelling indien de opgraving:

1. bevolen is door een rechterlijke overheid, behalve inzake burgerlijke betwisting;
2. het gevolg is van de bestemmingswijziging van de begraafplaats of de herneming van concessies vóór termijn voorzien in artikel 234 van het Reglement op de lijkbezorging en de begraafplaats.

III. DIVERSE RECHTEN OP DE BEGRAAFPLAATS.

Artikel 10:

Gebruik van de hall van de begraafplaats met het oog op het houden van een godsdienstige of wereldlijke ceremonie: € 95,00 (RVT € 90,00)

Artikel 11:

Vervanging van de grafsteen voor het asuitstrooiingsperk: € 85,00 (RVT € 80,00)

Plaatsen van een herdenkingsplaatje voor een periode van 10 jaar op het asuitstrooiingsperk: € 85,00 (RVT € 80,00)

Onderhoud van het monument op verzoek van de concessiehouder:

Onderhoud eenmaal per jaar: € 79,00
Onderhoud twee keer per jaar: € 135,00

Artikel 12:

Indiening van het monumentplan: € 15,00

Waarborg voor het plaatsen van een monument:

Concessies van 15 jaar in volle grond voor volwassenen: € 920,00 (RVT € 880,00)

Concessies van 30 en 50 jaar in volle grond: € 1.150,00 (RVT € 1.100,00)

Concessies van 50 jaar met grafkelder: € 1.150,00 (RVT € 1.100,00)

IV. TARIEF VAN DE CONCESSIES.

Artikel 13:

De toekenning en de hernieuwing van de concessies zijn aan de volgende retributies onderworpen.

	2026	Réduction BIM
Concessie voor 15 jaar :		
1 stoffelijk overschot	€ 800,00	€ 750,00
1 begrafenisurne	€ 650,00	€ 600,00
Minderjarige	Gratuit	Gratuit
Concessie 30 jaar :		
1 stoffelijk overschot	€ 1.500,00	€ 1.350,00
2 stoffelijke overschotten	€ 1.800,00	€ 1.650,00
3 stoffelijke overschotten	€ 2.000,00	€ 1.850,00
1 begrafenisurne (columbarium of asuitstrooiingsperk)	€ 1.100,00	€ 1.000,00
2 begrafenisurnen (columbarium of asuitstrooiingsperk)	€ 1.300,00	€ 1.200,00
3 begrafenisurnen (columbarium of asuitstrooiingsperk)	€ 1.400,00	€ 1.300,00
Minderjarige	Gratuit	Gratuit
Uitbreiding voor een stoffelijk overschot	€ 1.000,00	€ 950,00
Uitbreiding voor een begrafenisurne	€ 900,00	€ 850,00
Concessie voor 50 jaar in volle grond:		
1 stoffelijk overschot:	€ 2.200,00	€ 2.100,00
2 stoffelijke overschotten	€ 2.600,00	€ 2.450,00

3 stoffelijke overschotten	€ 3.000,00	€ 2.800,00
4 stoffelijk overschotten:	€ 3.400,00	€ 3.200,00
1 begrafenisurne (columbarium of asuitstrooiingsperk)	€ 1.800,00	€ 1.650,00
2 begrafenisurnen columbarium of asuitstrooiingsperk)	€ 2.000,00	€ 1.850,00
3 begrafenisurnen (columbarium of asuitstrooiingsperk)	€ 2.200,00	€ 2.050,00
Minderjarige	Gratuit	Gratuit
Uitbreiding voor een stoffelijk overschot	€ 1.000,00	€ 950,00
Uitbreiding voor een begrafenisurne	€ 900,00	€ 850,00
Concessie voor 50 jaar met grafkelder :		
1 stoffelijk overschot:	€ 4.000,00	€ 3.800,00
2 stoffelijke overschotten:	€ 4.600,00	€ 4.450,00
3 stoffelijke overschotten:	€ 5.400,00	€ 5.250,00
4 stoffelijke overschotten:	€ 6.000,00	€ 5.850,00
1 begrafenisurne (columbarium of asuitstrooiingsperk)	€ 3.800,00	€ 3.700,00
2 begrafenisurnen (columbarium of asuitstrooiingsperk)	€ 4.400,00	€ 4.800,00
3 begrafenisurnen (columbarium of asuitstrooiingsperk)	€ 5.000,00	€ 4.400,00
4 begrafenisurnen (columbarium of asuitstrooiingsperk)	€ 5.000,00	€ 4.800,00
Uitbreiding voor een stoffelijk overschot	€ 1.500,00	€ 1.400,00
Uitbreiding voor een begrafenisurne	€ 1.200,00	€ 1.100,00

Artikel 14:

De prijs van de concessie of de uitbreiding ervan wordt verhoogd met € 200,00 indien de koper of de eerste begravene van de concessie zijn hoofdverblijfplaats niet in Etterbeek heeft.

Worden vrijgesteld van deze verhoging:

Minderjarigen

De overledene die er begraven wordt indien deze zijn hoofdverblijfplaats in Etterbeek heeft gehad maar in een verzorgingstehuis buiten de gemeente geplaatst werd in de jaren voor zijn overlijden.

De overledene die er begraven wordt indien deze 25 jaar of langer ingeschreven was in het bevolkingsregister van de gemeente Etterbeek.

De prijs van de concessie moet integraal betaald zijn vooraleer de concessie in gebruik te nemen.

V. INDEXERING VAN DE TARIEVEN VAN DE RETRIBUTIES

Artikel 15:

De tarieven van de retributies vastgesteld in dit reglement worden jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013) volgens de volgende formule:

basispercentage x nieuwe index
basisindex

Het basispercentage is het in dit retributiereglement gespecificeerde tarief.
De basisindex is de index van november 2025.
De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het belastingsjaar.
Na toepassing van de indexeringscoëfficiënt wordt het tarief afgerond op de tweede decimaal naar boven.

VI. INVORDERING VAN DE RETRIBUTIES

Artikel 16 :

Alle retributies vastgesteld in dit reglement worden vooraf betaald bij de Gemeenteontvanger of zijn afgevaardigde die er een kwijtschrift voor geeft.

Artikel 17:

De begrafenis van de behoeftigen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente Etterbeek of die er verblijven zonder inschrijving geeft aanleiding tot de terugbetaling, door de erfgenamen die betaalkrachtig bevonden worden, van alle uitgaven die door het bestuur gedaan werden om de afgestorvenen een degelijke uitvaart te bezorgen. De invordering van deze uitgaven gebeurt via alle in voege zijnde rechtsvorderingen.

Artikel 18:

De kosten voor de civiele operaties die door de gemeente Etterbeek gedragen worden bij de begrafenis van behoeftigen die niet ingeschreven zijn in het bevolkingsregister van de gemeente Etterbeek, met uitzondering van godsdienstige of niet-confessionele filosofische ceremonies van behoeftigen, zijn ten laatste van de gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waar de overledene ingeschreven is.

De invordering van deze kosten wordt geïnd met aanwending van alle middelen van recht.

VI. DIVERSE BESCHIKKINGEN.

Artikel 19:

De vroegere retributies die betrekking hebben op de schikkingen van huidig reglement zijn afgeschaft.

Artikel 20:

Dit reglement treedt in werking op 1 januari 2026 en blijft van toepassing tot 31 december 2031, behoudens wijziging door een nieuwe beslissing van de gemeenteraad. Het reglement wordt herzien op basis van wettelijke ontwikkelingen of de budgettaire behoeften van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 21 positieve stemmen, 1 onthouding.
Onthouding : Sacha Moëns.

3 annexes / 3 bijlagen

Annexe 2sur2 Inhum.Exhum.Note collège 11122025 - 2 redevances supplémentaires - 040-363-10 11 13.docx, Notification à la commune9538680206533139388.pdf, Annexe 1sur2 Inhumations-Exhumations 11 décembre 25.docx

---

22.12.2025/A/0046 **Règlement redevance communal relatif au placement de plaquettes commémoratives sur les bancs publics etterbeekois - Renouvellement**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024**,

Vu la Nouvelle Loi communale,

Vu les articles 117 et 119 de la Nouvelle Loi communale,

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes,

Vu le programme « Adopt-a-bench » du Central Park Conservancy à New-York, créé en 1986, qui permet à chaque personne de parrainer un banc de Central Park et d'y apposer une plaquette commémorative ;

Considérant que des initiatives similaires ont également été mises en place à Paris (Jardins des Plantes) et à Londres (Kensington Gardens)

Considérant qu'il convient de s'inspirer de ce système et de l'adapter à l'échelon de notre commune afin d'offrir l'opportunité aux personnes qui le désirent de placer une plaquette commémorative sur les bancs publics etterbeekois;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

Article 1 :

Il est établi à partir du 1er janvier 2026et pour un terme expirant le 31 décembre 2031au profit de la commune d'Etterbeek, une redevance afin d'honorer la mémoire d'une

personne, de rendre hommage à quelqu'un ou de commémorer un événement, la commune d'Etterbeek autorise le placement de plaquettes commémoratives sur le dossier de bancs situés sur l'espace public etterbeekois, moyennant le respect des conditions prévues aux articles suivants.

Article 2 :

Les demandes d'apposition de plaquettes seront introduites au service de l'état civil et soumises au Collège des Bourgmestre et Echevins pour approbation.

Article 3 :

Le demandeur devra compléter un formulaire et y mentionner le texte qu'il désire voir figurer sur la plaquette.

Les plaquettes seront d'un modèle et d'un format unique déterminé, fourni et placé par l'administration.

Article 4 :

Le Collège des Bourgmestre et Echevins marque accord avec le motif et contenu de la demande ainsi qu'avec le texte de la plaquette, qui sera rédigé dans l'une des deux langues de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit de refuser toute demande au vu de son contenu.

Article 5 :

Chaque plaquette pourra comprendre un texte de 4 lignes et de 30 caractères maximum par ligne.

Article 6 :

Aucun signe philosophique ou religieux ne pourra figurer sur la plaquette.

Article 7 :

Chaque banc communal ne pourra comporter qu'une seule plaquette.
Article 8 :

Les plaquettes seront apposées pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 9 :

Les demandes de renouvellement devront être introduites par écrit au service de l'état civil au plus tard 3 mois avant l'expiration du terme initial.

Article 10 :

A défaut d'introduction d'une demande de prolongation d'apposition de la plaquette dans les délais prévus par le présent règlement, les services communaux procéderont à l'enlèvement de la plaquette et la restitueront à son titulaire, si ce dernier en fait la demande.

Article 11 :

La redevance fixée pour l'apposition d'une plaquette s'élève à **€ 345,00 (€ 330,00 BIM** pour une durée de 5 ans.

Article 12 :

Indexation des taux de redevances

Le taux de la redevance est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 13 :

Le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit d'exonérer le demandeur du paiement de la redevance lorsque celui-ci apporte la preuve, par toute voie de droit, qu'il ne dispose pas des moyens financiers suffisants pour faire face au paiement de la redevance.

Article 14 :

Les plaquettes ne seront apposées par les services communaux qu'une fois la redevance perçue dans son intégralité.

Article 15 :

La commune s'engage à réparer, ou au besoin à remplacer à ses frais, les plaquettes ayant subi des dégradations volontaires (acte de vandalisme).

Article 16 :

En cas de détérioration manifeste d'un banc ou si celui-ci doit être enlevé pour quelque motif que ce soit, la commune s'engage à:

-procéder au remplacement de celui-ci sur le même site ou, en cas d'impossibilité, à un autre endroit choisi de commun accord avec le demandeur;

-réapposer la plaquette sur le nouveau banc.

Article 17 :

L'application du présent règlement est subordonnée à l'inscription au budget des crédits nécessaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Gemeentereglement relatief aan de retributie betreffende het aanbrengen van gedenkplaatjes op de openbare Etterbeekse zitbanken – Hernieuwing

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van **16 december 2024**;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikels 117 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeenten een begroting in evenwicht oplegt;

Gelet op het programma “Adopt a bench” van het Central Park Conservancy in New-York, dat opgericht werd in 1986 en waarbij iedereen peter kan worden van een bank in Central Park en er een gedenkplaatje op kan aanbrengen;

Overwegende dat er gelijkaardige initiatieven ondernomen werden in Parijs (Jardin des Plantes) en Londen (Kensington Gardens);

Overwegende dat het een goed idee is om ons op dit systeem te inspireren en het aan te passen aan onze gemeente om de inwoners die dit wensen de gelegenheid te bieden om een gedenkplaatje aan te brengen op de Etterbeekse openbare banken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST

Artikel 1:

Er wordt vanaf 1 januari 2026en voor een termijn die afloopt op 31 december 2031 ten bate van de gemeente Etterbeek een retributie gevestigd teneinde de herinnering aan een persoon te eren, hulde te brengen aan iemand of een gebeurtenis te herdenken geeft de gemeente Etterbeek de toestemming om gedenkplaatjes aan te brengen op de rugleuning van zitbanken op het openbaar domein van de gemeente, mits naleving van de voorwaarden die voorzien zijn in de volgende artikels.

Artikel 2:

De aanvragen voor het aanbrengen van plaatjes dienen ingediend te worden op de dienst Burgerlijke Stand en ter goedkeuring voorgelegd te worden aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 3:

De aanvrager dient een formulier in te vullen en er de tekst op te vermelden die hij op het gedenkplaatje zou willen zetten. De plaatjes zullen verkrijgbaar zijn in één model en één enkel vastgelegd formaat. Ze worden door de gemeente geleverd en op de zitbanken aangebracht.

Artikel 4:

Het College van Burgemeester en Schepenen dient akkoord te gaan met het motief en de inhoud van de aanvraag evenals met de tekst van het plaatje, die opgesteld wordt in één van de twee talen van het tweetalige Brusselse Hoofdstedelijke Gewest. Het College van Burgemeester en Schepenen behoudt zich het recht voor om het even welke aanvraag te weigeren op grond van de inhoud.

Artikel 5:

Elk plaatje mag een tekst van 4 lijnen en maximum 30 karakters per lijn bevatten.

Artikel 6:

Het plaatje mag geen enkel filosofisch of religieus teken bevatten.

Artikel 7:

Per zitbank mag er maximaal één gedenkplaatje aangebracht worden.

Artikel 8:

De plaatjes worden aangebracht voor een periode van 5 jaar, dewelke verlengd kan worden.

Artikel 9:

De verlengingsaanvragen moeten schriftelijk ingediend worden op de dienst Burgerlijke Stand, ten laatste 3 maanden vóór het verstrijken van de begintermijn.

Artikel 10:

Wanneer er geen verlengingsaanvraag ingediend wordt voor het gedenkplaatje binnen de door dit reglement voorziene termijn, zullen de gemeentediensten het plaatje verwijderen en terugbezorgen aan de eigenaar indien deze hierom vraagt.

Artikel 11:

De bijdrage voor het aanbrengen van een gedenkplaatje bedraagt**€ 345,00 (€ 330,00 RVT)** voor een duur van 5 jaar.

Artikel 12:

Indexering van de tarieven van de retributies

Het tarief van de retributie wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 13:

Het College van Burgemeester en Schepenen behoudt zich het recht voor om de aanvrager vrij te stellen van de bijdrage wanneer deze met alle rechtsmiddelen een bewijs voorlegt dat hij niet over de financiële middelen beschikt om de bijdrage te betalen.

Artikel 14:

De gedenkplaatjes zullen slechts aangebracht worden door de gemeentediensten nadat de bijdrage integraal geïnd werd.

Artikel 15:

De gemeente verbindt zich ertoe om plaatjes die moedwillig beschadigd werden (vandalenstreken) op haar kosten te laten herstellen, of zonodig te vervangen.

Artikel 16:

In geval een bank zichtbaar versleten is, of voor om het even welke reden moet verwijderd worden verbindt de gemeente zich ertoe om:

Deze te vervangen op dezelfde locatie, of indien dit niet mogelijk is, op een andere locatie, in onderlinge overeenstemming met de aanvrager;

Het plaatje terug aan te brengen op de nieuwe bank.

Artikel 17:

Dit reglement kan enkel toegepast worden indien de nodige kredieten voorzien werden in de begroting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Notification à la commune8101354494145653642.pdf

22.12.2025/A/0047 **Règlement redevance sur l'installation sur la voie publique de dispositifs visant à protéger les entrées de garage - Modifications**

Le Conseil Communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu l'article 25.1 - 5° du code de la route, qui impose une interdiction de stationner à tout endroit où le véhicule empêcherait l'accès à des emplacements de stationnement établis hors de la chaussée ;

Vu que cet article est difficile à appliquer dès lors que dans les rues étroites, le fait de se garer juste à côté d'un garage peut entraver l'accès à ce garage faute d'espace pour manœuvrer ;

Considérant qu'un véhicule normal peut sortir en ligne droite de son garage et manœuvrer en chaussée si celle-ci a plus de 5 mètres de largeur ;

Considérant que de nombreux propriétaires de garages veulent agrandir leur emprise sur l'espace public dans le seul but de se réserver suffisamment d'espace que pour se garer devant celui-ci ;

Considérant par ailleurs que de nombreux emplacements de parkings situés hors-voirie sont le fait d'aménagement illégaux des zones de reculs et qu'il convient de ne pas protéger un fait illicite ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE

Article 1 :

Il est établi à partir du **1er janvier 2026** au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le **31 décembre 2031**, une redevance, pour le placement sur la voie publique d'un dispositif visant à garantir l'accès à un emplacement de parking situé en dehors du domaine public.

Ce dispositif est matérialisé par un bord fictif de chaussée blanc de 20 cm de large et d'un potelet en résine.

Cette redevance est établie à charge du propriétaire d'un emplacement de parking situé hors-voirie ou de son représentant qui en aura fait préalablement la demande.

Article 2 :

Cette possibilité est exclusivement réservée aux propriétaires de garages pour autant que :

L'emplacement de parking est effectivement autorisé par permis d'urbanisme, et utilisable dans le respect des normes des pompiers.

Le demandeur a apporté la preuve que son garage est utilisé comme tel.

Le potelet est placé en zone de stationnement :

À 1 m du bord réel de l'entrée de garage lorsque la voirie fait moins de 5 mètres de large.

À 0,25 m du bord réel de l'entrée de garage lorsque la voirie fait 5 mètres de large et plus ;

Article 3 :

La redevance relative au placement de ce dispositif est de **235,00€** pour l'installation et le remplacement éventuel du dispositif (paiement unique), et de **31,00€/an** et par dispositif pour l'entretien et le marquage de bord fictif de chaussée entourant le potelet.

La redevance doit être payée préalablement au placement du dispositif et prend fin à la date de la renonciation écrite du demandeur.

Article 4 :
Indexation des taux de redevances
Le taux de la redevance est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :
taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 5 :

Les redevances établies en vertu du présent règlement sont recouvrées par toutes voies de droit.

Article 6 :

En cas de non-paiement dans les délais, le dispositif est démonté et les lieux remis en pristin état aux frais du demandeur.

Ces frais sont établis à raison de **117,00 €** par dispositif, auquel se rajouteront la redevance citée à l'article 3 si le demandeur se manifeste après la remise en pristin état pour demander la repose du dispositif.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement bijdrage voor de plaatsing van een bescherming voor garage ingangen op de openbare weg – Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op artikel 25.1 - 5° van het verkeersreglement, dat verbiedt te parkeren op plaatsen waar dit de toegang tot parkeerplaatsen buiten de rijweg zou kunnen belemmeren;

Overwegende dat dit artikel moeilijk valt toe te passen omdat parkeren vlak naast een garage in smalle straten de toegang tot deze garage kan belemmeren wegens een gebrek

aan manoeuvreerruimte;

Overwegende dat een normaal voertuig zijn garage in rechte lijn kan uitrijden en zich op de rijweg begeven indien deze meer dan 5 m breed is;

Overwegende dat tal van garage-eigenaars meer openbare ruimte willen innemen louter met de bedoeling om voldoende plaats te reserveren om voor hun garage te kunnen parkeren;

Overwegende dat heel wat parkeerplaatsen die buiten de openbare weg liggen bestaan uit illegaal ingerichte inspringstroken en dat onwettige handelingen niet beschermd moeten worden;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat een begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente;

VERORDENT

Artikel 1:

Vanaf **1 januari 2026** wordt een retributie ingevoerd ten gunste van de gemeente Etterbeek, voor een termijn die verstrijkt op **31 december 2031**. Deze retributie is van toepassing voor het plaatsen van inrichtingen die de toegang tot een parkeerplaats buiten het publiek domein te vrijwaren.

Dit omvat het aanbrengen van een fictieve witte wegrand van 20 cm breed en de plaatsing van een paaltje uit hars.

Deze retributie is ten laste van de eigenaar van een parkeerruimte buiten de openbare weg of zijn vertegenwoordiger die hiervoor op voorhand een aanvraag ingediend heeft.

Artikel 2:

Deze mogelijkheid wordt enkel voorbehouden voor eigenaars van garages, op voorwaarde dat:

De parkeerruimte daadwerkelijk toegelaten is door een stedenbouwkundige vergunning en voldoet aan de brandweernormen;

De aanvrager het bewijs levert dat zijn parkeerruimte gebruikt wordt om te parkeren;

Het paaltje wordt geplaatst in de parkeerzone:

Op 1 m van de werkelijke boord van de ingang van de garage indien de weg minder dan 5 meter breed is.

Op 0,25 m van de werkelijke boord van de ingang van de garage indien de weg meer dan 5 meter breed is.

Artikel 3:

De retributie voor deze ingrepen bedraagt **235,00 €** voor de installatie en eventuele vervanging (eenmalige betaling) en **31,00 €/jaar** en per inrichting voor het onderhoud en de fictieve wegbrandmarkering rond het paaltje.

De retributie moet betaald worden voorafgaand aan de plaatsing van de inrichtingen en verstrijkt op de datum van de schriftelijke opzeg door de aanvrager.

Artikel 4:
Indexering van de tarieven van de retributies
Het tarief van de retributie wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 5:

De volgens dit reglement vastgestelde retributies worden geïnd met aanwending van alle middelen rechtens.

Artikel 6:

Indien de aanvrager niet betaalt binnen de vereiste termijn, wordt de inrichting verwijderd en wordt de rijweg in oorspronkelijke staat hersteld op kosten van de aanvrager, **117,00 €** per inrichting.

Deze kosten worden vermeerderd met de retributie vermeld in artikel 3 indien de aanvrager na de herstelling in oorspronkelijke staat vraagt om de inrichting opnieuw te plaatsen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T316167422703836110939.pdf

22.12.2025/A/0048 **Règlement redevance sur les prestations techniques du personnel communal – Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** portant règlement-redevance concernant les prestations techniques du personnel communal ;

Considérant que les services techniques rendus par le personnel communal à la demande expresse de particuliers, d'organismes privés ou publics entraînent des frais pour la commune et qu'il est équitable de faire supporter par les bénéficiaires les frais que ces services comportent ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE

Article 1 :

Les services techniques rendus par le personnel communal, à la demande expresse de particuliers, d'organismes privés ou publics, à l'occasion de réservations d'emplacements devant servir de parking sur la voie publique, donnent lieu au paiement à la commune des redevances suivantes :

pour le chargement, le transport, le placement aux endroits exigés du matériel de signalisation ad hoc et son enlèvement après usage : **€ 94,00**

à partir du troisième panneau de signalisation ou autre, placé et enlevé aux endroits qui s'imposent, par plaque : **€ 12,25**

Si la durée d'utilisation du matériel dépasse 1 jour : **€ 12,25** par panneau et par jour calendrier supplémentaire.

Si la durée d'utilisation du matériel, prévue dès le début du chantier, dépasse 3 mois, les panneaux sont remplacés par des panneaux fixes. A partir du 3eme mois, le montant de la redevance est fixé à
€ 6,10 par panneau et par jour calendrier. La réservation est limitée aux jours de semaine, et le paiement de la redevance n'est pas dû pour les weekends et jours fériés, les congés du bâtiment (juillet/août) et de fin d'année.

En cas de déménagement le même jour dans la commune, la redevance n'est due qu'une seule fois.

Pour les réservations de stationnement destinées à des autocars pour une durée de plus d'1 semaine, la redevance est fixée à **€ 3,10** par jour et par mètre courant de réservation.

La Commune ne peut être tenue pour responsable en cas de déplacement des panneaux par des tiers. Le personnel communal tracera au sol à la craie grasse, ou autre marqueur défini par l'administration l'emplacement de pose des panneaux. Le demandeur porte la charge du contrôle régulier du positionnement des panneaux et en est informé lors de sa demande. Le demandeur doit donc vérifier régulièrement la situation et adapter sa demande si d'autres panneaux sont installés au même endroit, y compris pour d'autres dates. Dans ce cas, il doit immédiatement en avertir les services communaux qui

adapteront la situation.

La longueur standard de la réservation est de 25 mètres maximum pour les deux premiers panneaux, plus 25 mètres par panneau de rappel additionnel. Toutefois, en fonction de l'aménagement des lieux ou de la présence d'autres réservations de stationnement, les services communaux adapteront la pose des panneaux ou réduiront cette longueur, sans que cette adaptation ne donne droit à une réduction de la redevance.

Le paiement de la redevance n'implique aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique mais préserve au contraire la possibilité pour l'autorité communale de supprimer ou de réduire à tout instant l'usage autorisé. Dans ce cas, le montant de la redevance est révisé au prorata de la réservation réellement autorisée.

Article 2 :

Sauf dérogation octroyée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en cas de réservation de stationnement destinée à un évènement privé (hors déménagements, livraisons et travaux), les réservations de stationnement doivent se faire dans certaines rues uniquement et un service de navette doit être organisé par le demandeur su nécessaire. Les rues susceptibles d'accueillir ces réservations sont :

Avenue du 2ème Régiment des Lanciers
Avenue de la Force Aérienne
Avenue de la Cavalerie
Avenue des Gaulois, côté parc
Avenue des Nerviens, côté parc
Chaussée d'Etterbeek, côté parc
Rue Felix Hap, côté écoles
Boulevard Louis Schmidt, côté berme centrale
Boulevard Général Jacques, côté casernes
Par du Cinquantenaire, pour autant que l'activité organisée ait reçu l'accord des gestionnaires du parc.

Les écoles subsidiées par les communautés françaises et flamandes, et les asbl reconnues par la Commune ne sont pas soumises aux limitations de lieux précitées. Les réservations demandées ne peuvent pas dépasser 2 jours consécutifs.

Article 3 :

En cas de livraison ou de déménagement lorsqu'il n'y a pas d'emplacement de stationnement à réserver, et que celui-ci doit se faire en chaussée ou en trottoir, le demandeur peut bénéficier du matériel communal durant maximum 1 jour, moyennant le paiement préalable de la redevance suivante :

Pour le chargement, le transport sur place, et l'enlèvement après usage d'une barrière de fermeture de rue équipée de la signalisation ad hoc, ou d'un panneau D1 et de 3 balises d'alignement : **€ 94,00**

Par barrière ou panneau supplémentaire : **€ 12,25**

Lorsqu'une autorisation spéciale du Bourgmestre est nécessaire à l'installation de la signalisation :
€ 23,50

Le matériel est déposé à proximité du lieu du déménagement, mais doit être mis en place et enlevé par le demandeur suivant le plan de signalisation annexé à son autorisation.

Article 4 :

Le paiement de la redevance n'implique aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique mais préserve au contraire la possibilité pour l'autorité communale de supprimer ou de réduire à tout instant l'usage autorisé. Dans ce cas, le montant de la redevance est révisé au prorata de la réservation réellement autorisée.

Article 5 :

Aucune interdiction de stationner ne peut être installée ou maintenue dans le cas d'un chantier soumis aux procédures d'autorisation spécifiques, avant que lesdites autorisations ne soient délivrées.

La pose de conteneurs ou d'élévateurs en zone de stationnement entre 7h00 et 19h00 peut se faire que dans la mesure où elle est confortée par des panneaux d'interdictions de stationner placés en exécution du présent règlement.

Si le conteneur reste sur place la nuit, sa pose est soumise à autorisation de chantier et à la taxe d'occupation de la voie publique y afférente.

Dans le cas d'un chantier soumis à autorisation :

Les interdictions de stationner sont placées le premier jour de chantier pour permettre au demandeur de faire enlever les véhicules et d'installer les clôtures de chantier.

Si le demandeur ne place pas de clôture de chantier, mais maintient son matériel sur place la nuit sans autorisation, la taxe d'occupation de la voie publique sera enrôlée d'office et s'ajoute à la redevance prévue par le présent règlement.

En cas de pose de conteneurs ou d'élévateurs dont la largeur dépasse 2 mètres, en zone de stationnement, le demandeur est tenu de placer une signalisation adéquate de dévoiement du trafic et de maintenir une largeur de passage minimale de 3 mètres dans le cas d'une rue à sens unique, et de 5 mètres dans le cas d'une rue à double sens. A défaut, l'administration peut lui imposer d'office, et à sa charge, des panneaux d'interdictions de stationner de l'autre côté de la rue, sur une longueur équivalente, plus 10 mètres de chaque côté.

De même, le demandeur reste tenu de respecter le règlement Général de Police, et notamment l'obligation de maintenir un passage libre de tout obstacle et sécurisé de 1m50 de large en trottoir.

Si un contrôleur communal constate que cette imposition n'est pas respectée, il fait immédiatement retirer les panneaux de réservation du stationnement et peut mettre fin à l'autorisation de chantier dans les conditions prévues par la réglementation y afférente.

Article 6 :

Les interdictions de stationner instaurées à la demande expresse de particuliers, d'organismes privés ou publics, afin d'installer une zone de livraison, ou de protéger un accès carrossable ou pompier donnent lieu au paiement à la commune d'une redevance de **€ 36,00** par année et par mètre courant d'interdiction de stationnement.

Ces interdictions de stationner sont matérialisées par des lignes jaunes discontinues ou par des panneaux d'interdictions de stationner.

Ce tarif est applicable aux interdictions limitées dans le temps et aucune réduction n'est accordée quelle que soit la date de la mise en vigueur ou de la suppression de l'interdiction.

La redevance est due pour l'année entière aussi longtemps que l'intéressé n'a pas demandé le retrait de la signalisation par courrier recommandé. Elle est donc aussi due si le demandeur déménage sans demander spécifiquement le retrait de la signalisation ou sans communiquer à l'administration communale les coordonnées du nouveau bénéficiaire. Ce dernier doit alors cosigner le courrier de demande. Les emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées ne donnent pas lieu au paiement de la redevance.

La redevance de € 25,00 par année par mètre courant d'interdiction de stationnement est doublée la première année lorsque cette interdiction nécessite une deuxième mise en place de la signalisation permanente suite au non-paiement de la redevance due pour la première interdiction, par le même demandeur.

Lorsque le demandeur veut maintenir la possibilité de stationner devant son accès carrossable, il lui est possible de demander une ligne jaune indicative unique. Cette ligne jaune ne constitue pas une interdiction de stationner et est peinte à gauche ou à droite de cet accès. La redevance reste d'application dans ce cas.

Article 7 :
Indexation des taux de redevances
Le taux de la redevance est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :
taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 8 :

La redevance est due par la personne ou l'organisme privé ou public qui bénéficie du service tarifé.

La redevance n'est pas due :

En cas de constructions, reconstructions, transformations et agrandissements d'immeubles ou parties d'immeuble faisant partie du domaine public de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Provinces, des Communes, des Centres Publics d'Aide Sociale et des Administrations subordonnées, y compris les bâtiments scolaires faisant partie du réseau libre subventionné.

En cas de réservations de stationnement destinées à des évènements organisés par les écoles subsidiées par les communautés françaises et flamandes, et pas les asbl reconnues par la Commune.

Lorsque le demandeur se trouve en situation de très grande précarité attestée par le CPAS, le premier jour (y compris la pose et dépose de la signalisation) est gratuit et la tarification pour les jours suivants est réduite de moitié.

La redevance est réduite de moitié lorsque la demande concerne un chantier d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments, subsidié par la Région bruxelloise.

Les associations de commerçants reconnues par la Commission Consultative des Classes moyennes et les associations de quartiers bénéficieront pour une activité au choix par an de l'exonération du paiement de la redevance.

Article 9 :

Les redevances sont payables au Receveur communal ou à son délégué. Une consignation à titre de garantie pourra être exigée préalablement à la prestation du service demandé.

Article 10 :

A défaut de règlement à l'amiable, le recouvrement de la redevance sera poursuivi par la voie civile légale.

Article 11 :

Le présent règlement-redevance est établi pour une période expirant le **31 décembre 2031**

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Retributiereglement betreffende de technische prestaties van het gemeentepersoneel – Wijzigingen

De gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** houdende retributiereglement betreffende de technische prestaties van het gemeentepersoneel;

Overwegende dat de technische diensten die door het gemeentepersoneel worden verleend op uitdrukkelijk verzoek van particulieren, private of openbare instellingen kosten met zich meebrengen voor de gemeente en dat het rechtvaardig is de kosten van die diensten ten laste van de begunstigden te leggen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht aan de gemeenten wordt opgelegd;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT

Artikel 1:

De technische diensten die door het gemeentepersoneel worden verleend op uitdrukkelijk

verzoek van particulieren, private of openbare instellingen naar aanleiding van reservaties van plaatsen die dienst moeten doen als parking op de openbare weg geven aanleiding tot de betaling van de volgende retributies aan de gemeente:

Voor het laden, het vervoeren ter plaatse, de ophaling na gebruik van een hek om de straat af te sluiten dat voorzien is van het voorgeschreven signalisatiemateriaal en de ophaling na gebruik:
€ 94,00.

Vanaf het derde signalisatiebord of ander teken dat op de vereiste plaatsen werd aangebracht, per bord: **€ 12,25**.

Wanneer het materiaal langer dan 1 dag gebruikt wordt: **€ 12,25** per bord en per bijkomende kalenderdag.

Wanneer het materiaal dat vanaf het begin van de bouwplaats voorzien werd langer dan drie maanden gebruikt wordt, worden de borden vervangen door vaste borden. Vanaf de derde maand wordt het bedrag van de retributie dan vastgelegd op **€ 6,10** per bord en per kalenderdag. De reservatie is beperkt tot weekdagen en de betaling van de retributie is niet verschuldigd voor weekends en feestdagen, het bouwverlof (juli/augustus) en het eindejaarsverlof;

In geval van verhuis op dezelfde dag binnen de gemeente, is de retributie slechts een keer verschuldigd.

Voor de reservatie van parkeerplaatsen voor autocars voor een duur van meer dan één week bedraagt de retributie **€ 3,10** per dag en per lopende meter van reservatie.

De gemeente kan niet verantwoordelijk gehouden worden ingeval de borden verplaatst worden door derden.

Het gemeentepersoneel zal met vetkrijt of een andere markeerder die bepaald wordt door het bestuur op de grond de plaats aanduiden waar de borden geplaatst werden. De aanvrager is belast met de regelmatige controle van de plaats van de borden en wordt daarvan bij zijn aanvraag op de hoogte gebracht. De aanvrager moet de situatie dus regelmatig controleren en zijn aanvraag aanpassen indien andere borden op dezelfde plaats staan, ook voor andere data. In dat geval moet hij de gemeentediensten hiervan onmiddellijk op de hoogte brengen. Die zullen de situatie dan aanpassen.

De standaardlengte van de reservatie bedraagt maximaal 25 meter voor de eerste twee borden, plus 25 meter per bijkomend herinneringsbord. In functie van de inrichting van de plaats of van de aanwezigheid van andere parkeerreservaties zullen de gemeentediensten de plaatsing van de borden echter aanpassen of die lengte verkleinen zonder dat die aanpassing recht geeft op een vermindering van de retributie.

De betaling van de retributie houdt geen onherroepelijk concessierecht of erfdienstbaarheid op de openbare weg in, maar vrijwaart daarentegen de mogelijkheid voor de gemeentelijke overheid om het toegestane gebruik op elk moment te schrappen of te verminderen. In dat geval wordt het bedrag van de retributie herzien naar rato van de reservatie die werkelijk toegestaan werd.

Artikel 2:

Behoudens afwijking toegekend door het college van burgemeester en schepenen, in het

geval van het voorbehouden van parkeerplaatsen voor een privé-evenement (behalve verhuizingen, leveringen en werkzaamheden), mogen slechts in bepaalde straten parkeerplaatsen voorbehouden worden en moet er een pendeldienst georganiseerd worden door de aanvrager indien nodig. De straten waar de parkeerplaatsen voorbehouden kunnen worden zijn:

Tweede Lansiers Regimentlaan
Luchtmachtlaan
Ruiterijlaan
Galliërslaan, parkzijde
Nerviërslaan, parkzijde
Steenweg op Etterbeek, parkzijde
Felix Hapstraat, schoolzijde
Louis Schmidtlaan, centrale bermzijde
Generaal Jacqueslaan, kazernezijde
Jubelpark, op voorwaarde dat de georganiseerde activiteit toestemming heeft gekregen van de beheerders van het park.

Scholen die gesubsidieerd worden door de Franse en de Vlaamse Gemeenschap en door de gemeente erkende vzw's zijn niet onderworpen aan de voornoemde plaatsbeperkingen. De aanvraag voor de voorbehouden parkeerplaatsen mag niet langer dan 2 opeenvolgende dagen duren.

Artikel 3:

In geval van levering of verhuizing wanneer er geen voor te behouden parkeerplaatsen zijn en wanneer de levering of de verhuizing moet plaatsvinden op de rijbaan of op het voetpad kan de aanvrager gedurende maximaal 1 dag gebruikmaken van gemeentelijk materiaal als hij vooraf de volgende retributie betaalt:

Voor het laden, het vervoeren ter plaatse en de ophaling na gebruik van een hek om de straat af te sluiten dat voorzien is van het voorgeschreven signalisatiemateriaal of van een verkeersbord D1 en 3 werfbakens: **€ 94,00**

Per bijkomend hek of bord: **€ 12,25**

Wanneer een speciale vergunning van de burgemeester nodig is voor de plaatsing van het signalisatiemateriaal: **€ 23,50**

Het materiaal wordt geleverd in de buurt van de plaats van de verhuizing, maar moet geplaatsten weggenomen worden door de aanvrager volgens het signalisatieplan dat bij zijn vergunning is gevoegd.

Artikel 4:

De betaling van de retributie houdt geen onherroepelijk concessierecht of erfdienstbaarheid op de openbare weg in, maar vrijwaart daarentegen de mogelijkheid voor de gemeentelijke overheid om het toegestane gebruik op elk moment te schrappen of te verminderen. In dat geval wordt het bedrag van de retributie herzien naar rato van de reservatie die werkelijk toegestaan werd.

Artikel 5:

Er kan geen parkeerverbod geplaatst of gehouden worden in het geval van werven die

onderworpen zijn aan specifieke vergunningsprocedures voordat die vergunningen uitgereikt worden.

De plaatsing van containers of liften in een parkeerzone is enkel toegelaten tussen 7u00 en 9u00 voor zover die zone aangeduid is met parkeerverbodsborden die geplaatst werden in uitvoering van het onderhavig reglement.

Als de container s 'nachts blijft staan, dan is de plaatsing ervan onderworpen aan een werfvergunning en aan de bijhorende belasting van de openbare weg.

In het geval van een werf die onderworpen is aan een vergunning:

Het parkeerverbod wordt geplaatst op de eerste dag van de bouwplaats zodat de aanvrager de voertuigen kan laten wegslepen en de werfafsluitingen kan plaatsen.

Als de aanvrager geen werfafsluiting plaatst, maar zijn materiaal 's nachts ter plaatse houdt zonder vergunning, zal de belasting voor de bezetting van de openbare weg ambtshalve ingekohierd worden en komt die bovenop de retributie die voorzien is in dit reglement.

In geval van plaatsing van containers of liften breder dan 2 meter, in een parkeerzone, dient de aanvrager een geschikte signalisatie te plaatsen voor de omleiding van het verkeer en een doorgang van minimaal 3 meter vrij te laten in geval van een eenrichtingsstraat en 5 meter in geval van een tweerichtingsstraat. Bij gebrek hieraan kan het bestuur hem er van ambtswege, en op zijn kosten, toe verplichten parkeerverbodsborden te plaatsen langs de andere kant van de straat over een gelijke lengte plus 10 meter langs beide zijden.

De aanvrager dient ook het algemeen politiereglement na te leven, in het bijzonder de verplichting om een vrije en veilige doorgang van 1,50 meter vrij te laten op het voetpad.

Als een controleur van de gemeente vaststelt dat die verplichting niet wordt nageleefd, laat hij de parkeerverbodsborden onmiddellijk ophalen en kan hij de werfvergunning stopzetten volgens de voorwaarden voorzien in de bijhorende reglementering.

Artikel 6:

Het parkeerverbod ingesteld op uitdrukkelijk verzoek van particulieren, private of openbare instellingen om een leveringszone te plaatsen of een berijdbare inrit of brandweertoegang te beschermen geeft aanleiding tot de betaling van een retributie van **€ 36,00** per jaar en per lopende meter parkeerverbod.

Dat parkeerverbod wordt gematerialiseerd door middel van doorlopende gele lijnen of parkeerverbodsborden.

Het tarief is van toepassing op een parkeerverbod dat beperkt is in de tijd en er wordt geen korting toegekend, ongeacht de datum van inwerkingtreding of schrapping van het verbod.

De retributie is verschuldigd voor het volledige jaar zolang de betrokkene niet per aangetekend schrijven gevraagd heeft om de signalisatie weg te nemen. Ze is dus ook verschuldigd als de aanvrager verhuist zonder expliciet te vragen de signalisatie weg te nemen of zonder de gegevens van de nieuwe begunstigde te bezorgen aan het gemeentebestuur.

Die nieuwe begunstigde moet de aanvraagbrief dan medeondertekenen. De parkeerplaatsen voorbehouden aan personen met een handicap geven geen aanleiding tot

de betaling van de retributie.

De retributie van € 25,00 per jaar, per lopende meter parkeerverbod wordt het eerste jaar verdubbeld waneer dit verbod een tweede permanente signalisatie vereist ten gevolge van het niet betalen van de retributie voor het eerste verbod door dezelfde aanvrager.

Wanneer de aanvrager de mogelijkheid wil behouden om te parkeren voor zijn berijdbare inrit, dan kan hij een gele doorlopende lijn aanvragen. Die gele lijn houdt geen parkeerverbod in en wordt links en rechts van die inrit geschilderd. De retributie blijft in dat geval van toepassing.

Artikel 7:
Indexering van de tarieven van de retributies
Het tarief van de retributie wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 8:

De retributie is verschuldigd door de persoon of de private of openbare instelling die van de getarifeerde dienst gebruik maakt.
De retributie is niet verschuldigd:

In het kader van het bouwen, herbouwen, verbouwen en uitbreiden van gebouwen of delen van gebouw die deel uitmaken van het openbaar domein van de staat, van de gewesten, van de gemeenschappen, van de provincies, van de gemeenten, van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van de ondergeschikte besturen, met inbegrip van de schoolgebouwen die deel uitmaken van het vrij gesubsidieerd net.

In geval van het voorbehouden van parkeerplaatsen voor evenementen die worden georganiseerd door scholen die gesubsidieerd worden door de Franse en de Vlaamse gemeenschap en door vzw's die erkend worden door de gemeente.

Wanneer de aanvrager in grote bestaansonzekerheid leeft die en daarvan een bewijs heeft van het OCMW, is de eerste dag (met inbegrip van het plaatsen en wegnemen van de signalisatie) gratis en wordt het tarief voor de volgende dagen met de helft verminderd.

De retributie wordt met de helft verminderd wanneer de aanvraag betrekking heeft op een bouwplaats om de energieprestaties van gebouwen te verbeteren die gesubsidieerd wordt door het Brusselse Gewest.

De handelaarsverenigingen die erkend worden door de Adviesraad van de Middenstand en de wijkverenigingen worden voor een activiteit naar keuze per jaar vrijgesteld van de betaling van de retributie.

Artikel 9:

De retributies worden betaald aan de gemeenteontvanger of aan zijn afgevaardigde. De consignatie kan voorafgaandelijk als waarborg geëist worden voor de gevraagde dienst.

Artikel 10:

Bij gebrek aan minnelijke schikking zal de invordering geschieden volgens de burgerlijke rechtspleging.

Artikel 11:

Onderhavig retributiereglement zal worden toegepast voor een termijn vervallend op **31 december 2031**.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T312886732872148300569.pdf

22.12.2025/A/0049 **Règlement taxe en cas de mise en fourrière d'un engin de cyclopartage en flotte libre - Modifications**

Le Conseil Communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, ainsi que ses modifications ultérieures;

Vu le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune et la nécessité qui en découle pour la Commune de trouver des recettes complémentaires en vue d'équilibrer ses comptes et de pouvoir

mener à bien les compétences et les attributions qui lui sont confiées et d'assurer la continuité des services communaux ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4, de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ; que l'autorité communale ne peut taxer tout ce qui peut l'être et doit nécessairement faire des choix tant en ce qui concerne les matières imposables que les redevables ;

Considérant qu'il importe de procurer à la commune les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses
missions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 135, §2, de la nouvelle loi communale, les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, qu'à ce titre, elles doivent notamment veiller à la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques ;

Considérant qu'à cette fin, le Conseil communal a dû adopter le 18/11/2019 une ordonnance de police relative aux engins de cyclopartage en flotte libre ; que cette ordonnance de police a dû être adoptée afin de prévenir des troubles de l'ordre public non rencontrés par la police de la circulation routière ou par les dispositions de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 novembre 2018 relative à l'utilisation de modes de transport partagés en flotte libre alternatifs à l'automobile ;

Considérant que la mise en oeuvre de cette ordonnance de police impliquere dans certains cas l'enlèvement d'office et la mise en fourrière des engins de cyclopartage en flotte libre pour non-respect du prescrit de ladite ordonnance de police ;

Vu la délibération du 18/11/2019 portant approbation du règlement taxe en cas de mise en fourrière d'un engin de cyclopartage en flotte libre ;

Vu la modification de l'Ordonnance de Police relative à l'usage des véhicules de cyclopartage en flotte libre
intervenue ce jour ;

Considérant qu'il convient dès lors de modifier l'article 1 er du règlement taxe en concordance avec ladite
ordonnance ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi à partir du 1er janvier 2026et pour un terme expirant le 31 décembre 2031au profit de la commune d'Etterbeek, une taxe en cas de mise en fourrière d'un engin de cyclopartage en flotte libre pour non-respect du prescrit de l'article 5 de l'ordonnance de police relative aux engins de cyclopartage en flotte libre ; à savoir lorsqu'un engin de cyclopartage en flotte libre constitue un danger pour les autres usagers de l'espace public en raison d'une défaillance technique visible ou identifiée ou dans l'hypothèse où il entrave la commodité du passage .

Il faut entendre par « engin de cyclopartage en flotte libre », les engins de déplacement motorisés au sens de l'article 2.15.2, al. 1er, 2°, du Code de la route (A.R. du 1 er décembre 1975 et ses modifications ultérieures).

Article 2 :

La taxe est due par l'opérateur qui met en service l'engin visé à l'article 1er, alinéa 2.

Article 3 :

La taxe est fixée à **117,00 €** par véhicule enlevé.

Article 4 : Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 5 :

Le montant de la taxe pourra être porté à la connaissance du débiteur par un document l'invitant à s'en acquitter dans un délai de 10 jours, soit par un versement à la caisse communale, soit par un virement à un compte bancaire communal.

Les paiements dans le délai indiqué à l'alinéa 1 seront considérés comme des perceptions au comptant. En cas de non-paiement dans le délai indiqué ou d'absence d'avis de paiement au comptant, la taxe sera enrôlée conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Article 6 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 7 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance
du 3 avril 2014.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans
frais pour le redevable.

Article 8 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière. Quant aux erreurs matérielles provenant de double emploi, erreurs de chiffres, etc… étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité supérieure. Le Conseil approuve le projet de délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement belasting voor het wegtakelen van een voertuig in vrije vloot vervoersmodi - Wijzigingen

De Gemeenteraad;

herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de gouverneur of het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

gelet op de ordonnantie van 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en haar latere wijzigingen;

gelet op de minnelijk een gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarin het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

gelet op de financiële toestand van de gemeente en de noodzaak die daaruit voortvloeit voor de gemeente om bijkomende inkomsten te vinden om zo haar rekeningen in evenwicht te brengen en om de haar toevertrouwde bevoegdheden goed te kunnen uitvoeren en de continuïteit van de gemeentediensten te verzekeren;

overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat het haar toekomst in het kader van haar fiscale autonomie om de basis en de grondslag te bepalen van de belastingen waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij

meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, met name de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen ze heft;

overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als die van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften; dat de gemeentelijke overheid niet alles kan belasten wat belast kan worden en noodzakelijkerwijs keuzes moet maken, zowel wat betreft de belastbare materie als wat betreft de belastingplichtigen;

overwegende dat het belangrijk is om de gemeente de nodige financiële middelen te geven om haar opdrachten uit te voeren;

overwegende dat op grond van artikel 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie en dat zij in dat opzicht in het bijzonder moeten waken over de veiligheid en de gemakkelijke doorgang in straten, op perrons, op pleinen en op openbare wegen;

overwegende dat de gemeenteraad van 18-11-2019 daartoe een politieverordening betreffende de vrije vloot deeltoestellen heeft moeten goedkeuren; dat die politieverordening goedgekeurd moest worden om de verstoringen van de openbare orde te vermijden waaraan niet tegemoetgekomen wordt door de verkeerspolitie of door de bepalingen van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 november 2018 betreffende het delen van vrije vloot vervoersmodi die een alternatief zijn voor de auto;

overwegende dat de uitvoering van die politieverordening in bepaalde gevallen de ambtshalve verwijdering en het wegslepen van vrije vloot deeltoestellen tot gevolg kan hebben wegens de niet-naleving van de voorschriften uit die
politieverordening;

Gezien de deliberatie van 18/11/2019 ter goedkeuring van het belastingsreglement voor het wegtakelen van
een voertuig in vrije vloot vervoersmodi ;

Gezien de wijziging van de Politie ordonnantie met betrekking tot het gebruik van voertuig in vrije vloot vandaag overeengekomen ;

Overwegende dat hierdoor artikel 1 van het belastingsreglement afgestemd moet worden op bovenvermelde Politieordonnantie ;

VERORDENT

Artikel 1:

Er wordt vanaf 1 januari 2026en voor een termijn die afloopt op 31 december 2031 ten bate van de gemeente Etterbeek een belasting gevestigd in het geval dat een vrije vloot voortbewegingstoestel weggesleept wordt wegens de niet-naleving van artikel 5 van de politieverordening betreffende de vrije vloot deeltoestellen, met name wanneer een vrije vloot deeltoestel een gevaar vormt voor de andere gebruikers van de openbare ruimte

wegens een zichtbaar technisch defect of in de hypothese dat deze het doorgangsgemak hindert.

Onder “vrije vloot deeltoestel” verstaat men de gemotoriseerde voortbewegingstoestellen in de zin van artikel 2.15.2, al. 1, 2° van de wegcode (KB van 1 december 1975 en latere wijzigingen).

Artikel 2:

De belasting is verschuldigd door de operator die het toestel bedoeld in artikel 1, alinea 2 in
gebruikt stelt.

Artikel 3:

De belasting wordt vastgelegd op **€ 117,00** per weggesleept voertuig

Artikel 4**:**

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 5:

Het bedrag van de belasting kan ter kennis worden gebracht van de schuldenaar door een document waarin hij wordt uitgenodigd om de belasting binnen een termijn van 10 dagen te betalen, hetzij aan de gemeentekas, hetzij per overschrijving op een gemeentelijke bankrekening.

De betalingen verricht binnen de termijn uit alinea 1 worden als contante inningen beschouwd.

In geval van niet-betaling binnen de vastgelegde termijn of bij het ontbreken van een contant betalingsbericht wordt de belasting ingekohierd volgens de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

Artikel 6:

Het kohier van de belasting wordt uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen en dat uiterlijk op 30 juni van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar.

Artikel 7:

De belasting wordt ingevorderd door de gemeenteontvanger in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na verzending van het aanslagbiljet. De verzending
gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 8:

De geschillen worden geregeld in overeenstemmingen met de bepalingen van het algemeen reglement op dit gebied.

Met betrekking tot materiële fouten die voortvloeien uit dubbel geboekte posten, rekenfouten, enzovoort die te wijten zijn aan de ambtenaren van het gemeentebestuur, kan de belastingplichtige een rechtzetting vragen zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet werd goedgekeurd door de hogere overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_notif06_délai_expiré13465182707451538453.pdf

22.12.2025/A/0050 **Règlement – Redevance relatif à la réservation temporaire d'emplacements de stationnement sur la voie publique par les établissements dont l'activité relève du secteur de la restauration et/ou des débits de boissons : Modifications**

Le Conseil Communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu les législations en matière d'urbanisme en Région de Bruxelles- Capitale, notamment le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (COBAT) et ses arrêtés d'application, et le Règlement Régional d'Urbanisme (RRU) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la commission royale des monuments et des sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte et ses modifications ultérieures (dit « Arrêté minime importance ») ;

Vu les mesures prises par le Collège du Bourgmestre et des Echevins de 2020 à 2022 afin de permettre aux établissements Horeca d'installer des terrasses provisoires ou d'étendre, en supplément des espaces habituellement autorisés, leurs terrasses en zone de

stationnement et, ainsi faciliter la relance économique et renforcer économiquement ce secteur fortement impacté par la crise sanitaire liée au Covid-19 ;

Vu la Circulaire du Secrétaire d'Etat de l'Urbanisme et du patrimoine de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 octobre 2021 ;

Vu le règlement relatif à la réservation temporaire d'emplacements de stationnement sur la voie publique par les établissements dont l'activité relève du secteur de la restauration et/ou des débits de boissons, édicté par le Conseil communal en séance du 03.05.2021 ;

Considérant que ledit règlement vise principalement à favoriser l'occupation de l'espace public en autorisant l'installation des terrasses à vocation commerciale, temporaires et saisonnières en vue de promouvoir la convivialité et le vivre ensemble entre les habitants ;

Considérant que, l'Horeca étant une source de vie et d'animation, l'installation des terrasses pourrait effectivement permettre à tous les usagers (familles, habitants, clients...) de partager l'espace public dans une logique de renforcement de la convivialité dans les quartiers ;

Considérant qu'il s'agit d'une mesure de soutien à l'économie locale, en vue de permettre une exploitation commerciale optimale pour les établissements concernés ;

Considérant que les bénéficiaires de ce dispositif sont les établissements pour lesquels la consommation sur place a fait l'objet d'une autorisation urbanistique : restaurant, snack, café,… ;

Considérant que le présent règlement régit l'installation de terrasses pour la période allant du 1 avril au 31 octobre de chaque année et qu'il est applicable à l'ensemble des établissements visés dès lors qu'ils sont situés sur le territoire de la Commune ;

Considérant que l'instruction de la demande préalable, l'octroi de l'autorisation et le contrôle du respect des modalités prévues par le présent règlement représentent des frais pour la Commune ;

Considérant que les terrasses saisonnières permettront aux établissements de restauration de bénéficier d'une visibilité commerciale particulière en étendant leurs activités sur l'espace public de la Commune, qui pourront dès lors escompter une augmentation de la fréquentation de leurs établissements ;

Considérant que l'avantage financier que retirent les commerçants de l'occupation saisonnière des
emplacements précités justifie l'établissement d'une redevance particulière pour l'occupation d'une partie de l'espace public de la Commune ;

Vu la décision du conseil communal du 7 novembre 2022 modifiant le Règlement-taxe sur les tables,
chaises, étals, chevalets, et autres objets quelconques placés sur la voie publique modifiant la validité des autorisations en passant les autorisations de 5 à 1 an ;

Considérant que l'objectif du Conseil communal, avec cette privatisation temporaire de la voirie publique, est de viser les terrasses peu étendues, afin qu'elles gagnent un peu d'espace, et de permettre aux commerces concernés d'augmenter leur visibilité ; qu'il n'est donc pas souhaité d'octroyer ces extensions aux commerces bénéficiant déjà d'une grande superficie de terrasse ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu les dispositions des codes civil, judiciaire et de toutes autres législations applicables aux créances
impayées ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE d'approuver les modifications du Règlement – Redevance relatif à la réservation temporaire d'emplacements de stationnement sur la voie publique par les établissements dont l'activité relève du secteur de la restauration et/ou des débits de boissons, comme repris ci-après :

Règlement – Redevance relatif à la réservation temporaire d'emplacements de stationnement sur la
voie publique par les établissements dont l'activité relève du secteur de la restauration et/ou des débits de boissons

Article 1 :

Champ d'application et espaces publics concernés :

Le présent règlement régit la réservation et l'occupation d'emplacements de stationnement par les établissements dont l'activité relève du secteur de la restauration et/ou des débits de boissons, pour lesquels la consommation sur place a fait l'objet d'une autorisation urbanistique, situés sur le territoire de la commune, en vue d'y installer des terrasses à vocation commerciale, temporaires et saisonnières, en vue de promouvoir la convivialité et le vivre ensemble entre les habitants ;

Sans préjudice des règles applicables en matière de circulation routière et des dispositions d'urbanisme, les espaces publics visés par le présent règlement sont les emplacements de stationnement situés dans l'espace public, devant ou à proximité des établissements concernés, à l'exception des emplacements dédiés aux personnes à mobilité réduite, des zones de chargement pour véhicules électriques et des zones de livraisons.

L'autorisation relative à la réservation temporaire de ces emplacements s'étend du 1 er avril au 31 octobre.

Article 2 :

Demande :

§ 1 er L'occupation du domaine public, en vertu du présent règlement, est soumise à l'autorisation préalable du Collège du Bourgmestre et des Echevins.

Ladite autorisation ne peut être délivrée que moyennant le respect des conditions suivantes :

Le demandeur doit être exploitant, en personne physique ou en personne morale, d'un établissement dont l'activité ressort des groupes restaurants et /ou débits de boissons, au sens de la nomenclature des activités économiques NACE BEL 2008 ;

L'établissement doit être situé au rez-de-chaussée de l'immeuble pour lequel l'occupation

du domaine public est demandée ;

Seuls les établissements ne disposant pas d'autorisation de terrasse ou disposant d'une autorisation de terrasse de maximum 25 m² pourront bénéficier d'une terrasse saisonnière ;

L'établissement ne doit pas avoir été fermé pour cause de troubles à l'ordre public au cours des douze derniers mois ;

Le demandeur doit être en règle avec les dispositions légales et les règlementations fiscales, sociales, urbanistiques et environnementales ;

Le demandeur joint à sa demande un plan détaillé et lisible avec les mesures exactes de la terrasse saisonnière ; ce plan est daté et signé par l'exploitant ;

Le Collège du Bourgmestre et des Echevins peut, de manière motivée et pour motifs légitimes, déroger aux conditions précitées.

En outre, l'autorisation peut être refusée par le Collège des bourgmestre et échevins pour des motifs liés à la sécurité, à la densité de circulation dans le quartier ou encore à l'existence de terrasses notamment en application du règlement-taxe sur les tables, chaises, étals, chevalets, et autres objets quelconques placés sur la voie publique.

Le Collège du Bourgmestre et des Echevins peut déléguer la délivrance des autorisations à un fonctionnaire, sauf lorsqu'il s'agit de déroger au présent règlement.

§ 2. L'autorisation est délivrée annuellement, uniquement pour la période du 1 er avril au 31 octobre.

L'autorisation peut être modifiée ou suspendue ponctuellement lors, notamment, de travaux de voirie, d'événements exceptionnels, de manifestations organisées sur le domaine public ou afin de garantir la commodité du passage, la sécurité publique et d'y maintenir l'ordre public.

§ 3. La demande d'autorisation est introduite, au seul moyen du formulaire arrêté par le Collège du Bourgmestre et des Echevins, auprès du Service des Taxes : taxecommunale@ etterbeek.brussels ;

Celle-ci doit être introduite au plus tard 30 jours avant la date souhaitée pour l'occupation du domaine public.

Au cours du délai précité, une enquête préalable à la décision d'autorisation est réalisée, in situ, par un agent communal, en présence du demandeur ou du représentant désigné par celui-ci.

Article 3 :

Redevance :

L'occupation du domaine public, en vertu du présent règlement, est soumise à une redevance dont le montant est fixé à **117,00 euros par mois d'occupation**.

En cas d'autorisation accordée avant la période, la terrasse sera réputée occupée pour toute la période.

En cas d'autorisation accordée pendant la période d'avril à octobre, la redevance sera due à partir du 1er jour du mois au cours duquel l'autorisation a été délivrée et jusqu'au 31 octobre.

A défaut de son paiement, la redevance pourra être récupérée par contrainte, conformément à l'article 137 bis de la Nouvelle Loi communale.

Article 4 :
Indexation des taux de redevances
Le taux de la redevance est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :
taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 5 :

Limites et conditions d'implantation des terrasses :

Les terrasses saisonnières en zone de stationnement ou tout autre dispositif déployé en vertu du présent règlement, doivent, à tout le moins, répondre aux exigences suivantes :

Être implantées sur les emplacements de stationnement situés dans l'espace public devant ou à proximité de l'établissement demandeur, à l'exception des emplacements dédiés aux personnes à mobilité réduite, des zones de chargement pour véhicules électriques et des zones de livraisons ;

Respecter la superficie déterminée par l'autorisation délivrée, laquelle ne pourra excéder une longueur de 11 mètres sur une largeur de 2 mètres, soit une superficie totale de 22 m2 ;

Être constituées en bois massif ou en verre feuilleté, moyennant, le cas échéant, un encadrement
métallique afin d'assurer la stabilité ;

Être équipées d'une séparation physique infranchissable d'une hauteur comprise entre 80 et 110 centimètres sur tous les côtés, à l'exception de celui donnant sur le trottoir ; les parois doivent être dépourvues d'inscription ;

Ne jamais déborder sur la chaussée ;

Ne jamais déborder sur un passage pour piétons, ou dissimuler partiellement celui-ci ; ne pas gêner,

Restreindre ou occulter les circulations piétonne et automobile, l'éclairage public et la signalisation routière ou, de manière quelconque, générer un risque pour la sécurité des personnes ;

Ne pas limiter les espaces d'évacuation des exploitations concernées et/ou avoisinantes (sorties de secours, …) ;

Ne pas nuire au bon écoulement des eaux de pluie, ni obstruer l'accès à une bouche à clé d'impétrant ou empêcher l'accès aux bornes d'incendie ;

Permettre l'accessibilité des équipements de la voirie en tout temps, en ce compris les accès aux
garages des propriétés voisines.

En outre, les éléments des terrasses saisonnières ou tout autre dispositif autorisé doivent être solidement fixés entre eux et suffisamment lestés pour résister à des vents de 110km/h, sans qu'aucun élément de la structure ne puisse être ancré au sol d'une quelconque manière.

En cas de tempête ou sur ordre de l'autorité de police administrative, les terrasses doivent pouvoir être démontées aisément afin d'être stockées hors espace public (à l'intérieur de l'établissement ou dans un autre endroit).

Article 6 :

Équipements interdits :

Aucun câble électrique ne peut traverser le trottoir.

Aucune installation de chauffage, électrique ou aucun dispositif de diffusion sonore (baffles, etc.) n'est autorisé.

La couverture de ces terrasses ou le placement de parasols n'est pas autorisé, étant donné que ces dispositifs sont susceptibles de gêner la visibilité des usagers de l'espace public.

Article 7 :

Obligations d'entretien :

Les terrasses saisonnières en zone de stationnement doivent, en tout temps, être maintenues en parfait état de propreté.

A cette fin, les obligations suivantes sont fixées :

Nettoiement quotidien du mobilier, du domaine public autorisé et, le cas échéant, de la partie de trottoir bordant l'ensemble ;

Placement obligatoire et en nombre suffisant de cendriers et de poubelles de table ;

Le mobilier et les accessoires doivent être rangés après fermeture de la terrasse ainsi qu'en période de non-exploitation de celle-ci. Leur stockage doit se faire hors domaine public.

Article 8 :
Interdiction des nuisances sonores :

Les bénéficiaires d'autorisation s'engagent à informer leur clientèle et à l'inciter à respecter l'environnement et la tranquillité des abords de l'établissement concerné.

Ils doivent prendre toutes les précautions pour ranger le mobilier et ses accessoires, au moment de la fermeture, d'une manière silencieuse.

Article 9 :

Retrait ou suspension de l'autorisation :

Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible.

Elles peuvent être retirées à tout moment et immédiatement lorsque l'intérêt général l'exige.

Elles peuvent aussi être suspendues, retirées ou non renouvelées lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement ou au Règlement général de police, ou ne respecte pas les conditions de l'autorisation.

En ce cas, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni remboursement des redevances versées.

En cas de suspension, de retrait ou de non-renouvellement d'une autorisation pour laquelle le titulaire est exempt de toute cause, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité mais bénéficiera du remboursement des redevances à date du 1er jour du mois suivant.

En outre, passé un délai de 48 heures après la notification de la décision de retrait précitée, et sans préjudice de la faculté du bénéficiaire de l'autorisation de demander à être entendu afin de faire connaître ses observations, l'autorité pourra procéder ou faire procéder, aux seuls frais du bénéficiaire, à la libération des lieux et à leur remise en pristin état.

Article 10 :

Affichage et publicité :

L'autorisation délivrée en vertu du présent règlement est affichée, de façon visible, sur la vitrine de l'établissement. Elle est, en outre, présentée à première demande des agents habilités par l'autorité délivrance ou en vertu du Règlement général de police.

Article 11 :

Entrée en vigueur :

Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication pour une période expirant le **31 décembre 2031.**

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement – Retributie betreffende de tijdelijke reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg door etablissementen waarvan de activiteit tot de horecasector en/of de drankgelegenheden behoort - Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de wetgeving inzake stedenbouw in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met name het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO) en zijn toepassingsbesluiten en de Gewestelijke stedenbouwkundige verordening (GSV);

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect en zijn latere wijzigingen (hierna “besluit geringe omvang”);

Gelet op de maatregelen die het college van burgemeester en schepenen van 2020 tot 2022 heeft genomen om de horecazaken toelating te geven om tijdelijke terrassen aan te leggen of hun terrassen uit te breiden op parkeerzones, bovenop de gewoonlijk toegestane ruimten, en zo het economisch herstel bevordert en de economie van deze sector, die zwaar is getroffen door de gezondheidscrisis in verband met Covid-19, versterkt;

Gelet op de omzendbrief van de staatssecretaris voor Stedenbouw en Erfgoed van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 oktober 2021;

Gelet op het reglement betreffende de tijdelijke reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg door etablissementen waarvan de activiteit tot de horecasector en/of de drankgelegenheden behoort, dat werd uitgevaardigd door de gemeenteraad in zijn zitting van 03.05.2021;

Overwegende dat dit reglement voornamelijk tot doel heeft de bezetting van de openbare ruimte aan te moedigen door de installatie van tijdelijke en seizoensgebonden terrassen voor commerciële doeleinden toe te staan met de bedoeling om de gezelligheid en het samenleven onder de bewoners te bevorderen;

Overwegende dat de horeca een bron van leven en animatie is en de aanleg van terrassen alle gebruikers (gezinnen, inwoners, klanten, enz.) daadwerkelijk in staat zou kunnen stellen om de openbare ruimte te delen in een logica die de gezelligheid in de wijken versterkt;

Overwegende dat het gaat om een maatregel ter ondersteuning van de plaatselijke economie, met het oog op een optimale commerciële exploitatie van de betrokken etablissementen;

Overwegende dat de begunstigden van dit systeem de etablissementen zijn waarvoor een stedenbouwkundige vergunning voor consumptie ter plaatse is afgegeven: restaurant, snackbar, café, enzovoort;

Overwegende dat dit reglement de installatie van terrassen regelt voor de periode van 1 april tot 31 oktober van elk jaar en dat het van toepassing is op alle betrokken etablissementen op voorwaarde dat ze op het grondgebied van de gemeente zijn gelegen;

Overwegende dat de instructie van de voorafgaande aanvraag, de toekenning van de vergunning en de controle op de naleving van de voorwaarden uit dit reglement kosten met zich meebrengen voor de gemeente;

Overwegende dat de restaurantzaken dankzij de seizoensterrassen van een bijzondere

commerciële zichtbaarheid kunnen genieten door hun activiteiten uit te breiden op de openbare ruimte van de gemeente en dat zij bijgevolg een toename van het aantal bezoekers van hun etablissementen kunnen verwachten;

Overwegende dat het financiële voordeel dat de handelaars halen uit de seizoensgebonden bezetting van de voornoemde plaatsen ook de vaststelling rechtvaardigt van een bijzondere retributie voor de bezetting van een deel van de openbare ruimte van de gemeente;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 7 november 2022 houden wijziging van het belastingreglement betreffende tafels, stoelen, kramen, schragen en andere voorwerpen die op de openbare weg worden geplaatst waarin de vergunningen worden teruggebracht van 5 naar 1 jaar;

Overwegende dat de Gemeenteraad met deze tijdelijke privatisering van de openbare weg beoogt kleine terrassen een beetje ruimte te geven en de betrokken handelszaken in staat te stellen hun zichtbaarheid te vergroten; dat het bijgevolg niet wenselijk is deze uitbreidingen toe te staan aan handelszaken die reeds over een groot terras beschikken;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek en het Gerechtelijk Wetboek en alle andere wetgeving die van toepassing is op onbetaalde schulden;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om de onderstaande wijzigingen aan het reglement - Retributie betreffende de tijdelijke reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg door etablissementen waarvan de activiteit tot de horecasector en/of de drankgelegen behoort goed te keuren:

Reglement – Retributie betreffende de tijdelijke reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg door etablissementen waarvan de activiteit tot de horecasector en/of de drankgelegenheden behoort

Artikel 1:

Toepassingsveld en betrokken openbare ruimten :

Dit reglement regelt de reservering en de bezetting van parkeerplaatsen door etablissementen waarvan de activiteit tot de horecasector en/of de drankgelegenheden behoort, waarvoor de consumptie ter plaatse een stedenbouwkundige vergunning heeft gekregen, die zijn gelegen op het grondgebied van de gemeente, met het oog op de installatie van tijdelijke en seizoensgebonden terrassen voor commerciële doeleinden met als doel om de gezelligheid en het samenleven tussen de inwoners te bevorderen.

Onverminderd de regels die van toepassing zijn op het wegverkeer en de stedenbouwkundige bepalingen, zijn openbare ruimten waarop dit reglement betrekking heeft de parkeerplaatsen die zich bevinden in de openbare ruimte, voor of in de nabijheid van de betrokken etablissementen, met uitzondering van de parkeerplaatsen voor personen met beperkte mobiliteit, laadzones voor elektrische voertuigen en leveringszones.

De vergunning voor de tijdelijke reservering van die parkeerplaatsen loopt van 1 april tot en met 31 oktober.

Artikel 2:

Aanvraag :

§1. De bezetting van het openbaar domein is krachtens dit reglement onderworpen aan de voorafgaande toelating van het college van burgemeester en schepenen.

De vergunning kan slechts worden uitgereikt als aan de volgende voorwaarden is voldaan:

De aanvrager moet als natuurlijke persoon of als rechtspersoon een etablissement uitbaten waarvan de activiteit tot de restaurants en/of drankgelegenheden behoort, in de zin van de nomenclatuur van economische activiteiten NACE BEL 2008.

Het etablissement moet gelegen zijn op de benedenverdieping van het gebouw waarvoor de bezetting van het openbaar domein wordt aangevraagd.

Enkel etablissementen die geen terrasvergunning hebben of die een vergunning voor een terras van maximaal 25 vierkante meter hebben kunnen gebruikmaken van een seizoensterras.

Het etablissement mag de voorbije twaalf maanden niet gesloten zijn geweest wegens verstoring van de openbare orde.

De aanvrager moet zich houden aan de wettelijke bepalingen en aan de fiscale, sociale, stedenbouwkundige en milieuvoorschriften.

De aanvrager moet bij zijn aanvrager een gedetailleerd en leesbaar plan voegen met de exacte afmetingen van het seizoensgebonden terras. Dat plan wordt gedateerd en ondertekend door de zaakvoerder.

Het college van burgemeester en schepenen kan om gegronde redenen van de bovenstaande voorwaarden afwijken.

Bovendien het college van burgemeester en schepenen de toelating weigeren om redenen die verband houden met de veiligheid, de verkeersdrukte in de wijk of het bestaan van terrassen, met name in toepassing van de het reglement betreffende de belasting op tafels, stoelen, kramen, schragen en andere voorwerpen die op de openbare weg worden geplaatst.

Het college van burgemeester en schepenen kan de uitreiking van de vergunningen delegeren aan een ambtenaar, behalve wanneer het gaat om een afwijking van dit reglement.

§2. De vergunning wordt jaarlijks uitgereikt, enkel voor de periode van 1 april tot en met 31 oktober.

De vergunning kan van tijd tot tijd worden gewijzigd of opgeschort, met name in geval van wegwerkzaamheden, uitzonderlijke evenementen, evenementen die op het openbaar domein worden georganiseerd of om de gemakkelijke doorgang, de openbare veiligheid en de handhaving van de openbare orde te waarborgen.

§3. De vergunningsaanvraag wordt enkel ingediend aan de hand van het door het college van burgemeester en schepenen goedgekeurde formulier bij de gemeentedienst belastingen:

gemeentebelastingen@ etterbeek.brussels.

De aanvraag moet uiterlijk 30 dagen voor de gewenste datum voor de inname van het openbaar domein worden ingediend. Gedurende bovengenoemde periode wordt voorafgaand aan de beslissing om de vergunning toe te kennen ter plaatse een onderzoek verricht door een gemeenteambtenaar, in aanwezigheid van de aanvrager of de door hem aangewezen vertegenwoordiger.

Artikel 3:

Retributie :

De bezetting van het openbaar domein is krachtens dit reglement onderworpen aan een retributie, waarvan het bedrag is vastgesteld op **117,00 euro per maand bezetting**.

Als de toelating vóór de periode wordt verleend, wordt het terras geacht gedurende de gehele periode gebruikt te worden.

Als de toelating tijdens de periode van april tot en met oktober wordt verleend, is de retributie verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand waarin de vergunning is uitgereikt tot en met 31 oktober.

Als de retributie niet betaald wordt, kan ze worden geïnd met een dwangbevel, in overeenstemming met artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 4:
Indexering van de tarieven van de retributies
Het tarief van de retributie wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.
Artikel 5:

Beperkingen en voorwaarden voor de inplanting van terrassen :

Seizoenterrassen op parkeerplaatsen of andere voorzieningen die op grond van dit reglement worden aangelegd, moeten ten minste aan de volgende eisen voldoen:

ingericht zijn op de parkeerplaatsen die zich bevinden in de openbare ruimte, voor of in de nabijheid van het etablissement van de aanvrager, met uitzondering van de parkeerplaatsen voor personen met beperkte mobiliteit, laadzones voor elektrische voertuigen en leveringszones.

de oppervlakte die is vastgelegd in de uitgereikt vergunning respecteren. Die mag niet meer zijn dan
11 meter lengte op 2 meter breedte, ofwel een totale oppervlakte van 22 vierkante meter.

gemaakt zijn van massief hout of gelaagd glas, zo nodig met een metalen frame om de stabiliteit te
waarborgen.

voorzien zijn van een onoverbrugbare fysieke afscheiding met een hoogte tussen 80 en 110 centimeter aan alle zijden, met uitzondering van de zijde die naar het voetpad is gericht.

er mogen geen opschriften staan op de wanden.

nooit uitsteken over de rijweg.

nooit uitsteken over een voetgangersoversteekplaats of een oversteekplaats gedeeltelijk aan het oog onttrekken, noch het voetgangers- en autoverkeer, de openbare verlichting en de verkeerstekens hinderen, beperken of bedekken, noch op welke manier dan ook een gevaar voor de veiligheid van
personen vormen.

de evacuatiezones van de betrokken bedrijven en/of naburige bedrijven (nooduitgangen, enz.) niet
beperken.

de goede afvloeiing van regenwater niet belemmeren, noch de toegang tot een straatdeksel van een nutsvoorziening belemmeren of de toegang tot brandkranen verhinderen.

ervoor zorgen dat de voorzieningen van de openbare weg op elk moment toegankelijk zijn, met
inbegrip van de toegang tot de garages van naburige eigendommen.

Bovendien moeten de elementen van de seizoensterrassen of elke andere toegestane voorziening stevig aan elkaar zijn bevestigd en voldoende zijn geballast om bestand te zijn tegen windsnelheden van 110 km/u, zonder dat enig element van de constructie welke manier dan ook in de grond is verankerd.

In geval van storm of op bevel van de administratieve politie moeten de terrassen gemakkelijk kunnen worden afgebroken om buiten de openbare ruimte e worden opgeslagen (in het etablissement of op een andere plaats).

Artikel 6:

Verboden inrichtingen :

Er mogen geen elektriciteitskabels over het voetpad lopen.

Verwarmingsinstallaties, elektrische installaties en geluidsinstallaties (zoals luidsprekers) zijn niet toegelaten.

Het overdekken van deze terrassen of het plaatsen van parasols is niet toegestaan, omdat deze voorzieningen het zicht van de gebruikers van de openbare ruimte kunnen belemmeren.

Artikel 7:

Onderhoudsverplichtingen :

Seizoenterrassen op parkeerplaatsen moeten op elk moment perfect schoon blijven.

Daartoe worden de volgende verplichtingen vastgelegd:

Dagelijkse schoonmaak van het meubilair, van het toegestane openbare domein en, indien nodig, van het gedeelte van het voetpad dat aan het geheel grenst, Verplichte plaatsing van voldoende asbakken en tafelafvalemmers.

Het meubilair en de toebehoren moeten worden opgeborgen na sluiting van het terras en ook wanneer het terras niet wordt gebruikt. Ze moeten buiten het openbaar domein worden opgeslagen.

Artikel 8:

Verbod op geluidsoverlast :

De begunstigden van de vergunning verbinden zich ertoe hun klanten te informeren en aan te moedigen de omgeving en de rust in de omgeving van het betrokken etablissement te respecteren.

Zij moeten alle voorzorgsmaatregelen treffen om het meubilair en de toebehoren op het ogenblik van de sluiting in stilte op te bergen.

Artikel 9:

Intrekking of opschorting van de vergunning :

De in dit reglement bedoelde vergunningen worden uitgereikt op precaire en herroepelijke basis, in de vorm van een persoonlijke en niet-overdraagbare titel.

Ze kunnen te allen tijde en onmiddellijk worden ingetrokken wanneer het openbaar belang dit vereist.

Ze kunnen ook worden opgeschort, ingetrokken of niet verlengd wanneer de houder een overtreding begaat tegen dit reglement of het algemeen politiereglement of niet voldoet aan de voorwaarden van de vergunning.

In dat geval kan de begunstigde geen aanspraak maken op enige vergoeding of terugbetaling van de betaalde retributies.

In geval van opschorting, intrekking of niet-verlenging van een vergunning waarvan de houder om welke reden dan ook is vrijgesteld, kan de begunstigde geen aanspraak maken op enige vergoeding, maar worden de betaalde retributies op de eerste dag van de volgende maand terugbetaald.

Bovendien kan de overheid, na een termijn van 48 uur vanaf de kennisgeving van het bovenbedoelde besluit tot intrekking van de vergunning en onverminderd het recht van de begunstigde van de vergunning om te verzoeken te worden gehoord om zijn opmerkingen mee te delen, op kosten van de begunstigde overgaan tot het (laten) vrijmaken van de ruimten en deze in hun oorspronkelijke staat te (laten) herstellen.

Artikel 10:

Aanplakking en reclame :

De vergunning die krachtens dit reglement wordt uitgereikt wordt zichtbaar aangeplakt op het uitstalraam van het etablissement. Ze wordt ook voorgelegd op eerste verzoek van ambtenaren die daartoe zijn gemachtigd door de overheid die de vergunning uitreikt of op grond van het algemeen politiereglement.

Artikel 11:

Inwerkingtreding :

Dit reglement treedt in werking vanaf zijn publicatie en zal worden toegepast voor een termijn vervallend op **31 december 2025**.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T34237061961936916883.pdf

22.12.2025/A/0051 **Règlement – Taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique – Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu la mise en application des procédures régionales en matière d'autorisation de chantiers via l'interface Web OSIRIS ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l’article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l’article 252 de la nouvelle loi communale imposant l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE

Article 1 :

Il est établi à partir du **1er janvier 2026** au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le **31 décembre 2031**, une taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique communale à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, ou de transformation d'immeubles.

Article 2 :

La taxe relative à l'occupation temporaire de la voie publique est due par l'entrepreneur des travaux ou par toute personne ayant obtenu l'autorisation d'occuper la voie publique. Le propriétaire de l'immeuble est solidairement responsable du paiement de ladite taxe.

Article 3 :

L'autorisation d'occuper la voie publique doit être sollicitée auprès du gestionnaire de voirie et sera traitée par l'administration communale ou l'administration régionale pour les voiries qui sont sous sa responsabilité.

Article 4 :

La taxe est due à partir de la date d'utilisation de la voie publique telle que déclarée dans la demande d’autorisation jusqu'à celle de la clôture du chantier ou la renonciation écrite à l'utilisation de ladite voie. A défaut ou en cas de contradiction avec la situation de terrain, le constat dressé par un contrôleur communal fait foi.

Article 5 :

La taxe est établie proportionnellement à la superficie occupée de la voie publique. Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité. La superficie servant de base au calcul de la taxe est celle déclarée dans la demande.

Toutefois, si un Contrôleur communal constate une occupation supérieure à cette surface, il établit un constat qui fait foi pour le calcul de la taxe. Les dimensions constatées par le contrôleur sont réputées avoir existé depuis le début du chantier, et restent prises en compte jusqu'à ce que le demandeur ait obtenu une régularisation ou à défaut, jusqu'à ce qu'un nouveau constat soit établi.

Article 6 :

Le taux de la taxe est fixé à **€ 1,45** le mètre carré et par jour calendrier. Aucune distinction n'est faite entre l'occupation du trottoir ou de la voie carrossable.

1)Majorations :

Le taux de la taxe sera doublé s'il est établi des cloisons ou des palissades servant à des fins publicitaires quelles qu'en soient la nature, la forme et les dimensions. L'enlèvement de la cloison ou de la palissade met fin à l'application de ce taux majoré.

Le taux de la taxe est aussi doublé lorsque les travaux sont entamés sans autorisation, pour la période débutant le jour du constat par le contrôleur communal, jusqu'au jour de la délivrance de l'autorisation requise, et ce pour toute la surface occupée.

Lorsque le demandeur a demandé une occupation de jour via les panneaux d'interdiction de stationner, et que le contrôleur communal constate une occupation continue, la taxe est enrôlée d'office depuis le début de la réservation de stationnement, et s'ajoute à la redevance due pour les panneaux d'interdiction de stationnement jusqu'à enlèvement de ceux-ci.

2)Réductions :

Si le demandeur introduit lui-même sa demande complète dans Osiris, sans demander l'aide de l'administration communale, le taux de la taxe est réduit à **€ 1,22** le mètre carré par jour calendrier.

Au-delà de 3 mois d'occupation, le taux de la taxe est ramené à€ **0,92** le mètre carré par jour calendrier dès le 4ème mois.

Lorsque le demandeur prévoit dans sa zone de travail un passage de minimum 1,50 m de large sans obstacle, couvert, sécurisé, et isolé de toute projection, le taux de la taxe est également ramené à
€ 0,92 le mètre carré par jour calendrier pour l'ensemble de la zone de travail, pour autant que ce passage soit en permanence libre de tout obstacle et protégé de toute projection d'eau et de matériaux. En cas de constat contraire du contrôleur communal, le taux normal est appliqué pour toute la durée du chantier.

Lorsque les travaux ont pour objet l'amélioration des performances énergétiques d'un bâtiment, et que ces travaux sont subsidiés par la Région bruxelloise, la taxe est réduite de moitié.

Il en va de même lorsque les travaux sont menés par une personne en situation de précarité attestée par le CPAS.

3)Exonérations

Sont exonérées de la taxe, les occupations temporaires de la voie publique à l'occasion de constructions, reconstructions, transformations et agrandissements d'immeubles ou parties d'immeubles faisant partie du domaine public de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Provinces, des Communes, des Centres Publics d'Aide Sociale et des Administrations subordonnées.

Toutefois les entreprises responsables de ces chantiers sont tenues d'introduire leur dossier dans OSIRIS elle-même.

Article 7 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du

Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 8 :

La taxe ainsi fixée est indépendante de l'indemnité prévue par le règlement sur les bâtisses pour la réparation éventuelle du revêtement de rue en suite de l'occupation de l'emprise.

Article 9 :

Le paiement de la taxe d'occupation temporaire de la voie publique n'implique pas de droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique mais préserve au contraire la possibilité pour l'autorité communale de supprimer ou de réduire l'usage autorisé. Dans ce cas, le montant de la taxe est révisé au prorata de la surface réellement autorisée.

A défaut de donner suite dans les 48 heures à l'injonction du contrôleur communal donnée par courrier électronique, il sera procédé, sans nouvel avis, à l'enlèvement d'office de la palissade ou cloison et de tout matériel de chantier, aux frais de l'entrepreneur ou de toute personne ayant obtenu l'autorisation d'occuper la voie publique, le propriétaire de l'immeuble étant solidairement responsable du paiement de ces frais.

Par ailleurs, une taxe de stockage sera réclamée au contrevenant, et sera calculée sur base de l'emprise au sol dans le dépôt communal et de la durée de stockage, au même taux que prévu à l'article 6.

Le paiement de la taxe communale et le permis délivré ne préjudicie pas aux pénalités prévues par le règlement sur les bâtisses et par les autres législations d'application sur la voie publique.

Article 10 :

Le montant de la taxe sera porté à la connaissance du débiteur par un document l'invitant à s'en acquitter dans un délai de 10 jours, soit par un versement à la caisse communale, soit par un virement à un compte bancaire communal. En cas de non-paiement dans le délai indiqué, la taxe sera enrôlée conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Les paiements dans le délai indiqué à l'alinéa 1 seront considérés comme des perceptions au comptant.

Article 11 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 12 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 13 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe.

Quant aux erreurs matérielles provenant de double emploi, erreurs de chiffres, etc…, étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement auprès de l'administration communale aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement – Belasting op de tijdelijke bezetting van de openbare weg – Wijzigingen

De gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de gouverneur of voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op de invoering van gewestelijke procedures op het vlak van bouwplaatsvergunningen via de webinterface OSIRIS);

Gelet op artikel 170 § 4 van de grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht aan de gemeenten wordt opgelegd;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT

Artikel 1:

Er wordt vanaf **1 januari 2026** ten bate van de gemeente Etterbeek voor een termijn die afloopt op **31 december 2031**, een belasting geheven op de tijdelijke bezetting van de openbare weg voor bouw-, afbraak-, herbouwings- of verbouwingswerken van gebouwen.

Artikel 2:

De belasting betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg is verschuldigd door de aannemer van de werken of door elk andere persoon die de toelating heeft verkregen tot het bezetten van de openbare weg. De eigenaar van het gebouw is hoofdelijk verantwoordelijk voor de betaling van de genoemde belasting.

Artikel 3:

De toelating tot de bezetting van de openbare weg moet aangevraagd worden bij de wegbeheerder en zal behandeld worden door het gemeentebestuur of het gewestbestuur voor de wegen die onder zijn verantwoordelijkheid vallen.

Artikel 4:

De belasting is verschuldigd vanaf de datum van ingebruikname van de openbare weg zoals tot de datum waarop de bouwplaats afgesloten wordt of de datum waarop schriftelijk afstand gedaan wordt van het gebruik van de openbare weg. Bij gebrek hieraan of in geval van tegenstrijdigheid met de situatie op het terrein geldt de vaststelling die opgesteld werd door een controleur van de gemeente als bewijs.

Artikel 5:

De belasting wordt berekend in evenredigheid met de oppervlakte van de bezette openbare weg. Voor de berekening van de oppervlakte zal elk gedeelte van een vierkante meter als een geheel genomen worden. De oppervlakte die als basis dient voor de berekening van de belasting is die aangegeven in de aanvraag.

Wanneer een controleur van de gemeente echter vaststelt dat de bezetting groter is dan deze oppervlakte, stelt hij een vaststelling op die als bewijs geldt voor de berekening van de belasting. De afmetingen die vastgesteld werden door de controleur gelden als zijnde bestaan te hebben sinds het begin van de bouwplaats en blijven in rekening genomen worden tot de aanvrager een regularisatie gekregen heeft of bij gebrek hieraan, tot een nieuwe vaststelling opgesteld wordt.

Artikel 6:

De belasting is vastgesteld op **€ 1,45** per vierkante meter per kalenderdag. Er wordt geen onderscheid gemaakt tussen de bezetting van het voetpad of de berijdbare weg.

1)Verhogingen:

De belasting zal verdubbeld worden indien de schutting of omheiningen opgericht werden met publicitaire doeleinden, wat ook hun aard, vorm of afmetingen zijn. Het weghalen van de schutting of omheining maakt een einde aan de toepassing van deze verhoogde belasting.

De belasting wordt ook verdubbeld wanneer de werken aangevat worden zonder vergunning, voor de periode die start op de dag van de vaststelling door de controleur van de gemeente tot de dag waarop de vereiste vergunning uitgereikt werd, en dat voor de volledige bezette oppervlakte.

Wanneer de aanvrager een bezetting overdag met parkeerverbodsborden heeft aangevraagd en de controleur van de gemeente een doorlopende bezetting vaststelt, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd vanaf het begin van het voorbehouden van parkeerplaatsen en komt die bovenop de retributie die verschuldigd is voor de parkeerverbodsborden totdat die borden weggehaald worden.

2) Verminderingen:

Indien de aanvrager zelf zijn volledige aanvraag indient via Osiris, zonder hulp te vragen van het gemeentebestuur, wordt de belasting teruggebracht tot **€ 1,22** per vierkante meter per kalenderdag.

Voor een bezetting van meer dan drie maanden wordt de belasting teruggebracht tot **€ 0,92** per vierkante meter per kalenderdag vanaf de vierde maand.

Wanneer de aanvrager in zijn werkzone een vrij, overdekte, beveiligde en geïsoleerde doorgang van 1,50 meter breed voorziet, wordt de belasting ook teruggebracht tot **€ 0,92** per vierkante meter per kalenderdag voor de volledige werkzone op voorwaarde dat die doorgang voortduren vrij is van obstakels en beschermd is tegen opvliegend water en materialen. Wanneer de controleur van de gemeente een andere vaststelling doet, wordt het normale tarief toegepast voor de volledige duur van de werf.

Wanneer de werkzaamheden tot doel hebben om de energieprestaties van een gebouw te verbeteren en die werkzaamheden gesubsidieerd worden door het Brusselse Gewest, wordt de belasting met de helft verminderd.

Hetzelfde geldt wanneer de werkzaamheden uitgevoerd worden door een behoeftige persoon die een bewijs heeft van het OCMW.

3) Vrijstellingen

Zijn vrijgesteld van de belasting, de tijdelijke bezettingen van de openbare weg in het kader van het bouwen, herbouwen, verbouwen en uitbreiden van gebouwen of delen van gebouw die deel uitmaken van het openbaar domein van de staat, van de gewesten, van de gemeenschappen, van de provincies, van de gemeenten, van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van de ondergeschikte besturen.

Niettemin dienen de ondernemingen die verantwoordelijk zijn voor de werven zelf hun dossier invoeren in OSIRIS.

Artikel 7:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 8:

De vastgelegde belasting is onafhankelijk van de vergoeding die voorzien is in het bouwreglement voor de eventuele reparatie van de wegbekleding na afloop van de bezetting.

Artikel 9:

De betaling van de belasting op de tijdelijke bezetting van de openbare weg houden geen onherroepelijk concessierecht of erfdienstbaarheid op de openbare weg in, maar vrijwaart daarentegen de mogelijkheid voor de gemeentelijke overheid om het toegestane gebruik op elk moment te schrappen of te verminderen. In dat geval wordt het bedrag van de retributie herzien naar rato van de reservatie die werkelijk toegestaan werd.

Wanneer binnen de 48 uur geen gevolg wordt gegeven aan de aanmaning die de controleur van de gemeente via e-mail verstuurd heeft, zal zonder nieuw bericht de omheining of de schutting van ambtswege verwijderd worden net als al het materiaal van de bouwplaats en dat op kosten van de aannemer of gelijk welke andere persoon die de toelating tot de tijdelijke bezetting van de openbare weg verkregen heeft.

De eigenaar van het gebouw is hoofdelijk verantwoordelijk voor de betaling van deze kosten. Bovendien zal een opslagbelasting geëist worden aan de overtreder die berekend wordt op basis van de grondbezetting in de gemeentelijke opslagplaats en de duur van de opslag tegen hetzelfde tarief als voorzien in artikel 6.

De betaling van de gemeentebelasting en de uitgereikte vergunning doen geen afbreuk aan de straffen die voorzien zijn door het bouwreglement en door andere wetgeving die van toepassing is op de openbare weg.

Artikel 10:

Het bedrag van de belasting wordt ter kennis gebracht van de belastingplichtige via een document waarin hij gevraagd wordt binnen de tien dagen te betalen, hetzij via een storting in de gemeentekas, hetzij via een overschrijving op een bankrekening van de gemeente. Ingeval niet betaald wordt binnen de aangegeven termijn zal de belasting ten kohiere gebracht worden in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

De betalingen binnen de termijn vermeld in alinea 1 worden beschouwd als contante

betalingen.

Artikel 11:

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar, door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 12:

De belasting wordt ingevorderd door de gemeenteontvanger in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 13:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie regelen. Het indienen van een bezwaar ontslaat de belastingplichtige niet van de betaling van de belasting.

Wat betreft de materiële fouten die het gevolg zijn van dubbel geboekte posten, rekenfouten of cijferfouten enz. die te wijten zijn aan de ambtenaren van het gemeentebestuur, kan de belastingplichtige daarvan de rechtzetting vragen bij het gemeentebestuur, zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet is goedgekeurd door de hogere overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_notif06_délai_expiré11660264737619558127.pdf

22.12.2025/A/0052 **Règlement-Taxe sur les pompes distributrices de carburants, fixes ou mobiles – Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe à l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que, compte-tenu de l'inflation importante, il parait opportun de prévoir un mécanisme d'indexation des taxes afin de garantir le rendement de la taxe en phase avec l'augmentation des charges de la commune ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les distributeurs de carburant visés par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant les services que la Commune organise sur son territoire et qui concernent notamment l'entretien des voiries communales, des trottoirs, l'éclairage public, la propreté, la prévention, la sécurité ou encore la police ;

Que ces services ou partie d'entre eux bénéficient aux personnes qui exploitent les

distributeurs de carburant sur le territoire de la Commune d'Etterbeek ;

Considérant que l'exploitation des distributeurs de carburant a pour objectif de fournir de l'énergie à des véhicules motorisés utilisant les infrastructures communales lors de leurs déplacements ;

ARRETE:

I. DURÉE ET ASSIETTES DE LA TAXE

Article 1 :

Il est établi à partir du **1er janvier 2026** au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le **31 décembre 2031**, une taxe annuelle sur les pompes distributrices de carburants fixes ou mobiles.

Article 2 :

Sont visés par les présentes dispositions, les appareils distributeurs d'essence, de gaz comprimé et d'autres carburants, placés sur la voie publique ainsi que les appareils accessibles au public et installés sur un terrain privé, en retrait, le long de la voie publique.

Article 3

Pour l'application des présentes dispositions, il faut entendre par voie publique :

Les voies de circulation, y compris les accotements et les trottoirs, réservées en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous ;

Les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux jardins, aux promenades et aux marchés.

II. TAUX

Article 4 :

La taxe est fixée à :

- **643,00 €** par bec verseur.

Article 5 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

$$\frac{\text{taux de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition. Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 6 :

La taxe est due pour l'année entière, quelle que soit la date de placement ou de retrait, au cours de l'exercice d'imposition, des objets visés par le présent règlement.

III. LE REDEVABLE

Article 7 :

Est redevable de la taxe :

La personne physique ou morale qui exploite le distributeur de carburant ;

Le gérant de l'établissement, personne physique ou morale, qui dispose des distributeurs est tenu solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

IV. RECENSEMENT DES ÉLÉMENTS TAXABLES, DÉCLARATIONS, TAXATION D'OFFICE ET MESURES DE CONTRÔLE

Article 8 :

Le recensement des éléments taxables est effectué par les soins de l'administration communale.

L'Administration communale peut également faire parvenir au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé, dans un délai de 30 jours à dater de l'envoi du formulaire.

Les personnes dont les bases d'imposition subiraient des modifications devront révoquer leur déclaration et la remplacer par une nouvelle dans les dix jours de la modification.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

La déclaration reste valable, pour les exercices d'imposition suivants, jusqu'à révocation.

La déclaration faite auprès du Service des Taxes ne dispense pas de l'obtention d'une autorisation auprès de l'autorité compétente lorsqu'elle est nécessaire.

Article 9 :

La non déclaration dans les délais prévus par le présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe d'après les éléments dont l'Administration peut disposer.

Les taxes enrôlées d'office peuvent être majorées selon l'échelle de gradation suivante :

Lorsqu'il s'agit de la première infraction : majoration de 50% ;

Lorsqu'il s'agit de la deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 100 % ;

Lorsqu'il s'agit de la troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième infraction a été commise : majoration de 200 %.

Il y a lieu d'entendre par infraction l'absence de déclaration, la déclaration non introduite dans les délais, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de toute situation taxable qu'elle concerne ou non la même imposition et/ou le même règlement.

Pour la détermination de l'échelle à appliquer, il y a deuxième infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance au redevable de l'application de la sanction concernant une infraction antérieure depuis au moins trente jours calendrier.

V. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 10 :

La présente taxe sera perçue par voie de rôle.

Article 11 :

Les dispositions relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux sont celles visées par les dispositions régionales et notamment, l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, ses modifications ultérieures et les dispositions du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales voté le 13 avril 2019.Le redevable de la taxe recevra, sans frais pour lui, un avertissement-extrait de rôle qui lui sera envoyé après l'exécutoire des rôles.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 21 votes positifs, 1 vote négatif.
Non : Sacha Moëns.

Reglement-belasting op de brandstofpompen, vaste of verplaatsbare – Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het

College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, § 4, van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat de bepaling van de belastbare materie en van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie die aan de gemeentelijke overheid wordt toegekend; dat ze op dit gebied beschikt over een discretionaire bevoegdheid die ze uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat het, gezien de hoge inflatie, gepast lijkt te voorzien in een indexeringsmechanisme van de belastingen om te garanderen dat de opbrengst van de belasting in verhouding is tot de stijging van de lasten van de gemeente;

Overwegende dat de gemeenteraad het nodig heeft geacht de in dit reglement bedoelde verdeelapparaten van brandstoffen te belasten om aanvullende ontvangsten te kunnen verwerven ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waar de gemeente voor staat;

Overwegende dat de gemeente op haar grondgebied diensten organiseert betreffende met name het onderhoud van de gemeentewegen en voetpaden, de openbare verlichting, de netheid, de preventie, de veiligheid of de politie;

Dat deze diensten of een deel ervan ten goede komen aan de personen die verdeelapparaten van brandstoffen op het grondgebied van de gemeente Etterbeek exploiteren;

Overwegende dat de uitbating van verdeelapparaten van brandstoffen tot doel heeft energie te leveren aan motorvoertuigen die bij hun verplaatsingen gebruikmaken van de gemeentelijke infrastructuur;

BESLUIT:

I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1:

Er wordt vanaf **1 januari 2026** ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op
31 december 2031, een jaarlijkse belasting geheven op de vaste of verplaatsbare pompen voor brandstof.

Artikel 2:

Deze bepalingen slaan op pompen voor benzine, samengeperst gas en andere brandstoffen die op de openbare weg staan, alsook op voor het publiek toegankelijke pompen op een van de weg af gelegen privéterrein langs de openbare weg.

Artikel 3:

Voor de toepassing van deze bepalingen wordt onder "openbare weg" verstaan:

Verkeerswegen, met inbegrip van de bermen en de trottoirs, voornamelijk bestemd voor het verkeer van personen of voertuigen en voor iedereen toegankelijk;

Openbare ruimten, aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, voor tuinen, wandelplaatsen en markten.

II. TARIEVEN

Artikel 4:

De belastingvoeten zijn vastgesteld op :

- **€ 643,00** per pistool.

Artikel 5:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 6:

De belasting is verschuldigd voor het volledige jaar, ongeacht de datum van plaatsing of verwijdering, in de loop van het aanslagjaar, van de voorwerpen bedoeld in dit reglement.

III. BELASTINGPLICHTIGEN

Artikel 7:

Zijn belastingplichtig:

De natuurlijke of rechtspersoon die verdeelapparaten van brandstoffen exploiteert;

De zaakvoerder, natuurlijke of rechtspersoon, die over de verdeelapparaten beschikt, is hoofdelijk en ondeelbaar gehouden tot betaling van de belasting.

IV. INVENTARIS VAN DE BELASTBARE ELEMENTEN, AANGIFTEN, AANSLAG VAN AMBTSWEGE, CONTROLEMAATREGELEN

Artikel 8:

De telling van de belastbare elementen gebeurt door het gemeentebestuur.

Het bestuur kan ook de belastingplichtige een aangifteformulier sturen dat hij ingevuld en ondertekend moet terugsturen binnen een termijn van 30 dagen na verzending van het formulier. De personen van wie de belastinggrondslag wijzigingen zou ondergaan, moeten hun aangifte herroepen en vervangen door een nieuwe binnen 10 dagen na de wijziging.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet de nodige gegevens voor de aanslag uiterlijk 31 december van het aanslagjaar meedelen aan het bestuur.

De aangifte blijft, tot herroeping, geldig voor de volgende aanslagjaren.

De aangifte bij de dienst Belastingen is geen vrijstelling van het verkrijgen van een toelating bij de bevoegde overheid, wanneer die noodzakelijk is.

Artikel 9:

Indien geen aangifte wordt ingediend binnen de in dit reglement bepaalde termijnen of indien de aangifte onvolledig, onjuist of onnauwkeurig is, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover het bestuur kan beschikken.

De ambtshalve ingekohierde belastingen kunnen als volgt trapsgewijs worden vermeerderd:

Bij de eerste overtreding: vermeerdering met 50%;

Bij de tweede overtreding, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding gebeurde: vermeerdering met 100%;

Bij de derde overtreding, ongeacht het jaar waarin de tweede overtreding gebeurde: vermeerdering met 200%.

Met overtreding wordt het volgende bedoeld: geen aangifte, aangifte niet ingediend binnen de in dit reglement bepaalde termijnen, onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van elke belastbare situatie, ongeacht of ze al dan niet betrekking heeft op dezelfde aanslag en/of hetzelfde reglement.

Voor de bepaling van de toe te passen schaal is er sprake van een tweede of volgende

overtreding als de belastingplichtige bij een nieuwe overtreding al minstens 30 kalenderdagen op de hoogte is van de toepassing van de sanctie betreffende een eerdere overtreding.

V. INVORDERING EN GESCHILLEN

Artikel 10:

Deze belasting is een kohierbelasting.

Artikel 11:

De bepalingen voor de vestiging, de invordering en de geschillen zijn die als bedoeld in de gewestelijke bepalingen, met name de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, de latere wijzigingen ervan en de bepalingen van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, dat werd aangenomen op 13 april 2019. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet dat hem wordt toegezonden na de uitvoerbaarverklaring van de kohieren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 21 positieve stemmen, 1 negatieve stem.
Nee : Sacha Moëns.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T36591225927436690117.pdf

22.12.2025/A/0053 **Règlement-redevance pour l'utilisation des loges de la morgue communale - Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 16 décembre 2024, relative au même objet, approuvée par la Tutelle le 10 février 2025 ;

Vu l'ordonnance du 29 novembre 2018 sur les funérailles et sépultures ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Attendu qu'en vertu de l'article 135 § 2 de la nouvelle loi communale, les communes ont pour mission entre autres d'assurer la propreté et la salubrité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que, dans un souci d'équité fiscale et de justice sociale, la commune entend réduire la charge fiscale liée à la délivrance de documents administratifs pour les bénéficiaires du statut BIM ; Que le bénéfice du statut BIM découle de critères objectifs définis par ou en vertu de la loi ; Que cette mesure poursuit un objectif d'intérêt général, consistant promouvoir l'équité fiscale et à faciliter l'accès aux documents administratifs pour les personnes les plus vulnérables, sans compromettre l'équilibre budgétaire ; Qu'en conséquence, cette minoration de la taxe apparaît conforme au principe d'égalité et de non-discrimination ;

ARRETE :

Article 1 :

Réduction pour les bénéficiaires du statut BIM

Les bénéficiaires du statut BIM, défini par l'intervention majorée de l'assurance santé, peuvent bénéficier des montants réduits, sous réserve de présentation d'une attestation valide de ce statut délivrée par un organisme de mutuelle. L'éligibilité au statut BIM sera vérifiée par l'Administration communale avant application de la réduction.

a.Utilisation d'une chambre mortuaire à la morgue communale : (redevance journalière, tout jour entamé étant dû) : € 85,00 (BIM € 80,00)

b.Forfait en cas de dépôt de corps en semaine après 17h, le week-end, les jours fériés, les jours de fermeture de l'administration communale : € 115,00 (BIM € 110,00)

Exonération (a. et b.) si le dépôt est ordonné par le Procureur du Roi.

Article 2 :

La redevance réclamée conformément au présent règlement est payable, contre quittance, entre les mains du Receveur communal et de ses préposés ou des agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 3 :

A défaut du règlement à l'amiable, le recouvrement de la redevance sera opéré par la voie civile.

Article 4 :

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2026 et reste applicable jusqu'au 31 décembre 2031, sous réserve de modification par une nouvelle délibération du Conseil communal. Le règlement est révisé en fonction des évolutions légales ou des besoins budgétaires de la commune.

Article 5 : Indexation des taux des redevances
Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013) selon la formule suivante :

$$\frac{\text{taux de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition. Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 21 votes positifs, 1 vote négatif.
Non : Sacha Moëns.

Retributiereglement voor het gebruik van de koelcellen in het gemeentelijk lijkenhuis - Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Na herziening van zijn beraadslaging van 16 december 2024, betreffende hetzelfde onderwerp, die op 10 februari 2025 door het Toezichthoudend Gezag werd goedgekeurd;

Gezien de ordonnantie van 29 november 2018 op de begraafplaats en de lijkbezorging;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien de gemeenten krachtens artikel 135 § 2 van de nieuwe gemeentewet onder anderen tot taak hebben het voorzien van de zindelijkheid en de gezondheid op openbare wegen, plaatsen en in openbare gebouwen;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat, gelet op de fiscale gelijkheid en sociale rechtvaardigheid, de gemeente van plan is om voor personen die recht hebben op het RVT-statuut de kost verbonden aan de afgifte van administratieve documenten te verminderen. Dat het recht op het RVT-statuut voortvloeit uit objectieve criteria vastgelegd door of krachtens de wet; Dat deze maatregel een doel van algemeen belang nastreeft, dat het erin bestaat om de fiscale gelijkheid aan te moedigen en de toegang tot administratieve documenten mogelijk te maken voor de zwaksten, zonder het begrotingsevenwicht in gevaar te brengen; Dat bijgevolg deze te lage belasting in overeenstemming met het principe van gelijkheid en non-democratie is;

BESLUIT:

Artikel 1:

Vermindering voor de begunstigden van het RVT-statuut
De begunstigden van het RVT-statuut, omschreven als de verhoogde tegemoetkoming in gezondheidskosten, kunnen genieten van verminderde bedragen, op vertoon van een geldig attest van dit sociaal statuut afgeleverd door een mutualiteit. Het gemeentebestuur zal nakijken of de persoon in kwestie in aanmerking komt voor het RVT-statuut alvorens het toe te passen.

a. Gebruik van een rouwkamer in het gemeentelijk mortuarium: (dagelijkse vergoeding, elke begonnen dag is verschuldigd): € 85,00 (RVT € 80,00)

b. Forfait bij het neerleggen van een lichaam op weekdagen na 17 uur, in het weekend, op feestdagen en op sluitingsdagen van de gemeentelijke administratie: € 115,00 (RVT € 110,00)

Vrijstelling (a. en b.) indien het neerleggen wordt bevolen door de Procureur des Konings.

Artikel 2:

De retributie aangerekend overeenkomstig onderhavig reglement wordt betaald, tegen ontvangstbewijs, in handen van de Gemeenteontvanger en zijn aangestelden of door de bedienden die met de inning van de bedragen belast zijn.

Artikel 3:

Bij gebrek aan minnelijke schikking zal de invordering langs burgerlijke weg geschieden.

Artikel 4:

Dit reglement treedt in werking op 1 januari 2026 en blijft van toepassing tot 31 december 2031, behoudens wijziging door een nieuwe beslissing van de gemeenteraad. Het reglement wordt herzien in functie van wettelijke ontwikkelingen of de budgettaire behoeften van de gemeente.

Artikel 5 : Indexering van de tarieven van de retributies

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast, voor een periode van 6 jaar (2026-2031), aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013) volgens de volgende formule:

$$\frac{\text{basispercentage x nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

Het basispercentage is het in dit reglement gespecificeerde tarief.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het belastingsjaar. Na toepassing van de indexeringscoëfficiënt wordt het tarief afgerond op de tweede decimaal naar boven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 21 positieve stemmen, 1 negatieve stem.
Nee : Sacha Moëns.

5 annexes / 5 bijlagen

Annexe 0 - Utilisation de la Morgue.docx, Annexe 9 - Cimetière recettes attendues.pdf, Annexe 1 - Rapport proposition de révision des taxes et redevances du département Démographie pour la période 2026-2031_.docx, Annexe 5 - Cimtière comparatif des prix régionaux.pdf, Notification à la commune10326359524519869883.pdf

22.12.2025/A/0054 **Règlement-redevance relatif aux prestations à l'occasion des célébrations de mariages – Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 24 mars 2025 relative au même objet, approuvée par la Tutelle le 2 mai 2025 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;
Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que, dans un souci d'équité fiscale et de justice sociale, la commune entend réduire la charge fiscale liée à la fourniture de services administratifs pour les bénéficiaires du statut BIM ; Que le bénéfice du statut BIM découle de critères objectifs définis par ou en vertu de la loi ; Que cette mesure poursuit un objecti f d'intérêt général, consistant promouvoir l'équité fiscale et à faciliter l'accès aux services administratifs pour les personnes les plus vulnérables, sans compromett r e l'équilibre budgétaire ; Qu'en conséquence, cette minoration de la redevance apparaît conforme au principe d'égalité et de non-discrimination ;

Considérant qu'il y a lieu de réclamer au bénéficiaire du service la contrepartie financière desdits services rendus par la commune ;

Vu l'article 165/1 al.1er de l'ancien code civil qui prévoit que les mariages sont célébrés à la maison communale ;

Considérant que l'article 165/1 al. 2 de l'ancien code civil prévoit que, par dérogation à l'article 165/1 al.1er de l'ancien code civil, le conseil communal peut désigner, sur le territoire de la commune, d'autres lieux publics à caractère neutre pour célébrer les mariages ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 mars 2025 d'autoriser, en application de l'article 165/1 al. 2 de l'ancien code civil, la célébration des mariages au sein de la salle de l'Orangerie du Parc Jean-Félix Hap située Chaussée de Wavre 208 à 1040 Etterbeek ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 mars 2025 ;

DECIDE : de modifier comme suit le règlement-redevances relatif aux prestations à l'occasion des célébrations de mariages

Article 1 :

Les célébrations de mariages donnent lieu au paiement à la commune de redevances fixées comme suit :

1. Mariages célébrés les lundi matin, mercredi matin et jeudi matin :
€ 85,00 (BIM € 77,00) ;
2. Mariages célébrés le vendredi matin :
€ 125,00 (BIM € 113,00) ;

3. Mariages célébrés le dernier vendredi du mois (après-midi) :
€ 150,00 (BIM € 135,00) ;
4. Mariages célébrés le samedi matin :
€ 290,00 (BIM € 260,00) ;
5. Retransmission en direct des mariages à la maison communale via une application informatique : € 15,00 (BIM € 13,50).

Réduction pour les bénéficiaires du statut BIM :

Les bénéficiaires du statut BIM, défini par l'intervention majorée de l'assurance santé, peuvent bénéficier des montants réduits, sous réserve de présentation d'une attestation valide de ce statut délivrée par un organisme de mutuelle. L'éligibilité au statut BIM sera vérifiée par l'Administration communale avant application de la réduction.

Article 2 :

Sont exonérés du paiement des redevances reprises aux points 1 à 4 de l'article 1 :
1. Les célébrations de mariages le mardi matin ;
2. Les célébrations de mariages d'un membre du personnel communal ou du Centre Public d'Action Sociale.

Article 3 :

Les redevances réclamées conformément au présent règlement sont payables anticipativement, contre quittance, entre les mains du Receveur communal et de ses préposés ou des agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 4 :

A défaut de règlement à l'amiable, le recouvrement des redevances sera opéré suivant la voie civile légale.

Article 5 :

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2026 et reste applicable jusqu'au 31 décembre 2031, sous réserve de modification par une nouvelle délibération du Conseil communal. Le règlement est révisé en fonction des évolutions légales ou des besoins budgétaires de la commune.

Article 6 : Indexation des taux des redevances

Le taux de la taxe est adapté annuellement, pour une période de 6 ans (2026-2031), à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013) selon la formule suivante :

$$\frac{\text{taux de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition. Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 21 votes positifs, 1 vote négatif.
Non : Sacha Moëns.

Retributiereglement betreffende prestaties bij huwelijksceremonies – Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Na herziening van zijn beraadslaging van 24 maart 2025, betreffende hetzelfde onderwerp, die op 2 mei 2025 door het Toezichthoudend Gezag werd goedgekeurd;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet, dat het begrotingsevenwicht voor gemeenten oplegt;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat de gemeente, met het oog op fiscale billijkheid en sociale rechtvaardigheid, de fiscale last; verbonden aan de levering van administratieve diensten voor de begunstigden van de RVT-status wenst te verminderen;

Dat het recht op het RVT-statuut voortvloeit uit objectieve criteria die bij of krachtens de wet zijn vastgesteld;

Dat deze maatregel een algemeen belang nastreeft, namelijk het bevorderen van fiscale billijkheid en het vergemakkelijken van de toegang tot administratieve diensten voor de meest kwetsbaren, zonder het begrotingsevenwicht in gevaar te brengen;

Dat bijgevolg deze vermindering van de retributie in overeenstemming lijkt te zijn met het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel;

Overwegende dat van de begunstigde van de dienst een financiële tegenprestatie voor de door de gemeente verleende diensten moet worden gevraagd;

Gelet op artikel 165/1, eerste lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, dat bepaalt dat huwelijken in het gemeentehuis worden voltrokken;

Overwegende dat artikel 165/1, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek bepaalt dat, in afwijking van artikel 165/1, eerste lid, de gemeenteraad andere openbare neutrale locaties op het grondgebied van de gemeente kan aanwijzen voor de voltrekking van huwelijken;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 maart 2025 om, in toepassing van artikel 165/1, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, de voltrekking van huwelijken toe te staan in de Orangeriezaal van het Jean-Félix Happark, gelegen aan de Waversesteenweg 208 te 1040 Etterbeek;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 maart 2025;

BESLUIT:

Het retributiereglement betreffende de prestaties bij huwelijksceremonies als volgt te wijzigen:

Artikel 1:

De huwelijksvoltrekkingen zijn onderworpen aan de volgende retributies, te betalen aan de gemeente:

1. Huwelijken voltrokken van op maandagochtend, woensdagochtend en donderdagochtend: € 85,00 (RVT € 77,00);

2. Huwelijken voltrokken op vrijdagochtend : € 125,00 (RVT € 113,00);

3. Huwelijken voltrokken op de laatste vrijdag van de maand (namiddag) : € 150,00 (RVT € 135,00);

4. Huwelijken voltrokken op zaterdagochtend : € 290,00 (RVT € 260,00);

. Live-uitzending van huwelijken in het gemeentehuis via een informatica-applicatie: € 15,00 (RVT € 13,50).

Vermindering voor begunstigden van het RVT-statuut:

Begunstigden van het RVT-statuut, zoals gedefinieerd door de verhoogde tegemoetkoming in de ziekteverzekering, kunnen genieten van verlaagde tarieven, op voorwaarde dat zij een geldig attest van dit statuut voorleggen, afgeleverd door een mutualiteitsinstelling. De toepasselijkheid op het RVT-statuut zal door de Gemeentelijke Administratie worden gecontroleerd voordat de vermindering wordt toegepast.

Artikel 2:

Vrijgesteld van de betaling van de retributies vermeld in punten 1 tot 4 van artikel 1:

1.Huwelijken voltrokken op dinsdagochtend ;

2.Huwelijken van een personeelslid van de gemeente of van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW).

Artikel 3:

De retributies die krachtens dit reglement worden gevorderd, moeten vooraf worden betaald, tegen ontvangstbewijs, aan de Gemeentelijke Ontvanger, zijn aangestelden of de daartoe aangewezen inningsambtenaren.

Artikel 4:

Bij gebrek aan minnelijke betaling zal de invordering van de retributies geschieden via de wettelijke burgerlijke procedure.

Artikel 5:

Dit reglement treedt in werking op 1 januari 2026 en blijft van toepassing tot 31 december 2031, behoudens wijziging door een nieuwe beslissing van de gemeenteraad. Het reglement wordt herzien in functie van wettelijke ontwikkelingen of de budgettaire behoeften van de gemeente.

Artikel 6 :

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast, voor een periode van 6 jaar (2026-2031), aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013) volgens de volgende formule:

$$\frac{\text{basispercentage x nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

Het basispercentage is het in dit reglement gespecificeerde tarief.

De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het belastingsjaar. Na toepassing van de indexeringscoëfficiënt wordt het tarief afgerond op de tweede decimaal naar boven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 21 positieve stemmen, 1 negatieve stem.
Nee : Sacha Moëns.

6 annexes / 6 bijlagen

Annexe 6 - Population recettes attendues.pdf, Annexe 0 - Prestations mariages.docx, Annexe 8 - Etat civil recettes attendues.pdf, Annexe 1 - Rapport proposition de révision des taxes et redevances du département Démographie pour la période 2026-2031_.docx, Annexe 4 - Etat civil comparatif des prix régionaux.pdf, Document_Notif01_pas d'objection T37912410297862909413.pdf

---

22.12.2025/A/0055 **Règlement-redevances pour services administratifs - Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 4 juillet 2025 relative au même objet, devenue exécutoire par lettre du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 août 2025 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Attendu que, par des instructions antérieures, le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale invite les communes à fixer le montant de leurs redevances en fonction du coût réel des services rendus ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 1999 modifiant l'arrêté royal du 10 février 1983 portant des mesures d'encouragement à l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

Vu la décision du 7 février 2001 de M. le Ministre en charge de l'Environnement en Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant la définition de la redevance selon laquelle elle est le paiement fait par un particulier suite à un service rendu par la commune et presté à son bénéfice personnel ;

Considérant le principe selon lequel le montant de la redevance doit correspondre au coût, pour la commune, du service rendu ;

Vu la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges ;

Vu la circulaire du 11 juillet 2018 relative à la loi du 18 juin précitée, en ce qu'elle transfère la compétence en matière de changement de prénoms aux officiers de l'état civil et en règle les conditions et la procédure ;

Vu la loi du 7 janvier 2024 modifiant l'ancien Code civil et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'assouplir la procédure de changement de nom ;

Vu le principe absolu de la liberté de choix individuel et de libre arbitre de chaque individu ainsi que le principe d'égalité de traitement entre les personnes ;

Vu l'Ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, et ses modifications ;

Vu l'Ordonnance du 22 avril 1999 fixant la liste des installations de classe 1A ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe 1B, 1D, 2, 1C et 3 (soumises à permis d'environnement) ;

Considérant que les installations de classe 1A, 1B, 1D et 1C concernent des permis régionaux, que les installations de classe 2 et 3 concernent des permis communaux ;

Considérant que les installations de classe 3 concernent des installations de faible puissance ou capacité, telles que certaines installations de chauffage, de refroidissement, petits dépôts ; mais qu'elles concernent également les chantiers repris en rubrique 28-1 de la liste des installations classées ;

Vu la rubrique 28-1 de cette liste des installations classées :

Chantier de :

construction, transformation ou démolition de bâtiments hors voirie ou d'ouvrages d'art mettant en œuvre des installations ayant une force motrice totale de plus de 50 kW ;

transformation ou démolition d'une surface brute de plus de 500 m² d'un bâtiment, d'un ouvrage d'art ou d'une conduite, dont le permis d'urbanisme autorisant la construction a été délivré avant le 1er octobre 1998 ; y compris les installations reprises à d'autres rubriques à l'exception de :

l'élimination de déchets in-situ,
dépôt d'explosif,
chantiers d'assainissement
forages et captages d'eau souterraine' ;

Considérant que cette rubrique 28-1 porte donc sur les 'gros' chantiers, à savoir ceux qui disposent au minimum d'une grue, ou ceux qui portent sur des bâtiments d'une surface de plus de 500m² et donc susceptibles de contenir de l'amiante ;

Considérant que ces chantiers nécessitent un suivi important, des contrôles sur place, engendrent très souvent des dossiers de plainte, et sont dès lors assez chronophages, contrairement aux autres installations de classe 3, et même à la plupart des installations de classe 2 ;

Vu l'article 1, 20° du règlement redevances pour services administratifs : 'Instructions de

dossiers en matière d'environnement :

a) permis d'environnement de classe 2 ; € 150,00
b) déclaration préalable d'environnement (classe 3) : € 30,00
c) demande de certificats et de permis d'environnement de classes 1B et 1A : € 225,00' ;

Considérant que le montant de € 30,00 relatif aux déclarations de classe 3 pour les chantiers est dérisoire par rapport à la charge de travail que ces dossiers impliquent pour l'administration communale, de même que par rapport aux budgets des entrepreneurs mis en œuvre dans le cadre des chantiers ;

Considérant qu'il conviendrait par conséquent, au vu de ces éléments, d'augmenter la redevance relative aux installations de classe 3 concernées par la rubrique 28-1 (chantiers), et de la porter à € 200,00 ;

Considérant que de nombreux chantiers démarrent sans avoir introduit la déclaration préalable de classe 3 relative à leurs travaux ; qu'il convient de les dissuader de cette pratique ;

Considérant qu'à cet effet, la redevance devrait être triplée en cas de régularisation de classe 3 relative aux chantiers (rubrique 28-1) ;

Considérant par ailleurs que la redevance relative aux demandes de permis d'environnement régionaux de classe 1B (€ 225,00) et 1A (€ 225,00) ne correspond pas à la charge de travail que ces dossiers impliquent, notamment en raison des enquêtes publiques, commissions de concertation et, dans le cas des dossiers 1A, des nombreux comités d'accompagnement auxquels la commune participe dans le cadre des études d'incidences ;

Considérant en outre que la redevance demandée à Etterbeek pour les demandes de permis d'environnement est inférieure à la moyenne des redevances respectives des autres communes (moyenne calculée sur base de 9 communes bruxelloises dont les redevances sont consultables sur leurs sites web : WSL, WSP, Forest, Jette, Koekelberg, Molenbeek, St-Gilles, Schaerbeek et Uccle) ;

Considérant que cette moyenne (qui ne tient pas compte des redevances doublées dans certaines communes en cas de régularisation) est la suivante :

Classe 3 : 74€
Classe 2 : 176€
Classe 1B : 324€
Classe 1A : 1107€

Considérant qu'il serait dès lors nécessaire d'adapter la redevance relative aux déclarations de classe 3 et aux demandes de permis de classe 1B et 1A ;

Considérant de plus qu'aucune redevance n'était jusqu'ici due pour les demandes de modification et de prolongation de permis d'environnement ; qu'il est nécessaire d'imposer une redevance proportionnelle à la charge de travail que ces demandes impliquent ;

Considérant qu'il conviendrait dès lors de modifier l'article 1, 19° du règlement redevances pour services administratifs, comme suit :

Instructions de dossiers en matière d'environnement :

a) déclaration préalable d'environnement (classe 3)- autres que la rubrique 28-1 : € 50,00
b) déclaration préalable d'environnement (classe 3)- rubrique 28-1 (chantiers) : € 200,00 (€ 600,00 en cas de régularisation)
c) demande de permis d'environnement de classe 2 et demande de prolongation de permis d'environnement de classe 2: € 175,00
d) demande de certificats et de permis d'environnement de classes 1B : € 350,00' ;
e) demande de certificats et de permis d'environnement de classes 1A : € 1500,00' ;
f) demande de modification de déclaration de classe 3 ou de permis d'environnement de classe 2: € 50,00.

Considérant qu'il conviendrait que cette modification entre en vigueur pour les déclaration et demandes de permis d'environnement introduites à partir du 1er janvier 2025, simultanément à la modification relative aux enquêtes publiques en urbanisme ;

Considérant que, dans un souci d'équité fiscale et de justice sociale, la commune entend réduire la charge fiscale liée à la délivrance de documents administratifs pour les bénéficiaires du statut BIM ; Que le bénéfice du statut BIM découle de critères objectifs définis par ou en vertu de la loi ; Que cette mesure poursuit un objectif d'intérêt général, consistant promouvoir l'équité fiscale et à faciliter l'accès aux documents administratifs pour les personnes les plus vulnérables, sans compromettre l'équilibre budgétaire ; Qu'en conséquence, cette minoration de la taxe apparaît conforme au principe d'égalité et de non-discrimination ;

Considérant que, dans le cadre de ses missions, le Département Démographie rend une série de services administratifs aux citoyens, dont notamment le traitement des demandes de changement d'adresse ;

Considérant que ces services entrainent des coûts et charges pour la commune et qu'il est équitable d'en faire supporter les frais par les bénéficiaires par le biais de redevances, reprises dans le « Règlement-redevances pour services administratifs » approuvé par le Conseil communal ;

Considérant par ailleurs que, dans le cadre de ses missions, le service des Travaux Publics rend une série de services administratifs aux citoyens, notamment dans le cadre des occupations de la voie publique, des sécurisations de l'espace public et des dégradations des bâtiments publics;

Considérant que ces services entrainent également des coûts et charges pour la commune et qu'il est équitable d'en faire supporter les frais par les bénéficiaires par le biais de redevances, reprises dans le « Règlement-redevances pour services administratifs » approuvé par le Conseil communal ;

Considérant la modification du règlement de la Place Jourdan et l'obligation pour les professionnels d'utiliser des conteneurs pour leurs déchets ;

Considérant la dérogation permettant aux commerçants n'ayant pas la place dans leurs locaux pour entreposer leurs conteneurs d'utiliser les points d'apports volontaires mis à disposition par la Commune ;

Considérant le travail supplémentaire administratif pour la bonne installation de ces points d'apports volontaires (production des dérogations, visite des locaux, coordination avec l'Agence Bruxelles-Propreté, etc) ;

Considérant le travail supplémentaire technique pour le bon maintien de ces points d'apport volontaire (retrait tous les dimanche pour les marchés, nettoyage deux à trois fois par semaine, remplacement des barrières cassées par la mauvaise manutention des usagers, etc) ;

Considérant que ces points d'apport volontaires représentent une occupation de l'espace public au bénéfice des commerçants n'ayant pas de conteneurs ;

Considérant les 4 fractions de déchets concernées (tout-venant, organique, PMC, Papier et Cartons)

DECIDE d'un montant de dérogation de20,00 € par fraction de déchets par mois

Règlement-redevances pour services administratifs

Réduction pour les bénéficiaires du statut BIM

Les bénéficiaires du statut BIM, défini par l'intervention majorée de l'assurance santé, peuvent bénéficier des montants réduits, sous réserve de présentation d'une attestation valide de ce statut délivrée par un organisme de mutuelle. L'éligibilité au statut BIM sera vérifiée par l'Administration communale avant application de la réduction.

Article 1 :

Les services rendus aux particuliers dans le cadre du présent règlement donnent lieu au paiement à la commune des redevances relevées ci-après :

1° Légalisation de signature : € 12,00 (BIM € 11,00)

Toutefois, la légalisation de signature dans le cadre d'une autorisation parentale est gratuite.

2° Duplicata de permis d'urbanisme, d'autorisation délivrée par la commune en matière de permis
d'environnement : € 12,00

3° Duplicata d'autorisation délivrée par l'autorité supérieure notamment en matière de permis
d'environnement : € 12,00

4° Certification conforme de copies de documents : € 12,00 (BIM 11,00)

5° Plans :
a) Plans de la commune (échelle 1/5000e) : € 6,00
En noir et blanc (échelle 1/2500e) : € 12,00

b) Copies de plans de bâtiments, de cartes réglementaires, etc. par numériseur-traceur :

Copie noir/blanc

- Format A0 : € 12,00
- Format A1 : € 8,50

- Format A2 : € 6,00
- Format A3 : € 1,70
- Format A4 : € 0,85

Copie couleur

- Format A0 : € 26,00
- Format A1 : € 17,50
- Format A2 : € 12,00
- Format A3 : € 4,30
- Format A4 : € 2,90

c) Copies de plans sur disque amovible ou clé USB non fournis ou envoi par email/irisbox; par plan : € 1,70

d) Copies de fichiers autres que des plans sur disque amovible ou clé USB non fournis ou envoi par email/irisbox ; par fichier : € 0,60

e) points c) et d) avec un minimum de € 6,00

6° Ouverture de dossiers :

a) Pour l'obtention d'un certificat d'urbanisme, d'un permis d'urbanisme ou d'un permis de lotir :
Les plans introduits et le formulaire de demande sont déterminants pour le montant de la redevance à payer pour l'examen de dossier.

L'administration se réserve le droit d'ajuster ce montant en fonction des surfaces réellement constatées lors de la vérification des plans constitutifs du dossier en cas de divergences entre ces plans et les superficies mentionnées dans le formulaire de demande.

Le montant de cette redevance doit être payé avant la délivrance du permis d'urbanisme, du certificat d'urbanisme ou du permis de lotir.

La superficie de plancher à prendre en compte étant la superficie de plancher déterminée ci-dessus :

-dossiers ne nécessitant ni l'avis du Fonctionnaire délégué ni l'avis de la Commission de concertation
et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination et/ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est inférieure ou égale à 150 m², une démolition, un abattage d'arbre, et la construction, l'installation ou la modification de tout élément constructif non mesurable en superficie plancher : 52,00 €

et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est supérieure à 150 m²: 52,00 € + 0,85 €/m²

-dossiers nécessitant l'avis du Fonctionnaire délégué et/ou l'avis de la Commission de

concertation
et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination et/ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est inférieure ou égale à 150 m², une démolition, un abattage d'arbre, et la construction, l'installation ou la modification de tout élément constructif non mesurable en superficie plancher : 105,00 €

et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est supérieure à 150 m²: 105,00 € + 0,85 €/m²

-dossiers nécessitant l'avis du Fonctionnaire délégué, les mesures particulières de publicité et l'avis de la Commission de concertation

et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination et/ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est inférieure ou égale à 150 m², une démolition, un abattage d'arbre, et la construction, l'installation ou la modification de tout élément constructif non mesurable en superficie plancher : 155,00 €

et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est supérieure à 150 m²: 155,00 € + 0,85 €/m²

-dossiers déposés auprès du Fonctionnaire délégué et nécessitant les mesures particulières de publicité et/ou l'avis de la Commission de concertation : 260,00 €

-dossiers modificatifs (art 126 ou art 191) nécessitant les mesures particulières de publicité et/ou l'avis de la Commission de concertation : 105,00 €

Les affiches sont gratuites.

La délivrance de copies des procès-verbaux et avis de la Commission de concertation n'entraîne pas de frais de recherche.

b) Pour le placement d'appareils automatiques, de pompes à essence: € 43,00

c) Pour l'occupation temporaire de la voie publique (formule simplifiée pour élévateur, container, échafaudages, ou tout autre occupation de la voie publique n'ayant pas d'impact sur la circulation piétonne et/ou automobile et n'entravant pas la sécurité publique) : € 43,00

Ces redevances sont triplées en cas de régularisation d'un placement, d'une occupation, d'une construction ou d'un lotissement effectués sans l'autorisation requise.

7° Recherche d'archives et renseignements urbanistiques :

1) recherches d'archives € 46,00/heure
avec un minimum de : € 46,00

2) renseignements urbanistiques conformes à l'article 275 du code bruxellois de l'aménagement du territoire : € 86,00 (indexés) par adresse

En cas d'urgence, la redevance peut être doublée : € 175,00 par adresse

Toutefois l'exonération de la redevance est appliquée pour les services rendus à des fins scientifiques ou culturelles et dénuées de tout esprit de lucre.

8° Délivrance de photocopies

Format A4 : € 0,30/pièce
Format A3 : € 0,60/pièce

9° Cahiers des charges ou autres documents d'adjudications, de marchés de travaux, de fournitures et services

prix coûtant avec un minimum de : € 35,00

10° Recherches généalogiques ou autres : € 50,00/heure (BIM € 45,00)
-
Montant minimum dû : € 50,00 (BIM € 45,00)

11° Listes périodiques des demandes de permis d'urbanisme, etc…: € 86,00/an

Le Collège des Bourgmestre et Echevins apprécie, compte tenu de l'importance de la liste demandée et de la charge devant en résulter pour la commune, l'opportunité d'octroyer l'abonnement.

Il détermine également la périodicité de la délivrance des listes précitées.

12° Listes électorales : € 0,00

13°Attestation de conformité Horeca

a) Constitution de dossiers administratifs pour l'ouverture, la réouverture, la reprise d'un établissement Horeca au sens du règlement communal du 27 mai 2024 : € 115,00
b) Avis pour le débit de boissons fermentées et/ou autorisation de patente pour le débit de boissons spiritueuses : € 52,00

Ces redevances sont doublées dans le cas d'une régularisation d'une ouverture, réouverture ou reprise sans avoir obtenu les autorisations requises.

14° Constitution d'un dossier de demande de nationalité belge : € 55,00 (BIM € 50,00)

15° Constitution d'un dossier de demande d'enregistrement de cohabitation légale : € 45,00
(BIM € 40,00)

16 ° Enregistrement d'une demande de cessation de cohabitation légale de commun accord : € 35,00 (BIM € 31,00)

17° Enregistrement d'une demande de cessation unilatérale de cohabitation légale : € 380,00
(BIM € 340,00)

18° Changement ou adjonction de prénom(s) pour les citoyens belges, refugiés ou apatrides reconnus :

a) Dossiers ordinaires : € 70,00 (BIM € 63,00) (première demande) et € 700,00 (BIM € 550,00) (toute demande ultérieure) ;

b) Dossiers pour lesquels la gratuité doit exceptionnellement être accordée : € 0,00

Lorsque la personne étrangère est dénuée de prénom lors de l'introduction de sa demande de
nationalité ;

Lorsque la personne a la conviction que le sexe mentionné dans son acte de naissance ne correspond pas à son identité de genre vécue intimement.

19° Changement de nom pour les citoyens belges, réfugiés ou apatrides reconnus : € 70,00 (BIM € 63,00)

20° Instructions de dossiers en matière d'environnement :

a) déclaration préalable d'environnement (classe 3)- autres que la rubrique 28-1 : € 50,00
b) déclaration préalable d'environnement (classe 3)- rubrique 28-1 (chantiers) : € 200,00 (€ 600,00 en cas de régularisation)
c) demande de permis d'environnement de classe 2 et demande de prolongation de permis d'environnement de classe 2: € 175,00
d) demande de certificats et de permis d'environnement de classes 1B : € 350,00' ;
e) demande de certificats et de permis d'environnement de classes 1A : € 1500,00' ;
f) demande de modification de déclaration de classe 3 ou de permis d'environnement de classe 2: € 50,00.

21° Pour le placement, pour une durée de 5 ans, d'une plaquette commémorative, selon les modalités prévues par le règlement communal relatif au placement de plaquettes commémoratives sur les bancs publics etterbeekois : € 345,00 (BIM € 330,00)

22° Déclaration de changement d'adresse : € 10,00 (BIM : € 9,00)

23° Mise en place de barrières de protection ou de clôtures pour des raisons de sécurité ou de salubrité publiques :

a)pour le chargement, le transport, le placement aux endroits exigés du matériel de signalisation et de protection ad hoc et son enlèvement après usage : € 92,00
b)pour le traitement administratif et techniques des actions prises en urgence : € 200,00 et prise en charge des enlèvements administratifs des véhicules dépannés par le propriétaire du bien responsable de l'incident
c)pour le placement de panneaux en bois sur porte et châssis : € 200,00 en sus du coût réel des matériaux mis en œuvre

24° Occupation de la voie publique :

a)pour l'aide directe aux particuliers ne pouvant remplir eux-mêmes une demande Osiris : € 50,00
b)pour les barrières posées lorsque l'occupation nécessite une fermeture de rue : € 200,00
c)pour les barrières posées lorsque l'occupation ne peut se faire que sur un trottoir, une oreille de trottoir, un quai de bus, … : € 100,00
d)pour l'adaptation éventuelle de la signalisation en cas d'occupation de la voie publique telle que le placement d'un emplacement PMR temporaire, le déplacement d'une zone de livraison, … : € 200,00
e)pour le placement d'une signalisation fixe pour les chantiers d'une durée supérieure à 3 mois : € 200,00
f)pour le traitement et le suivi des chantiers occupant l'espace public (état des lieux avant travaux, récolement et suivi de la réfection) : € 100,00

25° Dégradation de bâtiments publics :

a)pour la recherche des images caméras à charge de l'auteur des faits ou de son responsable légal : € 50,00
b)pour le suivi technique et administratif de la remise en état à charge de l'auteur des faits ou de son responsable légal : € 150,00
c)pour les matériaux mis en œuvre à charge de l'auteur des faits ou de son responsable légal : selon le coût réel des matériau mis en œuvre

26° Pour la dérogation d'usage de conteneurs et l'utilisation des points d'apports volontaire mis à la disposition par la commune sur la place Jourdan : 20,00 € par mois par fraction de déchets.

27° Constitution d'un dossier pour la demande de séjour d'un ressortissant étranger, comprenant la délivrance de l'annexe correspondante : € 70,00 (BIM € 63,00)

Toutefois, la demande de séjour en vue de l'obtention du statut de réfugié reconnu est gratuite

28° Constitution d'un dossier pour la demande de changement de statut d'un ressortissant étranger, comprenant la délivrance de l'annexe correspondante : € 30,00 (BIM € 27,00)

29° Constitution d'un dossier pour la demande de séjour permanent d'un ressortissant étranger, comprenant la délivrance de l'annexe correspondante : € 30,00 (BIM € 27,00)

30° Pour la constitution d'un nouveau dossier au Registre national à la suite d'une modification de la date de naissance ou du sexe : € 50,00 (BIM € 45,00)

31° Le tournage de films sur le territoire d'Etterbeek donne lieu au paiement d'une redevance

Catégories	Par jour, de 8h00 à 19h00	Par jour, après 19h, le week-end et de jours fériés	Services supplémentaires*
1.Travaux étudiants ou assimilés,	Gratuit	Gratuit	Taux en vigueur
2.Film d'utilité publique ou de prévention	Gratuit	Gratuit	Gratuit

3.Documentaire, court et moyen métrage	500,00 €	700,00 €	Taux en vigueur
4.Film de fiction long métrage	750,00 €	1.000,00 €	Taux en vigueur
5.Film publicitaire et/ou commercial - Film d'entreprise	1.400,00 €	1.800,00 €	Taux en vigueur

-

*Lorsque le tournage chevauche les plages jour (8h00 - 19h00) et nuit (après 19h00), on applique d'abord le forfait de la plage la plus longue. Les heures effectuées au-delà de cette plage sont ensuite comptées au tarif horaire de l'autre plage.

Les taux horaires sont calculés proportionnellement au montant applicable à la plage horaire concernée, selon la formule suivante :

Taux de jour divisé par 11 heures (durée d'une plage horaire complète de 8h à 19h).

Les taux horaires sont les suivants :

- Catégorie 3 : 500€ / 11 = 45,45€/h
- Catégorie 4 : 750€ / 11 = 68,20€/h
- Catégorie 5 : 1.400€ / 11 = 127,25€/h

Taux de nuit divisé par 13 heures (durée d'une plage horaire complète après 19h).

Les taux horaires sont les suivants :

- Catégorie 3 : 700€ / 13 = 53,85€/h
- Catégorie 4 : 1.000€ / 13 = 76,90€/h
- Catégorie 5 : 1.800€ / 13 = 138,45€/h

Services supplémentaires : le **paiement de la redevance** liée à l'autorisation de tournage **ne dispense pas le bénéficiaire** du paiement de **services supplémentaires** (au taux en vigueur, prévus dans les règlements-taxe ou redevance en application) éventuellement sollicités auprès de la Commune pour la réalisation du tournage (par exemple : fermeture de rue, placement de barrières Nadar ou de panneaux de stationnement, inscription OSIRIS, etc.).

-

32° Redevances pour la mise à disposition de salles communales, d'espaces publics et de matériel

a) Jardins de la Chasse

-

Salle	taux/h	Caution	Lun–Jeu (max 2h)	Vendredi (max 3h)	Samedi (max 9h)	Dimanche (max 10h)
Hall d'accueil	30 €/h	300 €	60 €	90 €	270 €	300 €

Salle	taux/h	Caution	Lun–Jeu (max 2h)	Vendredi (max 3h)	Samedi (max 9h)	Dimanche (max 10h)
Salle de l'Europe	20 €/h	200 €	40 €	60 €	180 €	200 €
Salle Christian Debaty	30 €/h	300 €	60 €	90 €	270 €	300 €
Réfectoire (sans cuisine)	25 €/h	200 €	50 €	75 €	225 €	250 €
Réfectoire (avec cuisine)	30 €/h	200 €	60 €	90 €	270 €	300 €

Dépassement horaire : 300 € pour la première heure et 600,00 € pour les suivantes.

-

b) Jardins de Fontenay

Salle	Taux/utilisation	Caution
Grande salle	300 €	400 €
Grande salle avec cuisine	400 €	400 €
Petite salle	150 €	400 €

Dépassement horaire : 300 € pour la première heure et 600,00 € pour les suivantes.

-

c) Réfectoire – La Colombe de la Paix

Bénéficiaires autorisés	Autorisation	Caution	Prix
1. Services communaux, CPAS, Mission locale	Autorisé gratuitement	-	Gratuit
2. Écoles communales situées sur le territoire communal et subsidiées par les communautés	Autorisé 1x/an gratuitement et puis payant	-	300
3. Partis politiques représentés au Conseil (réunion de travail)	Autorisé 1x/an gratuitement et puis payant	-	300
4. Partis politiques représentés au Conseil (conférence, drink, etc.)	Autorisé 1x/an gratuitement et puis payant	-	300
5. ASBL communales (créées, gérées ou financées par la commune)	Autorisé 1x/an gratuitement et puis payant	-	300
6. ASBL avec soutien communal (convention ou subvention régulière)	Autorisé 1x/an payant sous condition (soumis au Collège)	400	300
7. ASBL externes sans ancrage local	Payant	400	750

Bénéficiaires autorisés	Autorisation	Caution	Prix
8. Personnes morales ou physiques etterbeekoises	Payant	400	300
9. Personnes morales ou physiques non etterbeekoises	Payant	400	500
10. Personnel communal, CPAS, Mission Locale	Autorisé 1x/an	-	100

Dépassement horaire : 300 € pour la première heure et 600,00 € pour les suivantes.

d) Mise à disposition des classes

- Occupation occasionnelle : 60 € / classe / jour
- Occupation régulière : 1 000 €/an par créneau hebdomadaire
  (un "créneau" = une classe prise un jour par semaine).

Si le demandeur occupe plusieurs classes et/ou plusieurs jours par semaine, le montant est multiplié par le nombre total de créneaux.
Formule : 1 000 € × (nombre de classes par jour) × (nombre de jours par semaine)

Les montants sont calculés pour l'année scolaire ou l'année civile selon la nature de l'occupation.

-

e) Espace public – Occupation

-

Type d'événement	Taux de base	Taux par jour supplémentaire
Petit événement	200 €	100 €/jour
Moyen événement	500 €	150 €/jour
Grand événement	700 €	200 €/jour

f) Espace public -Interdictions de stationnement

Le demandeur d'une autorisation d'occuper un espace public peut solliciter l'occupation de la voirie pour la pose de panneaux d'interdiction de stationner, uniquement dans le cadre d'évènements organisés sur la voie publique.

Places demandées	Coût par mètre courant / jour	Frais fixes	Total indicatif par jour
1 à 5 places	2,50 €/m/j	100,00 €	2,50 €/m/j + 100,00 €
6 à 10 places	2,50 €/m/j	150,00 €	2,50 €/m/j + 150,00 €
11 à 20 places	2,50 €/m/j	250,00 €	2,50 €/m/j + 250,00 €
Dès 21 places	2,50 €/m/j	350,00 €	2,50 €/m/j + 350,00 €

g) En cas de nécessité, si le personnel communal doit intervenir après une occupation pour le nettoyage et/ou l'évacuation de déchets d'un local ou d'un espace mentionné ci-plus-haut, les taux prévus dans les règlements taxe sur le nettoyage du domaine public et taxe sur les prestations du personnel ouvrier effectuées en matière de santé publique ou en vue du maintien ou du rétablissement de l'ordre public et de la sécurité seront appliqués à la charge du demandeur.

Article 2 :

La redevance est payable entre les mains du Receveur communal et de ses préposés ou des agents
percepteurs désignés à cet effet.

Chaque fois que la chose sera possible, la redevance sera perçue par l'apposition d'une vignette sur le document délivré à consignation à titre de garantie d'un montant égal à celui de la redevance sera exigée préalablement à la prestation de service demandée.

Article 3 :

Lorsque les documents, sollicités par des particuliers et des établissements privés, sont expédiés par la voie postale, les frais d'expédition s'ajoutent à la redevance et sont à consigner au moment de la demande, même dans le cas où le service administratif est gratuit.

Article 4 :

A défaut de règlement à l'amiable, le recouvrement de la redevance sera opéré suivant la voie civile légale.

Article 5 :

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2026 et reste applicable jusqu'au 31 décembre 2031, sous réserve de modification par une nouvelle délibération du Conseil communal. Le règlement est révisé en fonction des évolutions légales ou des besoins budgétaires de la commune.

Article 6 : Indexation des taux des redevances

Le taux de la redevance est adapté annuellement, pour une période de 6 ans (2026-2031), à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013) selon la formule suivante :

$$\frac{\text{taux de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition. Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 21 votes positifs, 1 vote négatif.
Non : Sacha Moëns.

Reglement-retributies voor administratieve diensten – Wijzigingen

De gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 4 juli 2025 over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden bij brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 augustus 2025;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarin het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

overwegende dat het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, via eerdere instructies, de gemeenten uitnodigt om het bedrag van hun retributies vast te leggen in functie van de reële kostprijs van de geleverde diensten;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 3 juni 1999 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 1983 houdende aanmoedigingsmaatregelen voor het rationeel energieverbruik;

gelet op de beslissing van 7 februari 2001 van de minister van Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

gelet op de definitie van een retributie als zijnde de betaling door een particulier voor een door de gemeente verleende dienst die hem persoonlijk ten goede komt;

gelet op het principe dat het bedrag van de retributie moet overeenstemmen met de kostprijs van de verleende dienst voor de gemeente;

gelet op de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing;

gelet op de omzendbrief van 11 juli 2018 betreffende de bovengenoemde wet van 18 juni waarbij de bevoegdheid voor voornaamswijzigingen wordt overgedragen aan de ambtenaren van de burgerlijke stand en de voorwaarden en de procedure ervan vastlegt;

gelet op het absolute beginsel van keuzevrijheid en vrije wil van elk individu en het beginsel van
gelijke behandeling van personen;

gelet op de wet van 7 januari 2024 tot wijziging van het oude Burgerlijk Wetboek en het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten om de procedure voor het wijzigen van een naam te versoepelen,

gelet op het besluit van 5 juni 1997 inzake milieuvergunningen, zoals gewijzigd ;

gelet op de ordonnantie van 22 april 1999 tot vaststelling van de lijst van klasse 1A-installaties;

gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 maart 1999 tot vaststelling van de lijst van installaties van de klassen 1B, 1D, 2, 1C en 3 (waarvoor een milieuvergunning is aangevraagd);

overwegende dat installaties van de klassen 1A, 1B, 1D en 1C onderworpen zijn aan regionale vergunningen en dat installaties van de klassen 2 en 3 onderworpen zijn aan

gemeentelijke vergunningen;

overwegende dat het bij klasse 3-installaties gaat om installaties met een gering vermogen of een geringe capaciteit, zoals bepaalde verwarmings- en koelinstallaties en kleine opslagplaatsen, maar ook om werkplaatsen die onder post 28-1 van de lijst van ingedeelde installaties vallen;

gelet op post 28-1 van deze lijst van ingedeelde installaties:

Bouwterrein voor :

de bouw, verbouwing of afbraak van gebouwen, met uitzondering van wegen en kunstwerken, met gebruikmaking van installaties met een totale aandrijfkracht van meer dan 50 kW ;

verbouwing of afbraak van een gebouw, bouwwerk of pijpleiding met een bruto-oppervlakte van meer dan 500 m² waarvoor vóór 1 oktober 1998 bouwvergunning is verleend; met inbegrip van installaties die onder andere posten vallen, met uitzondering van :

in-situ afvalverwijdering,
afzetting van explosieven
saneringslocaties
boren en grondwateropvang";

overwegende dat deze post 28-1 dus betrekking heeft op "grote" locaties, d.w.z. locaties met ten minste één kraan of locaties waar zich gebouwen bevinden met een oppervlakte van meer dan 500 m² en die dus waarschijnlijk asbest bevatten;

overwegende dat deze locaties een uitgebreide controle en inspecties ter plaatse vereisen, zeer vaak aanleiding geven tot klachten en dus vrij tijdrovend zijn, in tegenstelling tot andere installaties van klasse 3 en zelfs de meeste installaties van klasse 2;

gelet op artikel 1, 20° van het reglement betreffende de vergoedingen voor administratieve diensten: "Behandeling van milieudossiers :

a) milieuvergunning klasse 2; € 150,00
b) voorafgaande milieuverklaring (klasse 3): € 30,00
c) aanvraag van milieuattesten en -vergunningen klasse 1B en 1A: € 225,00";

overwegende dat het bedrag van € 30,00 voor klasse 3 verklaringen voor bouwplaatsen bespottelijk is in verhouding tot de werklast die deze dossiers met zich meebrengen voor het gemeentebestuur, alsook in verhouding tot de budgetten van de aannemers die betrokken zijn bij de bouwplaatsen;

overwegende dat, gezien deze factoren, het passend zou zijn om de retributie voor klasse 3-installaties vallende onder post 28-1 (bouwplaatsen) te verhogen tot € 200,00;

overwegende dat veel bouwplaatsen van start gaan zonder vooraf een aangifte van klasse 3 voor hun werkzaamheden te hebben ingediend; dat zij van deze praktijk moeten worden weerhouden;

overwegende dat daartoe de retributie voor de regularisatie van klasse 3 met betrekking tot bouwplaatsen (rubriek 28-1) moet worden verdrievoudigd;

overwegende voorts dat de retributie voor aanvragen voor regionale milieuvergunningen van klasse 1B (225,00 €) en 1A (225,00 €) niet in overeenstemming is met de werklast die deze aanvragen met zich meebrengen, met name vanwege de openbare onderzoeken, de overlegcomités en, in het geval van 1A-aanvragen, de talrijke begeleidingscomités waaraan de gemeente deelneemt in het kader van de effectstudies;

overwegende bovendien dat de leges die aan Etterbeek worden aangerekend voor milieuvergunningsaanvragen lager zijn dan het gemiddelde van de respectieve leges die door de andere gemeenten worden aangerekend (gemiddelde berekend op basis van 9 Brusselse gemeenten waarvan de leges op hun website kunnen worden geraadpleegd: WSL, WSP, Vorst, Jette, Koekelberg, Molenbeek, St-Gilles, Schaarbeek en Ukkel);

rekening houdend met het feit dat dit gemiddelde (dat geen rekening houdt met de retributies die in bepaalde gemeenten verdubbeld worden in geval van regularisatie) als volgt is

Klasse 3: €74
Klasse 2: 176
Klasse 1B: 324 euro
Klasse 1A: 1107 euro;

overwegende dat het dus nodig zou zijn om de leges voor klasse 3 aangiften en klasse 1B en 1A vergunningsaanvragen aan te passen;

overwegende dat bovendien tot op heden geen vergoeding verschuldigd was voor aanvragen tot wijziging en uitbreiding van milieuvergunningen; dat het noodzakelijk is een vergoeding te heffen die in verhouding staat tot de werklast die dergelijke aanvragen met zich meebrengen;

overwegende dat artikel 1, 19°, van de verordening betreffende de vergoedingen voor administratieve diensten derhalve als volgt moet worden gewijzigd:

aanwijzingen voor milieudossiers :

a) voorafgaande milieuaangifte (klasse 3) - andere dan rubriek 28-1: € 50,00
b) voorafgaande milieuaangifte (klasse 3) - rubriek 28-1 (bouwplaatsen): € 200,00 (€ 600,00 in geval van regularisatie)
c) aanvraag milieuvergunning klasse 2 en aanvraag tot uitbreiding van een milieuvergunning klasse 2: € 175,00
d) aanvraag van milieuattesten en vergunningen klasse 1B: € 350,00 ;
e) aanvraag voor milieucertificaten en vergunningen klasse 1A: € 1.500,00 ;
f) aanvraag tot wijziging van een klasse 3 verklaring of klasse 2 milieuvergunning: € 50,00.

overwegende dat deze wijziging in werking zou moeten treden voor verklaringen en aanvragen van milieuvergunningen ingediend op of na 1 januari 2025, gelijktijdig met de wijziging met betrekking tot openbare onderzoeken in stedenbouwkundige planning ;

Overwegende dat, gelet op de fiscale gelijkheid en sociale rechtvaardigheid, de gemeente van plan is om voor personen die recht hebben op het RVT-statuut de kost verbonden aan de afgifte van administratieve documenten te verminderen. Dat het recht op het RVT-statuut voortvloeit uit objectieve criteria vastgelegd door of krachtens de wet; Dat deze maatregel een doel van algemeen belang nastreeft, dat het erin bestaat om de fiscale gelijkheid aan te moedigen en de toegang tot administratieve documenten mogelijk te

maken voor de zwaksten, zonder het begrotingsevenwicht in gevaar te brengen; Dat bijgevolg deze te lage belasting in overeenstemming met het principe van gelijkheid en non-democratie is;

Gelet op het feit dat de Dienst Demografie, in het kader van haar opdrachten, een reeks administratieve diensten verleent aan de burgers, waaronder met name de behandeling van aanvragen voor adreswijziging;

Gelet op het feit dat deze diensten kosten en lasten voor de gemeente met zich meebrengen en dat het billijk is om deze kosten ten laste te leggen van de begunstigden via retributies, opgenomen in het "Reglement-retributies voor administratieve diensten", goedgekeurd door de Gemeenteraad op 15 december 2025;

Gelet op het feit dat de dienst Openbare Werken in het kader van zijn taken een reeks administratieve diensten verleent aan burgers, met name met betrekking tot de bezetting van de openbare weg, de beveiliging van de openbare ruimte en schade aan openbare gebouwen;

Gelet op het feit dat deze diensten kosten en lasten voor de gemeente met zich meebrengen en dat het billijk is om deze kosten door te berekenen aan de begunstigden door middel van retributies, die zijn vastgelegd in het reglement “Retributies voor administratieve diensten” dat op 15 december 2025 door de gemeenteraad is goedgekeurd;

Overwegende de wijziging van het reglement voor het Jourdanplein en de verplichting voor professionelen om containers voor hun afval te gebruiken;

Gezien de afwijking waardoor handelaars die op hun terrein geen ruimte hebben om hun containers op te slaan, gebruik kunnen maken van de vrijwillige afgiftepunten die de gemeente ter beschikking stelt;

Overwegende het extra administratieve werk dat nodig is voor de correcte installatie van deze vrijwillige afgiftepunten (opstellen van afwijkingen, bezoeken ter plaatse, coördinatie met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, enz;)

Overwegende de bijkomende technische werkzaamheden die nodig zijn voor het onderhoud van deze vrijwillige afgiftepunten (elke zondag wegbrengen voor de markten, twee- of driemaal per week schoonmaken, vervangen van de barrières die kapot zijn gegaan door een slechte behandeling door de gebruikers, enz.

Overwegende het feit dat deze vrijwillige afgiftepunten een beslag leggen op de openbare ruimte ten voordele van de handelaars die niet over containers beschikken;

Overwegende de 4 betrokken afvalfracties (alle afval, organisch afval, PMD, papier en karton)

BESLUIT tot een vrijstellingsbedrag van 20,00 € per afvalfractie per maand

Reglement betreffende retributies voor administratieve diensten

Vermindering voor de begunstigden van het RVT-statuut
De begunstigden van het RVT-statuut, omschreven als de verhoogde tegemoetkoming in gezondheidskosten, kunnen genieten van verminderde bedragen, op vertoon van een

geldig attest van dit sociaal statuut afgeleverd door een mutualiteit. Het gemeentebestuur zal nakijken of de persoon in kwestie in aanmerking komt voor het RVT-statuut alvorens het toe te passen.

Artikel 1:

De diensten die in het kader van dit reglement aan particulieren worden geleverd, geven aanleiding tot de betaling aan de gemeente van de hierna vermelde retributies:

1° Légalisation de signature : €12,00 (BIM € 11,00)

De legalisatie van een handtekening in het kader van een ouderlijke toestemming is echter gratis.

2° Duplicaten van stedenbouwkundige vergunningen, van milieuvergunningen uitgereikt door de gemeente: € 12,00

3° Duplicaten van vergunningen uitgereikt door de hogere overheid, in het bijzonder inzake milieuvergunningen: € 12,00

4° Gecertificeerde kopieën van documenten € 12,00 (BIM € 11,00)

5° Plannen:

a)Plannen van de gemeente (schaal 1/5000): € 6,00

In zwart en wit (schaal 1/2500): € 12,00

b)Kopieën van plannen van gebouwen, reglementaire kaarten, enzovoort, met scanner-traceerapparaat:

Zwart-witkopie

- Formaat A0: € 12,00
- Formaat A1: € 8,50
- Formaat A2: € 6,00
- Formaat A3: € 1,70
- Formaat A4: € 0,85

Kleurenkopie

- Formaat A0: € 26,00
- Formaat A1: € 17,50
- Formaat A2: € 12,00
- Formaat A3: € 4,30
- Formaat A4: € 2,90

c)Kopieën van plannen op niet-geleverde verwisselbare harde schijf of USB-stick of verstuurd via e-mail/Irisbox; per plan: € 1,70

d)Kopieën van bestanden anders dan plannen op een niet-geleverde verwisselbare harde schijf of USB-stick of verzonden via e-mail/Irisbox; per bestand: € 0,60

e) punten c) en d) met een minimum van € 6,00

6° Openen van dossiers:

a)Voor het verkrijgen van een stedenbouwkundig attest, een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning:

De ingediende plannen en het aanvraagformulier zijn bepalend voor het bedrag van de te betalen retributie voor het onderzoek van het dossier.

In geval van verschil tussen deze plannen en de oppervlaktes vermeld in het aanvraagformulier, behoudt het bestuur zich het recht om het bedrag aan te passen in functie van de werkelijke oppervlakte vastgesteld bij het nazicht van de desbetreffende plannen.

Het bedrag van deze retributie moet worden betaald voor de uitreiking van de stedenbouwkundige vergunning, het stedenbouwkundig attest of de verkavelingsvergunning.

De in aanmerking te nemen vloeroppervlakte is de hiervoor bepaalde vloeroppervlakte:

- dossiers die noch het advies van de gemachtigde ambtenaar noch het advies van de overlegcommissie vereisen en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen die het voorwerp uitmaken van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik en/of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 150 m², het afbreken, het vellen van bomen en het bouwen, het inrichten of de wijziging van elk niet-meetbaar bouwelement in vloeroppervlakte: 52,00 €

en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen die het voorwerp uitmaken van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 150 m²: 52,00 € + 0,85 €/m²

- dossiers die het advies van de gemachtigde ambtenaar en/of het advies van de overlegcommissie vereisen en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen die het voorwerp uitmaken van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik en/of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 150 m², het afbreken, het vellen van bomen en het bouwen, het inrichten of de wijziging van elk niet-meetbaar bouwelement in vloeroppervlakte: 105,00 €

en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen die het voorwerp uitmaken van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 150 m²: 105,00 € + 0,85 €/m²

- dossiers die het advies van de gemachtigde ambtenaar, de speciale regelen van openbaarmaking en het advies van de overlegcommissie vereisen en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen die het voorwerp uitmaken van een

geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik en/of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 150 m², het afbreken, het vellen van bomen en het bouwen, het inrichten of de wijziging van elk niet-meetbaar bouwelement in vloeroppervlakte: 155,00 €

en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen die het voorwerp uitmaken van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 150 m²: 155,00 € + 0,85 €/m²

- dossiers die bij de bemachtigde ambtenaar werden ingediend en die de speciale regelen van openbaarmaking en/of het advies van de overlegcommissie vereisen: 260,00 €

- gewijzigde dossiers (art 126 of 191) en die de speciale regelen van openbaarmaking en/of het advies van de Overlegcommissie vereisen: 105,00 €

De affiches zijn gratis.

De afgifte van afschriften van de notulen en adviezen van de overlegcommissie geeft geen aanleiding tot opzoekingkosten.

b) voor de plaatsing van automatische toestellen, benzinepompen: € 43,00

c) Voor tijdelijke bezetting van de openbare weg (vereenvoudigde formule voor liften, containers, steigers of elke andere bezetting van de openbare weg die geen invloed heeft op het voetgangers- en/of autoverkeer en de openbare veiligheid niet in het gedrang brengt): € 43,00

Deze retributies worden verdriedubbeld in geval van regularisatie van een plaatsing, een bezetting, een bouw of een verkaveling uitgevoerd zonder de vereiste vergunning.

7° Opzoekingen in de archieven en stedenbouwkundige inlichtingen:

1)opzoeking in de archieven: € 46,00/uur

met een minimum van € 46,00

2)stedenbouwkundige inlichtingen overeenkomstig artikel 275 van het Brussels wetboek van de ruimtelijke ordening: € 86,00 (geïndexeerd) per adres.

Bij een spoedprocedure kan de retributie verdubbeld worden: 175,00 € per adres.

De vrijstelling van de retributie is enkel van toepassing op de geleverde diensten met wetenschappelijke of culturele doeleinden en zonder enig winstoogmerk.

8° Uitreiken van fotokopieën

Formaat A4 : € 0,30/stuk
Formaat A3 : € 0,60/stuk

9° Lastenboeken of andere documenten in verband met aanbestedingen, opdrachten voor werken, leveringen en diensten kostprijs met een minimum van € 35,00

10° Opzoeking in verband met de stamboom of andere: € 50,00/uur (RVT € 45,00)

Minimaal verschuldigd bedrag: € 50,00 (RVT € 45,00)

11° Periodieke lijsten van aanvragen van stedenbouwkundige vergunningen, enz.: € 86,00/jaar

Het college van burgemeester en schepenen oordeelt over de gepastheid voor de toekenning van het abonnement, rekening houdend met de omvang van de gevraagde lijsten en van de lasten die er voor de gemeente uit zouden voortvloeien.

Het college bepaalt ook de tijdstrippen waarop deze lijsten kunnen worden uitgereikt.

12° Kiezerslijsten: € 00,00

(voor de exemplaren uitgereikt aan de als zodanig erkende democratische politieke partijen geldt dit tarief enkel vanaf het 3e exemplaar in overeenstemming met artikel 17 van het Kieswetboek).

13° Conformiteitsattest Horeca

a) Opmaken van administratieve dossiers voor de opening, heropening of overname van een horecazaak in overeenstemming met de gemeenteverordening van 27 mei 2024: 115 €
b) Advies voor het schenken van gegiste dranken en/of vergunning voor het schenken van sterke dranken: 52 €
c) Advies voor de Kansspelcommissie: 52 €

Deze vergoedingen worden verdubbeld in geval van een regularisatie van een opening, heropening of overname zonder de vereiste vergunningen te hebben verkregen.

14° Opmaak van een dossier voor het aanvragen van de Belgische nationaliteit: € 55,00 (RVT € 50,00)

-

15° Opmaak van een dossier voor het aanvragen van de registratie van wettelijk samenwonen: € 45,00 (RVT € 40,00)

16° Registratie van een verzoek tot beëindiging van de wettelijke samenwoning met wederzijds akkoord: € 35,00 (RVT € 31,00)

17° Registratie van een aanvraag tot eenzijdige stopzetting van het wettelijk samenwonen: € 380,00 (RVT € 340,00)

18° Wijziging of toevoeging van voorna(a)m(en) voor Belgische burgers, erkende vluchtelingen of staatlozen:

a)Gewone dossiers: € 70,00 (RVT € 63,00) (eerste aanvraag) en € 700,00 (RVT € 550,00) (latere aanvragen)

b)Dossiers waarvoor uitzonderlijk kosteloosheid wordt toegekend: 0,00 euro

Wanneer de buitenlandse persoon geen voornaam heeft bij de indiening van zijn nationaliteitsaanvraag;

Wanneer de persoon de overtuiging heeft dat het geslacht vermeld in zijn of haar geboorteakte niet overeenkomt met zijn of haar innerlijk beleefde genderidentiteit;

19° Naamswijziging voor Belgische onderdanen, erkende vluchtelingen of staatlozen: € 70,00 (RVT € 63,00)

20° Onderzoek van dossiers in verband met milieu:

a) voorafgaande milieuaangifte (klasse 3) - andere dan rubriek 28-1: € 50,00
b) voorafgaande milieuaangifte (klasse 3) - rubriek 28-1 (bouwplaatsen): € 200,00 (€ 600,00 in geval van regularisatie)
c) aanvraag milieuvergunning klasse 2 en aanvraag tot uitbreiding van een milieuvergunning klasse 2: € 175,00
d) aanvraag van milieuattesten en vergunningen klasse 1B: € 350,00 ;
e) aanvraag voor milieucertificaten en vergunningen klasse 1A: € 1.500,00;
f) aanvraag tot wijziging van een klasse 3 verklaring of klasse 2 milieuvergunning: € 50,00.

21° Voor de plaatsing van een gedenkplaatje voor een duur van 5 jaar, volgens de modaliteiten van het gemeentereglement betreffende het aanbrengen van gedenkplaatjes op de openbare Etterbeekse zitbanken: € 345,00 (RVT € 330,00).

22° Aangifte van adreswijziging: € 10,00(RVT € 9,00)

23° Het plaatsen van beschermende barrières of omheiningen om redenen van openbare veiligheid of gezondheid:

a) voor het laden, vervoeren en plaatsen van ad hoc signalisatie en beschermingsmiddelen op de vereiste plaatsen en het verwijderen ervan na gebruik: € 92,00
b) voor de administratieve en technische afhandeling van noodacties: € 200,00 en betaling voor de administratieve verwijdering van voertuigen die gerepareerd zijn door de eigenaar van het onroerend goed dat verantwoordelijk is voor het incident
c) voor het plaatsen van houten panelen op deuren en ramen: € 200,00 bovenop de werkelijke kosten van de gebruikte materialen.

24° Gebruik van de openbare weg:

a) voor directe hulp aan particulieren die niet in staat zijn om zelf een Osiris-aanvraag in te vullen: € 50,00
b) voor omheiningen die worden geplaatst wanneer de bezetting nog niet is voltooid.
c) voor slagbomen die geplaatst worden wanneer de bezetting alleen kan plaatsvinden op een trottoir, een stoeprand, een busperron, etc.: € 100,00
d) voor elke aanpassing van de signalisatie in geval van een bezetting van de openbare weg, zoals de installatie van een tijdelijke PBM-ruimte, de verplaatsing van een leverzone, enz.
e) voor de installatie van vaste signalisatie voor werven die langer dan 3 maanden duren: € 200,00
f) voor de behandeling en opvolging van werven die de openbare ruimte in beslag nemen (inventarisatie van de inrichting vóór de werken, inspectie en opvolging van de herstellingen): € 100,00

25° Schade aan openbare gebouwen:

a) voor het zoeken naar camerabeelden op kosten van de dader of zijn wettelijke voogd: €

50,00
b) voor de technische en administratieve opvolging van de herstelling, op kosten van de dader of zijn wettelijke voogd: € 150,00
c) voor de gebruikte materialen, op kosten van de dader of zijn wettelijke voogd: volgens de werkelijke kosten van de gebruikte materialen.

26° Voor de afwijking op het gebruik van containers en het gebruik van de door de gemeente ter beschikking gestelde verzamelpunten op het Jourdanplein: €20,00/maand/deelfractie afval.

27° Opmaak van een dossier voor de verblijfsaanvraag van een buitenlandse onderdaan, inclusief het afleveren van de bijbehorende bijlage: € 70,00 (RVT € 63,00)

Echter, de verblijfsaanvraag met het oog op het verkrijgen van de status van erkende vluchteling is gratis

28° Opmaak van een dossier voor de aanvraag tot wijziging van de status van een buitenlandse onderdaan, inclusief het afleveren van de bijbehorende bijlage: € 30,00 (RVT € 27,00)

29° Opmaak van een dossier voor de aanvraag van permanent verblijf van een buitenlandse onderdaan, inclusief het afleveren van de bijbehorende bijlage: € 30,00 (RVT € 27,00)

30° Voor de opmaak van een nieuw dossier in het Rijksregister naar aanleiding van een wijziging van de geboortedatum of het geslacht: € 50,00 (RVT € 45,00)

31° Het filmen van films op het grondgebied van Etterbeek is onderworpen aan de betaling van een retributie

Categorieën	Per dag, van 8.00 tot 19.00 uur	Per dag, na 19.00 uur, in het weekend en op feestdagen	Aanvullende diensten *
1. Jobstudenten of gelijkgesteld	Gratis	Gratis	tarief in voege
2. Film van openbaar nut of preventiefilm	Gratis	Gratis	Gratis
3. Documentaire, kort- en middellangspeelfilm	500,00 €	700,00 €	tarief in voege
4. Fictiefilm – langspeelfilm	750,00 €	1.000,00 €	tarief in voege
5. Reclamefilm en/of commerciële film – bedrijfsfilm	1.400,00 €	1.800,00 €	tarief in voege

-
* Wanneer de opnames zowel de dagperiode (8.00–19.00 uur) als de nachtperiode (na

19.00 uur) overlappen, wordt eerst het forfait van de langste periode toegepast. De uren die buiten deze periode vallen, worden vervolgens aangerekend aan het uurtarief van de andere periode.
De uurtarieven worden proportioneel berekend op basis van het bedrag dat van toepassing is op de betrokken tijdsperiode, volgens de volgende formule:
Dagprijs gedeeld door 11 uur (duur van een volledige dagperiode van 8.00 tot 19.00 uur).
De uurtarieven zijn als volgt:

- Categorie 3 : 500€ / 11 = 45,45€/u
- Categorie 4 : 750€ / 11 = 68,20€/u
- Categorie 5 : 1.400€ / 11 = 127,25€/hu

Nachtprijs gedeeld door 13 uur (duur van een volledige nachtperiode na 19.00 uur).

De uurtarieven zijn als volgt :

- Categorie 3 : 700€ / 13 = 53,85€/u
- Categorie 4 : 1.000€ / 13 = 76,90€/u
- Categorie 5 : 1.800€ / 13 = 138,45€/u

Aanvullende diensten: de betaling van de retributie verbonden aan de filmautorisatie ontslaat de begunstigde niet van de betaling van eventuele aanvullende diensten (tegen het geldende tarief, zoals voorzien in de toepasselijke belasting- of retributiereglementen) die bij de Gemeente worden aangevraagd voor de uitvoering van de opnames (bijvoorbeeld: straatafsluiting, plaatsing van nadarhekkens of parkeerverbodsborden, OSIRIS-registratie, enz.).

32° Retributies voor het ter beschikking stellen van gemeentelijke zalen, openbare ruimten en materiaal

a) Jardins de la Chasse

Zaal	tarief/u	waarborg	maa-dond (max 2u)	vrijdag (max 3u)	zaterdag (max 9u)	zondag (max 10u)
Onthaalhal	30 €/u	300 €	60 €	90 €	270 €	300 €
Europazaal	20 €/u	200 €	40 €	60 €	180 €	200 €
Refter (zonder keuken)	25 €/u	200 €	50 €	75 €	225 €	250 €
Refter (met keuken)	30 €/u	200 €	60 €	90 €	270 €	300 €
Zaal Christian Debaty:						
met winstoogmerk	200 €/h	300 €	400 €	600 €	1800 €	2000
zonder winstoogmerk	30 €/h	300 €	60 €	90 €	270 €	300 €

Overschrijding van de gebruiksduur: 300 € voor het eerste extra uur en 600,00 € voor elk volgend uur.

b) Jardins de Fontenay

Zaal	Tarief/gebruik	Waarborg
Grote zaal	300 €	400 €
Grote zaal met keuken	400 €	400 €
Kleine zaal	150 €	400 €

Overschrijding van de gebruiksduur: 300 € voor het eerste extra uur en 600,00 € voor elk volgend uur.

-

c) Refter – La Colombe de la Paix

Toegelaten begunstigden	Toelating	Waarborg	Prrijs
1. Gemeentediensten, OCMW, Lokale Missie	Gratis toegelaten	-	Gratis
2. Gemeentescholen op het gemeentelijk grondgebied, gesubsidieerd door de gemeenschappen	1x/jaar gratis, daarna betalend	-	300
3. Politieke partijen vertegenwoordigd in de Raad (werkvergadering)	1x/jaar gratis, daarna betalend	-	300
4. Politieke partijen vertegenwoordigd in de Raad	1x/jaar gratis, daarna betalend	-	300
5. Gemeentelijke vzw's (opgericht, beheerd of gefinancierd door de gemeente)	1x/jaar gratis, daarna betalend	-	300
6. Vzw's met gemeentelijke steun (overeenkomst of structurele subsidie)	1x/jaar betalend onder voorwaarden (voorlegging aan het College)	400	300
7. Externe vzw's zonder lokale verankering	Betalend	400	750
8. Etterbeekse rechtspersonen of natuurlijke personen	Betalend	400	300
9. Niet-Etterbeekse rechtspersonen of natuurlijke personen	Betalend	400	500
10. Gemeentepersoneel, OCMW, Lokale Missie	1x/jaar toegelaten	-	100

Overschrijding van de gebruiksduur: 300 € voor het eerste extra uur en 600,00 € voor elk volgend uur.

d) Terbeschikkingstelling van klaslokalen

- Occasioneel gebruik: 60 € / klas / dag
- Regelmatig gebruik: 1.000 €/jaar per wekelijks tijdslot(een "tijdslot" = één klas die één vaste dag per week wordt gebruikt)

Indien de aanvrager meerdere klassen en/of meerdere dagen per week gebruikt, wordt het

bedrag vermenigvuldigd met het totaal aantal tijdsloten.Formule: 1.000 € × (aantal klassen per dag) × (aantal dagen per week)
De bedragen worden berekend per schooljaar of kalenderjaar, naargelang de aard van het gebruik.

e) Openbare ruimte – Inname

-

Type evenement	Basistarief	Tarief per bijkomende dag
Klein evenement	200 €	100 €/dag
Middelmatig evenement	500 €	150 €/dag
Groot evenement	700 €	200 €/dag

f) Openbare ruimte – Parkeerverboden

De aanvrager van een vergunning voor het innemen van de openbare ruimte kan, uitsluitend in het kader van evenementen op de openbare weg, ook de inname van de rijweg aanvragen voor het plaatsen van parkeerverbodsborden.

Aantal gevraagde plaatsen	Kost per lopende meter / dag	Vaste kosten	Indicatief totaal per dag
1 tot 5 plaatsen	2,50 €/m/d	100,00 €	2,50 €/m/d + 100,00 €
6 tot 10 plaatsen	2,50 €/m/d	150,00 €	2,50 €/m/d+ 150,00 €
11 to 20 plaatsen	2,50 €/m/d	250,00 €	2,50 €/m/d + 250,00 €
Vanaf 21 plaatsen	2,50 €/m/d	350,00 €	2,50 €/m/d + 350,00 €

g) Indien het gemeentepersoneel na een gebruik moet tussenkomen voor de reiniging en/of het verwijderen van afval uit een lokaal of een hierboven vermelde ruimte, worden de tarieven toegepast die voorzien zijn in de belastingreglementen betreffende de reiniging van het openbaar domein en de prestaties van arbeiderspersoneel in het kader van de volksgezondheid of het handhaven of herstellen van de openbare orde en veiligheid. Deze kosten worden doorgerekend aan de aanvrager.

Artikel 2:

De retributie moet worden betaald aan de gemeenteontvanger, zijn aangestelde of de daartoe aangestelde beambten.

Indien mogelijk wordt de retributie geïnd door een zegel op het uitgereikte document te plakken en zal een borgstelling van een bedrag dat gelijk is aan dat van de retributie worden gevraagd voordat de gevraagde dienst wordt verleend.

Artikel 3:

Wanneer documenten die aangevraagd worden door particulieren of private instellingen per post verzonden worden, worden de verzendingskosten opgeteld bij het bedrag van de retributie en geconsigneerd op het moment dat de dienst wordt aangevraagd, eveneens in het geval dat de administratieve prestatie gratis is.

Artikel 4:

Bij gebrek aan minnelijke schikking zal de invordering van de retributie langs burgerlijke weg gebeuren.

Artikel 5:

Dit reglement treedt in werking op 1 januari 2026 en blijft van toepassing tot 31 december 2031, behoudens wijziging door een nieuw besluit van de Gemeenteraad. Het reglement wordt herzien in functie van wettelijke evoluties of de budgettaire behoeften van de gemeente.
Artikel 6: Indexering van de tarieven van de heffingen
Het tarief van de heffing wordt jaarlijks aangepast, voor een periode van 6 jaar (2026-2031), aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013) volgens de volgende formule:

$$\frac{\text{Basistarief x Nieuxe index}}{\text{basisindex}}$$

Het basis-tarief is het tarief dat in dit reglement wordt vermeld.De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het belastingjaar. Na toepassing van de indexeringscoëfficiënt wordt het tarief afgerond op het tweede decimaal naar boven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 21 positieve stemmen, 1 negatieve stem.
Nee : Sacha Moëns.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T315948008840640384699.pdf

22.12.2025/A/0056 **Règlement-taxe sur l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique.- Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **24 mars 2025** relative au même objet ;

Vu les articles 41, 162 et 170, § 4, de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la situation financière de la commune;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale; que celle-ci dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique visée par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la commune doit faire face;

Considérant que l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique est une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activités disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;

Considérant que l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique engendre aussi des nuisances importantes en matière de propreté publique puisque ces imprimés échouent souvent sur la voie publique dès lors que les destinataires de ces imprimés n'en sont pas demandeurs; que cette situation oblige la commune à augmenter les moyens qu'elle doit mettre en œuvre pour assumer sa mission légale en matière de propreté de la voie publique ; qu'il est donc légitime de financer une partie de ces dépenses par une taxe ; qu'il est admis qu'une commune puisse imposer des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres ou dont elle estime le développement peu souhaitable;

Considérant que le maintien de la propreté publique représente un coût élevé pour les autorités publiques et que ce coût important est supporté par l'ensemble de la collectivité et ce, au détriment d'autres dépenses d'intérêt public.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

ARRETE :

I. DUREE ET ASSIETTE DE LA TAXE

Article 1 : Il est établi à partir du **1er janvier 2026** au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le **31 décembre 2031**, une taxe sur l'apposition d'un ou plusieurs imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique.

II. REDEVABLE

Article 2 : La taxe est due par l'éditeur des imprimés visés par les présentes dispositions.

Celui qui fait procéder à l'apposition des imprimés visés par les présentes dispositions est tenu solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

Si l'éditeur et celui qui fait procéder à l'apposition ne sont pas connus, la personne pour laquelle l'imprimé est apposé est responsable du paiement de la taxe. Par personne physique ou morale pour compte de laquelle l'imprimé publicitaire est apposé, on entend la personne physique ou morale qui est susceptible de tirer bénéfice de la publicité.

III. TAUX

Article 3 : Le montant de la taxe par imprimé publicitaire apposé sur un véhicule est fixé à **0,55 €** par exemplaire apposé avec un minimum de **510,00 €** par tournée d'apposition d'imprimés publicitaires.

Le taux de la taxe est doublé lorsque les imprimés publicitaires apposés sont plastifiés.

Article 4 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

$$\frac{\text{taux de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

IV. DECLARATION

Article 5 : Le contribuable transmet au plus tard 15 jours calendrier qui précède chaque tournée d'apposition d'imprimés publicitaires une formule de déclaration à l'Administration indiquant le lieu de la tournée et le nombre d'exemplaires apposés.

Article 6 : Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office d'après les éléments dont l'Administration peut disposer sauf le droit de réclamation et de recours. Les cotisations enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal au droit dû ou estimé comme tel.

Article 7 : L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.
L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les cotisations enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

V. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 8 : La présente taxe et sa majoration éventuelle seront perçues par voie de rôle.

VI. MISE EN APPLICATION

Article 9 : Le présent règlement entre en application le **1er janvier 2026** avec un terme expirant le
31 décembre 2031.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Belastingreglement op de het aanbrengen van reclamedrukwerken op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden - Wijzigingen

DE GEMEENTERAAD,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de artikelen 41, 162 en 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 § 4 van de Grondwet: dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de bases en de grondslag te bepalen van de

belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de voogdijoverheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid , die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat de Gemeenteraad het nuttig heeft geoordeeld de door dit reglement beoogde aanbrengen van een of meer reclamedrukwerken op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden te belasten, teneinde zich aanvullende inkomsten te verschaffen ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waaraan de gemeente het hoofd dient te bieden;

Overwegende dat het aanbrengen van een of meer reclamedrukwerken op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden een economische activiteit is, die inkomsten voortbrengt, welke redelijkerwijze toelaten, dat de fysieke of rechtspersonen, actief in deze sector, beschikken over bijdragemogelijkheden die hun toelaten om de belastingen, die hen ten laste worden gelegd, te betalen;

Overwegende dat het aanbrengen van reclamedrukwerken op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden ook aanzienlijke overlast veroorzaakt op het gebied van de openbare netheid gezien dit materiaal in veel gevallen op de openbare weg terechtkomt vermits de ontvangers van dit drukwerk niet daarom hebben verzocht; hetgeen de gemeente ertoe verplicht de middelen te verhogen die zij moet aanwenden om haar wettelijke taak op het gebied van de netheid van de openbare weg te vervullen; dat het dan ook gegrond is een deel van deze kosten te financieren door het instellen van een belasting; dat het gerechtvaardigd is dat een gemeente activiteiten kan opleggen dat zij meer afkeurt dan anderen of waar zij inschat dat het ontwikkelen daarvan onwenselijk is;

Overwegende dat de handhaving van de openbare netheid hoge kosten voor de overheidsinstanties met zich meebrengt en dat deze kosten door de gemeenschap worden gedragen ten koste van andere uitgaven in het algemeen belang.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT:

I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1.- Er wordt vanaf **1 januari 2026** ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op **31 december 2031** een belasting gevestigd op het aanbrengen van een of meer reclamedrukwerken op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden.

II. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 2.- De belasting is verschuldigd door de uitgever van de drukwerken beoogd door huidige bepalingen.

De verspreider van drukwerk dat onder deze bepalingen valt is hoofdelijk aansprakelijk

voor de betaling van de belasting.

Indien de uitgever of verspreider niet bekend is, is de persoon voor wie het drukwerk wordt verspreid, gehouden tot voldoening van de belasting.

Onder de natuurlijke persoon of de rechtspersoon namens wie het reclamedrukwerk wordt verspreid of aangebracht wordt de natuurlijke persoon of de rechtspersoon verstaan die voordeel kan hebben bij de reclame.

III. AANSLAGVOET

Artikel 3.- Het bedrag van de belasting per op een voertuig aangebrachte reclamedrukwerk wordt vastgelegd op **0,55 €** per verspreid exemplaar, met een minimumbelasting van **510,00 €** per verspreiding.

Het tarief van de belasting wordt verdubbeld wanneer het verspreide reclamedrukwerk in plastic is gewikkeld.

Artikel 4.- Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

IV. AANGIFTE

Artikel 5.- De belastingplichtige dient, uiterlijk 15 dagen na elke distributie, een aangifte in te dienen met vermelding van de plaats van de uitdeling en het aantal uitgedeelde exemplaren.

Artikel 6.- De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangiften te vergemakkelijken, in het bijzonder door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem daartoe zouden worden gevraagd.

Bij gebrek aan of bij ontoereikende aangifte wordt de belastingplichtige van ambtswege belast volgens de elementen waarover de Administratie beschikt, behoudens het recht van bezwaar en beroep.

Bij het inkohieren van ambtswege worden de aanslagen verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan het verschuldigd of het als dusdanig geraamd recht.

Artikel 7.- Het niet indienen van de aangifte binnen de gestelde termijn of een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige leidt tot een ambtshalve heffing van de belasting op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve heffing, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige in kennis, per aangetekende brief, van de manieren voor het betwisten van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd, de methode voor de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de datum van verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangehaalde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur gaat over tot ambtshalve heffing indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft ingediend die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De bedragen van de ambtshalve heffing worden als volgt verhoogd:

- eerste ambtshalve heffing: 20% van het verschuldigde of geraamde recht ;
- tweede ambtshalve heffing: 50% van de verschuldigde of geraamde rechten;
- vanaf de derde ambtshalve heffing: 100% van het verschuldigde of geraamde recht.

Er wordt geen rekening gehouden met een ambtshalve heffing voor de berekening van de verhoging van de belasting indien de belasting normaal is geheven in de drie dienstjaren volgend op het dienstjaar waarop de ambtshalve heffing betrekking heeft.

V. INVORDERING EN GESCHILLEN

Artikel 8.- Onderhavige belasting en haar eventuele vermeerdering zullen zullen via een kohier ingevorderd worden.

VI. AANVANG VAN DE TOEPASSING

Artikel 9.- Onderhavig reglement treedt in werking op **1 januari 2026** en zal worden toegepast voor een termijn vervallend op **31 december 2031**.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T39892789680575280329.pdf

22.12.2025/A/0057 **Règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 16 décembre 2024 relative au règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs - modifications, devenue exécutoire par lettre du ministère de la

Région de Bruxelles-Capitale du 10 février 2025 ;

Vu la Constitution, notamment son article 170, § 4 ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 252 ;

Vu la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 1996 relatif à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques, des titres de séjour et des documents de séjour, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2019 ;

Vu la situation financière de la commune, qui nécessite l'adoption de mesures garantissant des recettes suffisantes pour répondre aux besoins de service public et assurer un équilibre budgétaire ;

Vu l'avis favorable du Receveur communal ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins, après en avoir délibéré ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer tant la matière imposable que les redevables d'un impôt qu'elle estime devoir pourvoir ; Que, sous la seule réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit la base des impôts levés par elle ; Qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

Considérant que le Conseil communal a jugé opportun et nécessaire d'imposer la délivrance des documents administratifs visés par le présent règlement afin de garantir une source de revenus additionnelle destinée à financer les dépenses d'utilité générale, en ce compris les coûts de gestion et de délivrance de ces documents par l'administration communale ; Que le présent règlement-taxe vise à assurer une couverture partielle des charges liées à l'exercice de cette mission de service public ;

Que la commune doit veiller à adapter la taxe aux coûts réels de délivrance, en tenant compte des charges administratives et des évolutions tarifaires fixées par les autorités compétentes, afin de maintenir l'équilibre financier et la continuité des services publics locaux ;

Considérant la délibération du Conseil communal du 28 mars 2022 relative à l'exonération pour les réfugiés en provenance d'Ukraine du paiement des taxes et redevances diverses liées au droit de séjour en Belgique prévues par le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs ainsi que par le règlement redevances pour services administratifs ;

Vu le courrier du SPF Intérieur du 07 décembre 2023 relatif à l'implémentation des

documents de séjour électroniques pour les étrangers de moins de 12 ans.

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 novembre 2024 décidant la suppression des disposition spécifiques mises en place par la décision du Conseil communal du 28 mars 2022, à savoir l'exonération du paiement des taxes diverses liées au droit de séjour en Belgique prévues par le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs, pour les réfugiés en provenance d'Ukraine.

Considérant que, dans un souci d'équité fiscale et de justice sociale, la commune entend réduire la charge fiscale liée à la délivrance de documents administratifs pour les bénéficiaires du statut BIM ; Que le bénéfice du statut BIM découle de critères objectifs définis par ou en vertu de la loi ; Que cette mesure poursuit un objectif d'intérêt général, consistant promouvoir l'équité fiscale et à faciliter l'accès aux documents administratifs pour les personnes les plus vulnérables, sans compromettre l'équilibre budgétaire ; Qu'en conséquence, cette minoration de la taxe apparaît conforme au principe d'égalité et de non-discrimination ;

Considérant que les services administratifs rendus à des tiers entrainent des charges pour la commune et qu'il est équitable de faire supporter par les bénéficiaires les frais que ces services comportent ;

Considérant que la perception de la taxe assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables, dans la mesure, entre autres, où les personnes domiciliées dans la commune participent déjà au financement des charges supportées par la commune, via les additionnels à l'impôt des personnes physiques.

ARRETE

Article 1 : Objet

Il est établi à partir du 1er janvier 2026 et pour un terme expirant le 31 décembre 2031 inclus au profit de la Commune d'Etterbeek et aux conditions fixées ci-dessous, une taxe sur la délivrance par l'Administration communale de tout document administratif quelconque. La taxe est due par la personne physique ou morale à laquelle le document est délivré sur demande ou d'office par la commune.

Article 2 : Taux

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

A. Cartes d'identité et titres de séjour

1°) Procédure normale :

- € 31,00 (BIM € 28,00) pour la carte d'identité électronique pour Belges (eID) et la carte électronique pour étrangers (EU, EU+, F, F+, N, M - séjour permanent et M)
- € 31,00 (BIM € 28,00) pour la carte électronique pour étrangers (A, B, H, I, J, K et L)
- € 15,00 (BIM € 9,00) pour le document d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans (Kids-ID)
- € 15,00 (BIM € 13,00) pour le document de séjour électronique pour les enfants étrangers de moins de douze ans (UE, UE+, F, F+ et M - séjour permanent et M)
- € 15,00 (BIM € 13,00) pour le document de séjour électronique pour les enfants étrangers de moins de douze ans (A, B, K et L)

2°) Procédure rapide commune (J+1)

- € 150,00 (BIM € 140,00) pour la carte d'identité électronique pour Belges (eID) et la carte électronique pour étrangers (EU, EU+, F, F+, N, M - séjour permanent, M, A, B, H, I, J, K et L)
- € 150,00 (BIM € 140,00) pour le document d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans (Kids-ID)
- € 150,00 (BIM € 140,00) pour le document de séjour électronique pour les enfants étrangers de moins de douze ans (UE, UE+, F, F+ et M - séjour permanent et M)
- € 150,00 (BIM € 140,00) pour le document de séjour électronique pour les enfants étrangers de moins de douze ans (A, B, K et L)

3°) Procédure rapide SPF (J+1)

- € 175,00 (BIM € 165,00) pour la carte d'identité électronique pour Belges (eID)
- € 175,00 (BIM € 165,00) pour le document d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans (Kids-ID)

4°) demande de réimpression de codes PIN/PUK pour les cartes d'identité électroniques pour Belges et étrangers :

- € 10,00 (BIM € 9,00)

5°) pour la délivrance ou prorogation des annexes 15, 35, 49 et 50, des déclarations d'arrivée ainsi que des attestations d'immatriculation établies en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 (modifié par l'arrêté royal du 27 avril 2007) sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers

- € 15,00 (BIM € 13,00)
- Toutefois, la délivrance et la prorogation des annexes 15, 49 et 50 lors d'une première inscription, ainsi que la prorogation d'un document délivré pour un enfant mineur, sont gratuites.

6°) pour la délivrance d'une attestation de déclaration de perte, de vol ou de destruction d'une carte d'identité ou d'une carte pour étrangers (annexe) 12

- € 12,00 (BIM € 10,00)
- Toutefois, en cas de vol, ladite attestation est gratuite.

B. Passeports

1°) pour la délivrance d'un passeport pour adulte :

- € 115,00 (BIM € 110,00) en procédure normale
- € 320,00 (BIM € 300,00) en procédure d'urgence jour + 1
- € 400,00 (BIM € 385,00) en procédure super urgente en 4h30

2°) pour la délivrance d'un passeport pour enfant :

- € 70,00 (BIM € 65,00) en procédure normale
- € 275,00 (BIM € 265,00) en procédure d'urgence jour + 1
- € 400,00 (BIM € 385,00) en procédure super urgente en 4h30

C. Titres de voyages belges pour non-belges

1°) pour la délivrance d'un titre de voyage belge pour non-belge pour adulte :

- € 115,00 (BIM € 110,00) en procédure normale
- € 320,00 (BIM € 300,00) en procédure d'urgence jour + 1
- € 400,00 (BIM € 385,00) en procédure super urgente en 4h30

2°) pour la délivrance d'un titre de voyage belge pour non-belge pour un enfant :

- € 70,00 (BIM € 65,00) en procédure normale
- € 275,00 (BIM € 265,00) en procédure d'urgence jour + 1
- € 400,00 (BIM € 385,00) en procédure super urgente en 4h30

D. Permis de conduire

1°) pour la délivrance d'un permis de conduire format carte bancaire :

- € 35,00 (BIM € 33,00)

2°) pour la délivrance d'un permis de conduire international :

- € 35,00 (BIM € 33,00)

E. Engagement de prise en charge

1°) pour la délivrance d'un engagement de prise en charge court séjour :

- € 25,00 (BIM € 22,00)

2°) pour la délivrance d'un engagement de prise en charge pour étudiant :

- € 25,00 (BIM € 22,00)

F. Pour l'inscription dans les registres de la population après une radiation d'office :

- € 30,00 (BIM € 27,00)

G. Pour la délivrance d'un certificat de radiation des registres de la population (Modèle 8) :

- € 12,00 (BIM € 11,00)

H. Pour la délivrance d'une liste des habitants à une adresse :

- € 12,00 (BIM € 11,00)

I. Pour la délivrance par l'Officier de l'Etat civil d'expéditions de copies ou d'extraits des actes de l'Etat civil ainsi que des actes concernant l'acquisition, le recouvrement, la conservation ou la perte de la nationalité :

- € 15,00 (BIM € 13,00)
- Toutefois, la délivrance des documents précités pour les personnes inscrites dans les registres de la population et des étrangers de la commune d'Etterbeek est gratuite.

J. Pour la délivrance d'un carnet de mariage :

- € 45,00 (BIM € 40,00)

K. Pour la transcription d'un acte d'état civil étranger dans les registres de l'état civil :

- € 50,00 (BIM € 45,00)

L. Pour la délivrance d'un acte de concession :

- € 15,00 (BIM € 13,00)

Article 3 : Réduction pour les bénéficiaires du statut BIM

Les bénéficiaires du statut BIM, défini par l'intervention majorée de l'assurance santé, peuvent bénéficier des montants réduits comme détaillé à l'Article 2, sous réserve de présentation d'une attestation valide de ce statut délivrée par un organisme de mutuelle. L'éligibilité au statut BIM sera vérifiée par l'Administration communale avant application de la réduction.

Article 4 : Exonération de la taxe :

Sont exonérés de la taxe :

- les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou de tout autre décision de l'autorité ;
- les extraits des registres de la population ;
- les extraits de casier judiciaire ;

Article 5 : Recouvrement

La taxe est perçue au comptant, c'est-à-dire au moment de la délivrance du document. La preuve du paiement est constatée par la remise d'une preuve de paiement. A défaut, la taxe est perçue par voie de rôle et est immédiatement exigible. Le contentieux relatif à l'application de ce règlement est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Article 6: Frais supplémentaires

Lorsque les documents sollicités sont expédiés par la voie postale, les frais d'expédition et bancaires liés à l'utilisation du guichet électronique s'ajoutent à la taxe et sont à consigner au moment de la demande, même si la délivrance des documents est gratuite.

Article 7 : Dispositions finales

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2026 et reste applicable jusqu'au 31 décembre 2031, sous réserve de modification par une nouvelle délibération du Conseil communal. Le règlement est révisé en fonction des évolutions légales ou des besoins budgétaires de la commune.

Article 8 : Indexation des taux des taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du

Royaume (base 2013) selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition. Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 21 votes positifs, 1 vote négatif.
Non : Sacha Moëns.

Reglement-belasting op de afgifte van administratieve stukken - Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 16 december 2024 relatief aan het belastingreglement op de afgifte van administratieve stukken - wijzigingen, uitvoerbaar geworden krachtens de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 10 februari 2025;

Gelet op de Belgische Grondwet, in het bijzonder artikel 170 §4;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikels 117 en 252;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juli 1996 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten lase van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten, verblijftitels en verblijfsdocumenten, zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 28 oktober 2019;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente, die vereist dat maatregelen worden goedgekeurd die voldoende inkomsten garanderen om aan de behoeften van de openbare diensten te voldoen en om een begrotingsevenwicht te garanderen;

Gelet op het gunstig advies van de gemeenteontvanger;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen, na erover beraadslaagd te hebben;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, § 4, van de Grondwet; dat het haar toekomt, in het kader van haar fiscale autonomie, om zowel de belastbare materie als de belastingplichtigen te bepalen waarin zij meent te moeten voorzien; Dat, enkel onder voorbehoud van de door de wet bepaalde uitzonderingen, de gemeentelijke overheid de

basis kiest van de belastingen die ze heft; Dat zij, hiervoor, beschikt over een discretionaire bevoegdheid beschikt die zij uitoefent in het licht van de specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat de gemeenteraad het gepast en nodig heeft geacht een heffing op te leggen voor de afgifte van de administratieve documenten waarop dit reglement betrekking heeft om een bijkomende bron van inkomsten te garanderen die bestemd is voor de financiering van de uitgaven van algemeen nut, met inbegrip van de kosten voor het beheer en de afgifte van deze documenten door het gemeentebestuur; Overwegende dat dit belastingsreglement een gedeeltelijke dekking beoogt van de kosten die verbonden zijn aan de uitoefening van deze openbare dienstverlening;

Dat de gemeente erop moet toezien de belasting op de reële kost van de afgifte te wijzigen, rekening houdend met de administratieve lasten en de evolutie van de tarieven vastgelegd door de bevoegde overheden om het financieel evenwicht te bewaren en de continuïteit van de lokale openbare diensten te garanderen;

Overwegende de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 maart 2022 met betrekking tot vluchtelingen afkomstig uit Oekraïne - vrijstelling van de betaling van de diverse belastingen en retributies in verband met het verblijfsrecht in België voorzien in het reglement-belasting op de afgifte van administratieve stukken en het reglement retributies voor administratieve diensten ;

Gelet de brief van de FOD Binnenlandse Zaken van 07 december 2023 met betrekking tot de invoering van elektronische verblijfsdocumenten voor vreemdelingen onder 12 jaar.

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 november 2024 tot afschaffing van de specifieke bepalingen ingevoerd door het besluit van de Gemeenteraad van 28 maart 2022, namelijk de vrijstelling van betaling van de verschillende belastingen verbonden aan het verblijfsrecht in België voorzien door het fiscaal reglement betreffende de uitgifte van administratieve documenten, voor vluchtelingen uit Oekraïne.

Overwegende dat, gelet op de fiscale gelijkheid en sociale rechtvaardigheid, de gemeente van plan is om voor personen die recht hebben op het RVT-statuut de kost verbonden aan de afgifte van administratieve documenten te verminderen. Dat het recht op het RVT-statuut voortvloeit uit objectieve criteria vastgelegd door of krachtens de wet; Dat deze maatregel een doel van algemeen belang nastreeft, dat het erin bestaat om de fiscale gelijkheid aan te moedigen en de toegang tot administratieve documenten mogelijk te maken voor de zwaksten, zonder het begrotingsevenwicht in gevaar te brengen; Dat bijgevolg deze te lage belasting in overeenstemming met het principe van gelijkheid en non-democratie is;

Gezien het feit dat administratieve diensten aan derden kosten voor de gemeente met zich meebrengen, is het billijk dat de begunstigden de kosten van deze diensten dragen ;
Gezien het feit dat de heffing van de belasting een eerlijke verdeling van de fiscale lasten tussen de verschillende belastingplichtigen verzekert, aangezien onder andere de in de gemeente gevestigde personen reeds bijdragen aan de financiering van de door de gemeente gedragen lasten via de aanvullende personenbelasting

BESLUIT

Artikel 1: Voorwerp

Vanaf de 1ste januari 2026 en voor een termijn vervallend op 31 december 2031 wordt ten

gunste van de gemeente en volgens de hierna vermelde voorwaarden een belasting geheven op afgifte door het Gemeentebestuur van enigerlei administratief document. De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of de rechtspersoon aan wie het document op zijn aanvraag of ambtshalve door de gemeente wordt afgegeven.

Artikel 2: Aanslagvoeten

Het bedrag van de belasting is als volgt vastgesteld:

Elektronische wagen
-
A.Identiteitskaarten en verblijfstitels

1°) Normale procedure :

- € 31,00 (RVT € 28,00) voor de elektronische identiteitskaart voor Belgen (eID) en het elektronisch verblijfsdocument afgeleverd aan vreemdelingen (UE, UE+, F, F+, N, M - permanent verblijf en M)
- € 31,00 (RVT € 28,00) voor het elektronisch verblijfsdocument afgeleverd aan vreemdelingen (A, B, H, I, J, K en L)
- € 15,00 (RVT € 9,00) voor het elektronisch identiteitsdocument voor Belgische kinderen onder twaalf jaar (Kids-ID)
- € 15,00 (RVT € 9,00) voor het elektronisch verblijfsdocument voor vreemdelingen onder 12 jaar (UE, UE+, F, F+, M - permanent verblijf en M)
- € 15,00 (RVT € 13,00) voor het elektronisch verblijfsdocument voor vreemdelingen onder 12 jaar (A, B, K en L)

2°) Spoedprocedure gemeente (D+1)

- € 150,00 (RVT € 140,00) voor de elektronische identiteitskaart voor Belgen (eID) en het elektronisch verblijfsdocument afgeleverd aan vreemdelingen (UE, UE+, F, F+, N, M - permanent verblijf, M, A, B, H, I, J, K en L)
- € 150,00 (RVT € 140,00) voor het elektronisch identiteitsdocument voor Belgische kinderen onder twaalf jaar (Kids-ID)
- € 150,00 (RVT € 140,00) voor het elektronisch verblijfsdocument voor vreemdelingen onder 12 jaar (UE, UE+, F, F+, M - permanent verblijf en M)
- € 150,00 (RVT € 140,00) voor het elektronisch verblijfsdocument voor vreemdelingen onder 12 jaar (A, B, K en L)

3°) Spoedprocedure FOD (D+1)

- € 175,00 (RVT € 165,00) voor de elektronische identiteitskaart voor Belgen (eID)
- € 175,00 (RVT € 165,00) voor het elektronisch identiteitsdocument voor Belgische kinderen onder twaalf jaar (Kids-ID)

4°) Aanvraag voor de herdruk van de PIN/PUK codes voor de elektronische identiteitskaarten voor Belgen en vreemdelingen:

- € 10,00 (RVT € 9,00)

5°) Voor de afgifte of verlenging van bijlagen 15, 35, 49 en 50, van aankomstmeldingen evenals van inschrijvingsattesten opgesteld krachtens het Koninklijk Besluit van 8 oktober 1981 (gewijzigd door het Koninklijk Besluit van 27 april 2007) betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen :

- € 15,00 (RVT € 13,00) per afgegeven of verlengd document
- De afgifte en verlenging van de bijlagen 15, 49 en 50 bij een eerste inschrijving, evenals de verlenging van een document dat is afgegeven voor een minderjarig kind, zijn echter gratis

6°) Voor de afgifte van een attest van aangifte van verlies, diefstal of vernietiging van een identiteitskaart of een vreemdelingenkaart (bijlage 12)

- € 12,00 (RVT € 10,00)
- Indien er echter sprake is van diefstal, is genoemd attest gratis

B.Paspoorten

1°) voor de afgifte van een paspoort voor volwassenen:

- € 115,00 (RVT € 110,00) voor een normale procedure
- € 320,00 (RVT € 300,00) voor de spoedprocedure da + 1
- € 400,00 (RVT € 385,00) voor de superdringende spoedprocedure in 4u30

2°) voor de afgifte van een paspoort voor een kind:

- € 70,00 (RVT € 65,00) voor de normale procedure
- € 275,00 (RVT € 265,00) voor de spoedprocedure dag + 1
- € 400,00 (RVT € 385,00) voor de superdringende spoedprocedure in 4u30

C.Belgische reisdocumenten voor niet-Belgen

1°) voor de afgifte van een Belgisch reisdocument voor niet-Belgen voor volwassenen:

- € 115,00 (RVT € 110,00) voor een normale procedure
- € 320,00 (RVT € 300,00) voor de spoedprocedure dag + 1
- € 400,00 (RVT € 385,00) voor de superdringende spoedprocedure in 4u30

2°) voor de afgifte van een Belgisch reisdocument voor niet-Belgen voor een kind:

- € 70,00 (RVT € 65,00) voor de normale procedure
- € 275,00 (RVT € 265,00) voor de spoedprocedure dag + 1
- € 400,00 (RVT € 385,00) voor de spoedprocedure in 4u30

D.Rijbewijs

1°) voor de afgifte van een rijbewijs in bankkaartmodel:

- € 35,00 (RVT € 33,00)

2°) voor de afgifte van een internationaal rijbewijs:

- € 35,00 (RVT € 33,00)

E.Tenlastenneming:

1°) voor de afgifte van een tenlastenneming voor een verblijf van korte duur:

- € 25,00 (RVT € 22,00)

2°) voor de afgifte van een tenlastenneming voor een student:

- € 25,00 (RVT € 11,00)

F.Voor de inschrijving in het bevolkingsregister na een schrapping van ambtshalve:

- € 30,00 (RVT € 27,00)

G.Voor de afgifte van een attest van schrapping uit de bevolkingsregisters (Model 8):

- € 12,00 (RVT € 11,00)

H.Voor de afgifte van een arbeidsvergunning voor vreemdeling:

- € 12,00 (RVT € 1,50)

I.Voor de afgifte door de ambtenaar van de Burgerlijke Stand van afschriften of uittreksels van de akten van de Burgerlijke Stand, evenals van de akten betreffende de verkrijging, het herkrijgen, het behoud of het verlies van de nationaliteit:

- € 15,00 (RVT € 13,00)
- De afgifte van de hierboven vermelde documenten is echter gratis voor personen die zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters en de vreemdelingenregisters van de gemeente Etterbeek.

J. Voor de afgifte van een huwelijksboekje:

- € 45,00 (RVT € 40,00)

K. Voor de overschrijving van de buitenlands akten in de registers van de burgerlijke stand:

- € 50,00 (RVT € 45,00)

L. Voor de afgifte van een akte voor een concessie:

- € 15,00 (RVT € 13,00)

Artikel 3: Vermindering voor de begunstigden van het RVT-statuut

De begunstigden van het RVT-statuut, omschreven als de verhoogde tegemoetkoming in gezondheidskosten, kunnen genieten van verminderde bedragen, op vertoon van een geldig attest van dit sociaal statuut afgeleverd door een mutualiteit. Het gemeentebestuur zal nakijken of de persoon in kwestie in aanmerking komt voor het RVT-statuut alvorens het toe te passen.

Artikel 4: Vrijstelling van belasting:

Zijn vrijgesteld van de belasting :

- de documenten die krachtens een wet, een koninklijk besluit of enige andere beslissing van de overheid gratis moeten worden afgeleverd door het gemeentebestuur;
- de uittreksels uit de bevolkingsregisters;

- de uittreksels uit het strafregister."

Artikel 5: Inning

De belasting wordt contant geïnd, met ander woorden bij de afgifte van het document. Het betalingsbewijs geldt als bewijs van betaling. Bij gebrek daaraan wordt de belasting op kohier gebracht en is ze onmiddellijk invorderbaar. De geschillen betreffende de toepassing van dit reglement worden geregeld in overeenstemming met de bepalingen van het algemeen reglement op dit gebied.

Artikel 6: Bijkomende kosten

Wanneer documenten die aangevraagd worden per post verzonden worden, worden de verzendings- en bankkosten verbonden aan het gebruik van het elektronisch loket opgeteld bij de belasting en geconsigneerd op het moment dat de aanvraag wordt ingediend, eveneens in het geval dat de afgifte van de documenten gratis is.

Artikel 7: Slotbepalingen

Onderhavig reglement treedt in werking op 1 januari 2026 en blijft van kracht tot 31 december 2031, onder voorbehoud van wijzigingen door een nieuwe beraadslaging van de gemeenteraad. Het reglement wordt herwerkt in functie van de wettelijke evolutie of de budgettaire noden van de gemeente.

Artikel 8:

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast, voor een periode van 6 jaar (2026-2031), aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013) volgens de volgende formule:

$$\frac{\text{basispercentage x nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

Het basispercentage is het in dit reglement gespecificeerde tarief.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het belastingsjaar. Na toepassing van de indexeringscoëfficiënt wordt het tarief afgerond op de tweede decimaal naar boven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 21 positieve stemmen, 1 negatieve stem.
Nee : Sacha Moëns.

6 annexes / 6 bijlagen

Annexe 6 - Population recettes attendues.pdf, Document_Notif01_pas d'objection T35101548283210624416.pdf, Annexe 8 - Etat civil recettes attendues.pdf, Annexe 0 - Taxe délivrance documents administratifs.docx, Annexe 1 - Rapport proposition de révision des taxes et redevances du département Démographie pour la période 2026-2031_.docx, Annexe 4 - Etat civil comparatif des prix régionaux.pdf

22.12.2025/A/0058 **Règlement-taxe sur le nettoyage du domaine public - Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024**,

Considérant la multiplicité des actes d'incivilité en matière de propreté du domaine public et le surcroît de travail que cela occasionne dans le chef des équipes en charge de la propreté publique dans notre commune ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Attendu qu'en vertu de l'article 135 § 2 de la nouvelle loi communale, les communes ont pour mission entre autres d'assurer la propreté et la salubrité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi **à partir de l'exercice 2026** et pour une période expirant le **31 décembre 2031**, une taxe sur le nettoyage du domaine public par l'administration communale suite au dépôt ou à l'abandon de déchets de toute nature, par une personne ou celle dont elle doit répondre, soit à des endroits où ce dépôt est interdit par une disposition légale ou réglementaire, soit en dehors des jours et heures où le dépôt est autorisé.

Cette taxe s'applique également aux salissures générées par la chose ou l'animal que l'on a sous sa garde au sens de l'article 1385 du Code Civil.

Par "domaine public", il faut entendre :

1.la voirie, en ce compris les accotements, les avaloirs et les trottoirs ;
Le trottoir s'entend par l'accotement généralement surélevé par rapport à la chaussée, situé le long de l'alignement et destiné au cheminement des piétons.
Par avaloir, il faut entendre l'exutoire destiné à recueillir les eaux de ruissellement et à les évacuer à l'égout.
L'accotement s'entend par l'espace ou la partie de la voirie qui n'est pas comprise dans la chaussée.

2.les espaces verts : c'est-à-dire les squares, parcs, jardins publics, et d'une manière générale toutes portions du domaine public situées hors voirie, ouvertes à la circulation des personnes et affectées, en ordre principal, à la promenade ou à la détente ;

3.les plaines et aires de jeu publiques ;

4.les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public ;

5.les façades jouxtant le domaine public.

Article 2 :

La taxe est due solidairement par le propriétaire des déchets et celui qui les a déposés ou abandonnés et s'il échoit par le propriétaire et le gardien de l'animal ou de la chose qui a engendré les salissures.

Article 3 :

La taxe est fixée comme suit :

1.Pour tout dépôt de sacs réglementaires contenant des déchets provenant de l'activité normale et habituelle des ménages et des déchets ménagers : **102,00 €** par sac.
Les sacs visés sont ceux qui sont destinés à la collecte ordinaire et d'une dimension inférieure ou égale au maximum autorisé pour la présentation des immondices. Leur poids est inférieur ou égal à 18 kg.

2.Pour tout abandon de sacs, récipients, objets et déchets non destinés à la collecte ordinaire, la taxe est fixée comme suit :

jusqu'au premier m3 : **235,00 €**
pour tout m3 supplémentaire : **117,00 €**

Tout m3 entamé est compté pour une unité.

3.Pour tout abandon de petits déchets tels que des canettes, papiers, chewing-gums, bouteilles,… sur la voie publique, la taxe est fixée à **59,00 €** par acte.

4. Pour un jet de mégot : **117,00 €**

5.Pour le nourrissage d'animaux sauvages et/ou errants, de pigeons et autres volatiles : **59,00 €**.

6. Pour toute autre salissure de la voie publique par une personne, ou par la personne, l'animal ou la chose qu'elle a sous garde, la taxe est fixée à **117,00 €** par acte.

Pour les déjections à des endroits où la présence de l'animal est interdite par le règlement de police, la taxe est fixée à **286,00 €**.

7. Pour l'apposition d'affiches, d'affichettes autocollantes, etc., à des endroits non autorisés à cet effet : **59,00 €** par affiche.

8. Pour les surfaces souillées par des graffiti : **235,00 €** par m² entamé.

Article 4 :

Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 5 :

En infraction à l'article 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe et refusant de se soumettre à l'obligation de les produire sans déplacement lorsqu'elle en est requise par les membres du personnel désignés par le Collège pour effectuer un contrôle ou examen et faire les constatations nécessaires quant à l'application du règlement-taxe, se verra imposé une amende administrative de 500 euros au maximum, telle que prévue à l'article 8 de la même ordonnance.

Cette amende administrative sera établie et recouvrée suivant les mêmes règles que celles qui s'appliquent aux taxes recouvrées par voie de rôle.

Article 6 :

Le montant de la taxe pourra être porté à la connaissance du débiteur par un document l'invitant à s'en acquitter dans un délai de 10 jours, soit par un versement à la caisse communale, soit par un virement à un compte bancaire communal.

Les paiements dans le délai indiqué à l'alinéa 1 seront considérés comme des perceptions au comptant.

En cas de non-paiement dans le délai indiqué ou d'absence d'avis de paiement au comptant, la taxe sera enrôlée conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Article 7 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 8 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 9 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Quant aux erreurs matérielles provenant de double emploi, erreurs de chiffres, etc…étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement-Belasting op het reinigen van het openbaar domein - Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024,**

Overwegende het grote aantal incivieke handelingen relatief aan de netheid op het openbaar domein en de grote hoeveelheid werk dat dit teweeg brengt voor de reinigingdiensten van het openbaar domein van onze gemeente;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien de gemeenten krachtens artikel 135 § 2 van de nieuwe gemeentewet onder anderen tot taak hebben het voorzien van de zindelijkheid en de gezondheid op openbare wegen, plaatsen en in openbare gebouwen;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT:

Artikel 1:

Er wordt **vanaf het dienstjaar 2026** en voor een termijn vervallend op **31 december 2031**, een belasting ingevoerd op de reiniging van het openbaar domein door het gemeentebestuur ten gevolge van het achterlaten of het neerleggen van allerlei afval door een persoon of door degene voor wie deze persoon verantwoordelijk is, op plaatsen waar dit door een wettelijke of reglementaire bepaling verboden wordt of buiten de toegelaten uren. Dit geldt eveneens voor vuilnis veroorzaakt door voorwerpen of dieren die men onder zijn hoede heeft overeenkomstig artikel 1385 van het Burgerlijk Wetboek.

Onder “openbaar domein”, verstaat men:

1.de openbare weg, met inbegrip van de bermen, de rioolkolken en voetpaden;
Onder trottoir verstaat men de doorgaans ten opzichte van de rijweg verhoogde berm, die langs de rooilijn gelegen is en voor de voetgangers bestemd is.
Een rioolkolk is een voorziening om regenwater af te voeren naar het rioolstelsel.
De berm is de ruimte of het gedeelte van de weg dat niet in de rijweg inbegrepen is.

2.de groene ruimten: te weten de openbare plantsoenen, parken, tuinen en alle stukken van het openbaar domein buiten de rijbaan, die openstaan voor het verkeer van personen en in hoofdorde bestemd zijn voor wandelen of ontspanning.

3.de openbare speelpleinen en –ruimten

4.de galerijen en doorgangen op het privaat domein die voor het publiek toegankelijk zijn;

5.de gevels die aan het openbaar domein grenzen;

Artikel 2:

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door de eigenaar van bedoeld afval en door degene die het afval neergelegd of achtergelaten heeft of eventueel door de eigenaar of de persoon die het voorwerp of het dier onder zijn hoede heeft en dat de oorzaak is van de vervuiling.

Artikel 3:

De belasting wordt als volgt vastgesteld:

1.Voor het neerleggen van zakken die afval bevatten als gevolg van de gewone activiteit der gezinnen, evenals industrieel, commercieel afval gelijkgesteld met huishoudelijk afval, **102,00 €** per zak of bak.
De bedoelde zakken zijn deze die bestemd zijn voor de gewone omhaling en waarvan de omvang kleiner of gelijk is aan de maximum toegelaten omvang voor huisvuilomhaling. Het gewicht ervan is kleiner dan of gelijk aan 18 kg.

2.Voor het achterlaten van zakken, bakken, voorwerpen en afval die niet bestemd zijn voor de gewone omhaling wordt de belasting als volgt vastgesteld:

tot de eerste m^3: **235,00 €**
voor elke bijkomende m^3: **117,00 €**

Elke begonnen m³ wordt geteld voor een volledige m3.

3.Voor elk achtergelaten vuilnis zoals blikjes, papieren, kauwgommen, flessen,…, wordt de belasting op **59,00 €** per handeling vastgesteld.

4. Voor het achterlaten van het peuk: **117,00 €**

5.Voor het voederen van wilde en/of zwerfdieren, duiven of andere vogels: **59,00 €**

6. Voor elke andere verontreiniging van de openbare weg door een persoon, of door de persoon, het dier of het voorwerp dat men onder zijn hoede heeft, wordt de belasting op **117,00 €** per handeling vastgesteld.

Voor uitwerpselen op de plaatsen waar de aanwezigheid van een dier door een politieverordening verboden is, wordt de belasting op **286,00 €** vastgesteld.

7. Voor het aanbrengen van affiches, stickers, enz., op niet toegestane plaatsen: **59,00 €** per affiche.

8. Voor oppervlakken verontreinigd door graffiti: **235,00 €** per begonnen m².
Artikel 4:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 5:

In overtreding op het artikel 6 van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, iedereen die beschikt over boeken en bescheiden die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting en die weigert om zich aan deze verplichting te onderwerpen om die zonder verplaatsing voor te leggen op verzoek van de personeelsleden aangeduid door het College om een controle of onderzoek in te stellen en vaststellingen te verrichten in verband met de toepassing van de belastingvordering, zal een administratieve geldboete met een maximumbedrag van 500 euro worden opgelegd zoals voorzien in het artikel 8 van dezelfde Ordonnantie.

Deze administratieve geldboete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als die welke van toepassing zijn op de kohierbelastingen.

Artikel 6:

Het bedrag van de belasting kan worden ter kennis van de belastingplichtige gebracht door

een document waarbij hij uitgenodigd wordt de belasting te betalen binnen een termijn van 10 dagen, hetzij aan de gemeentekas, hetzij op een gemeentelijke bankrekening.

De betalingen verricht binnen de termijn waarvan sprake in al. 1 worden als contant betaalde belastingen beschouwd.

In geval van niet-betaling binnen vastgestelde termijn of bij het ontbreken van een contant betaalde belasting wordt deze ingekohierd volgens de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

Artikel 7:

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar, door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 8:

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 9:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren.

De bezwaren die betrekking hebben op de rechtzetting van dubbel geboekte posten, rekenfouten of cijferfouten, enz…die te wijten zijn aan de bedienden van het Gemeentebestuur, kunnen nochtans worden ingediend zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet is goedgekeurd door de hogere Overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Notification à la commune10074174096877921076.pdf

22.12.2025/A/0059 **Règlement-taxe sur les bornes de recharge pour véhicules électriques situées sur la voie publique – Exercices 2026 à 2031**

Le Conseil,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative et ses modifications ultérieures ;

Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases de l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit, sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que celle des redevables d'un impôt participe à l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; que celle-ci dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les bornes de recharge pour véhicules électriques de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant que les services que la Commune organise sur son territoire, et qui concernent notamment l'entretien des voiries communales, des trottoirs, l'éclairage public, la propreté, la prévention, la sécurité ou encore la police, bénéficient aux personnes physiques ou morales exploitant des bornes de recharge pour véhicules électriques sur le territoire de la Commune d'Etterbeek ; qu'il est dès lors légitime de financer une partie de ces dépenses par le produit de la taxe ;

Considérant qu'il n'en demeure pas moins que le Conseil communal entend encourager

l'initiative s'inscrivant dans une démarche de réduction de l'empreinte carbone et d'amélioration de la qualité de l'air ; que les véhicules électriques roulant à l'énergie verte n'émettent ni CO_2 ni microparticules provenant du carburant ; que les bornes de recharge pour ces véhicules électriques font par ailleurs partie intégrante de cette mobilité plus durable et partagée ; que le taux proposé auquel elles sont soumises est par conséquent raisonnablement justifié ;

DÉCIDE :

I. DURÉE ET ASSIETTE

Article 1

§1er. Il est établi, au profit de la Commune d'Etterbeek, à partir du 1er janvier 2026 et pour un terme expirant le 31 décembre 2031, une taxe annuelle sur les bornes de recharge pour véhicules électriques situées sur la voirie publique.

§2. Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par voirie publique :

- toute voie de communication par terre affectée à la circulation du public, indépendamment de la propriété de son assiette, y compris ses dépendances nécessaires à sa conservation et à son entretien, et dont la gestion incombe à l'autorité communale ;
- l'ensemble des autres lieux destinés à l'usage de tous, sans restriction d'accès.

II. TAUX

Article 2

§1er. Le taux annuel de la taxe est fixé à 125,00 euros par point de recharge.

Toute borne comportant plusieurs points de charge permettant la recharge d'un véhicule électrique est censée comprendre autant d'unités imposables qu'il y a de points de charge.

§2. Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013) selon la formule suivante :

$$\frac{\text{taux de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le taux de base est le taux spécifié dans le règlement-taxe.

L'indice de base est l'indice de novembre 2025.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.

Après application du coefficient d'indexation, le taux est arrondi à la deuxième décimale supérieure

§3. La taxe est due pour l'année entière, à compter du 1er janvier de l'exercice d'imposition, pour l'ensemble des points de recharge installés sur le territoire de la Commune d'Etterbeek à cette date.

§4. En cas d'installation d'une borne en cours d'exercice, la taxe est due au *prorata*

temporis du nombre de mois à compter de la date de sa mise à disposition des utilisateurs. Tout mois entamé est comptabilisé comme mois entier.

§5. En cas de changement en cours d'exercice du titulaire d'un droit réel ou de la personne physique ou morale exploitante, la taxe est répartie au prorata du nombre de mois durant lesquels chaque redevable a été titulaire du droit réel ou exploitant. Tout mois entamé est dû par le nouveau titulaire ou exploitant.

Cette répartition n'est pas appliquée automatiquement. Il appartient au redevable d'informer l'administration communale, par écrit, du changement intervenu dans un délai de quinze jours.

§6. En cas de révocation ou de cessation d'exploitation en cours d'exercice, aucune restitution ou indemnité ne pourra être revendiquée.

-

III. REDEVABLE

-

Article 3

La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite la borne de recharge pour véhicules électriques.

-

IV. EXONERATION

Article 4

§1er. Peuvent être exonérés, sur décision motivée du Collège des Bourgmestre et Échevins, les redevables dont l'activité est située dans une zone de travaux effectués en voirie publique dont l'ampleur exceptionnelle est de nature à nuire gravement à leur situation économique.

§2. La demande d'exonération doit être introduite dans les trente jours suivant le début des travaux.
§3. L'exonération est calculée au prorata de la durée effective des travaux. La décision est notifiée par écrit au redevable.

-

V. DÉCLARATION

-

Article 5

§1er. L'administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration initiale que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé, dans un délai de 15 jours suivant la date d'envoi mentionnée sur le formulaire.

Les redevables qui n'auraient pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un au plus tard le 30 novembre de l'exercice d'imposition et de le renvoyer dans un délai de quinze jours.

§2. Le redevable est tenu de joindre à sa déclaration toutes les pièces justificatives relatives à son statut, à sa situation personnelle ou à ses affirmations. Il est également tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

§3. Toute nouvelle borne installée en cours d'exercice doit être déclarée dans un délai de

quinze jours à compter de sa mise à disposition.

-

Article 6

-

La déclaration initiale reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation. Toute modification de la situation fiscale du redevable doit être communiquée dans un délai de quinze jours, accompagnée des pièces justificatives.

-

Article 7

La déclaration auprès du service communal des taxes ne dispense pas de l'obtention des autorisations requises par ou en vertu des lois et règlements en vigueur.

-

VI. TAXATION D'OFFICE

Article 8

-

§1er. L'absence de déclaration dans les délais requis, ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des éléments dont la Commune dispose.

§2. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

§3. Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

§4. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§5. Les cotisations enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

§6. Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

VII. MESURES DE CONTRÔLE

-

Article 9

§1. Les contrôles, examens et contestations nécessaires quant à l'application du présent règlement sont constatés par le(s) fonctionnaire(s) désigné(s) à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

§2. Les procès-verbaux qu'il(s) rédige(nt) font foi jusqu'à preuve du contraire.

VIII. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 10

La taxe est perçue par voie de rôle, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, ainsi qu'au Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales du 13 avril 2019.

-

Article 11

§1. Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins. Celle-ci doit être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite par envoi postal, par remise contre accusé de réception au guichet du service communal des taxes, par fax ou par envoie électronique endéans les trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

§2. La réclamation doit être motivée, datée et signée.

§3. Le redevable ou son représentant qui souhaite être auditionné doit également expressément le mentionner dans sa réclamation.

§4. L'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard

-

IX. MISE EN APPLICATION

-

Article 12

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication et est applicable à partir du 1er janvier 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Regelement-belasting op laadpalen voor elektrische voertuigen op de openbare weg – Begrotingsjaren 2026 - 2031

De gemeenteraad,

gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

gelet op artikels 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de latere wijzigingen ervan;

gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en zijn latere wijzigingen;

gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 met betrekking tot de hervorming van het administratief toezicht;

gelet op de financiële toestand van de gemeente;

overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat het haar toekomst in het kader van haar fiscale autonomie om de basis en de grondslag te bepalen van de belastingen waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, met name de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen ze heft;

overwegende dat de vaststelling van zowel de grondslag als de schuldenaars van een belasting behoort tot de fiscale autonomie van de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent met inachtneming van haar specifieke financiële behoeften;

overwegende dat de gemeenteraad het noodzakelijk vond om de laadpalen voor elektrische voertuigen te belasten om bijkomende inkomsten te genereren voor de financiering van de uitgaven van algemeen nut waarmee de gemeente wordt geconfronteerd;

overwegende dat de diensten die de gemeente op haar grondgebied organiseert, en die onder meer betrekking hebben op het onderhoud van de gemeentelijke wegen, de voetpaden, de openbare verlichting, de netheid, de preventie, de veiligheid en ook de politie, ten goede komen aan de natuurlijke of rechtspersonen die laadpalen voor elektrische voertuigen uitbaten op het grondgebied van de gemeente Etterbeek; dat het bijgevolg legitiem is een deel van deze uitgaven te financieren met de opbrengst van de belasting;

overwegende dat het niet wegneemt dat de gemeenteraad initiatieven wil aanmoedigen die passen in een aanpak van vermindering van de koolstofvoetafdruk en verbetering van de luchtkwaliteit; dat elektrische voertuigen die rijden op groene energie geen CO_2 of microdeeltjes uit brandstof uitstoten; dat de laadpalen voor deze elektrische voertuigen bovendien integraal deel uitmaken van deze meer duurzame en gedeelde mobiliteit; dat het voorgestelde tarief waaraan zij worden onderworpen bijgevolg redelijk gerechtvaardigd is;

BESLIST

I. DUUR EN GRONDSLAG

Artikel 1

§1. Vanaf 1 januari 2026 en voor een termijn vervallend op 31 december 2031 wordt ten gunste van de gemeente een jaarlijkse belasting geheven op laadpalen voor elektrische voertuigen op de openbare weg.

§2. Dit reglement gebruikt de volgende definitie voor “openbare weg”:

- elke verbindingsweg over land voor het openbaar verkeer, ongeacht de eigendom van de ondergrond, met inbegrip van de noodzakelijke aanhorigheden voor het behoud en het onderhoud ervan, waarvan het beheer onder de bevoegdheid van de gemeentelijke overheid valt;
- alle andere plaatsen bestemd voor algemeen gebruik, zonder toegangsbeperking.

II. AANSLAGVOET

Artikel 2

§1. Het jaarlijkse belastingtarief is vastgesteld op 125,00 euro per oplaadpunt.

Elke laadpaal die meerdere oplaadpunten bevat voor het opladen van een elektrisch voertuig wordt geacht zoveel belastbare eenheden te omvatten als er oplaadpunten aanwezig zijn.

§2. De aanslagvoet wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013) volgens de volgende formule:

$$\frac{\text{basistarief x nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

Het basistarief is de aanslagvoet die in dit belastingreglement is vermeld.

De basisindex is de index van november 2025.

De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van de indexeringscoëfficiënt wordt de aanslagvoet afgerond naar boven op de tweede decimaal.

§3. De belasting is verschuldigd voor het volledige jaar, te rekenen vanaf 1 januari van het aanslagjaar, voor alle oplaadpunten op het grondgebied van de gemeente Etterbeek op die datum.

§4. In geval van installatie van een laadpaal in de loop van het aanslagjaar is de belasting *prorata temporis* verschuldigd voor het aantal maanden vanaf de datum waarop de laadpaal ter beschikking van de gebruikers wordt gesteld. Elke begonnen maand wordt als een volledige maand aangerekend.

§5. In geval van wijziging van de houder van een zakelijk recht of van de natuurlijke of rechtspersoon die de exploitatie voert tijdens het aanslagjaar, wordt de belasting verdeeld naar rato van het aantal maanden waarin elke belastingplichtige houder van het zakelijk recht of exploitant is geweest. Elke begonnen maand is verschuldigd door de nieuwe houder of exploitant.

Deze verdeling wordt niet automatisch toegepast. Het is de verantwoordelijkheid van de

belastingplichtigen om het gemeentebestuur schriftelijk op de hoogte te brengen van de wijziging binnen een termijn van vijftien dagen.

§6. In geval van intrekking of stopzetting van de exploitatie in de loop van het aanslagjaar kan geen terugbetaling of vergoeding worden gevorderd.

-

III. BELASTINGPLICHTIGE

-

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of de rechtspersoon die de laadpaal voor elektrische voertuigen uitbaat.

-

IV. VRIJSTELLING

Artikel 4

§1. Kunnen worden vrijgesteld, bij gemotiveerde beslissing van het college van burgemeester en schepenen, de belastingplichtigen van wie de activiteit zich bevindt in een zone waar werken aan de openbare weg worden uitgevoerd waarvan de uitzonderlijke omvang hun economische situatie ernstig kan schaden.

§2. De vrijstelling moet worden aangevraagd binnen dertig dagen na de start van de werken.
§3. De vrijstelling wordt berekend naar rato van de effectieve duur van de werken. De beslissing wordt schriftelijk aan de belastingplichtigen meegedeeld.

-

V. AANGIFTE

-

Artikel 5

§1. Het gemeentebestuur stuurt een oorspronkelijk aangifteformulier naar de belastingplichtigen, dat zij ingevuld, gedateerd en ondertekend moeten terugsturen binnen en termijn van 15 dagen na de verzenddatum die op het formulier staat.

Belastingplichtigen die het formulier niet hebben ontvangen, moeten er een aanvragen uiterlijk op 30 november van het aanslagjaar en binnen een termijn van vijftien dagen terugsturen.

§2. Belastingplichtigen moeten bij hun aangifte alle bewijsstukken over hun statuut, hun persoonlijke situatie of hun verklaringen voegen. Zij zijn ook verplicht om, op verzoek van het gemeentebestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en documenten voor te leggen die nodig zijn voor de vaststelling van de belasting.

§3. Elke nieuwe laadpaal die in de loop van het aanslagjaar wordt geïnstalleerd, moet binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de terbeschikkingstelling worden aangegeven.

-

Artikel 6

-

De oorspronkelijke aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. Elke wijziging in de fiscale situatie van de belastingplichtige moet binnen een termijn van vijftien dagen worden meegedeeld, vergezeld van de bewijsstukken.

-

Artikel 7

De aangifte bij de gemeentedienst Belastingen ontslaat de belastingplichtigen niet van de verplichting om de nodige vergunningen te krijgen volgens de geldende wetten en reglementen.

-

VI. AANSLAG VAN AMBTSWEGE

Artikel 8

-

§1. Bij gebrek aan aangifte binnen de vereiste termijn of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte kan de belasting ambtshalve gevestigd worden op basis van de elementen waarover de gemeente beschikt.

§2. Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtigen, met een aangetekende brief, in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

§3. Belastingplichtigen beschikken over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om hun opmerkingen schriftelijk in te dienen. Belastingplichtigen moeten de juistheid van de door hen aangevoerde elementen bewijzen.

§4. Het gemeentebestuur gaat over tot de ambtshalve inkohiering van de belasting als de belastingplichtigen na afloop van deze termijn geen opmerkingen hebben gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

§5. De ambtshalve ingekohierde belastingen worden als volgt verhoogd:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20% van het verschuldigde of geschatte recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50% van het verschuldigde of geschatte recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100% van het verschuldigde of geschatte verschuldigde recht.

§6. Een ambtshalve inkohiering wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de verhoging wanneer de belasting normaal ingekohierd werd in de loop van de drie aanslagjaren die volgen op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft.

VII. CONTROLEMAATREGELEN

-

Artikel 9

§ 1. De controles, onderzoeken en betwistingen die noodzakelijk zijn voor de toepassing van dit reglement worden vastgesteld door de ambtenaar of ambtenaren die daartoe door het college van burgemeester en schepenen is of zijn aangesteld.

§2. De proces-verbalen die hij (zij) opstelt (opstellen) gelden als bewijs tot het tegendeel is bewezen.

VIII. INVORDERING EN GESCHILLEN

Artikel 10

De belasting wordt geheven via kohier, in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen

inzake gemeentebelastingen en het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen van 13 april 2019.

-

Artikel 11

§ 1. De belastingplichtigen (of hun vertegenwoordiger) kunnen een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen. Het bezwaar moet schriftelijk worden ingediend en moet, op straffe van verval, worden ingediend per post, door afgifte tegen ontvangstbewijs aan het loket van de gemeentedienst Belastingen, per fax of per elektronische verzending binnen drie maanden vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

§2. Het bezwaar moet gemotiveerd, gedateerd en ondertekend zijn.

§3. De belastingplichtigen of hun vertegenwoordigers die gehoord willen worden moeten dit uitdrukkelijk vermelden in hun bezwaar.

§4. Het indienen van een bezwaart schort de opeisbaarheid van de belasting en de verwijlinteresten niet op.

-

IX. TOEPASSING

-

Artikel 12

Dit reglement treedt in werking op de dag van zijn publicatie en is van toepassing vanaf 1 januari 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T312665659138604873959.pdf

22.12.2025/A/0060 **Règlement-taxe sur les immeubles et terrains à l'abandon, négligés, inoccupés ou inachevés - Modifications**

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, notamment ses articles 41, 162 et 170, § 4 ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 252 ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la situation financière de la commune, qui nécessite l'adoption de mesures garantissant des recettes suffisantes pour répondre aux besoins de service public et assurer un équilibre

budgétaire ;

Vu le principe général de la loi du changement ;

Vu l'avis favorable du Receveur communal ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins, après en avoir délibéré ;

Considérant que l'article 170, § 4 de la Constitution confère aux communes le pouvoir d'instaurer des taxes afin de financer les missions de service public qui leur incombent, sous réserve des interdictions édictées par la loi ;

Considérant que la fiscalité locale constitue un instrument légitime permettant de répondre aux besoins financiers de la commune et de répartir équitablement la charge fiscale entre les contribuables ; Que l'exercice du pouvoir fiscal par une commune vise à lui permettre de maintenir son budget en équilibre, voire à dégager un certain surplus ;

Considérant que, conformément à la jurisprudence du Conseil d'État, l'exercice de l'autonomie fiscale communale implique la possibilité de choisir des matières imposables spécifiques, sans obligation de généralisation de l'impôt ; Que l'autorité communale dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les immeubles à l'abandon ou négligés ou inoccupés ou inachevés visés par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer une source de revenus additionnelle destinée à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la commune doit faire face et à répartir, de manière équitable, la charge fiscale, sachant que d'autres règlements-taxes visent d'autres catégories de redevables ;

Considérant que l'autorité communale est habilitée, en vertu de son pouvoir fiscal, à poursuivre un objectif extra-fiscal accessoire de dissuasion ou d'incitation ;

Considérant que la présence sur le territoire communal d'immeubles à l'abandon, négligés, inoccupés ou inachevés entraîne des externalités négatives, notamment :

- une dégradation du cadre de vie des habitants et des quartiers concernés ;
- une détérioration de l'image de la commune et une perte d'attractivité résidentielle et économique ;
- un risque accru de problèmes liés à la salubrité, à la sécurité publique et à l'ordre public (squat, incendie, vandalisme, nuisances diverses, accroissant le sentiment d'insécurité) ;
- un frein au renouvellement urbain, à la rénovation du patrimoine immobilier et à la dynamisation du marché du logement ;
- une perte de recettes fiscales en raison de la sous-valorisation des biens concernés ;

Considérant que la mise en place d'un incitant fiscal vise à encourager la remise en état et l'exploitation effective des biens concernés afin de lutter contre la vacance immobilière et de favoriser la densification du tissu urbain ;

Considérant que l'objectif principal du présent règlement-taxe est d'inciter les propriétaires et titulaires de droits réels à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'entretien, la rénovation et l'occupation des immeubles, contribuant ainsi à une meilleure gestion foncière et à un développement harmonieux du territoire communal ;

Considérant qu'il est légitime d'exonérer certaines catégories de biens afin de ne pas pénaliser les propriétaires confrontés à des situations indépendantes de leur volonté, telles que :

- les immeubles accidentellement sinistrés, dès lors que les propriétaires entreprennent les démarches nécessaires pour leur remise en état dans un délai raisonnable ;
- les biens faisant l'objet d'une procédure d'expropriation en cours ;
- les immeubles en cours de rénovation ou de construction, pour autant que les travaux soient réalisés dans le cadre d'un permis d'urbanisme valide et dans le respect d'un planning d'exécution défini ;

Considérant qu'en vertu de l'article 192 du CoBAT, un permis d'urbanisme peut être assorti d'un planning d'exécution ; Qu'il convient d'exonérer les bénéficiaires d'un tel permis tant que ce planning est respecté, afin d'éviter une double contrainte administrative et fiscale pour les propriétaires engagés dans une démarche de valorisation de leur bien ;

Considérant que la modulation du taux de la taxe par l'application de coefficients spécifiques permet d'assurer une répartition proportionnée de la charge fiscale en fonction des caractéristiques et de l'impact des immeubles concernés ;

Considérant que le coefficient linéaire de façade reflète l'ampleur de l'occupation spatiale de l'immeuble et son impact potentiel sur le cadre bâti, justifiant ainsi une taxation adaptée à la surface affectée par l'abandon, la négligence, l'inoccupation ou l'inachèvement ;

Considérant que le coefficient de hauteur permet de tenir compte du volume total du bâtiment concerné et de la capacité théorique d'occupation des niveaux inactifs, la taxation devant être ajustée en fonction de l'intensité du désinvestissement immobilier ;

Considérant que le coefficient de durée vise à instaurer une progressivité fiscale afin d'encourager une remise en état rapide des biens concernés, en majorant la taxation pour les situations d'abandon ou d'inoccupation prolongées qui génèrent des nuisances accrues pour la collectivité et freinent le développement urbain ;

Considérant que le coefficient d'affectation permet de différencier l'impact des immeubles selon leur destination urbanistique, en tenant compte du fait que l'inoccupation d'un bien à usage économique (industriel, commercial ou de services) entraîne des conséquences plus significatives sur l'activité locale et l'attractivité du territoire, justifiant une taxation plus élevée afin d'inciter à leur réaffectation rapide ;

Considérant que la combinaison de ces coefficients vise à garantir un dispositif fiscal équilibré, assurant à la fois un rendement budgétaire nécessaire à la commune et une incitation efficace à la mobilisation du patrimoine immobilier inactif ;

Considérant enfin que la présente taxation vise également à garantir une plus grande équité fiscale en faisant contribuer au financement des services publics communaux les propriétaires dont les biens, par leur état d'abandon ou d'inoccupation prolongée, génèrent des coûts indirects pour la collectivité ;

ARRETE

Article 1er : Objet

Il est établi, pour les exercices **2026 à 2031**, une taxe sur :

- les immeubles à l'abandon ou négligés, totalement ou partiellement ;
- les terrains à l'abandon ou négligés, totalement ou partiellement ;
- les immeubles inoccupés, totalement ou partiellement ;
- les immeubles inachevés, totalement ou partiellement.

Article 2 : Définitions et champ d'application

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

a) « immeubles » : tout bâtiment, ouvrage ou installation, même en matériaux non durables, qui est incorporé au sol, ancré à celui-ci ou dont l'appui assure la stabilité, destiné à rester en place alors même qu'il peut être démonté ou déplacé ;

b) « immeubles à l'abandon ou négligés » : les immeubles où des imperfections externes ont été constatées aux façades, tels que, notamment, de façon non exhaustive, de la peinture écaillée, des fissures ou des cassures, des joints éclatés, du plâtrage détaché, des briques détachées, de la formation de mousse, des tags, de la végétation ou des défauts aux éléments des façades, aux cheminées, aux bow windows, aux loggias, aux balcons, à la charpente, à la toiture, aux bords du toit, aux corniches, aux vidanges d'eau de pluie, aux soupiraux, aux ouvertures de façade, au vitrage et à la menuiserie externe ;

c) « immeubles inachevés » : ceux qui n'ont pas été mis sous toit et rendus habitables ;

d) « immeubles inoccupés » : ceux qui ne sont pas effectivement occupés en logement ou ne sont pas affectés à une autre utilisation, qu'ils aient fait ou non l'objet d'une déclaration d'inhabitabilité ou qu'ils aient été reconnus insalubres ou non par les autorités habilitées à cette fin ou, qu'ils aient fait ou non l'objet, menaçant ruine, d'un ordre de démolition du Bourgmestre. Sont, notamment, considérés comme inoccupés, sans que cette énumération ne soit limitative, :

- soit ceux pour lequel aucune personne n'est inscrite dans les registres de la population ou d'attente, ou pour lequel il n'y a pas d'inscription à la banque carrefour des entreprises, à moins qu'il soit prouvé que l'immeuble sert effectivement d'habitation ou de lieu d'exercice d'activités économiques de nature industrielle, agricole, horticole, de commerce ou de services. Ne peut toutefois être considéré comme occupé l'immeuble ou la partie d'immeuble occupée sans titre ni droit ou de façon non-conforme aux prescriptions urbanistiques applicables à l'immeuble. Sont réputés occupés les logements pour lesquels il est effectivement perçu une taxe en application du règlement-taxe sur la résidence non principale.
- soit ceux qui ne sont pas garnis du mobilier ou des installations indispensables à leur occupation ;
- soit ceux dont l'état de délabrement ne permet pas une occupation normale.

e) « immeubles partiellement à l'abandon ou négligés ou inoccupés ou inachevés » : ceux dont certains niveaux ou parties sont dans l'état tel que décrit à l'article 2 b), c), d) ;

f) « terrains à l'abandon ou négligés » : les parcelles non bâties, soit depuis l'origine, soit par démolition d'un immeuble préexistant, qui :

- soit, ne sont pas correctement clôturées de façon à y interdire l'accès par des tiers,

soit par une clôture adéquate, solidement fixée au sol pour en assurer la stabilité soit par une haie végétale entretenue, à l'exception toutefois des terrains agricoles et maraîchers cultivés ;
- soit, ne sont pas entretenues ;
- soit, provoquent l'intervention des inspecteurs de l'hygiène ;
- soit, laissent subsister des surfaces non aplanies au niveau de la rue suite à une destruction de l'immeuble préexistant ;

g) « terrains partiellement à l'abandon ou négligés » : ceux dont certaines parties sont dans l'état tel que décrit à l'article 2 f) ;
h) « code bruxellois du logement » : l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement ;
i) « code bruxellois de l'aménagement du territoire » ou « CoBAT » : l'ordonnance du 9 avril 2004 portant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire ;
j) « plan particulier d'affectation des sols » le plan visé à l'article 40 du CoBAT.

Article 3 : Constatation et contestation

§ 1er. L'état d'un immeuble ou d'un terrain tel que décrit à l'article 2, b) à g) du présent règlement fait l'objet d'un constat établi par un agent de l'Administration communale et notifié dans les trente jours par recommandé au redevable.

Le constat précité peut également être établi, en ce qui concerne l'état d'un immeuble visé à l'article 2, d) et e) du présent règlement, sur la base d'une identification préalable réalisée par le service public régional visé à l'article 14/1 du Code bruxellois du logement. Les données transmises par ce service peuvent être utilisées comme éléments de preuve et être intégrés au dossier fiscal du redevable.

§ 2. Tout constat est réputé valable pour une durée indéterminée et demeure opposable au redevable jusqu'à ce que ce dernier apporte la preuve contraire d'un changement de situation, notamment par la production d'un permis d'urbanisme, d'un contrat de bail enregistré ou de tout autre document probant.

§ 3. Tout constat établi sous l'égide d'un précédent règlement-taxe, lorsqu'il relève du champ d'application du présent règlement, demeure opposable au redevable. Il conserve sa pleine validité jusqu'à ce que le redevable apporte la preuve d'un changement de situation conformément au § 2 du présent article.

§ 4. L'Administration communale se réserve le droit de procéder à des vérifications complémentaires, à tout moment, afin d'actualiser la situation du bien concerné.

§ 5. Suite à la notification visée au § 1er du présent article, le redevable dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir, par lettre recommandée, ses observations éventuelles. Le délai précité commence à courir le troisième jour ouvrable suivant la date de l'envoi du constat.

§ 6. La taxe applicable ne sera plus due à partir du 1er du mois qui suit celui au cours duquel le redevable a envoyé par courrier recommandé à l'Administration les preuves établissant que l'état visé à l'article 2 a pris fin.

Article 4 : Redevable

La taxe est due par le titulaire d'un droit réel (propriétaire, co-propriétaire, usufruitier, emphytéote ou superficiaire) sur tout ou partie de l'immeuble ou du terrain, tel que visé à l'article 2 du présent règlement, comme étant indiqué à l'article 251 du Code des Impôts

sur les revenus.

En cas de pluralité de titulaires d'un droit réel, notamment en cas d'indivision, la taxe est solidairement due par chacun de ceux-ci.

Article 5 : Taux

Le taux de la taxe (a) est fixé à **512** EUR, multiplié par les coefficients suivants :

- Coefficient linéaire de façade (b) correspondant au nombre de mètres courant de façade de l'immeuble ou par mètre courant de longueur à front de rue lorsqu'il s'agit d'un terrain ;
- Coefficient de hauteur (c) correspondant au nombre de niveaux à l'abandon, négligés, inoccupés ou inachevés, à l'exclusion des sous-sols et des combles non aménageables. La preuve du caractère non aménageable incombe au redevable.
- Coefficient de durée (d) correspondant à la durée de l'abandon, négligence, inoccupation ou inachèvement de l'immeuble ou du terrain, calculée à partir de la date du constat établi par l'Administration communale :

    a. Moins de 12 mois : 1,0 ;
    b. Entre 12 et 24 mois : 1,25 ;
    c. Au-delà de 24 mois : 1,5 ;

- Coefficient d'affectation (e) dépendant de l'affectation urbanistique de l'immeuble ou d'une partie de celui-ci, telle que définie par le plan particulier d'affectation des sols :

    a. Immeuble ou partie d'immeuble affecté exclusivement à l'habitation : 1,0 ;
    b. Immeuble ou partie d'immeuble affecté à un usage économique : 2,0 ;
    c. Terrain : 1,0.

Le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2,5% et arrondi à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

Exercice 2026	Exercice 2027	Exercice 2028
512 EUR	525 EUR	538 EUR
Exercice 2029	Exercice 2030	Exercice 2031
551 EUR	565 EUR	579 EUR

Article 6 : Mode de calcul

§ 1er. La taxe est calculée comme suit :

Taxe = (a × b × c × d x e)

Où :

- *a* = Taux applicable en euros, tel que fixé à l'article 5 du présent règlement ;
- *b* = Nombre de mètres courants de façade de l'immeuble, application faite du § 2 du présent article ;
- *c* = Nombre de niveaux concernés, tel que défini à l'article 5 du présent règlement ;

- *d* = Coefficient de durée, tel que défini à l'article 5 du présent règlement ;
- *e* = Coefficient d'affectation, tel que défini à l'article 5 du présent règlement ;

§ 2. Lorsque l'immeuble touche à deux ou plusieurs rues, la base de calcul de la taxe est le développement total dudit immeuble à front de rue. Lorsque l'immeuble ne touche à aucune rue, la longueur de façade à prendre en compte pour le calcul de la taxe est égale à la racine carrée de la surface bâtie de l'immeuble.

§ 3. Lorsque l'immeuble ou le terrain est situé partiellement sur le territoire d'une autre commune, la taxe n'est due que pour la partie située sur le territoire communal.

§ 4. Lorsque l'immeuble comporte plusieurs affectations urbanistiques, la taxe est due au prorata de chacune des affectations en présence, telles que figurant au plan particulier d'affectation des sols.

§ 5. La taxe est due au prorata de l'année en cours et, pour la première fois, le premier jour du mois suivant la date du constat visé au § 1er de l'article 3 du présent règlement. La taxe est due pour les exercices suivant et ce aussi longtemps que l'immeuble ou le terrain concerné devra être considéré comme étant, en tout ou partie, dans l'état tel que visé à l'article 2, b) à g), du présent règlement.

Article 7 : Exonérations

Est exonéré de la taxe du présent règlement :

a) l'immeuble ou le terrain frappé par un plan d'expropriation approuvé par l'autorité compétente ;
b) l' immeuble ou le terrain accidentellement sinistré pendant les deux années d'imposition suivant l'année du sinistre si l'immeuble ou le terrain en question n'avait pas fait l'objet d'un constat d'abandon, de négligence, d'inoccupation ou d'inachèvement avant la survenance du sinistre ;
c) l'immeuble ou le terrain qui a fait l'objet d'une demande de permis d'urbanisme, visant au moins à mettre fin à l'état visé à l'article 2, b) à g), du présent règlement, pour laquelle un accusé de réception établissant que le dossier de demande est complet a été délivré. Cette exonération est applicable pour une période de douze mois courant à partir du 1er du mois suivant le mois de réception de l'accusé de réception ainsi que pour l'exercice d'imposition au cours duquel le permis d'urbanisme est délivré. En cas de permis avec planning, au sens de l'article 192 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire, l'impôt ne pourra être établi tant que le planning est respecté. Aucune autre exonération de ce type ne peut être accordée pour le même bien. Il est tenu compte des exonérations accordées sur base de règlements-taxes antérieurs ;
d) l'immeuble ou le terrain exonéré de la taxe sur la base de l'article 12 c) et qui a fait l'objet d'une mutation de propriété, ne pourra être exonéré sur base de ces mêmes dispositions que si un délai de cinq ans s'est écoulé depuis la date de l'accusé de réception ;
e) pendant les 12 mois qui suivent le début des travaux, l'immeuble ou le terrain qui fait l'objet de travaux conformément aux lois et règlements en vigueur, ayant spécifiquement pour objectif direct de mettre fin à l'état visé à l'article 2, b) à g), du présent règlement, pour autant que ces travaux soient effectivement entrepris et se poursuivent de façon soutenue et continue. Il appartient au contribuable d'informer l'administration par courrier de la date de début des travaux et d'étayer cette affirmation par tout élément de preuve. Cette exonération commence à courir à partir du 1er du mois suivant le mois au cours duquel le début des travaux a été

valablement acté par l'administration. Aucune autre exonération de ce type ne peut être accordée pour le même bien. Il est tenu compte des exonérations accordées sur base de règlements-taxe antérieurs.

Article 8 : Modalités d'enrôlement et de perception

§1. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins en quatre **tranches égales** au cours de l'exercice d'imposition, sans modification du montant total dû pour l'année. Chaque tranche correspond à 25% du montant annuel de la taxe.

§2. Les tranches sont enrôlées selon l'échéancier suivant :

- la première tranche au plus tard le 30 mars de l'exercice d'imposition ;
- la deuxième tranche au plus tard le 30 juin de l'exercice d'imposition ;
- la troisième tranche au plus tard le 30 septembre de l'exercice d'imposition ;
- la quatrième tranche au plus tard le 15 janvier de l'exercice suivant l'exercice d'imposition.

§3. Chaque enrôlement donne lieu à un avertissement-extrait de rôle distinct. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable. Le délai de paiement applicable à chaque tranche est de deux mois à compter de cet envoi.

§4. En cas de modification de la situation taxable en cours d'exercice, la régularisation s'effectue lors de l'enrôlement de la tranche suivante, ou, le cas échéant, au moyen d'un enrôlement complémentaire.

Article 9 : Recouvrement

La présente taxe sera perçue par voie de rôle.

Article 10 : Recours

Le redevable peut introduire une réclamation contre une taxe établie en application du présent règlement auprès du Collège des bourgmestre et échevins qui agit en tant qu'autorité administrative.

La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition ou à compter de la date de la perception au comptant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Belastingreglement voor verwaarloosde, onverzorgde, leegstaande en onafgewerkte gebouwen en gronden - Wijzigingen

De gemeenteraad,

gelet op de Grondwet, in het bijzonder artikels 41, 162, 170 §4;

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikels 117 en 252;

gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

overwegende dat het gezien de financiële situatie van de gemeente noodzakelijk is om maatregelen te nemen die voldoende inkomsteren genereren om de openbare dienstverlening te waarborgen en de begroting in evenwicht te houden;

gelet op het algemene principe van de wet van de veranderlijkheid;

gelet op het gunstige advies van de gemeenteontvanger;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen, na beraadslaging hierover;

overwegende dat artikel 170, §4 van de Grondwet de gemeenten de bevoegdheid verleent om belastingen in te voeren om de opdrachten van openbare dienstverlening waarvoor zij verantwoordelijk zijn te financieren, met inachtneming van de door de wet opgelegde beperkingen;

overwegende dat lokale belastingen een rechtmatig middel zijn om in de financiële behoeften van de gemeente te voorzien en de belastingdruk eerlijk over de belastingbetalers te verdelen; dat de uitoefening van de belastingbevoegdheid door een gemeente bedoeld is om haar in staat te stellen een begrotingsevenwicht te bereiken, of zelfs een begrotingsoverschot;

overwegende dat, overeenkomstig de rechtspraak van de Raad van State, de uitoefening van de gemeentelijke fiscale autonomie de mogelijkheid impliceert om specifieke belastbare materies te kiezen, zonder verplichting tot veralgemening van de belasting; dat de gemeentelijke overheid hiervoor beschikt over een beslissingsbevoegdheid die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

overwegende dat de gemeenteraad het noodzakelijk heeft bevonden om de verwaarloosde, onverzorgde, leegstaande en onafgewerkte gebouwen bedoeld in dit reglement te belasten zodat de gemeente een bijkomende inkomstenbron heeft waarmee zij haar uitgaven van algemeen nut kan financieren en de fiscale last evenredig kan spreiden, wetende dat er andere belastingreglementen gelden voor andere categorieën belastingplichtigen;

overwegende dat de gemeentelijke overheid, krachtens haar fiscale bevoegdheid, gemachtigd is om een bijkomend extrafiscaal doel na te streven, zoals ontmoediging of stimulering;

overwegende dat de aanwezigheid van verwaarloosde, onverzorgde, leegstaande en onafgewerkte gebouwen op het gemeentelijke grondgebied negatieve effecten met zich meebrengt, met name:

- een verslechtering van de leefomgeving voor de betrokken inwoners en wijken;
- een aantasting van het imago van de gemeente en een verlies van woonaantrekkelijkheid en economische aantrekkelijkheid;
- een verhoogd risico op problemen in verband met volksgezondheid, openbare veiligheid en openbare orde (kraken, brand, vandalisme, verschillende vormen van overlast, toename van het onveiligheidsgevoel);
- een belemmering voor stadsvernieuwing, renovatie van woningen en het herstel van de woningmarkt;

- een verlies aan belastinginkomsten door de onderwaardering van de betrokken onroerende goederen;

overwegende dat de invoering van een fiscale stimuleringsmaatregel bedoeld is de restauratie en het doeltreffend gebruik van de betrokken onroerende goederen aan te moedigen met als doel leegstand tegen te gaan en de verdichting van het stedelijk weefsel te stimuleren;

overwegende dat het hoofddoel van dit belastingreglement is om de eigenaars en houders van zakelijke rechten ertoe aan te zetten de nodige maatregelen te nemen om het onderhoud, de renovatie en de bewoning/het gebruik van de gebouwen te verzekeren en zo bij te dragen tot een beter grondbeheer en een harmonieuze ontwikkeling van het gemeentelijk grondgebied;

overwegende dat het gerechtvaardigd is om bepaalde categorieën onroerende goederen vrij te stellen om eigenaars die worden geconfronteerd met situaties waarop zij geen invloed hebben, niet te benadelen, zoals:

- gebouwen die schade hebben opgelopen door een ramp, op voorwaarde dat de eigenaars de nodige stappen ondernemen om ze binnen een redelijke termijn te herstellen;
- onroerende goederen waarvoor een onteigeningsprocedure loopt;
- gebouwen die gerenoveerd of gebouwd worden, op voorwaarde dat de werkzaamheden wordt uitgevoerd met een geldige stedenbouwkundige vergunning en volgens een vastgestelde uitvoeringsplanning;

overwegende dat, op grond van artikel 192 van het BWRO, stedenbouwkundige vergunningen vergezeld kunnen gaan van een uitvoeringsplanning; dat het aangewezen is de begunstigden van dergelijke vergunningen vrij te stellen zolang de uitvoeringsplanning wordt nageleefd met als doel een dubbele administratieve en fiscale last te vermijden voor eigenaars die hun onroerend willen opwaarderen;

overwegende dat aanpassing van het belastingtarief door toepassing van specifieke coëfficiënten zorgt voor een evenredige verdeling van de belastingdruk in functie van de kenmerken en de impact van de betrokken gebouwen;

overwegende dat de lineaire gevelcoëfficiënt de omvang van de ruimtelijke bezetting van het gebouw en de mogelijke impact ervan op de bebouwde omgeving weergeeft, waarmee een belastingheffing wordt gerechtvaardigd die is aangepast aan de oppervlakte die is beïnvloed door verwaarlozing, onverzorgdheid, leegstand of onafgewerktheid;

overwegende dat de hoogtecoëfficiënt rekening houdt met het totaalvolume van het betreffende gebouw en de theoretische capaciteit van de inactieve verdiepingen en dat de belasting moet worden aangepast aan de mate van de desinvestering in het onroerend goed;

overwegende dat de duurcoëfficiënt bedoeld is om fiscale progressiviteit in te voeren met als doel een snel herstel van de betreffende onroerende goederen te bevorderen, door de belasting te verhogen in geval van langdurige verwaarlozing of leegstand, die tot meer overlast voor de gemeenschap leiden en de stedelijke ontwikkeling belemmeren;

overwegende dat de bestemmingscoëfficiënt het mogelijk maakt het effect van gebouwen te differentiëren op basis van hun stedenbouwkundige bestemming, rekening houdend met het feit dat de leegstand van een gebouw voor economisch gebruik (industrie, handel

of diensten) grotere gevolgen hebben op de lokale bedrijvigheid en de aantrekkelijkheid van het gebied, wat een hogere belasting rechtvaardigt om zo een snelle herbestemming te stimuleren;

overwegende dat de combinatie van deze coëfficiënten tot doel heeft een evenwichtig belastingstelsel te garanderen dat zowel een noodzakelijke begrotingsopbrengst voor de gemeente garandeert als een doeltreffende stimulans om inactieve onroerende goederen te mobiliseren;

overwegende, ten slotte, dat het doel van deze belasting ook is om een grotere fiscale billijkheid te garanderen door eigenaars van onroerende goederen, waarvan de staat van verwaarlozing of de langdurige leegstand indirecte kosten voor de gemeenschap veroorzaakt, te laten bijdragen aan de financiering van gemeentelijke openbare diensten;

BESLUIT

Artikel 1: Voorwerp

Voor de begrotingsjaren **2026 tot en met 2031** wordt een belasting geheven op:

- volledig of gedeeltelijk verwaarloosde of onverzorgde gebouwen;
- volledig of gedeeltelijk verwaarloosde of onverzorgde gronden;
- volledig of gedeeltelijk leegstaande gebouwen;
- volledig of gedeeltelijk onafgewerkte gebouwen.

Artikel 2: Definities en toepassingsgebied

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

a) "gebouwen": elk gebouw, bouwwerk of installatie, zelfs vervaardigd uit niet-duurzame materialen, opgericht of verankerd in de grond of waarvan een steun de stabiliteit verzekert, bestemd om op die plaats te blijven, zelfs wanneer het gedemonteerd of verplaatst kan worden.

b) "verwaarloosde of onverzorgde gebouwen": gebouwen waarvan uiterlijke gebreken werden vastgesteld aan de gevels, zoals, in het bijzonder, maar niet exhaustief, afschilferende verf, barsten of breuken, gebarsten voegen, losgekomen pleisterwerk, losgekomen stenen, vorming van mos, graffiti, plantengroei of gebreken aan de elementen van de gevels, schouwen, erkers, loggia's, balkons, het skelet, het dak, de dakranden, de kroonlijst, de afvoer van regenwater, de kelderramen, de gevelopeningen, de beglazing of het externe timmerwerk.

c) "onafgewerkte gebouwen": deze die nog niet onder dak staan en bewoonbaar gemaakt werden.

d) "leegstaande gebouwen": deze die effectief niet bewoond zijn of niet voor andere doeleinden bestemd zijn, waarvoor al dan niet een verklaring van onbewoonbaarheid werd opgemaakt of als ongezond erkend werden door de daartoe gemachtigde overheid of waarvoor al dan niet wegens bouwvalligheid een bevel tot afbraak werd uitgevaardigd door de burgemeester. Worden met name als leegstaand beschouwd, zonder dat deze opsomming limitatief zou zijn:

- deze waar niemand ingeschreven is in de bevolkingsregisters of hiervoor op de wachtlijst staat, of waarvoor geen inschrijving bestaat bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, tenzij er bewezen wordt dat het gebouw werkelijk als woning wordt gebruikt of er economische activiteiten van industriële, landbouwkundige, tuinbouwkundige, commerciële of dienstverlenende aard plaatsvinden. Een gebouw

of deel van een gebouw dat wordt gebruikt zonder titel of recht of op een manier die niet in overeenstemming is met de stedenbouwkundige voorschriften die op het gebouw van toepassing zijn, mag echter niet als gebruikt worden beschouwd. Woningen worden geacht bewoond te zijn als er daadwerkelijk belasting op wordt geheven in toepassing van het belastingreglement voor de verblijven andere dan het hoofdverblijf.

- deze die niet voorzien zijn van meubilair of van de nodige installaties die noodzakelijk zijn voor het gebruik ervan;
- deze waarvan de staat van verval geen normaal gebruik toelaat.

e) "gedeeltelijk verwaarloosde of onverzorgde gebouwen, leegstaande of onafgewerkte gebouwen": deze waarvan bepaalde verdiepingen of gedeelten in een staat verkeren zoals beschreven in artikel 2 b), c), d).

f) "verwaarloosde of onverzorgde gronden": de percelen die nooit bebouwd zijn geweest of die onbebouwd zijn na afbraak van een gebouw, die ofwel:

- niet behoorlijk omheind zijn om de toegang voor derden te ontzeggen, hetzij door een passende omheining, stevig verankerd in de grond om de stabiliteit te verzekeren, hetzij door een onderhouden plantenhaag, met uitzondering van verbouwde land- en tuinbouwgronden;
- niet onderhouden zijn;
- de tussenkomst van inspecteurs van de hygiëne vereisen;
- oneffenheden vertonen op het niveau van de straat na de afbraak van een vorig gebouw.

g) "gedeeltelijk verwaarloosde of onverzorgde gronden": deze waarvan bepaalde gedeelten in een staat verkeren zoals beschreven in artikel 2 f).

h) "Brusselse Huisvestingscode": de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode;

i) "Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening" of "BWRO": de ordonnantie van 9 april 2004 houdende het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening.

j) "bijzonder bestemmingsplan": het plan bedoeld in artikel 40 van het BWRO.

Artikel 3: Vaststelling en betwisting

§1. De vaststelling van de staat van een gebouw of een grond zoals beschreven in artikel 2, b) tot g) van dit reglement wordt opgemaakt door een ambtenaar van het gemeentebestuur en wordt binnen de dertig dagen per aangetekend schrijven aan de belastingplichtige betekend.

De bovengenoemde vaststelling kan ook worden opgesteld, met betrekking tot de staat van een gebouw bedoeld in artikel 2, d) en e) van dit reglement, op basis van een voorafgaande identificatie uitgevoerd door de gewestelijke openbare dienst bedoeld in artikel 14/1 van de Brusselse Huisvestingscode. De gegevens van deze dienst kunnen worden gebruikt als bewijs en kunnen worden opgenomen in het belastingdossier van de belastingplichtige.

§2. Alle vaststellingen worden geacht geldig te zijn voor onbepaalde duur en blijven inroepbaar tegenover de belastingplichtige totdat deze het tegendeel bewijst van een verandering in de situatie, in het bijzonder door het voorleggen van een stedenbouwkundige vergunning, een geregistreerde huurovereenkomst of enig ander bewijsstuk.

§3. Elke vaststelling die is opgesteld in het kader van een eerder belastingreglement blijft, wanneer deze binnen het toepassingsgebied van dit reglement valt, inroepbaar tegenover de belastingplichtige. Ze blijft volledig geldig totdat de belastingplichtige het bewijs levert van een verandering in de situatie overeenkomstig § 2 van dit artikel.

§4. Het gemeentebestuur behoudt zich het recht voor om op elk moment aanvullende controles uit te voeren om de situatie van het betreffende onroerend goed te actualiseren.

§5. De belastingplichtige beschikt over een termijn van een maand na de betekening bedoeld in §1 van dit artikel om eventuele opmerkingen per aangetekend schrijven te doen gelden. Die termijn begint te lopen op de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de vaststelling.

§6. De toepasselijke belasting is niet langer verschuldigd vanaf de eerste van de maand volgend op de maand waarin de belastingplichtige het gemeentebestuur per aangetekend schrijven het bewijs heeft bezorgd dat de in artikel 2 bedoelde staat heeft opgehouden te bestaan.

Artikel 4: Belastingplichtige

De belasting is verschuldigd door de houder van een zakelijk recht (eigenaar, mede-eigenaar, vruchtgebruiker, erfpachter of opstalhouder) op het geheel of het gedeelte van het gebouw of de grond zoals bedoeld in artikel 2 van dit reglement en overeenkomstig artikel 251 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen.

In geval van meerdere houders van een zakelijk recht, in het bijzonder in het geval van mede-eigendom, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door elk van hen.

Artikel 5: Aanslagvoet

De aanslagvoet (a) is vastgesteld op **512** euro, vermenigvuldigd met de volgende coëfficiënten:

- De lineaire coëfficiënt van de gevel (b) wat overeenkomt met het aantal strekkende meters gevel voor een gebouw of strekkende meters straatlengte voor gronden.
- de hoogtecoëfficiënt (c), die overeenkomt met het aantal verwaarloosde, onverzorgde, leegstaande of onafgewerkte verdiepingen, behalve de kelderverdiepingen en de niet in te richten zolderverdiepingen. Het bewijs van het niet in te richten karakter is de verantwoordelijkheid van de belastingplichtige.
- de duurcoëfficiënt (d), die overeenkomt de duur van verwaarlozing, onverzorgdheid, leegstand of onafgewerktheid van het gebouw of de grond, berekend vanaf de datum van de vaststelling opgesteld door het gemeentebestuur:
    a. Minder dan 12 maanden: 1,0;
    b. Tussen 12 en 24 maanden: 1,25;
    c. Meer dan 24 maanden: 1,5.
- de bestemmingscoëfficiënt (e), die afhankelijk is van de stedenbouwkundige bestemming van het gebouw of een deel ervan, zoals vastgelegd in het bijzondere bestemmingsplan:
    a. Gebouw of gedeelte van een gebouw uitsluitend bestemd voor bewoning: 1,0;
    b. Gebouw of gedeelte van een gebouw bestemd voor economisch gebruik: 2,0;
    c. Grond: 1,0.

De jaarlijkse aanslagvoet, vastgesteld op 1 januari, wordt met 2,5% geïndexeerd en afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, volgens de onderstaande tabel:

Begrotingsjaar 2026	Begrotingsjaar 2027	Begrotingsjaar 2028
512 euro	525 euro	538 euro
Begrotingsjaar 2029	Begrotingsjaar 2030	Begrotingsjaar 2031
551 euro	565 euro	579 euro

Artikel 6: Berekeningsmethode

§1. De belasting wordt als volgt berekend:

Belasting = (a × b × c × d x e)

Waarbij:
- a = toepasselijke aanslagvoet in euro, zoals bepaald in artikel 5 van dit reglement;
- b = aantal strekkende meters gevel van het gebouw, na toepassing van §2 van dit artikel;
- c = aantal betrokken verdiepingen, zoals bepaald in artikel 5 van dit reglement;
- *d* = duurcoëfficiënt, zoals bepaald in artikel 5 van dit reglement;
- *e* = bestemmingscoëfficiënt, zoals bepaald in artikel 5 van dit reglement.

§2. Wanneer het gebouw grenst aan twee of meerdere straten, wordt de belasting berekend op basis van de totale straatlengte van het gebouw. Wanneer het gebouw aan geen enkele straat grenst, wordt bij de berekening van de belasting rekening gehouden met de vierkantswortel van de bebouwde oppervlakte van het gebouw als gevellengte.

§3. Gebouwen of gronden die gedeeltelijk op het grondgebied van een andere gemeente liggen worden slechts belast voor het gedeelte dat op het grondgebied van de gemeente ligt.

§4. Wanneer het gebouw meerdere stedenbouwkundige bestemmingen heeft, is de belasting verschuldigd naar evenredigheid van elk van de aanwezige bestemmingen, zoals aangegeven in het bijzondere bestemmingsplan.

§5. De belasting is verschuldigd naar evenredigheid van het lopende jaar en, voor het eerst, op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de vaststellingen bedoeld in §1 van artikel 3 van dit reglement. De belasting is verschuldigd voor de volgende begrotingsjaren en dat voor zolang het gebouw of de grond kan worden als zijnde geheel of gedeeltelijk in de staat zoals beschreven in artikel 2, b) tot g) van dit reglement.

Artikel 7: Vrijstellingen

Zijn vrijgesteld van de belasting voorzien in dit reglement:

a) gebouwen of gronden die getroffen worden door een onteigeningsplan dat goedgekeurd werd door de bevoegde overheid;
b) gebouwen of gronde die schade hebben opgelopen door een ramp gedurende de twee aanslagjaren die volgen op het jaar van de ramp op voorwaarde dat voor het gebouw of de grond in kwestie geen vaststelling van verwaarloosd, onverzorgd, leegstaand onafgewerkt gebouw of grond werd opgesteld voordat de ramp zich heeft voorgedaan;
c) gebouwen of gronden waarvoor een stedenbouwkundige vergunning werd aangevraagd, minstens met als doel een einde te maken aan de in artikel 2, b) tot g) van dit reglement bedoelde staat. Er moet een ontvangstbevestiging zijn

uitgereikt als bewijs dat het dossier volledig is. Deze vrijstelling is van toepassing voor een periode van twaalf maanden, te starten vanaf de eerste maand volgend op de maand waarin de ontvangstbevestiging is uitgereikt en voor het aanslagjaar waarin de stedenbouwkundige vergunning is uitgereikt. In geval van een vergunning met uitvoeringsplanning zoals bedoeld in artikel 192 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, kan de belasting niet geheven worden zolang de planning wordt nageleefd. Er kan geen andere vrijstelling van dit type voor hetzelfde onroerende goed worden verleend. Er wordt rekening gehouden met vrijstellingen die werden toegekend op basis van eerdere belastingreglementen;

d) gebouwen of gronden die zijn vrijgesteld van de belasting op grond van artikel 12 c) en waarvoor een eigendomsoverdracht heeft plaatsgevonden kunnen slechts op grond van dezelfde voorschriften opnieuw worden vrijgesteld na een termijn van vijf jaar te tellen vanaf de datum van de ontvangstbevestiging;

e) gedurende de 12 maanden volgend op de start van de werkzaamheden, gebouwen of gronden waaraan werkzaamheden gebeuren overeenkomstig de in voege zijnde wetten en reglementen en die specifiek worden uitgevoerd om een einde te maken aan de staat bedoeld in artikel 2, b) tot g) van dit reglement op voorwaarde dat de werkzaamheden gestaag en blijvend worden voortgezet. De belastingplichtige moet het gemeentebestuur schriftelijk op de hoogte brengen van de startdatum van de werkzaamheden en deze staven door middel van welk bewijs dan ook. Deze vrijstelling gaat in op de maand waarin het gemeentebestuur officieel op de hoogte werd gebracht van de start van de werkzaamheden. Er kan geen andere vrijstelling van dit type voor hetzelfde onroerende goed worden verleend. Er wordt rekening gehouden met vrijstellingen die werden toegekend op basis van eerdere belastingreglementen.

Artikel 8 – Modaliteiten van aanslag en inning

§1. Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen in vier gelijke schijven tijdens het belastingjaar, zonder wijziging van het totaal verschuldigde bedrag voor dat jaar. Elke schijf bedraagt 25% van het jaarlijkse belastingbedrag.

§2. De schijven worden ingekohierd volgens de volgende kalender:

- de eerste schijf uiterlijk op 30 maart van het belastingjaar;
- de tweede schijf uiterlijk op 30 juni van het belastingjaar;
- de derde schijf uiterlijk op 30 september van het belastingjaar;
- de vierde schijf uiterlijk op 15 januari van het jaar volgend op het belastingjaar.

§3. Elk kohier leidt tot een afzonderlijk aanslagbiljet. Dit wordt kosteloos aan de belastingplichtige toegezonden. De betalingstermijn voor elke schijf bedraagt twee maanden vanaf de datum van verzending.

§4. In geval van een wijziging van de belastbare situatie tijdens het belastingjaar, gebeurt de regularisatie bij de inkohiering van de volgende schijf of, indien nodig, via een aanvullende inkohiering.

Artikel 9: Invordering

De belasting wordt geïnd door middel van een kohier.

Artikel 10: Beroep

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen tegen een belasting die is geheven in toepassing van dit reglement bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid.

Het bezwaar moet schriftelijk worden ingediend, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of vanaf de kennisgeving van de aanslag of vanaf de datum van de contante invordering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T36859609318583522140.pdf

22.12.2025/A/0061 **Règlement-taxe sur les surfaces de bureaux – Modifications**

Le conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vue le rapport établi par le service des finances en vue de la séance du Conseil communal du 29 novembre 2021 ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE

Article 1 :
Il est établi à partir du **1er janvier 2026** au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le **31 décembre 2031**, une taxe annuelle sur les surfaces de bureaux.

Cette taxe a pour base la surface brute.

§1 Par bureau, on entend le local ou l'ensemble des locaux où, avec un équipement et / ou un mobilier adéquats, l'information est susceptible d'être traitée. Le terme information est à comprendre au sens large : textes, rapports, études, conférences, données comptables, statistiques, brevets, sons, images, etc… Cette information peut être contenue sur n'importe quel support (documents, fichiers informatiques, etc…), mais également dans des échantillons ou prototypes.

§2 Par surface brute, on entend la surface totale occupée par la personne physique ou morale, y compris les surfaces utilisées indirectement (espaces de circulation et d'accueil, salles de conférences, locaux de rangement et d'archivages, réfectoires, sanitaires, étages techniques,…), y compris la part dans les communs, et y compris les surfaces accessibles au public, mais non compris les surfaces de parkings.

§3 Par « mise à disposition commerciale de bureaux », il faut entendre toute activité qui a pour objet d'offrir, contre rétribution, des espaces de bureaux professionnels, meublés et connectés permettant une occupation flexible dans le temps et dans l'espace (tels que le coworking, des bureaux et salons d'affaires, des espaces de réunion, etc…).

Article 2 :

Le taux de la taxe pour les bureaux ayant fait l'objet d'un permis d'urbanisme ou d'une confirmation de la légalité de l'affectation est fixé à :

pour les surfaces de bureaux jusqu'à 100 m²: 21,00/m²€
pour les surfaces de bureaux de 101 à 200 m² : 23,00/m² €
pour les surfaces de bureaux supérieures à 200 m² : 25,00/m² €

Article 3 : Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 4 :

Le montant de la taxe est calculé sur base :

Soit de la surface constatée sur le lieu d'imposition par le fonctionnaire désigné conformément à l'article 5 de l'ordonnance du 3 avril 2014, muni de sa lettre de

désignation, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe et mentionnée dans son rapport.

Soit du formulaire de déclaration. L'Administration fait parvenir au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée, datée et signée, dans un délai de trente jours à dater de la réception du formulaire qui est présumée avoir lieu le troisième jour ouvrable qui suit le jour de l'envoi. Les contribuables qui n'ont pas reçu la formule sont tenus d'en réclamer une. La déclaration reste valable jusqu'à révocation. En cas de modification de la base d'imposition, une nouvelle déclaration devra être faite dans les 10 jours.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration et pour lequel le lieu d'imposition n'a pas encore fait l'objet d'un rapport de surface taxable est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice de taxation, les éléments nécessaires à la taxation.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation notifiée par écrit.

Toute modification de la base taxable ou toute nouvelle occupation de surfaces de bureaux devra être signalée, dans le mois, à l'administration communale.

Article 5 :

La déclaration, par le redevable, d'une superficie autre que celle constatée par le fonctionnaire mentionné à l'article 3 de ce règlement entraînera l'enrôlement d'office de la taxe, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Le montant de la taxe sera calculé selon la surface constatée par ce fonctionnaire et mentionnée dans son rapport, sans majoration.

En l'absence de rapport, la non déclaration dans les délais prévus par ce même règlement entraîne aussi l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Seules les taxes enrôlées d'office, en cas de non déclaration dans les délais prévus, sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe qui est due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 6 :

La taxe est due par l'occupant des surfaces de bureaux.

En cas de « mise à disposition commerciale de bureaux » (telle que définie à l'article 1 §3 de ce règlement), la taxe n'est pas due par l'occupant effectif temporaire des bureaux mais par la personne physique ou morale qui met commercialement à disposition ces bureaux.

Article 7 :

Sont exonérés du paiement de la taxe :

Les surfaces de bureaux inférieures à 20 m².
Cette exonération n'est pas d'application lorsqu'une surface de bureaux supérieure à 20 m² est occupée par diverses sociétés. Dans ce cas, chaque société sera imposée d'après la surface qu'elle occupe réellement ;

Les occupants ayant le statut de personne de droit public ou d'organisme de droit public et à la condition expresse d'occuper eux-mêmes les bureaux ;

Les établissements d'enseignement subventionnés par les Communautés et occupants de leurs bureaux ;

Les surfaces dans un logement dont l'occupant, y domicilié, y exerce une profession de salarié, d'indépendant ou libérale, lorsqu'elles ne dépassent pas un tiers de la surface totale ;

Les surfaces servant aux cultes reconnus, les maisons de la laïcité, les hôpitaux, les cliniques, les dispensaires ou œuvres de bienfaisance ;

Les associations sans but lucratif et groupements à finalité sociale, culturelle, sportives, de loisirs, de santé ou d'éducation qui ne poursuivent aucun but lucratif, à l'exclusion des groupements qui, quelle que soit leur forme juridique, visent notamment à préserver les intérêts économiques, commerciaux ou professionnels de leurs membres ;

Article 8 :

En cas de cessation ou de début d'occupation des surfaces de bureaux en cours d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre effectif de mois d'occupation, tout mois entamé étant compté en entier.

En cas de cessation ou de début d'occupation progressive de surfaces de bureaux par étage d'un même immeuble par le même occupant, la taxe est établie sur base du nombre effectif de mois d'occupation par étage, tout mois entamé étant compté en entier.

Article 9 :

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément à l'article 5 de l'ordonnance du 3 avril 2014 et munis de leur lettre de désignation, et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 10 – Modalités d'enrôlement et de perception

§1. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins en deux tranches égales au cours de l'exercice d'imposition, sans modification du montant total dû pour l'année.

§2. La première tranche, correspondant à 50 % du montant total de la taxe annuelle, est enrôlée au plus tard le 31 juillet de l'exercice d'imposition. La seconde tranche, correspondant aux 50 % restants, est enrôlée au plus tard le 15 janvier de l'exercice suivant l'exercice d'imposition.

§3. Chaque enrôlement donne lieu à un avertissement-extrait de rôle distinct. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable. Le délai de paiement applicable à chaque tranche est de deux mois à compter de cet envoi.

§4. En cas de modification de la situation taxable en cours d'exercice, la régularisation s'effectue lors de la seconde tranche ou, le cas échéant, dans un enrôlement complémentaire.

Article 11 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'article 4 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 12 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Quant aux erreurs matérielles provenant de doubles emplois, erreurs de chiffres, etc…, étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement auprès de l'administration communale, aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement-belasting op de kantooroppervlakten – Wijzigingen

De gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 16 december 2024 over hetzelfde onderwerp;

gelet op de ordonnantie van 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

gelet op het verslag opgesteld door de dienst Financiën voor de vergadering van de gemeenteraad van 29 november 2021 ;

gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT

Artikel 1:

Er wordt vanaf **1 januari 2026** ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op **31 december 2031**, een jaarlijkse belasting geheven op de kantooroppervlakten.

Deze belasting heeft als basis de bruto- oppervlakte.

§1 Als kantoor wordt bedoeld het lokaal of het geheel der lokalen waar met behulp van een aangepaste uitrusting en/of meubilair, informatie kan worden verwerkt. De term informatie moet in brede zin worden verstaan: teksten, verslagen, studies, conferenties, boekhoudkundige gegevens, statistieken, brevetten, klank-en beeldmateriaal, enz… Deze informatie kan weergegeven zijn op om het even welke materie (documenten, computerdata, enz…) maar eveneens in stalen en prototypes.

§2 Onder bruto-oppervlakte wordt verstaan de totale door de natuurlijke persoon of de rechtspersoon bezette oppervlakte, daarin begrepen de oppervlakten onrechtstreeks gebruikt (ruimten voor het verkeer en het onthaal, conferentiezalen, lokalen voor het rangeren en het archiveren, refters, het sanitair, technische verdiepingen, …), daarin begrepen het deel van de gemeenschappelijke delen van het gebouw, daarin ook begrepen de oppervlakten toegankelijk voor het publiek, doch niet de parkeeroppervlakten.

§3 Onder “commerciële terbeschikkingstelling van kantoorruimte”, wordt elke activiteit verstaan die tot doel heeft om tegen vergoeding professionele, gemeubileerde en op het internet aangesloten kantoorruimte aan te bieden die een flexibele bezetting in tijd en ruimte mogelijk maakt (zoals co-working, kantoren en business lounges, vergaderruimtes, enz.).

Artikel 2:

Het tarief van de belasting op kantoren waarvoor een stedenbouwkundige vergunning of een bevestiging van de legaliteit van de bestemming verleend werd, is vastgesteld op:

voor de kantooroppervlakten tot 100 m²: 21,00/m² €
voor de kantooroppervlakten van 101 m² tot 200 m²: 23,00/m² €
voor de kantooroppervlakten boven de 200 m²: 25,00/m² €

Artikel 3 Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 4:

Het bedrag van de belasting wordt berekend op basis van:

Ofwel van de oppervlakte waargenomen op de plaats van belastingheffing door de aangewezen functionaris op grond van artikel 5 van de ordonnantie van 3 april 2014, in het bezit van zijn benoemingsbrief om de grondslag van de belasting vast te stellen of te controleren en dit te vermelden in zijn verslag.

Ofwel door het invullen van het aangifteformulier. Het gemeentebestuur stuurt een aangifteformulier naar de belastingplichtigen, dat zij ingevuld, gedateerd en ondertekend moeten terugsturen binnen dertig dagen na ontvangst van het formulier, waarbij de ontvangst geacht wordt te hebben plaatsgevonden op de derde werkdag na de datum van verzending. Belastingplichtigen die het formulier niet hebben ontvangen, moeten er een aanvragen. De aangifte blijf geldig tot herroeping. Bij wijziging van de belastinggrond moet binnen 10 dagen een nieuwe aangifte worden gedaan.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, is gehouden uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op dat van het jaar waarop de belasting slaat, aan het gemeentebestuur aangifte te doen van de elementen nodig voor de belasting.

De aangifte blijft geldig zolang zij niet via schriftelijke betekening wordt herroepen.

Elke wijziging van de belastbare basis of elke nieuwe ingebruikname van kantorenoppervlakten moet binnen de maand gemeld worden aan het gemeentebestuur.

Artikel 5:

Wanneer de belastingplichtige een andere oppervlakte opgeeft dan diegene die vastgesteld werd door de ambtenaar in artikel 3 van ditzelfde reglement, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd, in overeenstemming met het artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014.

Het bedrag van de belasting wordt berekend op basis van de oppervlakte waargenomen door de ambtenaar en vermeld in zijn verslag, zonder vermeerdering.

Bij het ontbreken van het verslag, wordt de niet aangifte van het voorziene termijn van ditzelfde reglement ook ambtshalve ingekohierd in overeenstemming met de bepalingen van het artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014.

Enkel de ambtshalve ingekohierde belastingen worden, indien zij niet opgegeven werden

binnen de voorziene termijn, verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 6:

De belasting is verschuldigd door de bezetter van de kantooroppervlakten.

In geval van “commerciële terbeschikkingstelling van kantoorruimte” (zoals gedefinieerd in artikel 1 §3 van dit reglement) is de belasting niet verschuldigd door de tijdelijke effectieve gebruiker van de kantoren maar door de natuurlijke of rechtspersoon, die deze kantoren commercieel ter beschikking stelt.

Artikel 7:

Zijn van de belasting vrijgesteld:

De kantooroppervlakten beneden de 20 m².
Deze vrijstelling wordt niet toegepast wanneer een bureeloppervlakte van meer dan 20 m² bezet wordt door verschillende maatschappijen. In dat geval, wordt elke maatschappij belast volgens de oppervlakte die zij werkelijk bezet;

De bezetters die het statuut van een openbare rechtspersoon bezitten of van een instelling van openbaar recht op uitdrukkelijke voorwaarde dat ze zelf de kantoren bezetten;

De onderwijsinstellingen die door de gemeenschappen worden gesubsidieerd en die hun eigen lokalen bezetten;

De oppervlakten in een woning waar de gedomicilieerde gebruiker een bezigheid uitoefent van loontrekkende, zelfstandige of een vrij beroep, wanneer deze kleiner zijn dan één derde van de volledige oppervlakte;

De oppervlakten bestemd voor de erkende erediensten, de huizen bestemd voor de lekenmoraal, de ziekenhuizen, de klinieken, de dispensaria en weldadigheidsinstellingen;

De verenigingen zonder winstoogmerk en organisaties met een sociaal, cultureel, sportief, recreatief, gezondheidsgerelateerd of educatief oogmerk die geen enkel winstoogmerk nastreven, uitgezonderd organisaties die, ongeacht hun rechtsvorm, er net op gericht zijn om de economische, commerciële of professionele belangen van hun leden te beschermen;

Artikel 8:

In geval van stopzetting of het aanvangen van de bezetting van de kantooroppervlakten tijdens het dienstjaar, wordt de belasting vastgesteld op basis van het effectief aantal maanden gebruik, met dien verstande dat elke begonnen maand als geheel wordt geteld.

In geval van stopzetting of het aanvangen van progressieve bezetting van de kantooroppervlakten tijdens het dienstjaar, per verdiep van een gebouw door eenzelfde bezetter, wordt de belasting vastgesteld op basis van het effectief aantal maanden gebruik per verdiep, met dien verstande dat elke begonnen maand als geheel wordt geteld.

Artikel 9:

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle

boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikel 5 van de ordonnantie van 3 april 2014 worden aangesteld en voorzien zijn van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren maar alleen toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, en mits machtiging van de politierechter.

Artikel 10 – Modaliteiten van aanslag en inning

§1. Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen in twee gelijke schijven tijdens het belastingjaar, zonder wijziging van het totaal verschuldigde bedrag voor dat jaar.

§2. De eerste schijf, overeenstemmend met 50% van het totale jaarlijkse belastingbedrag, wordt uiterlijk op 31 juli van het belastingjaar ingekohierd. De tweede schijf, overeenstemmend met de resterende 50%, wordt uiterlijk op 15 januari van het jaar volgend op het belastingjaar ingekohierd.

§3. Elk kohier leidt tot een afzonderlijk aanslagbiljet. Dit wordt kosteloos aan de belastingplichtige toegezonden. De betalingstermijn voor elke schijf bedraagt twee maanden vanaf de datum van verzending.

§4. In geval van een wijziging van de belastbare situatie tijdens het belastingjaar, gebeurt de regularisatie bij de tweede schijf of, indien nodig, via een aanvullende inkohiering.

Artikel 11:

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in het artikel 4 van de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en nietfiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 12:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren.

Wat betreft de materiële fouten die het gevolg zijn van dubbel geboekte posten, rekenfouten of cijferfouten, enz… die te wijten zijn aan de bedienden van het gemeentebestuur, kan de belastingplichtige daarvan de rechtzetting vragen bij het gemeentebestuur, zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet is goedgekeurd door de toezichtoverheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T314879225497876607264.pdf

22.12.2025/A/0062 **Règlement-taxe sur les tables, chaises, étals et autres objets quelconques placés sur la voie publique – Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **16 décembre 2024** relative au même objet ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'article 551 du Code Pénal ;

Vu le règlement général de police communale ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi **à partir de l'exercice 2026** et pour une période expirant le **31 décembre 2031**, une taxe sur le placement de tables, chaises, étals, et autres objets quelconques sur les trottoirs et sur la voie publique aux conditions fixées ci-après, ainsi qu'une redevance sur l'enlèvement et le stockage de matériel non autorisé.

Article 2 :

Déclaration préalable et autorisations

Tout individu et tout établissement qui souhaite installer une terrasse, un étal de vente, un chevalet, ou tout autre objet sur la voie publique est tenu d'envoyer une déclaration qui tient lieu de demande d'autorisation de voirie. Elle comprend:

Le formulaire de demande ;

Le plan détaillé du projet, reprenant les bordures, bacs à arbres, stationnement, potelets, éclairage public et tout élément hors-sol, ainsi que d'éventuels dalles-guides pour malvoyant, passages piétons, et portes d'entrées aux bâtiments. Ce plan doit être côté, tant pour les éléments précités que pour la largeur du cheminement piéton et les dimensions la terrasse, de l'étal ou du mobilier installé.

Le Collège peut, sur base de cette déclaration, délivrer une autorisation de voirie. L'autorisation peut comprendre des impositions et des limites différentes de la déclaration établie par le demandeur

Dans le cas d'une terrasse HORECA, tout le mobilier complémentaire tel que pares-vents, brise-vue, chevalets, dispositif de chauffage, éclairage, d'information commerciale etc... est intégré dans l'espace de terrasse autorisé.

Le cas échéant, le demandeur devra préalablement obtenir un permis d'urbanisme si sa demande comprend des dispositifs soumis à permis d'urbanisme.

Le stockage de palettes, de chariots de livraisons, de container poubelle, ou de charrettes n'est pas autorisable sur l'espace public.

Dans l'attente d'un enlèvement d'office par l'établissement ou par la commune, les dispositifs sont taxés suivant le tarif visé à l'article 4.

Aucune installation fixe ou inamovible à bras d'homme et sans outils ne peut être installée sur des bouches à clés et trapillons de chambre de visite d'impétrants. Les autorisations sont octroyées aux risques et périls des intéressés, le paiement de la taxe n'impliquant pas pour la Commune, l'obligation d'établir, à cet égard, une surveillance spéciale.

Le Collège détermine les heures auxquelles il peut être fait usage de l'autorisation. A défaut d'indication sur ce point, c'est le Règlement Général de Police qui est d'application.

L'autorisation est émise pour une durée de un an, par exercice fiscal, mais demeure précaire et révocable à tout instant sur simple décision du Collège notifiée au demandeur.

En cas de demande en cours d’exercice, l’autorisation est valable jusqu’au 31 décembre du

même exercice et la taxe reste due forfaitairement pour l'année entière.

En cas d'infractions répétées ayant donné lieu à 2 sanctions administratives communales minimum, ou une condamnation pénale, le collège des Bourgmestre et Echevin pourra mettre fin à l'autorisation de voirie pour une durée minimale de 6 mois consécutifs, dont 3 entre le mois d'avril et d'octobre.

Article 3 :

Enrôlement

Préalablement à tout enrôlement, l'administration communale envoie un courrier invitant le commerce à introduire une demande en bonne et due forme dans un délai de 20 jours calendriers.

La taxe est due par celui à qui profite l'autorisation.

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire annuellement, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Elle est établie :

Soit sur base de la déclaration de l'établissement demandeur, ou de l'autorisation de voirie délivrée si les surfaces autorisées diffèrent de la déclaration ;

Soit sur base du constat de l'agent taxateur donnant lieu à un enrôlement d'office valable pour l'année entière.

L'enrôlement d'office se fait conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2004 : Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le courrier visé à l'alinéa 3 l'informe de ce droit. Le redevable doit produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

Les taxations d'office sont enrôlées pendant une période de 1 an à compter du 1er janvier de l'exercice d'imposition.

L'enrôlement de la taxe ne dispense pas le demandeur de respecter les règles liées au cheminement des piétons et aux autorisations de voiries en exécution du Règlement Général de Police. Elle ne l'exonère pas non plus d'éventuelles actions répressives exécutées en vertu de ce règlement, telle que l'enlèvement d'office de tout mobilier non autorisé présent sur l'espace public, aux frais, risques et périls du propriétaire de ce mobilier.

Le mobilier enlevé d'office est considéré comme objet perdu et entreposé dans les locaux communaux durant 6 mois, durant lesquels le propriétaire est autorisé à venir récupérer son bien par ses propres moyens.

Article 4 :

Montants de la taxe

4.1 : Montant de base :

Le montant de la taxe pour une terrasse ou un étal commercial est fixée à **26,50 euro/m²/an** pour les terrasses/étals préalablement déclarées par l'établissement et conforme à l'autorisation octroyée en réponse à cette déclaration, avec un minimum de **107,00 euro**.

Le taux est établit à **54,00 euro/m²/an** lorsque la surface occupée est recouverte d'un plancher.

Le taux est établi à **296,00 euro/m²/an** pour les emplacements dits fermés, séparés de la voie publique de quelque manière que ce soit et constituant un enclos abrité des intempéries au moyen de dispositifs fixes ou mobiles, tels que panneaux, cloisons vitrées, stores, etc…

Le montant de la taxe pour tout objet non intégré à une terrasse ou un étal, ***autre qu'un chevalet***, est établi sur base de l'emprise au sol de l'élément. Il est fixé à **117,00 euro/m²/an** avec un minimum de **117,00 euro**.

Dans le cas d'un enlèvement d'office par l'administration communale d'un mobilier non autorisé, une taxe forfaitaire de stockage de **28,50 euro/jour** calendrier, quel que soit le volume stocké, est imposée.

Au terme des 6 mois de stockage, si le propriétaire n'est pas venu récupérer son bien, ces objets deviennent la propriété communale.

4.2 : Majoration

Nonobstant les sanctions prévues en cas d'infraction au Règlement Général de police, la taxe est établie comme suit :

<u>Le montant de base visé à l'article 4.1 + une majoration de deux fois ce montant de base pour l'ensemble de la terrasse</u> :

en l'absence d'autorisation ;

lorsque l'emprise sur l'espace public dépasse ce qui a été autorisé.

<u>Le montant de base visé à l'article 4.1 + une majoration de une fois ce montant de base, lorsque</u> :

les dispositifs pour malvoyants ne sont pas conformes à l'autorisation octroyée

les autres conditions particulières de l'autorisation ne sont pas respectées

Les taxes majorées seront enrôlées d'office, conformément aux dispositions prévues par l'article 7, § 1 et 2 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

La taxe est due pour l'année entière à compter du 1er janvier. Il n'y a pas de réduction pour une utilisation partielle ou temporaire de l'emprise autorisée ou constatée sauf dans les cas visés à l'article 4.3.

4.3 : exonérations :

Les chevalets, préalablement autorisés, limité au nombre de 1 par établissement avec une emprise au sol de maximum 0,60 m². Le chevalet intégré dans l'espace d'une terrasse autorisée sera quant à lui comptabilisé dans la surface taxable de cette terrasse.

En cas de révocation de l'autorisation de voirie liée à un cumul d'infraction visées à l'article 2 et au Règlement Général de Police, le demandeur ne pourra prétendre à aucune exonération ou réduction de la taxe.

Si cette révocation est due à une décision simple du gestionnaire de voirie non consécutive à des sanctions communales ou à une condamnation pénale, le demandeur pourra prétendre à une réduction de la taxe au prorata du nombre de mois de chantier ou d'interdiction de terrasse émise par le gestionnaire de voirie.

Si un établissement souhaite installer un mobilier ou une terrasse pour une durée limitée de maximum 2 mois par an dans le cadre d'une occupation commerciale précaire, la taxe est calculée au prorata du nombre de jours d'occupation.

Cette taxe ne s'applique pas à l'occupation de la voie publique en cas de vente sur saisie-exécution ou en cas de vente publique de meubles pour sortir d'indivision.

En cas de reprise d'un établissement pour lequel une taxe a été payée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours.

Article 5 :
Indexation des taux de taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013), selon la formule suivante :

$$\frac{\text{taux de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025.
Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.
Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Article 6 :

Affichage
L'autorisation doit être placée à un endroit visible pour les agents de l'Administration et tout usager de l'espace public, sans qu'aucune demande particulière ne doive être faite.

Article 7 :

Agent taxateur

Le Collège désigne les membres du personnel communal, à l'exception du receveur, qui sont compétents pour effectuer un contrôle ou examen et faire les constatations nécessaires quant à l'application du règlement-taxe et des dispositions visées aux articles 6 et 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Les procès-verbaux dressés par ces personnes font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 8 :

Recouvrement et contentieux

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Quant aux erreurs matérielles provenant de double emploi, erreurs de chiffres, etc…, étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Reglement – Belastingreglement of tafels, stoelen, kramen en andere voorwerpen geplaatst op de openbare weg – Wijzigingen

De gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van **16 december 2024** over hetzelfde onderwerp;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de gouverneur of het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Grondwettelijk Hof met nummer 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarin het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op artikel 551 van het Strafwetboek;

Gelet op het algemeen politiereglement;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

VERORDENT:

Artikel 1:

Er wordt vanaf het **begrotingsjaar 2026** en voor een termijn die verstrijkt op **31 december 2031** een belasting gevestigd op de plaatsing van tafels, stoelen, kramen en andere voorwerpen op de voetpaden en op de openbare weg volgens de voorwaarden die hierna bepaald worden alsook een retributie op de verwijdering en de opslag van niet-toegelaten materiaal.

Artikel 2:

Voorafgaande aangifte en vergunningen
Elke persoon of elke onderneming die een terras, een verkoopkraam, een uitstalbord of een ander voorwerp op de openbare weg wil plaatsen moet een verklaring sturen die de aanvraag van een wegvergunning vervangt. De aangifte omvat:

Het aanvraagformulier;

Een gedetailleerd plan van het project waarop de volgende elementen worden aangeduid: stoepranden, boombakken, parkeerplaatsen, paaltjes, openbare verlichting en andere bovengrondse elementen en eventuele blindengeleidetegels, oversteekplaatsen voor voetgangers en toegangsdeuren van gebouwen. Op dat plan moeten de maten vermeld worden, zowel voor de voernoemde elementen als voor de breedte van de voetgangersdoorgang en de afmetingen van het terras, het kraam of het geplaatste meubilair.

Op basis van die aangifte kan het college een wegvergunning uitreiken. De vergunning kan verplichtingen en beperkingen bevatten die verschillen van de aangifte die werd opgesteld door de aanvrager.

In het geval van een horecaterras is al het bijkomende meubilair zoals windschermen, zichtschermen, schragen, verwarmingsvoorzieningen, verlichting, commerciële informatie, enzovoort geïntegreerd in de toegelaten terrasruimte.

Indien nodig moet de aanvrager voorafgaand een stedenbouwkundige vergunning verkrijgen als zijn aanvraag voorzieningen omvat waarvoor een stedenbouwkundige vergunning nodig is.

De opslag van paletten, leverkarren, vuilniscontainers en karren op de openbare ruimte is niet toegelaten.

In afwachting van een ambtshalve verwijdering door de onderneming of de gemeente, worden de voorzieningen belast volgens het tarief bepaald in artikel 4.

Op schakelaars of luikgrendels van nutsvoorzieningen mogen geen vaste installaties geplaatst worden die niet met mankracht en zonder gereedschap kunnen worden verwijderd. De vergunningen worden uitgereikt op risico van de betrokkenen. De betaling van de belasting houdt niet in dat de gemeente ertoe verplicht is om speciaal toezicht te voorzien.

Het college bepaalt de uren waarop gebruikgemaakt mag worden van de vergunning. Als die uren niet vermeld worden, is het algemeen politiereglement van toepassing.

De vergunning wordt uitgereikt voor een periode van een jaar, per begrotingsjaar, maar blijft precair en op elk moment herroepbaar na een beslissing van het college waarvan de aanvrager op de hoogte wordt gebracht.

Bij een aanvraag tijdens het begrotingsjaar is de vergunning geldig tot 31.12 van hetzelfde begrotingsjaar en blijft de vergoeding verschuldigd voor het hele jaar

In geval van herhaaldelijke overtredingen die aanleiding hebben gegeven tot minstens twee gemeentelijke administratieve sancties of een strafrechtelijke veroordeling, kan het college van burgemeester en schepenen de wegvergunning beëindigen voor een periode van minstens zes opeenvolgende maanden, waarvan drie tussen april en oktober.

Artikel 3:

Inkohiering

Voorafgaand aan elke inkohiering stuurt het gemeentebestuur een brief waarin het de handelszaak uitnodigt om een aanvraag in te dienen binnen een termijn van 20 kalenderdagen.

De belasting is verschuldigd door degene die de vergunning benut.

Het kohier van de belasting wordt jaarlijks uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen en dat uiterlijk op 30 juni van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar.

De belasting wordt gevestigd:

Hetzij op basis van de verklaring van de onderneming die de aanvraag indient of op basis van de wegvergunning die werd uitgereikt als de toegelaten oppervlaktes verschillen van de verklaring;
Hetzij op basis van de vaststelling van de ambtenaar die de belasting vaststelt die aanleiding geeft tot een ambtshalve inkohiering die geldig is voor het volledige jaar.

De ambtshalve inkohiering gebeurt in overeenstemming met artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014: Voor de belasting ambtshalve wordt gevestigd, brengt het college de belastingplichtige met een aangetekende brief op de hoogte van de redenen waarom gebruik wordt gemaakt van deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd evenals van de wijze van bepaling van die elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn

opmerkingen schriftelijk mee te delen. De brief bedoeld in alinea 3 informeert hem van dat recht. De belastingplichtige moet het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen.

De ambtshalve belastingen worden ingekohierd gedurende een periode van een jaar, te rekenen vanaf 1 januari van het aanslagjaar.

De inkohiering van de belasting stelt de aanvrager er niet vrij van de naleving van de regels met betrekking tot de voetgangersdoorgang en de wegvergunningen in uitvoering van het algemeen politiereglement. Ze stelt hem ook niet vrij van eventuele repressieve acties die worden uitgevoerd op grond van dit reglement, zoals de ambtshalve verwijdering van alle niet-toegelaten meubilair in de openbare ruimte op kosten en risico van de eigenaar van dat meubilair.

Het meubilair dat ambtshalve wordt verwijderd wordt beschouwd als verloren voorwerp en wordt gedurende zes maanden bewaard in de lokalen van de gemeente. Tijdens die periode mag de eigenaar zijn goederen komen ophalen met zijn eigen middelen.

Artikel 4:

Bedragen van de belasting

4.1: Basisbedrag:

Het bedrag van de belasting voor een terras of een commercieel kraam bedraagt **26,50 euro/m²/jaar** voor terrassen/kramen die vooraf werden aangegeven door de onderneming en die in overeenstemming zijn met de vergunning die werd uitgereikt in antwoord op die aangifte, met een minimum van **107,00 euro**.

De belasting bedraagt **54,00 euro/m²/jaar** als de ingenomen oppervlakte voorzien is van een vloer.

De belasting bedraagt **296,00 euro/m²/jaar** voor zogenaamde gesloten plaatsen die op een of andere manier gescheiden zijn van de openbare weg en die een gesloten ruimte vormen die beschut is tegen slechte weersomstandigheden aan de hand van vaste of beweegbare elementen zoals panelen, glazen wanden, gordijnen, enzovoort.

Het bedrag van de belasting voor een ander voorwerp dat niet geïntegreerd is in een terras of een kraam, ***anders dan een uitstalbord***, wordt bepaald op basis van de grondoppervlakte die wordt ingenomen. De belasting bedraagt **117,00 euro/m²/jaar** met een minimum van **117,00 euro.**

Als het gemeentebestuur niet-toegelaten meubilair ambtshalve verwijdert, wordt een forfaitaire belasting voor de opslag aangerekend van **25,00 euro per kalenderdag**, ongeacht het volume.

Als de eigenaar zijn goederen na zes maanden niet heeft opgehaald, worden die eigendom van de gemeente.

4.2: Verhoging

Ondanks de sancties die voorzien zijn in geval van overtreding van het Algemeen Politiereglement wordt de belasting als volgt vastgelegd:

Het basisbedrag uit artikel 4.1 + een verhoging van twee keer dat basisbedrag voor het volledige terras:

als de vergunning ontbreekt.

als de ingenomen oppervlakte in de openbare ruimte de toegelaten oppervlakte overschrijdt.

Het basisbedrag uit artikel 4.1 + een verhoging van één keer het basisbedrag als

de voorzieningen voor slechtzienden niet in overeenstemming zijn met de uitgereikte vergunning.

de andere bijzondere voorwaarden van de vergunning niet nageleefd worden.

De verhoogde belastingen worden ambtshalve ingekohierd in overeenstemming met de bepalingen uit artikel 7, §1 en §2 van de ordonnantie van 3 april 2014.

De belasting is verschuldigd voor het volledige jaar, te rekenen vanaf 1 januari. Er is geen vermindering voor een gedeeltelijk of tijdelijk gebruik van de ingenomen oppervlakte die toegestaan is of vastgesteld wordt, behalve in de gevallen bedoeld in artikel 4.3.

4.3: Vrijstellingen :

Uitstalborden, voorheen toegestaan, beperkt tot 1 per etablissement met een maximale voetafdruk van 0,60 m². Een ezel die geïntegreerd is in de ruimte van een toegestaan HORECA-terras wordt meegeteld als onderdeel van de belastbare oppervlakte van dit terras.

In geval van intrekking van de wegvergunning wegens een opeenstapeling van overtredingen uit artikel 2 en op het Algemeen Politiereglement kan de aanvrager geen aanspraak maken op een vrijstelling of een vermindering van de belasting.

Als die intrekking te wijten is aan een beslissing van de wegbeheerder die niet het gevolg is van gemeentelijke sancties of een strafrechtelijke vervolging kan de aanvrager aanspraak maken op een vermindering van de belasting naar rato van het aantal maanden van de werkzaamheden of van het terrasverbod dat werd uitgevaardigd door de wegbeheerder.

Als een onderneming meubilair of een terras wil plaatsen voor een periode van maximaal twee maanden per jaar in het kader van een precaire commerciële bezetting, dan wordt de belasting berekend naar rato van het aantal bezettingsdagen.

Deze belasting is niet van toepassing op de bezetting van de openbare weg bij verkoop in geval van beslaglegging of bij de openbare verkoop van meubelen om uit een onverdeeldheid te raken.

Als een onderneming waarvoor een belasting werd betaald overgenomen wordt, wordt geen nieuwe belasting geïnd voor het lopende jaar.

Artikel 5:

Indexering van de tarieven van de belastingen

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan de consumptieprijsindex van het

Koninkrijk (basis 2013), volgens de volgende formule:

basistarief x nieuwe index
basisindex

Het basistarief is het tarief zoals vermeld in dit reglement.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.
Na toepassing van de indexatiecoëfficiënt wordt het tarief afgerond naar de tweede hogere decimaal.

Artikel 6:

Aanplakking

De vergunning moet uitgehangen worden op een plaats die zichtbaar is voor de ambtenaren van het gemeentebestuur en voor elke gebruiker van de openbare ruimte zonder dat er een specifieke aanvraag gedaan moet worden.

Artikel 7:

Ambtenaar die de belasting vaststelt

Het college stelt de leden van het gemeentepersoneel aan, met uitzondering van de ontvanger, die bevoegd zijn om een controle of een onderzoek uit te voeren en om de nodige vaststellingen te doen in verband met de toepassing van het belastingreglement en de bepalingen uit artikels 6 en 7 van de ordonnantie van 3 april 2014.

De proces-verbalen die opgesteld worden door die personen gleden als bewijs tot het tegendeel is bewezen.

Artikel 8:

Invordering en geschillen

De belasting wordt ingevorderd door de gemeenteontvanger in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na verzending van het aanslagbiljet. De verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

De geschillen worden geregeld in overeenstemmingen met de bepalingen van het algemeen reglement op dit gebied.

Met betrekking tot materiële fouten die voortvloeien uit dubbel geboekte posten, rekenfouten, enzovoort die te wijten zijn aan de ambtenaren van het gemeentebestuur, kan de belastingplichtige een rechtzetting vragen zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet werd goedgekeurd door de hogere overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T37323943186775031350.pdf

Cohésion sociale - Sociale Cohesie

22.12.2025/A/0063 **Répartition budgétaire IMPULSION 2026**

Le Conseil communal,

Considérant que la COCOF a lancé l'appel à projets Impulsion 2026, anciennement FIPI, le 26 septembre 2025 ;

Considérant que l'appel à projets a été largement diffusé auprès des associations etterbeekoises ;

Considérant que les associations intéressées ont envoyé leurs projets à la COCOF afin qu'elle en étudie la recevabilité ;

Considérant que, sur les les 11 projets candidats pour 2026 :

- **2 sont reconduits d'office** (Samarcande et la MJ la Clef) car il s'agit de projets pluriannuels en cours (2024>2026), approuvés par la Concertation locale, les Collège et Conseil communaux et la COCOF pour la période 2024-2026 ;
- **2 sont approuvés d'office par la Concertation locale** (Centre de Guidance et Urban Step) car il s'agit de projets pluriannuels approuvés par la Concertation locale et les Collège et Conseil communaux l'an dernier mais finalement financés pour un an seulement par la COCOF faute de Gouvernement. Pour être en accord avec l'appel à projet 2026, le Centre de Guidance modifiera sa répartition budgétaire et le notifiera dans le contrat projet qu'il signera avec la COCOF ;
- **2 sont jugés irrecevables par la COCOF**:
    - L'AILE car le projet proposé et le domaine d'action subsidiable choisis sont similaires à l'axe pour lequel l'association perçoit déjà un agrément COCOF en Cohésion sociale. L'appel à projets précisant bien « Le projet proposé s'inscrit dans un autre axe que celui de l'agrément. »
    - Atelier Côté Cour car le projet proposé a plus une vocation culturelle et de santé / santé mentale et que le budget prévisionnel indique 30% de sous-traitance alors qu'il est indiqué dans le formulaire de l'appel à projets « Les

projets dont la sous-traitance de l'action subsidiable représente plus de 10% de la subvention seront écartés d'office de la sélection. »

- **1 est jugé irrecevable par la Concertation locale** (BePax) car il s'agit d'un projet où seul le siège social de l'association se trouve à Etterbeek, les activités se déroulant dans d'autres communes et le public et partenaires n'étant pas etterbeekois ;
- **4 sont jugés recevables par la COCOF et la Concertation locale** (Basenvol, KOM à la maison, Magma et Plateau 96), mis à part 250€ de frais prévisionnels jugés irrecevables par la COCOF pour Magma.

Considérant que, comme le prévoient le Décret relatif à la Cohésion sociale du 30 novembre 2018 et le règlement de l'appel à projets, tous les projets candidats ont été présentés et débattus en Concertation locale ;

Considérant que les 3 associations jugées irrecevables ont compris et accepté le refus de subvention pour 2026 ;

Considérant l'inscription au budget communal de 2026 de crédits d'un montant total de 115.917,00 € dans le cadre de l'Impulsion, 114.717,00 € en recette et 115.917,00 € en dépense dont 1.200,00 € de part communale ;

Considérant que le calcul de la proposition d'enveloppe se fait sur le total du budget à savoir COCOF + Commune soit 115.917,00€ et que les demandes recevables s'élèvent à 117.384,00€, elles dépassent dès lors l'enveloppe disponible de 1467,00€ ;

Considérant que la Concertation locale a pour habitude, en cas de demandes recevables plus élevées que l'enveloppe disponible, de réduire équitablement les montants demandés entre les associations demandant des montants supérieurs à 10.000,00€ ;

Considérant que pour faciliter les calculs, la Concertation locale propose une répartition budgétaire faite à partir du budget total (Commune + COCOF), le budget de l'une des Associations doit être réparti entre la COCOF et la Commune dans le tableau final même si cela ne change rien pour l'association désignée ;

Considérant la proposition de répartition de l'enveloppe ci-dessous :

	demandes	Demandes et Refus	COCOF 2026	Commune 2026
L'Aile	15.000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00€
Atelier Côté Cour	14.600,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00€
Basenvol	5.958,00 €	5.958,00 €	4.758,00 €	1200,00€
Be Pax	20.000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00€
KOM à la maison	15.500,00 €	15.500,00 €	15.011,00€	0,00€
Magma	18.376,00 €	18.126,00 €	17.637,00 €	0,00€
Plateau96 Asbl - Artscade	15.500,00 €	15.500,00 €	15.011,00 €	0,00€

Centre de Guidance d'Etterbeek 2025-2027	13.050,00 €	13.050,00 €	13.050,00 €	0,00€
Urban Step 2025-2026	20.000,00 €	20.000,00 €	20.000,00 €	0,00€
MJ la Clef 2024-2026	16.000,00 €	16.000,00 €	16.000,00 €	0,00€
Samarcande 2024-2026	13.250,00 €	13.250,00 €	13.250,00 €	0,00€
TOTAL	167.234,00 €	117.384,00 €	**114.717,00 €**	**1200,00€**
			115.917,00€	

Considérant l'approbation à l'unanimité des membres votants présents de la proposition de répartition budgétaire lors de la Concertation locale du 03/12/2025 ;

Considérant que la commune liquidera les montants inscrits au budget communal dans ce cadre, sur base d'une avance par tranches et ce jusqu'à concurrence de 100 % des subventions accordées aux ASBL ;

DÉCIDE d'approuver la durée des projets retenus et la répartition budgétaire de l'enveloppe Impulsion 2026 telle qu'elle est présentée dans la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Budgetverdeling IMPULSION 2026

De gemeenteraad,

overwegende dat de Franstalige Gemeenschapscommissie COCOF de projectoproep "Impulsion 2026" (vroeger FIM) heeft gelanceerd op 26 september 2025;

overwegende dat de projectoproep werd verspreid bij de verenigingen van Etterbeek;

overwegende dat de geïnteresseerde verenigingen hun projecten naar de COCOF hebben gestuurd zodat zij de ontvankelijkheid ervan kan onderzoeken;

overwegende dat van de 11 kandidaat-projecten voor 2026:

- **2 automatisch worden verlengd** (Samarcande en MJ la Clef), aangezien het gaat om lopende meerjarenprojecten (2024–2026), goedgekeurd door het lokaal overleg, het college en de gemeenteraad en de COCOF voor de periode 2024–2026;
- **2 automatisch worden goedgekeurd door het lokaal overleg** (Centre de Guidance en Urban Step), aangezien het gaat om meerjarenprojecten die vorig jaar door het lokaal overleg en het college en de gemeenteraad werden goedgekeurd, maar uiteindelijk slechts voor één jaar door de COCOF werden gefinancierd wegens het ontbreken van een regering. Om in overeenstemming te zijn met de projectoproep 2026 zal het Centre de Guidance zijn budgetverdeling aanpassen en dit opnemen in het projectcontract dat het met de COCOF zal ondertekenen;
- **2 door de COCOF onontvankelijk worden verklaard:**

- L'AILE, omdat het voorgestelde project en het gekozen actiedomein voor de subsidie vergelijkbaar zijn met de as waarvoor de vereniging reeds een COCOF-erkenning ontvangt in het kader van sociale cohesie. De projectoproep preciseert duidelijk dat het voorgestelde project onder een andere as dan die van de erkenning moet vallen.
- Atelier Côté Cour, omdat het voorgestelde project eerder een culturele en gezondheids-/geestelijke gezondheidsdoelstelling heeft en het voorziene budget 30% onderaanneming vermeldt, terwijl in het formulier van de projectoproep staat dat projecten waarbij de onderaanneming van de actie voor de subsidie meer dan 10% van de subsidie vertegenwoordigt, automatisch worden uitgesloten van de selectie.

- **1 door het lokaal overleg onontvankelijk wordt verklaard** (BePax), omdat het gaat om een project waarbij enkel de maatschappelijke zetel van de vereniging zich in Etterbeek bevindt, terwijl de activiteiten plaatsvinden in andere gemeenten en het publiek en de partners niet uit Etterbeek komen;
- **4 ontvankelijk worden verklaard door de COCOF en het lokaal overleg** (Basenvol, KOM à la maison, Magma en Plateau 96), met uitzondering van € 250 aan voorziene kosten die door de COCOF voor Magma onontvankelijk werden verklaard.

overwegende dat, zoals voorzien in het decreet betreffende de sociale samenhang van 30 november 2018 en het reglement van de projectoproep, alle kandidaat-projecten werden voorgesteld en besproken tijdens het lokaal overleg;

overwegende dat de 3 onontvankelijk verklaarde verenigingen de subsidieweigering voor 2026 begrijpen en aanvaarden;
gelet op de inschrijving in de gemeentebegroting van 2026 van kredieten met een totaalbedrag van 115.917,00 euro in het kader van Impulsion, 114.717,00 euro bij de inkomsten en 115.917,00 euro bij de uitgaven, waaronder 1.200 euro bijdrage van de gemeente;

overwegende dat de berekening van het voorgestelde budget gebeurt op basis van het totaalbudget, namelijk COCOF + gemeente, zijnde € 115.917,00, en dat de ontvankelijke aanvragen € 117.384,00 bedragen, waardoor zij de beschikbare enveloppe met € 1.467,00 overschrijden;

overwegende dat het lokaal overleg de gewoonte heeft, in geval van ontvankelijke aanvragen die hoger liggen dan de beschikbare enveloppe, de gevraagde bedragen eerlijk te verminderen tussen de verenigingen die bedragen boven € 10.000,00 aanvragen;

overwegende dat om de berekeningen te vergemakkelijken, het lokaal overleg een budgetverdeling voorstelt op basis van het totaalbudget (gemeente + COCOF), waarbij het budget van één van de verenigingen moet worden verdeeld tussen de COCOF en de gemeente in de eindtabel, ook al verandert dit niets voor de betrokken vereniging;

gelet op het onderstaande voorstel voor de verdeling van de enveloppe:

	aanvragen	Aanvragen en weigeringen	COCOF 2026	Gemeente 2026
L'Aile	€ 15.000,00	€ 0,00	€ 0,00	€ 0,00
Atelier Côté Cour	€ 14.600,00	€ 0,00	€ 0,00	€ 0,00

Basenvol	€ 5.958,00	€ 5.958,00	€ 4.758,00	€ 1.200,00
Be Pax	€ 20.000,00	€ 0,00	€ 0,00	€ 0,00
KOM à la maison	€ 15.500,00	€ 15.500,00	€ 15.011,00	€ 0,00
Magma	€ 18.376,00	€ 18.126,00	€ 17.637,00	€ 0,00
Plateau 96 vzw - Artscade	€ 15.500,00	€ 15.500,00	€ 15.011,00	€ 0,00
Centre de Guidance d'Etterbeek 2025-2027	€ 13.050,00	€ 13.050,00	€ 13.050,00	€ 0,00
Urban Step	€ 20.000,00	€ 20.000,00	€ 20.000,00	€ 0,00
MJ la Clef 2024-2026	€ 16.000,00	€ 16.000,00	€ 16.000,00	€ 0,00
Samarcande 2024-2026	€ 13.250,00	€ 13.250,00	€ 13.250,00	€ 0,00
TOTAAL	€ 167.234,00	€ 117.384,00	**€ 114.717,00**	**€ 1.200,00**
			€ 115.917,00	

gelet op de unanieme goedkeuring van de aanwezige stemmende leden van het voorstel voor de budgetverdeling tijdens het lokaal overleg van 03/12/2025;

overwegende dat de gemeente de bedragen uit de gemeentebegroting in dat kader zal uitbetalen op basis van een voorschot in schijven en dat tot 100% van de subsidies die zijn toegekend aan de vzw's;

BESLIST om goedkeuring te geven voor de duur van de gekozen projecten en voor de budgetverdeling van de enveloppe IMPULSION 2026 zoals voorgesteld in deze beraadslaging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

9 annexes / 9 bijlagen

BASENVOL - formulaire Impulsion 2026.docx, Projet EoLien CGE Formulaire Impulsion 2026.docx, 1_Magma.pdf, Formulaire Impulsion 2026-final (1).docx, 1_Formulaire.docx, Formulaire Impulsion 2025 (1).pdf, BePax_Formulaire Impulsion 2025_Final.pdf, Impulsion 2026 Etterbeek .pdf, Formulaire Impulsion 2025.docx

22.12.2025/A/0064 **Adhésion à la centrale d'achat de Mobiliteit en Parkeren Antwerpen AG (MPA) pour l'utilisation de l'application Handy Park**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, et en particulier son article 2, 6° a) et 7° b), relatif aux centrales d'achat, ainsi que son article 47 dispensant les pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires d'organiser une nouvelle procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat ;

Vu le marché public de services intitulé *« La fourniture de services d'hébergement géré pour la gestion, la maintenance, la mise en place et l'administration (financière) d'une application pour les personnes handicapées 'Handy Park' (Guide d'attribution 20240430 – Outil Web pour les droits de stationnement des personnes handicapées) »*, attribué le 14 janvier 2025 par Mobiliteit en Parkeren Antwerpen AG (ci-après « MPA ») à la société MyCSN nv, sise Herkenrodesingel 14, 3500 Hasselt ;

Vu le fait que MPA agit en qualité de centrale d'achat, permettant aux villes et communes belges d'adhérer au marché sans nouvelle procédure ;

Vu le projet de document d'adhésion transmis par l'Adjudicataire et les modalités de collaboration fixées dans le guide d'attribution ;

Considérant

- que la Commune d'Etterbeek souhaite disposer d'un outil harmonisé, sécurisé et moderne pour la gestion des droits de stationnement des personnes en situation de handicap;
- que l'application *Handy Park* offre une gestion centralisée et standardisée, facilitant tant l'administration communale que le contrôle éventuel du stationnement;
- qu'un accord de collaboration et de licence doit préalablement être conclu entre la Commune et MPA pour permettre l'adhésion effective au marché;
- que le recours à la centrale d'achat permet une économie administrative substantielle ainsi qu'un accès immédiat au marché existant;

Su proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

Article 1 — Approbation de l'adhésion
D'approuver l'adhésion de la Commune d'Etterbeek au marché public conclu le 14 janvier 2025 par Mobiliteit en Parkeren Antwerpen AG (MPA) avec la société **MyCSN nv** portant sur la fourniture, la gestion et l'administration de l'application *Handy Park*.

Article 2 — Accord préalable
D'approuver la conclusion, en date du 16 décembre 2025, de l'**accord de collaboration et de licence** entre MPA et la Commune, condition nécessaire pour adhérer au marché.

Article 3 — Engagement de la Commune
De confirmer que la Commune utilisera l'application *Handy Park* selon le régime suivant :

- **Utilisation avec contrôle du stationnement** (avec contribution financière) calculé en fonction du nombre d'habitants et s'élevant pour Etterbeek à 3.630,00 € par an à imputer à l'article 424/124-02/-01 du budget ordinaire de l'exercice concerné.

Article 4 — Mandat de signature
D e **mandater** Madame Annick PETIT, Secrétaire communale et Monsieur Frank VAN BOCKSTAL, Echevin, pour :

- signer le document d'adhésion au nom de la Commune ;
- accomplir toutes les formalités, notamment l'envoi par courrier recommandé à MyCSN nv et la transmission à handypark@ antwerpen.be ;
- réaliser toute démarche nécessaire à la mise en œuvre de l'application Handy Park.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Toetreding tot de aankoopcentrale van Mobiliteit en Parkeren Antwerpen AG (MPA) voor het gebruik van de Handy Park-applicatie

De gemeenteraad,

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten, en in het bijzonder artikel 2, 6° a) en 7° b), betreffende aankoopcentrales, alsook artikel 47, dat aanbestedende diensten die gebruikmaken van een aankoopcentrale vrijstelt van het organiseren van een nieuwe aanbestedingsprocedure;

Gezien de overheidsopdracht voor diensten getiteld "De levering van beheerde hostingdiensten voor het beheer, het onderhoud, de implementatie en de (financiële) administratie van een applicatie voor personen met een handicap 'Handy Park' (Gunningsgids 20240430 – Webtool voor parkeerrechten voor personen met een handicap)", die op 14 januari 2025 door Mobiliteit en Parkeren Antwerpen AG (hierna "MPA") werd gegund aan de vennootschap MyCSN nv, gevestigd te Herkenrodesingel 14, 3500 Hasselt;

Gezien het feit dat MPA optreedt als aankoopcentrale, waardoor Belgische steden en gemeenten zonder nieuwe procedure tot de markt kunnen toetreden;

Gezien het door de gegadigde ingediende ontwerp van toetredingsdocument en de in de gids voor de gunning vastgelegde samenwerkingsvoorwaarden;

Overwegende

- dat de gemeente Etterbeek beschikt wil hebben over een geharmoniseerd, veilig en modern instrument voor het beheer van de parkeerrechten van personen met een handicap;
- dat de Handy Park-applicatie een gecentraliseerd en gestandaardiseerd beheer biedt, wat zowel het gemeentelijk bestuur als de eventuele controle op het parkeren vergemakkelijkt;
- dat er vooraf een samenwerkings- en licentieovereenkomst moet worden gesloten tussen de gemeente en MPA om daadwerkelijk tot de markt te kunnen toetreden;
- dat het gebruik van de inkoopcentrale een aanzienlijke administratieve besparing oplevert en onmiddellijke toegang tot de bestaande markt biedt;

Op voorstel van College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

Artikel 1 — Goedkeuring van de toetreding
De toetreding van de gemeente Etterbeek tot de overheidsopdracht die op 14 januari 2025 door Mobiliteit en Parkeren Antwerpen AG (MPA) met de vennootschap MyCSN nv werd gesloten, betreffende de levering, het beheer en de administratie van de Handy Park-applicatie, goed te keuren.

Artikel 2 — Voorafgaande overeenkomst
De sluiting op 16 december 2025 van de samenwerkings- en licentieovereenkomst tussen MPA en de gemeente goed te keuren, wat een noodzakelijke voorwaarde is om toe te treden tot de overeenkomst.

Artikel 3 — Verbintenis van de Gemeente
Te bevestigen dat de Gemeente de Handy Park-applicatie zal gebruiken volgens het volgende stelsel:

- Gebruik met parkeercontrole (met financiële bijdrage) berekend op basis van het aantal inwoners en voor Etterbeek 3.630,00 € per jaar bedrag, te boeken op artikel 424/124-02/-01 van de gewone begroting van het betrokken dienstjaar.

Artikel 4 — Handtekeningbevoegdheid
Mevrouw Annick PETIT, Gemeentesecretaris, en de heer Frank VAN BOCKSTAL, Schepen, **te machtigen** om:

- het toetredingsdocument namens de gemeente te ondertekenen;
- alle formaliteiten te vervullen, met name het verzenden per aangetekende brief naar MyCSN nv en het doorsturen naar handypark@antwerpen.be;
- alle nodige stappen te ondernemen voor de implementatie van de Handy Park-applicatie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

14724-handyparkdocument-dadhsion.docx, handyPark_gunningsleidraad.pdf, Samenwerkings- en licentieovereenkomst handyPark.docx, handyPark_aansluitingsdocument_sjabloon.docx, Document_notif06_délai_expiré76726025952029021.pdf, handyPark_financieel.pdf, handyPark_processchema.pdf

---

22.12.2025/A/0065 **Ecole Claire-joie - Rénovation de la toiture - Phase 1 - Approbation d'un marché subséquent de travaux de toiture dans le cadre de Renoclick (Sibelga) et de son financement par Crowdlending**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38, § 1, 1° f) (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 750.000,00 €), et notamment les articles 2, 6° et 47 §2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat et l'article 43;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal en date du 21 février 2022, relative à l'adhésion de la Commune d'Etterbeek au programme Renoclick initié par Sibelga ;

Vu la nécessité d'entreprendre des travaux de toiture à l'école « Claire joie » sise rue Beckers 129 à 1040 Etterbeek avant de pouvoir accueillir des panneaux photovoltaïques financés par tiers-investisseurs ;

Considérant que le montant estimé du marché « Ecole "Claire joie » - Travaux de toiture (via Renoclick de Sibelga) - Marché subséquent" s'élève à 271.000,00 € (incl. 6% TVA) sous le régime TVA cocontractant ;

Considérant que ces travaux seront organisés sous forme d'un marché subséquent dans le cadre d'un accord-cadre conclu par Sibelga ;

Vu l'évaluation technique préalable et les documents descriptifs du marché subséquent transmis par Sibelga ;

Considérant que ce mode de financement permet de limiter l'impact budgétaire pour la Commune tout en favorisant l'investissement citoyen ;

Considérant la légalité de ce mécanisme de financement, notamment au regard de la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et la supervision des plateformes de financement participatif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

Le Conseil communal décide :

Article 1 – D'approuver les travaux de toiture à l'école « Claire joie » sise rue Beckers 129 à 1040 Etterbeek pour un montant estimé à 271.000,00 € TVAC (incl. 6% TVA – régime cocontractant) dans le cadre du programme Renoclick porté par Sibelga, selon les modalités techniques et administratives définies dans le cahier des charges transmis.

Article 2 – De signer et transmettre la fiche projet reprise en annexe de la présente délibération à Sibelga afin que cette dernière puisse entamer les démarches du marché public.

Article 3 – D'approuver le recours au financement via un mécanisme de crowdlending ;

Article 4 – De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de l'exécution de la présente décision, notamment de signer tous documents utiles à la passation et au financement du marché susmentionné.

Article 5 – La présente délibération sera transmise au service de la Tutelle régionale sur les marchés publics.

Article 6 – D'imputer le montant de la dépense à l'article budgétaire 722/724-60 qui sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2026 (report budget 2025).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

School "Claire-joie" – Vernieuwing van het dak - Fase 1 - Goedkeuring van een vervolgopdracht voor dakwerken in het kader van Renoclick (Sibelga) en de financiering ervan via crowdlending

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 38, § 1, 1° f) (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 750.000,00 € niet), en inzonderheid artikelen 2, 6° en 47 §2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene

uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 februari 2022 betreffende de toetreding van de gemeente Etterbeek tot het door Sibelga geïnitieerde Renoclick-programma;

Gelet op de noodzaak om dakwerken uit te voeren aan de school "Claire joie", gelegen in de Beckersstraat 129 te 1040 Etterbeek, alvorens er zonnepanelen kunnen worden geplaatst die gefinancierd worden door derde investeerders;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de opdracht “School “Claire joie” – Dakwerken (via Renoclick van Sibelga) – Vervolgopdracht” 271.000,00 € inclusief btw (6% btw – medecontractant) bedraagt;

Overwegende dat deze werken zullen worden georganiseerd in de vorm van een vervolgopdracht in het kader van een raamovereenkomst gesloten door Sibelga;

Gelet op de voorafgaande technische evaluatie en de beschrijvende documenten van de vervolgopdracht zoals overgemaakt door Sibelga;

Overwegende dat deze financieringswijze toelaat de budgettaire impact voor de gemeente te beperken en tegelijk burgerinvestering aanmoedigt;

Overwegende de wettigheid van dit financieringsmechanisme, met name in het licht van de wet van 18 december 2016 betreffende de erkenning en het toezicht op crowdfunding-platformen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen

Besluit de Gemeenteraad:

Artikel 1 – De dakwerken aan de school “Claire joie”, gelegen Beckersstraat 129 te 1040 Etterbeek, goed te keuren voor een geraamd bedrag van 271.000,00 € incl. btw (6% btw – medecontractantensysteem) in het kader van het Renoclick-programma van Sibelga, volgens de technische en administratieve bepalingen uiteengezet in het overgemaakte bestek.

Artikel 2 – De projectfiche, opgenomen in de bijlage bij dit besluit, te ondertekenen en over te maken aan Sibelga zodat deze de nodige stappen kan ondernemen voor de overheidsopdracht.

Artikel 3 – De financiering via een crowdlending-mechanisme goed te keuren;

Artikel 4 – Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van dit besluit, met name met de ondertekening van alle nuttige documenten in verband met de gunning en financiering van de bovengenoemde opdracht.

Artikel 5 – Dit besluit over te maken aan de dienst Toezicht van het Gewest inzake overheidsopdrachten.

Artikel 6 – Het bedrag van de uitgave ten laste te nemen van artikel 722/724-60 van de

buitengewone begroting van het begrotingsjaar 2026 (uitstel begroting 2025).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Document_notif06_délai_expiré8933413060963221870.pdf, Documents du marché disponible via ce lien.docx

---

22.12.2025/A/0066 **Location d'un véhicule équipé d'une solution RMAI (scan-car), d'un logiciel associé de gestion des redevances et de la maintenance de l'ensemble de la solution - Approbation du cahier des charges modifiés suite aux remarques de la Tutelle**

Le conseil communal,

Considérant que le cahier des charges N° MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 relatif au marché "Location d'un véhicule équipé d'une solution RMAI (scan-car), d'un logiciel associé de gestion des redevances et de la maintenance de l'ensemble de la solution" a été approuvé par le Conseil communal en date du 17 novembre 2025 ainsi que les conditions et mode de passation ;

Considérant que ce dossier a été transmis aux Pouvoirs Locaux de la Région de Bruxelles-Capitale (service de tutelle sur les marchés publics) en date du 18 novembre 2025 ;

Considérant que le 1er décembre 2025, une réunion par Teams s'est tenue avec la Tutelle et les services « Stationnement payant » et « Marchés publics » de la Commune pour aborder quelques points à modifier au cahier des charges et porter une réflexion sur d'autres points ;

Vu le condensé des observations de la Tutelle reprises ci-dessous :

- *Pas d'application de l'article 76, §5 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 en procédure ouverte (régularité)*
- *Il est préférable de fixer un délai de livraison pour éviter que certains soumissionnaires livrent la scan-car après le premier trimestre 2026 (dans ce cas, on ne pourra rien faire)*
- *Donner des explications sur le logiciel e-courrier*
- *Le soumissionnaire devra-t-il aussi développer une interface avec inforius (si oui, le marché portant également sur le développement d'une interface) ?*
- *La phrase « La solution RMAI doit être aussi solide que possible afin qu l'équipement soit protégé de manière optimale. Le soumissionnaire doit offrir une solution apposée (offre de base) et peut suggérer une solution encastrable (incorporé) » implique une variante (or le cahier des charges ne prévoit pas de variante)*
- *La phrase « Vu le fait que de nombreux véhicules sont parqués proches les uns des autres sur le territoire et qu'ils ne peuvent être éventuellement pas scannés, le*

*soumissionnaire propose en **option obligatoire** la possibilité de transmettre la localisation des véhicules non identifiés » implique une option (or, le cahier des charges ne prévoit pas d'option)*

- *Il est préférable de prévoir une clause de révision de prix pour éviter que les soumissionnaires remettent des prix plus élevés comme le marché est sur 4 ans)*
- *Il faut mettre des exigences minimales dans les critères de sélection (type de voitures déjà livrées,)*
- *Délai de garantie : il y a une contradiction dans le cahier des charges (on dit que le délai de garantie prendra cours à compter de la date de réception au lieu de livraison et prendra fin au terme du marché et que l'entretien débutera à l'échéance de la période de garantie et se termine à la fin du présent marché*
- *Il faut détailler le véhicule que l'on veut (caractéristiques, dimensions) pour comparer les véhicules*
- *Réflexion portant sur des critères d'attributions à insérer*

Considérant que les services concernés ont tenu compte des remarques posées par la Tutelle et ont revu le cahier des charges n° MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 en ce sens;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er
D'approuver le cahier des charges N° MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 modifié en fonction des observations de la tutelle régionale sur les marchés publics; le reste des conditions et le mode de passation restent inchangés.

Article 2
De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 20 votes positifs, 1 vote négatif, 1 abstention.
Non : Sacha Moëns.
Abstention : Athenais Cazalis de Fondouce.

Verhuur van een voertuig uitgerust met een RMAI-oplossing (scan-car), bijbehorende software voor het beheer van vergoedingen en onderhoud van de volledige oplossing - Goedkeuring van het gewijzigd lastenboek volgend de opmerkingen van de Toezichthoudende overheid

De gemeenteraad,

Overwegende dat het lastenboek nr. MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 in verband met de opdracht "Verhuur van een voertuig uitgerust met een RMAI-oplossing (scan-car), bijbehorende software voor het beheer van vergoedingen en onderhoud van de volledige oplossing" werd goedgekeurd door de Gemeenteraad, in zitting van 17 november 2025 alsook de lastvoorwaarden en de gunningswijze;

Overwegende dat dit dossier op 18 november 2025 is doorgestuurd naar de lokale overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (toezichthoudende dienst voor overheidsopdrachten);

Overwegende dat op 1 december 2025 een Teams-vergadering werd gehouden met de toezichthoudende instantie en de diensten “Betaald parkeren” en “Overheidsopdrachten” van de gemeente om enkele punten te bespreken die in het bestek moesten worden gewijzigd en om na te denken over andere punten;

Gezien de hieronder weergegeven samenvatting van de opmerkingen van de toezichthoudende instantie:

- *Geen toepassing van artikel 76, §5 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 in openbare procedure (regelmatigheid)*
- *Het is beter om een leveringstermijn vast te leggen om te voorkomen dat sommige inschrijvers de scanwagen na het eerste kwartaal van 2026 leveren (in dat geval kunnen we niets doen)*
- *Uitleg geven over de e-mailsoftware*
- *Moet de inschrijver ook een interface met Inforius ontwikkelen (zo ja, dan heeft de opdracht ook betrekking op de ontwikkeling van een interface)?*
- *De zin "De RMAI-oplossing moet zo solide mogelijk zijn, zodat de apparatuu optimaal wordt beschermd. De inschrijver moet een opgezette oplossing aanbieden (basisaanbod) en kan een inbouwoplossing (ingebouwd) voorstellen" impliceert een variant (terwijl het bestek geen variant voorziet)*
- *De zin “Aangezien veel voertuigen dicht bij elkaar geparkeerd staan op het terrein en mogelijk niet kunnen worden gescand, biedt de inschrijver als verplichte optie de mogelijkheid om de locatie van niet-geïdentificeerde voertuigen door te geven” impliceert een optie (terwijl het bestek geen optie voorziet)*
- *Het is beter om een prijsherzieningsclausule op te nemen om te voorkomen dat inschrijvers hogere prijzen aanbieden, aangezien de opdracht een looptijd van vier jaar heeft.*
- *Er moeten minimumvereisten worden opgenomen in de selectiecriteria (type reeds geleverde auto's).*
- *Garantietermijn: er is een tegenstrijdigheid in het bestek (er staat dat de garantietermijn ingaat op de datum van ontvangst op de plaats van levering en afloopt aan het einde van de overeenkomst, en dat het onderhoud begint aan het einde van de garantieperiode en eindigt aan het einde van de huidige overeenkomst*
- *Het gewenste voertuig moet gedetailleerd worden beschreven (kenmerken, afmetingen) om voertuigen te kunnen vergelijken.*
- *Overwegingen met betrekking tot toe te voegen gunningscriteria.*

Overwegende dat de betrokken diensten rekening hebben gehouden met de opmerkingen van de toezichthoudende instantie en het bestek nr. MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 in die zin hebben herzien;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Het bestek nr. MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 goed te keuren, gewijzigd op basis van de opmerkingen van de Gewestelijke toezichthouder op het gebied van overheidsopdrachten; de overige voorwaarden en de wijze van gunning blijven ongewijzigd.

Artikel 2

Huidige beraadslaging te verzenden naar de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 20 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 1 onthouding.
Nee : Sacha Moëns.
Onthouding : Athenais Cazalis de Fondouce.

3 annexes / 3 bijlagen

Cahier des charges - nouvelle version.pdf,
Document_notif06_délai_expiré11925600183987204754.pdf, 20251208_MARCHES PUBLICS_Cahier des charges_véhicule_RMAI_nouvelle version_dut-BE.docx

---

22.12.2025/A/0067 **Service "Communication" – Impression du journal communal "La Vie Etterbeekoise" (Avril 2026 à Avril 2029) – Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 221.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/ORD/PHV/2026/55 relatif au marché "Service "Communication" - Impression de "La vie Etterbeekoise" (Avril 2026 à Avril 2029)" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 234.000,00 € (incl. 6% TVA) ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 36 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2026, 2027 et 2028, article 133/124-02 et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/ORD/PHV/2026/55 et le montant estimé du marché "Service "Communication" - Impression de "La vie Etterbeekoise" (Avril 2026 à Avril 2029)". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 234.000,00 € (incl. 6% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2026, 2027 et 2028, article 133/124-02 et au budget des exercices suivants.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Dienst "Communicatie" - Drukken van het gemeentelijk journaal "Leven te Etterbeek" (April 2026 tot April 2029) - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk

Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 221.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Dienst "Communicatie" - Drukken van het gemeentelijk journaal - "Leven te Etterbeek" (April 2026 tot April 2029)” een bestek met nr. TP/ORD/PHV/2026/55 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 234.000,00 € (incl. 6% btw);

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een duur van 36 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2026, 2027 en 2028, op artikel 133/124-02 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/ORD/PHV/2026/55 en de raming voor de opdracht “Dienst "Communicatie" - Drukken van het gemeentelijk journaal - "Leven te Etterbeek" (April 2026 tot April 2029)”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 234.000,00 € (incl. 6% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op

nationaal niveau.

Artikel 4

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2026, 2027 en 2028, op artikel 133/124-02 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

2025_12_2_11_49_58_F02.pdf,
Document_notif06_termijn_verstreken5456078026821427276.pdf, Cahier des charges.pdf,
2025_12_2_11_50_44_F02.pdf

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

22.12.2025/A/0068 **Eglise Saint-Antoine - Avenant au contrat de bail BX3459A avec Telenet**

Le Conseil Communal,

Considérant la nécessité pour Telenet de moderniser son réseau de téléphonie mobile sur le site de l'église Saint-Antoine, site partagé avec Proximus;

Considérant qu'il y a lieu de présenter un avenant au contrat de bail BX3459A;

Considérant le projet de contrat présenté ci-dessous et déjà approuvé par l'établissement de culte via son président M. Fernand SCHMETZ;

Décide d'approuver les termes de l'avenant entre la commune d'Etterbeek, l'établissement de culte et TELENET.

AVENANT 1 AU CONTRAT DE BAIL : BX3459A

Entre d'une part :

La Commune d'Etterbeek

Ayant son siège social avenue des Casernes 31,

1040 Etterbeek

T.V.A. BE 0207.365.610

Ici représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Madame Annick PETIT, Secrétaire Communale.

dénommée ci-après le **PROPRIETAIRE,**

L'établissement de culte Saint Antoine de Padoue

Ayant son siège social rue de Haerne 194, 1040 Etterbeek,

Numéro d'entreprise 0211.179.391

ici représentée par M. Fernand Schmetz, président du conseil de établissement de culte et Mme. Katrin Goris, secrétaire du conseil de l'établissement de culte;

dénommée ci-après le **BENEFICIAIRE,**

et d'autre part :

S.A. Telenet Group,

Ayant son siège social 2800 Mechelen, Liersesteenweg 4

T.V.A. BE 0462.925.669

représentée ici par Monsieur John Porter, CEO

Ci-après dénommée « TELENET »

le PROPRIETAIRE le TELENET et le BENEFICIAIRE seront dénommés ensemble les PARTIES.

Considérant que:

Le PROPRIETAIRE et TELENET ont conclu un contrat de bail, portant la référence **BX3459A**, signé le 15/09/2021, ayant pour objet la location d'une surface (la « Surface »), située dans **Eglise Saint-Antoine, Place-Antoine 1 à 1040Etterbeek parcelle cadastrale n° Etterbeek, 2,Div, sect B/3, 87B** (le « Contrat de bail ») .

Cette Surface est utilisée pour l'installation, la maintenance et l'exploitation d'équipements de communication mobile ;

Suite à **l'ordonnance organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues,** publiées au Moniteur Belge le 23.12.2021, les PARTIES souhaitent modifier le bénéficiaire des loyers.

En vertu de l'article 281°b de **l'ordonnance organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues ,** les recettes de l'Établissement de culte se composent notamment des revenus liés à la pose d'une borne/antenne de télécommunication.

Il a été convenu et accepté ce qui suit :

Article 1— Loyer

1.1 A partir de la signature de l'avenant 1 le loyer annuel + index selon la formule ci-dessous sera versé au **BENEFICIAIRE** par **TELENET**, le dixième jour du mois

anniversaire de l'entrée en vigueur du Bail initial (ou si le dixième jour est un jour férié, le premier jour ouvrable qui suit) au compte BE13 0910 0107 7739.ouvert au nom de L'établissement de culte Saint Antoine de Padoue .

Formule d'indexation :

loyer initial x indice sante (tableau 2013) du mois de septembre

Indice santé (tableau 2013) d'octobre 2020 (index de référence)

Article 2 Objet

-Le BÉNÉFICIAIRE doit être prévenu des reconductions, résiliations et travaux.

-Le loyer et le contrat de Bail de Telenet se limitent à la surface reprise au nom de Telenet sur les plans annexés au contrat. Toute extension des installations par Telenet vers les surfaces reprises au nom d'un autre opérateur ou d'une surface non désignée au plan fera l'objet d'un avenant au contrat de bail ou d'un nouveau contrat de Bail dans le chef d'un autre opérateur.

-Telenet est conscient de la présence actuelle ou future d'autres opérateurs, tels que notamment DIGI, et l'accord avec DIGI sur les plans est annexé au présent document.

Article 3 - Assurances

L'article 14.2 du bail initial sera remplacé par

TELENET souscrira auprès d'une compagnie d'assurances reconnue une police d'assurance couvrant l'incendie, les dégâts des eaux, les risques locatifs et le recours des voisins.

Le PROPRIÉTAIRE et le BÉNÉFICIAIRE insséreront dans leur police d'assurance incendie une clause d'abandon de recours à l'égard de **TELENET**.Réciproquement, **TELENET** insérera dans sa police d'assurance incendie une clause d'abandon de recours à l'égard du **PROPRIÉTAIRE**, du **BÉNÉFICIAIRE** et de leurs assureurs.

Article 4 - Enregistrement

TELENET s'engage à faire enregistrer cet Avenant 1 au Contrat de Bail. Tous les frais, droits et éventuelles amendes en rapport avec l'enregistrement de cet Avenant 1 sont à charge de TELENET.

Article 5 — Dispositions finales

5.1 TELENET ne peut ni traiter ni communiquer les données personnelles du propriétaire à des tiers sauf en cas de nécessité dans le cadre d'obligations contractuelles et légales.

5.2 Les PARTIES s'engage à ne divulguer à des tiers, de quelque manière que ce soit, le contrat de bail, ses annexes et avenants et à garantir la confidentialité du contrat de bail, ses annexes et addenda, à moins que cela ne soit nécessaire dans le cadre de l'exécution devant les tribunaux ou des autorités administratives.

5.3 Sauf disposition contraire dans le présent avenant du contrat de bail, toutes les dispositions du Contrat de bail s'appliquent.

Fait à **Bruxelles ,** le ..... , en trois exemplaires dont l'un est

destiné au Receveur de l'Enregistrement.

PROPRIETAIRE :	**BENEFICIAIRE :**
Vincent DE WOLF	**Fernand SCHMETZ**
Bourgmestre	*Président*
Annick PETIT	**Katrin GORIS**

Secrétaire Communale
Secrétaire

TELENET :

John PORTER

CEO

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Sint-Antoniuskerk - Aanvulling op huurovereenkomst BX3459A met Telenet

De gemeenteraad,

Overwegende dat Telenet zijn mobiele telefoonnetwerk op de locatie van de Sint-Antoniuskerk, die gedeeld wordt met Proximus, moet moderniseren;

Overwegende dat er een aanvulling op huurovereenkomst BX3459A moet worden voorgelegd;

Overwegende het hieronder voorgestelde contractontwerp dat reeds is goedgekeurd door de religieuze instelling via haar voorzitter, de heer Fernand SCHMETZ;

Besluit de voorwaarden van het addendum tussen de gemeente Etterbeek, de religieuze instelling en TELENET goed te keuren.

BIJLAGE 1 BIJ DE HUUROVEREENKOMST: BX3459A

Tussen enerzijds:

De gemeente Etterbeek

Met maatschappelijke zetel te Casernelaan 31,

1040 Etterbeek

BTW BE 0207.365.610

Hier vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, namens welke de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris, optreden.

Hierna de **EIGENAAR** genoemd,

De religieuze instelling Saint Antoine de Padoue

Met maatschappelijke zetel in de Haernestraat 194, 1040 Etterbeek,

Ondernemingsnummer 0211.179.391

hier vertegenwoordigd door de heer Fernand Schmetz, voorzitter van de raad van de religieuze instelling, en mevrouw Katrin Goris, secretaris van de raad van de religieuze instelling;

hierna de **BEGUNSTIGDE** genoemd,

en anderzijds:

N.V. Telenet Group,

met maatschappelijke zetel te 2800 Mechelen, Liersesteenweg 4

BTW BE 0462.925.669

hier vertegenwoordigd door de heer John Porter, CEO

hierna "TELENET" genoemd

de EIGENAAR, TELENET en de BEGUNSTIGDE worden hierna gezamenlijk dePARTIJEN genoemd.

Overwegende dat:

De EIGENAAR en TELENET een huurovereenkomst hebben gesloten, met referentie **BX3459A**, ondertekend op 15/09/2021, met als voorwerp de huur van een oppervlakte (de "Oppervlakte"), gelegen in de **Sint-Antoniuskerk**, **Place-Antoine 1 te 1040 Etterbeek, kadastraal perceel nr. Etterbeek, 2,Div, sectie B/3, 87B** (de "huurovereenkomst") .

Deze oppervlakte wordt gebruikt voor de installatie, het onderhoud en de exploitatie van mobiele communicatieapparatuur;

Ingevolge het organiek besluit betreffende het beheer van de materiële belangen van erkende lokale culturele gemeenschappen, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 23.12.2021, wensen de PARTIJEN de begunstigde van de huurinkomsten te wijzigen.

Krachtens artikel 281°b van **het organiek besluit betreffende het beheer van de materiële belangen van erkende lokale culturele gemeenschappen** bestaan de inkomsten van de eredienstinstelling met name uit inkomsten in verband met de plaatsing van een telecommunicatiepaal/antenne.

Het volgende werd overeengekomen en aanvaard:

Artikel 1— Huur

1.1 Vanaf de ondertekening van het addendum 1 wordt de jaarlijkse huur + index volgens onderstaande formule door **TELENET** aan de **BEGUNSTIGDE** betaald op de tiende dag van de maand waarin de oorspronkelijke huurovereenkomst in werking is getreden (of, indien de tiende dag een feestdag is, op de eerstvolgende werkdag) op rekening BE13 0910 0107 7739, geopend op naam van de religieuze instelling Saint Antoine de Padoue .

Indexeringsformule:

oorspronkelijke huurprijs x gezondheidsindex (tabel 2013) van de maand september

Gezondheidsindex (tabel 2013) van oktober 2020 (referentie-index)

Artikel 2 Voorwerp

-De BEGUNSTIGDE moet op de hoogte worden gebracht van verlengingen, opzeggingen en werkzaamheden.

-De huurprijs en de huurovereenkomst van Telenet zijn beperkt tot de oppervlakte die op naam van Telenet staat vermeld op de bij de overeenkomst gevoegde plattegronden. Elke uitbreiding van de installaties door Telenet naar oppervlakten die op naam van een andere operator staan of naar een oppervlakte die niet op de plattegrond is aangegeven, zal het voorwerp uitmaken van een aanvullende overeenkomst bij de huurovereenkomst of van een nieuwe huurovereenkomst ten laste van een andere operator.

-Telenet is zich bewust van de huidige of toekomstige aanwezigheid van andere exploitanten, zoals met name DIGI, en de overeenkomst met DIGI over de plannen is bij dit document gevoegd.

Artikel 3 - Verzekeringen

Artikel 14.2 van de oorspronkelijke huurovereenkomst wordt vervangen door

TELENET zal bij een erkende verzekeringsmaatschappij een verzekeringspolis afsluiten die brand, waterschade, huurrisico's en verhaal van buren dekt.

De **EIGENAA**R en de **BEGUNSTIGDE** zullen in hun brandverzekering een clausule opnemen

waarin zij afzien van verhaal op **TELENET**.

Omgekeerd zal **TELENET** in haar brandverzekering een clausule opnemen waarin zij afziet van verhaal op de **EIGENAAR**, de **BEGUNSTIGDE** en hun verzekeraars.

Artikel 4 - Registratie

TELENET verbindt zich ertoe deze Bijlage 1 bij de Huurovereenkomst te laten registreren. Alle kosten, rechten en eventuele boetes in verband met de registratie van deze Bijlage 1 zijn ten laste van TELENET.

Artikel 5 — Slotbepalingen

5.1 TELENET mag de persoonsgegevens van de eigenaar niet verwerken of doorgeven aan derden, tenzij dit noodzakelijk is in het kader van contractuele en wettelijke verplichtingen.

5.2 De PARTIJEN verbinden zich ertoe om de huurovereenkomst, de bijlagen en de aanvullende clausules op geen enkele wijze aan derden bekend te maken en de vertrouwelijkheid van de huurovereenkomst, de bijlagen en de aanvullende clausules te waarborgen, tenzij dit noodzakelijk is in het kader van de uitvoering voor de rechtbank of de administratieve autoriteiten.

5.3 Tenzij anders bepaald in dit addendum bij de huurovereenkomst, zijn alle bepalingen van de huurovereenkomst van toepassing.

Gedaan te Brussel, op …… , in drie exemplaren, waarvan één

bestemd is voor de ontvanger van het Kadaster.

EIGENAAR:	**BEGUNSTIGDE:**
Vincent DE WOLF	**Fernand SCHMETZ**
Burgemeester	Voorzitter
Annick PETIT	**Katrin GORIS**
Gemeentesecretaris	Secretaris

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

BX3459--2025-10-27_Avenant_Telenet - ondertekend.pdf

Secrétariat - Secretariaat

22.12.2025/A/0069 **Question orale de Monsieur Olivier Coppens concernant les arceaux à vélos à Etterbeek.**

Le 9 novembre, une publication est apparue sur les réseaux sociaux et a été relayée par plusieurs médias. Il s'agit d'une photo accompagnée du texte « Feel free to lock your bike » ; en français donc « n'hésitez pas à attacher votre vélo ». La photo est prise au croisement de la rue des Francs et de la rue de la Jonchaie. On y voit des arceaux à vélos qui

ont été sciés.

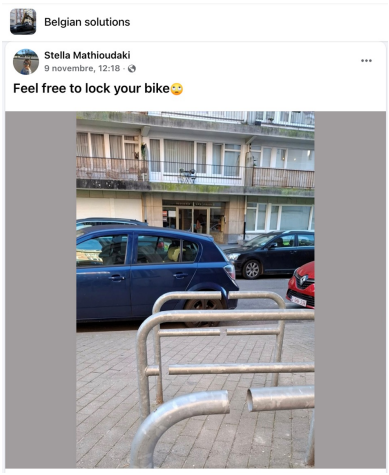
Ces événements sont plus qu'interpellant. On le sait, les vols de vélos sont fréquents en Région de Bruxelles-Capitale et Etterbeek n'est pas épargnée.

Selon le Focus n°4 de l'Observatoire de Safe.brussels de mai 2024 intitulé « Vol de vélo en Région de Bruxelles-Capitale », on estime entre 8.335 et 13.500 vols de vélos en Région bruxelloise en 2022. Une large fourchette difficile à affiner car nombreux sont celles et ceux qui ne déclarent pas le vol.

Pour revenir à notre situation locale, on constate depuis plusieurs années l'installation d'arceaux à vélos dans notre commune. Ils sont de différents modèles : tantôt arrondis, tantôt rectangulaires ou encore des modèles proches du sol pour les vélos cargos.

Monsieur l'échevin, vu les événements récents, permettez-moi de profiter de l'occasion pour mieux comprendre la politique locale en matière de parking vélo :

- Avez-vous été informés des événements survenus rue de la Jonchaie et savez-vous combien de vélos ont été volés ?
- S'agit-il d'un événement unique à Etterbeek ou est-ce un *modus operandi* qui s'est déjà produit ? Comment pouvons-nous rassurer les habitantes et habitants de notre commune ? Étudiez-vous d'autres types d'arceaux plus sécurisés ? Sur les réseaux sociaux, certains évoquent des arceaux remplis et non, creux comme les nôtre.
- Pouvez-vous nous communiquer le nombre de vols de vélos ces dernières années à Etterbeek et les mesures prises pour lutter contre ces vols ? Ces mesures sont-elles évaluées ?
- Disposez-vous d'un cadastre de tous les arceaux installés, des différents modèles et surtout de leur utilisation ? Il n'est pas rare de constater que certains parkings n'ont jamais vu un seul vélo attaché alors que d'autres sont surchargés et cela amène les riverains à s'accrocher à des lampadaires.
- Quelles politiques sont en cours de développement pour uniformiser les modèles d'arceaux, améliorer la sécurité de ces derniers, les placer aux endroits les plus stratégiques voire même déplacer certains qui ne sont que peu utiliser au profit d'endroits surchargés ?



Le Conseil entend l'interpellation.

Mondelinge vraag van Mijnheer Olivier Coppens over fietsbeugels in Etterbeek.

Op 9 november verscheen er een bericht op sociale media dat door verschillende media werd overgenomen. Het gaat om een foto met de tekst “Feel free to lock your bike”, in het Frans dus “n’hésitez pas à attacher votre vélo”. De foto is genomen op de hoek van de Frankenstraat en de Biesputstraat. Daarop zijn fietsbeugels te zien die doorgezaagd zijn.

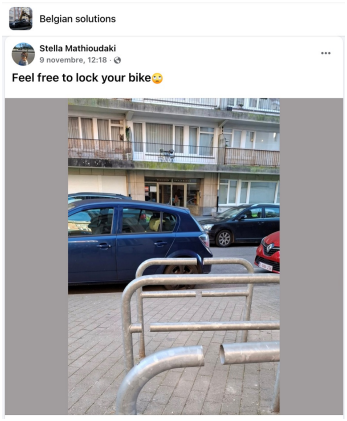
Deze gebeurtenissen zijn bijzonder verontrustend. We weten dat fietsdiefstallen frequent voorkomen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dat Etterbeek niet gespaard blijft.

Volgens Focus nr. 4 van het Observatorium van Safe.brussels van mei 2024, getiteld “Fietsdiefstal in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”, wordt het aantal fietsdiefstallen in Brussel in 2022 geschat tussen 8.335 en 13.500. Het gaat om een brede marge die moeilijk te verfijnen is, omdat veel slachtoffers de diefstal niet aangeven.

Ik kom terug op onze lokale situatie. We stellen vast dat er sinds meerdere jaren fietsbeugels in onze gemeente worden geplaatst. Het gaat om verschillende modellen: soms afgerond, soms rechthoekig, en ook lage modellen voor bakfietsen.

Mijnheer de schepen, gezien de recente gebeurtenissen wil ik van de gelegenheid gebruikmaken om beter inzicht te krijgen in het lokale beleid inzake fietsparkings:

- Bent u op de hoogte van de gebeurtenissen in de Biesputstraat en weet u hoeveel fietsen er gestolen zijn?
- Gaat het om een eenmalig voorval in Etterbeek of is het een modus operandi die zich al eerder heeft voorgedaan? Hoe kunnen we de inwoners van onze gemeente geruststellen? Onderzoekt u andere types van fietsbeugels die veiliger zijn? Op sociale media wordt gesproken over beugels die massief zijn en niet hol, zoals de onze.
- Hoeveel fietsen werden de afgelopen jaren gestolen in Etterbeek en welke maatregelen zijn genomen om die diefstallen tegen te gaan? Worden die maatregelen geëvalueerd?
- Hebt u een overzicht van alle fietsbeugels, van de verschillende modellen en vooral van hun gebruik? Niet zelden zien we dat er nooit een fiets wordt vastgemaakt aan sommige stallingen, terwijl andere overvol zijn waardoor buurtbewoners hun fiets moeten vastmaken aan lantaarnpalen.
- Welk beleid wordt gevoerd om het model van fietsbeugels te uniformiseren, de veiligheid ervan te verbeteren, ze op meer strategische plaatsen te installeren en sommige fietsbeugels die amper worden gebruikt te verplaatsen om andere fietsbeugels te ontlasten?



De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre:

Merci Monsieur Coppens. Encore une chance que vous avez parlé de lampadaires et pas de réverbères parce que je pense qu'attacher un vélo à un lampadaire est un peu complexe vu la taille des poteaux mais tout est possible si on a une longue chaîne, sans doute.

Les questions posées sont un peu multifonctionnelles puisqu'il y a des questions relatives au nombre de vols de vélos qui ne sont pas tout à fait de la compétence de l'Echevin, mais vu son caractère multifonctionnel et sa spécialité en ce qui concerne les 2 roues, je pense qu'il va être capable de vous répondre sur l'ensemble. La parole est à Monsieur du Bus.

Monsieur du Bus:

Merci Monsieur le Bourgmestre.

Monsieur Coppens, donc premier élément : les faits qui se sont produits auxquels vous faites référence, se sont produits il y a plus d'un an donc c'est une curiosité, et il y a eu 1 concours de circonstances.

Monsieur le Bourgmestre:

Cela prouve la réactivité du conseiller, quand même.

Monsieur du Bus:

Mais c'est vrai cela a pris une réalité à travers les réseaux sociaux il y a 1 mois et demi, 2 mois, alors que cette situation perdure depuis plus d'un an et résulte d'un malheureux concours de circonstances puisque il y avait des barrières Nadar empêchant la circulation en raison de problèmes de stabilité d'une toiture. Et donc, il a fallu il y a plus d'un an, évacuer complètement les voitures qui étaient parquées à cet endroit-là, empêcher la circulation, empêcher le nouveau parking et évacuer aussi les vélos qui étaient parqués sur ces arceaux.

Et pour les enlever, et bien les services n'avaient d'autre solution que de scier les arceaux. Les arceaux ont été sciés *in illo tempore*. Les vélos ont été parqués dans un garage communal, les propriétaires ont pu les récupérer, etc .

Mais donc, c'est une opération tout à fait originale, unique, pour vous dire que le problème des arceaux sciés se limite, dans l'histoire d'Etterbeek, uniquement à cet épisode-là. Et donc il n'y a pas de recensement d'autres arceaux sciés dans l'histoire des arceaux etterbeekois jusqu'à ce jour.

*Alors, sur les modèles des arceaux*donc, la commune a opté pour un modèle plus récent, d'arceaux en U renversé et adopté par la plupart des communes bruxelloises. Et au fil du temps, le modèle a été amélioré : ajout d'une barre transversale intermédiaire, forme carrée privilégiée, dimensions adaptées etc. Les arceaux commandés ces 4 dernières années permettent d'attacher aussi bien le cadre que les roues des vélos, et conviennent à tout type d'antivols et de vélos. Je vous donnerai ici, mais vous connaissez ce modèle en U renversé. Etant donné qu'aucun signalement lié au sciage d'arceaux vélos n'a été reçu auprès du service mobilité, comme je vous le disais il y a un instant, le modèle d'arceaux vélos n'a pas été remis en question.

Alors ça, c'est pour l'anecdote : il existe un nouveau type de stationnement vélos semi-sécurisé mais qui est simplement le résultat d'une initiative régionale. C'est le fameux

dispositif "Locky" qui permet à 2 vélos de venir se clipper, avec tout un système d'une application mais il n'y a, à notre connaissance, qu'une seule installation à proximité de la place Jourdan. C'est assez amusant parce que Locky fait la publicité de cette formule en disant c'est sur Etterbeek et en prenant la photo de la gare d'Etterbeek oubliant qu'ils en ont un place Jourdan. Enfin voilà, ça c'est autre chose.

Alors venons-en *au nombre de vols de vélos ces dernières années*. C'est très intéressant comme question et surtout comme réponse, parce ce que, ce que l'on voit dans l'évolution depuis 4 ans : 2022, 2023, 2024 et 2025, c'est une augmentation régulière en 2022, 2023 et 2024 des vols de vélos quasi tous les mois. Quand je dis quasi tous les mois, c'est sauf les mois d'octobre, novembre et décembre. Curieusement, les 3 derniers mois de l'année, on voit qu'il y a une baisse des vols de vélos, sur les 4 années. Par contre sur les autres mois de l'année, il y a une augmentation systématique du vol de vélos jusqu'en 2024.

Et depuis 2025, on voit une baisse, mais majeure, du nombre de vols de vélos, mois par mois. Par exemple, on passe [en nombre de vols] de 17 à 9 en janvier, de 23 à 8 en février, de 26 à 18 en mars, de 21 à 9 en avril, de 31 à 9 en mai, juin c'est quasi équivalent ou une très légère baisse, juillet de 22 à 9, août on passe de 27 à 15, septembre de 25 à 8, octobre de 17 à 2. Donc, c'est vous dire qu'il y a vraiment une diminution forte de l'ensemble des vols de vélos sur Etterbeek cette année-ci.

Alors, il n'y a pas qu'un seul élément qui l'explique, c'est le résultat de toute une série de politiques distinctes qui sont menées tant par des services de police que par le service de prévention, que par la création d'une plateforme nationale My Bike qui permet de recenser les vols de vélos, qui permet d'apposer un QR code qui est 1 élément vraiment dissuasif et qui est en fonction depuis peu de temps.

Alors, quelles sont les actions menées par la zone de police Montgomery ? D'une part, les services de proximité ainsi que la brigade cycliste ont été sensibilisés à porter une attention quotidienne, dans leur présence sur le terrain. Un suivi régulier est effectué sur base des statistiques des PV…

Monsieur le Bourgmestre:

C'est l'un des points qui est en haut du plan zonal de sécurité et j'ajoute aussi la prime cadenas dont ton voisin est l'initiateur à l'époque, en matière de prévention.

Monsieur du Bus:

Oui, donc un suivi régulier est effectué sur base des statistiques des PV [procès-verbaux] au niveau de leur carrefours d'information zonal afin d'identifier rapidement des schémas temporels ou spatiaux et d'orienter directement les patrouilles. Le service communication de la police effectue régulièrement des publications de prévention via les réseaux sociaux, ainsi que les publications communales. Le service de prévention prodigue des conseils sur le terrain lors de ses stands et des sorties du Prevention Truck qui a une expertise en matière de cadenas qui renvoie vers la plateforme My Bike dont j'ai déjà parlé.

Et au niveau régional, la police a constaté une difficulté à gérer les stocks de vélos retrouvés et sous la coordination d'un membre de la brigade cycliste, la police a développé en interne un processus de gestion du stock de vélos retrouvés par QR code, accroché à chaque vélo.

Alors, du côté du service prévention, comme le Bourgmestre vient de le rappeler,

Etterbeek propose des primes destinées à lutter contre les vols de vélos, les primes cadenas, les traceurs GPS, ainsi qu'une aide financière si les citoyens aménagent un dispositif de stationnement pour vélos sur un espace privé accessible au public. Ces primes sont gérées par une agente du service prévention qui tient d'ailleurs une permanence à la Mahma, tous les premiers et troisièmes mardis du mois, de 14h00 à 17h30. Les etterbeekois peuvent également y obtenir des informations utiles pour faire graver leur vélo ou l'enregistrer et, vous savez, la prévention propose de graver les vélos lors d'événements comme la journée sans voiture, la fête de l'avenue de Tervueren etc.

Votre question à propos du cadastre de tous les arceaux installés. Il existe effectivement un cadastre et une cartographie des emplacements vélo non-sécurisés. Les types d'arceaux de vélo sont repris mais pas le modèle avec un U renversé etc, mais les arceaux sont repris.

Alors j'ai ici des tableaux, je vais vous les donner, je ne vais pas citer ces chiffres parce que c'est un peu fastidieux, mais je vais simplement citer le résultat, le grand total. Nous avons, en nombre d'arceaux, 651 arceaux distincts. Et en termes de capacité, on passe de 732 possibilités d'accrocher un vélo en 2014, à 2356 en 2020 et à 3418 fin 2024. Et en fait, ce chiffre a encore augmenté en 2025 mais on n'a pas encore les derniers chiffres de 2025 parce qu'il y a encore eu la pose de nouveaux arceaux depuis lors.

Et donc le résultat, c'est que 3418 places de stationnements vélo temporaires étaient disponibles en 2024. Ce qui veut dire qu'Etterbeek présente une densité d'offres en stationnements vélos exemplaire, un emplacement sur arceaux vélos pour environ 14 habitants. On est parmi les plus hauts de l'ensemble de la région bruxelloise.

Alors, quelles politiques sont en cours de développement pour uniformiser les modèles d'arceaux, améliorer la sécurité de ces derniers, les placer aux endroits les plus stratégiques ou même en déplacer certains ? La fourniture et le placement d'un arceau vélos classique coûtent environ 200€. À l'heure actuelle, il n'est pas prévu de remplacer tous les arceaux vélos situés sur le territoire. En revanche, comme expliqué, le même modèle d'arceaux vélos est commandé depuis plusieurs années, donc des arceaux avec un U renversé, carré, etc. Lorsque l'état d'anciens arceaux vélos le nécessite, ils sont remplacés par ce nouveau modèle. Bruxelles Mobilité n'emploie toutefois pas le même modèle d'arceaux vélo sur les voiries régionales. Bruxelles Mobilité fait appel à une centrale d'achat qui reprend un modèle d'arceaux vélos un peu distinct, de forme un peu plus arrondie.

Et donc Etterbeek, en conclusion, présente une des plus grandes densités en stationnements vélo non sécurisés de la région bruxelloise. Le placement d'arceaux vélos s'est donc ralenti cette année-ci parce que nous disposions déjà d'un parc particulièrement dense et que les emplacements deviennent rares aussi, là où on peut encore mettre des arceaux vélos.

De 2021 à 2024, le service Mobilité a également mis l'accent sur la sécurisation des traversées piétonnes, la maîtrise du stationnement illégal avant les passages pour piétons. Mais le service mobilité reste disponible pour étudier des demandes au cas par cas et reste ouvert à toutes les offres de solutions d'implantations qui pourraient se présenter et qui échapperaient à la vigilance du service mobilité.

Par ailleurs, et j'en termine par-là, le placement d'arceaux vélos est toujours intégré aux projets de réaménagement dont le service voiries est en charge.

Vous avez demandé aussi 1 plan de répartition des arceaux. J'ai ce plan, je peux vous le transmettre. Il reprend sur la cartographie d'Etterbeek, non seulement l'emplacement mais aussi une couleur qui identifie sa fréquence qui varie de 20% jusqu'à plus de 80% d'utilisation, sur base des relevés qui ont été donnés. Vous constaterez que certaines zones sont quasi noires parce qu'elles ont une densité particulièrement élevée. Le service a fait le

tour de ces zones à densité forte et ils ont remarqué qu'il y avait une série de vélos qui étaient abandonnés. Ces vélos ont été détachés et donc ces espaces ont été libérés. Ce qui signifie que la cartographie que je vais vous communiquer en fait ne correspond plus à la réalité actuelle qui est améliorée du fait de l'action des services.

Monsieur le Bourgmestre:

Je ne sais pas si tout cela aura rassuré Monsieur Coppens, mais je le pense. Et alors, il faudrait peut-être que l'échevin rappelle que pour qu'on ne vole pas un vélo, il ne suffit pas qu'il y ait des arceaux partout, il faut encore attacher son vélo. Et votre collègue Echevin, Meneer Van Bockstal, s'est donc fait voler 3 ou 4 fois son vélo, simplement parce qu'il n'avait pas attaché son vélo, mais son cadenas pendait bien sur son cadre. Donc voilà, c'est en matière de prévention quand même un élément utile de rappeler qu'il vaut mieux attacher son vélo que ce soit à un lampadaire, à un réverbère, à un arceau plein ou non plein, parce que si on ne le fait pas, on est quasi sûr d'avoir un vol.

De burgemeester:

Bedankt, mijnheer Coppens. Gelukkig had u het over lantaarnpalen en niet over straatlantaarns, want ik denk dat een fiets vastmaken aan een lantaarnpaal toch wat ingewikkeld is gezien de omvang van die palen. Maar goed, alles is mogelijk als men een lange ketting heeft, ongetwijfeld.

De gestelde vragen zijn een beetje multifunctioneel, aangezien er vragen zijn over het aantal fietsdiefstallen, wat niet helemaal tot de bevoegdheid van de schepen behoort. Maar gezien zijn multifunctionele karakter en zijn specialiteit op het vlak van tweewielers, denk ik dat hij in staat zal zijn om u op alles te antwoorden. Het woord is aan de heer du Bus.

De heer du Bus:

Dank u, mijnheer de burgemeester.

Mijnheer Coppens, het eerste element: de feiten waarnaar u verwijst, dateren van meer dan een jaar geleden, wat op zich al opmerkelijk is, en er was toen een samenloop van omstandigheden.

De burgemeester:

Dat bewijst toch de reactiviteit van het raadslid.

De heer du Bus:

Maar het is inderdaad zo dat dit pas echt aandacht kreeg via de sociale media een maand of anderhalf, twee geleden, terwijl de situatie al meer dan een jaar bestond en het gevolg was van een ongelukkige samenloop van omstandigheden. Er stonden namelijk nadarhekken om de doorgang te blokkeren wegens stabiliteitsproblemen aan een dak. Daardoor moest men, meer dan een jaar geleden, alle geparkeerde auto's daar weghalen, de doorgang afsluiten, vermijden dat er nieuwe auto's zouden parkeren én ook de fietsen verwijderen die aan de beugels vastgemaakt waren.

En om die weg te halen, hadden de diensten geen andere oplossing dan de beugels door te zagen. De beugels zijn dus destijds doorgezaagd. De fietsen zijn in een gemeentelijke garage geplaatst, de eigenaars konden ze ophalen, enzovoort.

Het gaat dus om een uitzonderlijke, unieke operatie. Dat om duidelijk te maken dat het probleem van doorgezaagde fietsbeugels in de geschiedenis van Etterbeek uitsluitend tot dat ene voorval beperkt blijft. Er is tot op heden geen enkele melding van andere doorgezaagde beugels in Etterbeek.

Wat de modellen van fietsbeugels betreft: de gemeente heeft gekozen voor een recenter model, namelijk de omgekeerde U-beugels die door de meeste Brusselse gemeenten worden gebruikt. In de loop van de tijd is dat model verbeterd: toevoeging van een extra dwarsbalk, voorkeur voor een vierkante vorm, aangepaste afmetingen, enzovoort. De beugels die de afgelopen vier jaar besteld zijn, maken het mogelijk zowel het kader als de wielen vast te maken en zijn geschikt voor alle soorten sloten en fietsen. U kent dit model van omgekeerde U ongetwijfeld. Aangezien er, zoals ik daarnet zei, geen enkele melding is binnengekomen bij de dienst Mobiliteit over doorgezaagde fietsbeugels, is het model nooit ter discussie gesteld.

Dan, als kleine anekdote: er bestaat een nieuw type semi-beveiligde fietsenstalling, maar dat is een initiatief van het Gewest: het bekende Locky-systeem, waarbij twee fietsen kunnen worden vastgeklikt via een app. Voor zover wij weten, staat er slechts één installatie in de buurt van het Jourdanplein. Het is trouwens grappig dat Locky reclame maakt met de vermelding “in Etterbeek” en daarbij een foto van het station van Etterbeek gebruikt, terwijl ze er eigenlijk eentje op het Jourdanplein hebben. Maar goed, dat terzijde.

Dan komen we bij het aantal fietsdiefstallen van de afgelopen jaren. Dat is een heel interessante vraag, vooral omwille van het antwoord. Wat we zien in de evolutie van de voorbije vier jaar (2022, 2023, 2024 en 2025) is een regelmatige stijging in 2022, 2023 en 2024, bijna elke maand. Wanneer ik zeg “bijna elke maand”, bedoel ik behalve oktober, november en december. Opmerkelijk genoeg zien we in die drie laatste maanden van het jaar telkens een daling van het aantal fietsdiefstallen, vier jaar op rij. In de andere maanden is er tot 2024 een systematische stijging van het aantal fietsdiefstallen.

Maar sinds 2025 zien we een sterke daling van het aantal fietsdiefstallen, maand na maand. Bijvoorbeeld: het aantal diefstallen gaat van 17 naar 9 in januari, van 23 naar 8 in februari, van 26 naar 18 in maart, van 21 naar 9 in april, van 31 naar 9 in mei. In juni is het quasi gelijk of licht dalend, in juli van 22 naar 9, in augustus van 27 naar 15, in september van 25 naar 8, in oktober van 17 naar 2. Dat toont duidelijk een zeer sterke daling van het totale aantal fietsdiefstallen in Etterbeek dit jaar.

Er is geen enkelvoudige verklaring: het is het resultaat van verschillende beleidsmaatregelen, zowel van de politie als van de preventiedienst, en van de oprichting van het nationale platform My Bike, dat toelaat fietsdiefstallen te registreren en een QR-code te gebruiken die sterk ontradend werkt. Dat systeem bestaat nog maar sinds kort.

Welke acties voert de politiezone Montgomery? Enerzijds zijn de wijkdiensten en de fietsbrigade gesensibiliseerd om dagelijks aandacht te besteden aan dit thema tijdens hun aanwezigheid op het terrein. Er wordt regelmatig opgevolgd op basis van de statistieken van de processen-verbaal…

<u>De burgemeester:</u>

Dit is een van de punten uit het zonale veiligheidsplan, en ik voeg er ook aan toe: de premie

voor een slot, waarvan uw buurman destijds de initiatiefnemer was op het vlak van preventie

De heer du Bus:

Ja, dus er wordt een regelmatige opvolging gedaan op basis van de statistieken van de processen-verbaal binnen hun zonale informatiekruispunt, om snel temporele of ruimtelijke patronen te identificeren en de patrouilles meteen gericht aan te sturen. De communicatiedienst van de politie publiceert regelmatig preventieberichten via sociale media, net als via de gemeentelijke kanalen. De preventiedienst geeft advies op het terrein tijdens hun infostands en tijdens de uitstappen van de Prevention Truck, die expertise heeft op het vlak van fietssloten en doorverwijst naar het My Bike-platform waarover ik al sprak.

Op gewestelijk niveau heeft de politie vastgesteld dat het moeilijk was om de voorraad teruggevonden fietsen te beheren. Onder coördinatie van een lid van de fietsbrigade heeft de politie daarom intern een beheersproces ontwikkeld voor die voorraad, met een QR-code die aan elke fiets wordt bevestigd.

Wat de preventiedienst betreft: zoals de burgemeester net herinnerde, biedt Etterbeek premies aan om fietsdiefstal tegen te gaan: premies voor fietssloten en gps-trackers, en ook financiële steun wanneer burgers een fietsenstalling inrichten op een privéterrein dat toegankelijk is voor het publiek. Deze premies worden beheerd door een medewerkster van de preventiedienst, die bovendien een spreekuur heeft in het MAHMA (Huis van de Actieve Mobiliteit), elke eerste en derde dinsdag van de maand van 14.00 tot 17.30 uur. Etterbekenaren kunnen daar ook nuttige informatie krijgen over het graveren of registreren van hun fiets. U weet dat de preventiedienst fietsen graveert tijdens evenementen zoals Autoloze Zondag, het feest van de Tervurenlaan, enzovoort.

Uw vraag over het kadaster van alle geïnstalleerde fietsbeugels: er bestaat inderdaad een kadaster en een kaart van de niet-beveiligde fietsparkeerplaatsen. De types fietsbeugels worden vermeld, maar niet het specifieke model zoals de omgekeerde U-beugel. De beugels zelf zijn wel opgenomen.

Ik heb hier tabellen bij me, ik zal ze u bezorgen, ik ga de cijfers niet allemaal opsommen want dat zou wat langdradig zijn, maar ik geef u het totaalresultaat. We hebben 651 afzonderlijke fietsbeugels. In termen van capaciteit gaan we van 732 mogelijkheden om een fiets vast te maken in 2014, naar 2356 in 2020, en naar 3418 eind 2024. En eigenlijk is dat cijfer in 2025 nog gestegen, maar we hebben de definitieve cijfers van 2025 nog niet, omdat er sindsdien opnieuw nieuwe beugels geplaatst zijn.

Het resultaat is dus dat er in 2024 in totaal 3418 tijdelijke fietsparkeerplaatsen beschikbaar waren. Dat betekent dat Etterbeek een voorbeeldige dichtheid aan fietsparkeerplaatsen heeft: één fietsbeugelplaats per ongeveer 14 inwoners. Daarmee behoren we tot de hoogste dichtheden van het hele Brussels Gewest.

Dan, welk beleid wordt gevoerd om het model van fietsbeugels te uniformiseren, de veiligheid ervan te verbeteren, ze op meer strategische plaatsen te installeren en sommige fietsbeugels te verplaatsen? De levering en plaatsing van een klassieke fietsbeugel kost ongeveer 200 euro. Op dit moment is het niet de bedoeling om alle fietsbeugels op het grondgebied te vervangen. Maar zoals uitgelegd, wordt al meerdere jaren hetzelfde model besteld: de omgekeerde U-beugel, vierkant, enzovoort. Wanneer de staat van oudere beugels het vereist, worden ze vervangen door dit nieuwe model. Brussel Mobiliteit gebruikt echter niet hetzelfde model op de gewestwegen. Brussel Mobiliteit werkt via een aankoopcentrale die een iets ander type fietsbeugel aanbiedt, met een wat meer

afgeronde vorm.

Dus, om af te sluiten: Etterbeek heeft een van de hoogste dichtheden aan niet-beveiligde fietsparkeerplaatsen van het Brussels Gewest. De plaatsing van nieuwe fietsbeugels is dit jaar vertraagd omdat we al over een bijzonder dicht netwerk beschikken en omdat de beschikbare locaties schaars worden.

Van 2021 tot 2024 heeft de dienst Mobiliteit bovendien sterk ingezet op de beveiliging van voetgangersoversteken en op de aanpak van illegaal parkeren vóór zebrapaden. Maar de dienst Mobiliteit blijft beschikbaar om aanvragen geval per geval te onderzoeken en staat open voor alle voorstellen voor nieuwe locaties die hun aandacht zouden kunnen ontglippen.

Daarnaast, en daarmee rond ik af, wordt de plaatsing van fietsbeugels systematisch geïntegreerd in herinrichtingsprojecten waarvoor de dienst Wegenis verantwoordelijk is.

U vroeg ook naar een spreidingsplan van de fietsbeugels. Ik heb dat plan hier en kan het u bezorgen. Het toont op de kaart van Etterbeek niet alleen de locatie van elke beugel, maar ook een kleurcode die de gebruiksgraad aangeeft, variërend van 20% tot meer dan 80%, op basis van de uitgevoerde tellingen. U zult zien dat sommige zones bijna zwart kleuren omdat de dichtheid daar bijzonder hoog is. De dienst heeft die zones met hoge bezettingsgraad bezocht en vastgesteld dat er verschillende achtergelaten fietsen stonden. Die zijn verwijderd, waardoor ruimte is vrijgekomen. Dat betekent dat de kaart die ik u zal bezorgen eigenlijk niet meer overeenkomt met de huidige situatie, die verbeterd is dankzij de acties van de diensten.

De burgemeester:

Ik weet niet of dit alles meneer Coppens gerustgesteld heeft, maar ik denk van wel. En dan moet de schepen misschien nog eens herinneren dat, om te vermijden dat een fiets gestolen wordt, het niet volstaat dat er overal beugels staan. Mensen moeten hun fiets ook vastmaken. Uw collega-schepen, mijnheer Van Bockstal, heeft zijn fiets drie of vier keer laten stelen, gewoon omdat hij zijn fiets niet had vastgemaakt, terwijl zijn slot wel mooi aan zijn kader hing. Dus ja, dat is toch een nuttige preventietip: het is beter je fiets vast te maken, of dat nu aan een lantaarnpaal, een verlichtingspaal, een volle of niet-volle beugel is. Want als je dat niet doet, ben je er bijna zeker van dat hij gestolen wordt.

Levée de la séance à 22:45
Opheffing van de zitting om 22:45

Le Bourgmestre-Président

La Secrétaire communale,
De gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président
De Burgemeester-Voorzitter

Annick Petit

Vincent De Wolf